

NI PATRIE

NI FRONTIERES

Traductions et débats

Terrorismes

et violences politiques

**Fraction Armée Rouge, Brigades rouges, Autonomie
Attentats de Madrid, « Résistance » irakienne, ETA**

*Encyclopédie anarchiste (1934) : illégalisme,
sabotage, vol, action directe*

Pays-Bas : Multiculturalisme et lutte contre le racisme --
Affaire Theo van Gogh – Vieux et nouveaux racismes

Côte d’Ivoire : Les causes du conflit

Irak : Mansoor Hekmat et le « communisme-ouvrier »

France : Des salariés de La Poste et de France
Telecom prennent la parole - « Lovers » et filles des cités -
Enfants de sans-papiers – 35 heures

N° 11-12 – Février 2005 - Trimestriel - Prix : 10 €

Ni patrie ni frontières, revue « hors courants », publie ou republie des textes de diverses tendances et de différents pays sur des thèmes généraux ainsi que sur l'actualité. Le tout dans un esprit critique mais non sectaire, pour susciter un débat indispensable entre « révolutionnaires ».

« L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie (...). »

EMMA GOLDMAN

Sommaire

Présentation.....	
5	Anouchka : Questions et définitions du terrorisme.....6-
9	

TERRORISMES ET VIOLENCES POLITIQUES

Florilège marxiste sur le terrorisme (1849-1938)

Débat	sur	les
terrorismes.....		II
15	Quelques réflexions à propos des extraits de textes présentés.....	13-
18	Friedrich Engels, Karl Marx, V.I. Lénine	16-
21	Léon Trotsky : La faillite du terrorisme individuel (1909).....	19-
24	Léon Trotsky : Pourquoi les marxistes s'opposent au terrorisme individuel (1912)	22-

Terrorisme, illégalisme, violence et action directe

A. Berkman : L'anarchisme est-il synonyme de violence ? (chapitre XIX de <i>L'ABC de l'anarchisme communiste</i> , 1929).....	27-30	
Six articles extraits de l' <i>Encyclopédie anarchiste</i> (1934) :		
L. Barbedette : Terrorisme.....	31-	
33	P. Besnard : L'action directe	34-
36	M. Pierrot : L'illégalisme (Le vol).....	37-
38	E. Armand : L'illégalisme.....	39-
41	A. Lapeyre : L'illégalisme	42-
43	S. Mac Say : L'illégalisme (son aspect, sa pratique et ses aboutissants).....	45-
51	G. Yvetot : Sabotage.....	52-
58		

Terrorismes d'Etat, terrorisme d'extrême gauche

FRACTION ARMEE ROUGE, BRIGADES ROUGES ET AUTONOMIE

Combat communiste (1977-1979) : Le vrai terrorisme c'est celui de l'Etat ! – L'extrême gauche et la Fraction Armée Rouge – A propos de l'enlèvement d'Aldo Moro – Terrorisme et communisme – Le terrorisme et les révolutionnaires – La logique d'une politique.....60-72

Paolo Bertella Farnetti et Primo Moroni : Collectif autonome de la Barona – Éléments pour une histoire impossible (1984).....73-87

Y.C. : Comparer les effets incomparables des terrorismes « noir » et « rouge » occulte des questions importantes

II MARS 2004

AWL : Contre les terroristes ! Solidarité internationale de la classe ouvrière ! (2004)

Gerry Byrne : Madrid, II mars 2004 et « moralisme » : leur morale et la nôtre.....94-96

DEBAT

Jacques Wajnsztein : Commentaire sur l'article de Gerry Byrne (2004).....97-98

Y.C. : Attentats et « accidents de travail » : une théorie confuse et dangereuse.....99-100

Lettre de Nicole T. (2004)...101 – Lettre de Jacques Wajnsztein . Annexe : Quelques remarques par rapport à notre discussion (2004).....102-105 – Lettre de Michel (2004).....106-107

II SEPTEMBRE, ETA ET REFUGIES POLITIQUES ITALIENS

Mansoor Hekmat : Mettre fin au terrorisme est notre tâche (2001).....108-110

Avanti et Piers Mostyn : A propos des tactiques de la Résistance irakienne – Guerres sales et solidarité critique (2005).....111-114

Toma Hamid (PCOI) : Communisme ouvrier et lutte armée en Irak.....115-116

Sous-commandant Marcos (2002) : Extraits de lettres à l'ETA et au peuple basque.....117-118

Comité pour une défense politique de Paolo Persichetti : Contre l'amnésie collective et sélective, soutenons les réfugiés politiques italiens (2004).....119-120

Temps critiques : Passé, présent, devenir. Des luttes italiennes des années 1970 aux extraditions d'aujourd'hui : un état d'exception permanent. (2004).....121-124

Pays-Bas

De Fabel van de illegaal : Théo van Gogh, Un cinéaste mineur, sexiste, raciste, homophobe, antisémite et réactionnaire - La balle est venue de la droite - Combattre le racisme sans défendre le multiculturalisme - IS (Pays-Bas) et le nouveau racisme culturel - Cheikh Yassin : un « héros » et un « exemple » ?.....125-

135

Irak

Nicolas Dessaux : MANSOOR HEKMAT, du marxisme révolutionnaire au communisme-ouvrier.... 139-151

Y.C. :	Bref
commentaire.....	153
Nicolas Dessaux : Mythes et réalités de la résistance irakienne.....	154-
158	
Toma Hamid (PCOI): L'extrême gauche, groupe de pression de la « Résistance » irakienne	
 Côte-d'Ivoire	
Mouvement communiste : Compétition capitaliste aiguë autour de la répartition de la rente ...	159-
173	
 France	
Marie-Cécile Plà : Enfants scolarisés sans-papiers.....	174-183
Mouvement communiste : 35 heures, la droite enlève le fard aux lois Aubry.....	184-185
Y.C. : Lovers et filles des cités.....	186-
187	
Thomas Lanvin : La Poste, une entreprise génétiquement modifiée (188) - Christian Béridel : Sciences humaines et pratiques capitalistes ! (188) - Christian Béridel : A propos de la journée d'action du 18 janvier (188-189)	
Collectif NADA, sinon Rien (2002-2004) : tracts diffusés à La Poste et à France Telecom	188-
189	
 Critiques de livres	
<i>Bonjour paresse – Guerre d'Espagne de – Nous le peuple américain–</i>	
Anna Laura Bragheti <i>Le Prisonnier, 55 jours avec Aldo Moro</i>	200-200
 Lettres de lecteurs (200-200)	

Présentation

Les questions du terrorisme (ou plutôt des terrorismes) et de la violence politique ont été au centre de l'année 2004. De la guerre en Irak menée au nom de l'aide à la « construction de nouvelles nations démocratiques » (traduction du concept de *nation building* au centre de la politique étrangère prônée par les néo-conservateurs) aux attentats de Madrid ; de la terreur que fait peser la « Résistance » irakienne sur la population de ce pays à la mort lente des prisonniers d'Action directe dans les prisons françaises, ce ne sont pas les occasions qui ont manqué de débattre des différentes formes de terrorisme :

- terrorisme d'Etat américano-britannique,
- terrorisme « religieux » d'al Quaida,
- terrorisme nationaliste d'ETA (faussement accusé des attentats de Madrid),
- terrorisme (d'extrême gauche) d'Action directe, terrorisme passé (réel ou supposé) des militants italiens réfugiés en France et menacés d'extradition,
- sans oublier les actes terroristes de l'armée française contre la population de la Côte-d'Ivoire ou ceux de l'armée israélienne contre la population palestinienne.

Il ne peut être question, en un seul numéro, de faire le tour de ces questions complexes, d'autant que, si l'on voulait être exhaustif, il faudrait ajouter que le terme de terrorisme s'applique aussi aux méthodes de défense d'une révolution (la Commune) ou d'un Etat dit « ouvrier » (l'URSS de la guerre civile).

Les textes présentés dans le principal dossier de ce numéro vont de 1848 à 2004, de **Karl Marx** au sous-commandant **Marcos**. Espérons que l'arc temporel et la diversité politique choisis permettront aux lecteurs de prendre un peu de distance avec les questions abordées pour mieux y réfléchir.

En France, la situation a été marquée par la continuation de l'offensive du gouvernement et du patronat contre tous les « acquis sociaux ». Les articles de **Christian Béridel**, de **Thomas Lanvin** et la collection de tracts du **Collectif Nada sinon rien** diffusés entre 2002 et 2004, éclairent les derniers mauvais coups qu'ont encaissés les travailleurs de La Poste et de France Telecom. **Marie-Cécile Pla**, quant à elle, dénonce la situation inhumaine réservée aux enfants de sans-papiers.

Aux Pays-Bas, l'assassinat du très réactionnaire Theo van Gogh a suscité une vague de violence antimusulmane sans précédent, et réactivé le débat sur l'immigration, comme le montrent les camarades de *De Fabel van de illegaal*.

Ce numéro se conclut par un article de *Mouvement communiste* sur la Côte-d'Ivoire et un article de **Nicolas Dessaux** sur Mansoor Hekmat, théoricien et militant à l'origine des Partis communistes-ouvriers d'Iran et d'Irak, partis dont nous avons déjà publié plusieurs textes dans des numéros précédents. Bonne lecture !
(10/2/2005)

P.S. : Faute de place nous reportons au prochain numéro une série d'articles anciens (publiés dans *Combat communiste*) ou récents (notamment sur le Parti des travailleurs) qui décrivent la longue marche vers l'opportunisme des trotskystes français (LO, LCR et PT).

Questions et définitions

Jamais le terrorisme n'aura autant fait parler de lui, jamais il ne sera devenu un sujet de société aussi universel, et jamais il n'aura cristallisé autant d'ardeurs à ses dépens, celles d'une meute multiforme allant des gouvernements aux populations, tous prêts à crier haro et à décréter l'union sacrée à la moindre rumeur d'activités suspectes. Or, il faut dire que jamais, également, il n'aura été aussi difficile de définir le terrorisme, tant il est vrai que les Etats, les sociétés et les institutions capitalistes, mais aussi certaines organisations politiques, ont à cœur de profiter du consensus d'hostilité autour de ce mot pour en développer l'usage contre leurs ennemis politiques ou, plus essentiellement, contre toute forme de contestation radicale de la société. On va le voir, en effet, les définitions du terrorisme ont tendance à se révéler très différentes suivant la source à laquelle on les emprunte.

Défini par le dictionnaire Hachette comme un « système de violences systématiques auquel certains mouvements politiques extrémistes ont recours pour créer un climat d'insécurité favorisant leurs desseins », la notion de terrorisme serait en réalité apparue en France au XVIII^e siècle, sous la Terreur « révolutionnaire », avant de désigner les actions violentes commises contre les populations civiles. Plus largement, l'encyclopédie Wikipédia prend à cœur d'introduire le « terrorisme d'Etat », grand oublié du dictionnaire, comme l'un des deux principaux types de terrorisme.

Or, le terrorisme tend aujourd'hui à désigner un champ de pratiques de plus en plus larges, mais de plus en plus éloignées de l'Etat, au point de bientôt recouvrir les différents modes d'action traditionnels des mouvements sociaux et révolutionnaires, tels que l'illégalisme, l'action directe, ou encore, n'ayons peur de rien, la grève et la manifestation. La propagande d'aujourd'hui est aussi une guerre de mots, faite de campagnes de communication autour de différents termes pour en organiser la récupération, le détournement et l'instrumentalisation.

Plus large, la définition de la Convention sur le financement du terrorisme propose de considérer comme terroriste : « tout [...] acte destiné à causer la mort ou des dommages corporels graves à toute personne civile, ou à toute autre personne qui ne participe pas directement aux hostilités dans une situation de conflit armé, lorsque, par sa nature ou son contexte, cet acte est destiné à intimider une population ou à contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque ».

Toutefois, on peut noter, avec John Brown, que cette formule « juxtapose deux conceptions différentes, voire contradictoires, de ce phénomène. La première, qui insiste sur les dommages causés à la population civile, se situe dans la ligne des principes du tribunal de Nuremberg ; la seconde, qui met l'accent sur la subversion de l'ordre politique, trouvera son expression dans le Terrorism Act du Royaume-Uni et inspirera la proposition de la Commission européenne¹ ».

Peut-être s'agit-il aussi de rejoindre la définition du FBI, qui insiste sur sa finalité politique et son aspect illégal : « Le terrorisme consiste en une utilisation illicite de la force et la violence contre des personnes ou des biens dans le but d'intimider ou de contraindre un gouvernement, la population civile ou une partie de celle-ci, dans la poursuite d'objectifs politiques ou sociaux. » Cette définition, des plus large, pourrait dès lors fort bien s'appliquer à une grève ou à une action militante un peu radicale. On en comprend aisément les implications : l'incrimination du terrorisme à l'échelle européenne pourrait en effet, selon John Brown, déboucher sur le fait que des individus ou des groupes aspirant à une transformation radicale de la société pourraient être arrêtés, non seulement pour les actes qu'ils auraient

¹ John BROWN, « Les périlleuses tentatives pour définir le terrorisme », in *Le Monde Diplomatique*, février 2002, page 4.

commis, mais pour ceux que, en vertu de leur idéologie, ou surtout de la façon dont celle-ci est perçue, ils pourraient commettre.

L'usage du terme « terrorisme » est d'ailleurs à ce point devenu un enjeu de pouvoir que certaines organisations, profitant du flou qui l'entoure, l'utilisent dans le but de disqualifier ceux qui les gênent ; un ami syndicaliste me disait encore récemment que le mot « terroriste » était le terme préféré de la CFDT dans sa boîte pour définir son inacceptable activité de défense des salariés contre l'arbitraire patronal. En Irak, en outre, les actes violents commis contre les troupes d'occupation, c'est-à-dire en priorité des non-civils, sont également définis par les autorités américaines comme des actes terroristes.

Il est vrai que les attentats islamistes de ces dernières années sont le plus beau prétexte fourni aux Etats, anciens ou nouveaux, pour organiser et faire accepter la criminalisation des mouvements sociaux. Dans la Constitution européenne, par exemple, les mots et expressions « terrorisme / menace terroriste / attaque terroriste / prévention du terrorisme » reviennent dix fois dans le texte et dans six articles différents : I-43, III-160, III-271, III-276, III-309, III-329. Ainsi, l'anti-terrorisme devient un outil de pacification sociale et un mode de gouvernement.

Pour autant, il me semble que la nécessité de débattre du terrorisme ne vient pas de son instrumentalisation en soi par des organisations aussi disparates que contre-révolutionnaires, mais de la grande difficulté à en faire un concept, c'est-à-dire à lui attribuer une définition très précise énumérant rigoureusement le type d'actions auquel il renvoie. D'après le site de l'Association Internet pour la promotion des droits de l'homme, il n'existe ainsi pas moins, dans les seuls pays anglo-saxons, de 212 définitions du terrorisme, dont 72 utilisées officiellement. Par exemple, doit-on définir un acte terroriste par sa nature ou bien par le public visé ?

On ferait bien alors de se pencher sur la notion de « civils », qui renvoie en définitive au vaste ensemble des individus qui ne sont ni militaires ni ecclésiastiques, ce qui fait qu'un grand nombre d'actions anti-patronales pourraient être qualifiées de terroristes. A l'inverse, la notion de « civils innocents » serait bien plus restrictive pour des militants d'extrême gauche que pour l'Etat français. Autrement, peut-on se focaliser sur les mobiles des auteurs des actes ? Il faudrait alors, à en croire Daniel Colson, exclure les attentats anarchistes de « propagande par le fait », car ceux-ci se démarqueraient du terrorisme de sept façons dont :

1) Si les anarchistes ne répugnent pas à faire trembler les dirigeants, la bombe serait pour eux un moyen de contagion et non une fin en soi.

2) A une organisation clandestine sous la forme d'un mini-appareil d'Etat, les anarchistes opposeraient des actes strictement individuels.

3) A une action planifiée dans le temps s'opposerait un passage à l'acte spontané.

4) Les propagandistes par le fait ne cherchaient pas à se soustraire aux conséquences de leurs actes ; ils les revendiquaient en général hautement et ne craignaient pas d'exposer leurs vies².

Mais cette appréciation a ses limites partisans. Et, on le voit, beaucoup de définitions renvoient à la subjectivité des lecteurs, autant que des acteurs, et les spécialistes eux-mêmes n'arrivent pas à établir une définition rigoureuse, ainsi de Gérard Chaliand, qui se prend à définir le terrorisme par lui-même, comme... « l'action de petits groupes utilisant le terrorisme comme seul moyen de lutte »³.

Il faut toutefois rendre à ce dernier le bénéfice de *l'Histoire du terrorisme*, ouvrage qu'il a dirigé chez Bayard en 2004. Expliquant que, depuis les premières sociétés, terreur et gouvernement sont indissociables, qualifiant le terrorisme d'Etat de « terrorisme d'en haut », Chaliand développe l'idée que le terrorisme (« d'en bas »), tel qu'il est compris par la plupart des gens, est « la forme la plus violente de la guerre psychologique » et qu'il vise à « créer du pouvoir en espérant atteindre par le bas ce dont l'Etat dispose par le haut ». Il est relativement récent que l'on considère comme « immoral » le fait de s'attaquer aux populations civiles. Ariel Merari, directeur du Groupe de recherche sur la violence politique à l'université de Tel Aviv, soucieux de trouver une définition du terrorisme politique « acceptable par le plus grand nombre », souligne la difficulté de la tâche. En effet, ce terme a une « connotation émotionnelle négative » et il sert à discréditer une forme d'activité politique plutôt qu'à la décrire, à marquer sa « désapprobation (...) sans se préoccuper de définir avec précision ce qui constitue un comportement terroriste ». Merari cherche donc à définir le terrorisme plus comme un « mode de lutte » que comme une

² Daniel COLSON, « Terrorisme », in *Petit lexique philosophique de l'anarchisme [De Proudhon à Deleuze]*, Le livre de poche, Librairie générale française, 2001, page 328.

³ Gérard CHALIAND, « Terrorismes et contre-terrorismes : de la Palestine à l'Irak », Université de tous les savoirs, 20 juillet 2003, cité par Audrey Zaghdoun dans son compte-rendu pour l'AFIDORA.

« aberration sociale et politique », à l'aborder « d'un point de vue technique plus que moral », tentative d'autant plus louable que l'auteur, israélien, a dû faire preuve d'un effort d'objectivité et de distanciation nettement au-dessus de la moyenne vu la façon dont le Hamas s'attaque de façon indiscriminée à la population de son pays.

Ariel Merari est en désaccord avec la condamnation de l'immoralité du terrorisme selon le philosophe Michael Walzer car, pour Merari, les « normes morales et les normes de la guerre en particulier (...) sont variables selon les sociétés et sans cesse modifiées ». Il met à jour la manipulation : le code moral universel que présente Walzer est en fait le code chrétien occidental. L'utilisation des otages civils par les Irakiens en 1990 était par exemple considérée comme un « acte légitime et moralement justifié dans le monde arabe » du moins pour la majorité des populations. Le terrorisme viole systématiquement toutes les lois de la guerre, c'est donc certainement une forme illégale de la guerre mais pas une forme de guerre plus immorale que les autres. A propos de la morale, « ensemble des principes de jugement et de conduite qui s'imposent à la conduite individuelle ou collective comme fondés sur les impératifs du bien », il ne faut pas oublier sa profonde relativité : il ne s'agit pas de dénier aux valeurs des terroristes le statut de morale.

Ariel Merari, qui entreprend de forger un concept rigoureux, tient à différencier trois formes de violence :

- celle exercée par un Etat contre ses propres ressortissants,
- celle exercée par un Etat contre d'autres Etats,
- celle exercée par des groupes insurgés contre des gouvernements.

Le terrorisme serait une méthode « essentiellement basée sur l'impact psychologique », une stratégie « de lutte prolongée » mais qui n'est pas « basée sur la rencontre physique ». Il reposerait sur la « propagande par l'action » et chercherait à intimider, en usant de la provocation et en ayant parfois recours à la « stratégie du chaos », au service d'une « stratégie d'usure ». Il existerait par ailleurs, selon lui, des liens entre terrorisme et guérilla, car les mouvements terroristes qui prennent de l'ampleur souhaitent souvent se transformer en mouvements de guérilla.

Pour autant, il me semble qu'on ne peut pas se contenter, pour préciser les limites d'un phénomène, de lui attribuer un sens à l'aide de sa seule étymologie ou de ses définitions « scientifiques » : il faut se poser la question de son interprétation par le plus grand nombre, que celui-ci soit influencé par l'idéologie dominante ou non. De fait, à considérer cette démarche, il me paraît plus pertinent de renoncer à produire une énième tentative de synthèse et de considérer la multiplicité des interprétations, d'inscrire le terrorisme dans le cadre plus large de la violence politique pour proposer aux militants d'extrême gauche de réfléchir sur les moyens qu'ils utilisent.

En effet, il semble que le mouvement révolutionnaire, dont les rangs sont larges et variés, ait besoin de justifier son rapport à la violence, de dissiper les ambiguïtés, d'abord par souci de médiatisation et de diffusion de ses idées, mais aussi dans le cadre d'une saine volonté de remise en question ou de justification de soi et de quête de sa propre cohérence, tant il est vrai que la question du terrorisme et de l'emploi de la lutte armée, de la violence, de l'illégalité, a toujours donné lieu, au sein du « milieu », à d'âpres polémiques au nom de l'efficacité ou, plus rarement, de la morale. A propos des prisonniers d'Action directe emprisonnés, notamment, on a vu, en France, beaucoup de militants refuser de porter un jugement ou même de s'interroger sur le passé de ceux qu'ils entendaient défendre : dans un article intitulé « Quand Joëlle sort, une certaine CNT éternue », un militant de la CNT n'a pas peur de dire que l'on ne peut pas porter de jugement sur le passé.

En réalité, il apparaît que le terrorisme bénéficie toujours de sa réputation de « guerre des pauvres et des opprimés », et il semble que, pour initier un débat efficace, il faille intégrer notre questionnement à une réflexion beaucoup plus générale sur l'articulation entre fins et moyens. Selon Gérard Chaliand, du point de vue des guérilleros vainqueurs « la fin justifie les moyens » et « c'est la cause du mouvement terroriste plutôt que son mode d'action qui est susceptible d'être considérée comme morale ». Mais quels sont les objectifs des révolutionnaires ? Qu'est-ce qu'une action « efficace » ? Juge-t-on l'efficacité sur le court ou sur le long terme ? L'éthique ou la morale renvoient-elles à des considérations abstraites, à des dogmes étrangers aux réalités et aux nécessités de la lutte, à une soumission aux idéologies dominantes, ou font-elles aussi partie d'une démarche émancipatrice et pratique, permettant de faire le lien entre fins et moyens ?

Moi qui, depuis quelque temps déjà, étudie le fonctionnement des organisations révolutionnaires, j'ai toujours pensé que le moyen était la préfiguration de la fin, reprenant le jugement de la Fédération jurassienne : « Comment voudrait-on qu'une société égalitaire et libre sortit d'une autorisation

autoritaire ? C'est impossible »⁴. Je ne crois pas qu'une organisation politique, ou même qu'une lutte, soit simplement un moyen d'arriver à nos fins : l'organisation est aussi le laboratoire de notre idéal, celui dans lequel nous nous repensons comme victimes des idéologies et des cultures et nous nous reconstruisons en tant qu'individus nouveaux, initiant des interactions et des comportements nouveaux, expérimentant la société future. Etendue au-dehors de l'organisation politique elle-même, la question prend bien sûr une toute autre ampleur, mais les auteurs et acteurs marxistes et libertaires dont nous reproduisons les textes, quel que soit leur contexte, celui de la Russie du début du siècle ou de la France en fin de millénaire, se posent bien la question de la pertinence de l'usage du terrorisme ou de certaines formes d'action radicales, en relation notamment avec la nature du socialisme... ou de l'anarchie.

Anouchka (Karim Landais)

⁴ Cité par Alexandre SKIRDA dans *Autonomie individuelle et force collective [Les anarchistes et l'organisation de Proudhon et Deleuze]*, 1987, A. Skirda, page 50.

Vient de paraître Vient de paraître Vient de paraître Vient de paraître

GUIGOU J. ET WAJNSZTEJN J. (DIR.)

VIOLENCES ET GLOBALISATION

Anthologie et textes inédits de Temps critiques

L'Harmattan, décembre 2003, 351 p

L'effondrement du mur de Berlin, puis du bloc soviétique tout entier, sans autre mouvement de rébellion que celui qui réclamait un libre accès à la consommation de l'Ouest, est venu parachever la défaite des luttes prolétariennes et étudiantes des années 60-70. Cet effondrement, en effet, n'a pas levé l'hypothèse d'un «faux communisme», obstacle historique au développement d'un mouvement «réellement communiste», mais il a supprimé presque immédiatement toute perspective communiste dans les consciences et ceci à l'échelle de la planète.

Cette situation laisse penser à une nouvelle phase de stabilisation du capitalisme : avec la globalisation du capital à l'échelle mondiale, la guerre n'est plus le moteur de l'histoire et l'ouverture de tous les marchés repousserait à jamais l'idée d'une crise finale.

De plus, cette stabilisation permettrait d'encadrer et de conforter une restructuration des rapports de production et des rapports sociaux entreprise dès la fin des années 70 au prix de différentes stratégies de tension de la part des États dominants (liquidation des forces syndicales réfractaires en Grande-Bretagne, massacres d'État et répression de masse en Italie). Or, l'intervention dans le Golfe en 1991 et 2003, les événements en ex-Yougoslavie et le 11 septembre 2001 d'un côté; le développement d'une nébuleuse de résistance à partir des rassemblements anti-G8 d'un autre côté, ont montré la fragilité de ce nouvel «ordre mondial».

Lire également des textes de la revue *Temps critiques* sur le site :

<http://www.membres.lycos.fr/tempscritiques/>

Jacques GUIGOU et Jacques WAJNSZTEJN

L'ÉVANESCENCE DE LA VALEUR

Une présentation critique du Groupe KRISIS

Collection *Temps critiques* Éditions L'HARMATTAN 159 p 14,50 •

Marx et avec lui la majorité du mouvement ouvrier révolutionnaire ne se sont pas interrogés sur les origines du mouvement de la valeur dans les sociétés étatisées. Leur point de départ est la société capitaliste, dans laquelle l'accroissement de la richesse est fondé sur l'exploitation de la force de travail de la classe productive. Cette théorie de la valeur-travail n'a pas été sérieusement ébranlée par le mouvement communiste des années 1917-23, car ses interrogations sur les «bons de travail» et la période de transition se situent à l'intérieur du même cadre théorique que celui de Marx et de la Deuxième Internationale.

Il faudra attendre les restructurations du capitalisme engendrées par le second assaut révolutionnaire, celui de la fin des années 60, pour que se manifestent des critiques envers une conception de la révolution comme affirmation de la classe du travail.

Se situant dans la lignée de la pensée critique d'Adorno et Horkheimer, mais également influencés par l'Internationale situationniste (A.Jappe, *Guy Debord*), les individus rassemblés autour de la revue *Krisis* situent le cœur de l'aliénation contemporaine dans le «fétichisme de la marchandise» (A.Jappe, *Les aventures de la marchandise*) qui étend sa domination à toutes les sphères de la vie quotidienne. Pour ces auteurs, l'ennemi principal c'est «la société du travail» (Groupe Krisis, *Manifeste contre le travail*).

Ce livre questionne les fondements théoriques de Krisis : le travail abstrait comme substance de la valeur, le travail humain comme malédiction, une conception aristocratique de la critique du travail. Il expose aussi les conséquences politiques d'une analyse des transformations contemporaines du capitalisme qui adopte un point de vue objectiviste (le capital automate, la valeur comme sujet) et comprend les luttes du prolétariat révolutionnaire (1848-1975) comme une simple composante de la dynamique du capital.

Débat sur les terrorismes

Les attentats du 11 mars 2004 à Madrid, trois ans après ceux du 11 septembre 2001 à New York, ont vu de nouveau certains militants d'extrême gauche hésiter à condamner clairement le terrorisme ou «botter en touche» («le plus gros terroriste c'est Bush»!) suivant leur tactique dilatoire habituelle.

Les courts extraits de Marx, Engels Lénine et les deux articles de Trotsky permettent de situer rapidement les positions des «pères fondateurs» vis-à-vis du «terrorisme individuel», pratiqué par les socialistes révolutionnaires ou les populistes russes, mais aussi vis-à-vis de l'usage de la violence et de la «terreur rouge» et du terrorisme révolutionnaire (Marx).

Le texte d'Alexandre Berkman essaie, sous la forme d'un dialogue avec le lecteur, d'éclaircir les rapports entre violence et anarchisme.

Les articles de *L'Encyclopédie anarchiste* présentent quelques points de vue libertaires sur des questions liées, à tort ou à raison, à celles du terrorisme : action directe, violence, «illégalisme», sabotage, action directe, vol (que certains appelaient à l'époque la «reprise» individuelle), clandestinité, etc.

Essayons d'être clairs : d'une part, l'usage de la violence et le mépris des lois ne mènent pas automatiquement au terrorisme ; et d'autre part il existe plusieurs sortes de terrorisme et plusieurs définitions du terrorisme. Quoi qu'il en soit, on ne peut nier qu'il existe certaines passerelles possibles entre extrême gauche extraparlamentaire et terrorisme d'extrême gauche, entre terrorisme d'extrême gauche et terrorisme nationaliste, et entre terrorisme nationaliste et terrorisme islamiste. Ces passerelles potentielles (boîte aux lettres, camps d'entraînement, fournisseurs d'armes, fabricants de faux papiers, pays complaisants voire financiers occultes, etc.) ne sont pas seulement le fruit de l'imagination des services de renseignements (1).

Les articles de *Combat communiste* illustrent les positions d'un groupe qui essayait, durant les années 70 et 80, de se différencier à la fois de l'opportunisme trotskiste, du nationalisme tiers-mondiste et du militarisme de groupes comme la RAF ou les Brigades rouges, sans jamais oublier une solidarité élémentaire face à la répression sanglante des Etats.

Un article de la revue *Primo Maggio* sur le Collectif de La Barona dresse un portrait vivant de ce qui se passait dans un quartier populaire de Milan, et notamment de certaines activités militantes en marge de la loi, dont quelques-unes seront ensuite assimilées au «terrorisme».

Nous présentons ensuite différents textes plus récents écrits en mars-avril 2004 à propos des limites des articles de *Combat communiste*, et des problèmes politiques qu'ils posent, notamment celui d'une réflexion morale face au terrorisme. Gerry Byrne, militante trotskyste de l'AWL, porte un regard critique sur les réactions de l'extrême gauche britannique face aux attentats du 11 mars 2004 et nous donne quelques pistes sur ce que pourrait être une éthique révolutionnaire.

Les textes du sous-commandant Marcos et de Mansoor Hekmat (dirigeant du Parti communiste-ouvrier d'Iran) soulignent, à partir de points de départ totalement différents (les actions terroristes de l'ETA basque d'un côté, le terrorisme islamiste de l'autre), pourquoi le terrorisme conduit à une impasse et quelles autres voies des révolutionnaires peuvent emprunter. L'intérêt de ces points de vue est qu'ils proviennent de militants que l'on ne peut disqualifier en les traitant de « pacifistes bêlants » ou d'« intellos » enfermés dans leur tour d'ivoire...

Les textes du Comité de soutien aux réfugiés politiques italiens et de la revue *Temps critiques* reviennent sur la situation italienne dans les années 70 et la signification à la fois de la répression étatique et des révoltes sociales ou individuelles à l'époque et aujourd'hui.

(Y.C)

(1). Tout comme, dans le camp légaliste et parlementaire de l'extrême gauche et même chez certains anarchistes, les liens sociaux et familiaux (quand ce n'est pas maçonniques...) favorisent certains rapprochements ou coups de main (hébergement en cas de persécutions policières, coups de pouce pour trouver un emploi, prêts de locaux, etc.) avec certains républicains, partisans de la laïcité, syndicalistes de FO, militants du PS, etc., — sans que l'on puisse pour autant ranger tous ces courants sous la même étiquette.

Florilège marxiste *sur le terrorisme*

(1849-1938)

Quelques réflexions à propos des extraits de textes présentés

Traditionnellement les marxistes ont toujours plaidé, qu'ils le reconnaissent ouvertement ou non, pour un certain « amoralisme » en matière politique. Soucieux avant tout de dénoncer l'hypocrisie des leçons de morale assénées en permanence par les classes dominantes et leurs avocats (des journalistes aux curés en passant par les intellectuels au service du pouvoir), ils ont toujours associé morale à hypocrisie. Mais ne s'agit-il pas d'un contresens ? Peut-confondre morale et moralisme hypocrite ?

Il est évident que les marxistes se sont toujours fait l'écho d'une puissante indignation morale contre les méfaits du capitalisme et du colonialisme dans tous leurs textes, depuis Le Capital de Marx jusqu'au moindre tract gauchiste actuel. Et, sauf à considérer leur indignation comme un artifice de style, un procédé de manipulation cynique, force est de supposer qu'eux aussi ont quelques rudiments de morale qui dépassent une analyse « scientifique » de la barbarie du système et des moyens « scientifiques » d'y mettre magiquement fin.

Nos « amoralistes » léninistes et trotskystes ont donc un double discours.

D'un côté, ils considèrent avoir le droit de donner des leçons de morale à leurs propres militants, à ceux des autres organisations révolutionnaires, aux classes dominantes et à leurs représentants, mais aussi de dénoncer, d'un point de vue moral, les actes ignobles de la classe dominante — et le capitalisme leur en offre tous les jours l'occasion.

De l'autre, ils sont dans un trip de toute-puissance (« Je détiens la vérité, je lutte pour la libération de l'humanité, moi seul peux empêcher la généralisation de la barbarie capitaliste, voire la disparition de l'espèce humaine et donc mon sacrifice pour cette cause me rend inattaquable et intouchable »). Lorsqu'on les critique sur tel ou tel point (des mœurs peu démocratiques des organisations léninistes à la répression de Cronstadt, par exemple) ces amoralistes reprennent en fait à leur compte la morale des jésuites (« La fin justifie les moyens »), entendez par là :

1) *Il faut se défendre contre les méthodes barbares et sanguinaires des possédants et la non-violence est inefficace (ce qui est, le plus souvent, parfaitement juste). Les marxistes font généralement remarquer que l'usage de la violence n'est pas toujours condamné par les thuriféraires du Capital puisque la bourgeoisie fait souvent l'éloge de la violence guerrière, par exemple celle des attentats des résistants français contre les soldats allemands, voire les bombardements terroristes contre les populations civiles (de Dresde à Hiroshima en passant par les bombardements en Irak), pudiquement baptisés « dommages collatéraux ».*

2) *Jamais les révolutions et les insurrections n'ont coûté autant de morts que les guerres, les massacres et les répressions menées par l'ennemi de classe (on entre ici dans une logique comptable qui peut autoriser toutes les déviations, dès lors qu'on compte les morts au lieu de se concentrer sur le but poursuivi et l'efficacité des moyens employés).*

3) *Donc (et c'est là que le raisonnement dérape encore davantage et aboutit souvent à justifier l'injustifiable) tous les moyens sont permis dans le cadre d'un mouvement de masse, ou en tout cas avec la bénédiction de la direction du Parti ou du groupuscule qui détient la vérité.*

Dans ces moyens permis une savante confusion est entretenue entre

- *violence défensive (par exemple, l'autodéfense armée de grévistes contre des nervis, ou d'un service d'ordre de manifestants contre des fascistes... ou des islamistes),*
- *guerre impérialiste,*
- *guerre civile,*
- *guerre de libération nationale*
- *et terrorisme contre des civils ou prise d'otages.*

C'est ainsi qu'une partie de l'extrême gauche se refuse à condamner clairement les attentats terroristes du Hamas en Israël ou ceux de la « Résistance » irakienne, puisque, consciemment ou non, ils les rangent cyniquement dans les dommages collatéraux causés par une situation coloniale ou l'agression d'un petit pays par une puissance impérialiste. C'est ainsi aussi que les victimes du terrorisme d'extrême gauche des années 70 sont présentées comme de simples « accidents de travail » survenus à des représentants du Capital.

Ne serait-il pas temps, après l'expérience notamment du stalinisme et de son avatar le plus récent le maoïsme, de pousser la réflexion un peu plus loin ?

Ne pourrait-on réfléchir à quelques éléments de morale (ou d'éthique) révolutionnaire : la vérité et l'empathie pour les exploités, comme l'indique Gerry Byrne dans son texte sur le 11 mars 2004, mais aussi une attitude sans compromission face à la hiérarchie, à l'Etat, aux patrons et à tous les pouvoirs institués comme le soulignent brillamment certains des articles de l'Encyclopédie anarchiste reproduits dans ce numéro ? Ne pourrait-on réfléchir davantage à l'usage de la violence et de la non-violence, de la lutte armée et de la discussion nécessaire comme nous y invite le sous-commandant Marcos dans l'une de ses lettres ?

Y.C.

« Une évolution historique, disait Marx, ne peut rester "pacifique" qu'aussi longtemps qu'elle ne rencontre pas des obstacles violents de la part de la classe sociale détentrice du pouvoir »⁵. Dans ce texte, écrit en réaction à la promulgation, en Allemagne, en 1878, d'une loi prenant prétexte des attentats contre Guillaume II pour s'attaquer à la social-démocratie, Karl Marx définit la voie légale, soit parlementaire, comme le vecteur principal d'émancipation de la classe ouvrière, la violence étant cantonnée à un rôle d'autodéfense.

Selon Georges Labica, le marxisme – limité par lui aux écrits de Marx, Engels, Lénine – ne se serait en réalité penché sur la question particulière du terrorisme, c'est-à-dire sur l'aspect révolutionnaire d'une lutte ouvertement violente contre une forme d'oppression sociale, qu'en regard d'expériences historiques déterminées.

Chez Marx et Engels, notamment, on aurait affaire à trois occurrences principales :

- 1/ La révolution française,**
- 2/ Les révolutions de 1848,**
- 3/ La Commune⁶.**

Pour autant, si le terrorisme ne fait pas l'objet d'une conceptualisation, Marx semble s'abstenir de tout jugement moral à son sujet, écrivant en 1849, pour développer sa « Victoire de la contre-révolution à Vienne », présentée ci-dessous : « quand ce sera notre tour, nous n'embellirons pas le terrorisme »⁷. Terrorisme individuel ou terrorisme d'Etat, tout serait donc lié, comme l'écrit Lénine dans « Les socialistes-révolutionnaires et l'usage du terrorisme », à une question d'opportunité, mais aussi d'efficacité, comme il peut le dire dans « Ce qu'il y a de commun entre l'économisme et le terrorisme ». En 1921 encore, alors

⁵ Karl MARX, « Loi antisocialiste », 1878, cité dans Maximilien RUBEL (pres.), *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, Tome 2 : *Révolution et socialisme*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1970, page 79.

⁶ Georges LABICA, « Terrorisme », in Georges LABICA (dir.), *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, PUF, 1982, page 876.

⁷ Cité par G. Labica, *ibidem*.

que le bolchévisme est sans conteste vainqueur et que les principes du *communisme de guerre* ne semblent plus se justifier, Lénine n'hésite pas à écrire : « C'est une très grande erreur de penser que la NEP a mis fin à la terreur. Nous allons encore recourir à la terreur et à la terreur économique »⁸.

C'est à Trotsky, enfin, que revient le mérite du développement : après avoir, dans « Grèves et attentats dans la Russie de 1905 », exposé le terrorisme individuel comme la traduction d'un affaiblissement du mouvement des masses, il affirme, dans *Leur morale et la nôtre*, que « ce qui décide à nos yeux ce n'est pas le mobile subjectif, c'est l'utilité objective » et tente enfin de penser le *moyen* en relation aux *fins*. Dans « Pourquoi les marxistes s'opposent au terrorisme individuel », il développe encore un argumentaire complet et relativement convaincant. Son texte, « La faillite du terrorisme individuel », va toutefois plus loin : après avoir fait un brillant bilan de la « terreur systématique » impulsée en Russie depuis la *Narodnaïa Volia*, Trotsky soulève deux dimensions intéressantes, même s'il les lie indissolublement au contexte, en évoquant le mode d'organisation terroriste, son caractère bureaucratique, et surtout en soulignant l'incompatibilité entre action terroriste et action de masse, du fait du caractère même de la psychologie terroriste

Anouchka

⁸ LENINE, « Lettre à Kamenev », 3 mars 1922, *Œuvres*, 5^e édition, XLIV, page 428.

F. Engels

«La lutte des Magyars»

(*La Nouvelle Gazette Rhénane*, n° 194, 13 janvier 1849)

Tandis qu'en Italie la première riposte à la contre-révolution de l'été et de l'automne derniers se produit déjà, dans les plaines hongroises se déroule le dernier combat répressif contre le mouvement issu directement de la révolution de février. Le nouveau mouvement italien est le prélude du mouvement de 1849, la guerre contre les Magyars est l'épilogue du mouvement de 1848. Il est probable que cet épilogue aura son prolongement dans le nouveau drame qui se prépare en secret.

L'épilogue aussi est héroïque, héroïque comme les premières scènes, au déroulement rapide, de la tragédie révolutionnaire de 1848, comme la chute de Paris et de Vienne, d'un héroïsme bienfaisant après les intermèdes, ou mornes, ou mesquins qui se sont échelonnés d'octobre à juin. Par le *terrorisme* le dernier acte de 1848 se répercute dans les premiers actes de 1849.

Pour la première fois dans le mouvement révolutionnaire de 1848, pour la première fois depuis 1793 une nation cernée par les forces supérieures de la contre-révolution ose opposer la passion révolutionnaire à la lâche fureur de la contre-révolution, la terreur rouge à la terreur blanche. Pour la première fois depuis longtemps nous trouvons un caractère vraiment révolutionnaire, un homme qui, au nom de son peuple, ose relever le gant de la lutte désespérée, qui est pour sa nation Danton et Carnot en un seul homme — *Lajos Kossuth*.»

Karl Marx

«Les massacres sans résultat depuis les journées de juin et d'octobre, la fastidieuse fête expiatoire depuis février et mars, le cannibalisme de la contre-révolution elle-même convaincront les peuples que, pour abréger, pour simplifier, pour concentrer l'agonie meurtrière de la vieille société et les souffrances sanglantes de l'enfantement de la nouvelle, il existe un seul moyen - le terrorisme révolutionnaire.»

(N° 136 du 7 novembre 1848 de la *Nouvelle Gazette rhénane*, «Victoire de la contre-révolution à Vienne».)

Lénine

«Les socialistes révolutionnaires et l'usage du terrorisme»

(Extrait de *Le gauchisme, la maladie infantile du communisme*)

Le bolchevisme reprit et poursuivit la lutte contre le parti qui, plus que tout autre, traduisait les tendances de l'esprit révolutionnaire petit-bourgeois, à savoir : le parti «socialiste-révolutionnaire», sur trois points principaux.

D'abord ce parti, niant le marxisme, s'obstinait à ne pas vouloir (peut-être serait-il plus exact de dire: qu'il ne pouvait pas) comprendre la nécessité de tenir compte, avec une objectivité rigoureuse, des forces de classes et du rapport de ces forces, avant d'engager une action politique quelconque.

En second lieu, ce parti voyait une manifestation particulière de son «esprit révolutionnaire» ou de son «gauchisme» dans la reconnaissance par lui du terrorisme individuel, des attentats, ce que nous, marxistes, répudions catégoriquement. Naturellement, nous ne répudions le terrorisme individuel que pour des motifs d'opportunité. Tandis que les gens capables de condamner «en principe» la terreur de la grande révolution française ou, d'une façon générale, la terreur exercée par un parti révolutionnaire victorieux, assiégé par la bourgeoisie du monde entier, - ces gens-là, Plekhanov dès 1900-1903, alors qu'il était marxiste et révolutionnaire, les a tournés en dérision, les a bafoués. (...)

Lénine

Ce qu'il y a de commun entre l'économisme et le terrorisme

(Extrait de *Que Faire ?*)

Nous avons confronté plus haut, dans une note, un économiste et un non social-démocrate-terroriste qui par hasard se sont trouvés être solidaires. Mais d'une façon générale, il existe entre eux une liaison interne,

non pas accidentelle, mais nécessaire, sur laquelle nous aurons à revenir justement à propos de l'éducation de l'activité révolutionnaire. Economistes et terroristes d'aujourd'hui ont une racine commune, à savoir ce *culte de la spontanéité* dont nous avons parlé au chapitre précédent comme d'un phénomène général, et dont nous allons examiner l'influence sur l'action et la lutte politiques.

Au premier abord, notre affirmation peut paraître paradoxale, si grande semble la différence entre ceux qui mettent au premier plan la «lutte obscure, quotidienne» et ceux qui préconisent la lutte exigeant le plus d'abnégation, la lutte de l'individu isolé. Mais ce n'est nullement un paradoxe. Economistes et terroristes s'inclinent devant deux pôles opposés de la tendance spontanée : les économistes devant la spontanéité du «mouvement ouvrier pur», les terroristes devant la spontanéité de l'indignation la plus ardente d'intellectuels qui ne savent pas ou ne peuvent pas lier en un tout le travail révolutionnaire et le mouvement ouvrier.

Il est difficile en effet à ceux qui ont perdu la foi en cette possibilité ou qui n'y ont jamais cru, de trouver une autre issue que le terrorisme à leur indignation et à leur énergie révolutionnaire. Ainsi donc, le culte de la spontanéité n'est, dans les deux tendances indiquées par nous, que le *commencement de la réalisation* du fameux programme du *Credo* : les ouvriers mènent leur «lutte économique contre le patronat et le gouvernement» (que l'auteur du *Credo* nous pardonne d'exprimer sa pensée dans la langue de Martynov ! Nous nous jugeons en droit de le faire, puisque dans le *Credo* aussi il est dit que dans la lutte économique les ouvriers «*ont affaire au régime politique*») et les intellectuels mènent la lutte politique par leurs propres forces, et naturellement au moyen de la terreur ! C'est là une *déduction* absolument logique et inévitable sur laquelle on ne saurait trop insister, *quand bien même* ceux qui commencent à réaliser ce programme *ne comprendraient pas eux-mêmes* le caractère inévitable de cette conclusion.

L'activité politique a sa logique, indépendante de la conscience de ceux qui, avec les meilleures intentions du monde, ou bien font appel à la terreur, ou bien demandent que l'on donne à la lutte économique elle-même un caractère politique. L'enfer est pavé de bonnes intentions et, en l'occurrence, les bonnes intentions n'empêchent pas qu'on se laisse entraîner spontanément vers la «ligne du moindre effort», vers la ligne du programme *purement bourgeois* du *Credo*. En effet, ce n'est pas par hasard non plus que beaucoup de libéraux russes — libéraux déclarés ou libéraux portant le masque du marxisme — sympathisent de tout cœur avec le terrorisme et s'efforcent à l'heure actuelle de soutenir la poussée de la mentalité terroriste.

L'apparition du «groupe révolutionnaire-socialiste *Svoboda*», qui s'est assigné pour tâche d'aider par tous les moyens le mouvement ouvrier, mais a inscrit à *son programme* le terrorisme ainsi que sa propre émancipation, pour ainsi dire, à l'égard de la social-démocratie, a confirmé une fois de plus la remarquable clairvoyance de P. Axelrod qui, *dès la fin de 1897*, avait prédit — *prédit à la lettre* — ce résultat des flottements social-démocrates («*A propos des objectifs actuels et de la tactique*») et esquissé ses célèbres «*Deux perspectives*».

(...) La *Svoboda* préconise le terrorisme comme moyen d'«exciter» le mouvement ouvrier, de lui donner «une vigoureuse impulsion».

Il serait difficile d'imaginer une argumentation se réfutant elle-même avec plus d'évidence ! On se demande : y a-t-il donc si peu de ces faits scandaleux dans la vie russe qu'il faille inventer des moyens d'«excitation» spéciaux ? D'autre part, il est évident que ceux qui ne sont pas excités ni excitables même par l'arbitraire russe, observeront également, «en se fourrant les doigts dans le nez», le duel du gouvernement avec une poignée de terroristes.

Or, justement, les masses ouvrières sont très excitées par les infamies de la vie russe, mais nous ne savons pas recueillir, si l'on peut s'exprimer ainsi, et concentrer toutes les gouttelettes et les petits ruisseaux de l'effervescence populaire, qui suintent à travers la vie russe en quantité infiniment plus grande que nous ne nous le représentons ni ne le croyons, mais qu'il importe de réunir en un *seul* torrent gigantesque. Que la chose soit réalisable, c'est ce que prouve irréfutablement l'essor prodigieux du mouvement ouvrier et la soif, notée déjà plus haut, que manifestent les ouvriers pour la littérature politique.

Pour ce qui est des appels au terrorisme, ainsi que des appels pour donner à la lutte économique elle-même un caractère politique, ce ne sont que des prétextes divers pour *se dérober* au devoir le plus impérieux des révolutionnaires russes : organiser l'agitation politique sous toutes ses formes. La *Svoboda* veut *remplacer* l'agitation par le terrorisme, reconnaissant ouvertement que «*dès que commencera une agitation énergique et renforcée parmi les masses, le rôle excitatif de la terreur aura pris fin*» (p. 68 de la *Renaissance du révolutionnisme*). C'est ce qui montre précisément que terroristes et économistes *sous-*

estiment l'activité révolutionnaire des masses, en dépit de l'évident témoignage des événements du printemps⁹ : les uns se lancent à la recherche d'«excitants» artificiels, les autres parlent de «revendications concrètes». Les uns comme les autres n'accordent pas une attention suffisante au développement de leur *propre activité* en matière d'agitation et d'organisation de révolutions politiques. Or, il n'y a rien qui puisse *remplacer* cela, ni maintenant ni à quelque moment que ce soit.

Léon Trotsky

(Extrait de *Leur morale et la nôtre*, 1938)

Le terrorisme individuel est-il ou non admissible du point de vue de la «morale pure» ?

Sous cette forme abstraite, la question est pour nous tout à fait vaine. Les bourgeois conservateurs suisses décernent encore des éloges officiels au terroriste Guillaume Tell. Nos sympathies vont sans réserve aux terroristes irlandais, russes, polonais, hindous, combattant un joug politique et national. Kirov, satrape brutal, ne suscite en nous aucune compassion. Nous ne demeurons neutres à l'égard de celui qui l'a tué que parce que nous ignorons ses mobiles. Si nous apprenions que Nikolaev a frappé consciemment dans le dessein de venger les ouvriers dont Kirov piétinait les droits, nos sympathies iraient sans réserve au terroriste.

Mais ce qui décide à nos yeux ce n'est pas le mobile subjectif, c'est l'utilité objective. Tel moyen peut-il nous mener au but ? Pour le terrorisme individuel, la théorie et l'expérience attestent le contraire. Nous disons au terroriste : il n'est pas possible de remplacer les masses ; ton héroïsme ne trouverait à s'appliquer utilement qu'au sein d'un mouvement de masses. Dans les conditions d'une guerre civile, l'assassinat de certains oppresseurs cesse d'être du terrorisme individuel. Si un révolutionnaire faisait sauter le général Franco et son état-major, on doute que cet acte puisse susciter l'indignation morale, même chez les éunuques de la démocratie. En temps de guerre civile, un acte de ce genre serait politiquement utile. Ainsi dans la question la plus grave -- celle de l'homicide -- les règles morales absolues sont tout à fait inopérantes. Le jugement moral est conditionné, avec le jugement politique, par les nécessités intérieures de la lutte.

Léon Trotsky

Grèves et attentats en Russie après la révolution de 1905

La terreur d'en haut se complétait par une terreur d'en bas. L'insurrection écrasée continua encore longtemps à se débattre convulsivement, sous la forme d'explosions isolées, d'attaques de partisans, d'actes terroristes individuels ou par groupes. La statistique de la terreur caractérise d'une façon remarquablement claire la courbe de la révolution. En 1905, 233 personnes furent tuées ; en 1906, 768 ; en 1907, 1231. Le nombre des blessés varia d'une manière quelque peu différente, car les terroristes apprenaient à tirer plus juste. La vague terroriste atteint son apogée en 1907.

«Il y avait des jours, écrit un observateur libéral, où à plusieurs grands cas de terreur s'ajoutaient de véritables dizaines d'attentats et d'assassinats de moindre envergure parmi les petits fonctionnaires de l'administration... On découvre des fabriques de bombes dans toutes les villes, les bombes font sauter même ceux qui les fabriquent, par suite d'imprudences..., etc.» L'alchimie de Krassine s'était fortement démocratisée.

Prises dans leur ensemble, les trois années 1905, 1906 et 1907 se distinguent particulièrement par les actes terroristes aussi bien que par les grèves. Mais la différence entre ces deux séries de chiffres saute aux yeux : alors que le nombre des grévistes diminue d'année en année, le nombre des actes terroristes, au contraire, augmente avec la même rapidité. La conclusion est claire : la terreur individuelle croît en fonction de l'affaiblissement du mouvement des masses. Cependant, la terreur ne pouvait s'accroître indéfiniment. L'impulsion donnée par la révolution devait inévitablement s'épuiser dans ce domaine aussi. Si en 1907 il y avait eu 1231 tués, en 1908 il y en avait environ 400 et en 1909 environ 100. Le pourcentage croissant des blessés montre que maintenant c'étaient des gens de hasard qui tiraient, surtout des jeunes gens inexpérimentés.

⁹ Le printemps de 1901 fut marqué par de grandes manifestations de rue. (*Note de l'auteur à l'édition de 1907. N.R.*)

Extrait du *Staline* de Trotsky (1940)

Léon Trotsky

La faillite du terrorisme individuel

Texte paru pour la première fois en français sur le site marxists.org et publié à l'origine dans la revue polonaise *Przegląd Socjal-demokratyczny* en mai 1909.

Pendant tout un mois, l'attention de tout individu capable de lire et de réfléchir, à la fois en Russie et à travers le monde, a été concentrée sur Azev. Son «affaire» est connue de tout un chacun par les journaux légaux et les comptes rendus des débats de la Douma sur la demande émise par les députés de la Douma pour interpellation à propos d'Azev [1].

Maintenant, Azev a eu le temps de passer à l'arrière-plan. Son nom apparaît de moins en moins dans les journaux. Cependant, avant de laisser retomber Azev dans les poubelles de l'Histoire une fois pour toutes, nous pensons nécessaire de résumer les principales leçons politiques - non pas en ce qui concerne les machinations politiques du genre Azev en elles-mêmes, mais en ce qui concerne le terrorisme dans son ensemble, et l'attitude adoptée à son égard par les principaux partis politiques du pays.

La terreur individuelle en tant que méthode pour la révolution politique est notre contribution «nationale» russe.

Naturellement, le meurtre des «tyrans» est presque aussi ancien que l'institution de la «tyrannie» elle-même ; et les poètes de tous les siècles ont composé plus d'un hymne en l'honneur du poignard libérateur.

Mais la terreur systématique, prenant pour rôle l'élimination de satrape après satrape, ministre après ministre, monarque après monarque, — «*Sashka après Sashka*» [2] comme, dans les années 1880, un membre de la *Narodnaya Volya* (la volonté du Peuple) formulait familièrement le programme de la terreur —, cette sorte de terreur, s'adaptant à la hiérarchie bureaucratique de l'absolutisme et créant sa propre bureaucratie révolutionnaire, est le produit des seuls pouvoirs créatifs de l'intelligentsia russe.

Naturellement, il doit y avoir pour cela des raisons profondes et il faudrait les chercher, tout d'abord dans la nature de l'autocratie russe, et ensuite dans la nature de l'intelligentsia russe. Avant que l'idée même de détruire l'absolutisme par des moyens mécaniques ait pu acquérir la popularité, il fallait qu'on voie l'appareil d'Etat comme un organe de coercition purement externe n'ayant aucune racine dans l'organisation sociale elle-même. Et c'est précisément ainsi que l'autocratie russe apparaissait à l'intelligentsia révolutionnaire.

Base historique du terrorisme russe.

Cette illusion a sa propre base historique. Le tsarisme a pris forme sous la pression des Etats de l'Ouest les plus avancés du point de vue culturel. Pour tenir sa place dans la compétition, il devait saigner à blanc les masses populaires, et ce faisant, sur le plan économique il coupait l'herbe sous le pied même des classes les plus privilégiées. Et ces classes n'étaient pas capables de s'élever au niveau politique atteint par les classes privilégiées occidentales.

A cela, au XIX^e siècle, s'ajouta la pression puissante de la Bourse européenne. Plus élevées étaient les sommes qu'elle prêtait au régime tsariste, moins le tsarisme dépendait directement des relations économiques à l'intérieur du pays.

Au moyen de capitaux européens, le tsarisme s'est armé d'une technologie militaire européenne, et est ainsi devenu une organisation «indépendante» (dans un sens relatif, bien sûr), s'élevant au-dessus de toutes les classes de la société. Une telle situation pouvait naturellement faire naître l'idée de faire sauter à la dynamite cette superstructure venue de l'extérieur.

L'intelligentsia s'était développée sous la pression directe et immédiate de l'Ouest ; comme son ennemi, l'Etat, tous deux précédèrent de loin le niveau de développement économique du pays — l'Etat, technologiquement, et l'intelligentsia, idéologiquement.

Alors que, dans les plus anciennes sociétés bourgeoises d'Europe, les idées révolutionnaires se développaient plus ou moins parallèlement au développement de larges forces révolutionnaires, en Russie les membres de l'intelligentsia accédaient aux idées culturelles et politiques toutes faites de l'Ouest et leur pensée avait été révolutionnée avant que le développement économique du pays ait donné naissance à des classes révolutionnaires sérieuses dont elles auraient pu obtenir le soutien.

Dépassés par l'histoire.

Dans ces conditions, il ne restait plus à l'intelligentsia qu'à multiplier son enthousiasme révolutionnaire par la force explosive de la nitroglycérine. Ainsi naquit le terrorisme classique de *Narodnaya Volya*. La terreur des socialistes-révolutionnaires fut généralement parlant un produit de ces mêmes facteurs historiques : le despotisme «indépendant» de l'Etat russe d'une part, et l'intelligentsia révolutionnaire russe «indépendante» de l'autre. Mais deux décennies ne s'écoulèrent pas sans effet, et lorsque les terroristes de la «seconde vague» apparaissent, ils le font en tant qu'épigones, marqués du sceau : «dépassés par l'histoire».

L'époque du *Sturm und Drang* (tempête et tension) capitalistes des années 1880 et 1890 produisit et consolida un vaste prolétariat industriel, faisant de sérieuses incursions dans l'isolement économique de la campagne et la liant plus intimement à l'usine et à la ville.

Derrière la *Narodnaya Volya*, il n'y avait pas réellement de classe révolutionnaire. Les socialistes-révolutionnaires ne voulaient tout simplement pas voir le prolétariat révolutionnaire ; du moins ils n'étaient pas capables d'apprécier sa pleine signification historique.

Naturellement, on peut facilement réunir une douzaine de citations environ de la littérature socialiste-révolutionnaire affirmant que ses membres ne substituent pas la terreur à la lutte de masse mais la placent à côté d'elle. Mais ces citations apportent un témoignage seulement de la lutte que les idéologues de la terreur ont eu à mener contre les marxistes — les théoriciens de la lutte de masse.

Mais, ceci ne modifie pas les faits. Par son essence même, l'activité terroriste exige une telle concentration d'énergie pour le «grand moment», une telle surestimation du sens de l'héroïsme individuel, et enfin une telle conspiration «hermétique», que, sinon logiquement, du moins psychologiquement — elle exclut totalement le travail d'agitation et d'organisation au sein des masses.

Pour les terroristes, dans le domaine tout entier de la politique existent seulement deux points essentiels : le gouvernement et l'Organisation de Combat. «*Le gouvernement est prêt à se rallier temporairement à l'existence de tous les autres courants*», écrivait Gershuni (un fondateur de l'Organisation de Combat des S.R.) à un moment où il risquait la sentence de mort, «*mais il a décidé de diriger tous ces coups dans le but d'écraser le parti socialiste-révolutionnaire*».

«*J'espère sincèrement*», disait Kolayev (un autre terroriste S.R.), écrivant à un moment semblable, «*que notre génération, ayant à sa tête l'Organisation de combat, éliminera l'autocratie*».

Tout ce qui sort du cadre de la terreur n'est que le renforcement de la lutte ; au mieux un moyen auxiliaire. Dans l'éclair aveuglant des bombes qui explosent, les contours des partis politiques et les frontières qui divisent la lutte de classe disparaissent sans laisser de trace.

Et nous entendons la voie du plus grand des romantiques et meilleur praticien du nouveau terrorisme, Gershuni, demandant instamment à ses camarades d'«*éviter une rupture non seulement avec les rangs des révolutionnaires, mais aussi avec les partis d'opposition en général*».

La logique du terrorisme.

«*Non pas à la place des masses, mais avec elles, ensemble*». Cependant, le terrorisme est une forme de lutte trop «absolue» pour se contenter d'un rôle limité et subalterne dans le parti.

Engendré par l'absence d'une classe révolutionnaire, régénéré plus tard par un manque de confiance dans les masses révolutionnaires, le terrorisme ne peut se maintenir qu'en exploitant la faiblesse et la désorganisation des masses, en minimisant leur conquêtes et en exagérant leurs défaites.

«Ils voient qu'il est impossible, étant donné la nature des armements modernes, que les masses populaires utilisent fourches et gourdins — ces armes séculaires du peuple — pour détruire les bastilles des temps modernes», disait des terroristes l'avocat de la défense Zhdanov pendant le procès de Kalyaev.

«Après le 9 janvier [3], ils virent très bien quelles étaient les implications ; et ils répliquèrent à la mitrailleuse et au fusil à tir rapide par le revolver et la bombe ; telles sont les barricades du vingtième siècle.»

Les revolvers des héros individuels au lieu des gourdins et des fourches ; des bombes au lieu des barricades — voilà la formule réelle du terrorisme.

Et quel que soit le rôle subalterne auquel la terreur est reléguée par les théoriciens «synthétiques» du parti, elle occupe toujours, en fait, une place d'honneur. Et l'Organisation de Combat, que la hiérarchie du parti officiel place au-dessous du Comité Central, s'avère inévitablement être au-dessus de lui, au-dessus du parti et de toute son action — jusqu'à ce que le sort cruel la place sous le service de la police.

Et c'est précisément la raison pour laquelle l'effondrement de l'Organisation de Combat résultant d'une conspiration policière signifie également l'effondrement politique du parti de façon inéluctable.

Notes

[1] Azev, E.F.(1869-1918), chef de l'organisation de combat terroriste du parti S.R. et agent de l'Okhrana, démasqué en 1908, après qu'il eut «déjoué» nombre d'attentats, en menant d'autres à bien pour assurer sa crédibilité auprès de ses camarades.

[2] Un diminutif russe d'Alexandre, faisant référence aux deux tsars Alexandre II et III.

[3] Il s'agit du massacre du «*dimanche rouge*», qui eut lieu le 9 janvier 1905 et marqua le début de la révolution.

Léon Trotsky

Pourquoi les marxistes s'opposent au terrorisme individuel

Texte paru pour la première fois en français sur le site marxists.org et publié à l'origine dans la revue social-démocrate autrichienne *Der Kampf* en novembre 1911.

Nos ennemis de classe ont l'habitude de se plaindre de notre terrorisme. Ce qu'ils entendent par là n'est pas très clair. Ils aimeraient qualifier de terrorisme toutes les activités du prolétariat dirigées contre les intérêts de nos ennemis de classe. La grève, à leurs yeux, est la principale méthode de terrorisme. Une menace de grève, l'organisation de piquets de grève, le boycott d'un patron esclavagiste, le boycott moral d'un traître de nos propres rangs - ils appellent tout cela terrorisme et bien plus encore. Si on conçoit de cette façon le terrorisme comme toute action inspirant la crainte, ou faisant du mal à l'ennemi, alors, naturellement, la lutte de classe toute entière n'est pas autre chose que du terrorisme. Et la seule question restante est de savoir si les politiciens bourgeois ont le droit de déverser le flot de leur indignation morale à propos du terrorisme prolétarien, alors que leur appareil d'Etat tout entier avec ses lois, sa police et son armée n'est rien d'autre qu'un appareil de terreur capitaliste !

Cependant, il faut dire que quand ils nous reprochent de faire du terrorisme, ils essaient — bien que pas toujours sciemment — de donner à ce mot un sens plus étroit, plus indirect.

Dans ce sens strict du mot, la détérioration de machines par des travailleurs, par exemple, est du terrorisme. Le meurtre d'un employeur, la menace de mettre le feu à une usine ou une menace de mort à son propriétaire, une tentative d'assassinat, revolver en main, contre un ministre du gouvernement - toutes ces actions sont des actes terroristes au sens complet et authentique. Cependant, quiconque ayant une idée de la vraie nature de la social-démocratie internationale devrait savoir qu'elle s'est toujours opposée à cette sorte de terrorisme et le fait de la façon la plus intransigeante.

Pourquoi ? Faire du terrorisme par la menace d'une grève, ou mener de fait une grève, est quelque chose que seuls les travailleurs de l'industrie peuvent faire. La signification sociale d'une grève dépend directement, premièrement, de la taille de l'entreprise ou du secteur industriel qu'elle affecte, et, deuxièmement, du degré auquel les travailleurs y prenant part sont organisés, disciplinés, et prêts à l'action. Cela est aussi vrai d'une grève politique que cela l'est pour une grève économique. Cela continue à être la méthode de lutte qui découle directement du rôle productif du prolétariat dans la société moderne.

La terreur individuelle déprécie le rôle des masses.

Pour se développer, le système capitaliste a besoin d'une superstructure parlementaire. Mais comme il ne peut pas confiner le prolétariat moderne à un ghetto politique, il doit tôt ou tard permettre aux travailleurs de participer au parlement. Dans toutes les élections, le caractère de masse du prolétariat et son niveau de développement politique — qualités, qui, une fois de plus, sont déterminées elles aussi par son rôle social, c'est-à-dire, par dessus tout, son rôle productif — trouvent leur expression.

Dans une grève, de même que dans des élections, la méthode, le but, et les résultats de la lutte dépendent toujours du rôle social et de la force du prolétariat en tant que classe. Seuls les travailleurs peuvent mener une grève. Les artisans ruinés par l'usine, les paysans dont l'eau est polluée par l'usine, ou les membres du *lumpen proletariat*, avides de saccage, peuvent briser les machines, mettre le feu à une usine ou assassiner son propriétaire. Seule la classe ouvrière, consciente et organisée, peut envoyer une foule en représentation au parlement pour veiller aux intérêts des prolétaires.

Par contre, pour assassiner un personnage officiel en vue, on n'a pas besoin d'avoir derrière soi les masses organisées. La recette pour fabriquer des explosifs est accessible à tous, et on peut se procurer un Browning n'importe où. Dans le premier cas, il s'agit d'une lutte sociale, dont les méthodes et les moyens découlent nécessairement de la nature de l'ordre social dominant du moment, et, dans le second, d'une réaction purement mécanique, identique n'importe où — en Chine comme en France —, très frappante dans sa forme extérieure (meurtre, explosions, ainsi de suite...) mais absolument sans effet en ce qui concerne le système social.

Une grève, même d'importance modeste, a des conséquences sociales : renforcement de la confiance en soi des travailleurs, renforcement des syndicats et même, assez souvent, une amélioration de la technologie de production. Le meurtre du propriétaire d'usine ne produit que des effets de nature policière, ou un changement de propriétaire dénué de toute signification sociale. Qu'un attentat terroriste, même «réussi», jette la confusion dans la classe dirigeante, dépend des circonstances politiques concrètes. Dans tous les cas, cette confusion ne peut être que de courte durée; l'Etat capitaliste ne se fonde pas sur les ministres du gouvernement et ne peut être éliminé avec eux. Les classes qu'il sert trouveront toujours des remplaçants ; la machine reste intacte et continue à fonctionner.

Mais le désordre introduit dans les rangs des masses ouvrières elles-mêmes par un attentat terroriste est plus profond. S'il suffit de s'armer d'un pistolet pour atteindre son but, à quoi bon les effets de la lutte de classe ?

Si un dé à coudre de poudre et un petit morceau de plomb sont suffisants pour traverser le cou de l'ennemi et le tuer, quel besoin y a-t-il d'une organisation de classe ? Si cela a un sens de terrifier des personnages haut placés par le grondement des explosions, est-il besoin d'un parti ? Pourquoi les meetings, l'agitation de masse, et les élections, si on peut si facilement viser le banc des ministres de la galerie du parlement ?

A nos yeux la terreur individuelle est inadmissible précisément parce qu'elle rabaisse le rôle des masses dans leur propre conscience, les fait se résigner à leur impuissance, et leur fait tourner les yeux vers un héros vengeur et libérateur qui, espèrent-elles, viendra un jour et accomplira sa mission. Les prophètes anarchistes de la «propagande par le fait» peuvent soutenir tout ce qu'ils veulent à propos de l'influence élevatrice et stimulante des actes terroristes sur les masses. Les considérations théoriques et l'expérience politique prouvent qu'il en est autrement. Plus «efficaces» sont les actes terroristes, plus grand est leur impact, plus ils réduisent l'intérêt des masses pour l'auto-organisation et l'auto-éducation.

Mais les fumées de la confusion se dissipent, la panique disparaît, le successeur du ministre assassiné apparaît, la vie s'installe à nouveau dans l'ancienne ornière, la roue de l'exploitation capitaliste tourne comme auparavant ; seule la répression policière devient plus sauvage, plus sûre d'elle même, plus impudente. Et, en conséquence, au lieu des espoirs qu'on avait fait naître, de l'excitation artificiellement soulevée, arrivent la désillusion et l'apathie.

Les efforts de la réaction pour mettre fin aux grèves et au mouvement de masse des ouvriers en général se sont toujours, et partout, soldés par un échec. La société capitaliste a besoin d'un prolétariat actif, mobile et intelligent ; elle ne peut, donc, maintenir le prolétariat pieds et poings liés pendant très longtemps. D'autre part, la propagande anarchiste par «le fait» a montré chaque fois que l'Etat est plus riche en moyens de destruction physique et de répression mécanique que ne le sont les groupes terroristes.

S'il en est ainsi, où cela laisse-t-il la révolution ? Est-elle rendue impossible par cet état de choses ? Pas du tout. Car la révolution n'est pas un simple agrégat de moyens mécaniques. La révolution ne peut naître que de l'accentuation de la lutte de classe, et elle ne peut trouver une garantie de victoire que dans les fonctions sociales du prolétariat. La grève politique de masse, l'insurrection armée, la conquête du pouvoir d'Etat — tout ceci est déterminé par le degré auquel la production s'est développée, l'alignement des forces de classes, le poids social du prolétariat, et enfin, par la composition sociale de l'armée, puisque les forces armées sont le facteur qui, en période de révolution, détermine le sort du pouvoir d'Etat.

La social-démocratie est assez réaliste pour ne pas essayer d'éviter la révolution qui se développe à partir des conditions historiques existantes ; au contraire, elle évolue pour affronter la révolution les yeux grands ouverts. Mais, contrairement aux anarchistes, et en opposition directe avec eux, la social-démocratie rejette toute méthode et tout moyen ayant pour but de forcer artificiellement le développement de la société et de substituer des préparations chimiques à la force révolutionnaire insuffisante du prolétariat.

Avant d'être promu au rang de méthode de lutte politique, le terrorisme fait son apparition sous la forme d'actes de vengeance individuels. Ainsi en était-il en Russie, terre classique du terrorisme. Le fait

qu'on eût donné le fouet à des prisonniers politiques poussa Vera Zassoulitch à exprimer le sentiment général d'indignation par une tentative d'assassinat du général Trepov. Son exemple fut imité dans les cercles de l'intelligentsia révolutionnaire qui manquait de tout support de masse. Ce qui avait commencé comme un acte de vengeance non réfléchi se développa pour devenir tout un système en 1879-1881. Les vagues d'assassinats commis par les anarchistes en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord viennent toujours après quelque atrocité commise par le gouvernement - le fait de tirer sur des grévistes ou l'exécution d'opposants politiques. La source psychologique la plus importante du terrorisme est toujours le sentiment de vengeance à la recherche d'un exutoire.

Il n'est pas besoin d'insister sur le point que la social-démocratie n'a rien de commun avec ces moralistes vénaux qui, en réponse à tout acte terroriste, font des déclarations à propos de la «valeur absolue» de la vie humaine. Ce sont les mêmes qui, en d'autres occasions, au nom d'autres valeurs absolues — par exemple l'honneur de la nation ou le prestige du monarque — sont prêts à pousser des millions de gens dans l'enfer de la guerre. Aujourd'hui, leur héros national est le ministre qui accorde le droit sacré de la propriété privée, et, demain, quand la main désespérée des travailleurs au chômage se serre en un poing ou ramasse une arme, ils profèrent toutes sortes d'inepties à propos de l'inadmissibilité de la violence sous quelque forme que ce soit.

Quoi que puissent dire les eunuques et les pharisiens de la moralité, le sentiment de vengeance a ses droits. Il accorde à la classe ouvrière le plus grand crédit moral : le fait qu'elle ne regarde pas d'un œil indifférent, passivement, ce qui se passe dans ce meilleur des mondes. Ne pas éteindre le sentiment de vengeance inassouvi du prolétariat, mais au contraire l'attiser encore et encore, le rendre plus profond, et le diriger contre les causes réelles de toute l'injustice et de la bassesse humaine - c'est là la tâche de la social-démocratie.

Si nous nous opposons aux actes terroristes, c'est seulement que la vengeance individuelle ne nous satisfait pas. Le compte que nous avons à régler avec le système capitaliste est trop grand pour être présenté à un quelconque fonctionnaire appelé ministre. Apprendre à voir tous les crimes contre l'humanité, toutes les indignités auxquelles sont soumis le corps et l'esprit humain, comme les excroissances et les expressions déformées du système social existant, dans le but de diriger toutes nos énergies en une lutte contre ce système — voilà la direction dans laquelle le désir brûlant de vengeance doit trouver sa plus haute satisfaction morale.

Terrorisme, illégalisme, violence et action directe

Sept points de vue de militants anarchistes

Présentations

En dehors du texte d'Alexandre Berkman sur la violence qui forme le chapitre XIX de son *ABC de l'anarchisme communiste* (inédit en français) paru en anglais en 1929, les six articles suivants ont été écrits par E. Armand, Lucien Barbedette, Pierre Besnard, A. Lapeyre, Stephen Mac Say et Marc Pierrot en 1934 pour *L'Encyclopédie anarchiste*. Les auteurs essaient de raisonner sur des notions de base comme l'usage de la violence et de la non-violence, la légalité et l'illégalité, la solidarité avec ceux qui se révoltent contre l'ordre bourgeois, etc., notions qui devraient en principe se trouver au centre de toute réflexion sérieuse concernant les formes de terrorisme exercées soit par l'Etat soit par des groupes politiques qui prétendent le combattre. Ces textes sont, bien sûr, influencés par l'époque à laquelle ils ont été écrits et surtout par les débats qui ont marqué la naissance du mouvement anarchiste qui correspond aussi, d'ailleurs, à la naissance du mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier a bien changé (il s'est pratiquement intégré à l'Etat dans les pays capitalistes occidentaux) et les formes de domination étatique sont beaucoup plus subtiles et pernicieuses aujourd'hui qu'il y a 70 ans.

Au-delà des limites de ces articles et des divergences entre les auteurs sur certains points, ces textes offrent un bon point de départ car ils s'interrogent sur les motivations profondes de l'action militante contre l'Etat bourgeois, en confrontant constamment les moyens utilisés avec

l'objectif final proclamé, méthode et préoccupation généralement absentes des débats dans l'extrême gauche actuelle.

Yves Coleman

Dans ce numéro de *Ni patrie ni frontières*, la liaison entre terrorisme, illégalisme et action directe ne se comprend que parce que nous avons choisi de traiter la question de la violence et de l'illégalité un peu en amont du terrorisme. La « propagande par le fait », sur laquelle, en tant que « terrorisme anarchiste », il aurait été possible de se concentrer, est trop liée à un contexte particulier. « C'est sur cette manifestation de l'anarchisme, disait Ernestan, que les littérateurs insistent le plus. Il y a là une mine à effets, et, pour beaucoup d'épiciers et de concierges, "anarchisme" et "dynamite" forment une association d'idées inséparables alors que le terrorisme anarchiste fut exceptionnel ou accidentel et presque toujours individuel »¹⁰.

Les attentats anarchistes de la période héroïque étaient loin de correspondre aux vues de la plupart des militants de renom et, disait Jean Maitron, « ils surgissaient avec un retard d'une décennie sur la théorie »¹¹, même si nombre de ces militants auraient pu reprendre à leur compte le mot de Séverine : « Avec les pauvres, toujours – malgré leurs erreurs, malgré leurs fautes, malgré leurs crimes ! ».

En réalité, la spécificité individualiste de l'anarchisme, et surtout son peu de considération pour la légalité, apportent un autre éclairage sur les moyens que les révolutionnaires ont à leur disposition, avec, au cœur du problème, l'articulation entre émancipation individuelle et émancipation collective.

C'est encore une autre façon d'aborder les notions de morale et d'efficacité, de penser les actions affirmées comme révolutionnaires en relation avec un ensemble allant bien au-delà de leurs auteurs car impliquant, vis-à-vis de l'Etat, la classe ouvrière ou le mouvement révolutionnaire.

Peut-on, comme Lucien Barbedette, user d'une simple logique comptable et justifier le terrorisme révolutionnaire pour la simple raison qu'il serait, numériquement, moins destructeur que le terrorisme d'Etat ? Il conviendrait plutôt, avant toute action, et comme le dit Pierre Besnard, d'évaluer le risque de « desservir le mouvement en cours ». La justification de ses actes n'a pas de sens si elle ne se fait que par opposition aux systèmes étatique et capitaliste : une véritable morale révolutionnaire se pense dans le cadre d'un projet d'émancipation collective, et c'est sur ce plan que la discussion sur les *mobiles* et l'*efficacité révolutionnaire* de l'illégalisme libertaire peut s'avérer éclairante.

Anouchka (Karim Landais)

¹⁰ ERNESTAN, « Le socialisme contre l'autorité », in *Pages choisies*, Groupe anarcho-syndicaliste de propagande, collection « Comprendre », La Ruche ouvrière, 1966, page 139.

¹¹ Jean MAITRON, *Le mouvement anarchiste en France*, Tome 1, TEL, page 268.

Alexandre Berkman

L'anarchisme est-il synonyme de violence ?

(Traduit de l'anglais et extrait de *Now and After : The ABC of Communist Anarchism*, New York, Vanguard Press, 1929, chapitre XIX.)

Ami lecteur, tu as entendu dire que les anarchistes jettent des bombes, qu'ils croient en la violence, et que l'anarchie équivaut au désordre et au chaos.

Il n'est pas étonnant que tu aies ce genre d'idées. La presse, le clergé et tous ceux qui détiennent une parcelle d'autorité te serinent constamment ce mensonge. Mais la plupart d'entre eux savent parfaitement que c'est faux, même s'ils ont une bonne raison pour ne pas te le dire. Il est temps que tu entendes la vérité.

J'ai l'intention de te parler honnêtement et franchement. Tu peux me faire confiance, parce que je suis justement l'un de ces anarchistes que l'on accuse d'être partisans de la violence et de la destruction. Je sais de quoi je parle et je n'ai rien à cacher.

—L'anarchisme est-il vraiment synonyme de désordre et de violence ? te demandes-tu.

Non, cher lecteur, c'est le capitalisme et l'État qui en sont les meilleurs agents. L'anarchisme incarne exactement l'idéal inverse parce que ce mouvement souhaite un ordre sans État, une paix sans violence.

— Mais une telle situation est-elle possible ?

C'est ce dont nous allons discuter maintenant. Mais tu veux sans doute savoir d'abord si les anarchistes ont déjà jeté des bombes ou utilisé la violence.

Oui, cela leur est arrivé.

— C'est bien ce que je pensais ! t'exclames-tu. J'avais raison.

Ne nous précipitons pas. Si les anarchistes ont parfois eu recours à la violence, cela veut-il forcément dire que violence et anarchisme vont toujours de pair ?

Pose-toi cette question et essaie d'y répondre honnêtement.

Quand un brave citoyen revêt l'uniforme de son pays, il peut être amené à lancer des bombes et à utiliser la violence. Diras-tu alors que tout citoyen est partisan des bombes et de la violence ?

Tu te récrierais avec indignation devant une telle affirmation.

— Cela signifie simplement, répondrais-tu face à une telle accusation, que, *dans certaines circonstances*, un homme peut être amené à utiliser la violence. Et ce qu'il soit démocrate, monarchiste, socialiste, bolchevik ou anarchiste.

Tu découvriras que cela s'applique à tous les êtres humains et à toutes les époques.

Brutus tua César car il craignait que son ami trahisse la République et devienne roi. Il n'a pas commis cet acte parce qu'il « aimait moins César mais qu'il aimait davantage Rome ». Brutus n'était pas un anarchiste, mais un républicain loyal.

Selon la légende, Guillaume Tell tua un tyran pour débarrasser son pays de l'oppression. L'archer suisse n'avait jamais entendu parler de l'anarchie.

Depuis des temps immémoriaux, des despotes ont été abattus par des hommes indignés qui éprouaient une véhémente passion pour la liberté. On les considère comme des rebelles qui ont lutté contre la tyrannie. C'étaient généralement des patriotes, des démocrates ou des républicains, parfois des socialistes ou des anarchistes. Leurs actes exprimaient la révolte individuelle contre l'injustice. L'anarchisme n'avait rien à voir avec tout cela.

A une époque, dans la Grèce antique, assassiner un despote était faire preuve de la plus haute vertu. La loi moderne condamne de tels actes, mais le sentiment général n'a guère varié sur ce plan-là. Le tyrannicide ne suscite toujours pas l'indignation. Même si on ne l'approuve pas publiquement, on excuse de tels actes et souvent on s'en réjouit secrètement. Des milliers de jeunes patriotes américains n'ont-ils pas exprimé ouvertement le désir d'assassiner le Kaiser [l'empereur d'Allemagne] qu'ils tenaient pour responsable du déclenchement de la guerre mondiale ? Un tribunal français n'a-t-il pas récemment acquitté l'homme qui avait tué Petlioura pour venger les milliers d'hommes, de femmes et d'enfants assassinés au cours des pogromes organisés par ce sinistre individu contre les Juifs de la Russie méridionale ?

Dans chaque pays, à toutes les époques, il y a eu des tyrannicides : des hommes et des femmes qui aimaient leur pays suffisamment pour sacrifier leur propre vie pour lui. Généralement ils

n'appartenait à aucun parti politique et ne défendait aucune idéologie politique, ils haïssaient tout simplement la tyrannie. Parfois, c'étaient des fanatiques religieux comme le catholique Kullman, qui essaya d'assassiner Bismarck, ou Charlotte Corday qui tua Marat durant la Révolution française.

Aux Etats-Unis, trois présidents ont été victimes d'assassinats individuels. Lincoln a été abattu en 1865, par John Wilkes Booth, un démocrate du Sud ; Garfield, en 1881, par Charles-Jules Guiteau, un républicain ; et McKinley, en 1901, par Leon Czolgosz. Sur les trois un seul était anarchiste.

Les pays qui vivent sous le joug des pires oppresseurs sont ceux qui produisent le plus de tyrannicides, ce qui est normal. Prenez, par exemple, la Russie. Dans la mesure où la liberté de parole et la liberté de la presse avaient été complètement supprimées sous les tsars, il n'existait pas d'autre moyen d'intimider un régime aussi despotique que d'« instiller la peur de Dieu » dans le cœur du tyran.

Ces jeunes vengeurs étaient le plus souvent issus de la plus haute noblesse, ils aimaient la liberté et le peuple. Dans la mesure où toutes les autres issues politiques étaient bouchées, ils se sentaient obligés d'employer le pistolet et la dynamite dans l'espoir d'adoucir un peu la condition misérable de leur compatriotes. On les appelait des nihilistes et des terroristes. Ce n'étaient pas des anarchistes.

A l'époque actuelle, les actes individuels de violence politique se produisent plus fréquemment que dans le passé. Les suffragettes anglaises, par exemple, ont fréquemment employé la violence pour faire connaître et imposer leurs revendications d'égalité des droits. En Allemagne, depuis la guerre, les hommes les plus réactionnaires ont utilisé de telles méthodes dans l'espoir de restaurer la monarchie. C'est un royaliste qui a tué Karl Erzberger, le ministre prussien des Finances ; et Walter Rathenau, ministre des Affaires étrangères, a aussi été abattu par un militant du même courant politique.

La cause originelle, ou en tout cas le prétexte, de la [première] guerre mondiale a été l'assassinat de l'héritier du trône d'Autriche par un patriote serbe qui n'avait jamais entendu parler de l'anarchisme. En Allemagne, en Hongrie, en France, en Italie, en Espagne, au Portugal et dans chacun des autres pays d'Europe, des hommes ayant des opinions politiques très diverses ont eu recours à la violence, pour ne pas parler de la terreur politique, que pratiquent des organisations structurées comme les fascistes en Italie, le Ku Klux Klan en Amérique ou l'Eglise catholique au Mexique.

Tu vois donc, ami lecteur, que les anarchistes n'ont pas le monopole de la violence politique. Le nombre d'actes de violence commis par des anarchistes est infime, si on le compare à ceux commis par des individus partageant d'autres idéaux.

En vérité, dans chaque pays, dans chaque mouvement social, la violence fait partie des méthodes de lutte depuis des temps immémoriaux. Même Jésus le Nazaréen, qui prônait l'évangile de la paix, a eu recours à la violence pour expulser les marchands du temple.

Comme je te l'ai dit, les anarchistes n'ont pas le monopole de la violence. Au contraire, l'anarchisme prône la paix et l'harmonie, respecte l'intégrité personnelle, et défend le caractère sacré de la vie et de la liberté. Mais les anarchistes sont des êtres humains comme les autres, et peut-être encore davantage. Ils sont plus sensibles à l'injustice, ils réagissent plus rapidement face à l'oppression et sont donc enclins à exprimer parfois leur protestation sous une forme violente. Mais de tels actes sont l'expression de leur tempérament individuel, pas d'une théorie particulière.

Tu te demandes peut-être, ami lecteur, si les idées révolutionnaires n'encouragent pas la violence chez certains individus. Je ne le pense pas, parce que nous avons vu, au cours de l'Histoire, des individus parfaitement réactionnaires employer des méthodes violentes. Si des êtres humains aux positions politiques opposées commettent des actes semblables, il n'est guère sensé d'affirmer que leurs idées sont responsables de leurs actes.

Des résultats semblables découlent de la même cause, mais celle-ci n'est pas liée à des convictions politiques communes, mais plutôt à des tempéraments individuels et à une attitude générale de la société face à la violence.

— Tu as peut-être raison lorsque tu évoques le rôle de la personnalité individuelle, m'objecteras-tu. En effet, je me rends bien compte que les idées révolutionnaires ne sont pas la cause de tous les actes de violence politique qui se produisent sur terre, sinon ils seraient tous commis par des militants révolutionnaires. Mais tes conceptions ne justifient-elles pas en partie de tels actes ?

A première vue, ami lecteur, tu sembles avoir raison. Mais si tu réfléchis à la question tu découvriras ton erreur. La meilleure preuve en est que les anarchistes, s'ils défendent exactement les mêmes positions sur la nature de l'Etat et la nécessité de l'abolir, sont souvent en désaccord total à propos de la violence. Ainsi les anarchistes influencés par les idées de Tolstoï et la plupart des anarchistes individualistes condamnent la violence politique, tandis que d'autres anarchistes l'approuvent, ou au moins la justifient.

Est-il raisonnable alors d'affirmer que les conceptions anarchistes sont responsables de la violence ou influencent, d'une façon ou d'une autre de tels actes ?

De plus, de nombreux anarchistes qui ont cru à une époque à la violence comme moyen de propagande ont changé d'opinion à ce sujet et ne soutiennent plus l'utilité de ces méthodes. A une époque, par exemple, les anarchistes prônaient des actes de violence individuelle, ce que l'on a appelé la « propagande par le fait ». Ils ne pensaient pas que ces actes allaient permettre de remplacer l'Etat

et le capitalisme par l'anarchie, et ils ne croyaient pas non plus que l'exécution d'un despote abolirait le despotisme. Non, le terrorisme était pour eux un moyen de venger un crime commis contre le peuple, d'inspirer de la peur à l'ennemi, et aussi d'attirer l'attention sur le mal contre lequel l'acte terroriste était dirigé. Mais la plupart des anarchistes aujourd'hui ne croient plus à la « propagande par le fait » et ne soutiennent pas des actes de ce type.

L'expérience leur a appris que, si de telles méthodes ont pu être justifiées et utiles par le passé, les conditions de la vie moderne les rendent inutiles et même nuisibles à la diffusion de leurs idées. Mais leur idéal n'a pas changé ; par conséquent ce n'est pas l'anarchisme qui a façonné autrefois leur attitude vis-à-vis de la violence. Il n'est pas donc pas du tout sûr que ce soient certaines idées ou doctrines en « isme » conduisent qui à la violence. Les causes de la violence sont à mon avis d'une origine différente.

Quelle est donc la bonne explication ?

Comme nous l'avons vu, des actes de violence politique sont commis non seulement par des anarchistes, des socialistes et des révolutionnaires de toute tendance, mais aussi par des patriotes et des nationalistes, des démocrates et des républicains, des suffragettes, des conservateurs et des réactionnaires, des monarchistes et des royalistes, et même des religieux et de fervents chrétiens.

Nous savons maintenant que ce n'est sans doute pas une idée ou une idéologie particulière qui a influencé leurs actes, parce que les idées et les « ismes » les plus différents ont provoqué des actes semblables. Ceux-ci s'expliquent, à mon avis, par leur tempérament individuel et par un sentiment général à propos de la violence.

Tel est le cœur du problème. Que pensent la majorité des êtres humains à propos de la violence ? Si nous pouvons répondre correctement à cette question, la solution nous apparaîtra clairement.

Si nous sommes honnêtes, il nous faut admettre que chacun de nous croit en la violence et la pratique, même s'il la condamne parfois chez les autres. En fait, toutes les institutions humaines et la vie de la société actuelle sont fondées sur la violence.

Qu'appelons-nous l'Etat ? S'agit-il de quelque chose d'autre que de la violence organisée ? La loi t'oblige à faire ceci ou t'interdit de faire cela, et si tu n'obéis pas, elle t'y oblige par la force. A cette étape de notre raisonnement, nous ne cherchons pas à déterminer si une telle situation est juste ou injuste, si cela devrait ou ne devrait pas être ainsi. Nous nous contentons d'établir un constat : tout Etat, toute loi et toute autorité reposent en dernière analyse sur la force et la violence, sur la punition ou la peur de la punition.

Demande-toi donc, ami lecteur, pourquoi même l'autorité spirituelle, l'autorité de l'Eglise et de Dieu, repose sur la force et la violence. Parce que la peur de la colère et de la vengeance divines exerce son pouvoir sur toi, qu'elle t'oblige à obéir et même à croire contre ta propre raison.

Quelle que soit la direction que prendra ton regard, tu découvriras que toute notre vie est construite sur la violence ou la peur de la violence. Depuis la plus tendre enfance, tu es soumis à la violence de tes parents ou des adultes. A l'école, à la maison, au bureau, à l'usine, à la boutique ou dans les champs, tu as toujours affaire à l'autorité d'un individu qui réclame ton obéissance et t'oblige à exécuter sa volonté.

Le droit de t'obliger à faire quelque chose s'appelle l'autorité. On a transformé la peur de la punition en une obligation : l'obéissance.

Nous grandissons tous dans cette atmosphère de force et de violence, d'autorité et d'obéissance, de devoir, de peur et de punition. Elle imprègne chaque jour de notre vie. Nous baignons tellement dans l'esprit de la violence que nous ne nous demandons même pas si elle est juste ou erronée, mais seulement si elle est légale, si la loi l'autorise.

Tu ne remets pas en question le droit de l'Etat de tuer, de confisquer des biens ou de jeter en prison des individus. Si une personne privée était coupable des choses que l'Etat fait tout le temps, tu la dénoncerais comme un assassin, un voleur et un escroc. Mais tant que la violence est « légale », tu l'approuves et tu t'y soumetts. Tu n'es donc pas fondamentalement opposé à la violence, mais seulement à ceux qui l'utilisent « illégalement ».

La violence légale et la peur qu'elle engendre dominant toute notre existence, individuelle et collective. L'autorité contrôle notre vie du berceau jusqu'à la tombe : autorité parentale, ecclésiastique, divine, politique, économique, sociale et morale.

Mais quel que soit le niveau de cette autorité, elle se résume toujours à une puissance supérieure qui t'impose son pouvoir par la peur du châtement. Tu as peur de Dieu et du diable, des prêtres et de tes voisins, de ton patron et de ton employeur, du député et du policier, du juge et du gardien de prison, de la loi et de l'Etat. Toute ta vie est une longue chaîne de peurs qui blessent ton corps et lacèrent ton âme. C'est sur ces peurs que se construit l'autorité de Dieu, de l'Eglise, des parents, des capitalistes et des dirigeants.

Prends un moment pour réfléchir et demande-toi si mes propos ne sont pas fondés. Pourquoi donc un enfant de dix ans maltraite-t-il son frère ou sa sœur plus jeunes en se servant de sa force physique ? Pour la même raison que le patron de leur père harcèle son employé en se servant de sa position de force et parce que la survie de l'enfant dépend du travail de son père. Tu supportes l'autorité du prêtre ou du pasteur parce que tu penses qu'ils peuvent « appeler la colère de Dieu » sur

ta tête. Tu te soumetts à la domination des patrons, des juges et de l'Etat, parce qu'ils ont le pouvoir de te priver de ton travail, de ruiner ton commerce, de te jeter en prison — un pouvoir que tu leur as d'ailleurs toi-même octroyé.

L'autorité régit donc ta vie, l'autorité du passé et du présent, des morts et des vivants, et ta vie personnelle est constamment l'objet d'intrusions, d'agressions, elle est assujettie aux pensées et à la volonté d'autres personnes.

Et puisque ton intégrité personnelle est envahie et violée, tu te venges inconsciemment en envahissant et violant l'intégrité d'autres personnes sur lesquelles tu exerces ton autorité ou ton pouvoir de contrainte, physique ou morale. C'est ainsi que la vie devient un univers où dominent l'autorité, la contrainte et la soumission, l'ordre et l'obéissance, la coercition et la sujétion, les rapports entre dirigeants et dirigés, la violence et la force, sous mille formes différentes.

Comment s'étonner alors du fait que même les idéalistes sont prisonniers des filets de l'autorité et de la violence ? Qu'ils sont souvent poussés par leurs sentiments et leur milieu à des actes intrusifs aux antipodes de leurs idées ?

Nous sommes encore tous des barbares qui ont recours à la force et à la violence pour régler nos doutes, nos difficultés et nos soucis. La violence est l'arme des ignorants et des faibles. Ceux qui ont un cœur et un esprit solides n'ont nul besoin de la violence car la conscience d'avoir raison leur procure une volonté irrésistible. Plus nous nous éloignons de l'homme primitif et de l'âge de pierre, moins nous aurons besoin d'avoir recours à la force et à la violence. Plus l'esprit de l'homme sera éclairé, moins il emploiera la contrainte et la coercition. L'être humain véritablement civilisé se débarrassera de toute peur et de toute autorité. Il se relèvera et se tiendra fièrement debout ; il ne courbera la tête devant aucun tsar, sur terre comme au ciel. Il deviendra totalement humain lorsqu'il refusera de diriger et d'être dirigé. Il ne sera vraiment libre que le jour où il n'y aura plus de maîtres sur cette terre.

L'anarchisme prône une société sans force et sans oppression, où tous les hommes seront égaux et vivront dans la liberté, la paix et l'harmonie.

Le mot anarchie vient du grec, et signifie un ordre sans force, sans violence, sans Etat, parce que l'Etat est la source de la violence, de la contrainte et de la coercition.

L'anarchie n'est donc pas synonyme de désordre et de chaos, comme tu le pensais, ami lecteur. Au contraire, l'anarchie est même l'inverse, elle signifie la disparition de l'Etat, c'est-à-dire la liberté. Le désordre est l'enfant de l'autorité et de la contrainte. La liberté est la mère de l'ordre.

— C'est en effet une belle idée, me diras-tu, mais elle ne convient qu'à des anges.

Tu as raison. C'est pourquoi nous devons nous demander comment acquérir les ailes nécessaires pour créer une société idéale.

Alexandre Berkman (1929)

Lucien Barbedette

Terrorisme (1934)

Lucien BARBEDETTE, (1890-1942). Anarchiste français.

Il exerce, dès 1919, le métier de professeur. On trouve sa signature dans de nombreux journaux et revues anarchistes auxquels il collaborera : *L'En Dehors*, *La Voix libertaire*, *Terre libre*, *Le Semeur*, *Le Combat syndicaliste*, etc. Il participera aussi à *L'Encyclopédie anarchiste* dirigée par Sébastien Faure. Il meurt à Luxeuil-les-Bains, à l'âge de 52 ans.

(Biographie extraite du site Ephéméride anarchiste)

[Cet article offre un éclairage historique sur la violence d'Etat dans différents pays d'Europe (Ni patrie ni frontières).]

N. m. La terreur est une crainte poussée à un très haut degré, une peur d'une intensité exceptionnellement grande. On appelle terrorisme le système de gouvernement qui s'appuie sur la terreur pour contraindre les membres d'une collectivité à l'obéissance. Mais c'est arbitrairement que l'on réserve ce terme à de très rares périodes de l'histoire. En réalité, la peur fut toujours, et demeure, à notre époque, le principal moyen d'action de l'Autorité. «Avec raison, les anciens choisirent comme symboles du pouvoir suprême des instruments de supplice et de mort. Sans le gendarme, le geôlier et le bourreau, un chef d'Etat perdrait sa flamboyante auréole ; force et contrainte, voilà les attributs essentiels qui caractérisent l'autorité. Inopérantes seraient la pompe carnavalesque dont les souverains s'entourent, la superbe orgueilleuse de leurs discours, toute la mythologie profane ou sacrée dont s'enveloppe leur personne, si derrière ce somptueux décor l'on n'entrevoit prisons, bagnes, guillotine, chaise électrique, corde pour la pendaison.

A un degré moindre, cela reste vrai de quiconque détient une parcelle d'autorité, même minime. Percepteur, douanier, garde champêtre ne sont obéis, dans l'exercice de leur fonction, que par crainte des peines qui frappent le récalcitrant. Pouvoir gouvernemental, puissance administrative, se ramènent à une question de force et reposent sur la peur. Toute infraction aux ordres des chefs, aux prescriptions du code, aux lois édictées par les parlements, entraîne des représailles ; la police, voilà l'institution fondamentale qui permet à l'Etat de subsister». (En marge de l'Action). Mais nous reconnaissons que la peur inspirée par les chefs comporte des degrés, qu'un gouvernement peut être plus ou moins tyrannique, plus ou moins respectueux de la vie et de l'indépendance des individus. Toutefois, même si l'on préfère, au point de vue historique, limiter le terrorisme gouvernemental à certaines époques particulièrement sanglantes, il faut reconnaître que les écrivains officiels font preuve d'une insigne partialité dans l'étude de ces époques tragiques. Chez nous, par exemple, ils racontent avec un grand luxe de détails les crimes de Robespierre et de ses partisans, mais parlent à peine des meurtres commis par les royalistes au début de la Restauration, ou de la répression qui suivit le coup d'Etat du 2 décembre 1851, ou encore du massacre des Communards, ordonné par le gouvernement de Thiers.

La Terreur Blanche débuta à Marseille, le 25 juin 1815, par le meurtre de 200 personnes. A Avignon, l'on égorga 300 prisonniers ; à Nîmes, 150 individus furent mis à mort en moins de deux mois. Des bandes royalistes, comme celles des Miquelets ou des Verdets, parcoururent la vallée du Rhône et le bassin de l'Aquitaine, incendiant les maisons, égorgeant leurs adversaires politiques avec des raffinements de cruauté.

Et les autorités locales laissaient faire, quand elles n'encourageaient pas les assassins. Bientôt, d'ailleurs, les violences et les meurtres furent organisés d'une façon parfaitement légale. Sous prétexte

d'empêcher tout complot contre l'autorité royale, les Chambres votèrent des mesures draconiennes. «Il faut des fers, des bourreaux, des supplices, s'écriait le comte de la Bourdonnaye. La mort, la mort seule peut mettre fin à leurs complots.

Ce ne sera qu'en jetant une salutaire terreur dans l'âme des rebelles que vous préviendrez leurs coupables projets». Dans chaque département, une cour prévôtale jugea sans appel les accusés politiques, et ses sentences impitoyables étaient exécutoires dans les 24 heures. Les victimes furent nombreuses, les peines de mort et de bannissement étant distribuées à profusion.

Après le coup d'Etat, exécuté au profit du président Louis-Napoléon dans la nuit du lundi 1^{er} au mardi 2 décembre 1851, coup d'Etat organisé sous la haute direction du franc-maçon Morny et qui, en fait, marqua la fin de la Seconde République, un régime de terreur s'installa en France. Vainement, quelques braves dressèrent des barricades et se firent tuer courageusement. Le 4, la troupe tira au hasard sur des femmes, des enfants, des citoyens inoffensifs qui se promenaient sur les grands boulevards de Paris. Un rapport officiel déclare qu'il y eut 26 800 arrestations ; en réalité, elles furent beaucoup plus nombreuses. L'état de siège fut proclamé dans 32 départements. Des commissions mixtes, composées du préfet, du procureur et d'un général, jugèrent les emprisonnés ; elles se montrèrent féroces. Le gouvernement reconnut qu'il avait déporté 9 581 personnes en Algérie et 239 en Guyane ; mais ces chiffres ne donnent qu'une faible idée de ce que fut la répression exercée par le président Louis-Napoléon. Devenu empereur, il continuera pendant de longues années à bâillonner complètement ses adversaires et à rendre impossible toute expression de la pensée indépendante.

Lorsque les troupes du gouvernement de Versailles pénétrèrent à Paris, le dimanche 21 mai 1871, après une héroïque résistance des Communards, elles commirent d'inqualifiables atrocités. Les soldats de Mac Mahon, encouragés par l'ignoble Thiers, massacrèrent, sans nul souci de la justice ou de l'équité, quiconque leur semblait suspect. Un maire de Paris, qui n'était point du côté des rebelles, a déclaré : «J'ai la conviction profonde que l'on a fusillé plus d'hommes qu'il n'y en avait derrière les barricades».

Et les historiens bourgeois, dont la partialité est révoltante dès qu'il s'agit de la Commune, reconnaissent que 20 000 malheureux au moins furent sommairement exécutés par les Versaillais. Jusqu'en 1876, les conseils de guerre continuèrent de prononcer des milliers de condamnations à mort, au bagne, à la déportation. Et les assassins qui présidèrent à ces tueries occuperont longtemps les plus hautes charges de l'Etat. Ainsi, la Troisième République a débuté, tout comme la Restauration et le Second Empire, en installant un terrorisme de droite.

Aujourd'hui, la Terreur règne en maîtresse sur la plus grande partie de l'Europe : terreur rouge en Russie, terreur blanche en Italie, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, etc. L'installation d'une dictature marxiste en Russie provoqua, par contre-coup, une violente et durable réaction fasciste dans de nombreux pays. Après une tentative de révolution bolcheviste, la terreur blanche s'est installée en Hongrie avec le régent Horthy.

En octobre 1922, Mussolini, aidé par les réactionnaires, par de nombreux francs-maçons et par des marxistes traîtres à la classe ouvrière, s'empara du pouvoir par un coup de force. Implacable à l'égard de ses adversaires, le duce ne s'est pas montré plus bienveillant à l'égard de quelques-uns de ses anciens alliés, les francs-maçons par exemple. Mais il a baissé pavillon devant le pape et s'est fait le protecteur du catholicisme. La malheureuse Pologne étouffe sous la botte de Pilsudski, que les socialistes contribuèrent en 1926 à investir, sinon en droit du moins en fait, du souverain pouvoir.

En Allemagne, Hitler et ses lieutenants sont les maîtres absolus du pays. Pour sa propagande, le chef des nazis avait reçu des sommes énormes de grands industriels allemands et même de capitalistes étrangers, de Schneider du Creusot par exemple. Ni les communistes, ni les socialistes, ni la franc-maçonnerie, ni les syndicats ouvriers ne se dressèrent contre le nouveau et tout-puissant chancelier ; ils se soumièrent dans l'ensemble, avec un empressement et une bassesse qui ne les honorent pas. Pour les récompenser de leur servilité, Hitler a dissous leurs groupements et s'est emparé de leurs biens. Des mesures draconiennes ont été prises contre les juifs et contre tous ceux qui pensent autrement que les nazis. La liberté de la presse est abolie ; les prisons regorgent ; les condamnations à mort pour crime politique sont fréquentes ; les camps de concentration sont remplis de suspects auxquels on inflige les supplices les plus raffinés.

En Autriche, le pieux chancelier Dollfuss a fait massacrer les ouvriers courageux qui tentaient de lui résister. Approuvé par le pape, soutenu par Mussolini, il s'est révélé sanguinaire, dès qu'il a pu jeter sans danger le masque doucereux qui lui permit d'endormir ceux dont il méditait la perte.

En Espagne, radicaux et socialistes ont égalé, surpassé, même dans le crime, le dictateur Primo de Rivera. Au Portugal, le terrorisme sévit pareillement, ainsi que dans les pays balkaniques où les souverains ont d'ailleurs toujours exercé une autorité tyrannique.

On voit qu'en fait de terrorisme, les hommes d'ordre, les soutiens de l'autorité détiennent le record. Mais, comble de l'hypocrisie, les écrivains bien-pensants affectent de ne songer qu'aux excès commis lors des révolutions populaires ou aux attentats dus aux organisations ou aux individus d'avant-garde, lorsqu'ils parlent de terrorisme. Ces excès, ces attentats sont pourtant bien peu de chose à côté des crimes innombrables et monstrueux que perpètrent, chaque jour, au nom de la loi et de la morale, les séides du Pouvoir. Simples ripostes aux attaques injustifiées de chefs inhumains, ces actes de désespoir s'expliquent sans peine, hélas ! Et le droit de légitime défense les justifie en bien des cas. Celui qui se résigne à toutes les servitudes mérite le mépris, en effet.

Lucien Barbedette.

Pierre Besnard : L'action directe (1934)

[L'intérêt de ce texte est qu'il essaie de fixer le contenu et les limites de l'action directe, notamment par rapport à l'insurrection, « arme des partis politiques », selon l'auteur. (*Ni patrie ni frontières*).]

ACTION DIRECTE

1° Selon le «Larousse». — Recours à la force, préconisé par les syndicalistes révolutionnaires préférablement à l'action constitutionnelle aidée par l'Etat.

2° Selon nous. — Action individuelle ou collective ; exercée contre l'adversaire social par les seuls moyens de l'individu ou du groupement.

L'action directe est, en général, employée par les travailleurs organisés ou les individualités évoluées, par opposition à l'action parlementaire, aidée ou non par l'Etat. L'action parlementaire ou indirecte se déroule exclusivement sur le terrain légal par l'intermédiaire des groupes politiques et de leurs élus. L'action directe peut être légale ou illégale. Ceux qui l'emploient n'ont pas à s'en préoccuper. C'est avant tout, et sur tous les terrains, le moyen d'opposer la force ouvrière à la force patronale. La légalité n'a rien à voir dans la solution des conflits sociaux. C'est la force seule qui les résout.

L'action directe n'est pas cependant nécessairement violente, mais elle n'exclut pas la violence. Elle n'est pas, non plus, forcément offensive. Elle peut parfaitement être défensive ou préventive d'une attaque patronale déclenchée ou sur le point de l'être, d'un lock-out partiel ou total, par exemple, déclaré ou susceptible de l'être à brève échéance.

Quelques exemples sont nécessaires pour bien fixer les esprits.

1° L'ouvrier qui discute ses intérêts avec son patron, soit pour conserver des avantages acquis, soit pour faire triompher des revendications nouvelles, fait un acte d'action directe. Il se place, en effet, seul, face à son employeur, sans recourir à des concours étrangers au conflit social.

Qu'il obtienne ou non satisfaction, que le patron reconnaisse de bonne foi le bien-fondé des desiderata qui lui sont soumis et accorde satisfaction ou les rejette, il y a toujours action directe. Que le patron cède par impuissance momentanée ou par calcul — ce qui est fréquent — ou bien qu'il résiste parce qu'il se croit assez fort pour braver la force collective qu'il sent derrière l'ouvrier qui réclame et discute, il y a de la part de l'individu qui mène la lutte sur ce terrain, action directe.

Que la discussion reste courtoise, qu'elle dégénère en dispute ou en rixe, l'acte de l'ouvrier reste, en tous les cas, une manifestation d'action directe. C'est la *discussion de classe*.

Ce que l'ouvrier ne doit pas perdre de vue dans cette discussion, c'est *son devoir de classe*. Il ne doit jamais céder de terrain à l'adversaire. Il ne doit conquérir des avantages qu'en conservant sa dignité d'homme. Il ne doit, à aucun prix *vendre sa conscience* ni ses connaissances professionnelles, même s'il est miséreux, en acceptant de recevoir en échange des avantages personnels : un poste de commandement ou de maîtrise, un salaire occulte supérieur à celui de ses camarades, etc., etc.

Composer avec le patron, recevoir de lui des satisfactions personnelles refusées aux autres, c'est commettre un *acte de trahison* vis-à-vis de ses frères de misère et de travail. Si on ne se sent pas capable de résister aux propositions mielleuses du patron, il vaut mieux se taire que de se faire l'instrument, même inconscient, de l'asservissement des camarades.

L'ouvrier qui se charge de revendiquer ses droits et ceux de ses camarades doit avoir un profond sentiment de ses devoirs de classe. *S'il les ignore, il doit les apprendre avant d'agir.*

2° Le syndicat peut, bien entendu, employer collectivement le même moyen de lutte. Il doit se conduire de la même façon que l'ouvrier qui agit seul. Lui, non plus, ne doit ni promettre ni donner à l'adversaire des concours moraux ou techniques qui renforceraient la puissance patronale au détriment des ouvriers. Un syndicat qui accepterait que ses membres, contrôlés ou non par lui, pénétrèrent dans les organismes de direction et de gestion capitalistes ne pourrait plus, en aucun cas, pratiquer l'action directe puisque les intérêts des patrons et des ouvriers, même inégaux, se confondraient.

La *discussion collective de classe* ne peut donner lieu ni à compromis ni à abandon. Elle peut revêtir tous les caractères de la discussion individuelle. Cependant, elle diffère de celle-ci sur un point important.

Tandis que l'acte individuel, qui s'exerce souvent dans un milieu réfractaire à l'esprit de classe, ne comporte généralement que le renvoi ou le départ volontaire de l'ouvrier lésé mais impuissant, la discussion collective de classe aboutit presque toujours, en cas d'insuccès, à la grève, si les forces ouvrières sont alertées, cohérentes et organisées pour la lutte prévue et en vue des batailles à livrer.

Dans tous les cas, la grève est un acte grave. Il convient de n'utiliser cette arme qu'à bon escient, avec circonspection, en toute connaissance de cause, après un examen très attentif de la situation et de la position du conflit. Il convient aussi de se rendre compte aussi exactement que possible des résultats à atteindre, des conditions de la lutte à engager, des répercussions en cas de succès ou d'insuccès.

Par exemple, lorsque la décision de grève est prise, il faut mettre tout en œuvre pour rendre effective la cessation du travail, agir avec vigueur, courage et méthode. Une grève victorieuse est un facteur de développement, de rayonnement et d'attraction pour l'organisation syndicale. Par contre, une défaite diminue, généralement, la confiance et la combativité des individus. Elle provoque souvent la désertion des syndiqués. Elle émousse toujours leur ardeur et leur esprit de solidarité.

3° L'ouvrier qui, au cours d'un conflit social, décide selon sa conscience d'accomplir un acte de destruction ou de mise hors d'usage du matériel ou des outils de travail, qui exerce une action violente sur un représentant de la classe adverse ou sur un de ses camarades inconscient de son devoir de classe, fait aussi une action directe.

Toutefois, un tel acte ne doit avoir lieu que s'il est réellement un facteur de succès, de réussite de l'action engagée. Dans le cas contraire, si l'acte est inconsidéré, une simple manifestation de colère, il risque de desservir — et souvent considérablement — le mouvement en cours.

Avant d'employer ce moyen d'action — qui peut s'imposer — l'individu doit se rendre compte, par avance, de la portée de son acte et de ses conséquences probables. Il ne doit l'accomplir que s'il l'estime réellement utile au succès de la cause qu'il défend. Se laisser aller à l'accomplissement irraisonné d'un acte de violence ou de sabotage c'est faire preuve de faiblesse, d'inéducation, d'incompréhension. C'est prêter le flanc à l'adversaire et souvent justifier la violence adverse, même si on est provoqué, ce qui arrive d'une façon courante.

4° Un syndicat peut, lui aussi, décider d'employer la violence ou le sabotage. Toutefois, il ne saurait en imposer l'exécution à ceux de ses membres qui n'accepteraient pas ces moyens de lutte ou ne désireraient pas les utiliser eux-mêmes.

Dans ce cas, seule la conscience de chacun décide pour l'accomplissement des actes *reconnus nécessaires*. Il est bon que les participants ou exécutants soient seuls au courant des projets, des tentatives à exécuter et arrêtent seuls leurs moyens d'action. Le secret est de rigueur. Seuls, ceux qui ont décidé d'agir ainsi dans le bien commun, sont juges de leurs actes. Les autres, par contre, sont juges du résultat. Ils ne doivent pas hésiter à en condamner l'emploi nouveau où le résultat est défavorable à la cause commune. Pas plus qu'une collectivité n'a le droit de s'opposer aux actes nécessaires, des individualités ne doivent accomplir des actions qui vont à l'encontre du résultat cherché. C'est affaire de conscience et de circonstances. Ce qui était mauvais hier peut être bon demain et *vice versa*.

5° L'homme qui abat un tyran, un oppresseur redoutable, par quelque moyen que ce soit, accomplit aussi un acte d'action directe, bien qu'il ne s'attaque pas au régime lui-même et qu'il ne mette que rarement celui-ci en péril. Il agit directement contre un adversaire social qui se révèle particulièrement malfaisant.

6° Un groupement peut être appelé à agir dans les mêmes conditions. Dans ce cas, il est nécessaire que les participants acceptent cette façon de mener la lutte, comme ils le feraient s'il s'agissait d'un acte de sabotage, de destruction ou de violence collective. Les mêmes précautions sont à prendre et l'action ne peut être engagée ou continuée que dans les conditions exposées au paragraphe 4. Un tel acte ou une telle série d'actes peut parfois s'imposer et devenir un facteur important et même décisif du succès en période révolutionnaire.

Comme on le voit, l'action directe peut se présenter sous des aspects très différents, suivant les circonstances et les buts poursuivis.

Si on tient compte des exemples qui précèdent, on peut dire qu'elle revêt les caractères suivants : *discussion individuelle ou collective de classe, grève avec ses multiples aspects, sabotage et sévices contre le patronat ou les ouvriers inconscients, attentats contre un oppresseur ou un groupe de représentants du pouvoir*.

De même qu'il peut y avoir discussion de classe sans grève, il peut y avoir grève sans sabotage, sévices ou chasse aux renards (1). Une seule de ces manifestations caractérise l'action directe. Il suffit qu'elle

s'exerce individuellement ou collectivement, de classe à classe, sans recourir à des forces étrangères au conflit lui-même.

En période révolutionnaire, l'action directe prend immédiatement le caractère de *grève générale insurrectionnelle*. Elle a pour but de permettre à la classe ouvrière de s'emparer des moyens de production et d'échange qui assurent, en tout temps, la continuité de la vie sociale. Elle supprime le concours partiel ou total du prolétariat encaserné. L'action directe devient, en cette occasion, nécessairement violente, puisqu'elle s'exerce contre un adversaire qui se défend par la force.

Elle est le premier acte révolutionnaire d'un prolétariat qui vise à remplacer le pouvoir politique par l'organisation sociale, après avoir détruit la propriété individuelle et instauré la propriété, collective.

Elle s'oppose, à *l'insurrection*, arme des partis politiques qui tous, sans exception, n'ont qu'un désir : *prendre le pouvoir et le garder*.

L'action directe est la seule et véritable arme sociale du prolétariat. Nulle autre ne peut, quelque emploi qu'on en fasse, lui permettre de se libérer de tous les jougs, de tous les pouvoirs, de toutes les dictatures — y compris la plus absurde d'entre elles : celle du prolétariat.

En somme, il y a une très notable différence entre la définition bourgeoise de l'action directe et la signification réelle que nous lui donnons.

Alors que nos adversaires — et cela se conçoit — ont surtout voulu, montrer l'action directe comme un acte ou une série d'actes désordonnés, brutaux, violents, sans raisons ni motifs, destructeurs pour le plaisir ou la satisfaction de ceux qui les accomplissent, nous affirmons que l'action directe est ordonnée, méthodique, réfléchie, violente quand il le faut seulement, dirigée vers des buts concrets, nobles et largement humains.

Pierre BESNARD.

(1) Les «renards» sont les «jaunes», ceux qui refusent de faire grève, (*NDLR*).

(2)

Pierre BESNARD (1886-1947). Militant anarcho-syndicaliste. D'abord cheminot, il est révoqué le 14 mai 1920 pour faits de grève. Il n'en poursuit pas moins son activité syndicale. En 1921, il remplace Monatte comme secrétaire des comités syndicalistes révolutionnaires (CSR), groupement d'opposition au sein de la CGT. Après la scission avec cette dernière, il fonde en 1926 la CGT- SR, syndicat révolutionnaire affilié à la nouvelle AIT (non autoritaire), créée en 1922 à Berlin par Rudolf Rocker. En 1928, Pierre Besnard publie *Le Combat syndicaliste*, organe de la CGT- SR.

En septembre 1936, en tant que secrétaire général de l'AIT, il rencontre les principaux dirigeants de la CNT, en Espagne, dont Durruti. Il préconise d'internationaliser le conflit, pour éviter de refaire l'erreur des communards. Puis il participe à la création de comités anarcho-syndicalistes pour la défense de la révolution espagnole. Pendant l'Occupation, il se réfugie dans le midi de la France, avant de reprendre ses activités syndicales dès 1945. Mais il meurt le 19 février 1947. Il est l'auteur de nombreux ouvrages comme *Le monde nouveau* (1936), *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale* (1930), etc. Ainsi qu'une participation à *l'Encyclopédie anarchiste*.

(*Biographie extraite du site **Ephéméride anarchiste***)

Quatre articles sur l'illégalisme

Le caractère anti-légaliste de l'anarchie devant être traité aux mots loi et légalité, nous n'examinerons ici, sous le vocable «illégalisme» que l'activité hors loi, le mode d'existence qu'ont choisi certains anarchistes, lesquels se procurent, en marge du code, les ressources nécessaires à leur subsistance. Cette attitude — en son essence — est indépendante des voies secrètes, extra-légales, que revêtent, à certaines heures et dans certaines conditions, voire en permanence, la propagande et l'action anarchistes. L'illégalisme «matériel» [si l'on peut dire] est uniquement un moyen individuel d'organiser la vie quotidienne. Il ne comporte pas, en soi, l'affirmation d'une philosophie, tout comme le fait de travailler à l'usine n'implique pas d'opinion «a priori». Le pratiquent d'ailleurs, sans différenciation, des gens totalement étrangers à l'anarchisme.

Stephen MAC SAY.

Marc Pierrot : **L'illégalisme (Le vol)** (1934)

La propagande pour l'illégalisme et le vol peut avoir quelque influence sur de jeunes écervelés. Elle expose ceux qui se laisseraient aller à ce moyen, commode en apparence, de «se débrouiller», à gâcher lamentablement toute leur existence. Même à ce point de vue personnel, au point de vue purement égoïste de se tirer d'affaire, le moyen ne vaut rien. Nous l'avons vu, il y a une douzaine d'années. Sauf exception rarissime, il ne donne aucun résultat. Le métier de joueur ne vaut pas grand-chose. Celui de voleur est bien pire, car aucun enjeu ne vaut la perte de la liberté.

Un bourgeois vivra de ses rentes, c'est-à-dire en parasite. Mais un pauvre diable d'individualiste qui ne veut pas se prostituer dans le travail salarié, comment fera-t-il ? Il sera forcé de vivre d'expédients, c'est-à-dire que lui aussi vivra en parasite... J'ai entendu souvent discuter sur la légitimité ou non de la reprise individuelle, sur l'utilité de certains gestes. Or, il y a un critérium très commode et que je n'ai jamais vu énoncer clairement. Pour juger si un homme vit d'une façon sympathique, il suffit de savoir s'il vit ou non en parasite : que ce soit un rentier, comme un bourgeois, ou que ce soit un simple estampeur, un escroc, un souteneur, etc. Tout être qui vit en parasite ne peut avoir notre sympathie. Il faut que chacun travaille selon ses forces. Les enfants, les vieillards, les malades, les convalescents, etc., sont dispensés d'un travail productif. Ce qui froisse notre sentiment de justice, c'est l'existence du parasitisme social. C'est contre ce parasitisme que nous nous élevons ; ce n'est donc pas en ajoutant un parasitisme à un autre qu'on créera une nouvelle morale.

Notre morale, celle que nous opposons à la morale du parasitisme, est celle du travail. Bien entendu, il s'agit de travail productif, je veux dire de travail utile au point de vue social et non au point de vue du profit individuel. C'est ainsi qu'il ne suffit pas de travailler, il faut encore se rendre compte de la destination du travail. Un ouvrier qui fabrique des canons, un maçon qui participe à la construction d'une prison, un gardien de cette même prison font du travail nuisible. Les travailleurs utiles sont exploités, c'est vrai, mais notre libération à tous et la possibilité d'une nouvelle morale sont justement dans l'effort des travailleurs contre cette exploitation. Il faut que le travail utile, le travail nécessaire (dont les humains ne peuvent s'affranchir, puisque notre vie en dépend), il faut que ce travail ne soit plus exploité par une classe parasite.

Le vol reste un moyen précaire et *temporaire* d'échapper à la faim et à la mort — il faut bien vivre — et, dans ce cas, la morale chrétienne absout le vol. A plus forte raison nous, anarchistes, n'avons pas contre les voleurs la répulsion que professent les honnêtes gens.

Nous savons, d'ailleurs, que la vie de ces honnêtes gens est fondée sur le vol et le parasitisme. La seule différence, c'est que le vol des bourgeois est légal. Un voleur nous semble donc tout aussi «honorables» qu'un financier, par exemple. Mais quant à faire du vol (illégal) un système, ce serait reconnaître le parasitisme, ce serait élever à la dignité d'une *morale de révolte* un moyen individuel de se tirer d'affaire, sans que le principe de propriété en souffre la moindre atteinte...

Le vol ne s'attaque pas à *la cause* de la propriété : il ne s'attaque pas aux conditions du travail. Le vol s'en prend à la propriété, à la richesse, une fois constituées, ou du moins à une infime partie de cette richesse. Mais il ne s'oppose pas à la naissance, au développement et à la reproduction de cette richesse, au contraire. Les pertes subies à la suite d'un vol ne font que pousser le patron à pressurer davantage le travail de ses ouvriers. Le voleur professionnel n'a même pas intérêt à anéantir la richesse bourgeoise : il en vit, à peu près comme le larbin de grande maison vit sur le coulage de l'office... Les voleurs n'ont jamais eu une action sociale. Ce n'est pas non plus en prenant l'habitude de faire du tort à autrui, quel qu'il soit, qu'on devient révolutionnaire....

Une société humaine, quelle qu'elle soit, ne peut vivre que par le travail, chacun travaillant à son métier, solidaire et dépendant du travail d'autrui. Une société ne peut pas être fondée sur le vol. Comment vivrait-elle ? Le vol ne produit rien. Les richesses produites par le travail attirent l'appétit des fainéants et des voleurs. Dans toute société il y a des voleurs légaux, des parasites. Nous cherchons à nous en débarrasser. Est-ce pour admettre d'autres parasites, les illégaux ?

Sous prétexte que la société est mal faite, quelques voleurs se posent en champions des opprimés ; ils se vantent de récupérer les richesses mal acquises (reprise individuelle). Mais ils ne changent rien à l'ordre social existant. Leur activité (si j'ose dire) ne supprime pas les causes du parasitisme ; au contraire, ils en profitent... Le vol entre au compte des profits et pertes dans toute entreprise capitaliste, mais, en définitive, c'est aux dépens des travailleurs... Les illégalistes ne peuvent pas non plus se vanter de travailler au progrès moral : la duperie ne peut engendrer que la méfiance. Ils n'ont pas non plus à se parer d'une auréole héroïque. Pour vivre, pour réussir (temporairement) ils cherchent naturellement le moindre risque. Ils n'ont pas l'ambition de cambrioler Rothschild, c'est impossible ; donc ils cambrioleront les chambres de bonnes, au sixième, ils refileront de la fausse monnaie à de pauvres ménagères, ils abuseront de la confiance naïve de leurs propres camarades. Je n'invente rien. L'expérience du passé est là.

Marc Pierrot

Marc PIERROT (1871-1950). Militant et propagandiste anarchiste.

En 1891, étudiant en médecine à Paris, il adhère au groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes. En 1896, il obtient son doctorat.

Devenu anarchiste, il milite pour un syndicalisme révolutionnaire, édite de nombreuses brochures de propagande et collabore aux *Temps Nouveaux* de Jean Grave. Mobilisé en 1914, il est envoyé comme médecin en Serbie, puis termine la guerre en France. Il est un des signataires du "Manifeste des seize".

En 1919, il réédite les *Temps Nouveaux* puis édite ensuite la revue *Plus Loin*, qui sortira jusqu'en 1939, et compte comme collaborateur son ami Paul Reclus. Il participe également à l'*Encyclopédie anarchiste* de Sébastien Faure. En 1936, il se rend en Espagne puis prend part à SIA (Solidarité Internationale Antifasciste) créée par Louis Lecoq.

Durant la guerre il est dénoncé comme juif (ce qu'il n'était pas), seule sa compagne lituanienne l'était et sera inquiétée. Ils se retrouveront au début de 1944 à Compiègne. Le 19 février 1950, il meurt des suites d'une maladie, fidèle jusqu'à sa mort à l'idéal libertaire.

Sa fille Cécile a réuni et réédité certain de ses textes sous le titre : *Quelques études sociales* (1970).
(Biographie extraite du site **Ephéméride anarchiste**)

E. Armand : L'illégalisme (1934)

Ernest JUIN dit E. ARMAND (1872-1963). Militant anarchiste individualiste et propagandiste d'une libre sexualité.

Instruit par son père (ancien communal), il n'ira jamais à l'école, ce qui ne l'empêchera pas de pratiquer de nombreuses langues. D'abord empreint d'humanisme chrétien, il travaille pour l'Armée du Salut. Il découvre l'anarchisme à la lecture des *Temps nouveaux* de Jean Grave. En 1902, il participe aux "Causeries populaires" qu'anime Libertad, et s'engage définitivement pour l'anarchisme individualiste, en publiant de nombreux journaux *L'ère nouvelle* (1901-1911), *Hors du troupeau* (1911), *Par-delà la mêlée* (1916), *L'Unique* (1945), mais surtout en reprenant à partir de 1922 *L'En Dehors*. Il écrit des milliers d'articles dans la presse militante, et participe à l'*Encyclopédie Anarchiste* de Sébastien Faure. Il subit à plusieurs reprises des condamnations, notamment pour "complicité de désertion" lors du premier conflit mondial. Entre 1940 et 1941, il est interné dans différents camps.

Son action militante s'oriente vers "les milieux libres" ou colonies anarchistes ; partisan de l'amour libre, du naturisme et du refus des contraintes. C'était un véritable en-dehors, auteur de *L'Initiation individualiste anarchiste* (1923) et de *La révolution sexuelle et la camaraderie amoureuse* (1934), etc.

Rien ne sert de le dissimuler, car, qu'on le reconnaisse ou non, il y a des anarchistes qui résolvent leur question économique de façon extralégale, c'est-à-dire par des moyens impliquant atteinte à la propriété, par l'usage constant ou occasionnel de différentes formes de violence ou de ruse, la pratique de métiers ou professions que la police ou les tribunaux désavouent.

C'est en vain que les doctrinaires, anarchistes communistes — et pas tous— veulent se désolidariser des «illégalistes», tonner contre «la reprise individuelle», qui remonte cependant aux temps héroïques de l'anarchisme, à l'époque des Pini, des Schoupe, des Ortiz, des Jacob. C'est en vain que les doctrinaires de l'anarchisme individualiste, tels les Tucker, combattent l'*outlawry* anarchiste : il y a eu, il y aura toujours des théoriciens de l'illégalisme anarchiste, spécialement en pays latins.

Avant de nous enquérir de ce que disent ces «théoriciens», qui sont surtout des camarades qui cherchent à expliquer et à s'expliquer la tournure d'esprit de l'illégaliste anarchiste, il convient de faire remarquer que la pratique de l'illégalisme n'est ni à prôner ni à propager ; il offre de redoutables aléas. Il n'affranchit économiquement à aucun point de vue. Il faut des circonstances exceptionnelles pour qu'il n'entrave pas l'épanouissement de la vie individuelle ; il faut un tempérament exceptionnel pour que l'illégaliste ne se laisse pas entraîner et finisse par être réduit au rang de déchet social.

Ces réserves faites et proclamées à son de trompe, s'il le faut, s'ensuit-il que le camarade qui se procure son pain quotidien en recourant à un métier stigmatisé par la coutume, interdit par la loi, puni par «la justice», ne doit pas être traité en «camarade» par celui qui accepte de se faire exploiter par un patron ?

Somme toute, tout anarchiste, adapté ou non, est un illégal, parce qu'il nie la loi. Il est illégal et délinquant toutes les fois qu'il émet et propage des opinions contraires aux lois du milieu humain où il évolue.

Entre l'illégaliste intellectuel et l'illégaliste économique, il n'y a qu'une question d'espèce.

L'anarchiste illégaliste prétend qu'il est tout autant un camarade que le petit commerçant, le secrétaire de mairie ou le maître de danse qui ne modifient en rien, et pas plus que lui, les conditions de vie économique du milieu social actuel. Un avocat, un médecin, un instituteur peuvent envoyer de la copie à un journal libertaire et faire des causeries dans de petits groupes d'éducation anarchistes, ils n'en restent pas moins les soutiens et les soutenus du système archiste, qui leur a délivré le monopole leur permettant d'exercer leur profession et aux réglementations duquel ils sont obligés de se soumettre s'ils veulent continuer leur métier.

La loi protège aussi bien l'exploité que l'exploiteur, le dominé que le dominateur, dans les rapports sociaux qu'ils entretiennent entre eux et, dès lors qu'il se soumet, l'anarchiste est aussi bien protégé dans sa personne et ses biens que l'archiste ; dès lors qu'ils obtempèrent aux injonctions du «contrat social», la loi ne fait pas de distinction entre eux. Qu'ils le veuillent ou non, les anarchistes qui se soumettent, petits

artisans, ouvriers, fonctionnaires, employés, ont de leur côté la force publique, les tribunaux, les conventions sociales, les éducateurs officiels. C'est la récompense de leur soumission ; quand elles contraignent l'employeur archiste à payer demi-salaire au salarié anarchiste victime d'un accident de travail, les forces de conservation sociale se soucient peu que le salarié, intérieurement, soit hostile au système du salariat ; et la victime profite de cette insouciance.

Au contraire, l'insoumis, le réfractaire au contrat social, l'anarchiste illégal a contre lui toute l'organisation sociale, quand il se met, pour «vivre sa vie», à brûler les étapes. Il court un risque énorme et il est équitable que ce risque soit compensé par un résultat immédiat, si résultat il y a.

Tout anarchiste, soumis ou non, considère comme un camarade celui d'entre les siens qui refuse d'accepter la servitude militaire. On ne s'explique pas que cette attitude change quand il s'agit du refus de se laisser exploiter.

On conçoit fort bien qu'il y ait des anarchistes qui ne veuillent pas contribuer à la vie économique d'un pays qui ne leur accorde pas la possibilité de s'exprimer par la plume ou par la parole comme ils le voudraient, qui limite leurs facultés de réalisation ou d'association dans quelque domaine que ce soit. Tout bien considéré, les anarchistes qui consentent à participer au fonctionnement des sociétés où ils ne peuvent vivre à leur gré, sont des inconséquents. Qu'ils le soient, c'est leur affaire, mais qu'ils n'objectent pas aux «réfractaires économiques».

Le réfractaire à la servitude économique se trouve obligé, par l'instinct de conservation, par le besoin et la volonté de vivre, de s'approprier une parcelle de la propriété d'autrui. Non seulement cet instinct est primordial, mais il est légitime, affirment les illégalistes, comparé à l'accumulation capitaliste, accumulation dont le capitaliste, pris personnellement, n'a pas besoin pour exister, accumulation qui est une superfluité. Maintenant qui est cet «autrui» auquel s'en prendra l'illégaliste raisonné, conscient, l'anarchiste qui exerce une profession illégale ? Ce ne sera pas aux écrasés de l'état de choses économiques. Ce ne sera pas non plus à ceux qui font valoir par eux-mêmes, sans recours à l'exploitation d'autrui, leur «moyen de production». Cet «autrui», mais ce sont ceux qui veulent que les majorités dominent ou oppriment les minorités, ce sont les partisans de la domination ou de la dictature d'une classe ou d'une caste sur une autre, ce sont les soutiens de l'Etat, des monopoles et des privilèges qu'il favorise ou maintient. Cet «autrui» est en réalité l'ennemi de tout anarchiste — son irréconciliable adversaire. Au moment où il s'attaque à lui — économiquement — l'anarchiste illégaliste ne voit plus en lui, ne veut plus voir en lui qu'un instrument du régime archiste.

Ces explications fournies, on ne saurait donner tort à l'anarchiste illégaliste qui se considère comme trahi lorsque l'abandonnent ou s'insouciant d'expliquer son attitude les anarchistes qui ont préféré suivre un chemin moins périlleux que celui sur lequel lui-même s'est engagé.

A l'anarchiste révolutionnaire qui lui reproche de chercher tout de suite son bien-être au point de vue économique, l'illégaliste lui rétorque que lui, révolutionnaire, ne fait pas autre chose. Le révolutionnaire économique attend de la révolution une amélioration de sa situation économique personnelle, sinon il ne serait pas révolutionnaire ; la révolution lui donnera ce qu'il espérait ou ne le lui donnera pas, comme une opération illégale fournit ou ne fournit pas à celui qui l'exécute ce qu'il escomptait. C'est une question de date, tout simplement. Même, quand la question économique n'entre pas en jeu, on ne fait une révolution que parce que l'on s'attend personnellement à un bénéfice, à un avantage religieux, politique, intellectuel, éthique peut-être. Tout révolutionnaire est un égoïste.

Quant aux objections de ceux qui font un travail de leur goût, qui exercent une profession qui leur plaît, il suffira de leur opposer cette remarque que me fit personnellement Elisée Reclus un jour qu'à Bruxelles, je discutais la question avec lui : «Je fais un travail qui me plaît, je ne me reconnais pas le droit de porter un jugement sur ceux qui ne veulent pas faire un travail qui ne leur plaît pas.»

L'anarchiste dont l'illégalisme s'attaque à l'Etat — ou à des exploiters reconnus — n'a jamais indisposé «l'ouvrier» à l'égard de l'anarchisme. Je me trouvais à Amiens lors du procès Jacob qui s'en prit aux églises, aux châteaux, aux officiers coloniaux ; grâce aux intelligentes explications de l'hebdomadaire *Germinal*, les travailleurs amiénois se montrèrent très sympathiques à Jacob, récemment libéré du bagne, et aux idées de reprise individuelle. Même non anarchiste, l'illégal qui s'en prend à un banquier, à un gros usinier, à un manufacturier, à une trésorerie, etc., est sympathique aux exploités qui considèrent quelque peu comme des laquais ou des mouchards les salariés qui s'obstinent à défendre les écus ou le papier-monnaie de leur exploitateur, particulier ou Etat. Des centaines de fois, il m'a été donné de le constater.

Bien que je ne possède pas les statistiques voulues, la lecture des journaux révolutionnaires indique que le chiffre des emprisonnés ou des tués, à tort ou à raison, pour faits d'agitation révolutionnaire (dont la «propagande par le fait») laisse loin derrière lui le nombre des tués ou emprisonnés pour faits

d'illégalisme. Dans ces condamnations, les théoriciens de l'anarchisme, du communisme, du socialisme révolutionnaire ou insurrectionnel ont une large part de responsabilité, car ils n'ont jamais entouré la propagande en faveur du geste révolutionnaire des réserves dont les «explicateurs» sérieux entourent le geste illégaliste.

Dans une société où le système de répression revêt le caractère d'une vindicte, d'une vengeance que poursuivent et exercent les souteneurs de l'ordre social sur et contre ceux qui les menacent dans la situation qu'ils occupent — ou poursuit l'abaissement systématique de la dignité individuelle — il est clair qu'à tout anarchiste «l'enfermé» inspirera plus de sympathie que celui qui le prive de sa liberté ou le maintient en prison. Sans compter que c'est souvent parmi ces «irréguliers», ces mis au ban des milieux fondés sur l'exploitation et l'oppression des producteurs, qu'on trouve un courage, un mépris de l'autorité brutale et de ses représentants, une force de résistance persévérante à un système de compression et d'abrutissement individuels qu'on chercherait en vain parmi les réguliers ou ceux qui s'en tiennent aux métiers tolérés par la police.

Nous nourrissons la conviction profonde que, dans une humanité ou un milieu social où les occasions d'utiliser les énergies individuelles se présenteraient au point de départ de toute évolution personnelle, où elles abonderaient le long de la route de la vie, où les plus irréguliers trouveraient faculté d'expériences multiples et aisance de mouvements, les caractères les plus indisciplinés, les mentalités les moins souples parviendraient à se développer pleinement, joyeusement, sans que ce soit au détriment de n'importe quel autre humain.

E. ARMAND

Aristide Lapeyre : L'illégalisme

(1934)

«Exercice de métiers hasardeux non inscrits aux registres des professions tolérées par la police.» — E. ARMAND.

En principe, tous les anarchistes sont des illégaux, ou plus exactement, des a-légaux. Négateurs de l'autorité, des lois, ils tendent vers leur destruction et s'ingénient en attendant l'an-archie, à échapper à leurs contraintes.

En fait, une grande partie des anarchistes, tout en préparant la disparition progressive ou simultanée de tous les articles du Code des Lois, s'adaptent au fait social, le subissent. C'est ainsi qu'ils se plient aux lois sur la propriété, aux lois sur le service militaire, aux lois sur les mœurs, etc. L'attitude de ces anarchistes — illégaux par principe et légaux en fait — leur est dictée soit par le sentiment de leur impuissance devant les foudres de la loi, soit par préjugés, ou traditions, ou morales, soit par tempérament.

La critique des bases d'autorité, au service de tempéraments combatifs, logiques, débarrassés des préjugés courants sur la morale et l'honnêteté, a donné naissance à une catégorie d'anarchistes qui ont affirmé une théorie de vie illégaliste.

A la force sociale ou gouvernementale, ils opposeront leur audace, leur science et leur ruse. Ce qu'ils ne peuvent réaliser socialement, ils le réaliseront individuellement. Face à l'autorité qui fait le Bien et le Mal, qui commande au nom de sophismes ou de sa force, tout est Bien, pourvu qu'on soit le plus fort ; il n'y a de Mal que d'être insuffisamment armé. Si l'exploité voulait, il n'y aurait plus d'exploitation. Attendre qu'il le comprenne, et ose se refuser à être exploité, c'est apporter, ou au moins conserver, sa part d'acceptation à l'édifice autoritaire. Or, eux, ont compris, ils oseront, ils vivront en dehors de la loi, contre la loi.

Travailler, c'est consolider l'Etat ; être soldat, c'est défendre le Capital. Ils veulent que disparaisse l'Etat et le Capital : ils ne seront pas soldats ; ils ne travailleront pas. Personnellement, ils s'insurgent ; ils n'acceptent pas la loi. Ils n'ont pas d'instruments de production, pas de matière première sur laquelle exercer leur activité. Ils prendront leur part de la richesse sociale, du capital produit, amassé, par les générations disparues et monopolisé par quelques individus.

Et comme l'actuel possesseur de ces capitaux ne voudra pas se laisser exproprier, on emploiera les moyens adéquats : tantôt des moyens directs : le vol ; tantôt indirects : escroqueries, fabrication de fausse monnaie, etc., etc. Nul n'est obligé, en droit, de se soumettre à un contrat unilatéral, qu'il n'a pas été appelé à discuter, qu'il n'a pas contresigné.

D'autre part, le minimum de bien-être et de liberté, nécessaire à tout individu évolué, ne peut être que très rarement acquis par des procédés légaux. De ce fait, le produit du travail de chacun ne lui reste pas intégral, et le travail devient une duperie. C'est ainsi que Guizot a pu dire avec juste raison : «Le travail est une garantie efficace contre la disposition particulière des classes pauvres. La nécessité incessante du travail est le côté admirable de notre société. Le travail est un frein !»

Fatigué, exténué, sale souvent, l'ouvrier, le travailleur, rentre dans un logis dont le loyer n'est pas trop élevé, c'est-à-dire un taudis. Pas de place, pas d'air, pas de meubles ; une nourriture insuffisante ou de mauvaise qualité ; le souci continuel de ne pas dépenser plus que ce qu'il gagne ; la maladie qui le guette, le chômage ; enfin la continuelle et terrible insécurité du lendemain.

Ah ! échapper au salariat ; être propriétaire de son champ, de son atelier, de sa maison ! Le travail ne pouvant nous libérer, nous nous débrouillerons en dehors des limites de la loi.

Pour vivre la vie libre que nous voulons, il nous faut mener une campagne de tous les instants contre les institutions sociales. Il nous faut créer un milieu de «nôtres» considérable ; émanciper le plus grand nombre possible de cerveaux, afin d'être plus forts pour résister à l'oppression. Mais notre presse est chlorotique : *faute d'argent*, nos conférenciers ne peuvent se déplacer ; *faute d'argent*, nos livres ne peuvent être édités ; *faute d'argent*, nos écoles ne peuvent subsister. *Faute d'argent*, telle est la litanie ; car le travailleur, qui a déjà grand-peine à se nourrir, se vêtir, se loger avec son salaire, ne peut distraire pour la propagande que des sommes ridiculement minimes.

Ah ! si nous avions de l'argent ; si nous pouvions disposer de ce levier formidable pour révolutionner les esprits, comme notre vie pourrait s'épancher. Or, nous voulons vivre, et tout de suite. Il n'y a pas de Ciel ni d'Enfer pour nous recevoir après notre mort. Il faut vivre maintenant !

Par le travail rarement la libération est possible ; nous serons donc *illégalistes*. Mais ici, il est bien nécessaire de s'entendre. L'illégaliste ne pose pas ses actes comme révolutionnaires. Il sait : qu'une escroquerie, un estampage, un vol, etc., ne modifient en rien les conditions économiques de la société. Il sait qu'en ne se rendant pas à la caserne, il n'a pas détruit le militarisme. Non plus, l'illégaliste, parce qu'échappant à l'usine, à l'atelier, ou à la ferme, parce que ne «travaillant» pas, n'est un paresseux.

L'illégaliste-anarchiste choisit un travail non accepté par les lois, donc dangereux, comme moyen de vie économique, comme pis-aller. Il est toujours prêt à faire un travail utile, à condition qu'il puisse jouir du produit intégral de ce travail.

Aussi, il est entendu que «en tout cas, jamais la pratique des 'gestes illégaux' ne saurait, à nos yeux, diminuer intellectuellement ou moralement qui s'y livre. C'est même le 'critérium' qui permettra de savoir à qui l'on a affaire. Nul individualiste n'accordera sa confiance au soi-disant camarade qui se targue 'd'illégalisme', ne pense qu'à bombances et fêtes, indifférent aux besoins de ses amis, insouciant de la marche du mouvement des idées qu'il prétend siennes. Il lui sera plus sympathique qu'un autre, voilà tout, car le réfractaire, l'irrégulier, le hors-cadre, même inconscients, même impulsifs, attireront toujours l'individualiste anarchiste. 'Entre Rockefeller et Cartouche, c'est Cartouche qui a sa sympathie.'» (E. Armand : *Initiation individualiste*, p. 131.)

Ainsi donc, il y a deux sortes d'illégalistes : l'illégaliste anarchiste, qui lutte illégalement, par raison et par tempérament, qui accomplit des «actes illégaux» de la même manière que travaille chez un patron quelconque l'anarchiste non «illégaliste», c'est-à-dire en s'appliquant à sauvegarder son intégrité intellectuelle et éthique ; l'illégaliste bourgeois qui s'insoucie totalement du milieu social, du bien-être de ses compagnons, qui ne lutte pas contre l'Autorité sauf pour son cas tout spécial, qui «se débrouille» par tempérament sans plus.

Seul le premier nous intéresse réellement. Ce n'est point la profession, mais la mentalité, qui fait d'un individu notre camarade.

La théorie illégaliste apparaît souriante à l'anarchiste : lutte active contre les lois ; profits permettant une plus sérieuse propagande ; évasion de ces enfers abrutisseurs que sont l'usine et l'atelier ; plus de patron. Mais il faut bien comprendre que tout cela ne va pas sans de sérieux inconvénients. La société est trop bien organisée, trop anciennement policée pour qu'elle n'ait pas prévu cette porte de sortie pour les salariés. Aussi est-elle terriblement armée contre les réfractaires et féroce dans la répression.

Pour l'illégaliste, même avec des qualités et un tempérament extraordinaires, il y a infiniment plus de chances pour qu'il ne réussisse pas que pour le succès de son entreprise. La conséquence, c'est l'échafaud parfois ; la balle d'un policier souvent ; en tout cas c'est l'emprisonnement. Pour vivre plus libre, quatre murs ; pour bien vivre, du pain et de l'eau. Et la satisfaction ultime de cracher un dernier «blasphème» à la gueule de la société, ne vaut pas, certes, toutes les possibilités qui vont s'éteindre.

Mais l'illégaliste-anarchiste n'a pas agi à la légère ; il sait les risques, connaît bien son ennemi, se sent bon lutteur : il va. Il aura à terrasser un ennemi bien plus subtil que la police, s'il veut rester anarchiste. Comme toute fonction sous un régime autoritaire, l'illégalisme déforme son homme, lui donne des habitudes, des tendances, et il est évident que le passage de l'illégalisme-anarchiste à l'illégalisme-bourgeois est des plus aisés. Nous pensons cependant, avec E. Armand, que «se placer sur le terrain de la «déformation professionnelle» pour critiquer la pratique de l'illégalisme comme l'entendent les individualistes, n'est pas non plus ni très adroit, ni très concluant. L'individualiste qui a choisi comme pis-aller le travail, l'exploitation, subit une déformation professionnelle aussi marquée que «l'illégal». Se dissimuler sans cesse et toujours devant l'exploiteur, accepter, par crainte de perdre son emploi, tous les caprices, toutes les fantaisies de l'employeur, demeurer silencieux devant les actes d'arbitraire, de tromperie, de canaillerie dont on est témoin, de peur d'être mis à la porte de l'atelier ou du chantier où l'on travaille, tout cela crée des habitudes dont l'exploité n'a guère à faire étalage.

L'illégaliste-anarchiste est donc notre camarade, au même titre que l'anarchiste-ouvrier, l'anarchiste-écrivain, l'anarchiste-conférencier, etc. Quand les anarchistes-moralitéistes auront révolutionné la société, ils seront tout surpris de trouver au premier rang des producteurs les illégalistes-anarchistes.

A. Lapeyre

Aristide LAPEYRE (1899-1974). Militant anarchiste, pacifiste et néo-malthusien, coiffeur de profession.

Adolescent pauvre, il devient anarchiste et fréquente "La ruche" de Sébastien Faure. En 1929, avec ses frères, Laurent et Paul, il participe à la création de la CGT-SR. Il est déjà un conférencier anarchiste reconnu lorsqu'en 1928, il soutient la «synthèse anarchiste» chère à Sébastien Faure. En 1929, il crée un journal violemment anticlérical *Lucifer* (qui existera jusqu'en 1935). Militant activement pour la limitation des naissances, il fait la connaissance du médecin anarchiste Norbert BARTOSEK, et se fait stériliser par vasectomie. Accusé de «complicité de castration», il est alors poursuivi par la justice, en 1935, dans le cadre de «l'affaire des stérilisés de Bordeaux». En 1936, il prend part à la révolution espagnole, se chargeant du bureau de propagande de la CNT-FAI, puis il crée le journal *Espagne Antifasciste* qui deviendra *Espagne nouvelle* et dont Prudhommeaux sera rédacteur.

Il projette ensuite de créer une école libertaire, en France, mais la guerre éclate. Il aidera alors de nombreux compagnons à se soustraire à la Gestapo, et sera pris en otage par les nazis en octobre 1941, manquant de peu d'être exécuté. Infatigable, il lutte ensuite pour la reconstruction du mouvement anarchiste de l'après-guerre, mais n'abandonne pas pour autant le combat anticlérical et néo-malthusien. Il se bat pour le droit à l'avortement, n'hésitant pas à en pratiquer lui-même. Le 19 juin 1973, il est condamné à cinq ans de prison, suite au décès accidentel d'une patiente. Victime d'une hémiplegie, Aristide Lapeyre est libéré pour raison médicale, mais mourra peu de temps après, le 23 mars 1974.

(Biographie extraite du site **Ephéméride anarchiste**)

Stephen MAC SAY, de son vrai nom Stanislas Alcide MASSET (1884-1972). Militant anarchiste, professeur puis apiculteur.

Il s'oppose très vite à l'enseignement «officiel». En 1906 il rejoint, avec sa compagne Marie-Adèle ANCIAUX (née le 8 mars 1887 et surnommée Mary Smiles), l'école libertaire de Sébastien Faure «La ruche», où ils enseigneront tous les deux jusqu'en 1910. Mac Say quittera alors définitivement l'enseignement et deviendra forain, puis apiculteur. Pendant la guerre de 14-18, bien que réformé, il se réfugie dans la Creuse avec sa compagne, craignant quelques ennuis à cause de son engagement antimilitariste. Après la guerre, Mac Say reprend ses activités militantes, et particulièrement sa collaboration régulière aux journaux anarchistes *L'en dehors*, *Le libertaire*, *Les Temps nouveaux*, etc., ainsi qu'à l'*Encyclopédie Anarchiste* de Sébastien Faure. Dénoncé comme juif pendant la Seconde Guerre mondiale (ce qui, soit dit en passant, était faux) il est à nouveau contraint de quitter sa maison avec Mary.

Humaniste et amoureux de la nature, Mac Say écrira de nombreux livres et brochures contre la vivisection, ainsi que sur l'éducation des enfants et la santé : *L'école laïque contre l'enfant*, *De Fourier à Godin*, *Les bêtes proches de l'homme*, *Propos sans égards*, etc.

Sa compagne mourra quelques années après lui, le 9 février 1983.

(Biographie extraite du site **Ephéméride anarchiste**)

Stephen Mac Say

L'ILLEGALISME

(son aspect, sa pratique et ses aboutissants) (1934)

Le vol ? le crime ?... D'un côté le larcin — illégal, et individuel, et désordonné du misérable sans pain, du chômeur sans ressources, du travailleur à l'index, du misérable aussi que sa naissance y prédestine, le vol, somme toute, du pauvre volant pour vivre. De l'autre, le rapt — *légal*, habile et socialement organisé — des bénéficiaires d'un régime accumulant le superflu : les riches volant pour emplir des coffres-forts.

D'un côté les hécatombes des autres du dividende, du taudis, de la guerre qui, par privation, surmenage, consommation, violence, immolent, sur l'autel du profit, les multitudes abusées ; l'assassinat, méthodique et quotidien, d'une société pour qui les affaires valent plus que les hommes. De l'autre, le geste isolé de quelque malheureux que les circonstances entraînent à l'acte criminel et qui, en petit, renouvelle à la vie d'autrui des atteintes partout regrettables...

Pour les uns — les maîtres — l'approbation des codes et des mœurs, la considération de l'opinion. Pour les autres — les esclaves — l'anathème public et la rigueur des lois. Honneur au vol, au crime d'en haut : contre ceux d'en bas, répression féroce !... Nous laissons aux hypocrites morales le privilège des réprobations unilatérales ; nous laissons aux «honnêtetés» officielles les démarcations qui, comme par hasard, sont des justifications intéressées d'appétits ; nous laissons aux régimes d'arbitraire une «justice» qui toujours poursuit dans le faible un délinquant, absout et encense les puissants ; nous laissons aux professionnels du jugement le triste courage et la honte du châtiment : leurs consciences et les nôtres ne connaissent pas les mêmes tourments... Nul n'a plus que nous, anarchistes, la préoccupation aiguë — et générale — de la vie humaine.

Mais, dans la balance de la justice véritable — laquelle ne s'asservit ni aux intérêts, ni aux classes, ni aux haines — combien les vols et les crimes des déshérités sont légers et menus en définitive — et plus près des vitales exigences — en regard des vols et des crimes, et des maux sans nombre que multiplie la rapacité souveraine des grands...

Il ne s'agit donc ici, à aucun moment et sous quelque face, d'épouser l'âme du juge et de faire des dosages de criminalité entre ceux qui, las d'être écrasés, se retournent contre la société qui les broie, et rusent et soustraient, frappent parfois, et ceux qui, quotidiennement, honorés et le sourire aux lèvres, dans la normale des conditions actuelles du travail, raflent, volent et font périr des milliers de leurs semblables. Il est question moins de morale d'ailleurs que de pratique et moins de responsabilités que de conséquences.

Et nous étudions l'illégalisme systématique bien plus que l'accidentel et la *décision*, de celui qui, privé des richesses amoncelées sous ses yeux et insultant à son droit, demande aux voies «délictueuses» des satisfactions qui se dérobent, plutôt que l'attitude de celui qui ravit par hasard et sous la poussée impérieuse des nécessités... Situait la voie, à peine choisie, que les forces de «l'ordre» lui reprochent, un illégaliste déclare : «Je n'ai pas à hésiter, lorsque j'ai faim, à employer les moyens qui sont à ma disposition, au risque de faire des victimes. Les patrons, lorsqu'ils renvoient des ouvriers, s'inquiètent-ils s'ils vont mourir de faim ?...

Que peut-il faire, celui qui manque du nécessaire en travaillant, s'il vient à chômer ? Il n'a qu'à se laisser mourir... Alors on jettera quelques paroles de pitié sur son cadavre. C'est ce que j'ai voulu laisser à d'autres. J'ai préféré me faire contrebandier, faux-monnaieur, voleur, etc., etc. J'aurais pu mendier : c'est dégradant et lâche et c'est même puni par vos lois, qui font un délit de la misère... J'ai travaillé pour vivre et faire vivre les miens ; tant que ni moi ni les miens n'avons pas trop souffert, je suis resté ce que vous appelez honnête. Puis le travail a manqué et avec le chômage est venue la faim. C'est alors que cette grande loi de la nature, cette voix impérieuse qui n'admet pas de réplique, *l'instinct de la conservation*, me poussa à commettre certains des crimes et délits que vous me reprochez...» Et il ajoute : «Si tous les nécessiteux au lieu d'attendre, prenaient où il y a et par n'importe quel moyen, les satisfaits comprendraient peut-être plus vite qu'il y a danger à vouloir consacrer l'état social actuel où l'inquiétude est permanente et la vie menacée à chaque instant...»

Aux repus et aux privilégiés du régime, aux ouvriers que la chance — si l'on peut dire — favorise d'un travail régulier, à tous ceux à qui le hasard du sort ou les circonstances rendent faciles, ou possibles,

l'existence paisible — sinon heureuse — dans la légalité, il opposait — illégalité involontaire — l'argument de la vitalité éclairée qui regimbe et qui, «lorsque règne l'abondance, que les boucheries sont bondées de viande, les boulangeries de pain, que les vêtements sont entassés dans les magasins, qu'il y a des logements inoccupés», dresse le droit naturel en face des défenses monstrueuses qui briment la vie, invoque la légitimité du recours suprême et passer aux détournements illégaux...

Mais d'autres vont plus loin. Pour eux, l'illégalisme est aussi l'argument de l'individualité lésée qui, en face d'un contrat social qui met à la charge des uns le plus lourd de la production et ne leur consent que le plus minime de la répartition, se refuse à contresigner plus longtemps un marché draconien.

Déniant au système en vigueur (qui, sans débat préalable et sans libre acceptation, le rive à un labeur sans contrepartie équitable), le caractère de consentement mutuel qui en justifierait l'observance, ils réclament — et là commence le sophisme — au nom de l'expansion totale de leur être, sinon le droit de dérober, du moins l'excuse de puiser — par pratique constante — à même les biens entreposés. Si elle comporte déjà cette critique de l'état social, cette dénonciation de son iniquité fondamentale, cet appel aux droits égaux de tous les humains à jouir, sans contrainte, des possibilités de la vie, par quoi l'anarchisme s'affirme, cette argumentation ne vise cependant à élever le vol à la hauteur d'un principe ou d'une propagande et aux vertus *positives* d'une rénovation que dans le domaine individuel.

Il demeure un moyen — amené au niveau évidemment contestable du métier — tendant à assurer le sort agrandi de son commettant. Il ne prétend qu'à une résolution limitée, étroitement particulière, de la «question sociale». Et nous verrons tout à l'heure qu'il renferme *en fait* une manière d'accommodement, un acquiescement de convenance aux formes égoïstes de l'appropriation capitaliste et que seuls l'en séparent le danger et l'absence de consécration sur le plan de la légalité...

D'autres, enfin, font du vol une arme de la sociologie. Ils le situent, en fait comme en revendication, parmi les moyens de transformation collective et tendent à le placer, comme mode d'affranchissement, sous l'égide d'une idée et le patronage d'une école. Ils revendiquent le passage, au nom d'une philosophie, à une attitude d'illégalisme permanent, et en quelque sorte révolutionnaire, qui s'étend, plus loin que le manque, à tous les desiderata de l'élément humain au détriment duquel fut rompue l'harmonie sociale. C'est la thèse de ceux qui demandent à leurs convictions idéologiques, non seulement en face d'une infériorité économique imposée et dont ils sont les victimes personnelles, mais en recherche de stabilité, en réaction réformatrice contre un déséquilibre général et organique, la justification de leur entrée dans les magasins prohibés de la richesse.

Et l'acte illégal ainsi nous préoccupe, non plus uniquement du point de vue de son réflexe d'instinctive conservation, ni de par ce sentiment d'élémentaire solidarité humaine, générateur d'indulgence et de compréhension envers tout ce qui tend à sauvegarder de la mort une unité menacée (sentiment qui peut nous être commun avec maints idéalistes religieux ou sociaux), mais il met, en propre, les anarchistes en présence d'une double interprétation doctrinaire, aux fins individuelles et sociales, et d'un problème tactique dont ils ne peuvent — tant pour son esprit que pour ses aboutissants, tant pour sa théorie que pour le concret des actes qu'il pose — éluder l'examen...

Un individu, plutôt que d'être un salarié, privé souvent du nécessaire d'abord et des éléments équitables de la joie ensuite, plutôt que de se prêter à une besogne parfois repoussante, ou crispé d'une révolte impossible à contenir, plutôt que de toucher une infime partie du produit de sa tâche, cesse tout effort. Il donnait et récupérait à peine. A présent il refuse sa collaboration, mais néanmoins s'approprie les fruits du labeur continué d'autrui.

A part une question d'échelle et de mesure et le risque de l'énergie dépensée (une énergie non moins que productive), et l'excuse d'avoir été longtemps la victime, en quoi son procédé diffère-t-il de celui du patron (ou mieux du détenteur de coupons, de l'actionnaire) qui, pour assurer leur «petite vie» jouisseuse, puisent en leur coffre-fort l'argent qu'y poussent les ouvriers ? L'un draine à l'abri de la loi, et la considération l'enveloppe. L'autre s'empare, en marge des textes, et la vindicte le poursuit... Nous ne pouvons nous rendre à cette argumentation simpliste — et d'ailleurs évidemment inexacte — qui nous présenterait comme spécifiquement *nôtre* tout ce que les codes réprouvent. La contre-partie des institutions legalistes ne constitue pas mécaniquement l'édifice de notre idéologie. N'est pas anarchiste tout ce que dénonce et traque la société bourgeoise. Et les difficultés, et les brutalités répressives, et les souffrances démesurées, quoique unilatérales — si elles nous rapprochent d'un homme — ne modifient pas la valeur intrinsèque d'une opération. Pour nous, qui observons les situations en dehors des considérants ordinaires et des prohibitions officielles, en quoi l'acte qui dépouille le producteur au profit d'un privilégié et au détriment de la collectivité est-il changé parce que le second larron a dupé — en

soutirant, aux fins d'utilisation personnelle, l'équivalent monétaire du produit — le premier ravisseur ? Y a-t-il là autre chose qu'une substitution nominale qui laisse intacte la nature de la frustration ?...

Le vol illégal — tout comme le vol-métier que régularise la loi et qu'encense l'opinion et qui jouit, dans la morale courante, d'un droit de cité de vertu et d'honnêteté — est en désaccord avec les dénonciations et les fins de l'anarchisme. Il blesse aussi en nous le sentiment de la justice. Nous le rencontrons sous notre critique et il encourt notre réprobation à l'examen des inégalités, des incompatibilités économiques. Il manque à l'illégaliste anarchiste — tout comme au patron, au commerçant anarchistes, entre autres — cette clarté, cette logique et cette propreté individuelles en lesquelles nous situons *l'honnêteté* (très éloignée de celle que prônent les manuels d'une éthique asservie) indispensable à la droiture des rapports humains, état presque introuvable aujourd'hui. Et l'illégalisme s'oppose, en matière de recherche sociale, à cette aspiration fondamentale de l'anarchisme qui veut que les biens issus de la productivité générale cessent d'être l'apanage de quelques-uns et, à plus forte raison, des non-producteurs...

La jouissance sans production (il n'est nullement question, je le répète, de contester le droit — imprescriptible — de toute unité humaine à *ne pas périr*, et nous ne visons pas ici le *vol vital*) est un pis-aller accidentel, un expédient momentané ; chronique, elle n'est qu'une variante, audacieuse sans doute, mais *conservatrice*, de la consommation sans apport. Elle n'introduit avec elle aucun élément dissociateur, aucun ferment révolutionnaire. Elle tend plutôt à renforcer la pressuration générale des créateurs besogneux de la richesse puisque ses tenants attaqués, dépouillés des biens détenus, n'ont rien de plus pressé que d'en poursuivre — avec une frénésie accrue — la récupération. Le mérite est minime et les peines morales moindres en définitive pour celui qui peut animer son énergie productrice dans le sens de ses idées. Mais peu nombreux sont les hommes qui peuvent éviter de laisser quelque lambeau d'eux-mêmes sous les fourches caudines du gagne-pain. Que les intermédiaires qui font profession d'échange et de négoce, que les artisans qui œuvrent, en de multiples branches, à des productions nocives ou même superflues, que ceux qui, de quelque manière et à quelque degré, élaborent de l'a-social ou de l'anti-social soient aussi, à des titres divers, des agents et complices de l'exploitation, nous le savons et, étant anarchistes, ils ne l'ignorent point eux-mêmes.

Mais, s'il serait arbitraire de faire entrer dans l'anarchisme le commerce et le salariat, il ne l'est pas moins d'y incorporer le «débrouillage» du *réfractaire économique* plus ou moins conscient. Il y a là, de part et d'autre, pour chacun, toute une série de moyens particuliers propres à sauvegarder son existence d'abord, quelques libertés et quelques possibilités d'action ensuite dans une société qui tient en réserve, pour tous les humains, des chaînes à la meule de son esclavagisme. Mais, quand nous défendons ainsi le champ actuel de notre être, il n'y a qu'en incidence et accessoirement manifestation d'anarchisme et plus dans les détails et les modalités que dans le fond. Notre opposition réside non dans la nature de notre activité, mais dans les mobiles et l'arrière-pensée, aussi dans les abords et le sens de notre mouvement et ses fins attendues.

Mais nous ne nous insurgons pas en *cela*, de par le *métier* adopté, contre l'état social : nous le subissons. Et c'est à nous de veiller, au contraire, à ce que les contraintes subies et les sacrifices, faits à la force et sous les injonctions de nos besoins ou la sollicitation de nos perspectives ultérieures ou simultanées d'action, ne diminuent pas le potentiel de notre anarchisme. Et c'est surtout lorsque nous lui aurons rendu par ailleurs, et dans les mille formes que nous aurons choisies, en manifestations multipliées de *vie anarchiste* (en nous et autour de nous, dans nos rapports avec les nôtres et, plus loin, en réaction et en propulsion, jusque dans les mœurs, en interventions éducatives et sociales et en efforts de propagande), l'équivalent de notre abdication circonstanciée que nous aurons conscience d'avoir — dans le domaine des relativités — reconquis l'équilibre que nous ont fait perdre nos *adaptations* et nos inflexions dépendantes...

Que l'anarchiste qui demande le soutien de son existence aux artifices et aux recours illégaux demeure, en principe, autant notre camarade que ceux des nôtres qui, à leur corps défendant, assoient leur vie matérielle sur une carrière ou un métier essentiellement parasitaire, sans doute. Notre jugement, en pareil cas, à l'égard des uns et des autres, dépend de nombreux cas d'espèces et les événements, et l'atmosphère et le cadre de leurs actes dictent notre attitude à l'égard des individus. Mais nous présenter les pratiquants de l'illégalisme comme d'une *qualité* anarchiste supérieure à celle de tout autre adapté social, c'est rompre la balance des situations.

Car — j'y reviens à dessein — la «reprise», tout comme le patronat ou le commerce, le propriétaireisme de rendement, est une adaptation, et son milieu hors code et ses dangers, et la répression dont elle est l'objet (toutes formes extérieures à elle et étrangères à sa nature) ne changent rien à ce caractère. L'illégaliste est un adapté en ce qu'il bénéficie des richesses sociales créées par le capitalisme et que seuls d'avec les appropriateurs légaux, le différencient des modes de ravissement et d'accaparement. Il jouit, lui

aussi, des biens iniquement répartis ou accumulés, et frustré — quoique par préhension secondaire — les autres hommes de l'avoir social. Il ne vise pas au redressement des répartitions disproportionnées d'un système et au rétablissement de l'harmonie.

Il ne concourt (toujours en tant qu'illégaliste «terre-à-terre», bien entendu) ni à la réduction du désordre ni à l'instauration d'un ordre nouveau. Il se tire d'affaire, il assure sa subsistance, son aisance s'il le peut, il fait sa place : il s'adapte. Avec lui, tout comme avec le négociant ou l'employeur, le propriétaire loueur, le salarié même, etc. (j'étudie ici en elles-mêmes les situations et non dans l'emploi que peuvent faire les uns et les autres des richesses indûment acquises), les bases du régime demeurent incontestées et inébranlées.

En la quotidienneté illégaliste de sa vie, sa révolte non plus ne paraît guère. Sous le couvert se préparent ses approches tactiques et l'ombre, le coup fait, est le plus sûr garant d'une impunité qu'il ne peut dédaigner. Il ne mettra pas son geste, ni, à cette occasion, ses principes à l'étal. Il n'en revendiquera point quelque légitimité. Il a tout intérêt à ne pas attirer l'attention, à s'évanouir, et il ne fera pas le commentaire public de ses actes. Réflexe de tempérament ou riposte d'idéologie, adoption de nécessité ou de protestation, engouement irréflecti ou préférence délibérée, sa «carrière» demeurera cachée, inavouée. Ses «réactions spécifiques» contre le milieu et l'artifice social ne dépasseront pas le cadre fermé de ses agissements spéciaux et clandestins. Ni le dépouillé, ni l'entourage, ni quelque portion du corps social, pas même un cercle un peu étendu de sympathiques n'auront l'éclaircissement qui tait la propagande. Et il se confondra, dans le même clan tapi et inquiet, avec les illégaux sans idéal. Son illégalisme, au mieux, pour durer, sera neutre et discret. L'illégaliste ne sera *anarchiste* que sorti du réseau enlaçant de son illégalisme, et le silence apesanti sur celui-ci. Plus d'une fois même la prudence (dont dépend la liberté du lendemain) d'un métier qui ne cesse d'être compromettant par-delà les «heures de travail» le fera s'écarter de la propagande ouverte.

Redoutant le coup de filet et la reconnaissance, il aura tendance à éviter les groupes, la part d'imprévu que comportent certaines diffusions, voire l'identification anarchiste. Et l'indépendance pour l'action, la vie selon et pour ses convictions sera, comme pour tant d'autres, un mirage. Partout le risque l'accompagne et, comme tant d'insoumis, de déserteurs — autres réfractaires, et de philosophie parfois plus avérée cependant, et de plus sûre base anarchiste — ils seront *perdus* pour l'idée. Toutes ces voies (nous tâchons de nous garder des superficielles préconisations et des choix précipités : nous ne condamnons point et chacun reste juge de ses options), toutes ces voies sont en réalité presque toujours des impasses sociales et des suicides individuels. Les meilleurs, trop souvent, s'ils n'y périssent, s'y dessèchent sans rayonnement. La loi de conservation y paralyse les résolutions, vient à bout des principes. Et l'homme se referme afin que l'être se prolonge. Ainsi l'ambiance hostile nous réserve de paradoxales destinées et nombre qui, au départ, en louvoyant, voulaient vivre, se sont éteints dans ses bras.

Rares sont ceux qui pratiquent la «reprise», surtout d'une manière suivie, par conception et protestation anarchistes. *Tout* ce qu'ils prélèvent en ce cas fait retour à la propagande ou à la collectivité. Et l'illégalisme n'est plus un expédient personnel et étroitement intéressé, mais une arme et un moyen de lutte, c'est un aliment de l'idée et un aspect du terrorisme. La «période héroïque» nous a fourni quelques types de cet aspect exceptionnel de militantisme...

A part ces cas de mainmise extra-individuelle, la «reprise» qu'exerce l'illégaliste demeure — avec des méthodes différentes de celles de l'adapté légal — une exploitation indirecte du producteur et consolide l'inégalité sociale. Et le fait qu'il opère en dehors et sous la menace des lois ne doit pas nous abuser sur le caractère de ses actes. Plus souvent qu'il ne les nourrit ou les impulse, l'argument philosophique en est l'adjuvant justificatif ou l'abusif pavillon... Le vol d'ailleurs, même en dehors du blanc-seing, étendu déjà, de la légalité, est pratiqué sur une large échelle par le capitalisme normal (les sphères financières où opèrent des chantages d'envergure sont, sur ce point, particulièrement significatives). Il n'y a de différence que dans le traitement subi par les opérants. Contre les uns, le régime (dont ils sont une force et l'avéré soutien) évite de tourner les rigueurs de ses lois prohibitives ; mais il n'épargne pas les autres : le menu fretin et les en-dehors.

Pour donner le change d'abord (haro sur le baudet !), par logique de puissance ensuite, pour étouffer toute concurrence aussi et se garder d'inquiétantes généralisations, pour sauver enfin la façade d'une morale (tournée vers le peuple, comme la religion) qu'il a besoin d'entretenir chez autrui pour maintenir libre le jeu de l'illégalisme princier et assujettir les cadres de ses opérations, le capitalisme bourgeois, à la faveur d'une feinte garantie de l'honnêteté, prend parmi les voleurs pauvres ses boucs émissaires...

Mais si l'illégalisme d'en bas — qu'anime ou non une philosophie de révision sociale — porte atteinte, ça et là, aux fondements ou au prestige de la propriété (ses gestes sont, la plupart du temps, incompris et honnis), si ses attitudes sont parfois à cet égard satiriques et génératrices d'irrespect, s'il recueille au

passage quelques confuses et circonspectes sympathies, ce sont celles qui entourent l'adresse et la ruse triomphantes par hasard des embûches et des lourdes défenses du pouvoir, c'est cette secrète revanche des humbles contre les maîtres et les accapareurs que nous avons connue dès l'enfance du vilain et qu'exaltaient déjà les fabliaux et le *Roman de Renart*.

Cet illégalisme s'apparente, pour la masse, à l'éternelle réaction frondeuse contre le règne et les choses établies et traduit sourdement le fondamental individualisme de notre race. Mais l'anarchisme de ses commettants n'y est pour rien et il n'en retire ni bénéfice moral ni clarté. Il semble y perdre au contraire du fait des similitudes et des compromissions qu'ébranle l'illégalisme. Et tels qui, déjà, sont faussement impressionnés par l'attentat politique ou idéologique, le sont davantage encore par l'illégalisme qui, pour des fins individuelles, expose la reprise jusqu'aux circonstances criminelles. Et l'anarchisme traîne après lui — plus ombre que lumière ! — la paradoxale auréole d'une doctrine de banditisme et d'assassinat. La portée d'accidents tactiques retentissants s'avère comme de nature à en troubler l'intellection plus qu'à en faire aimer les desseins. Et l'anarchie — dressée en libératrice contre la spoliation et le meurtre permanents, revendiquant la vie fière et fraternelle — frappe surtout les esprits comme un faisceau de brutalités vengeresses, agrippeuses et, sans scrupules...

Je ne dirai qu'un mot de ce que l'exercice de l'illégalisme comporte, éducativement, d'énergie, de bravoure, d'initiative, de tendances irrégularistes, etc. Il a sa contre-partie de mensonge, de dissimulation, de fourberie et de violence... Ses tares et ses déformations contre-balancent d'ordinaire la trempe du caractère et l'indépendance, plus apparente que réelle, de l'allure. La délivrance de certaines habitudes s'accompagne souvent d'une mise à la merci d'enchaînements tout aussi déformants. Et l'illégaliste ne s'affranchit guère de nos dépendances coutumières que pour s'assujettir aux exigences d'impératifs insoupçonnés.

Reconnaissons toutefois que la pratique de l'illégalisme, même chez l'illégal fruste et vulgaire (cambrioleur, contrebandier, etc.) n'annihile pas forcément le respect du bien légitime d'autrui, ni ne tarit l'élan généreux et le don désintéressé. Un certain détachement de la propriété caractérise d'ordinaire les aventuriers et, les tenant à l'écart de la thésaurisation, les rend plus aptes à l'aide large et spontanée.

On a cité souvent des traits de sacrifice et de dévouement qui dénotent que leur genre de vie ne tue pas nécessairement le sens moral essentiel de la sociabilité. Si de lâches dénonciations — nombreux sont les réguliers qui ne leur cèdent rien en laideur policière — ont amoindri en maintes occasions la couleur romanesque de leurs campagnes, des fidélités inflexibles et des confiances intrahies jusque dans la mort ont aussi souvent élevé les bandits à un niveau de loyauté droite et d'abnégation qui ne fleurissent pas d'abondance — il s'en faut — chez maints desséchés légalistes, honorables tenants de rapine et chevaliers d'usure avec garantie de l'Etat. Et des reflets de chaude humanité illuminent ainsi d'une flamme inattendue quelques figures proscrites et méconnues...

Disons, pour conclure cet aperçu, qu'autant qu'à l'anarchiste illégaliste qui lutte pour conserver à sa personnalité les caractéristiques qui, pour nous, le retiennent sur un plan de tolérance ou de sympathie, il faut souvent du courage et de la ténacité — et sa tâche s'accompagne aussi d'une résistance morale de tous les instants — à l'anarchiste «régulier» qui assoit sa carrière au sein de contingences acharnées à le reconquérir. Et que, pour être moins éclatantes, les batailles qu'il livre à l'emprise d'une ambiance insidieuse et envahissante, et le maintien final de convictions quotidiennement disputées, n'en sont pas moins valeureuses...

S'il ne cesse pas de nous intéresser en tant qu'homme et que portion évolutive du corps social, l'illégaliste (tout comme les acceptants de certaines fonctions ou situations d'ordre bourgeois, tout comme les pratiquants plus ou moins incorporés à diverses catégories légalistes) n'est pas néanmoins, lui non plus, pour et à cause de son genre de vie, un anarchiste. S'il conserve, lui aussi, cette qualité, s'il sauvegarde son potentiel anarchiste, c'est bien plutôt *malgré* son illégalisme et par une insurrection intérieure continuelle de son tempérament et de sa philosophie. Où sont d'ailleurs ceux dont la vie courante, dans le cadre actuel, est vraiment une réalisation anarchiste, pure de compromissions ?

Dans quel milieu est-elle dès aujourd'hui possible, puisque tous sont hostiles à ses desseins et que nous ne pouvons vivre, les uns et les autres, sans amputer, dans une mesure variable, notre idéal?... Si un individu ne cesse pas forcément parce qu'illégaliste, d'être anarchiste, ce n'est pas davantage, lorsqu'il l'est ou le demeure, à son illégalisme qu'il le doit. Car l'anarchie, en son essence, est don : elle ne peut être dol et frustration; elle est loyauté, au fond des êtres et partout dans leurs approches : elle ne peut être altération ; elle est solidarité : elle ne peut être parasitisme. Et tout ce qui s'oppose à ce qu'elle soit ainsi dans le monde (pratiques légales ou illégales) nous avons à le vaincre et à le repousser.

L'illégalisme de l'économie quotidienne — aussi bien que le légalisme — est dans la nature et la vie d'un anarchiste comme un anachronisme : c'est un étranger, corrupteur d'anarchisme, avec lequel il est obligé de lutter pour se conserver... Nous ne pouvons, aux uns et aux autres, d'ailleurs — légaux ou illégaux — accorder ce caractère anarchiste sur la foi d'allégations superficielles et de confusions nominales et sur la similitude des terminologies.

A qui prétend être des nôtres, nous demandons — au moins pour un minimum qui est notre critérium et notre garantie morale — dans la mentalité générale et l'esprit critique, dans le jugement et les contacts avec l'environ, dans ce qu'il a — en lui et autour de lui — réduit d'oppressive autorité et animé d'anarchisme, dans son effort d'élévation intime et de propension généreuse, dans la dominante de ses mœurs et dans ce qui nous intéresse, anarchiquement, de son activité, la *preuve* des sympathies et des fidélités proclamées... Et si nous demeurons, à quiconque, et par-delà les tares ou les déformations qui font plus ou moins leur proie de tous les hommes, ouverts avec indulgence et simplicité, nous ne gaspillons pas à tout réclamant une appellation qu'à nos propres yeux nous avons tant de peine à mériter...

Il est un facteur — un facteur réaliste — qui doit nous rendre circonspects à l'égard de l'illégalisme et pleins d'une sage défiance pour les tentations, à certains yeux riantes, de ses abords. A l'encontre d'affirmations entachées de légèreté et insuffisamment documentées, l'individu qui s'engage dans la voie pleine de périls de l'illégalisme, une voie semée de tous les traquenards et de toutes les coercitions d'un privilège qui, âprement, se défend, ne le fait presque jamais en pleine connaissance de cause.

Il ne sait, la plupart du temps, à quelles innombrables perturbations sa décision sans base a livré son avenir et quelle meute il vient — par un seul parfois, mais irréparable premier acte — de jeter à ses trousses. Il n'a pas, généralement, soupçonné, évoqué surtout dans leur fréquente réalité, la trame d'inquiétudes et d'angoisses, la tension haletante et la fièvre, et la sécurité révolue, et le final hallali de la bête traquée.

Les jeunes surtout — recrues courantes et faciles — n'en ont vu que les dehors aisément triomphants et la séduction d'une trompeuse — et hélas ! combien précaire — liberté ! Et quand ils y ont engagé leurs espérances naïves et qu'ils sentent peser sur eux la chape écrasante d'une forme seulement diversifiée de l'esclavage, compliquée d'aléas redoutables, trop tard il est souvent pour ressaisir leur jeunesse prise dans l'engrenage...

Combien, pour avoir (dans l'ignorance ou la confiance abusée de leur adolescence) accordé un choix prompt et irraisonné aux menées hasardeuses de l'illégalisme, ont vu, irrémédiablement, leurs espérances abîmées, leurs jours mêmes compromis, s'anéantir jusqu'aux perspectives du retour à la plus banale des vies contemporaines.

Que de forces gâchées, que de fortes et précieuses individualités sont tombées pour des peccadilles et furent à jamais perdues pour notre amitié et la tâche de nos idées chères. Qui dénombrera les malheureux jeunes gens égarés par des apologues inconsidérées — parmi lesquels se glissent parfois peut-être quelques manœuvres canailles de police — et qui, pour quelque rapt «en bande» (association de malfaiteurs), pour quelques papiers contrefaits et jetés dans la circulation (émission de fausse monnaie : «crime contre la sûreté de l'Etat», le bougre tient à ses prérogatives !) ont *payé* par des années de baignade leur geste terriblement enfantin quand on songe aux conséquences ? Combien y ont laissé leur pauvre corps, ou leur santé, la fleur de leur vie et le meilleur d'eux-mêmes ? Les uns ont donné leur tête au bourreau, d'autres agonisent dans les pénitenciers, se consomment dans les geôles. O jeunesse sacrifiée ! Pour un vol de ciboire — en groupe — dans une église — un ciboire vendu cent sous à un receleur ! — j'en sais qui sont *morts* à la Guyane ! Pour l'écoulement de quelques coupures, d'autres sont allés se pourrir dans les Centrales et, en fussent-ils revenus, sont morts aussi, en face d'eux-mêmes et pour nous. *Et il n'est pas vrai qu'ils savaient...*

A l'âge où l'on se précipite dans les bras accueillants de l'illégalisme (ce sont des enfants encore, la plupart n'ont pas vingt ans) on ne sait pas, on *croit* savoir. Et l'on ne soupèse, ni ne mesure : *on s'illusionne*. Et c'est avec la foi et l'ardeur juvénile du bonheur prochain et de la vie totale qu'on s'élance sur les sentiers perfides où l'illégal, tardivement éveillé, succombe. On a, devant leurs yeux ouverts encore sans réserve à l'impression, leurs cerveaux superficiellement ou maladroitement meublés, leurs volontés aisément désaxées, on a fait miroiter la dorure unilatérale de la réussite et de l'avenir sans attaches. La prison et sa dure et déprimante claustration, la «défense» brusquement posée devant la fuite du cambrioleur, la «précaution» ou la riposte qui mènent au couperet, c'est pour les autres : les maladroits, et *chacun*, s'interrogeant en beau, ne voit jamais en lui l'incapable, ni le malchanceux. C'est comme à la guerre : s'il n'en revient qu'un, il sera celui-là... On a aussi répété devant lui que le travail était un leurre,

voire, pour «l'homme libre», une déchéance. On a représenté le laborieux, l'ouvrier, comme la brute ignare, l'imbécile et la poire.

Et l'on a fait, de l'herbe dans la main, la culture de la dignité. Et le moindre effort (car il n'en est pas un qui n'ait vu l'illégalisme *moins* fatigant que l'atelier) ; et la paresse même (l'illégalisme ? mais pour beaucoup il va n'être qu'un jeu pimenté d'émotions, une promenade romanesque, dispensatrice finale de butin) ; et cette sottise griserie de «supériorité», cet esthétisme dégénéré du moi — faits de fatuité puérile et de chétive vanité, et de faux intellectualisme — les éducations et les aberrations conjuguées, servies par un mal social évident, ont fait d'eux les adeptes inéclairés et sans conscience de l'illégalisme mangeur de jeunesse et la proie des vindictes aux aguets... Rien n'est plus traître, d'ailleurs, et ne vous enlace plus perfidement, et ne vous rend, si chèrement payée, la faculté de vos mouvements que l'illégalisme.

Pas une branche d'activité peut-être où le passé pèse sur vous plus lourdement et s'acharne à votre perte, pas de rets qui tiennent mieux «leur homme» et l'empêchent de se reconquérir... Des nôtres égarés sur les pentes fatales de l'illégalisme bien peu remontent le courant, nous reviennent. Ou la chance qui les y retient les «professionnalise», ou la chute les enfonce : la société, presque toujours, les achève !

Stephen MAC SAY.

Georges Yvetot

SABOTAGE

(1934)

[Écrit par un militant syndicaliste révolutionnaire, ce texte expose la différence entre sabotage ouvrier et sabotage patronal et décrit différentes formes de lutte illégales. (Ni patrie ni frontières)]

N. m. Selon le *Dictionnaire Larousse*, ce mot se rapporte simplement à la fabrication de sabots. Ce n'est pour lui qu'un nom masculin. Apprendre le *sabotage*, c'est apprendre le métier de *sabotier*. — C'est aussi l'opération qui consiste à entailler obliquement les traverses sur les voies de chemins de fer, pour y fixer les coussinets ou les rails. — Pourtant, ce dictionnaire indique encore que «*sabotage*, c'est l'action d'exécuter un travail vite et mal. — Imprimerie : acte malhonnête du typographe qui, volontairement, introduit des erreurs dans la composition ou détériore le matériel d'imprimerie qui lui est confié».

Cette dernière définition du *sabotage* n'est pas la nôtre. Il n'est pas admissible qu'un ouvrier s'en prenne sans raison à son travail ou au matériel. Quand un travail est ainsi compris, c'est que l'ouvrier est un mauvais ouvrier qui n'aime pas son métier, qui n'a pas l'amour du travail qui rend— ou devrait rendre — l'homme fier et libre... Et puis, pourquoi citer l'imprimerie comme exemple et le typographe comme type de saboteur, alors qu'il y a tant d'autres métiers où le travail est plus sérieux et le matériel plus précieux ? Le *saboteur* du Larousse est un pauvre d'esprit ou un surnois mécontent qui se venge.

Ainsi, en peu de lignes, le Dictionnaire Larousse dit tout ce qu'il peut dire du *sabotage*. En quelques mots, il effleure cependant ce qui peut, ici, nous intéresser. Mais il est nécessaire de préciser, de mettre au point, la forme d'Action directe que, dans notre théorie du syndicalisme révolutionnaire, nous avons propagée, sous le nom de *sabotage*.

C'est justement parce que les ennemis de la classe ouvrière organisée n'ont cessé de dénaturer ou de ridiculiser le sens, l'action, le but du *sabotage*, qu'il a paru indispensable aux militants syndicalistes de l'expliquer, par la parole et par la plume, à chaque occasion.

Selon le *Dictionnaire Larousse*, le *sabotage est simplement l'action d'exécuter un travail vite et mal. Le saboteur n'est autre que l'ouvrier, l'employé, le salarié qui, volontairement, exécute vite et mal un travail.*

Voilà qui est clair et bref.

Mais ce bon *Dictionnaire Larousse*, à la portée de tous, n'agit pas inconsciemment en s'abstenant d'approfondir un peu l'action du *sabotage* et en oubliant *volontairement* de développer toute la valeur que nous lui attribuons dans la lutte quotidienne de revendication et de défensive des exploités contre leurs exploités. Tâchons donc, ici, d'y suppléer.

D'une brochure, déjà vieille (1908), mais quand même d'actualité sur ce sujet, nous croyons bon d'extraire ceci :

L'action directe comporte aussi le sabotage. — Que n'a-t-on pas dit et écrit sur le sabotage ? En ces derniers temps, la presse bien pensante s'est appliquée à en dénaturer le sens. Heureusement, divers écrits des militants syndicalistes ou leurs déclarations devant les tribunaux ont rétabli le sens exact du sabotage ouvrier, qui ne doit pas être confondu avec le sabotage patronal.

Chez le patron, le «sabotage» s'attaque au public, par la falsification des denrées, la fraude des vins, du beurre, du lait, des farines, etc., la mauvaise qualité des matières premières et matériaux nécessaires aux travaux d'utilité publique. Il faudrait un volume pour énumérer les vols, les escroqueries, les fraudes, les malfaçons dues à la crapulerie et à la rapacité des patrons et des entrepreneurs.

De nombreux procès récents, de graves affaires de marchandage, des tripotages honteux ont montré combien peu les exploités et les commerçants ont le souci de la santé du public et de son intérêt. Au point de vue militaire, les mêmes crimes des gros fournisseurs ont montré quel était le patriotisme de ces marchands. Ce qu'on ne sait pas, c'est le nombre de scandales étouffés par la seule puissance du jour : l'argent.

Le «sabotage» ouvrier, contre lequel les journaux ont *saboté* le jugement du public, contre lequel les juges ont *saboté* la justice et l'équité, est tout autre.

Il consiste d'abord, pour l'ouvrier, à donner son travail pour le prix qu'on le paie : à mauvaise paie, mauvais travail. L'ouvrier pratique assez naturellement ce système. On pourrait même dire qu'il est des travailleurs qui le pratiquent inconsciemment, d'instinct. C'est sans doute ce qui explique la mauvaise qualité et le bon marché de certains produits. On dit couramment d'un mauvais produit, vendu très bon marché : c'est du travail qui sort des prisons.

Mais le «sabotage» est parfois praticable d'une façon assez paradoxale. Par exemple, un employé de commerce, un garçon de magasin est un employé fidèle s'il soutient bien l'intérêt de son patron ; et souvent cet intérêt consiste à tromper, à voler le client. Pour *saboter*, cet employé n'aurait qu'à donner la mesure exacte, au lieu de se tromper de mesure aux dépens du client et à l'avantage du patron, comme il fait d'habitude. Une demoiselle de magasin n'aurait qu'à vendre un mètre exact d'étoffe ou de ruban, au lieu d'en donner, comme à l'ordinaire 90 ou 95 centimètres pour un mètre. Ainsi, pour certains ouvriers, il leur suffirait d'être honnêtes avec le consommateur, scrupuleux avec le client, pour *saboter* l'intérêt patronal et n'être pas complice de ses vols.

Ils *sabotent*, et ils ont raison, ceux qui, ayant fabriqué un mauvais produit, dangereux à la consommation, en préviennent les consommateurs. Ils *sabotent*, et ils ont raison, ceux qui versent aux consommateurs la véritable boisson demandée au lieu de la boisson frelatée sur laquelle il y a gain de cent pour cent. Ils *sabotent* aussi, et ils ont raison, ceux qui, comme nos camarades boulangers, défendent leur pain et leur salaire, en sachant rendre inutilisables, en temps de grève, le four ou le pétrin où le patron escomptait les remplacer par des jaunes ou par des soldats. Ils *sabotent* enfin, et ils ont raison, ceux qui, pour un motif louable de solidarité ouvrière, coupent les fils télégraphiques et téléphoniques, éteignent les lumières, suppriment toutes communications, entravent tous transports et font, par ces moyens, capituler exploiters et gouvernants. Ce genre de *sabotage* est aussi de *l'action directe* superbement efficace contre les ennemis des ouvriers.

Le «sabotage» intelligent de l'ouvrier s'attaque en général à l'intérêt direct de l'exploiteur. Il est de bonne guerre; il est défensif ; il est une revanche. Le «sabotage» patronal s'attaque seulement à l'intérêt du public, sans distinction. Il est toujours nuisible et bien souvent criminel, puisqu'il attente à la santé, à la sécurité, à la vie du public. La confusion n'est pas possible.

Le sabotage est donc de l'action directe, puisqu'il s'attaque au patron sans l'intermédiaire de personne. Le «sabotage» est l'action directe qui peut s'exercer dans les moments de paix relative entre le Patronat et le Saliariat, comme en temps de grève ou de conflit. (Extrait de *l'ABC syndicaliste*.)

Voilà donc une définition du sabotage qui correspond assez bien à ce que l'ouvrier comprend lorsqu'il s'agit pour lui de protester ou de se défendre de la manière la meilleure qui soit à sa portée et qui, loin d'être néfaste à une collectivité quelconque, la protège aux dépens des intérêts du patronat.

On pourrait citer encore bien des exemples de sabotage. Ainsi, lors d'une grève des inscrits maritimes, les grévistes firent acte de *sabotage* intelligent en dénonçant par affiches le *sabotage* scélérat des compagnies maritimes. Ces affiches prévenaient les voyageurs que tel bateau était dangereux à prendre vu le mauvais état de la chaudière (dûment constaté), ou des machines, ou du foyer ; que tel autre pouvait, en cours de navigation, s'arrêter subitement du fait, *incontestable*, que l'arbre-couche de la machine était fêlé et devait fatalement se briser, d'un instant à l'autre, en plein service et, par conséquent, immobiliser le bateau en pleine mer. Il est bon de remarquer ceci : les inscrits qualifiés *saboteurs* prévenaient les voyageurs du risque couru par eux en se livrant avec confiance à l'impéritie des compagnies maritimes.

Celles-ci, par rapacité criminelle, restaient muettes sur le danger qu'elles connaissaient, mais elles faisaient payer très cher, *et d'avance*, le voyage. Toutefois, elles ne payaient *qu'après* le voyage les hommes d'équipage du bateau et ne versaient jamais d'appointements à l'avance. Ce calcul intéressé des compagnies est le même pour toutes. Ces administrations n'admettraient pas que fût qualifiée de *sabotage* leur malhonnête façon d'agir. Clientèle ou usagers des compagnies de transports n'ont jamais protesté contre un tel système. Quant à l'Etat, il n'intervient jamais contre les compagnies; les poursuites sont pour les exploités de ces compagnies, lorsqu'ils dénoncent leurs crimes. Les forces policières de provocation et de répression sont employées avec empressement contre les grévistes revendiquant sécurité, mieux-être, respect de leur dignité de travailleurs.

L'Etat intervient toujours aussi, pour plaindre des mêmes discours les naufragés et pour «renflouer» ces pauvres compagnies de navigation toujours en déficit. Ce genre de *sabotage* capitaliste et de *sabotage* gouvernemental n'a jamais fait verser autant d'encre que le simple fait d'un prétendu *sabotage* ouvrier,

dénaturé sciemment par une presse servile et intéressée. Celle-ci sait toujours rendre criminel l'acte de *sabotage*. Elle excelle à *saboter* les faits. Le *sabotage* de l'opinion publique est, pour le journalisme contemporain, au service du capitalisme, un devoir professionnel. Il y a donc *sabotage* et *sabotage*. — CQFD.

N'oublions pas encore de constater qu'il y a des lois et décrets qui surgissent presque toujours après de retentissantes protestations du Parlement, de l'opinion et de la grande presse, au lendemain d'une catastrophe. Mais ces lois et décrets sont toujours inappliqués ou inapplicables et le *sabotage* continue contre la vie des mineurs, des employés de chemins de fer, des inscrits maritimes et de tous les travailleurs qui risquent sans cesse la mort pour gagner leur vie et enrichir les exploités de toutes catégories : ceux qui entreprennent, administrent, aussi bien que ceux qui profitent en ne faisant rien que palper les dividendes et en jouir toute leur vie.

Il y a différentes sortes de *sabotages*. Aussi nous ne prétendons pas les énumérer complètement et parfaitement. Nous n'y arriverions pas.

Qu'on imagine un avocat *sabotant* sa jolie profession libérale en ne défendant jamais que ce qu'il croit juste et noble de défendre ; un juge, *saboteur de la justice*, refusant de reconnaître et de déclarer coupable l'accusé volant pour manger, s'il a faim, étant sans ressource ; un *saboteur* policier secourant un vieillard au lieu de le molester en l'emmenant au poste pour flagrant délit de vagabondage ou de mendicité ; un prêtre laissant dormir et se chauffer dans son église un miséreux grelottant et rompu de fatigue ; un restaurateur n'appelant pas la police pour empoigner un affamé qui s'est restauré pour plus qu'il ne peut payer ; un gendarme n'inquiétant pas, sur la route, un maraudeur qui se sauve ou un trimardeur qui se cache ; un médecin donnant ses soins et n'ordonnant pas une copieuse fourniture de pharmacie ; un gradé n'insultant pas un inférieur ; un patron payant convenablement ses ouvriers ; un contremaître ne jouant pas, à l'usine ou sur le chantier, à l'adjutant Flic ou au mouchard, vis-à-vis de ses anciens compagnons ; un gardien de prison ayant de la pitié au lieu de la brutalité envers les détenus, etc., etc.

Enfin, oui, imaginez tous ces *saboteurs* de l'ordre bourgeois dans l'exercice de leurs fonctions ; ne croyez-vous pas qu'il y aurait vraiment danger pour la société bourgeoise en présence de ce paradoxal *sabotage* difficile à concevoir et pourtant possible ?... Pourquoi pas ?...

Eh oui ! possible, puisque nous avons bien des *saboteurs* du journalisme, en ce qu'ils osent dire sur tous les événements, politiques et sociaux tout ce qu'ils pensent, si subversive que soit leur opinion ! — Eh oui ! possible, puisqu'il se trouve, en conseil de guerre, des officiers *saboteurs* de l'imbécillité militariste pour acquitter de braves jeunes gens trop fiers pour supporter la discipline et respecter les bourreaux galonnés ; il en est aussi de ses *saboteurs* qui, dans l'armée, commencent à comprendre, à admettre l'objection de conscience et s'inclinent demain devant les héros qui se refusent à porter une arme, à toucher un engin qui donne la mort à des êtres humains. — Voilà du sabotage conscient.

Ne désespérons pas de voir des *saboteurs* non seulement conscients, mais aussi organisés, pour se refuser collectivement à tout ce qui peut servir la guerre et rendre plus facile la paix. Qui sait même, s'il ne se trouvera pas des *saboteurs* héroïques pour *saboter* énergiquement la guerre et les guerriers, pour saboter surtout ceux qui la veulent pour les autres et ceux qui la font par sauvagerie, inconscience ou lâcheté ; pour *saboter* enfin, ceux qui en sont la cause, les organisateurs, ou les profiteurs ! Ce sabotage ne nous semble pas du tout déplacé et nous dirions même qu'il est d'extrême urgence, à l'époque trouble où nous vivons.

Ce n'est pas *saboter* la raison humaine que de croire à un monde renouvelé par la bonne volonté et la cohésion dans l'effort des meilleurs parmi les hommes qui pensent, travaillent, s'élèvent et rêvent de l'affranchissement intégral de l'individu par une transformation sociale, favorable au règne de l'Entente entre tous et de la Liberté pour tous.

Le «sabotage» s'apparente à cet autre mot, moins connu peut-être, mais qu'il est intéressant de ne pas ignorer : c'est le mot *Boycottage*. Voici, d'abord, ce qu'en dit le *Dictionnaire Larousse* :

«BOYCOTTAGE (rad. *boycotter*) n. m. Mise en interdit des propriétés ou des fermiers irlandais qui n'obéissent pas aux injonctions de la Ligue agraire. ENCYCL. Vers 1880, un capitaine anglais, nommé James Boycott, gérant des propriétés que le comte Erne possédait dans le comté de Mayo (Irlande), fit preuve d'une telle dureté à l'égard des fermiers placés sous ses ordres qu'il s'en fit exécuter. Ils s'entendirent pour le mettre en quarantaine. Tout Irlandais dut lui refuser son travail ; il fut même interdit de lui acheter ou de lui vendre un objet quelconque, surtout des vivres. Le pacte fut fidèlement observé. Malgré l'intervention du gouvernement qui lui envoya une garde, et l'aide des dissidents de l'Ulster qui rentrèrent ses récoltes, Boycott fut obligé de quitter le pays. Le nom de *boycottage* fut, depuis lors, appliqué aux

excommunications du même genre, qui furent lancées, pour la plupart, par les associations secrètes irlandaises, notamment par la Ligue agraire.»

Le mot «boycottage» signifie donc : mettre en quarantaine, frapper d'interdit ; l'usage s'en étendit un peu partout. Le *sabotage* et le *boycottage* sont devenus deux formes de l'action directe, de défensive surtout. Déjà, en 1897, la question vint au congrès des Bourses du Travail de France, qui se tint à Toulouse. Un rapport sur le *boycottage* et le *sabotage* y fut discuté et des résolutions adoptées.

Les congrès ouvriers, constatant l'inefficacité relative des grèves partielles où s'épuisaient les forces et les ressources de résistance du prolétariat, cherchaient donc des moyens de lutte plus efficaces.

Voici ce qu'on lisait à l'époque, dans les publications ouvrières :

«L'homme qui a donné son nom au *boycottage* est mort tout récemment. Le capitaine Boycott était le *middleman* de lord Erne, un des grands propriétaires du comté de Mayo, en Irlande. Le *middleman* est l'homme qui afferme, en bloc, au propriétaire foncier, une étendue plus ou moins considérable de terres, pour la sous-louer en détail à d'autres fermiers ou la faire cultiver par des ouvriers ruraux. Le capitaine Boycott se fit particulièrement détester par son oppression. Les tenanciers étaient incapables d'acquitter leurs fermages, en ce comté de Mayo où il était le maître et où, coup sur coup, pendant plusieurs années, les récoltes avaient été dévastées par les intempéries. Malgré cela, il fit valoir ses droits de propriétaire.

«On n'a point oublié cette dramatique époque. Les soldats anglais, requis par le *middleman*, pénétraient dans la chaumière du fermier insolvable, saisissant le misérable mobilier, expulsant les habitants ; puis, pour que ces malheureux, dépourvus d'asile, ne cédassent pas à la tentation de réintégrer celui-ci, même vide, les soldats enlevaient le toit de la maison et les châssis des fenêtres. Il ne restait plus que les quatre murs de pierres.

«La haine des Irlandais contre le capitaine Boycott fut telle qu'on le mit à l'*index* dans le pays tout entier. La Ligue agraire décida de lui infliger la *quarantaine*. C'était l'inauguration d'un nouveau système de lutte. Défense fut faite à tout Irlandais de fournir au capitaine Boycott, non seulement du travail, mais aussi des vivres. Pendant plusieurs semaines il vécut seul dans sa maison, ne trouvant ni ouvrier, ni laboureur, ne pouvant rien acheter, même à prix d'or. S'il n'avait pas eu de provisions, il serait littéralement mort de faim. Enfin, il dut quitter la place et partir pour l'Angleterre.

«Les landlords ne tardèrent pas, à leur tour, à employer contre les malheureux Irlandais la méthode de combat que ceux-ci avaient employée contre le capitaine Boycott. Ils menaçaient les ouvriers de réduction de salaire, de privation de travail; ils menaçaient les commerçants de leur retirer la clientèle de leurs fermiers ; enfin, ils allaient jusqu'à menacer les pauvres de ne plus donner d'aumônes. — (Telle fut l'origine du *Boycottage*).

«Ainsi 'popularisé', le *boycottage* traversa la mer.

«A Berlin, en 1894, les brasseurs, cédant à la pression gouvernementale, refusèrent leurs salles de réunions aux socialistes. Les brasseurs furent boycottés et si rigoureusement, qu'au bout de quelques mois ils durent se soumettre. A Berlin, encore, la compagnie des chemins de fer circulaires, s'étant aperçue que le public fermait lui-même les portières des wagons, supprima les deux cents employés à qui, jusqu'alors, était confiée cette tâche. Aussitôt, les socialistes intervinrent, firent comprendre au public qu'il devait désormais s'abstenir de fermer les portières et obtinrent ainsi que la compagnie reprenne son personnel.

«A Londres, en 1893, les employés de magasins exigèrent de leurs patrons la fermeture des magasins un après-midi par semaine, pour compenser l'après-midi du samedi pendant lequel ils travaillaient, tandis que les ouvriers chômaient. C'est par le boycottage qu'ils forcèrent la main aux patrons ; les magasins qui refusèrent d'obtempérer aux désirs de leurs employés furent mis à l'*index*. Les employés allèrent plus loin. Ils n'hésitèrent pas, pour obtenir gain de cause, à recourir aux procédés révolutionnaires. Un jour, entre autres, ils entrèrent chez un marchand de jambons et lancèrent dans la rue toutes les victuailles. Les boycotteurs triomphèrent et, depuis cette époque, les magasins ferment leurs portes une fois par semaine entre 3 et 5 heures de l'après-midi.»

Telle fut l'origine du système.

En France, il y aurait trop à citer pour montrer l'efficacité du boycottage sous toutes ses formes, tant *légal*es que *révolutionnaires*.

Eh oui ! *légal*es, car il est des règles et des méthodes qu'il suffirait de mettre en application pour paralyser les rouages les plus importants de la vie sociale. Il est des lois et décrets qui, s'ils étaient strictement *respectés*, bouleverseraient toute l'administration.

Le *boycottage* et le *sabotage* figuraient donc, en une seule question, à l'ordre du jour du Congrès de Toulouse (1897). La commission chargée de l'examiner rédigea des conclusions et un rapport fut présenté où nous glanons ces passages intéressants :

«... La commission vous demande de prendre en considération les propositions qu'elle vous soumet. Elle est convaincue qu'après mûre réflexion vous pratiquerez le *boycottage*, chaque fois que vous en trouverez l'occasion, et elle est convaincue aussi que, s'il est mis en vigueur avec énergie, les résultats qu'en retirera la classe ouvrière vous encourageront à persévérer dans cette voie.

«Nous avons examiné de quelle façon peut se pratiquer le boycottage. Qui pouvons-nous boycotter ? Est-ce l'industriel, le fabricant ? Contre lui le boycottage reste inégal ; ses capitaux le mettent à l'abri de nos tentatives. L'industriel n'a que de rares rapports avec le public ; pour la diffusion de ses produits, il s'adresse aux commerçants qui, en général, sont des conservateurs de la société actuelle... Donc, laissons pour l'instant l'industriel de côté, nous réservant de dire bientôt comment l'atteindre. Parlons du commerçant avec lequel nous sommes directement en contact et que nous pouvons boycotter.

«Il y a quelques semaines, à Toulouse, une petite tentative de boycottage a été faite contre les magasins qui refusaient de fermer le dimanche ; par affiches, les camarades toulousains engageaient le public à ne rien acheter le dimanche.

«Ce que les employés toulousains ont fait en petit, nous vous invitons à le faire en grand. Que chaque fois que besoin sera, quand le commerçant voudra réduire les salaires, augmenter les heures de travail, ou quand le travailleur, désireux d'être moins tenu de gagner plus, imposera ses conditions au commerçant ; qu'alors, avec toute l'activité dont nous pouvons disposer, son magasin soit mis à l'index ; que, par tous les moyens dont l'initiative des travailleurs croira bon d'user, le public soit invité à ne rien acheter chez lui, jusqu'au jour où il aura donné entière satisfaction à ses employés.

«Ainsi ont fait nos camarades d'Angleterre et d'Allemagne qui, dans maintes circonstances, ont remporté la victoire.

«Quant aux industriels, le boycottage les atteint difficilement. Par contre, le fonctionnement de la société capitaliste leur permet normalement un sabotage qui, sous forme de boycottage spécial (consistant en baisse de salaire, augmentation d'heures de travail ou chômage partiel, ainsi que renvois brutaux) leur permet, répétons-nous, contre leurs ouvriers un boycottage meurtrier. Nulle contrainte ne s'oppose aux fantaisies malfaisantes du patronat qui boycotte même la conscience ouvrière en mettant à l'index les travailleurs osant revendiquer leurs droits, les empêchant ainsi, non seulement de propager les idées d'émancipation qui les animent mais même de vivre... Que de militants ont dû quitter les lieux où ils vivaient en famille, pour chercher du travail en d'autres lieux, loin du pays natal, parfois et plus souvent en d'autres régions, tout au moins quand ils en trouvaient. Car il est des régions industrielles où l'ouvrier n'est embauché que s'il a des papiers et certificats indemnes de tous reproches patronaux ou s'il fait partie de certaines organisations cléricales, patriotiques ou très bourgeoisement sociales.

«Cela existe en certaines villes du Nord, malgré des municipalités socialistes. Cela existe un peu partout, si la force syndicale n'y a pas mis le holà. Si la politique a pu y semer la division ouvrière, le règne du bon plaisir patronal n'a plus de limite ; il crée des grèves, les suscite, selon ses besoins. La masse ouvrière croit lutter d'elle-même, alors qu'elle est menée selon les intérêts patronaux. La grève ainsi partie cesse ou dure et, de toute façon, épuise par la misère le travailleur qui finit par se rendre, à discrétion et rentre vaincu, affamé, aux conditions que dicte le patron.

«Bien différente est la grève accompagnée du boycottage consciemment exercé par les grévistes et le sabotage intelligemment pratiqué contre l'intérêt direct du patron.

«Par quels moyens résister au boycottage patronal et arrêter l'expansion de l'œuvre réactionnaire et sinistre dont certains capitalistes, dans certaines villes, donnent l'exemple à leurs confrères ?

«Ici, votre commission — disait le rapport — croit que le *boycottage*, que nous pourrions tenter contre les exploités en question ne donnerait que des déceptions. Aussi vous propose-t-elle de le compléter par une tactique de même essence que nous qualifierons de *sabotage*.

«Cette tactique, comme le *boycottage*, nous vient d'Angleterre où elle a rendu de grands services dans la lutte que les travailleurs soutiennent contre les patrons. Elle est connue là-bas sous le nom de *Go Canny*.»

A ce propos, nous croyons utile de vous citer l'appel lancé dernièrement par l'*Union internationale des Chargeurs de navires*, qui a son siège à Londres : Qu'est-ce que *Go Canny* ? C'est un mot court et commode pour désigner une nouvelle tactique, employée par les ouvriers, au lieu de la grève.

Si deux Ecossais marchent ensemble et que l'un court trop vite, l'autre lui dit : «*Go Canny*» ; ce qui veut dire : «Marche doucement, à ton aise.»

Si quelqu'un veut acheter un chapeau qui vaut cinq francs, il doit payer cinq francs. Mais s'il ne veut en payer que quatre, eh ! bien, il en aura un de qualité inférieure. Et ainsi de suite pour toute marchandise.

Si une ménagère veut acheter une pièce de bœuf qui vaut trois francs et qu'elle n'offre que deux francs, alors on lui offre une autre pièce inférieure à celle qu'elle désirait. Le bœuf est aussi une marchandise en vente sur le marché. Or, l'on ne peut avoir même marchandise pour un prix inférieur à celui convenu pour une qualité supérieure. Eh ! bien, les patrons déclarent que le travail, l'habileté et l'adresse sont des marchandises en vente sur le marché tout comme le vêtement et la nourriture.

«Parfait, répondons-nous, nous vous prenons au mot, comme le chapelier vend ses chapeaux, comme le boucher vend sa viande, nous vendrons aux patrons notre travail, notre habileté, notre adresse. Pour de mauvais prix, ils vendent de la mauvaise marchandise, nous en ferons autant.

«Les patrons n'ont pas droit à compter sur notre charité. S'ils refusent même de discuter nos demandes, eh ! bien, nous pouvons mettre en pratique le *Go Canny*, la tactique de : Travaillons doucement, en attendant qu'on nous écoute.»

Voilà clairement défini le *Go Canny*, le *sabotage* : à mauvaise paye, mauvais travail.

Cette ligne de conduite, employée par nos camarades anglais, nous la croyons applicable en France, car notre situation sociale est identique à celle de nos frères, les travailleurs d'Angleterre.

Il nous reste à définir sous quelle forme doit se pratiquer le *sabotage*. Nous savons tous que l'exploiteur choisit habituellement, pour augmenter notre servitude, le moment où il nous est le plus difficile de résister à ses empiètements par la grève partielle, seul moyen employé jusqu'à ce jour. Les résultats n'ont pas toujours été ce qu'on en espérait. Sans négliger le moyen de lutte qu'est la grève, il faut employer encore d'autres méthodes, avec ou sans la grève.

Faute de pouvoir se mettre en grève, les travailleurs frappés subissent les exigences du capitaliste.

Avec le *sabotage*, il en est tout autrement. La résistance est possible. Les exploités ne sont plus à la merci complète de l'exploiteur, ils ont le moyen d'affirmer leur virilité et de prouver à l'opresseur qu'ils sont des hommes. Ils ont en mains l'arme défensive qui peut devenir l'arme offensive suivant les circonstances et la façon de s'en servir.

D'ailleurs, le *sabotage* n'est pas si nouveau qu'on pense : depuis toujours, les travailleurs l'ont pratiqué individuellement, quoique sans méthode. Souvent il ne fut pas sans efficacité. Il inspira dans le camp des profiteurs de l'exploitation une crainte salutaire qui n'a fait que croître lorsque s'est affirmée la puissance du *sabotage* collectif. Donc, d'instinct, les travailleurs ont su ralentir leur production quand le patron a augmenté ses exigences. Avec plus ou moins de conscience, les ouvriers ont appliqué la formule : *A mauvaise paye, mauvais travail*.

Le patronat a cru parer à cette tactique défensive des esclaves de l'usine et du chantier en substituant la méthode fameuse du *travail aux pièces* ou à la *tâche* à celui du travail à *la journée*. Il a pu s'apercevoir que son intérêt moins lésé sur la *quantité* le devenait beaucoup plus sur la *qualité*. Si, par exemple, c'était le contraire, c'est-à-dire si le patron substituait au *travail aux pièces* le *travail à la journée* croyant asservir l'ouvrier, celui-ci, naturellement, employait aussi la méthode contraire pour aboutir au même résultat. Qu'on ne vienne pas dire que ceux-là étaient de mauvais ouvriers qui agissaient ainsi, car, nous affirmons que c'étaient les plus habiles, les plus intelligents et par conséquent les plus conscients de leur valeur. Le mauvais ouvrier est l'éternel *saboteur* et ne peut être autre chose et le patron le sait ; d'ailleurs, celui-là n'a de valeur que par la collectivité dont il fait partie, car individuellement, il ne compte guère. Il a tout intérêt à suivre les plus audacieux pour ne pas être employé à de malpropres besognes pour conserver sa place.

Le *sabotage* s'adapte à toutes les sortes de travaux ; il se pratique dans tous les métiers et se modernise parallèlement aux progrès dans la production. Il devient redoutable avec le perfectionnement du machinisme. On ne peut tout dire ici sur l'application du sabotage ; mais les années 1900 à 1914, en France, ont amplement démontré la puissance redoutée du syndicalisme révolutionnaire incitant à l'action directe du prolétariat conscient et organisé, en vue de s'affranchir par lui-même de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le rapport fourni au Congrès ouvrier de Toulouse (1897) se terminait ainsi : «Le *sabotage* peut et doit être pratiqué pour le *travail aux pièces* en s'attachant à donner moins de soin au travail, tout en fournissant la quantité pour ne pas amoindrir le salaire. Le patron pris ainsi sera dans l'alternative d'accorder les revendications faites par ses ouvriers ou de perdre sa clientèle. S'il est intelligent, il remettra l'outillage dont il est possesseur aux seuls producteurs qui sauront l'utiliser au mieux sans le saboter.»

Mais ce serait le commencement de la fin du patronat et de l'exploitation. N'y comptons pas.

Le *sabotage* dans les usines, dans la production centralisée, sur les chantiers, dans les grandes entreprises, peut s'exercer avec discernement et intelligence sur l'outillage et les forces motrices sans le moindre danger pour le public et seulement au détriment du capitalisme. On se souvient encore de l'émotion produite dans le monde bourgeois quand le secrétaire du syndicat des chemins de fer, il y a trente-trois ans, déclara qu'un employé, un chauffeur, un mécanicien des chemins de fer pouvait, avec dix centimes d'un certain ingrédient, paralyser complètement, pour longtemps, une locomotive ou plusieurs.

«Avec le *boycottage*, et avec son frère siamois, le *sabotage*, les travailleurs ont une arme de résistance efficace, qui, en attendant qu'ils soient assez puissants pour s'émanciper intégralement, leur permettra de tenir tête à l'exploitation dont ils sont victimes. Il faut que les capitalistes le sachent : les travailleurs ne respecteront la machine que le jour où elle sera devenue pour eux une amie qui abrège le travail, au lieu d'être comme aujourd'hui, l'ennemie, la voleuse de pain, la tueuse de travailleurs.»

On pourrait faire ici l'apologie du *sabotage* et du *boycottage* en ne citant que nos souvenirs.

Il y eut, en France, à Paris surtout, des événements de sabotage qui furent, les uns comiques, les autres tragiques ou menaçant de l'être. Ce que furent certaines journées et certaines nuits n'était pas sans nous faire espérer beaucoup pour la Révolution sociale et pour rendre impossible la guerre.

Les ordres du jour de nos Congrès ouvriers d'avant 1914 nous présageaient des triomphes qui n'ont été que des déceptions amères et cruelles sur lesquelles nous aimons mieux ne pas insister pour nous éviter de saboter les espoirs nouveaux qui nous animent encore, tellement sont indéracinables nos convictions révolutionnaires, tellement est inaltérable l'idéal anarchiste au cœur et à l'esprit de l'homme sincère et modeste qui croit à l'avenir de liberté et d'entente des hommes de bonne volonté entre eux. — Georges YVETOT.

Georges YVETOT (1868-1942) à Paris. Militant anarchiste et syndicaliste, antipatriote et antimilitariste.

Fils d'un gendarme, devenu orphelin il est placé dans une institution religieuse. Il devient ensuite ouvrier typographe puis correcteur. Sa rencontre avec Fernand Pelloutier l'amène à l'anarchisme et au syndicalisme. Il lui succède en 1901 au Secrétariat de la Fédération des Bourses du Travail et comme secrétaire de la CGT de 1902 à 1918. Orateur de talent, propagandiste antipatriote et antimilitariste inscrit au Carnet B, il est de nombreuses fois condamné à plusieurs années de prison pour incitation de soldats à la désobéissance (affaire du «Sou du soldat» ou encore avec la publication du *Manuel du soldat*), etc.

En 1904, il est l'un des secrétaires de l'Association Internationale Antimilitariste. Partisan de la totale indépendance du syndicalisme, il contribuera en 1906 à l'adoption de la célèbre Charte d'Amiens. Il poursuit son action contre la guerre et le militarisme jusqu'en 1914 mais, écœuré par l'union sacrée, il préfère alors s'occuper d'une association d'orphelins de guerre. En 1918, il perd son poste syndical, et se consacre au pacifisme. Durant l'entre-deux-guerres, il collabore à de nombreux périodiques anarchistes. En 1939, il signe le tract «Paix immédiate» de Louis Lecoin et est à nouveau condamné.

Il ne subira pas sa peine de prison en raison de son état de santé et, ayant perdu son emploi, se retrouve dans la misère. Il accepte alors pour subsister de présider un Comité ouvrier de secours immédiats chapeauté par les Allemands. Ce compromis, qui le place dans le camp des collaborateurs, lui sera fortement reproché, malgré une vie militante bien remplie.

(*Biographie extraite du site Ephéméride anarchiste*)

Terrorismes d'Etat, terrorismes d'extrême gauche

Les articles de *Combat communiste* permettent de restituer certains débats qui eurent lieu dans les années 70 à propos des actions menées par les Brigades rouges et la Fraction Armée rouge. L'article de la revue *Primo Maggio* s'intéresse concrètement à un quartier de Milan, celui de la Barona, et à la prise de conscience politique des jeunes de ce quartier populaire, malheureusement coincés entre les groupes gauchistes traditionnels (essentiellement maoïstes et maoïsants) et ceux qui prônaient la lutte armée (Brigades rouges, Prima Linea et Prolétaires armés pour le communisme).

Après un débat sur le contenu des textes de *Combat communiste* des années 70 mais aussi sur les attentats du 11 mars 2004, nous présentons des textes de Mansoor Hekmat sur le 11 septembre 2001, du sous-commandant Marcos sur l'ETA basque, de trotskystes anglais sur la prétendue « Résistance » irakienne et de la revue *Temps critiques* sur l'Italie des années 70 et les réfugiés politiques italiens.

Le vrai terrorisme, c'est celui de l'État !

Combat communiste n° 31, 15 novembre 1977

Au moment où la meute des chiens de garde du capital hurlait après les «terroristes de la bande à Baader», une information discrète, venue d'Amérique latine, nous apprenait que la bourgeoisie de l'État d'Équateur avait fait massacrer 120 ouvriers de la plus atroce façon, les mercenaires précipitant les grévistes dans des cuves de sucre en fusion !

Malgré son caractère effroyable et spectaculaire, la grande presse n'a guère accordé de place à cette «nouvelle». 120 ouvriers assassinés par le capital comptent moins pour les bourgeois que l'exécution d'un ancien officier SS, sacré patron des patrons (1) en Allemagne démocratique.

Telle est l'hypocrisie criminelle de la bourgeoisie et de ses serviteurs. Elle condamne toute violence qui porte contre l'opprimeur, mais dans le même temps elle passe sous silence le terrorisme à grande échelle de l'État.

Les bourgeois acclament même le terrorisme qui sert leurs intérêts.

Massu, Bigeard, mercenaires de l'État français, responsables, avec les gouvernements de «gauche» ou de droite qu'ils servaient, de la mort de plus d'un million d'Algériens, spécialistes de la torture et du «nettoyage» des populations, sont décorés et nommés généraux ou ministres.

Les bombardements systématiques de villages, des hôpitaux, des écoles au Vietnam, l'emploi du napalm et des bombes à billes par l'armée américaine sont présentés par les journaux comme la «défense du monde libre». Les représailles de l'État d'Israël contre les camps palestiniens de réfugiés tuant femmes et enfants sont justifiés par la même presse au nom de la légitime défense. L'emploi de la torture dans la quasi-totalité des prisons du monde ne suscite pas l'indignation de cette racaille hypocrite.

Les milliers d'ouvriers assassinés froidement ou mutilés dans les bagnes industriels, sous l'appellation discrète d'accidents du travail ; les travailleurs immigrés tués au coin d'une rue par des racistes ou dans un commissariat ; les chômeurs, les expulsés, les vieux acculés au suicide par cette société : voilà quelques aspects du terrorisme quotidien que font régner les exploitateurs.

Cette société pourrie, qui ne doit sa survie qu'aux millions de cadavres d'opprimés qui jalonnent sa route, ne mérite pas de vivre, et sa morale hypocrite est puante.

Baader et ses camarades de la Fraction Armée Rouge se sont levés contre cette société inhumaine en revendiquant la légitimité de la violence et du terrorisme contre la violence et le terrorisme bourgeois. Certes, les coups qu'ils ont portés à l'État capitaliste allemand sont restés, et ne pouvaient rester, que des assauts dérisoires et inefficaces. Car seule la violence collective des travailleurs pourra mettre fin au système d'exploitation et non l'action isolée de petits groupes.

Mais ne nous y trompons pas, ce n'est pas seulement contre une petite poignée de désespérés isolés que la bourgeoisie met en place son gigantesque appareil de répression. Si les exploitateurs profitent de cette occasion pour se livrer à une opération de bourrage de crânes sans précédent, c'est pour préparer la défense de leurs privilèges contre les travailleurs. Car ce qu'ils redoutent, ce sont les affrontements violents que ne manquera pas de susciter, tôt ou tard, la crise de leur système d'exploitation. Par avance, ils veulent faire condamner la violence des opprimés et justifier leur violence d'exploiteurs.

Cette violence vient encore de se manifester de la façon la plus ignoble par l'assassinat déguisé en suicide de Baader et de ses camarades.

À la différence des bourgeois hypocrites, les révolutionnaires revendiquent ouvertement le droit pour les exploités et les opprimés d'utiliser la violence. Et si nous condamnons la politique du groupe Baader, c'est parce qu'un petit groupe minoritaire ne peut remplacer l'action consciente et organisée de la classe ouvrière.

1. L'article fait allusion à Hans Martin Schleyer enlevé puis exécuté par la Fraction Armée Rouge le 19/10/1977. (*Ni patrie ni frontières*)

L'extrême gauche et la Fraction Armée Rouge

Combat communiste n° 31, 15 novembre 1977

L'extrême gauche française, bien que n'étant pas soumise à un flot de calomnies et d'appels à la délation et à la répression policière comme en Allemagne, a néanmoins cédé à la pression de «l'opinion publique» et de la presse bourgeoise, pression qui s'est traduite notamment par l'exposé de positions plus qu'ambiguës par rapport à la Fraction Armée Rouge (que la propagande bourgeoise appelle la «bande à Baader»).

L'ambiguïté de ces positions découle en fait de positions programmatiques floues et incohérentes sur les problèmes de la démocratie bourgeoise, de la lutte pour les libertés démocratiques et de la définition de ce qu'est le «mouvement ouvrier».

La Fraction Armée Rouge fait-elle le jeu de la bourgeoisie ?

L'OCT, la LCR et LO ont toutes repris, d'une façon ou d'une autre, l'argument suivant lequel les actions de la Fraction Armée Rouge faisaient le jeu de la bourgeoisie. La LCR et l'OCT ont toutes deux écrit que le renforcement de l'appareil de répression en RFA était provoqué par les actions de la RAF.

«La campagne hystérique actuelle du gouvernement ouest-allemand (est) facilitée par les agissements de la Fraction Armée Rouge (1).» «La Fraction Armée Rouge provoque l'union sacrée derrière Schmidt (2).» «Ils (les terroristes) ne comprennent pas qu'ils font la part belle aux hommes du gouvernement et aux socio-pacifistes qui tirent profit de leurs actions aberrantes pour créer chez les masses un réflexe conditionné anti-violence et amalgamer au terrorisme toute forme d'affrontement dans les actions du mouvement antinucléaire par exemple. (...) Ils ne comprennent pas que leurs actions, qu'ils croient exemplaires, deviennent pur spectacle, radiodiffusé, télévisé, pour des masses au mieux indifférentes, le plus souvent hostiles car effrayées, conditionnées vers la peur (3).» «Les actions de la Fraction Armée Rouge donnent un motif à la bourgeoisie ouest-allemande qui prépare déjà un renforcement considérable des mesures répressives et d'embrigadement (4).»

LO, quant à elle, n'a pas utilisé exactement le même type d'arguments, préférant partir d'une condamnation morale de la prise d'otages et de l'exécution de patrons, pour justifier son absence de solidarité avec la Fraction Armée Rouge face à la répression. LO a de toute manière décrit de façon insultante les actions de la Fraction Armée Rouge, allant jusqu'à déclarer que les terroristes «ressemblent aux exploiters» et que, «à jouer au plus salaud avec les capitalistes et leurs valets politiques, fussent-ils socialistes, on est sûr de perdre» (!).

LO, contrairement à ce qu'elle fait traditionnellement lors des actions des commandos palestiniens, n'a pas essayé d'expliquer les causes politiques du geste des camarades de Baader, mais s'est contentée d'une condamnation morale du haut de sa tour d'ivoire prolétarienne...

La Fraction Armée Rouge n'est cependant en rien responsable de la répression de la bourgeoisie allemande contre le mouvement ouvrier et les organisations de gauche et d'extrême gauche. L'appareil policier de la République fédérale allemande a été mis patiemment au point pendant trente ans sous les différents gouvernements chrétiens-démocrates, «de coalition», et aujourd'hui sociaux-démocrates.

L'argument suivant lequel l'utilisation de la violence par un groupe minoritaire provoque la répression et renforce l'État est l'argument de tous les libéraux, de tous les pacifistes et réformistes qui préfèrent se faire exterminer dans les geôles ou les camps, plutôt que de «provoquer» la bourgeoisie. Mieux vaut mourir debout que mourir à genoux, camarades de l'OCT et de la LCR...

Quant à l'argument avancé par *Rouge*, suivant lequel les «masses» sont contre la violence et approuvent la politique de répression gouvernementale à cause des actions des camarades de Baader, il s'agit d'une vaste fumisterie : la classe ouvrière a perdu ses traditions de lutte violentes non pas à cause de la «bande à Baader», mais à cause de la politique criminelle du KPD et du SPD dans l'entre-deux-guerres qui a ouvert la voie à la victoire du fascisme ; et les nazis ont exterminé un million de militants et sympathisants de militants des syndicats et partis de gauche dans les camps de concentration. Cette défaite gigantesque du prolétariat allemand il faudra encore plusieurs années, pour ne pas dire plusieurs dizaines

d'années, pour la surmonter et pour que la classe ouvrière allemande retrouve ses traditions révolutionnaires.

«Notre (!!) démocratie bourgeoise»

L'analyse erronée des causes profondes de la répression actuelle en République fédérale allemande est évidemment liée à un fétichisme, à un culte de la démocratie bourgeoise (et aussi à un souci de respectabilité) que partagent les groupes d'extrême gauche en France comme en Allemagne.

Quand Krivine parle de «notre démocratie bourgeoise», quand l'OCT écrit dans son journal que «la liberté est en danger de mort» et fait appel à tous les «progressistes» (!), que font ces organisations sinon propager des illusions sur la démocratie bourgeoise ?

L'Etat policier allemand préfigure ce qui nous attend en France si les luttes de classe se développent. Il ne faut donner aucune illusion à ce propos : nous devons certes lutter pour défendre les libertés d'organisation et d'expression de la classe ouvrière, mais nous devons expliquer qu'il est inévitable que la démocratie bourgeoise se rétrécisse comme une peau de chagrin si le prolétariat entre dans une lutte à mort contre la bourgeoisie. Et ce ne sont pas les actions des terroristes qui provoqueront un tel durcissement, mais bel et bien l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

Alors plutôt que de pleurnicher sur les acquis de «notre démocratie bourgeoise», il nous faut inlassablement expliquer que les droits démocratiques des travailleurs ne sont garantis ni par une Constitution, ni par une loi, ni par un Parlement ou un gouvernement de gauche, mais par la seule lutte de classe.

Le souci de respectabilité qui amène les organisations d'extrême gauche à se démarquer de façon erronée de la Fraction Armée Rouge n'empêchera pas ces organisations demain de subir les coups de la bourgeoisie : treize organisations «gauchistes» n'ont-elles pas été interdites le 13 juin 1968 ? Une organisation révolutionnaire qui veut s'installer dans le (relatif) confort de la démocratie bourgeoise prépare ses militants à de graves déconvenues.

La Fraction Armée Rouge fait-elle partie du mouvement ouvrier ?

Cette question peut sembler un peu académique, et elle l'est en effet. Car expliquer que Alvaro Cunhal, Georges Marchais, Edmond Maire ou André Bergeron (5) font partie du «mouvement ouvrier» ne signifie nullement qu'ils défendent plus les intérêts du prolétariat qu'Andreas Baader ou Yasser Arafat.

Néanmoins, dans la mesure où les groupes d'extrême gauche se sont posé le problème en ces termes, il nous faut bien répondre à la question. Pour nous, il est clair que la Fraction Armée Rouge n'est pas une organisation communiste-révolutionnaire... pas plus d'ailleurs que le Parti communiste français, le FLN algérien ou les maquisards de Dhofar. Mais est-ce une raison pour refuser de défendre ces camarades face à la répression ?

On s'étonne d'autant plus d'un tel refus que des organisations comme la LCR non seulement ont défendu contre la répression, mais ont même défendu politiquement (il s'agissait, selon elle, d'une simple «erreur») les actions de Septembre Noir et de l'Armée Rouge japonaise à l'aéroport de Lod (en Israël) et lors des jeux Olympiques de Munich. Pourtant, ni Septembre Noir, ni l'Armée Rouge japonaise ne constituent fondamentalement des organisations plus «ouvrières» ou «communistes» que la Fraction Armée Rouge.

La LCR et l'OCT soutiennent les actions de commandos des mouvements nationalistes bourgeois et ce soutien est lié aux illusions qu'entretiennent ces organisations sur tous les mouvements tiers-mondistes qui adoptent une phraséologie socialisante.

Le problème fondamental est de savoir si les militants de la Fraction Armée Rouge sont ou non des militants qui luttent contre la société capitaliste. Nous pensons que oui, même si nous sommes en désaccord total avec leur politique qui n'est pas la nôtre : la classe ouvrière n'a pas besoin d'être réveillée à coups d'«actions exemplaires», mais d'être éduquée de façon communiste dans la lutte de classe quotidienne, tout comme en s'organisant en Parti.

Ainsi, quand la LCR écrit que «rien dans les méthodes ne distingue ces actions de braqueurs de banques (6)», elle abandonne la tâche élémentaire des révolutionnaires qui consiste à lutter pour la libération immédiate de tous les prisonniers politiques de gauche en Allemagne, y compris des soixante militants de la Fraction Armée Rouge.

Contrairement à ce qu'écrit Alain Brossat dans *Rouge*, à aucun moment la LCR (ni LO d'ailleurs) n'a réclamé la libération des prisonniers politiques depuis le début de l'affaire Schleyer (7). Quant à l'OCT, elle en a parlé une seule fois dans son journal. L'appel au meeting contre l'extradition de Klaus Croissant (8) ne contenait aucune référence aux prisonniers politiques de la Fraction Armée Rouge.

L'attitude du GIM (section allemande de la Quatrième Internationale) qui termine son communiqué en déclarant : «Nous réclamons la détention collective et non individuelle de tous les prisonniers politiques en RFA (9)» est tout aussi scandaleuse : sous prétexte (du moins nous l'espérons) d'avancer une revendication «transitoire» (vers... la libération des prisonniers politiques ?), le GIM adopte un silence prudent.

Quelles que soient nos divergences avec les militants de la Fraction Armée Rouge, c'est leur libération immédiate que nous devons réclamer et pas seulement la levée de la mesure d'extradition contre Klaus Croissant.

(1) *Rouge*, 26 octobre 1977.

(2) *Rouge*, 18 octobre 1977.

(3) *Rouge*, 17 octobre 1977.

(4) *L'Étincelle*, hebdomadaire de l'Organisation communiste des travailleurs (OCT), organisation maoïste «soft» aujourd'hui disparue (*NDLR*).

(4) Respectivement dirigeants du Parti communiste portugais, du Parti communiste français, de la CFDT et de FO (*NDLR*).

(5) *Rouge*, 17 octobre 1977.

(6) Hans Martin Schleyer, dirigeant du patronat allemand, enlevé puis exécuté par la Fraction Armée Rouge (*NDLR*).

(7) Avocat des militants de la Fraction Armée Rouge (*NDLR*).

(8) *Rouge*, 21 octobre 1977.

(9)

A propos de l'enlèvement d'Aldo Moro

Extrait de *Combat communiste* n° 36, 25 avril 1978. Cet article est paru sous le titre « Terrorisme et communisme » mais, pour éviter toute confusion avec le texte suivant qui porte le même titre, nous en avons changé l'énoncé. (Y.C.)

L'enlèvement d'Aldo Moro met une nouvelle fois en lumière l'union sacrée conclue en Italie entre les partis de droite et le Parti communiste italien pour défendre l'ordre bourgeois.

Les politiciens de gauche et de droite versent chacun leur petite larme pour le dirigeant de la Démocratie chrétienne et ne trouvent pas de mots assez durs pour condamner les Brigades rouges. Même des groupes qui s'affirment « révolutionnaires » comme Lotta Continua ont cru bon de joindre leur voix à ce concert unanime. En France, le Parti communiste français n'est pas en reste : les dénonciations des Brigades rouges par *L'Humanité* n'ont rien à envier à celles du *Figaro*. « L'Italie contre les fauves », titrait *L'Humanité* du 19 avril qui se flattait du rôle du Parti communiste italien « au premier rang pour la défense de la démocratie ».

C'est en effet sous prétexte de « défendre la démocratie » que le PCI fait front avec la droite pour condamner l'enlèvement d'un homme qui symbolise la corruption, l'affairisme, le cynisme de la Démocratie chrétienne qui gouverne l'Italie depuis trente-trois ans.

En réalité, la démocratie est la meilleure forme de gouvernement pour la bourgeoisie, mais c'est aussi une forme de gouvernement que ne peuvent se payer que les bourgeoisies riches dans les périodes de relative prospérité. La démocratie suppose en effet que l'ordre social ne soit pas remis en cause par les classes opprimées, que celles-ci acceptent de cantonner leurs revendications dans les limites acceptables par le système. En échange, la bourgeoisie leur accorde quelques miettes et quelques droits. Mais quand la crise frappe le capitalisme, la démocratie devient de moins en moins possible, car la bourgeoisie, pour maintenir sa domination, doit faire payer cette crise aux travailleurs.

Brusquement plongées dans la misère, certaines catégories de travailleurs sont poussées à rendre coup pour coup à la bourgeoisie sans attendre que l'ensemble du prolétariat soit prêt à renverser le régime. La bourgeoisie peut de moins en moins tolérer les quelques « libertés » qu'elle avait jusque-là concédées aux travailleurs et doit s'engager sur la voie de l'État fort et de la répression — processus facilité en Italie par la permanence, de Mussolini à nos jours, de la plupart des lois fascistes et du personnel de l'État.

Face à cette situation, la politique des dirigeants du Parti communiste italien est de s'opposer à ceux des travailleurs et des exploités qui refusent d'attendre patiemment que le capitalisme soit de nouveau dans une phase d'expansion et de prospérité, à justifier la répression qui les frappe et même à participer à cette répression. Ainsi a-t-on vu le Parti communiste italien et les syndicats qui refusent d'organiser des grèves contre l'austérité, lancer une grève générale contre les Brigades rouges, annoncer l'exclusion des syndicats des travailleurs qui refusent de condamner le terrorisme ou même ceux qui rejettent dos à dos l'État bourgeois et les « brigadistes ».

La logique de cette politique conduit d'ailleurs le Parti communiste italien à appuyer des lois qui renforcent encore les pouvoirs de la police et par conséquent représentent un danger pour les droits d'organisation et d'expression dont disposent les travailleurs : il ne fait aucun doute que les lois votées aujourd'hui contre les terroristes seront demain appliquées contre les militants ouvriers, y compris contre les membres du Parti communiste italien...

Le développement de la crise du capitalisme ne peut en effet à terme aboutir qu'à une dictature plus ouverte de la bourgeoisie, sous une forme ou une autre, ou au renversement de l'État capitaliste par la classe ouvrière. En s'opposant à ceux qui se révoltent contre l'ordre capitaliste, le Parti communiste italien favorise le renforcement de la dictature bourgeoise. Malgré tous ses efforts pour concilier les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la bourgeoisie, le Parti communiste italien est impuissant à juguler la lutte de classe qui est une conséquence de la crise et les manifestations de révolte les plus violentes contre le système. La guerre privée que mènent les Brigades rouges contre l'État est certes une voie sans issue car une petite minorité ne peut remplacer l'action consciente de millions de travailleurs. Mais elle est un des symptômes de la crise et de la violence des contradictions du régime capitaliste. La trahison ouverte du Parti communiste italien et l'attitude des groupes d'extrême gauche qui lui emboîtent le pas contribuent d'ailleurs à pousser de jeunes révoltés privés de toute perspective sur la voie du terrorisme. Le capitalisme connaîtra inévitablement bien d'autres affrontements violents avant de s'effondrer sous les coups de la classe ouvrière. Ceux qui condamnent

la violence des opprimés et des révoltés se font les complices de la violence que l'Etat et le patronat exercent quotidiennement contre les travailleurs dans tous les pays du monde.

Face à la campagne de presse qui raconte les plus basses calomnies, les pires mensonges, il nous faut expliquer que, malgré les désaccords profonds qui nous séparent de ces camarades, nous ne marchandérons jamais notre solidarité face à la répression qui les frappe. Nous ne hurlerons jamais avec les loups, car nous n'avons aucune illusion sur les démocrates bourgeois et leurs sentiments humanitaires.

La démocratie bourgeoise que ces messieurs défendent a le hideux visage des mercenaires de l'impérialisme qui aux quatre coins de la planète assassinent les peuples en lutte contre l'exploitation coloniale ; la démocratie bourgeoise a le hideux visage de tous les patrons qui condamnent à mort tous les jours leurs ouvriers qui viennent risquer leur peau dans leurs usines, leurs mines et leurs chantiers ; la démocratie bourgeoise a le hideux visage de tous ces flics tortionnaires, assassins, que partout l'on décore pour leur zèle à faire régner l'ordre patronal.

Alors , quel que soit le sort d'Aldo Moro, que l'on ne compte pas sur nous pour compatir à ses malheurs.

Terrorisme et communisme

Extrait de *Contre le courant* n° 2 (mai 1978), revue éditée par le groupe Combat communiste.

Le développement du terrorisme, avec l'enlèvement et l'exécution du patron des patrons allemands, l'ancien SS Schleyer par le groupe Baader, puis celui d'Aldo Moro par les Brigades rouges a entraîné une campagne hystérique de la bourgeoisie contre « la violence ». Cette campagne a reçu l'appui du Parti communiste italien comme du Parti communiste français qui ont même surenchéri pour démontrer leur bonne volonté à la bourgeoisie. Au nom de la « défense de la démocratie », une véritable Union nationale s'est même réalisée à cette occasion de la droite au Parti communiste français.

Face à une telle situation, quelle doit être l'attitude des révolutionnaires ?

En premier lieu, les révolutionnaires ne condamnent pas le terrorisme pour des raisons « morales ». La bourgeoisie exerce quotidiennement la violence contre les travailleurs, que ce soit sous la forme ouverte de la répression policière, des assassinats, des massacres, de la torture dans les pays de dictature ou contre les peuples qui se révoltent contre l'impérialisme, ou sous la forme « voilée » des conditions de travail et de vie qu'elle impose à la classe ouvrière, des accidents du travail qui tuent un travailleur par heure de travail.

La violence des opprimés, des exploités, des révoltés n'est donc qu'une conséquence du terrorisme patronal et étatique. Non seulement les révolutionnaires ne la condamnent pas, mais ils affirment que la violence sera indispensable pour abattre la société capitaliste.

Ceux qui rejettent la violence pour des raisons « morales » contribuent à désarmer et à endormir les travailleurs et à leur faire accepter le monopole de la violence par les classes dominantes. Si la violence n'est donc pas une fin en soi pour les révolutionnaires, il est important de faire comprendre aux travailleurs, surtout dans les pays de longue tradition de démocratie bourgeoise, que le renversement de la bourgeoisie ne pourra pas se faire sans violence, de combattre leurs illusions pacifistes et démocratiques.

Le terrorisme n'est qu'une des formes de la lutte violente. Dans certaines circonstances, les révolutionnaires peuvent parfaitement être amenés à l'utiliser, dans le cadre d'une guerre civile par exemple.

Si pendant la Commune, un communard s'était introduit à Versailles et avait fait sauter Thiers et son état-major, ou si, pendant la guerre d'Espagne, un militant avait fait sauter Franco, ces gestes auraient pu servir la cause des travailleurs. Dans certaines circonstances, des méthodes de lutte terroriste pourraient être envisagées contre le personnel des prisons pour protéger des militants emprisonnés des mauvais traitements et tortures. La classe ouvrière au pouvoir ne se privera pas non plus d'utiliser éventuellement le terrorisme pour paralyser la classe bourgeoise, lui faire courber la tête, la dissuader de fomenter la contre-révolution. Les bolcheviks ont ainsi été amenés à employer ces méthodes, non par sadisme ou goût de la vengeance contre les bourgeois, mais pour défendre la jeune révolution russe menacée.

Mais le terrorisme, employé par une organisation révolutionnaire, doit s'inscrire dans une tactique et une stratégie générale, il doit être relié à la lutte générale de la classe ouvrière dont il ne peut constituer qu'un aspect. Conçu comme un moyen à lui seul d'abattre l'Etat bourgeois ou comme un moyen de « réveiller » les travailleurs par des coups d'éclat, il ne peut être d'aucune utilité.

Toute l'histoire en atteste, celle d'une fraction des anarchistes du XIX^e siècle, comme celle des populistes russes ou celle plus récente de mouvements de « guérillas urbaines » comme les Tupamaros d'Uruguay. De telles actions ne peuvent qu'aboutir à la défaite et à la destruction des organisations qui les entreprennent. Se lancer dans une guerre privée contre l'Etat bourgeois est un combat perdu d'avance, en dehors de situations où de larges masses de travailleurs sont prêtes à se lancer dans l'action et où l'appareil d'Etat est déjà en voie de désagrégation. Quels que soient leur audace, leur habileté, leur esprit de sacrifice, les organisations comme les Brigades rouges ou la Fraction Armée Rouge ne luttent pas à armes égales contre le gigantesque appareil militaire, bureaucratique et policier qu'elles affrontent. Les moyens considérables dont dispose l'Etat lui

donnent tôt ou tard la victoire. Pour ceux qui se sont engagés dans cette voie sans issue, c'est la mort, la prison et la démoralisation pour les rescapés.

Pour le mouvement ouvrier révolutionnaire, cela représente donc un sacrifice en pure perte d'énergies révolutionnaires de militants dévoués et prêts à tout qui auraient pu être mieux employés.

Pour ces diverses raisons, nous condamnons politiquement et tactiquement l'action menée aujourd'hui par des groupes tels que les Brigades rouges ou la Fraction Armée Rouge. Nous n'en considérons pas moins leurs membres comme des camarades — même s'ils ont choisi une voie que nous jugeons erronée — et nous sommes sans réserve à leurs côtés contre la répression qu'ils subissent. *La libération des militants emprisonnés de ces groupes fait partie de nos mots d'ordre.*

Il en va de même du terrorisme spontané dans lequel peuvent être amenés à se lancer des fractions de jeunes travailleurs ou même de petits-bourgeois déclassés. Plongés brusquement dans la misère par la crise, certains groupes de travailleurs qui ne voient aucune perspective de changement peuvent parfaitement se lancer dans des actions violentes contre des membres des classes dirigeantes, pour exprimer leur haine contre cette société. Des membres d'autres classes sociales — petite-bourgeoisie intellectuelle — peuvent également ressentir profondément cette haine contre la société monstrueuse dans laquelle nous vivons sans être personnellement frappés par la misère.

Il est même inévitable que de tels actes de violence se multiplient avec l'approfondissement de la crise, car il est évident que tous les exploités, les opprimés, tous ceux qui ne peuvent plus supporter le système, ne sont pas prêts à attendre patiemment que l'ensemble de la classe ouvrière soit organisée et prête à agir collectivement pour en découdre avec les exploités.

Cela peut aller du chômeur qui prend son fusil contre l'huissier qui le menace de saisie au saccage de magasins de luxe par des « loubards », à l'émeute dirigée contre les quartiers riches. Il est quasiment impossible, dans certaines circonstances, de distinguer l'acte de violence individuel de la violence collective. Ces actions de violence et de révolte spontanées peuvent rejoindre la forme du terrorisme politique organisé que nous évoquions précédemment quand des groupes de révoltés s'organisent pour porter des coups plus efficaces aux membres de la bourgeoisie.

C'est le cas par exemple, à une toute petite échelle, des jeunes qui se sont organisés pour donner une raclée au service d'ordre musclé des concerts Pop « KCP » après l'assassinat de Lucien Meillon. Il est évident que de telles formes d'action violente, spontanées ou organisées, ne peuvent porter de coups sérieux à la bourgeoisie. Mais il ne faut pas oublier qu'elles accompagnent inévitablement tout mouvement révolutionnaire et toute période de crise.

De toute façon, même s'ils ne préconisent pas ces actions, les révolutionnaires communistes choisissent leur camp : ils sont résolument du côté des exploités qui s'y trouvent réduits.

Quelle attitude aujourd'hui ?

Une fois affirmées ces positions de principe, quelle doit être concrètement l'attitude des révolutionnaires ? Indiscutablement, ils doivent combattre politiquement les tenants de la théorie de l'« acte exemplaire » qui va réveiller les travailleurs. Ils doivent expliquer que seule l'action collective et consciente de l'ensemble de la classe ouvrière permettra d'abattre le capitalisme, qu'un petit groupe isolé ne peut prendre en charge la lutte d'émancipation du prolétariat en s'engageant dans la lutte armée contre l'Etat bourgeois. Nous devons combattre politiquement ceux qui préconisent actuellement le terrorisme comme méthode de lutte.

Notons cependant qu'en France le problème ne se pose pas aujourd'hui, car il n'existe pas de courant politique significatif qui préconise l'action terroriste...

Mais nous devons surtout faire face à la vague de propagande bourgeoise et stalinienne et en prendre le contre-pied : nous ne devons pas faire de concessions aux préjugés des travailleurs entretenus par le bourrage de crânes de la bourgeoisie. C'est-à-dire que l'essentiel de notre propagande doit aujourd'hui être dirigée contre la bourgeoisie et son appareil d'Etat, leur hypocrisie et leur cynisme. Nous devons affirmer notre solidarité avec les militants des groupes, même si nous les combattons politiquement.

Cette contre-propagande est d'autant plus importante que ce ne sont pas seulement les groupes terroristes que vise la mobilisation de la propagande bourgeoise, mais toutes les formes de lutte violente contre l'ordre établi. La bourgeoisie cherche à contraindre à cette occasion toutes les organisations à désavouer la violence, à s'engager à respecter les institutions, la légalité bourgeoise. Il s'agit d'une préparation contre les actions violentes que la crise entraînera les travailleurs à

utiliser : autodéfense des entreprises occupées, séquestration de patrons, occupation de bâtiments publics, etc.

La capitulation des groupes d'extrême gauche

Or nous assistons, face à cette situation, à une véritable capitulation des groupes d'extrême gauche. Ainsi LO dirige pratiquement toute sa propagande contre les Brigades rouges comme elle l'a dirigée contre la Fraction Armée Rouge.

Dans le numéro 16 de la *Lutte de classe* (son organe théorique) LO a certes écrit en janvier 1974 que « face aux tenants de l'ordre bourgeois (...) nous sommes évidemment du côté des opprimés. Même quand ils se trompent. Même quand leurs gestes peuvent avoir des conséquences négatives pour la classe ouvrière. »

Mais cette belle position de principe sera réservée aux lecteurs de la *Lutte de classe* : les travailleurs et les sympathisants de LO qui lisent son hebdomadaire ou ses bulletins d'entreprise ne connaîtront, eux, que la condamnation des Brigades rouges.

Si nous prenons par exemple *Lutte ouvrière* n° 417 du 29 avril 1978 (le dernier paru au moment où nous écrivons), une demi-page est consacrée aux Brigades rouges. Du titre (« Une politique néfaste pour les travailleurs ») à la conclusion, l'article entier est consacré à dénoncer les Brigades rouges dont la politique ferait le jeu de la bourgeoisie. Il n'y a pas un mot pour affirmer la solidarité avec les militants emprisonnés et exiger leur libération. LO ne renvoie même pas dos à dos les Brigades rouges et l'Etat, comme elle l'a fait à certaines occasions pour le groupe Baader, elle porte tous ses coups du même côté. La solidarité de principe est donc réservée aux initiés et elle ne viendra pas heurter les préjugés des travailleurs.

Une telle attitude fait de la propagande de LO sur cette question la force d'appoint et la caution de celle du Parti communiste français. Car mis à part les crapuleries du PCF et ses insinuations sur la manipulation des Brigades rouges, LO mène campagne sur le même thème : la violence des Brigades rouges donne un prétexte à la bourgeoisie pour renforcer son appareil d'Etat et ses lois répressives.

LO écrit même : « Le résultat de l'action des Brigades rouges est de rendre plus difficile en Italie les luttes de la classe ouvrière face à l'Etat qui se pare, au nom de la lutte contre le terrorisme, d'une nouvelle légitimité. »

Ces arguments sont en fait de même nature que tous ceux des démocrates et des libéraux qui disent : « Il ne faut pas lutter car cela amènera l'Etat à devenir très méchant et à supprimer toutes les libertés dont nous disposons » ou des dirigeants syndicaux qui affirment au cours d'une grève : « Il ne faut pas organiser de piquets car cela va entraîner l'intervention de la police. » On pourrait dire également qu'il ne fallait pas faire Mai 68 car depuis la police a augmenté ses effectifs, amélioré son matériel et son entraînement...

Car en effet, toute lutte, toute révolte, contre la classe dominante entraîne celle-ci à renforcer son appareil répressif. Dans une situation de crise comme celle que connaît l'Italie, la bourgeoisie sait de toute façon qu'elle devra affronter des luttes ouvrières et qu'elle doit renforcer son arsenal répressif. Elle n'a pour cela besoin d'aucun prétexte et, même si des prétextes étaient nécessaires, elle saurait les fabriquer !

Bien sûr, il est souhaitable pour la classe ouvrière de n'engager un combat décisif que dans les meilleures conditions et de ne pas gaspiller de forces prématurément. Mais il ne dépend pas de la volonté des révolutionnaires que des groupes minoritaires s'engagent sans attendre dans la révolte. Il est donc parfaitement stupide de leur faire porter la responsabilité de l'accentuation de la répression.

LO ne va pas bien sûr jusqu'à dire, comme les bourgeois libéraux, que les Brigades rouges mettent en danger la démocratie, mais sa campagne va rigoureusement dans le même sens. Une telle attitude est particulièrement grave car elle contribue à faciliter le gigantesque bourrage de crânes de la bourgeoisie qui n'est ainsi troublé par aucune fausse note. Cette attitude ne peut s'expliquer que par le souci de respectabilité qui coïncide avec l'investissement massif de LO dans la campagne électorale, avec la réussite de LO à s'exprimer un peu plus souvent dans la grande presse, à la télévision, etc.

Cet abandon de positions de principe importantes va de pair avec la volonté de LO de regrouper le maximum de voix sur ses candidats sur les positions les plus floues. Il est évident qu'une déclaration de solidarité avec les militants des BR ou de la Fraction Armée Rouge emprisonnés

fermerait bien des portes et aurait fait perdre bien des sympathies... Et les positions de LO sur le terrorisme sont aussi significatives de toute une évolution droitière de LO (1).

1. Il est à cet égard significatif que LO soit le seul groupe révolutionnaire français à avoir publié un communiqué de presse dénonçant l'enlèvement du baron Empain, alors qu'il était impossible à l'époque de savoir s'il s'agissait d'un acte politique ou criminel, et que de toute façon il y a bien d'autres événements plus importants pour la classe ouvrière que LO ne prend pas la peine de dénoncer dans des communiqués de presse.

Le terrorisme et les révolutionnaires

(*Combat communiste* n°37, 25 mai 1978)

Les révolutionnaires se trouvent aujourd'hui confrontés en Europe occidentale au problème du terrorisme. Si l'utilisation du terrorisme par des organisations nationalistes n'a pratiquement jamais cessé dans les pays coloniaux et s'est parfois prolongée dans les métropoles comme à l'époque de la guerre d'Algérie, il faut remonter plusieurs dizaines d'années en arrière pour retrouver des actes terroristes exercés dans les grands États capitalistes contre des membres de la bourgeoisie et de l'appareil d'État par des organisations se réclamant — plus ou moins confusément — de la classe ouvrière et du socialisme.

La position des révolutionnaires est évidemment beaucoup plus difficile dans la mesure où ces actions sont effectuées, non plus à des milliers de kilomètres, mais dans leur propre pays ou dans les États immédiatement voisins. La bourgeoisie met en effet en marche sa gigantesque machine de bourrage de crânes et reçoit le soutien empressé des staliniens, réformistes et libéraux.

Dans une situation où de tels actes sont, sinon condamnés du moins incompris par la majeure partie de la classe ouvrière ou laissent indifférente, les révolutionnaires doivent-ils hurler avec les loups, doivent-ils s'indigner avec autant de vigueur que la presse bourgeoise et stalinienne pour démontrer qu'ils n'ont rien à voir avec les terroristes ?

C'est ce qu'a fait la majeure partie de l'extrême gauche (et notamment les groupes qui se rattachent à la Quatrième Internationale) en Allemagne et en Italie. C'est aussi ce qu'ont fait en France la LCR, Lutte ouvrière et l'OCI.

Ainsi LO n'a pas hésité à écrire dans son éditorial du 13 mai 1978 que l'exécution d'Aldo Moro soulève «l'horreur et l'indignation des travailleurs».

LO se contente de cette condamnation morale et espère sans doute ne pas heurter le public dont elle a pu gagner la sympathie grâce à sa campagne électorale opportuniste et démagogique.

De son côté, la LCR vient de consacrer au terrorisme — numéros 648 à 651 de *Rouge* — une série d'articles théoriques. La LCR établit une distinction entre les terroristes «infantiles» (ceux des débuts du mouvement ouvrier) et les terroristes «séniles», ceux que nous connaissons aujourd'hui.

Seuls les premiers seraient des «camarades dans l'erreur», les seconds ne méritant pas notre solidarité contre la répression de l'État. Grâce à cette «subtile» distinction, la LCR peut se permettre de rappeler les positions de principe de la Troisième Internationale qui, tout en condamnant politiquement et tactiquement leur action, apportait sa solidarité à des terroristes emprisonnés et les confiait même «à la protection du prolétariat» (cité par *Rouge*).

La LCR n'est nullement gênée de refuser sa solidarité aux militants des Brigades rouges et de la Fraction Armée rouge puisqu'il ne s'agit que de «terroristes séniles»...

Cela n'empêche pas la même série d'articles de faire l'apologie du terrorisme nationaliste et de la Résistance française : le terrorisme serait une méthode légitime quand on a affaire à un «occupant» (*sic*) ou à un régime dictatorial. Il serait hautement condamnable quand il s'attaque à des démocrates bourgeois. *Rouge* affirme même que le terrorisme de la Résistance est d'autant plus positif qu'il a débouché sur la violence des masses en 1944-1945 !

Ce terrorisme a en effet débouché sur la poursuite de la guerre impérialiste après la chute du régime de Vichy et la continuation de la boucherie entre prolétaires français et allemands. Car le but ne se sépara pas des méthodes : les attentats organisés par les résistants gaullistes et staliniens contre l'armée allemande ne visaient pas à frapper une classe, mais un ennemi indifférencié : le «boche» («A chacun son boche», titrait *L'Humanité* en 1944) et les SS, officiers nazis, n'étaient pas distingués des ouvriers sous l'uniforme. Ces actions étaient un aspect de la guerre impérialiste.

Nous voyons donc que si la LCR fait l'éloge du terrorisme nationaliste de la Résistance (dont la quasi-totalité de la bourgeoisie fait l'apologie aujourd'hui), elle capitule aussi devant l'opinion démocratique en refusant sa solidarité à des camarades, dont l'action est sans doute totalement inefficace, mais qui ne s'attaquent qu'à des membres de la bourgeoisie et à des symboles de l'État bourgeois.

Cette capitulation obéit à un souci de respectabilité qui est étranger aux principes révolutionnaires.

Le rôle des révolutionnaires est aujourd'hui d'aller à contre-courant de la campagne de bourrage de crânes de la bourgeoisie et d'affirmer sans relâche que le véritable terrorisme est celui de l'État et du patronat. Si nous devons expliquer qu'on n'abat pas la bourgeoisie en exécutant un par un ses représentants qui trouveront toujours des successeurs et qu'une minorité armée ne peut remplacer la classe ouvrière, ces actes ne nous indignent pas. Nous réservons notre indignation aux dizaines de milliers d'ouvriers victimes des accidents du travail dus à la course au profit, aux travailleurs qui tombent en ce moment sous les balles des mercenaires du shah d'Iran, aux populations victimes des bombardements terroristes de l'armée française en Afrique.

Pour nous la mort d'un Moro n'est rien de plus — selon la formule de Lénine à propos de l'attentat qui coûta la vie au roi du Portugal au début du siècle — qu'un accident du travail d'un homme d'État bourgeois.

La mise en scène grotesque des Brigades rouges, le simulacre de «tribunal du peuple» n'ont certes rien à voir avec les méthodes des communistes révolutionnaires. Mais, même s'ils se trompent et si leurs actes peuvent être nuisibles à notre cause, nous sommes, face à la répression, solidaires de ceux qui, au péril de leur vie, ont pris les armes par haine de la bourgeoisie, de son système, de ses politiciens et de ses flics.

C'est d'ailleurs en affirmant clairement et hautement cette solidarité que nous pourrons espérer détourner de la voie sans issue du terrorisme individuel les travailleurs révoltés, les désespérés qui sont tentés de s'y engager. Les révolutionnaires doivent d'autant moins jeter la pierre qu'ils portent une part de responsabilité dans leur désespoir en s'étant jusqu'à présent montrés incapables de fournir une solution alternative à ces révoltés.

La logique d'une politique

A propos de l'exécution d'un responsable du Parti communiste italien par les Brigades rouges
(*Combat communiste* n° 44, 20 février 1979)

Un responsable syndical, membre du Parti communiste italien, a été assassiné en janvier 1979 à Gênes et il semble que les Brigades rouges aient revendiqué cet attentat. Ce syndicaliste, qui était un fonctionnaire permanent du Conseil d'entreprise et non un ouvrier comme cela a pu être dit, avait en effet dénoncé à la police un travailleur sympathisant des Brigades rouges qui distribuait des tracts clandestinement. Il avait ensuite témoigné contre lui à son procès et celui-ci avait écopé de quatre ans de prison.

À cette occasion, le Parti communiste italien s'est efforcé de mobiliser les travailleurs pour protester contre cet attentat avec beaucoup plus d'énergie qu'il ne le fait quand des militants ouvriers tombent sous les balles de l'extrême droite ou de la police (ce qui arrive régulièrement en Italie). Il nous est difficile de dire dans quelle mesure les débrayages et les manifestations qui ont suivi ont correspondu à une véritable émotion dans la classe ouvrière. L'ensemble de la presse (de droite et de gauche) et la radio avaient en effet battu le rappel et le président de la République était venu en personne à l'enterrement du syndicaliste.

Ce qui est certain c'est que cette affaire est l'aboutissement logique de la politique du Parti communiste italien comme de celle des Brigades rouges. Le Parti communiste italien, depuis son entrée dans la majorité, est le plus farouche défenseur de l'État bourgeois au nom de la «défense de la démocratie». Il s'oppose violemment à tous ceux qui le combattent ou le contestent et se fait l'auxiliaire du patronat et de la police. Il appelle ainsi ses militants à dénoncer, non seulement les terroristes, mais les militants d'extrême gauche, ceux qui refusent sa politique d'austérité, auxquels il s'efforce de les amalgamer.

Ceux qui acceptent de jouer ce jeu (quelles que soient par ailleurs leurs intentions subjectives ou leurs illusions) deviennent ainsi ni plus ni moins des mouchards de police. Il est inévitable qu'ils soient amenés à en subir les conséquences. Car la logique d'un groupe qui se lance dans l'action armée, comme les Brigades rouges, est aussi de se défendre par tous les moyens contre la répression et la délation. Exécuter ou intimider les mouchards est une méthode d'autodéfense qu'ont employée et emploient la quasi-totalité des mouvements de guérilla ou de «résistance armée»...

Les Brigades rouges se livrent à une guerre privée contre l'État bourgeois et ses représentants, en dehors de tous liens, de tout contrôle des travailleurs et sans se préoccuper des conséquences de leur politique au sein de la classe ouvrière — ou sans les voir. Le propre des organisations de ce type est en effet de penser qu'une minorité armée et décidée peut se substituer à la classe ouvrière pour abattre le système capitaliste ou du moins «réveiller» le prolétariat grâce à des actions d'éclat. La logique de cette politique amène les Brigades rouges à employer la violence, non plus seulement contre des personnalités de l'État bourgeois, mais contre un membre du Parti communiste italien. Celui-ci, même s'il a joué le rôle objectif d'un agent de la bourgeoisie en mouchardant son collègue, continuait sans doute à apparaître aux yeux d'une partie des travailleurs comme leur «représentant». Pour cette raison, un tel acte risque de creuser le fossé entre les travailleurs qui ont une certaine sympathie — ou au moins comprennent sans l'approuver — la politique des Brigades rouges et ceux qui font encore au moins en partie confiance au Parti communiste italien. Ceux-ci vont encore plus qu'auparavant considérer les Brigades rouges comme des ennemis de la classe ouvrière, voire des fascistes et, par voie de conséquence, mettre dans le même sac ceux qui refusent de les condamner.

Comment les Brigades rouges vont-elles évoluer ?

Plus grave encore, certaines déclarations et certains communiqués après l'exécution d'un juge «libéral» laissent penser que les Brigades rouges s'apprêteraient à choisir comme cible non plus les représentants les plus caractéristiques de l'État bourgeois, ceux qui symbolisent la répression et l'autoritarisme et sont haïs des travailleurs, mais des hauts fonctionnaires libéraux ou réformistes

dans la mesure où ceux-ci, en rehaussant l'image de l'État, sont les défenseurs les plus dangereux de la bourgeoisie...

Rien n'indique que les Brigades rouges vont effectivement s'engager dans cette voie, mais ce ne serait pas la première fois qu'un groupe de militants engagés dans une lutte armée sans liens sociaux, enfermés dans leur propre système, dériveraient pour en arriver à une politique, des actes et des méthodes non plus seulement erronés, mais complètement absurdes. On se souvient ainsi de la dégénérescence de la Fraction Armée Rouge du Japon dont les membres en arrivèrent à s'entretuer...

Ce n'est pas pour autant que nous hurlerons contre eux avec les loups. Nous ne devons en effet pas oublier que si des jeunes révoltés et prêts à tout s'engagent ainsi dans des voies sans issue, c'est avant tout parce que la crise du capitalisme les y pousse, et parce que le passage au service de l'ordre bourgeois des grandes organisations dites «ouvrières» n'offre aucune perspective à leur révolte et les accule à des actes désespérés.

Primo maggio n° 2, printemps 1984

Paolo Bertella Farnetti et Primo Moroni

Collectif autonome de la Barona : Éléments pour une histoire impossible

(Cet article a déjà été traduit en français et édité par le bulletin *Les mauvais jours finiront* en octobre 1987.)

Nous avons voulu écrire une histoire « impossible ». Impossible parce que ses racines recoupent des procédures judiciaires encore ouvertes. Parce que les journaux, les magistrats, la DIGOS ⁽¹⁾ et les « repentis » en ont raconté et déformé les aspects qui les servaient. Parce que de nombreux camarades l'ont ignorée ou refoulée, ou encore un peu vite classée, sous le sceau d'un jugement sommaire. Parce que les trajectoires personnelles, collectives et politiques se mêlent de façon inextricable sur un terrain pollué par les délations, les réticences et l'autocensure.

C'est donc notre version, fondée sur des documents, des extraits de presse, des témoignages directs. Elle a été élaborée avec la volonté de raconter **nous-mêmes**, par fragments et approximations successives, l'histoire de ces dernières années.

Le quartier de la Barona se trouve dans la banlieue sud de Milan, dans un grand triangle formé par le Naviglio di Abbiategrasso et le Naviglio Pavese di Pavia. Comme d'autres quartiers (San Cristoforo, Moncucco, Boffalora, Conca-Fallata-Gratosoglio-Chiesa Rossa), il tire son nom des grandes zones agricoles qui composaient le territoire de ce que l'on appelait les Corpi Santi, à l'extérieur des murailles espagnoles.

Un temps communes, elles furent englobées dans le grand Milan par l'administration fasciste, qui mit sur pied dans ces zones un programme de construction de logements populaires : entre 1931 et 1938, l'Istituto Case Popolari construisit justement les premiers aménagements collectifs à la Barona, en les ajoutant à ceux construits au cours des années 20 dans les zones de Stadera et Naviglio Pavese. Dans les années 50, ce fut le tour de San Cristoforo, à nouveau de la Barona, et de via Conchetta et via Torricelli. Enfin, dans les années 60, parallèlement à la grande immigration interne, on construisit à partir de rien Chiesa Rossa, Gratosoglio Nord, Sud et Torri, San Ambrogio I et II, Lodovico il Moro (Negrelli). Beaucoup de ces constructions sont de l'IACP (un équivalent de l'Office des HLM, *NdT*) et cela explique la formation d'une vaste zone à caractère prolétaire et populaire.

Le sommet de ce triangle entre les deux canaux (Navigli) est représenté par la darse de Porta Ticinese, ce qui définit une relation complexe d'échanges humains et politiques entre les deux zones, si bien que dans la « géographie politique » milanaise, la zone sud a toujours été considérée comme un prolongement logique de la capacité de production politique du quartier Ticinese-Genova, qui a été sans doute le quartier rassemblant le plus de sièges politiques ⁽²⁾ du « mouvement » urbain.

Le CAAB (Collectif autonome antifasciste Barona) naît en novembre 1974, à l'initiative de Fabio (quinze ans) et d'Umberto (14 ans), amis de toujours. En peu de mois, d'autres

amis les rejoignent, surtout des camarades de collège de Fabio, tels que Sante, Bob, Ivano, Fabrizio, Marco, Tonino : « On se retrouvait dans un *scantinato* [local peu salubre en sous-sol, *NdT*], dans un café, ou même dans la rue et on parlait de nous-mêmes, et de ce que nous réservait l'avenir, c'était le temps du Collectif autonome antifasciste de la Barona, un groupuscule de gars qui, sans chercher le moindre appui, ni s'aligner sur les positions de partis ou de mouvements politiques existants, voulaient essayer de construire politiquement quelque chose de neuf dans le quartier. (Nous étions nés tout seuls et nous voulions tout faire nous-mêmes.) » ⁽³⁾

Le passage à l'engagement politique de ce qui était un groupe ou une bande de quartier eut lieu peu à peu, et presque naturellement. Au début, le groupe se retrouvait Piazza Miani, autour d'un banc. Quelques-uns ne venaient que pour la passion du basket, ou pour organiser des fêtes, mais on parlait aussi des manifestations ou des problèmes du quartier-ghetto, sans terrain de jeu ni gymnase, sans espaces associatifs pour les jeunes. Le temps passant, l'amitié se mêla des besoins, de la culture et de la marginalité prolétarienne. Il y avait le désir d'organiser quelque chose qui donnât un sens à la vie quotidienne. Puis se produisit la rencontre, à l'école secondaire, avec les enfants des occupants de viale Famagosta⁽⁴⁾, un des premiers mouvements de squatters à Milan. Quelques-uns commencèrent à dessiner avec leur plume des poings fermés sur les bancs de l'école, puis continuèrent en couvrant les murs du quartier avec des graffiti connus par « oui-dire » en les signant M.S. ou A.O. [Movimento Studentesco, Avanguardia Operaia, groupes gauchistes de l'époque, *NdT*⁽⁵⁾], avant même de savoir ce que signifiaient ces sigles.

Puis il y eut des contacts personnels avec les extraparlamentaires⁽⁶⁾ qui cherchaient à s'implanter dans les quartiers et une croissance par affinité culturelle avec les modèles de la culture du mythique 68, qui passait aussi par l'expérience scolaire, selon un trajet qui rassemblait la plus grande partie des Collectifs de jeunes des quartiers prolétaires de la couronne de Milan. En ce qui concerne la zone sud de Milan, les Collectifs s'étendirent dans tous les quartiers à tradition ouvrière et prolétaire, comme Rozzano, Gratosoglio, Piazza Abbiategrasso, Conchetta al Ticinese, Barona, San Ambrogio, Tessera, Giambellino, Baggio, Quartiere Olmi, en convergeant ensuite avec ceux de quartiers situés plus au nord, tels que Pero, Limbiate, Cinisello, pour s'agréger enfin à la vaste zone de Crescenzago, Padova, où agissaient les Collectifs des quartiers de Loreto, Leoncavallo, Lambrate, Ortica, Segrate. On parlait presque toujours de thèmes abstraits comme l'antifascisme, la Chine, le Viêtnam et l'anti-impérialisme, mais de par leur position dans la vie courante et dans la mémoire du quartier, les Collectifs passèrent rapidement à des thèmes concrets de classe : la lutte pour le logements et les occupations, les auto-réductions, la lutte contre le travail au noir, le lien école-travail.

C'était par ces thèmes concrets, par l'enquête sur le quartier, qu'apparaissait l'engagement politique du Collectif, décidé dès le début à maintenir un contrôle sur ses propres actions, et son propre territoire, conformément à son identité et à son homogénéité de bande de camarades et d'amis. De ce fait, le Collectif se définissait avant tout comme « autonome », sans aucune référence à cette autonomie ouvrière qui à la même époque s'exprimait dans le journal *Rosso* [après 1975, journal fait par des gens très proches de Toni Negri⁽⁷⁾, *NdT*], et était encore inconnue à la Barona. Dans l'autre définition que se donnait le groupe, « antifasciste », il y avait aussi bien un écho de la culture du mouvement de ces années, où tout était antifasciste (c'était aussi l'époque des affrontements physiques contre ceux de San Babila), qu'une nouvelle interprétation de l'objectif typique d'une bande de quartier : « surveiller » sa zone avec une vigilance antifasciste, essayer d'atteindre une hégémonie politique sur un espace où les initiatives externes ne pourraient avoir lieu, ou en tout cas ne seraient pas tolérées.

Le Collectif ne s'identifiait pas avec tout le groupe des amis de la Barona : quand il acquit en 1975 une physionomie plus précise, il était composé d'une dizaine de militants très

actifs, capables d'entraîner selon l'initiative envisagée, vingt ou trente autres gars qui constituaient ou fréquentaient le groupe. C'est au cours de cette année que le CAAB trouva un siège provisoire dans le *scantinato* d'un fleuriste et commença ses premières interventions à propos des occupations du viale Famagosta : les premiers tracts furent faits à la main et collés au Vivanil. Une des premières sorties « officielles » eut lieu au Fabbrikone⁽⁸⁾, un vieil édifice occupé dans le quartier de Genova, où ils se firent remarquer par leur uniforme : veste militaire, chemise d'aviateur, chaussures « rangers » et béret basque avec l'étoile rouge. Si cet uniforme s'inspirait de l'iconographie du Che Guevara et de la guérilla sud-américaine, leurs lectures préférées étaient surtout de provenance nord-américaine : *Prairie en flamme* des Weathermen⁽⁹⁾, *l'Autobiographie* de Malcolm X, *Devant mes yeux la mort* de George Jackson⁽¹⁰⁾, l'histoire et les écrits des Black Panthers (Panthères noires)⁽¹¹⁾; les classiques du marxisme et des épigones restaient ennuyeux et lointains. Les films les plus admirés et les plus discutés étaient ceux de Costa-Gavras comme *Z* et *Etat de siège*.

Dès que le quartier commença à se rendre compte de la présence du Collectif, l'attitude de la section locale du Parti communiste italien fut hostile : au fil des ans, le petit journal communiste du quartier, *La Sedicesima* (La Seizième), ne manqua jamais d'attaquer les jeunes autonomes, même si les rapports personnels n'allèrent jamais jusqu'à l'affrontement physique. Cette attitude fut d'ailleurs généreusement rendue par le Collectif, non seulement par suite de la culture antirévissionniste⁽¹²⁾ diffuse qui imprégnait le mouvement mais aussi à cause de l'apparition de jugements opposés sur l'échec de l'expérience d'Allende au Chili, qui amena le PCI à élaborer la stratégie du « compromis historique »⁽¹³⁾.

Même le rapport avec les groupes extraparlimentaires se présenta d'emblée comme conflictuel. Traités de « blancs-becs » par les militants des groupuscules du fait de leur jeune âge et de leur inexpérience, ils furent cependant contraints de fréquenter leurs organisations afin d'en utiliser les moyens techniques, comme par exemple la ronéo pour la production quasi quotidienne de tracts. Tous issus de familles prolétaires, les jeunes autonomes souffraient d'une carence chronique d'argent et de moyens dans leur activité ; c'est pourquoi ils s'amusaient à s'identifier avec les héros de la bande dessinée populaire de Max Bunker, Alan Ford et de l'agence TNT ; une bande de va-nu-pieds qui remédiaient à l'absence de fonds et de moyens par le volontarisme et des miracles d'inventivité. Bob était Grunf, l'auteur des « miracles techniques », Ivano Alan Ford, Fabio la Cariatide, et ainsi de suite.

Les contacts avec les groupes amenèrent des tentatives de recrutement qui devinrent habituelles dans l'histoire du Collectif. Le Movimento Studentesco fut la première organisation à courtiser les autonomes de la Barona. Ils organisèrent ensemble des réunions et des rondes antifascistes dans le quartier, et discutèrent de l'antifascisme et de thèmes tels que « L'Italie hors de l'OTAN ». Le CAAB se lassa vite de ces rapports. Des problèmes tels que celui de l'OTAN ou du Front populaire étaient trop éloignés et n'avaient pas de conséquences sur le quartier. Les membres du Collectif se sentaient étrangers à la logique d'organisation des hiérarchies, des dirigeants et des cadres.

Ils s'amusaient davantage avec l'auto-réduction du cinéma ou l'organisation de fêtes différentes, « prolétaires », dans leur quartier. Ils menèrent une grande campagne contre l'ATM [l'Association des Transports Milanais, l'équivalent de la RATP à Paris, *NdT*] pour obtenir de meilleures liaisons avec le centre de la ville et contre l'augmentation du prix des billets. Ils couvraient de graffitis les transports publics, montaient sur les véhicules avec le mégaphone pour faire leur propagande. Leur présence dans le quartier s'accrut et, en septembre 1976, ils produisirent un petit journal ronéoté, *Revolucion*, un peu pour le « frisson » de voir leurs idées couchées sur le papier, et un peu pour se mettre à l'épreuve : ils affirmaient vouloir démontrer « que des gars, même non intellectualistes (heureusement), peuvent prendre des initiatives de n'importe quel type... !!!! ».

Dans ce premier numéro, les points forts sont constitués par un article sur le problème du logement dans le quartier-ghetto et une reconstruction graphique des heurts de via Mancini, qui s'étaient terminés par la mort de Zibecchi, écrasé par une estafette des carabinieri. Le slogan final est « contre l'Etat de la violence, maintenant et toujours, résistance ». De façon imprévue, le journal ronéoté distribué au kiosque de via Santa Rita se vendit complètement et cela les poussa à continuer l'expérience avec le quartier, d'une manière qui ne fût plus personnelle et hâtive.

Le Collectif, devenu simplement CAB (Collettivo Autonomo Barona) publia deux autres numéros. Celui d'octobre/novembre contient des analyses du quartier, « Atmosphère typiquement américaine (quartier nègre) », des sujets existentiels, une « CAB story », un portrait-robot de l'ennemi des masses communistes ; « il ne s'agit pas seulement du petit fasciste (*fascistello*) de San Babila, du bureaucrate DC [démocrate-chrétien], du curé réactionnaire, mais aussi de celui qui, tout en se disant communiste, trahit les intérêts de la classe ouvrière », et des sujets de politique internationale. Ils concluent en remarquant : « Avec ce deuxième numéro nous avons essayé d'éliminer les erreurs et les éventuelles naïvetés qui caractérisaient le premier numéro (nous espérons y être parvenus) ». Mais dans le numéro de décembre, ils éprouvèrent le besoin de préciser : « Ce journal est écrit par des camarades adolescents », et conclurent sur le slogan : « Notre lutte grandit de quartier en quartier, nous sommes les Peaux-Rouges de la Barona. »

Le journal parut comme supplément de *Katu-Flash (Vogliamo Tutto)*, (Nous voulons tout) : les relations avec les camarades organisant cette expérience aidèrent les membres du CAB à se « déniaiser » pour ce qui était du langage et de l'engagement politique et les firent entrer en contact avec *Rosso*. Ils acceptèrent de vendre cette publication sur leur quartier, mais c'était pour eux surtout un moyen d'entrer en contact avec les gens. Ils ne réussirent jamais à lire plus de deux articles par numéro et les trouvèrent trop difficiles. Même la tentative de lire collectivement *Prolétaires et Etat* de Toni Negri s'arrêta à la première page et le livre disparut, probablement brûlé dans le poêle.

Quand *Vogliamo Tutto* fusionna avec *Rosso*, les membres du Collectif n'approuvèrent pas cette opération et s'en tinrent à distance. Mais si la trajectoire du Collectif, avec une histoire analogue à celle de tant d'autres micro-organes autonomes, s'est tout de même déroulée « dans, hors, aux marges de l'aire de l'autonomie organisée », le rapport d'échange et de non-subordination demeura avec les grandes organisations comme celle qui se référait à *Rosso*. En revanche, la possibilité de relations avec des groupes tels que Avanguardia Operaia ou Il Movimento Studentesco disparut. Le CAB et d'autres Collectifs (San Ambrogio, via Teramo, « Fornace », piazza Negrelli) avaient pourtant occupé avec elles la Cascina Boffalora pour en faire un centre commun : le contraste entre le dirigisme des groupes et l'autonomie des Collectifs avait vite fait échouer cette expérience. Dès lors, le rapport entre les deux parties fut presque toujours conflictuel, et même souvent caractérisé par l'affrontement physique.

L'ouverture sur le quartier porta ses fruits et les gens suivirent avec sympathie les initiatives du CAB, désormais reconnu à la Barona. Avec « l'enquête de masse », ils intervinrent sur des problèmes du quartier, tels que l'exploitation, la vie chère, le logement, l'héroïne, le travail au noir. Sur ces points, les membres du Collectif formèrent des commissions d'intervention. Ils organisèrent de fréquentes expositions photographiques devant le supermarché de viale Famagosta, à propos de l'ATM et de l'hôpital San Paolo, une structure fantôme qui aurait pu, si elle avait fonctionné à plein régime, assurer une très bonne assistance sanitaire et fournir des occasions de travail pour les habitants de la Barona. Ils collaborèrent avec le groupe anarchiste de via Conchetta là-dessus.

Contre le travail au noir, le CAB organisa des rondes prolétaires tous les samedis : à une trentaine, avec des banderoles et des tracts, ils entraient dans les petites usines de la zone et invitaient les ouvriers à suspendre le travail au noir, à ne pas faire d'heures

supplémentaires. L'intervention réussissait parfois, les ouvriers écoutant et discutant, et il y eut même des cas où des ouvriers furent embauchés régulièrement. Si cela était possible dans les petites usines où travaillaient plus de dix ouvriers, l'intervention était plus problématique dans celles qui comptaient moins d'employés, souvent liés au patron par la parenté. Il était impossible d'intervenir contre le travail au noir qui se faisait au foyer, comme dans le cas des ménagères qui fabriquent des jouets pour quelques lires par pièce. Ils écrivaient sur les murs des graffiti dénonçant les patrons profitant du travail au noir : ils étaient chaque jour effacés et ponctuellement réécrits. L'intervention sur le territoire, en trois années, était devenue capillaire et quasi quotidienne : « Travailler sur le territoire pour la recomposition prolétarienne sur des bases révolutionnaires, cela n'a rien de facile : c'est un projet de longue haleine qui chemine entre mille difficultés de toute sorte, mais que nous avons fait nôtre depuis toujours, en débarrassant le terrain de toute ambiguïté démocratiste. Rompre la tranquillité sociale dans le territoire signifie intervenir globalement, même dans des situations ou sur des thèmes spécifiques, qui nous étaient inconnus ou que nous avions sous-évalués, en recommençant souvent tout, parfois de zéro, sur tous les aspects de la quotidienneté métropolitaine pour matérialiser collectivement les besoins prolétariens, utiliser l'enquête de masse comme donnée de départ, construire un rapport continu avec les habitants pour ne pas se marginaliser vis-à-vis des marginaux »⁽¹⁴⁾.

Le quartier s'était désormais habitué à la présence du CAB, aux expositions photographiques, aux cortèges, aux tracts laissés dans les boîtes aux lettres, aux interventions au « conseil de zone », ainsi qu'à la distribution des journaux. Le vrai journal du Collectif était constitué par les inscriptions murales qui tapissaient les murs du quartier, et qui étaient accompagnées par une germination spontanée de messages d'inconnus signant CAB. Même les commerçants collaboraient de bon gré aux collectes de fond qui alimentaient les maigres finances du Collectif.

On vit s'élargir encore les contacts avec les structures autonomes limitrophes, telles que celles de Chiesa Rossa, Gratosoglio et Zona Sud ; les rapports avec le « cercles des jeunes » de San Ambrogio étaient excellents ; ils agissaient souvent ensemble et organisaient des fêtes en commun. La collaboration avec le Co-Cu-LO⁽¹⁵⁾ était également importante : il appuya pendant des mois le CAB dans son intervention sur le travail au noir. A la différence du rapport avec les groupes, il s'agissait là de relations assez correctes : il n'y avait pas les habituelles tentatives de cooptation, la ronéo était mise à la disposition du Collectif, de même que d'autres moyens de propagande.

En 1977, ils trouvèrent enfin un siège, en occupant deux locaux via Modica, qui furent ornés par les peintures murales de Sante, le « dessinateur » du groupe. Le CAB s'auto-sélectionna, la politique devint une activité à plein temps ; de nouveaux camarades d'origine sarde, Sisinnio, Marco et Sebastiano, trouvèrent dans l'activité du Collectif une référence à leur situation d'immigrés désillusionnés et marginalisés.

L'année 1977 représenta un saut qualitatif pour toutes les structures autonomes de Milan : ce fut l'année de la via De Amicis (manifestation dont certains éléments tirèrent sur la police, *NdT*) et de l'Assolombarda, des cortèges armés et du débat de masse sur la lutte armée. Au niveau national, il y eut le meurtre de Francesco Lorusso (à Bologne), l'expulsion de Lama de l'Université de Rome, le mouvement de 77, la réunion de Bologne.

Les Collectifs autonomes milanais, avec leur identité et leur légitimité de masse, résultat de leur enracinement dans les quartiers, se trouvèrent confrontés, par suite de l'urgence d'un projet politique qui unifie leurs expériences, à la supériorité — en matière de formulation de projets — des grandes organisations qui évoluaient dans l'aire de l'autonomie. Celles-ci, aussi bien quand il s'agissait de groupes clandestins que d'organisations de masse, étaient dirigées par des cadres politiques formés depuis le milieu des années soixante. Un cadre politique qui restait fondamentalement de type léniniste et qui tendait donc à légitimer les regroupements spontanés du mouvement, dans la

perspective d'en gauchir les contenus pour parvenir ensuite à un recrutement organique à leur profit.

Dans cette période, les dynamiques des organisations de l'autonomie furent traversées par des discussions sur deux thèmes fondamentaux : l'apparition massive de la « tendance armée » et la fin de la « centralité ouvrière ». Le débat se répercuta de façon confuse dans les structures des Collectifs sans que ceux-ci possédassent les instruments qui leur auraient permis de comprendre vraiment la diversité des motivations et des stratégies déterminant les positions tactiques, les alliances et les propositions en circulation. Des militants organiques des groupes constitués participèrent souvent aux réunions des Collectifs et réciproquement, les Collectifs participèrent fréquemment aux réunions qui se tenaient aux sièges des organisations. Cette situation, tout en provoquant un échange dense de suggestions politiques, entraîna une grande complexité de rapports subjectifs et de solidarités, ce qui trouva son expression la plus spectaculaire dans les « cortèges armés », où cohabitèrent donc des « imaginaires » de la pratique armée et des militants organiques qui la portaient.

Dans cette zone de rencontre et de heurt entre la culture de la violence de masse contre le système, propre au mouvement, et la mise en acte minoritaire et clandestine de la lutte armée, il n'est pas simple de retracer les trajectoires et les positions des individus (et en fait, on sait qu'il a été beaucoup plus facile de faire de chaque brin d'herbe une gerbe en s'appuyant sur le critère ignoble mais « fonctionnel » de la « contiguïté »).

Le CAB évolua dans cette situation de confusion et d'accélération de verticalisation et de durcissement de la culture politique urbaine, en participant avec les Collegamenti Sud Ovest (Regroupements de la zone sud-ouest), c'est-à-dire avec San Ambrogio, Chiesa Rossa et Co-Cu-Lo), à des manifestations, à des interventions dans les établissements scolaires et les usines comme l'Alfa Romeo. Au début de l'année, ils s'engagèrent dans des interventions contre le travail au noir, conjointement avec le Collectif autonome de Romana Vittoria, dans lequel Marco Barbone se faisait remarquer pour son agressivité.

Ils constatèrent à cette occasion des tendances explicites à évoluer dans la direction de *Rosso* et s'éloignèrent de cette expérience après les manipulations dans les cortèges armés (comme celle de via De Amicis qui se termina par le meurtre de l'agent Custra), où ils s'étaient aperçus que des personnages comme Barbone cherchaient à provoquer des heurts armés à l'insu de la majeure partie des camarades participant à la manifestation. Ils se sentaient étrangers aux « graines de dirigeants » qui allaient dans ces situations pour dire ce qu'il aurait fallu faire. Bien que se refusant à devenir des porte-parole de *Rosso*, ils fréquentèrent le regroupement de via Disciplini⁽¹⁶⁾ pour se tenir au courant de ce qui se passait et pour être en contact avec d'autres structures. En septembre, ils participèrent aux trois jours de Bologne, qui semblaient prélude à une organisation nationale des diverses « situations » autonomes.

Après Bologne, l'air devint de plus en plus chaud, le temps pressait, le discours sur les formes d'organisation et de pratique politique devenait quotidien et spasmodique. Pendant quelques mois, le Collectif continua à fréquenter via Disciplini, où la coordination était de plus en plus soumise à des exigences et des urgences d'organisation (de divers côtés). Par le « télégraphe sans fil » du mouvement, les coordinations et les situations collectives étaient pleines de rumeurs et de cris, les idées de formations telles que les BR ou Prima Linea semblaient avoir des porteurs ici et là, mais le cadre était extrêmement confus, on y entendait seulement des voix et des discours rapportés, jamais des propositions directes. Le CAB se sentit cependant étranger à ces formes d'organisation : il était passé de la sympathie pour les premières activités non sanguinaires des BR et des slogans provocateurs en faveur de ces dernières, à la distanciation politique, après les salves de coups de feu.

Les jeunes autonomes de la Barona se rendirent compte que le discours dans la coordination couvrait encore une fois une volonté de recruter pour sa propre organisation.

En outre, une bonne moitié de ceux qui fréquentaient via Disciplini était différent d'eux, il s'agissait de « gens bien », qui savaient parler avec assurance, avaient le culte du personnage sans incertitude, « Allons, agissons. » Il n'y avait pas beaucoup de relations sur le plan personnel : ils se sentaient poussés à intervenir aux samedis de l'Alfa Romeo, contre les heures supplémentaires, mais ils éprouvèrent de l'embarras, car ils étaient trop éloignés du problème, les gens ne les suivaient pas. Au cours de la crise de *Rosso*, ils furent sollicités pour prendre position soit du côté du groupe qui continuait à faire le journal, soit du côté de la partie transfuge de Barbone, mais ils ne suivirent personne et s'éloignèrent définitivement de via Disciplini.

Au cours de 1977, ils publièrent deux numéros du *Bolletino del Collettivo Autonomo Barona*, qui avait remplacé *Revolucion*, et ils collaborèrent à la rédaction de *Black Out*, un journal de liaison des luttes autonomes, considéré comme « plus utile » que *Rosso*, et qui avait un langage plus clair et diffusait des communiqués à propos des quartiers, ce qui en rendait la diffusion plus facile à la Barona. Mais il était peut-être trop tard pour une initiative de ce type : c'était le moment où commençaient à se multiplier les titres autogérés comme *Apache*, *Sesto Senso* (Sixième Sens), *La pera è matura* (La poire est mûre), *Wow*, *Viola*, *Crach*, etc.

En 1978, le CAB fut expulsé de via Modica, et utilisa comme point de rencontre le Centre San Ambrogio, tout en fréquentant aussi la Fornace, le regroupement de la zone sud-ouest, ainsi que le gros regroupement prolétaire de la zone sud, via Momigliano.

A ce point de leur histoire, les membres du CAB commençaient à chercher une voie politique qui, d'une part, les aurait fait sortir de l'atmosphère étroite de leur quartier, et leur aurait permis de répondre à la tendance générale à former une organisation plus large, et d'autre part, les aurait différenciés des autres projets qui circulaient dans le mouvement. En réponse à la proposition de *Rosso* de fonder un parti de l'Autonomie, ils publièrent *Eppur si muove* (« Et pourtant ça tourne »), un « journal pour l'organisation prolétarienne dans la métropole », comme première tentative d'analyse des expériences communes aux Collectifs territoriaux milanais et pour donner des indications théoriques et pratiques en vue de la réalisation d'un projet collectif, en passant de l'autonomie diffuse à l'organisation prolétarienne dans la métropole. Après avoir décrit la grande diffusion des comportements antagonistes et la réponse capillaire et préventive des forces répressives, étatiques ou privées, ils expliquaient « comment à cette extension sociale de la subversion correspond au fond l'incapacité des diverses forces de l'autonomie dite organisée d'être des moments d'organisation et de direction. Tant que les propositions de militantisme révolutionnaire seront riches d'idéologie et de moralisme, l'autonomie diffuse y sera de plus en plus étrangère : nous laissons les intellectuels et les militants, qui nient la radicalité de leurs besoins, se branler sur des formes partitistes et plus ou moins intergalactiques (à moins de noyer ces frustrations dans le mauvais vin coûteux des diverses *operette*) »⁽¹⁷⁾.

Le seul terrain d'organisation praticable demeure celui du territoire : « Le fait de fonder notre projet d'organisation en prenant uniquement le territoire comme moment central de recomposition prolétarienne est le fruit d'années de luttes, d'une longue pratique d'activités territoriales à Milan, alors qu'on l'avait considérée comme secondaire, ou en tout cas complémentaire de l'organisation d'usine. Les mouvements de masse autonomes vis-à-vis du capital se sont développés dans les écoles, dans les services, dans les quartiers ghettos, dans les petites usines et dans les prisons ; le mouvement des jeunes ou le mouvement des femmes jusqu'au mouvement de 77 ont mis fin à l'expression « centralité ouvrière (...). La voie de l'organisation se fait maintenant plus complexe et tortueuse et ne peut qu'être le produit d'une lutte sur le territoire, collective, massive, pour et dans la recomposition de classe. Pour participer à ce processus, il est nécessaire d'attaquer les sédimentations organisationnelles existantes. L'exigence de classe n'est pas de trouver des alliés mais de se recomposer sur le territoire en vainquant toute tentative corporatiste et réformiste. Telle est

la perspective : bureau par bureau, maison par maison, unité productive par unité productive. »

On ne croyait plus à la possibilité « d'agir de façon autonome sur chaque quartier et de retrouver ensuite des moments particuliers de coordination sur des initiatives limitées et jamais stables » : cela a appauvri le débat et empêché que ne circulent les contenus des formes de lutte, « en créant de fait une mentalité de bande, qui a donné naissance à des sectarismes graves et infantiles, et même à une rivalité directe entre Collectifs particuliers ». Maintenant, il faut « rechercher tous les secteurs du prolétariat métropolitain, aussi bien les comportements antagonistes exprimés que les éléments d'organisation autonomes déjà apparus, et à partir de ces deux aspects poser les bases de l'organisation prolétarienne elle-même. ».

Avec l'anticipation répressive du capital et la délocalisation productive, on ne peut plus « comprendre le contre-pouvoir comme une tranchée à creuser sur le lieu de travail et on ne peut davantage voir dans la négociation un moyen d'imposer les besoins ouvriers : le contre-pouvoir devient immédiatement affrontement quotidien et permanent qui voit dans le territoire l'unique champ de bataille, sans ligne de démarcation ni médiation entre capital et prolétariat... Construire les rondes prolétariennes qui vont visiter l'organisation du travail et la composition de classe territoriale, faire naître les commissions et les groupes d'intervention qui vont débusquer les repaires du travail au noir, les dealers d'héroïne qui sèment la mort ; former des commissions de contre-information pour avoir une connaissance totale de la militarisation à laquelle nous sommes en butte ; rondes contre la vie chère, qui imposent le contrôle des prix et la qualité des marchandises vendues par les divers commerces ; groupes d'étude qui analysent la nocivité de la vie métropolitaine ; décharges industrielles, travaux dangereux, empoisonnements par les incinérateurs, les immondices et les usines de la mort (voir Seveso), bruit et insalubrité des territoires où vivent les prolétaires. Voilà ce que sont les premiers moments d'organisation et de connaissance que nous voulons construire. Notre pratique d'intervention doit être tout de suite étendue, homogène et simultanée dans toute la métropole ».

Un autre des points soulignés était constitué par la défense des prolétaires détenus comme « droits communs », à côté de celle des « politiques ». Le refus de la pratique armée exemplaire était net : « Rien à voir avec les actions plus ou moins exemplaires et les prétentions d'insurrection prolétarienne qui y sont liées. Comprendre le contre-pouvoir comme attaque indiscriminée et propagandiste contre les appareils de l'Etat diffus signifie qu'on est incapable de situer le terrain de recomposition et qu'on y reste extérieur (...). En éliminant les dealers d'héroïne, on n'élimine pas le réseau organisé du deal, et il en va de même pour tous les secteurs de l'offensive prolétarienne dans les métropoles, que nous avons l'intention d'organiser. »

Cette tentative pour élaborer un projet politique en parlant de leur propre expérience territoriale eut lieu dans une situation métropolitaine où la tenaille répression/lutte armée était en train de se refermer et où la crise de l'après-Bologne se développait, après l'impact explosif du mouvement de 1977. Le plan répressif élaboré par le gouvernement d'unité nationale, l'accélération organisationnelle des formations armées, l'impossibilité pour l'Autonomie organisée de se regrouper comme un bastion aux confins de l'illégalité rendirent les Collectifs incapables de poursuivre leur pratique d'autodétermination, ce qui les mettait aux premières loges dans la vague répressive.

Le CAB poursuivit les rencontres et la collaboration avec d'autres Collectifs, tels que ceux de Gallarate et de viale Ungheria. Une relation avec le Collectif politique de Ticinese commença, et il organisa avec lui des rondes contre l'héroïne, piazza Vetra. Les initiatives se recoupaient, comme le démontrent de nombreux tracts signés à l'époque par divers regroupements d'organisations autonomes, mais sans homogénéité et désormais sans influence sur la situation. Les membres du CAB, dans cet effort pour élargir l'intervention

politique au-delà de leur propre zone, espacèrent les contacts avec le quartier et se perdirent même un peu de vue les uns les autres, en agissant dans des structures diverses. Ils mirent en avant, de façon unitaire, le discours politique sur la prison. En 1978, à l'occasion de la mort de Mauro Larghi dans un centre de détention, ils produisirent une affiche « San Vittore come Stammheim ⁽¹⁸⁾ », pour réagir à l'indifférence de *Rosso* et d'autres groupes. La même année, ils se retrouvèrent pour une manifestation avec des banderoles OPAM, organisée en commun avec les Collectifs « gli Unghari », et le Collectif prolétaire San Ambrogio, pour dénoncer la prison et la militarisation du territoire ; ils publièrent un long tract *Dovere di tutti è essere liberi* (« Le devoir de tous, c'est d'être libres »). Au début de 1979, ils firent partie des fondateurs du Comitato metropolitano contro il carcere alle colonne di San Lorenzo (Comité métropolitain contre la prison).

Le 16 février 1979, un orfèvre de la Bovisa fut tué par deux jeunes à visage découvert. Il s'agissait de Pier Luigi Torreggiani, déjà entré dans la rubrique des faits divers pour avoir tué un voleur dans un lieu public. Les deux jeunes gens sautèrent à bord d'une Opel Ascona, conduite par un troisième gars, et, au bout de quelques centaines de mètres, ils passèrent dans une R4 rouge, dont on s'aperçut plus tard qu'elle appartenait à la mère de Sante Fatone, un membre du CAB. Les 17 et 18 février, une opération de la Digos fut déclenchée, avec l'appui de la Squadra Mobile di Milano (Brigade mobile de Milan), qui aboutit à l'arrestation de cinq membres du Collectif autonome de la Barona, tandis que deux autres, Sante Fatone et Sebastiano Masala, disparaissaient dans la nature. Les journaux, inaugurant la technique du « procès par voie de presse » accordèrent une grande place à ces arrestations et « lynchèrent les monstres en première page ».

Les titres étaient de style « On a enfin dégommé la cellule des autonomes qui ont assassiné Torreggiani ». On parla des « tueurs de l'autonomie », de la « bande » politique-criminelle de la Barona. Faisant référence à l'origine sarde de certains membres du CAB, Sissinnio Bitti et les frères Masala, le *Corriere della Sera* titra le 21 février : « Comment un pâtre sarde peut devenir un tueur chez les autonomes. » Tandis que la presse poursuivait ce lynchage, le président de la République félicita le ministre Rognoni de la brillante opération. Mais le 24 février, trois des membres du Collectif arrêtés, Umberto Lucarelli (dix-huit ans), Fabio Zoppi (dix-neuf ans) et Roberto Villa, dit Bob (dix-huit ans), furent remis en liberté pour manque complet de preuves. Les deux autres personnes arrêtées, Sissinnio Bitti (trente et un ans) et Marco Masala (dix-huit ans), désignés comme les auteurs matériels du crime, avaient un alibi en béton, confirmé par de nombreux témoins : au moment du crime, ils étaient sur leur lieu de travail et par la suite ils seront totalement innocentés.

Cette libération et leur extériorité à l'homicide de Torreggiani rendirent plus énorme et significatif le traitement subi par ces jeunes au cours de « l'opération » : inaugurant une technique qui aurait de nombreuses applications, les autonomes de la Barona avaient été sauvagement torturés par des agents et des fonctionnaires de la DIGOS, qui voulaient les contraindre à confesser le crime. Tabassage à coups de gifles et de poings, briquets allumés sous la plante des pieds et les testicules, bastonnade sur le thorax à travers une couverture (pour ne pas laisser de traces), ingestion forcée de liquides par le moyen d'un tuyau de plastique, coups sur les tempes, appliqués avec la paume des mains, etc. Deux des interpellés durent être soignés à l'hôpital.

Le Collectif autonome de la Barona, organisation autonome bien connue, constamment courtisée par les groupuscules de la ville, sans aucune protection politique et parfaitement connu de la police pour son activité frénétique, se révélait à cette occasion comme le modèle idéal pour criminaliser et détruire une pratique politique incontrôlable et irréductible. Le Collectif avait été « choisi » pour ses particularités, comme exemple pour salir une aire politique déjà très suspecte aux yeux de l'opinion publique, et pour inaugurer un nouveau

cours, plus sauvage et sans nuances, de la répression, qui produira une lecture exclusivement criminelle d'une longue et complexe évolution politique.

Le choc dévastateur de la torture et de la prison, la férocité de l'expérience subie, ajoutée à la conscience d'être innocents, revitalisèrent les relations entre les camarades du Collectif et les renforcèrent dans leur conviction d'avoir raison, de détenir les idées justes. Bien que l'affaire Torreggiani eût complètement déformé, surtout à travers la diffamation de la presse, leur image et leur activité politique, les membres du CAB continuèrent à être actifs, surtout sur la question de la prison. Ils intervinrent au Palazzino Liberty (important lieu culturel et associatif alternatif animé notamment par Dario Fo, *NPNF*), participèrent à la manifestation pour les gars de la via De Amicis, formèrent des comités de libération, produisirent des tracts contre la répression, firent de petites manifestations de quartier avec une cinquantaine de personnes et organisèrent des rondes dans les magasins pour expliquer la situation de leurs camarades emprisonnés et recueillir des signatures.

Mais la répression devint de plus en plus pesante, l'activité des divers Collectifs se réduisit peu à peu à l'auto-défense, avec de moins en moins de choses à dire et toujours les mêmes. La constitution des comités de libération ne réussit pas à empêcher les arrestations. L'opération du juge Calogero du 7 avril 1979 donna la mesure de la portée et de la nature du dessein de criminalisation nationale de toute une aire du mouvement. Cette rafle gigantesque focalisa sur elle une grande partie de l'engagement antirépressif. Tout cela contribua à amoindrir la situation des autonomes de la Barona ; c'est dans ce climat que la magistrature classa, en avançant des motifs grotesques, l'enquête amorcée après les plaintes contre la torture⁽¹⁹⁾. L'ultime tentative de coopération entre les Collectifs sur le problème de la répression finit par se dissoudre, entre autres parce que chacun y travaillait pour son propre compte.

Pour le Collectif de la Barona, le problème le plus grave fut celui de la perte progressive de contact avec le quartier, l'affaiblissement de l'activité sur le territoire qui avait depuis toujours fonctionné comme un élément de cohésion et de force. Au début, le quartier réagit bien face à l'implication dans l'affaire Torreggiani, en manifestant, après la désorientation provoquée par la campagne diffamatrice, une solidarité entière avec les autonomes relâchés et les autres du Collectif. Les gens s'indignèrent de cette affaire, participèrent à des souscriptions ; en tout cas, ils s'arrêtaient pour adresser la parole aux « monstres » ou aux « héros ». Mais la suite judiciaire et d'autres événements ébranlèrent peu à peu ce lien.

Ce fut un jeu pour la magistrature de bâtir une série de nouvelles accusations contre les camarades en fuite, malgré la faiblesse des indices. Les nouvelles arrestations de présumés membres du CAB en relation avec l'homicide de Torreggiani, et qui concernèrent des gens comme Grimaldi et Memeo, créèrent la confusion au point qu'il fut difficile de se justifier. Même s'il s'agissait de gens qui n'avaient jamais été membres du CAB, ils étaient considérés comme tels par les magistrats : cela ne fut démenti ni par le Collectif, par solidarité avec les interpellés, ni par ces derniers qui avaient besoin d'une légitimation à leur action politique. Ce mécanisme nuisit un peu plus à leur image. Il ne se comprend que comme un produit de leur expérience vécue dans la prison. Le même mécanisme les amena à publier un nouveau numéro de *Eppur si muove* en décembre 1979. Ils y défendaient tous les détenus politiques et voulaient y affirmer la légitimité de tous les comportements antagonistes à l'Etat : « Aucun communiste n'est innocent aux yeux de l'Etat ! Aucun communiste n'est coupable pour le prolétariat ! »

Ces camarades se perdirent dans cette tentative pour maintenir une attitude unitaire homogène face à la peur et aux soupçons d'une situation de « chasse aux communistes », tandis que tous les projets politiques se réduisaient à la survie et à l'intervention sur la prison. Le refus de juger, la volonté de défendre tous ceux qui, de toute façon, payaient pour leur manière d'être opposés à l'Etat étaient aussi le produit de leur expérience carcérale, de la solidarité intense née au sein de cette institution totale, qui avait fait oublier

les positions, les appartenances. Il s'agissait pourtant d'une erreur : en défendant les personnes, on défend aussi leur programme, mais le Collectif qui signait désormais « Organes prolétaires de la Barona » pour se démarquer de l'image de tueurs forgée par la campagne diffamatrice, ne s'en rendit compte qu'après la sortie du journal.

Une grande partie de ceux qui restaient du Collectif s'unit à une partie des jeunes du Centre San Ambrogio et poursuivit une activité limitée sous le sigle CASBA (Comitato Autonomo San Ambrogio Barona). L'arrestation de Sebastiano Masala, l'un des membres en fuite de l'ex-CAB, pris avec des armes appartenant à Prima Linea, fut un coup dur pour les autonomes de la Barona. Cela entraîna une rupture à peu près définitive avec les habitants du quartier ; les gens ne pouvaient croire que le passage ait eu lieu « après », que cela ait pu être un débouché naturel de la vie de fugitif dans le climat particulier du moment. Pour les gens du quartier, les nouvelles arrestations de prétendus participants au Collectif, le passage à la lutte armée de Sebastiano, la fuite de Sante Fatone, qui était considérée comme la preuve de sa non-innocence, étaient autant d'éléments prouvant soit une pratique clandestine armée à côté de l'activité au grand jour, soit l'instrumentalisation de naïfs pris dans un jeu qui les dépassait. A cela s'ajouta l'activité de « recruteurs » des groupes armés, qui cherchèrent à profiter de la situation en sabotant les tentatives de ceux qui restaient dans le Collectif pour faire la lumière sur tout cela.

Peu de temps après la libération des interpellés, un policier du quartier, Campagna, fut tué exactement devant le siège de l'ex-CAB. L'action, récemment revendiquée par les PAC (Proletari Armati per il Comunismo, Prolétaires armés pour le communisme), fut alors suivie d'un tract qui accusait la victime d'être un tortionnaire. L'influence politique négative de cet acte éclipsa les efforts faits pour prendre ses distances par rapport à lui, et en dénoncer l'absurdité. Des graffitis BR commencèrent à apparaître sous les habitations des membres du Collectif, et on trouva des tracts recruteurs de ces BR dans les boîtes aux lettres où les gens du CAB avaient eu l'habitude de déposer les leurs. Des tracts revendiquant l'homicide de Torreggiani apparurent dans les écoles et les assemblées où les membres du Collectif libérés venaient pour participer à des débats sur leur affaire ou sur les tortures subies.

Contre ce martèlement continu de fantasmes, ils ne surent que faire, sinon s'énerver dans le vide et s'enfoncer dans le malaise. Au début de 1980, la colonne Walter Alasia des BR tua trois policiers du commissariat Tabacchi, dans le quartier de la Barona. La revendication fut faite dans la zone même. Les journaux sortirent avec des entrefilets qui désignaient les autonomes de la Barona comme les commanditaires.

Les derniers militants du Collectif décidèrent d'intervenir au rassemblement organisé par les forces politiques de la ville pour honorer la mémoire des agents tués, et ils voulurent se présenter avec un tract intitulé : « Pour faire la lumière », où il était dit entre autres : « Face à l'assassinat des trois policiers de la via Tabacchi, qui a eu lieu encore une fois dans notre quartier, les Organes prolétaires de la Barona prennent position : ces actions absurdes nous sont totalement étrangères, et ne découlent d'aucun type d'intervention réelle, particulièrement dans un quartier prolétaire comme le nôtre. Nous rappelons que, depuis que nous avons commencé notre intervention politique sur le quartier à propos du travail au noir, précaire, sous-payé, contre l'expansion de l'héroïne, les expulsions, et pour l'ouverture de l'hôpital San Paolo, on n'a jamais entendu parler ni de policiers assassinés (voyez Campagna, Santoro, Tatulli et Cestari), ni d'employé de banque (voir A. d'Annunzio, tué par erreur par la police), puisque notre pratique politique de masse privait et prive encore d'espace les actions exemplaires de ce type ».

Et le tract poursuivait sur la campagne de diffamation à propos de l'affaire Torreggiani. Il se terminait par l'affirmation suivante : « Nous en avons assez d'être mis en cause à mots plus ou moins couverts par toute la presse chaque fois que se produit un fait divers à la Barona ou dans un quartier voisin et nous dénonçons par avance toute tentative

d'instrumentalisation aux dépens de nos camarades.» La DIGOS saisit et mit sous séquestre les tracts parce qu'il y manquait l'adresse de l'imprimeur : tous furent fichés et traduits devant un tribunal par la procédure accélérée.

On tenta un mois après de faire à la Barona un gros cortège des Organes prolétaires contre la répression. Après avoir donné l'autorisation, la police alla chercher chez eux deux anciens membres du CAB, qui avaient été libérés après l'affaire Torreggiani : le « vice-questeur » (équivalent d'un sous-préfet, *NdT*) menaça de les arrêter si la manifestation avait lieu. Il ne leur servit à rien de dire qu'ils ne représentaient pas la cinquantaine de personnes qui voulaient faire la manifestation. Ces deux personnes durent donc retourner au Centre San Ambrogio, déjà cerné par les forces de police, pour convaincre les autres de renoncer à leur manifestation. L'ANSA (Agence nationale de la presse associée, la plus grande agence de presse italienne, *NPNF*) avait déjà donné la nouvelle de la demande d'autorisation et *Il Giorno* avait écrit que les autonomes de la Barona défileraient malgré l'interdiction de la police. Ainsi, dans le Centre, au milieu du quartier terrorisé et assiégé par les forces de police, on ne tint qu'une conférence de presse pour les journalistes accourus pour couvrir « l'affrontement » : rien n'en fut publié dans les journaux du lendemain. Ce fut l'un des derniers actes politiques organisés par le Collectif, qui ne fut plus suivi que de récoltes de fonds sporadiques, de la formation d'un comité pour la libération de Marco Masala, et de quelques tracts, notamment sur la clôture de l'instruction dans l'affaire Torreggiani.

Le cordon ombilical avec le quartier étant coupé, se trouvant assimilé à la pratique des groupes armés, amoindri par suite des soupçons et de la peur ; cible permanente de la DIGOS et de la questure, le Collectif dut renoncer à son extraordinaire volonté de lutter qui l'avait fait vivre. Des phénomènes analogues ont ravagé le tissu des organes spontanés de la métropole. Aucune initiative unitaire n'était plus possible, même dans un but défensif, parce que les « survivants » de chaque groupe durent se replier sur la défense de leurs propres « prisonniers », chaque groupe dans son quartier, refermé sur lui-même, pour maintenir un brin d'identité et pour ne pas se laisser contaminer par la vague montante du « repentir », dont Barbone, vers la fin de 1980, fut le « modèle ». Les « repentis » furent utilisés pour interpréter à la guise des juges les diverses trajectoires politiques, et ils servirent surtout à frapper ceux qui n'avaient pas de délations à offrir au pouvoir en échange d'une atténuation des poursuites judiciaires. Cela aboutit à une distribution inique des peines, où l'on vit des tueurs, auteurs de plusieurs homicides, mis en liberté, tandis que des individus étaient condamnés hors de toute proportion pour des délits mineurs. Cette vague de « repentir » se prêta à la persécution contre les autonomes de la Barona. Pour Sisinnio, Marco, Fabio et Umberto, les dernières années ont été un va-et-vient continu entre la prison et la liberté.

Sisinnio Bitti, absous de l'homicide de Torreggiani, a été condamné à trois années et demie pour « participation à bande armée », parce que le repentis Pasini Gatti l'aurait vu « discuter avec d'autres personnes » dans la cave de via Palmieri, considérée par les magistrats comme une cache de la lutte armée. En réalité, le lieu en question était un point de rencontres ouvert du Collectif de via Momigliano, mis à disposition par le PDUP ⁽²⁰⁾. Le 14 mars 1983, il fut inculpé de « concours moral pour un double meurtre » (Torreggiani et Sabadin, un charcutier vénète tué en même temps que l'orfèvre), parce qu'un autre « repentis », Pietro Mutti, l'aurait entendu dire qu'il était d'accord avec ces deux homicides. Il est actuellement en détention.

Marco Masala, relâché dans l'affaire Torreggiani, est à l'heure actuelle en prison, condamné à neuf ans d'incarcération pour un attentat contre une caserne de carabinieri, toujours d'après des indications de « repentis ». Fabio Zoppi, accusé d'« expropriation prolétaire » d'un magasin de hi-fi par les « repentis » Pasini Gatti, Andrea Gemelli, et Anna Andreasi, est actuellement aux arrêts domiciliaires. Comme il s'est obstinément déclaré

innocent, le magistrat l'a qualifié d'« irréductible » et de « socialement dangereux », il a passé deux ans et demi en prison. Umberto Lucarelli est actuellement en liberté provisoire ; il doit répondre avec Fabio Zoppi d'une expropriation et de l'incendie de trois « repaires » de travail au noir.

A la fin de 1980, de fait, le Collectif n'existe plus, mises à part des initiatives sporadiques de la part de tel ou tel. Ceux qui n'ont pas connu de mésaventures judiciaires s'en sont allés ou se sont dépolitisés ; même le lien d'amitié a pour beaucoup disparu. L'apathie et l'impuissance ont amené quelques membres de l'ancienne Commission sur l'héroïne à essayer sur eux-mêmes les effets de cette substance, qui a désormais envahi le quartier, surtout depuis la construction du pont de liaison avec le quartier de Giambellino, centre de diffusion de la drogue à Milan. La Barona, après avoir connu des années de militarisation à partir de 1979, semble aujourd'hui revenue à la léthargie ordinaire d'un ghetto-dortoir. Il n'y a plus de Collectifs, il y a encore le Centre social de San Ambrogio où l'on joue le soir au « jeu du risque », et où l'on fait de temps en temps de la musique.

Il n'y a plus non plus de tracts comme celui-ci, écrit en janvier 1980 : « La grande saison de la chasse aux terroristes s'est ouverte. Les citoyens sont invités à participer et, à la fin de la partie, on tirera au sort de riches cadeaux pour tous. Mais nous n'y serons pas. Notre pratique de lutte est à elle seule une condamnation du terrorisme. Nous ne nous cachons pas derrière le viseur d'un pistolet, nous ne menons pas de vie parallèle, braves gens le jour et brigadistes impitoyables la nuit, nous ne sommes pas non plus disposés à nous enfermer chez nous et à laisser parler à notre place les "boss" des partis constitutionnels du quartier. Nous sommes décidés et nous l'avons toujours fait, à intervenir dans notre quartier, en notre nom et à la lumière du jour ⁽²¹⁾. »

Notes des auteurs et de *Ni patrie ni frontières*

(Les notes explicatives de *Ni patrie ni frontières* sont suivies des initiales *NPNF* pour les différencier de celles des auteurs de l'article. Quand elles sont insérées dans une note des auteurs elles sont en caractères gras.)

1. La DIGOS (Divisione Investigazioni Generali e Operazioni Speciali, Département Enquêtes Générales et Opérations Spéciales) est un service de police politique qui combine les activités des RG à celle de la police judiciaire. (*NPNF*).

2. Tout militant français se rendant en Italie dans les années 70 ne pouvait qu'être impressionné par l'extension de l'implantation locale des organisations politiques de gauche, d'extrême gauche, anarchistes, etc. Cela se traduisait notamment par la présence de multiples sièges d'organisations, y compris dans des villes moyennes, ou dans des cités ouvrières, phénomène lié aux traditions décentralisatrices du pays et à son unification nationale tardive par rapport à la France. (*NPNF*).

3. *Sei giorno troppo lunghi*, texte dactylographié, inédit, de Umberto Lucarelli, p. 92.

4. Occupation commencée en 1974 dans les établissements de l'IACP et organisée principalement par Lotta Continua et Avanguardia Operaia (**deux groupes maoïstes, comptant des milliers de membres à l'époque et ayant même, dans le cas de Lotta Continua, un quotidien. Lotta Continua était considérée comme plus « spontanéiste » que Avanguardia Operaia. Ces groupes ont aujourd'hui disparu, et une partie de leurs « cadres » se retrouvent, après bien des avatars, dans le PRC, Rifondazione comunista ou dans les Tute bianche, NPNF**). Elle dura plusieurs années et devint un point de référence pour toute l'aire de la zone Sud. En mars 1975, quatre cents familles environ participèrent à l'occupation des immeubles de l'IACP, piazza Negrelli, et se coordonnèrent avec les occupants de viale Famagosta. A partir de 1975, les occupations s'étendirent à tout le quartier, et concernèrent tout particulièrement les immeubles de l'IACP mais aussi des habitations privées. On enregistra ainsi quinze occupations via Teramo, à Stadera, Gratosoglio, Chiesa Rossa, Moncucco, Gallaretese,

via Conchetta, via Torricelli, etc. Beaucoup de « Centres sociaux » et de « Cercles autogérés » se trouvaient dans les maisons occupées, consolidant par là leur rapport organique avec le quartier.

5. Le Movimento Studentesco (Mouvement Etudiant) est un groupe maostalinien né à l'Université d'Etat de Milan en 1969. Les fondateurs du Movimento Studentesco lui donnèrent dès le début un caractère maoïste et stalinien, tout en refusant d'entrer dans les organisations stalino-maoïstes existants. Dans la deuxième moitié de 1970 le MS se plaça à mi-chemin entre le PCI et la « nouvelle gauche » et eut une audience nationale. Durant des années le MS combattit les autres groupes de l'extrême gauche – y compris physiquement —, notamment Avanguardia Operaia, groupe tout aussi maoïste, mais considéré par le MS comme « trotskyste » (un militant de ce groupe fut blessé gravement pendant une manifestation en décembre 1973). L'enjeu des bagarres était l'hégémonie sur le mouvement milanais dans son ensemble. Le MS fut également durement frappé par la répression policière (assassinat d'un étudiant en janvier 1973, irruptions continuelles des flics dans l'université, arrestation de plusieurs dirigeants du MS). Cette double usure politique – affrontements avec les autres groupes et répression policière –, se conjuga à une crise du mouvement étudiant dans toute l'Italie. Une crise se produisit à l'intérieur de l'équipe dirigeante qui entraîna notamment l'expulsion-scission d'un groupe autour de Mario Capanna en mars 1974 (ce groupe devint le Movimento Studentesco Autonomo, mais quelques mois plus tard, en novembre, il adhéra au PdUPpiC). Le MS se transforma en 1976 en Movimento Lavoratori per il Socialismo (MLS, qui allait adhérer lui aussi au PdUPpiC de Lucio Magri en 1980).

PDUP-Manifesto lui-même a fusionné avec les ex-staliniens repentis de Rifondazione comunista. Le PRC exerce une influence non négligeable en Italie et est beaucoup plus habile que le PCF. Il a participé au gouvernement avec le Parti des démocrates de gauche (DS), puis en est parti pour chercher à faire une OPA sur le mouvement altermondialiste, et envisage maintenant de revenir au pouvoir dans un gouvernement de gauche, au grand dam de ses opposants « gauchistes »... Le PRC accueille en effet plusieurs groupes trotskystes (Livio Maitan dirigeant historique du trotskysme italien, récemment décédé, était même sénateur du PRC !). Il est amusant de constater que les restes des groupes trotskystes et maoïstes « extraparlimentaires » des années 60 et 70 font aujourd'hui partie d'un parti parlementaire tout ce qu'il y a de plus respectable... (NPNF)

6. « Extraparlimentaires » : expression désignant les groupes d'extrême gauche ainsi que les autonomes, mao-staliniens, trotskystes, anarchistes, conseillistes, bordiguistes, etc. (NPNF).

7. Né en 1933 à Padoue, Antonio Negri commence par militer à l'Action catholique dans les années 1950. Devenu marxiste dans les années 60 il participe à deux revues qui jouèrent un rôle important dans la théorie de l'« opéraïsme » : les *Quaderni Rossi* et *Classe Operaia*. En 1969, Negri est l'un des fondateurs de Potere Operaio, organisation qui se dissout en 1973 et donnera naissance en partie à ce qu'il est convenu d'appeler l'Autonomie ouvrière. Arrêté le 7 avril 1979, avec des dizaines d'autres militants, Toni Negri est emprisonné, notamment parce que le juge Calogero le considère comme le chef des Brigades rouges ! Elu député en juillet 1983 sur les listes du Parti radical, il sort de prison et, persuadé que son immunité parlementaire sera levée, en profite pour se réfugier en France en septembre de la même année. En juillet 1997, Toni Negri rentre volontairement en Italie où il doit finir de purger ses peines. En août 1999, il obtient un régime de semi-liberté (il sort de prison le matin pour y rentrer le soir). Après avoir vanté la « centralité » de la classe ouvrière, Toni Negri a opéré un virage à 180 degrés et est aujourd'hui le point de référence théorique des Disobbedienti, ex-Tute bianche.

8. Il s'agissait d'une vieille usine de la via Tortona, désaffectée depuis des années et occupée en 1975 par le Coordinamento Inquilini Ticinese-Genova (Coordination des locataires de Ticinese-Genova). L'occupation était née en réaction à l'expulsion par la police du Teatro Uomo du corso Manusardi, sur la requête du prêtre de l'église San Gottardo, contiguë au théâtre. Le Teatro Uomo était de fait destiné à devenir, avec l'église de San Lorenzo alle Colonne, l'un des centres moteurs du groupe en formation Comunione e Liberazione [**Comunione e Liberazione**

est une organisation italienne née en 1969 et fondée par un prêtre Luigi Guissani (aujourd'hui évêque) qui s'inquiète de la déchristianisation de la jeunesse et de l'influence du marxisme. Elle fait partie des nombreux mouvements «traditionalistes favorables au «renouveau charismatique» et appuyées par Jean-Paul II. Officiellement le mouvement se bat pour «défendre la présence des catholiques dans la vie publique» - tout un programme. Chaque été, un grand meeting pour l'Amitié entre les peuples est organisé à Rimini. Celui de 1987, dont le thème était «Art, Création, Économie», a rassemblé plus de 500 000 personnes. Ce courant est à l'origine également des Journées mondiales de la jeunesse (les JMJ), vaste entreprise de propagande pour l'Eglise catholique. Communion et libération compte 100 000 membres en Italie et plusieurs dizaines de milliers de membres dans 77 pays. Quelques groupes sont actifs dans les grandes villes de France, (NPNF.) L'occupation du Fabbrikone se poursuivit quelques mois, à travers des incidents perpétuels entre les diverses composantes qui s'étaient rapidement rassemblées là, surtout entre les militants du Coordinamento qui se référaient à l'Assemblée autonome de l'Alfa Romeo, et ceux de **Rosso**. Les premiers voulaient utiliser l'endroit comme un centre d'impulsion pour les luttes, selon une vision typiquement ouvrière, tandis que **Rosso** tendait à justifier une série de réactions subjectives et de comportements d'un type «nouveau» que la partie ouvrière refusait de reconnaître comme «autonome» et rejetait en les taxant de **Fricchettoni** (petits freaks, hippies, zonards, **NdT**). Au cours d'une fête où les joints circulaient à discrétion, on vit apparaître des comportements destructeurs du lieu lui-même et des «expropriations» des équipements. Cet épisode, ajouté à une polémique interminable sur l'attribution des responsabilités, entraîna une décadence progressive du Fabbrikone, qui devint de plus en plus un repère de «toxicos».

9. Les Weathermen (les «Météorologues»?) étaient pour la plupart des fils de bourgeois allumés, qui, se rendant compte qu'ils ne voulaient pas devenir l'élite de cette société pourrie, tentèrent d'être l'élite de la Révolution. Aucune tendance apparue à la fin des années 60 aux Etats-Unis ne comptait autant de membres issus de la classe dirigeante et des classes moyennes supérieures. (Leur nom vient d'un vers de Bob Dylan «*You don't need a Weatherman to know which way the wind is blowing.*») Ils exprimaient la fin du mouvement de masse des années 60. En plus des bombes qu'ils posèrent, ils applaudirent l'assassinat de l'actrice Sharon Tate et de sept autres personnes par la bande de Charles Manson comme un «acte révolutionnaire». (NPNF).

- 10. George Jackson se politisa en prison mais sera abattu par un gardien au cours d'une prétendue tentative d'évasion. Ses deux livres écrits sous les barreaux ont été traduits dans de nombreuses langues. (NPNF).

- 11. Black Panther Party (Parti des Panthères noires) : parti à la rhétorique maoïste et tiers-mondiste créé en 1966 dans un quartier noir d'Oakland par Huey Newton et Bobby Seale. Il prône l'autodéfense des Noirs contre la police et avance un programme minimum en dix points qui cristallise toute une partie des revendications élémentaires des Noirs américains. Devant son succès parmi la jeunesse des ghettos, il fut rapidement infiltré par le FBI, qui provoqua scissions et querelles personnelles. Le BPP fut également l'objet de nombreuses descentes de police meurtrières qui le décimèrent. (NPNF).

- 12. Dans le vocabulaire maoïste ou maoïsant de l'époque le terme de «révisionnistes» (ou, mieux, de «révisos») désignait les membres des partis communistes prosoviétiques. Les maoïstes considéraient en effet que les Soviétiques avaient «révisé» le marxisme après la mort de Staline. En clair, les maoïstes n'adressaient aucune critique au stalinisme russe, au système des camps, à la dictature du Parti sur le prolétariat, à la politique de l'impérialisme russe (du moins avant 1945), etc. Ils ne se posaient aucune question sur Lénine, l'écrasement de Cronstadt, etc. Par contre, ils étaient violemment antitrotskyistes, le trotskysme constituant selon eux une variante du «révisionnisme» et ils reprenaient à leur compte les pires calomnies staliniennes sur Trotsky et les trotskyistes. Le maoïsme dominait totalement l'extrême gauche italienne des années 60 et 70, et les trotskyistes italiens n'avaient qu'une influence ridicule (200-300 membres), en rien

comparable à celle dont ils bénéficiaient en France, même à la « belle époque » de la Gauche prolétarienne, du PCR et du PCMLF, organisations aujourd'hui disparues. (NPNF)

• 13. La politique du *compromesso storico* (du « compromis historique ») fut lancée par le secrétaire national du PCI Enrico Berlinguer en septembre 1973, au lendemain du coup d'État au Chili. Ce n'était rien d'autre qu'une nouvelle version de la vieille politique stalinienne des Fronts populaires, c'est-à-dire de collaboration de classe avec la bourgeoisie. Dans deux numéros de l'hebdomadaire du parti, *Rinascita* (28 septembre et 12 octobre), Berlinguer publia ses réflexions sur l'Italie après les événements chiliens, proposant un « nouveau et grand "compromis historique" entre les forces qui groupent et représentent la grande majorité du peuple italien », notamment le PCI et la Démocratie chrétienne (DC). À son avis, le cas du Chili démontrait qu'il était « complètement illusoire » de penser qu'on pouvait gouverner le pays même avec 51% des voix. Autrement dit, alors que l'influence électorale du PCI s'élargissait, le chef de ce parti affirmait que la gauche parlementaire (PCI et PSI) ne pouvait pas prendre le pouvoir gouvernemental toute seule, même si elle avait la majorité des suffrages. Le compromis historique proclamait en fait la nécessité d'une sorte d'union nationale incluant non seulement les grands partis (PCI, PSI, DC) mais aussi les petits partis démocratiques (libéral, républicain, etc.). Cette politique culmina avec le grand succès électoral du PCI en juin 1976 et ensuite avec le vote parlementaire de « non-méfiance » donné par le PCI afin de soutenir un gouvernement dirigé par la Démocratie chrétienne, une trahison ouverte de l'électorat de gauche. Durant l'ère berlinguérienne le PCI utilisa sa grande force électorale pour maintenir l'« unité nationale » (sous la Démocratie chrétienne), ce qui apparut très clairement à l'époque de l'enlèvement et de l'assassinat d'Aldo Moro par les Brigades rouges en 1978-79, et qui marqua le début de la fin du PCI lui-même et de sa transformation en parti social-démocrate tout court.

14. **Black Out**, numéro zéro, 1^{er} février 1977, page 6.

15. Comitato Comunista (m.l) di Unita di Lotta, dont le siège se trouvait via Vigevano, dans le quartier Ticinese, où il fonda le Cercle Siqueiros. Il publia jusqu'à la fin de 1979 le journal *Addaveni* et, au moment de la crise organisationnelle, *Controvento*. Le Co-Cu-Lo était formé de militants ouvriers provenant de diverses usines de la zone sud et d'intellectuels connus, de formation marxiste léniniste, qui faisait un usage dialectique et original de la culture maoïste (!?!: *NdT*). Il participa à la fondation des Coordinamenti Autonomi zona Sud (« Coordinations autonomes de la zone sud ») et se retrouva fréquemment dans les initiatives de masse de la deuxième moitié des années 70. On peut le situer dans la tendance « marxiste-léniniste » de l'aire de l'autonomie, mais avec de fortes divergences politiques et organisationnelles vis-à-vis de l'autre composante « m.-l. » qui se référait au journal *Voce Operaia*.

16. Siège historique du journal *Rosso* dans sa seconde version, qui naquit en 1975 et dura sans interruption jusqu'à 1979, lorsque pratiquement toute la rédaction fut arrêtée. Siège des CPO (Colletivi Politici Operai, Collectifs politiques ouvriers) et des CPS (Colletivi Politici Studenteschi, Collectifs politiques étudiants), il peut être considéré comme l'un des sièges les plus stables de l'aire de l'autonomie au cours des années 70. A divers moments, dans les périodes de multiplication des Collectifs autonomes, il devient même une « structure ouverte » de coordination de situations de lutte (usine, école, quartier). Une grande partie des structures de l'autonomie milanaise sont passées par ce siège, à travers une mosaïque complexe de débats-heurts-ruptures, qui ont permis aux magistrats et aux « repentis » les interprétations les plus diverses. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'a jamais existé de structure centralisée de l'autonomie milanaise et que même si *Rosso* était doté d'une capacité de projet politique, qui s'est souvent durement opposée aux autres tendances, cette publication tenait son siège « ouvert » en tentant de le mettre au service du mouvement.

17. Le mot d'*operette* tire son nom du local L'Operetta du corso di Porta Ticinese, ouvert vers 1977 par un commerçant surnois qui avait interprété et compris les premiers signes de reflux et de désagrégation. Le modèle a été ensuite repris par beaucoup d'autres (il en existe actuellement une trentaine dans le quartier de Ticinese), qui proviennent en général de formations de gauche et

très souvent de l'usine. Dans ce dernier cas, les capitaux initiaux ont été principalement obtenus grâce au rôle d'avant-garde de lutte que les futurs gérants de ces snacks jouaient sur leur lieu de travail. Le phénomène s'est diffusé parallèlement à la crise des modèles politiques et à la fermeture de nombreux sièges de Collectifs qui en est résultée. Le cynisme et la fourberie des propriétaires qui utilisent surtout des travailleurs précaires (souvent des immigrés africains sans permis de séjour), la diffusion d'une philosophie de la « différence » basée sur des aspects extérieurs, l'éthique du « entreprendre, c'est super », ont réduit ces lieux à n'être que des machines à faire de l'argent. Des plats à peu près infects, des boissons d'un prix exagéré sont acceptées au nom du besoin éperdu de « communauté » : les gérants, qui proviennent de la culture politique, réussissent à jouer avec profit sur ce besoin. La multiplication de tels lieux a été l'un des signes moteurs des mécanismes de désolidarisation ultérieurs.

18. Stammheim : prison allemande où furent emprisonnés, torturés puis assassinés plusieurs membres de la Fraction Armée Rouge. (NPNF).

19. Voir Laura Grimaldi, *Processo all'istruttoria*, Milano Libri Edizioni, Milan 1981.

20. PdUP : Partito di Unità Proletaria (Parti d'unité prolétarienne). Né en novembre 1972 de l'unification entre le «Nouveau PSIUP» (le PSIUP — Parti socialiste italien d'unité prolétarienne, un parti social-démocrate de gauche influencé par le PCI — s'étant dissous à son IV^e Congrès national en juillet) avec l'aile gauche du MPL (Movimento Politico dei Lavoratori, catholique de gauche). Le PdUP reçut l'adhésion de tout un courant syndical et de quelques fédérations régionales du vieux PSIUP (dont la Toscane, la Calabre, les Marches, Turin), et absorba ensuite le Movimento Studentesco Autonomo de Mario Capanna (scission de mars 1974 du Movimento Studentesco de l'Università Statale de Milan). On doit au PdUP la première élaboration d'une formule alternative au «compromis historique», sous la forme du slogan «Uniti sì, ma contro la DC» (Tous unis oui, mais contre la Démocratie chrétienne), formule tout aussi ambiguë comme le montrera l'histoire ultérieure de ce parti. En juillet 1974, après deux ans de collaboration, le PdUP fusionna avec le groupe du *Manifesto* pour donner naissance au Partito d'Unità Proletaria per il Comunismo (toujours appelé PdUP, parfois PdUPpiC), passant de 17 500 membres en 1974 à plus de 20 000 en 1975. Il a un journal quotidien, *Il Manifesto*, et une revue théorique, *Unità Proletaria*. Mais déjà vers la fin de 1974 des différences commencèrent à se manifester entre les deux «âmes» du groupe dirigeant du parti: Lucio Magri s'attaqua à la ligne «conseilliste» de l'ancien PdUP, puis, aux élections universitaires, les anciens du *Manifesto* arrivent à imposer une politique abstentionniste. Aux élections administratives de 1975 le PdUP eut ses propres listes dans quelques régions (Toscane, Calabre, Marches, Emilia-Romagna), tandis que dans les autres régions il se rallia au *bloc électoral* dit Democrazia Proletaria (DP), qui comprenait notamment Avanguardia Operaia et quelques autres groupes dont le Movimento Lavoratori per il Socialismo (MLS) stalino-maoïste. Mais les différences entre les deux «âmes» du PdUP ne cessèrent de se manifester dans la période qui suivit entre le «centre» de Lucio Magri et la gauche de Vittorio Foa et Silvano Miniati, entraînant des crises et des ruptures surtout après l'échec de DP aux élections de juin 1976 qui culmina dans la crise finale en février 1977 avec scission définitive du parti en quatre tronçons, dont deux groupes principaux: 1. le groupe Lucio Magri- Rossana Rossanda-droite d'Avanguardia Operaia, qui maintint le nom du PdUPpiC et continua à être ravagé par des crises intérieures, mais qui absorba aussi le MLS en 1980 et se rapprocha de plus en plus du PCI jusqu'à se dissoudre dans ce dernier en novembre 1984 (un petit groupe dirigé par Lidia Menapace n'accepta pas cette dissolution et fonda alors le Movimento Politico per l'Alternativa); et (2) le groupe de gauche (Foa) qui participa en 1977 à la création du *partito* Democrazia Proletaria avec la majorité d'Avanguardia Operaia et la Lega dei Comunisti de Romano Luperini. Sur l'histoire du PdUP cf. notamment Rocco Pellegrini-Guglielmo Pepe, *Unire è difficile. Breve storia del PdUP per il comunismo*, Savelli, Roma 1977. (NPNF)

21. Tract du 26 janvier 1980 du Centre social du quartier San Ambrogio, via S. Paolino, 18.

22.

Comparer les effets incomparables des terrorismes « noir » et « rouge » occulte des questions importantes

L'article de Paolo Bertella Farnetti et Primo Moroni présente trois avantages principaux :

- ses auteurs connaissent bien la ville, la situation politique et le quartier en question (le premier est devenu un universitaire, le second a animé jusqu'à sa mort la légendaire librairie La Calusca de Milan et était un personnage important de la scène culturelle alternative) ;

- leur texte donne une idée vivante d'une forme de militantisme de quartier rarement abordée, dans une période évidemment exceptionnelle (le Mai rampant italien qui a duré une bonne dizaine d'années) mais très fructueuse parmi la jeunesse ouvrière ;

- il illustre concrètement les problèmes posés par les rapports entre des jeunes d'un quartier et des groupes organisés qui veulent les encarter et les encadrer ; l'écart qui existe entre les préoccupations et la culture des uns et des autres ; la porosité entre les militants d'un comité local et les groupes terroristes disposant d'une infrastructure pour protéger les « clandestins » et qui n'hésitent pas à monter des provocations dans le quartier en question pour provoquer la répression et ainsi recruter.

Il est bien sûr impossible de savoir jusqu'à quel point l'histoire est embellie ou transformée pour des raisons de sécurité par les deux auteurs.

Mais ce texte présente aussi un autre intérêt dans le cadre de ce numéro de *Ni patrie ni frontières* : les informations qu'il donne remettent en cause (même si ce n'est pas du tout son objectif) la théorie simpliste de la « légitime défense », employée régulièrement pour expliquer l'ampleur du terrorisme d'extrême gauche en Italie.

C'est ainsi qu'aujourd'hui Fred Vargas défend Cesare Battisti et les militants italiens réfugiés en France dans un dialogue sur Internet avec les lecteurs du *Nouvel Observateur* en arguant que l'extrême gauche ne serait responsable « que » de 25 % des meurtres alors que l'extrême droite, les services secrets et les hauts fonctionnaires italiens seraient responsables, eux, des 75 % restants. Un tel système de défense fondé sur une logique comptable est particulièrement maladroit. Mais on ne peut guère demander plus à une démocrate républicaine qui fait appel aux « valeurs de la France »... Renverser le capitalisme n'est sans doute ni son problème ni sa priorité.

Si on ne peut que saluer sa ténacité à défendre le droit d'asile des réfugiés politiques italiens et à dénoncer toutes les exactions de l'Etat italien et des néofascistes des années 60 et 70, il est impossible pour autant de fermer les yeux sur les stratégies militaro-gauchistes. On ne peut affirmer sérieusement, comme l'écrit Fred Vargas que les militants se seraient « armés contre les attentats à la bombe des services secrets du gouvernement italien de l'époque », alors que des dizaines de milliers d'autres militants n'ont pas pris les armes et n'ont été ni emprisonnés ni assassinés, bien qu'ils aient refusé de s'engager dans la lutte armée.

De même, Miguel Chueca écrit dans un article (1) paru dans *Le Monde* du 12/13 décembre 2004 consacré au massacre de la Piazza Fontana (16 morts, une centaine de blessés le 12 décembre 1969, suite à un attentat de l'extrême droite fasciste à Milan) et critiquant justement la politique du « deux poids, deux mesures » pratiquée par la justice italienne : « Il est clair, pourtant, que la violence de ces groupes [d'extrême gauche] n'aurait pas connu le niveau atteint à partir du milieu des années 1970 si, avant, les artificiers de l'autre terrorisme n'avaient ouvert toute grande la boîte de Pandore et plongé l'Italie dans ce que Francesco Cossiga n'hésita pas à

qualifier de "guerre de basse intensité ". Les chiffres le montrent : dans cette guerre, le terrorisme noir, adepte des attentats de masse, a frappé plus fort que le rouge qui ne visa jamais que des individus. » (C'est moi qui souligne.)

Est-ce si « clair » que cela que le « terrorisme rouge » aurait été moins important si le « terrorisme noir » n'avait ouvert le premier les hostilités ?

L'auteur avance une hypothèse bien imprudente et qu'il n'a aucun moyen d'étayer, mais surtout il s'engage sur un terrain glissant. L'excuse du type « C'est pas moi qui ai commencé, monsieur » s'utilise dans les classes et les cours de récréation, mais n'a guère de validité sur le terrain politique. C'est faire l'économie d'une réflexion sur les analyses politiques des groupes comme les Brigades rouges, Prima Linea et bien d'autres qui ne se cantonnaient pas à l'autodéfense armée des manifestations ou aux attaques « militaires » contre les fascistes.

Et surtout opposer le « terrorisme de masse » fasciste au terrorisme d'extrême gauche « qui ne vise que des individus » est une façon bien maladroite d'éviter le débat sur ce qui donne le droit à des militants d'exercer un droit de vie et de mort (2) sur d'autres personnes, fussent-elles des exploitateurs ou des tortionnaires, en se réfugiant dans des arguments comptables : — « Mais, monsieur, j'en ai tué moins que les fachos » — qui n'ont aucune valeur éthique, du moins pour des révolutionnaires qui souhaitent contribuer à construire un autre monde.

Il est dommage que Miguel Chueca n'ait pas saisi l'occasion d'une tribune libre dans la presse bourgeoise pour s'exprimer sur ce point capital. A force d'avoir peur de « crier avec les loups » on finit par s'empêcher de dire l'essentiel.

Yves Coleman

1. Une version complète et donc mieux argumentée de cet article est parue dans le numéro 2 de la revue *La question sociale*.

2. Rappelons par exemple qu'il était assez courant de « jambiser » (de tirer à coups de mitraillette ou de pistolet dans les jambes des petits chefs haïs par les ouvriers) à la sortie des usines. On voit mal ce qu'une telle politique avait de « défensif » : par contre, on perçoit bien le mépris de la vie humaine qui se cachait derrière ce type d'opérations.

Contre les terroristes ! Solidarité internationale de la classe ouvrière !

Alliance for Workers Liberty (avril 2004)

Les attentats qui ont tué plus de 200 personnes dans trois gares de Madrid à l'heure de pointe, le matin du 11 mars, constituent une atrocité innommable.

Quels qu'en soient les auteurs, ce sont tout autant les ennemis de la classe ouvrière et de la démocratie que les fascistes italiens qui ont tué 85 personnes en posant une bombe dans la gare de Bologne en 1980, ou les terroristes américains d'extrême droite qui ont tué 168 personnes en faisant sauter un immeuble à Oklahoma en 1995.

Il serait tout à fait stupide que les révolutionnaires essaient d'expliquer que les actes et les objectifs des poseurs de bombes ont quoi que ce soit de commun avec notre objectif de libérer l'humanité, et qu'ils participent au combat des peuples du tiers monde contre l'impérialisme. Ces gens-là se considèrent comme des soldats de Dieu et ils ont déclaré la guerre à tout ce que les révolutionnaires, ou même les libéraux, valorisent dans le monde moderne, et qu'ils considèrent comme un tremplin pour un monde meilleur.

Dans les déclarations de ceux qui ont massacré des citoyens innocents à Madrid, «1492» — date à laquelle le dernier État islamique en Espagne a été conquis par des chrétiens — joue un rôle aussi important dans leur décision de frapper l'Espagne que le fait que le gouvernement de ce pays ait soutenu la guerre de Bush en Irak.

Les poseurs de bombes sont assez fûtés, apparemment, pour calculer les effets de leurs attentats sur les élections espagnoles, mais leur intelligence est mise au service de l'obscurantisme le plus sombre du XXI^e siècle.

Une déclaration attribuée à al-Quaida affirme : «Il s'agit d'une riposte à votre collaboration avec les criminels comme Bush et ses alliés (...). Vous aimez la vie et nous aimons la mort (...). Si vous n'arrêtez pas vos injustices, davantage de sang coulera.»

Les poseurs de bombes de Madrid veulent que les troupes américaines et britanniques partent d'Irak, mais dans quel but ? Pour pouvoir perpétrer d'autres attentats comme ceux commis contre la fête religieuse chiite à Kerbala et à Badgad le 2 mars dernier, attentats qui ont fait autant de victimes qu'à Madrid ? Pour restaurer la suprématie religieuse des sunnites en Irak ? Pour transformer l'Irak, ou les territoires qu'ils réussiront à contrôler, en une base géante pour leur guerre contre la société moderne ?

Les principales cibles d'al-Quaida et de leurs semblables ne sont pas, en fait, les gouvernements américains ou espagnols, mais des gens du peuple — y compris des musulmans — à Madrid, comme à New York ou Istanbul, et surtout les citoyens ordinaires des pays musulmans, qu'ils soient religieux, agnostiques ou athées, qui rejettent le fanatisme dément, hostile à la vie, le culte de la mort prôné par al-Quaida.

Près de 100 000 personnes sont mortes durant la guerre civile en Algérie durant les années 90, tuées par les fondamentalistes islamiques ou par la dictature militaire. Des dizaines de milliers de gens ont été tués par les islamistes en Afghanistan ; des dizaines de milliers d'Iraniens ont été tués par des intégristes d'une autre tendance durant les vingt-cinq dernières années.

Le terrorisme fondamentaliste à l'origine des attentats de Madrid n'est pas un châtement infligé pour les guerres de Bush en Afghanistan et en Irak. Il existait bien avant ces deux guerres. La seule différence est que l'on parlait beaucoup moins de ses victimes.

Contre le terrorisme intégriste, nous devons être solidaires avec les peuples des pays majoritairement musulmans, ainsi qu'avec les citoyens ordinaires attaqués en Espagne ou aux États-Unis.

Nous combattons les racistes, les fanatiques et les chauvins qui chercheront à manipuler la colère des gens contre les attentats de Madrid en la dirigeant vers les musulmans, les immigrés, les réfugiés et contre les libertés civiques.

Si l'on cherche à trouver un semblant de rationalité à la stratégie d'al-Quaïda, on peut avancer que son objectif est de stimuler la «guerre à la terreur» menée par les États-Unis, cette puissance arrogante, impérialiste et militariste, dans l'espoir que le chaos qui en résultera fera tomber les gouvernements dans les pays majoritairement musulmans et permettra aux fondamentalistes (ou aux plus extrémistes d'entre eux) de prendre le pouvoir.

Puisque nous sommes solidaires des victimes de la terreur dans le monde entier, nous devons rejeter les deux pôles de cette logique létale.

Le fondamentalisme chrétien américain, même s'il est aujourd'hui un peu plus discret qu'auparavant, n'est pas moins réactionnaire, obscurantiste et hostile à la vie que son équivalent fondamentaliste musulman. Les fondamentalistes chrétiens forment l'un des piliers de la politique américaine menée par Bush.

En 2001, lorsque les États-Unis et le Royaume uni ont commencé à bombarder l'Afghanistan, nous avons écrit : «L'alliance américano-britannique ne réussira pas ni à vaincre ni à couper les racines du fondamentalisme terroriste (...). Il est tout à fait possible que l'attaque américano-britannique liquidera Ben Laden ou certains de ses complices, mais cette intervention mobilisera de nouvelles recrues pour leur politique et pour d'autres terroristes fondamentalistes.

« Au mieux l'alliance américano-britannique fera reculer l'une des fractions terroristes-fondamentalistes. Mais elle ne coupera pas les racines du fondamentalisme, elle ne liquidera pas ou ne diminuera pas la terreur fondamentaliste contre les peuples des pays d'où viennent les terroristes. »

Et c'est ce qui s'est passé. La dernière guerre contre l'Irak a débouché non pas sur une défaite mais sur une expansion du fondamentalisme terroriste.

Les révolutionnaires doivent soutenir les forces démocratiques, laïques et socialistes du monde entier à la fois contre le militarisme des États-Unis et de leurs alliés, et contre le fondamentalisme terroriste.

Nous devons soutenir des groupes comme les nouveaux syndicats indépendants et les organisations de chômeurs en Irak.

Nous devons soutenir les refuzniks israéliens et le combat des Palestiniens pour une solution démocratique en Israël-Palestine — le retrait d'Israël des Territoires occupés, et l'autodétermination des Palestiniens dans le cadre d'un État indépendant, à côté d'Israël.

Bush et Blair ne vaincront pas le fondamentalisme terroriste. Seuls une renaissance du mouvement ouvrier international et un changement radical de ce mouvement, seules la solidarité de la classe ouvrière internationale et l'instauration d'une démocratie conséquente pourront finalement y parvenir.

A propos des différents types de terrorisme

Dans la terminologie marxiste classique, le «terrorisme» désignait un phénomène très différent du terrorisme qui a organisé les attentats de Madrid, Kerbala ou Bagdad.

Dans la Russie tsariste, les «terroristes», par exemple, étaient des révolutionnaires qui décidaient de tuer le tsar ou des hauts responsables du gouvernement afin d'affaiblir un régime tyrannique et d'encourager le peuple à se révolter. Les marxistes leur témoignaient de la sympathie tout en critiquant l'inefficacité de leur tactique.

Les attentats contre des civils dans des cafés européens en Algérie, pendant la guerre d'Indépendance (1954-1962) appartenaient également à une autre catégorie de terrorisme que celui d'al-Quaïda. Leur objectif était de forcer la France à partir et de permettre à l'Algérie d'obtenir son indépendance. Soutenir la cause que servaient ces attentats, et expliquer que la victoire de cette cause mettrait fin aux attentats avait un sens.

De même, les attentats de groupes comme l'IRA provisoire visaient généralement des cibles économiques, militaires, policières ou paramilitaires. Parfois ils ont abouti à des meurtres inexcusables de civils, parfois ils ont viré à des règlements de comptes communautaires contre les unionistes protestants.

Tous ces attentats, même ceux que nous avons fermement condamnés, constituaient des armes tactiques au service d'une cause politique définie avec laquelle nous pouvions au moins sympathiser.

Si les poseurs de bombes de Madrid réussissent indirectement à faire partir les troupes espagnoles d'Irak — comme cela est possible, puisque les attentats ont aidé à faire basculer les électeurs en faveur du Parti socialiste, qui s'est opposé à la présence de troupes espagnoles en Irak —, seront-ils satisfaits et cesseront-ils leurs attentats ? Non. Cela les encouragera.

L'injustice supposée qu'ils veulent éliminer ou combattre en faisant couler de plus en plus de sang n'est pas telle ou telle action des États-Unis ou de l'Espagne, mais l'existence même d'une société laïque, moderne et non islamique.

Les meurtres indiscriminés de civils visant à punir et détruire ne constituent pas une mauvaise tactique, ce sont des atrocités.

Le «prix à payer» ?

Le mouvement antiguerre (Stop the War Coalition) a publié un communiqué sur les attentats de Madrid dans lequel il est dit : «Bush, Blair et Aznar étaient les trois principaux dirigeants qui ont mené l'Occident à la guerre. Maintenant ils doivent rendre des comptes pour les conséquences de cette guerre. Le résultat des élections en Espagne, qui a vu la défaite du parti d'Aznar, ne peut être interprété que comme un vote contre la guerre. Le gouvernement espagnol a soutenu avec enthousiasme les bombardements illégaux et l'invasion de l'Irak il y a un an : il vient d'en payer le prix politique. Les terribles attentats de Madrid sont considérés par de nombreux Espagnols comme le résultat de la politique belliciste de leur gouvernement. Ils ont refusé que ce même gouvernement utilise cette tragédie pour justifier sa politique. La guerre a augmenté la menace du terrorisme, elle ne l'a pas diminuée.»

Tout en déclarant que les attentats sont «terribles» et représentent une «tragédie», cette déclaration ne condamne pas les poseurs de bombes. Si vous la relisez attentivement, vous verrez qu'elle ne dit pas explicitement que les attentats étaient une manière brutale mais salutaire d'obliger l'Espagne à «rendre des comptes» pour la guerre en Irak ou de lui en faire «payer le prix», mais cette déclaration peut être interprétée dans ce sens.

La logique de ce texte est tout simplement l'inverse de celle des auteurs de guerre américains qui prétendaient que l'Afghanistan et l'Irak devaient être bombardés afin que leurs dirigeants «paient le prix».

Il fallait s'opposer à la guerre américano-britannique contre l'Irak. Il faut s'opposer à l'occupation actuelle. Mais il est inutile d'avancer l'argument spécieux que le terrorisme fondamentaliste ne serait que la conséquence automatique de la guerre et de l'occupation.

Cet argument reprend ce que le SWP (principale organisation d'extrême gauche — trotskyste — britannique, *NdT*) avançait déjà dans sa brochure sur la guerre en Afghanistan, quand il refusait de s'expliquer clairement sur al-Quaïda en employant des formules complaisantes du type : «la barbarie nourrit la barbarie», «la barbarie ne peut que provoquer davantage de contre-barbarie» ou les «terroristes ont été créés par l'Occident». Plus crûment, cela sous-entendait «Mais ce sont des gens du tiers monde, que pouvons-nous en attendre ?»

Un raisonnement sous-jacent aussi arrogant et européo-centriste a permis au SWP de pousser un soupir convenu devant la «tragédie» du 11 septembre 2001, tout en continuant à prétendre que le fondamentalisme islamique était «anti-impérialiste».

Cette attitude aboutit à écarter complètement et à trahir les révolutionnaires et les démocrates des pays plus pauvres, qui combattent la barbarie du FMI et du capitalisme mondial, mais aussi «la contre-barbarie» fondamentaliste.

Remplir un vide

Comment sommes-nous arrivés à une situation dans laquelle les habitants de Madrid, Kerbala, New York, Bali, Istanbul, Quetta ou Londres savent qu'à n'importe quel moment un passant ou un automobiliste présent dans l'une de ces villes peut faire sauter tous ceux qui l'entourent, y compris des enfants, parce qu'il a la rage contre le monde entier ?

Lénine, le dirigeant bolchevik de la révolution russe de 1917, n'avait aucune complaisance pour le capitalisme de son époque. Il a connu la Première Guerre mondiale, au cours de laquelle huit millions et demi de soldats, ainsi qu'entre 5 et 13 millions de civils, ont été tués, aboutissant à un massacre qui dépassait toutes les guerres précédentes.

Cependant, à la fin de la Première Guerre mondiale, Lénine estimait encore que certaines conquêtes de la civilisation se perpétuaient même sous le capitalisme.

Dans *L'Etat et la révolution* (écrit en 1917), il expliquait que dans une société socialiste développée, il n'y aurait aucunement besoin d'une armée ou d'une police spécialisée pour traiter les agressions, les mauvais traitements et les violences individuels. «Le peuple en armes lui-même s'en chargera, de la même

façon que n'importe quelle personne civilisée, dans le monde actuel, s'interpose dans une bagarre ou empêche une femme d'être agressée.»

Il lui semblait évident que «n'importe quelle personne civilisée» aiderait ses congénères à garantir la sécurité des rues et des endroits publics.

Malgré tous les progrès de la technologie qui sont intervenus depuis, notre société a considérablement régressé. Tout d'abord nous avons connu les horreurs de la crise de 1929, du nazisme et du stalinisme. Aujourd'hui la déclaration attribuée à al-Quaïda sur les attentats de Madrid — «nous aimons la mort» — exprime, de façon extrême, la démoralisation et l'atomisation des individus qui se développe sans cesse.

Comme l'écrit Marx dans le *Manifeste du Parti communiste*, il ne subsiste plus «d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du «paiement au comptant»». Ou plutôt, il ne reste plus que des gens qui veulent contrôler des rapports fondés sur l'argent en imposant par la force la crainte d'un ordre basé sur la crainte de Dieu et provenant d'un passé imaginaire.

La catastrophe du stalinisme et les défaites endurées par la plupart des luttes ouvrières depuis vingt ans ont encore affaibli les espoirs d'une amélioration suscitée par le combat collectif et créé un vide rempli par des rapports fondés sur l'argent et l'obscurantisme.

Le fondamentalisme islamique est avant tout un courant politique, pas une croyance religieuse. Il s'est développé après les échecs du nationalisme laïc dans le monde musulman, ou plutôt suite au chaos provoqué par ses demi-succès. Il est grosso modo l'équivalent, au sein du monde musulman, de ce qu'était le fascisme en Europe.

Dans *Le Capital*, Marx a écrit que, dans les régions où le travail des esclaves ou des serfs était intégré au marché capitaliste mondial, «les horreurs civilisées de la surexploitation se greffaient sur les horreurs barbares de l'esclavage, du servage, etc.» et que les pays capitalistes moins développés souffraient «non seulement du développement de la production capitaliste mais aussi de l'incomplétude de ce développement».

Ce qui s'est produit avec le fondamentalisme islamique représente, sur le plan politique, un peu le même type d'amalgame de maux d'origine diverse : une culture fondée sur les antiques «crimes d'honneur», la guerre sainte de l'islam et les croisades de la chrétienté a fusionné avec les techniques modernes des bombardements intensifs.

Lorsqu'en 1917 Lénine évoquait les «personnes civilisées» qu'il avait connues lors de son exil dans diverses villes d'Europe occidentale, il pensait au résultat des luttes du mouvement ouvrier pendant des dizaines d'années. Ces luttes avaient créé un sentiment de dignité, de respect de soi-même, et de responsabilité sociale collective chez les classes ouvrières qui s'étaient formées dans des conditions d'extrême dégradation humaine, et elles avaient aussi imposé un certain degré de civilisation aux classes moyennes et aux classes dirigeantes.

C'est ce que nous devons reconstruire aujourd'hui.

Gerry Byrne

Madrid, 11 mars 2004, et «moralisme» : leur morale et la nôtre

(Cette contribution individuelle d'une militante de l'Alliance for Workers Liberty a été publiée sur le site de ce groupe trotskyste britannique en mai 2004. *NDLR.*)

Face aux attentats de Madrid, ma réaction immédiate ne diffère pas, je suppose, de celle de millions de gens, quelles que soient leurs convictions politiques. Ce sont les doutes qui nous divisent. Je ne sais pas bien comment exprimer mon malaise par rapport à certains des doutes exprimés dans la gauche radicale, tels que :

— «Nous ne pouvons pas prendre position tant que nous ne savons pas qui est responsable de ces attentats.»

Réponse : *Ce sont des êtres humains. Ces attentats sont un crime et doivent être condamnés.*

Ou encore :

«Comment cela va-t-il influencer les perspectives du mouvement antiguerre ?»

Réponse : *Cela dépendra de la façon dont ce mouvement réagira : avec décence et humanité ou en tournant autour du pot.*

Qu'est-il arrivé à notre humanité ? Quand la gauche révolutionnaire a-t-elle perdu sa morale ?

Il ne s'agit pas pour moi ici de régler des comptes avec telle ou telle tendance politique particulière. J'ai été émue par la décence de certains de mes adversaires politiques et parfois choquée par la froideur de certains militants de mon propre camp. Je veux parler ici des idées de base, jamais remises en cause, qui font partie de l'air que nous respirons, de la culture politique que partage la gauche radicale.

Un exemple très simple suffira pour illustrer mon propos. Combien de fois ai-je entendu des camarades déclarer : «Celui-là, le soir du Grand Soir, on le collera au mur et on le fusillera.» En général, ce n'est pas dit sérieusement, mais ce genre de brutalité désinvolte ne serait pas considérée comme drôle, si on parlait d'un viol ou d'une réflexion raciste (ce qui est un progrès, puisque autrefois ces sujets prêtaient à rire). Bien sûr, je sais que nous devons affronter de dures nécessités en luttant pour la libération de l'humanité, par contre je n'admets pas la délectation avec laquelle ces nécessités sont acceptées par certains d'entre nous. Comme si le principal objectif du socialisme était de déclencher une orgie de revanches.

Le simple fait de parler de morale semble suspect dans l'extrême gauche. Il est devenu politiquement inadéquat de lier morale et discours politique. L'accusation de «moralisme» permet d'étouffer une discussion politique. On considère l'évocation de l'éthique soit comme une preuve de naïveté, soit comme une manipulation politique, aussi l'élimine-t-on du débat. Aujourd'hui l'extrême gauche ne sent pas le besoin de répondre à des questions morales. Ces questions n'auraient aucune légitimité — les militants se comportent comme si elles n'avaient jamais été posées dans le passé.

Cela n'a pas toujours été le cas. Les œuvres de Marx et Engels, et celles des premiers socialistes, regorgent d'indignation morale et d'appels aux sentiments. Pour eux, à l'évidence, le socialisme était, entre autres, une affaire morale. J'ai failli écrire une «croisade» morale, parce que, pour beaucoup d'entre eux, le socialisme était lié au sentiment religieux, et cela constitue peut-être l'un des problèmes des socialistes actuels. Mais, même dans le cas de Marx, qui était fier de son athéisme, ses œuvres abondent de réflexions morales.

Que s'est-il donc passé et pourquoi la situation a-t-elle changé ?

La première cause de cette situation est le stalinisme. Et ensuite le relativisme post-moderne. Bien sûr, avant l'avènement de Staline, il existait déjà des positions morales douteuses dans le mouvement ouvrier. Mais c'est le stalinisme qui a provoqué cette secousse sismique dans la mentalité socialiste, qui a radicalement inversé le sens des valeurs, en abaissant les valeurs les plus élevées, et en transformant la dimension morale en un champ de mines où personne n'ose plus s'aventurer.

Le stalinisme a agi comme une tumeur sur le cerveau du socialisme, mettant fin progressivement aux fonctions les plus élaborées : la mémoire, le jugement, l'empathie. Je n'utilise pas cette métaphore par hasard. Une de mes amies est morte d'une tumeur au cerveau et elle m'a confié que le pire, ce qui la rendait malade, c'était la pensée que ce corps étranger était en train de changer sa personnalité, d'avaloir et d'usurper son identité la plus profonde. Le stalinisme a englouti et rejeté l'identité du socialisme, en attaquant ses principaux fondements. Ses victimes humaines gisent dans des tombes (souvent anonymes) depuis plus de cinquante ans, mais son poison intellectuel imprègne encore nos discussions.

Le stalinisme a ébranlé les deux piliers essentiels de la morale socialiste : la vérité et l'empathie humaine, et les a transformées en des zones interdites d'accès. Le postmodernisme s'est engouffré dans ce vide, et, en insistant sur la relativité de toutes les valeurs humaines (en prônant un relativisme absolu ?), a empêché que l'on puisse trouver le moindre remède.

Quel est donc ce poison qui nous envahit ?

La valeur relative de la vie humaine

«On ne compte pas les morts, lorsque Dieu est de notre côté», chantait Bob Dylan. Mais, c'est maintenant la gauche radicale, plutôt que les dirigeants impérialistes, qui considère que l'appartenance politique d'un cadavre est plus importante que notre commune appartenance à l'humanité. Cette attitude aurait sans doute surpris nos ancêtres socialistes. Ils fulminaient contre le peu de valeur accordée à la vie des pauvres, de la classe ouvrière, et particulièrement à la vie des enfants. Ils considéraient, sans la moindre réticence, que le concept de la vie humaine était une valeur absolue, tout simplement parce que le système capitaliste ne la reconnaissait pas dans la pratique. Ils remettaient en cause l'affirmation que toutes les vies humaines avaient la même valeur dans cette société, mais ils ne doutaient pas de la valeur de la vie elle-même.

Quand je parle de la valeur relative de la vie humaine, je fais allusion à l'incapacité de condamner les attentats-suicides ou le terrorisme — lorsqu'ils sont perpétrés par «notre camp». Nous nous sentons obligés de placer des guillemets ironiques autour du mot terrorisme, comme si, en exprimant ainsi notre scepticisme, nous pouvions vider un acte terroriste de son sens, ou faire comme s'il ne s'était jamais produit.

Le terrorisme est bien un phénomène bien réel. Ce mot a un sens très largement accepté (même si l'on peut, bien sûr, discuter pour savoir si tel ou tel acte entre dans cette catégorie). Le terrorisme est le fait de prendre pour cible, de façon délibérée et indéterminée, des populations civiles afin de susciter un état de peur généralisé, dans l'espoir d'obtenir un changement politique. Même si cet objectif politique est une cause que nous soutenons, les socialistes ne devraient jamais soutenir le terrorisme, parce qu'il porte atteinte à un principe fondamental de la morale révolutionnaire. Nous ne pouvons nous contenter de dire que nous sommes en désaccord avec le terrorisme d'un point de vue uniquement tactique, parce qu'il est inefficace ou contre-productif. Nous devons nous opposer au terrorisme pour des raisons de principe.

Mais commençons d'abord par évoquer deux affirmations qui servent à faire diversion dans le débat sur le terrorisme. «Bush est le véritable terroriste», par exemple. Lorsque des gouvernements prennent délibérément et régulièrement pour cibles des populations civiles pour créer la panique et la démoralisation, que ce soit à Dresde ou à Bagdad, il s'agit d'un crime de guerre. Nous pouvons, dans notre matériel de propagande, affirmer que ce crime de guerre est l'équivalent moral du terrorisme, dans son sens le plus courant. Pour être absolument clair, je crois que le terrorisme, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité sont tous injustifiables du point de vue de la morale socialiste. Mais lorsque l'on dit que Bush est un véritable terroriste, on sous-entend, par contraste, que les attentats terroristes ne seraient pas de «vrais» actes terroristes, et qu'ils ne mériteraient donc pas d'être condamnés.

Et qu'en est-il de la prétendue «guerre au terrorisme» ? A mon avis, il est juste de mettre cette expression entre guillemets. Le concept même de «guerre au terrorisme» est incohérent du point de vue de la logique, politiquement malhonnête et utilisé pour dissimuler des attaques contre les libertés mêmes que cette guerre est censée défendre. Il est absurde de faire la guerre à une façon de faire la guerre.

C'est aussi absurde que de mener une guerre contre l'usage des armes chimiques. On peut certes interdire cet usage, mais le terrorisme n'a que faire des lois. Que peut diable signifier «gagner la guerre au terrorisme» ? Que plus aucun groupe d'hommes ne sera jamais capable de terroriser une population civile ? La seule façon de parvenir à un tel objectif serait d'éliminer toutes les libertés, de liquider la

société civile. Par conséquent dire que les socialistes doivent s'opposer, par principe, au terrorisme n'implique aucun soutien à «nos» gouvernements dans leur prétendue «guerre au terrorisme».

Nous devrions refonder la morale socialiste et renouer avec ses deux piliers : la vérité et le respect de la vie, de la liberté et de la dignité humaines. Pourquoi ?

— Parce que le socialisme est fondé sur la solidarité humaine, sur l'affirmation que c'est ce que nous avons en commun, notre humanité (et non nos différences historiques accidentelles — origines ethniques, nationales, genre, etc.), qui détermine la façon dont nous devrions être traités.

— **Parce que notre projet politique est de créer une société fondée sur ces valeurs, plutôt que sur les valeurs anti-humaines de la société de classe.**

«Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer», écrit Marx dans ses *Thèses sur Feuerbach*. Cette affirmation n'a aucun sens en dehors d'une préoccupation morale. Changer le monde est quelque chose que nous **devrions** faire. Le travail monumental de description et d'analyse mené par Marx dans *Le Capital* et dans bien d'autres ouvrages n'a pas de sens si l'on en soustrait la conclusion que le système qu'il décrit est **mauvais**, que nous sentons qu'il faudrait le changer.

Un socialisme dénué de valeurs morales n'est pas une version allégée du socialisme, mais sa négation même. Et tous nos efforts politiques, s'ils ne sont pas fondés en dernière instance sur la morale socialiste, sont au mieux masturbatoires, au pire psychotiques.

Gerry Byrne

Commentaire de Jacques Wajnsztein sur l'article de Gerry Byrne

Dire comme Gerry Byrne, que le stalinisme et le relativisme post-moderne convergent vers le cynisme politique et l'absence de sens éthique demanderait au moins quelques éclaircissements.

Leur point commun est certes une critique de l'universalisme des Lumières, mais je ne vois guère d'autres points communs. Je ne vois pas non plus de continuité entre les deux phénomènes même si l'un semble relayer l'autre. Mais surtout, la différence apparaît dans le fait que là où le stalinisme, mais avant lui le léninisme et le fonctionnement général de la sociale-démocratie, conduisent à un cynisme politique adossé à un moralisme prolétarien (ce qui est tout autre chose qu'une éthique), le relativisme post-moderne, qui par certains côtés continue la «froideur bourgeoise» dénoncée par Adorno, est néanmoins capable de réintroduire des valeurs morales.

Il le fait, mais en dehors de la perspective humaniste traditionnelle, assimilée à l'universalisme abstrait que proposent à la fois la bourgeoisie et le prolétariat. Le mouvement «antiséciste» et sa morale de l'intérêt et de l'empathie ; le mouvement «féministe radical» et son radicalisme puritain me semblent deux bons exemples de cette tendance (1).

Ce qui me semble plutôt à l'origine du cynisme politique, c'est la lutte des classes considérée comme la guerre entre deux camps (et c'est dans cette mesure que la ligne classe contre classe du stalinisme représente un «modèle») dont la fin ne peut être que la victoire totale de l'un sur l'autre (ce que la dictature du prolétariat doit assurer). La perspective n'est donc pas du tout celle d'un communisme comme étant justement la négation de toutes les classes dans une révolution à titre humain, perspective qui ne sera dégagée que par quelques individus perdus au sein de la période contre-révolutionnaire, tel André Prudhommeaux, ou alors développée à partir de la fin des années 60-début 70, c'est-à-dire quand la crise de la théorie du prolétariat éclate et que la théorie communiste s'autonomise du programme prolétarien.

Très souvent, la violence politique comme accoucheuse de l'histoire a été aussi une voie pour poser la révolution comme politique, comme forçant les rapports sociaux objectifs par une subjectivité révolutionnaire exacerbée. C'est le cas du Comité de salut public et de la Terreur dans la révolution française, de la révolution russe, mais surtout celui de la révolution khmère rouge. Dans la même perspective, il y a tout le discours sur la nécessité d'un homme nouveau. Tout apparaît alors possible puisqu'on n'est plus déterminé par rien dans le système, par une quelconque objectivité et que c'est la subjectivité révolutionnaire qui pose la révolution. C'est la position que défendait, par exemple, quelqu'un d'aussi intéressant qu'Ulrike Meinhof au sein de la RAF et que défend encore, seul, Loïc Debray au sein de *Temps critiques*.

Tout ce qui est dit sur les ambiguïtés de l'extrême gauche autour de l'Irak (on pourrait dire la même chose par rapport à Israël) n'est pas faux, mais justement la faiblesse de cette position, c'est qu'elle n'est que morale. J'affirmerai donc la même position mais sur une base politique en essayant d'expliquer pourquoi l'extrême gauche pense cela. Ce n'est pas parce qu'elle n'a plus d'éthique mais parce qu'elle n'a plus de principes : la défaite du prolétariat et des mouvements des années 60-70 la fait se réfugier dans un nouveau combat anti-impérialiste qui est capable d'accepter toutes les compromissions de la même façon qu'elles avaient déjà été acceptées à l'époque du FLN, du FNL, de l'ETA et de l'IRA (mais alors pour certains il y avait encore l'illusion, mais maintenant ?) sous prétexte que l'ennemi de mon ennemi est mon ami.

On retrouve ici l'idée de la lutte entre deux camps. Mais ce n'est pas vrai que l'extrême gauche n'a plus de souci éthique quand elle dégouline de bons sentiments sur la question des sans logement, des sans papiers, des immigrés et plus généralement des pauvres. Il y a 30 ans tout cela aurait été qualifié de «lumpen prolétariat» et basta !

Ayant perdu sa boussole théorique et les principes qui vont avec, l'extrême gauche pose sa morale n'importe où, attirée qu'elle est par les mauvaises odeurs, celles de l'injustice, des inégalités, de la publicité par exemple. Elle se ressource dans un bain de jouvence judéo-chrétien très en phase avec l'islamisation des banlieues. L'esprit religieux triomphe (judéo-chrétien d'un côté, musulman de l'autre et tout peut co-exister face à la religion de la marchandise). L'idée qu'on ne puisse lutter contre cette dernière par le

premier ne semble pas faire évidence. En conséquence, les cris de révolte contre ce qui est déclaré intolérable sonnent faux.

Il n'y a pas à opposer des valeurs humaines à des non-valeurs inhumaines. Dire cela est encore de l'ordre de l'indignation morale et c'est s'interdire de comprendre des phénomènes comme Auschwitz. Là encore, je renvoie à ce qu'Adorno a écrit là-dessus. Les valeurs sont justement ce qui est proprement humain et c'est en leur nom que se commettent les pires crimes.

Si comme le dit Byrne, la solidarité humaine (2) est importante, c'est parce que nous sommes dans une phase historique où il est possible que cela fasse sens parce qu'il n'y a justement plus deux camps ennemis et non pas parce que cela serait inscrit au frontispice de l'idéal socialiste. C'est ce que reconnaissent, par exemple, sans se repentir, la plupart des anciens participants à la lutte armée dans l'Italie des années 70.

Jacques Wajnsztein

(1) Sur cette question, on peut se reporter à : J. Wajnsztein : *Capitalisme et nouvelles morales de l'intérêt et du goût*. L'Harmattan

(2) Sans parler du fait qu'il existe des formes de solidarité qui s'opposent à la solidarité humaine, par exemple les solidarités particularistes, communautaristes et autres. Ce sont elles qui amènent à justifier l'injustifiable comme le montrent aussi bien les solidarités pro-palestiniennes que pro-israéliennes.

(3)

Attentats et «accidents de travail»

Une «théorie» confuse et dangereuse

En lisant les textes de *Combat communiste* sur le terrorisme reproduits dans ce numéro de *Ni patrie ni frontières*, une première constatation (mineure) saute aux yeux : la «théorie» de l'«accident de travail» défendue ici a un grave inconvénient. Si l'on suit ce raisonnement, on comprend mal pourquoi les révolutionnaires auraient le moindre droit de dénoncer les «bavures» policières, les meurtres des Escadrons de la mort et les assassinats déguisés commis par exemple dans les prisons des régimes «démocratiques». Si l'on considère que les représentants de la bourgeoisie n'ont que ce qu'ils méritent (et le terme de «représentants» peut être sacrament extensible), pourquoi en serait-il différemment pour les «représentants» du prolétariat ou des exploités ?

Mais le problème posé par cet article est beaucoup plus grave : sur le fond, ce texte illustre plusieurs des tares classiques des «analyses» que l'on trouve dans la presse d'extrême gauche :

a) le refus de s'interroger sur les conséquences des assassinats politiques sur l'idéologie et les pratiques des organisations terroristes elles-mêmes.

A l'époque, *Combat communiste* ignorait bien sûr les liens entre certains États (Libye, Syrie, Allemagne de l'Est) et les groupes terroristes, mais nous aurions pu prévoir que la logique suicidaire et substitutiste de ces groupes allait les amener à coopérer, voire à se vendre comme mercenaires à d'autres États. De même la «dérive» des organisations de guérilla latino-américaines aujourd'hui reconverties dans le trafic de drogue et le rackets était en partie prévisible : refusant de s'appuyer sur l'auto-organisation des ouvriers et des paysans, ces groupes, puisqu'ils ne réussissaient pas à prendre le pouvoir et à établir leur dictature sur le peuple (cf. l'Algérie, le Vietnam ou Cuba), n'avaient d'autre solution pour continuer leur «combat» que de se transformer en groupes mafieux.

b) l'idée que l'adversaire capitaliste (ou impérialiste) est responsable de la barbarie des méthodes de ses opposants.

On en a eu un exemple récemment lorsque, après l'attentat du 11 mars 2004 à Madrid, les indépendantistes basques mais aussi des militants de la gauche espagnole sont descendus dans la rue pour accuser le Parti populaire d'Aznar d'être «responsable» de l'attentat et ont chassé le Parti populaire du pouvoir. On comprend la colère des Espagnols, colère causée à la fois par la barbarie de l'attentat, par l'impossibilité (probable) de retrouver et punir les commanditaires de ce meurtre de masse et par la manipulation politique mise en place par le gouvernement Aznar, mais on ne peut oublier l'essentiel : c'est al-Qaïda qui a déposé les bombes et non des hommes de main du Parti populaire, aussi criminelle que soit la politique de ce parti héritier du franquisme. On a d'ailleurs eu droit au même genre de raisonnement lors de l'attentat du 11 septembre, Bush étant présenté comme un plus gros terroriste que Ben Laden. Ce type de raisonnement aboutit de fait à blanchir Ben Laden et ses imitateurs sous prétexte que son organisation aurait tué moins de gens que ne l'ont fait les sanctions économiques en Irak, les bombardements ou les interventions américaines au Japon (Hiroshima), au Vietnam, au Panama, au Kosovo ou en Afghanistan. Malheureusement cette logique de comptable n'a rien à voir avec des principes socialistes.

c) L'idée implicite qu'il existe un «bon» terrorisme (ETA en Espagne, le Hamas en Israël, le FLN en Algérie, l'IRA en Irlande, etc.) et un «mauvais» terrorisme (celui de l'OAS en France, des fascistes en Italie pendant les «années de plomb» ou d'al-Qaïda aujourd'hui).

L'extrême gauche est incapable de voir qu'il existe un lien entre les moyens que l'on emploie pour parvenir à un but (la Révolution sociale) et ce but lui-même. Si tous les moyens sont employés pour aboutir à une juste cause, c'est généralement le but lui-même qui se transforme, comme en témoignent toutes les expériences passées, qu'il s'agisse des sociaux-démocrates qui à force d'investir l'État ont fini par renoncer aux réformes, ou des partis stalinien qui ont prétendu instaurer le socialisme en monopolisant l'exercice du pouvoir.

d) **l'idée qu'un petit groupe d'individus, animé par une idéologie «révolutionnaire» a le droit de vie et de mort sur les «ennemis de classe»,** ces ennemis allant d'ailleurs du tsar de Russie ou de l'amiral Carrero Blanco au petit chef que l'on «jambise» (comme en Italie durant les années 70) ou au flic ou au soldat de base que l'on abat.

Même si les classes dominantes n'ont jamais eu de scrupules à faire tirer sur des grévistes ou des manifestants désarmés, on ne peut en tirer argument pour se faire justice soi-même, car alors les petits groupes qui se livrent à ce type de justice «populaire» (et même si leurs sentences sont approuvées par la majorité de la population), ne font que renforcer la passivité des exploités qui font aveuglément confiance en leurs «justiciers» pour abattre le système.

En dehors de l'absence totale de réflexion éthique que suppose ce type d'attitudes, on retrouve aussi, en filigrane, la vieille théorie des deux camps qui a causé tellement de dommages dans le mouvement ouvrier. Puisque l'URSS est opposée aux États-Unis, elle joue donc un rôle positif à l'échelle internationale et il faut la défendre contre l'impérialisme américain (attitude qui a abouti à un soutien critique à l'impérialisme soviétique pendant 70 ans et qui a amené certains à souhaiter la victoire de Saddam face aux armées américano-britanniques).

Face au terrorisme, qu'il soit nationaliste dans les pays du tiers monde ou «gauchiste» dans les métropoles impérialistes, on ne peut avoir la moindre indulgence politique. Non par souci légaliste, mais parce que nous n'avons pas du tout les mêmes objectifs politiques que ces militants. Cela n'empêche pas de dénoncer la façon inhumaine dont les prisonniers politiques sont traités dans les geôles de la démocratie (la mort lente à laquelle sont condamnés les prisonniers d'Action directe par exemple) et l'exploitation politique de leurs actes (renforcement de l'arsenal législatif répressif, quadrillage de l'espace public, fichage des citoyens, etc.) du terrorisme par les classes dominantes. Cela n'empêche pas de réclamer leur libération.

Mais on ne peut prétendre lutter pour une société radicalement différente (le communisme) si l'on se réjouit chaque fois qu'un soldat américain tombe en Irak ou si l'on «réserve sa compassion» (comme le dit l'article de *Combat communiste* reproduit ci-dessus) lorsqu'un groupe d'extrême gauche s'arroge le droit de liquider un politicien bourgeois comme Aldo Moro. Comprendre les raisons des militants ouvriers qui s'engageaient dans l'action armée en Italie et être solidaires d'eux face à la répression de l'État était parfaitement justifié. Mais il était illusoire de croire que ces militants partageaient la même conception du socialisme que nous. Ce qui nous séparait des Brigades rouges ce n'étaient pas seulement des «mauvaises» méthodes, c'était une autre conception de l'objectif final.

(mars-avril 2004)

Yves Coleman

LETTRE DE NICOLE T.

Le raisonnement que tu fais me semble tout à fait opportun par rapport au terrorisme dans lequel ont été impliqués des militants anticapitalistes. Par rapport au terrorisme type Al-Qaïda, les choses me semblent un peu différentes. Je ne suis pas sûre que l'on puisse aussi facilement dire à propos de ce type de terrorisme-là que «ce type de raisonnement aboutit de fait à blanchir Ben Laden et ses imitateurs», car il n'y a jamais eu d'osmose entre un milieu militant anticapitaliste et cette mouvance terroriste. Au fond, dans ce terrorisme-là (celui qui véritablement mérite son nom), nous sommes tous condamnés à être spectateurs (et parfois victimes), car il s'agit d'affrontements de puissances (étatiques ou pas) qui nous sont totalement extérieurs.

Invoquer le fait que «son organisation a tué moins de gens que ne l'ont fait les sanctions économiques en Irak, les bombardements ou les interventions américaines au Japon (Hiroshima), au Vietnam, au Panama, au Kosovo ou en Afghanistan» n'est pas forcément une façon de justifier Ben Laden, c'est aussi une façon de rappeler que, toutes démocratiques qu'elles soient, les puissances impérialistes n'hésitent pas elles non plus à commettre des meurtres de masse de façon indifférenciée, même s'il s'agit dans leur cas de «dégâts collatéraux» et non de l'élément central de leurs stratégies. C'est ce que n'a cessé de rappeler la gauche américaine au moment du 11 septembre, et en effet, face à l'exploitation patriotique du sentiment d'horreur faite à l'époque par tous les grands médias, qui revenait à créer l'émotion nécessaire pour soutenir Bush dans son entreprise, il n'y avait qu'une chose à faire : marteler que le premier responsable de ce développement du terrorisme, ce sont les pratiques impérialistes des États-Unis, et qu'une intervention militaire, loin de l'assécher, ne pourrait que l'alimenter.

Concernant le terrorisme d'extrême gauche, je suis tout à fait d'accord sur le fond avec ta critique. Mais il manque à mes yeux une dimension dans ton raisonnement : il y avait dans le choix des terroristes d'extrême gauche une idée assez naïve de l'affrontement avec l'appareil d'État, outil du capital. Dans leur idée qu'ils pouvaient le mettre en crise en s'attaquant physiquement à certains de ses représentants, il n'y avait pas seulement les germes de graves dérives politiques potentielles, mais aussi une grande méconnaissance des mécanismes qui font la solidité du système démocratique en Occident. Et cela n'a pas eu de conséquences qu'en termes de répression : l'action terroriste a contribué, là où elle a été diffuse, à discréditer toute forme d'action directe collective pendant des décennies, ce qui n'a pas aidé à faire évoluer le rapport de forces entre capital et travail en faveur du second...

J'ai toujours eu personnellement du mal à dire qu'il faut savoir, quasiment par principe, se solidariser avec eux face à la répression de l'État. Non seulement parce que je n'ai jamais eu de sympathie pour cette façon stupide de jouer les Zorro avec l'appareil d'État, comme si l'affrontement de classe pouvait se résumer en affrontement militaire, mais aussi, et surtout, parce que cette obligation de solidarité, c'est précisément ce que beaucoup d'anciens «terroristes» d'extrême gauche ont utilisé pour mouiller un maximum de gens dans leur entreprise (je pense surtout au cas italien, où des milliers de militants ont eu à répondre à des délits de solidarité qui souvent consistaient à avoir ouvert sa porte un soir à un ancien copain, sans demander d'explications). Une autocritique sérieuse et sans détours, faite *du point de vue de l'émancipation des prolétaires et non de la paix sociale*, reste à faire. C'est peut-être la condition nécessaire pour que la solidarité s'élargisse au-delà du petit cercle de ceux qui se sont un jour identifiés à cette forme aberrante de combat politique.

(mars-avril 2004)

Nicole T.

LETTRE DE JACQUES WAJNSZTEJN

Pour des développements plus approfondis je te renvoie à mon livre *Individu, révolte et terrorisme* et aux 100 pages du chapitre 1 de la première partie de notre dernier livre : *Violence et globalisation*. Elles ont l'avantage de ne pas exprimer une seule position, de courir sur plusieurs années et de faire un peu le tour de la question à partir de positions françaises, allemandes et italiennes.

A part cela je te propose un passage d'une participation à une discussion avec des membres du Cercle de Paris. (...)

Pour ce qui est du texte de *Combat communiste*, il souffre premièrement de confondre la situation italienne, celle d'une lutte armée minoritaire mais importante numériquement et d'une manière générale, d'une violence diffuse à laquelle participèrent un nombre important d'ouvriers avec la situation en Allemagne et en France. Et deuxièmement, comme tu le dis très bien, de renvoyer dos à dos les deux camps, ce qui revient à ne pas se poser la question de la violence révolutionnaire ou même simplement du niveau de violence adéquat à toute lutte. Violence qui peut d'ailleurs être symbolique ou physique, ou les deux.

Pour moi aujourd'hui, cette violence ne peut être qu'à valeur symbolique (même si elle prend des formes concrètes, parfois illégales ou violentes) car la violence physique, en termes de rapports de force ne peut plus être maîtrisée par les révolutionnaires, comme nous essayons de le montrer dans l'introduction sur la guerre à *Violence et globalisation*.

Par rapport au marxisme traditionnel et même par rapport aux positions ultra-gauches, il faut donc voir que :

- 1) le retournement de la guerre impérialiste en guerre civile n'est plus possible
- 2) et que le blocage des usines est aujourd'hui complètement dérisoire quant à la maîtrise de la production et ne prend, ces derniers temps, que des formes désespérées de sabotage ou de menaces contre l'environnement.

Le nerf de la guerre n'est plus le secteur de la production, éclaté en réseaux et qui a vu fondre comme peau de chagrin les grosses unités industrielles qui s'étaient trouvées à la pointe du dernier assaut prolétarien des années 60/70 ; mais celui de la reproduction (cf. la question des transports, par exemple, et la limitation du droit de grève dans ce secteur qui est en place avec le service minimum, sauf en France où c'est encore à l'état de projet) qui, jusqu'à maintenant ne pose les questions qu'en termes de défense du service public et des statuts.

Ce n'est pas un point négatif en soi, dans la mesure où il peut être amené à concevoir la reproduction des rapports sociaux en dehors de l'État qui faillit à sa tâche, mais pour le moment nous en sommes loin puisqu'il reste essentiellement réactif et obsédé par la reconstruction d'un État-providence. Il ne cherche donc jamais à radicaliser des projets de réforme de l'État qui affaiblirait ce dernier, comme par exemple dans le cadre de la régionalisation, sous le prétexte que cela ne peut que conduire au renforcement du patronat.

C'était aussi un peu le sens du «Tous ensemble» de 1995, mais dans cet événement comme dans les grèves du printemps 2003 où en Italie avec les «*girotondi*», on ne dépasse pas vraiment l'expression d'un mouvement sans qu'il passe véritablement au stade de la lutte. Ou plus exactement le mouvement se présente comme lutte dans sa simple démonstration. C'est une démonstration de force sans puissance. On a la même chose avec les diverses tendances du mouvement anti-mondialisation. A part les autonomes à Gênes et Bové-Riesel contre les OGM, personne ne fait le lien entre démonstration de force et action directe, ce qui fait que Bové et Riesel se retrouvent criminalisés.

On se retrouve donc dans une situation où les actes illégalistes les plus simples : boycotter le bac ou marcher de façon décidée sur les sièges du Medef avec le risque de l'affrontement, sont refusés non seulement parce qu'ils faussent la règle du jeu de la démocratie, acceptée en principe quelle que soient ses formes (voir le déferlement de haine, en Italie, contre Battisti, dans un pays qui ne respecte aucun des droits les plus élémentaires de la défense), mais aussi parce que le mouvement, en privilégiant l'expression de son existence à son approfondissement, reste un mouvement sans densité véritable qui ne peut même plus poser cette question du niveau de violence adéquat. Par exemple, l'année dernière, je me suis

prononcé, au niveau théorique, contre un boycott du bac (cela ne m'a pas empêché de voter le boycott en AG !) qui ne remettrait pas en cause le bac lui-même, la question plus générale de l'évaluation et finalement celle de l'époque. Sans cet aspect, l'appel au boycott est resté velléitaire et typiquement gauchiste parce que disproportionné par rapport à la conscientisation. Les individus ne savent jamais la branche sur laquelle ils sont assis, il faut d'abord qu'ils descendent de l'arbre ! Et à plus forte raison quand le temps des affrontements de classes est terminé.

Pourtant, dans le cadre particulier de la France (le pays de la politique, disait Marx, en y voyant plutôt une connotation positive), je suis persuadé qu'il n'aurait pas fallu grand-chose pour faire basculer le mouvement de 2003 vers une plus grande radicalité. Mais en l'état actuel des choses on ne peut que se poser la question d'un mouvement capable d'exprimer tout à coup le refus d'une réforme fondamentale et qui accepte d'être dégonflé sans se battre dans tous les sens du terme. Là encore, le non-approfondissement de ce qui était réellement en jeu, la crise du travail, ne permettait pas de faire le lien avec les chômeurs et autres intermittents et de poser la question d'un rapport de force non seulement avec l'État, mais contre l'État.

Pour en revenir à la question de la lutte armée «historique», ton analyse fait comme si les groupes de lutte armée, non nationalistes, avaient fait un choix clair de la violence politique. Or si on regarde les deux cas de la Fraction Armée Rouge et des Brigades rouges et aussi des groupes italiens de violence diffuse, il n'en est rien. A l'origine, ils évoluent légalement, en dehors de la clandestinité et c'est le niveau de violence de l'État, sa capacité à les criminaliser qui va entraîner une option de plus en plus armée. Le cas des groupes diffus est particulièrement intéressant. A l'origine, ils s'organisent sur les quartiers pour des problèmes spécifiques (logement, nourriture, activités associatives ou antifascistes), puis ils passent aux auto-réductions et à une certaine illégalité, puis à des actions de récupérations, puis à des manifestations dans lesquelles il y a affrontement avec la police (on peut se reporter à l'histoire exemplaire du comité de la Barona à Rome, traduite par Guy Fargette dans le n°4, je crois, des *Mauvais jours finiront* ou à un article paru dans la revue *Exils* au moment du soutien à P. Persichetti).

Ensuite, souvent le mouvement est complètement criminalisé, coupé de son milieu d'origine, les militants n'apparaissent plus que comme des révolutionnaires professionnels, au mieux, ou des terroristes au pire.

Devant la difficulté de survie et les moyens logistiques nécessaires, il ne leur reste plus qu'à rejoindre les deux groupes qui peuvent leur assurer ce soutien (les Brigades rouges et Prima Linea). Tout le discours visant à séparer les deux formes de lutte s'effondre devant le nouveau rapport de force favorable à l'État.

Autre exemple : au départ les luttes des ouvriers se situaient dans les entreprises et les avant-gardes comme les Brigades rouges étaient les supplétifs extérieurs chargés de faire des coups de force ou donner des coups de main.

Une division finalement assez traditionnelle et peu intéressante du travail, qu'on retrouvait aussi en France, à un niveau plus restreint avec la Gauche prolétarienne.

Mais à partir de 1974, l'arrêt des embauches dans les grandes usines du Nord et le tarissement des flux immigrés sensibles à la révolte contre l'usine va isoler les radicaux encore au travail. Les médiations politiques et sociales permettant de dépasser ce blocage n'apparaissant pas, la situation devenait impossible pour les insurgés de l'intérieur et ils commencèrent à quitter l'usine, à chercher à élargir la conflictualité ou ils furent tout simplement licenciés. Nombreux gagnèrent les Brigades rouges et Prima Linea. Là encore on ne peut pas dire qu'il s'agissait d'un «choix libre». D'ailleurs qu'est-ce que cela voudrait dire ?

C'est bien beau de parler d'auto-organisation et d'opposer cela aux pratiques de groupes d'avant-garde, mais il s'agit surtout de savoir dans quelle perspective on s'organise et non pas de donner une leçon d'auto-organisation à la *Échanges*, comme si c'était la forme qui déterminait les contenus.

Il ne s'agit pas bien sûr d'opposer aux bavures de l'État nos propres bavures, mais il faut aussi éviter de poser les choses de façon figée. Il faut discuter de cela non dans l'abstrait mais dans la lutte et par exemple il ne s'agit absolument pas de dire que l'État était terroriste ou qu'il produisait et contrôlait les terroristes en Italie (position de Debord et Sanguinetti), mais de reconnaître que sa stratégie de la tension posait un niveau de violence absolument pas comparable à celui qu'on a connu en France à cette époque. La question des moyens ne peut donc pas être abstraite et encore moins être d'ordre éthique. S'il est évident que la torture discrédite immédiatement celui qui s'y livre, il n'en est pas de même de la possibilité de se retrouver avec une mort d'homme sur le dos. A l'inverse de la pratique suicidaire de la Fraction Armée Rouge à partir d'un certain moment, mais de façon complémentaire, le «plutôt rouges que morts» des

jeunes pacifistes allemands exprime l'incapacité que nous avons eue à renverser les montagnes et explique en partie notre défaite.

Pour terminer, je dirais aussi que c'est la question de la révolution qui est posée, ce que tu refuses de voir quand tu situes le débat au niveau de la lutte armée. C'est d'ailleurs une des caractéristiques de *Ni patrie ni frontières*, que d'essayer d'éclairer le nouveau dans le cadre conceptuel de l'ancien. Ainsi quand, sur le voile islamique, tu nous dis quelque part que ce problème nous éloigne du problème fondamental des classes... alors que c'est au contraire parce qu'il n'y a plus d'antagonisme de classe que se pose le problème du voile. Dans les deux cas, il s'agit bien de la tension individu/communauté, mais dans un registre et un contexte différent.

Poser la question de l'Histoire, de la révolution, des classes et du prolétariat et de l'évolution de leurs rapports est une prémisses indispensable à toute discussion sur la violence. A *Temps Critiques*, cela nous amène pour le moment à poser la révolution à l'intérieur du cadre de l'alternative et non dans le cadre d'une opposition entre des alternatives forcément réformistes et une révolution pure, style grand soir. c'est un peu court pour le moment mais nous en sommes là.

(mars-avril 2004)

Jacques Wajnsztein

ANNEXE : QUELQUES REMARQUES PAR RAPPORT A NOTRE DISCUSSION

R. a affirmé que finalement ce qui manquait en 1918-23 comme en 1968-74, c'était la volonté révolutionnaire des prolétaires. Le rapprochement que j'ai fait entre les deux périodes d'assaut révolutionnaire n'était effectivement pas le fait du hasard mais de certaines similitudes de situation au-delà des différences. Mais si, dans aucun de ces deux cas, la conscience révolutionnaire n'a été insuffisante alors que ces assauts étaient encore en prise avec toute l'histoire du mouvement prolétarien, comment pourra-t-il y avoir une conscience supérieure, maintenant que ce fil historique est sans conteste rompu ? J'espère que R. ne sous-entend pas qu'il manquait une direction révolutionnaire !

Même le cas d'une grande crise économique, du type de celle que connaît l'Argentine, ne provoque pas cette conscientisation et on se retrouve seulement avec une situation où les *piqueteros* sont aussi isolés que les prolétaires allemands les plus combatifs, mais exclus des entreprises, dans les années 20. Et malgré l'agitation du Cercle social, peu regardant sur ses sources, la situation n'est pas plus favorable en Irak.

Il me semble que R. a implicitement soutenu une vision assez démocratique du processus révolutionnaire (en dehors de toute perspective électoraliste bien sûr), qui ne pourrait prendre son essor que s'il devenait majoritaire. Mais nulle part cela ne s'est passé ainsi, ni dans la révolution française, ni dans la révolution russe. Seule la Catalogne libertaire a paru parfois s'approcher d'une telle réalité. Il est vrai que chacune de ces révolutions a dû ensuite pratiquer la terreur pour résoudre ses problèmes et compenser son manque de «légitimité» au niveau de l'ensemble du rapport social. Mais est-ce inévitable et est-ce que cela doit amener à fuir l'obstacle?

A ce propos, il serait très utile de revenir sur l'Italie des années 60-70 et le rôle/statut de la violence au sein du mouvement. Il faut voir que ce débat n'a absolument pas été mené en dehors de l'Italie, que ce soit au sein de l'ultra-gauche ou au sein du milieu libertaire. Il ne l'a été que par rapport à la Gauche prolétarienne, la Fraction Armée Rouge et Action directe. J'avais essayé de lancer quelques pistes dans la seconde partie de mon livre *Individu, révolte et terrorisme* et ce fut en partie à partir de cela et d'un livre de L. Debray et A. Steiner sur la Fraction Armée Rouge que la revue *Temps Critiques* qui allait suivre consacra quelques articles à cette question. Mais cela tourna à des échanges franco-allemands et notre aile italienne ne reprit pas le flambeau. On en est toujours là quand on voit la situation d'omerta sur l'époque qui existe en Italie sur la question et qu'en France, parmi les exilés, il n'y a guère que le seul Scalzone (et avant son emprisonnement, Persichetti), pour demander un bilan auquel ils ont essayé de contribuer par la publication de *La révolution et l'État*.

Pour R., le niveau de violence serait inversement proportionnel à l'intensité de la lutte des classes. Cet argument a pour lui le fait que la lutte armée n'a vraiment pris son essor qu'après la défaite à la Fiat, mais il n'est recevable que si on se situe dans la même perspective que dans les années 20, c'est-à-dire celle de l'affirmation de la classe ouvrière et du travail productif contre la bourgeoisie. Du fait de la déroute militaire, de la crise économique et de l'intensité des luttes de classes, tous éléments faisant des prolétaires les plus combatifs et conscients des individus extérieurs à leurs propres mots d'ordre, le hiatus était énorme et particulièrement pour des gens comme Max Holtz. Mais si la perspective n'est plus la même et que les mouvements de la fin des années 60-début des années 70 sont interprétés (comme nous le faisons à *Temps Critiques*), comme étant doubles, avec un aspect d'assaut prolétarien (pour nous le dernier) et un aspect révolutionnaire «à titre humain», alors il faut reconnaître que l'intensité de la lutte de classe au sens classique du terme peut très bien varier dans un autre sens que l'intensité d'une lutte plus générale : si la prolétarianisation continue en dehors de la classe ouvrière (ce que signifie l'arrêt de l'embauche de jeunes dans les grandes concentrations usinière du nord de l'Italie à partir du milieu des années 70), on assiste alors à un même dédoublement de la violence entre groupes armés de type Brigades rouges qui constituent et continuent la tradition résistante de classe (Francescini en est un bon exemple) et l'action subversive, souvent violente et en tout cas illégaliste plus diffuse menée par des individus comme Battisti. L'unité représentée dans le même individu à l'époque de Holtz n'est plus possible et se dédouble. Sur ce point, je suis en parfait accord avec Scalzone, sur le fait de tenir pour secondaires les différences entre des groupes

comme les Brigades rouges quasi staliniens au départ et les groupes de violence plus diffus et plus libertaires.

Ce qui a manqué, il me semble, ce sont des médiations (politiques ? je ne sais pas, en tout cas pas politiques au sens traditionnel du terme, puisqu'on a pu voir en Catalogne en 1936 à quoi menaient la médiation étatique et la participation anar au gouvernement). Des médiations en tous cas, qui auraient objectivé un mouvement qui dans sa fuite en avant devient pure subjectivité (ce sera le final de Bologne en 1977 et son envers, l'enlèvement de Moro par les Brigades rouges). Cette pure subjectivité le rend volatil et il perd son autonomie au moment où il la proclame quand la machine de guerre capitaliste impose le signe fin. La même vision immédiatiste qui l'emporte au sein des nouvelles classes dangereuses et de la nouvelle couche des intermittents du travail et de la révolution va conduire à l'écroulement, au premier vent violent contraire. C'est comme cela qu'on peut comprendre la vague de repentis qui va submerger tout le reste. (...)

(mars-avril 2004)

Jacques Wajnsztein

LETTRE DE MICHEL

Une première idée: je crois faux de penser que le mot terrorisme recouvre un seul concept, ou alors tellement général qu'il recouvre la violence politique en général, à l'exception de la violence de masse et la violence d'État.

Pour moi c'est la violence d'État qui a semé la pire des violences (et pour longtemps dans les têtes) pendant plusieurs siècles et dont les conséquences ne sont pas encore digérées, aux quatre coins du monde. Et sous des couverts démocratiques cette violence continue, que nous le voulions ou pas.

Les descendants d'esclaves ne sont pas encore majoritairement intégrés dans les sociétés occidentales. Beaucoup de sociétés qui ont été colonisées ne se sont pas encore remises de ce choc.

Un exemple, un an après la conquête de Madagascar par les armées de Gallieni, les populations de la côte Ouest se sont révoltées, la guérilla a duré quelques années, mais lors d'une bataille décisive un colonel de l'armée démocratique de la Troisième République a fait passer par les armes tous les chefs et petits chefs qu'il a pu attraper. Ce genre de guerre s'est répété partout et pendant toute la colonisation.

L'Algérie a connu, du massacre des femmes et des enfants de la «smala d'Abdel Kader» (sans soldats à ce moment) aux massacres de Sétif, plusieurs dizaines de milliers de civils tués, jusqu'aux «événements d'Algérie» avec torture institutionnalisée, destruction des villages et regroupement des populations, puis le transfert des ouvriers venus se faire exploiter pour reconstruire la France ; en 150 ans les Algériens ont tout connu de la part de la mère patrie mais aussi l'autoproclamée patrie des droits de l'homme.

On peut imaginer que des déclassés actuels n'ont pas de mal à justifier leur absence de perspectives et leur haine, dans un monde qui ne leur laisse toujours pas de place.

Ailleurs, sans aller jusqu'aux croisades, mais simplement pendant les deux ou trois siècles de conquêtes coloniales et impérialistes, les mondes arabes ou musulmans ont été détruits dans leurs organisations traditionnelles et aucune organisation sociale stable ne s'est installée à ce jour dans ces régions. Régions où les impérialismes manipulent toujours les pouvoirs locaux et les élites. A force de manipuler, des monstres politiques sont nés.

Tout ce qui concerne le «tiers monde» justifierait des analyses plus affinées.

Tu sembles mettre dans le même sac la «révolution iranienne», les «GIA» et autres al-Qaida, les Brigades rouges ou la bande à Baader, les guérillas de gauche mafieuses ou enfin les guérillas des décolonisations, tous ces mouvements sont anti-ouvriers mais cela ne suffit pas à les caractériser.

Le premier cas, les guérillas musulmanes intégristes, est relativement sans ambiguïté: il s'agit de groupes ayant des pratiques dignes du fascisme, s'appuyant essentiellement sur la terreur et ayant un programme plus que réactionnaire dans tous les domaines ; les pauvres Iraniens ne s'en sont pas encore sortis et la «révolution khomeinyste» s'est assise sur une défaite des ouvriers iraniens et de la jeunesse qui avaient viré le shah et luttèrent pour leurs revendications souvent dans des organisations autonomes. Si ces organisations ouvrières sont mortes depuis, il est probable que ce sont elles qui reprendront le flambeau.

Les terroristes modèle Colombie, mélange entre autoritarisme et mafia, n'ont rien à voir avec la classe ouvrière et si dans les années 70 nous ne voulions pas hurler avec les loups je crois qu'aujourd'hui il n'y a aucun doute: les révolutionnaires n'ont rien à voir avec ces groupes.

Quant aux Brigades rouges, je crois que tout ce qu'elles avaient d'ouvrier c'est, au fond, une sorte de stalinisme mais ce que nous aurions dû dire, c'est que notre critique n'avait rien à voir avec les hurlements des démocrates, il me semble que c'était possible.

Ce qui a rendu ce choix politique difficile, c'est que le terrorisme des années 70 soit venu progressivement après l'échec des révoltes française et italienne et tout le mouvement de 1968. Nous espérons un redémarrage de la lutte de classe et c'est je crois dans ce cadre que nous refusons de hurler avec les loups bourgeois et démocratiques. Il est peut-être incorrect de juger un texte pas vraiment fondamental 25 ans après.

Quant au terrorisme qui a répondu à la colonisation, l'ensemble de l'extrême gauche n'a pas su dénoncer la politique impériale des grandes puissances sans soutenir les bourgeoisies naissantes, c'est une erreur que nous payons encore peut-être puisque les soutiens aux luttes d'émancipations nationales se sont le plus souvent transformés en soutien aux bourgeoisies naissantes plutôt que de critiquer leur politique.

Il me semble en conclusion que la violence spectacle des attentats «modèle Al-Qaida» peut continuer longtemps si les énervés genre Bush, Blair, Sharon ou autres continuent à utiliser les actions des

intégristes musulmans pour maintenir et justifier leur pouvoir sur le monde. Tout se passe comme si les intégristes des deux camps, certes s'affrontent, mais aussi se justifient idéologiquement.

Les impérialistes ont toujours eu besoin d'une idéologie pour regrouper leurs ouailles. Je ne veux surtout pas leur servir de porte-parole. En d'autres termes je suis à la fois contre tous les impérialismes et contre toutes les idéologies réactionnaires religieuses ou pas.

Si nous avons quelque chose à dire ou à faire ce n'est pas de se mettre sur leur terrain.

Restons sur le nôtre, la lutte de classe, et la critique de la soi-disant démocratie et ses contradictions et toutes les idéologies qui peuvent servir de marchepied pour le pouvoir.

A propos de la morale ou de l'éthique, sur quelle base devrions nous la construire, chrétienne, musulmane, laïque... communiste (existe-t-elle)?

Michel

(mars-avril 2004)

Mansoor Hekmat

Mettre fin au terrorisme est notre tâche

Question : Des milliers de personnes ont perdu la vie dans l'attaque terroriste contre les gratte-ciel du World Trade Center à New York et le bâtiment du Pentagone à Washington. Quelle est la position du Parti communiste-ouvrier d'Iran sur cet événement ?

Mansoor Hekmat : Le Parti communiste-ouvrier d'Iran a immédiatement publié un communiqué à ce sujet. Nous avons condamné cet acte comme un immense crime contre l'humanité et un génocide. Nos cœurs sont avec le peuple américain et nous partageons profondément sa peine. Les Etats et les organisations réactionnaires ont fait du terrorisme un élément permanent de la vie quotidienne de notre époque. Grâce au pouvoir du peuple, nous devons et nous pouvons mettre fin au terrorisme, qu'il soit d'Etat ou non. En dehors de ses dimensions criminelles inimaginables, il est clair que cet événement annonce une escalade internationale du terrorisme. C'est un jour sombre, le prélude à d'autres calamités. Nous appelons les gens à faire preuve de courage et à prendre leur sort entre leurs mains. Ce monde doit être arraché des mains des poseurs de bombes et des généraux.

Question : Qui a commis cet acte terroriste et dans quel but ?

Mansoor Hekmat : Les faits ne sont pas encore clairs. Il existe plusieurs possibilités. Dans l'affaire d'Oklahoma City [où Timothy Mc Veigh avait posé une bombe dans un bâtiment fédéral, en 1995, tuant 168 personnes, *NPNF*], il est vite devenu clair qu'un groupe d'extrême droite avait provoqué cette catastrophe sur le territoire américain. Mais cette fois, des indications laissent penser qu'un groupe islamiste serait derrière ce crime. La nature suicidaire de l'opération la place dans la tradition des groupes islamistes. Quelle organisation islamiste ou quel cartel d'organisations et d'Etats islamiques a planifié cette attaque, voilà qui est encore obscur. L'étendue de l'opération, l'existence de quatre équipes de quatre pilotes entraînés à conduire des avions civils et qui étaient prêts à commettre des attentats suicides, tout cela indique un plan à long terme de quatre à cinq ans. Le fait qu'aucun renseignement sur une opération aussi vaste n'ait filtré en direction des services secrets occidentaux indique que ceux-ci n'ont pas infiltré profondément ces organisations, et cela aussi suggère des pistes hors des Etats-Unis et de l'Europe. Ainsi donc, on ne peut avancer de certitudes sur les causes et les coupables de cet acte. Le gouvernement américain et les médias se sont focalisés sur le groupe de Ben Laden.

Question : Les responsables américains parlent de venger les Etats-Unis et de punir les terroristes et les pays qui soutiennent le terrorisme. Ils accusent Ben Laden et affirment que si les Talibans ne le livrent pas, ils pourraient attaquer l'Afghanistan. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

Mansoor Hekmat : Selon moi, les Etats-Unis et l'OTAN vont certainement mener une vaste et violente opération, mais pas nécessairement ou fondamentalement pour punir les coupables que les Etats-Unis n'arriveront peut-être pas à trouver. Les Etats-Unis veulent surtout en profiter pour renforcer leur pouvoir à l'échelle mondiale, et ce pour des raisons psychologiques et émotionnelles qui concernent aussi la politique intérieure américaine. Entre une politique réellement destinée à affronter le terrorisme anti-américain et une réaction militaire futile, les Etats-Unis vont certainement choisir la seconde, parce que la conception qu'ils ont d'eux-mêmes et leur statut de superpuissance sont fondés sur leur puissance militaire.

Nous ignorons quelles dimensions prendra la réponse américaine. Je ne crois pas qu'ils se contenteront de lancer des missiles et de lâcher des bombes sur les villes et les campagnes d'Afghanistan. Si les

Talibans livrent Ben Laden, la réaction militaire américaine sera sans doute limitée ; dans le cas contraire, ils planifieront une invasion au sol et une occupation militaire de l'Afghanistan et peut-être même de l'Irak. Cela changera beaucoup de choses. Le paysage politique mondial changera en même temps.

Question : A propos de cet attentat commis en Amérique, on a incriminé la faiblesse des services de sécurité et de contre-espionnage. De fait, le Pentagone, le centre de commandement de la défense, et le plus important centre financier du pays ont été attaqués et de nombreuses personnes ont péri. Quel en sera l'effet en ce concerne le statut des Etats-Unis comme superpuissance ? Quelles mesures pourraient-ils prendre pour éviter un affaiblissement de ce statut ?

Mansoor Hekmat : En réalité, je crois que le terrorisme contribue à renforcer l'image des Etats-Unis comme superpuissance. Ce statut se définit en relation avec celui des autres puissances économiques, politiques et militaires du monde capitaliste, et non avec l'Afghanistan, l'Irak, le Jihad islamique et le Hamas. Le statut des Etats-Unis comme superpuissance repose sur leur domination du monde, non sur la sécurité des aéroports et les systèmes anti-incendie de ses immeubles. Et aujourd'hui, le climat du monde après cet événement, tout comme après l'occupation du Koweït par l'Iraq, est marqué par le renouvellement des déclarations d'allégeance aux Etats-Unis par les puissances occidentales et leur soumission aux options politiques et militaires de l'administration américaine. Ce crime terroriste donne un chèque en blanc aux Etats-Unis pour intervenir militairement dans n'importe quel lieu du monde afin de renforcer leur domination mondiale, alors qu'un jour plus tôt, le gouvernement américain subissait la pression des cercles dirigeants et des médias occidentaux pour sa défense obstinée et zélée d'Israël et son mépris du protocole de Kyoto. Les Etats-Unis vont exploiter cet événement comme un tremplin et comme une excuse pour effectuer une démonstration de pouvoir militaire. A court terme, tous les gouvernements occidentaux vont s'aligner sur l'Amérique et se tenir en alerte. A moyen terme, cependant, des questions économiques et politiques plus durables modifieront de nouveau l'équilibre au désavantage des Américains.

Question : Politiquement, est-ce que cela affectera des problèmes comme la paix au Moyen-Orient et la question de la Palestine ? Et comment ?

Mansoor Hekmat : A court terme, tout sera affecté par cet événement. Les deux parties en conflit, en Israël et en Palestine, sont assommées, immobiles et attentives. Arafat s'est empressé de condamner l'attaque, au cas où on l'en tiendrait pour responsable. Exaspérés, les leaders israéliens ont déclaré que cet événement était en continuité avec la question palestinienne et une réaction contre les violences israéliennes ; ils nient toute responsabilité dans cet attentat. Mais les effets à moyen terme du 11 septembre dépendront de la réaction initiale américaine. S'il y a une démonstration de force sanglante contre les groupes islamistes, alors à la fin de l'action, un nouveau cycle diplomatique commencera, pour ramener la paix entre les deux camps, paix fondée sur un nouvel équilibre militaire, comme on l'a vu après l'attaque sur l'Irak. Mais la question de la Palestine et le conflit israélo-arabe sont profondément enracinés dans la réalité locale. La paix en Palestine n'est pas possible sans un mouvement vers la gauche à la fois dans les sociétés israélienne et palestinienne. Pour parvenir à la paix, les forces de la laïcité et de la justice doivent prévaloir sur les cliques religieuses et ethniques fanatiques dans les deux camps du conflit. La question palestinienne ne peut être résolue par une solution militaire. L'intimidation est futile. En conséquence, si la vision que chaque société a de l'autre et l'équilibre du pouvoir entre la gauche et la droite ne changent pas, le conflit perdurera.

Question : Récemment, dans les médias occidentaux, les attaques terroristes ont été dépeintes comme une confrontation avec la démocratie. On a évoqué le rôle de certains «pays islamiques» dans ce conflit. Est-ce que cela va mener à une montée du racisme en Occident ?

Mansoor Hekmat : Nous avons pu lire çà et là, de manière limitée, des allusions aux thèses de Huntington sur le «conflit des civilisations» ; certains ont affirmé qu'il s'agissait d'une « guerre des civilisations», d'une attaque contre le « mode de vie » occidental, la démocratie, etc. Mais la réaction de la plus grande partie de la société et même de certains porte-parole du gouvernement américain a montré que cette conception ne tenait pas debout. Je ne m'inquiète pas d'une éventuelle montée du racisme après cet événement. Les racistes seront certainement plus actifs et agressifs pendant un moment, mais les sociétés occidentales les contiendront.

De plus, le peuple américain, autant que je puisse en juger à distance, s'est comporté jusqu'à présent avec une dignité et une humanité admirables face à ce terrible désastre. Je crois que le peuple américain ne va pas accepter facilement une réponse militaire sans discrimination contre les peuples du Moyen-Orient. Cet événement est trop important pour se prêter aux clichés typiques de la propagande. Selon moi, les sociétés occidentales ont une approche plus mûre et plus sophistiquée pour analyser ce genre d'événements. Les technologies de communications actuelles rendent plus difficile de maintenir les citoyens dans l'ignorance et de les fanatiser.. Les mêmes chaînes de télévision qui ont montré le désastre de New York montreront aussi la destruction de Kaboul. Ceux qui ont pleuré le désastre de New York n'acclameront pas facilement sa répétition à Kaboul.

Question : Le communiqué du Parti communiste-ouvrier d'Iran a montré que le désastre de New York représentait une nouvelle étape dans l'escalade terroriste, un conflit dans lequel se trouvent engagés, d'un côté, la majorité des Etats mondiaux et, de l'autre côté, des mouvements réactionnaires, plus particulièrement islamistes. Comment cette course peut-elle être arrêtée et, selon vous, quel rôle le Parti communiste-ouvrier d'Iran peut-il jouer dans la lutte contre le terrorisme ?

Mansoor Hekmat : Mettre fin au terrorisme est notre tâche. C'est notre tâche, car nous luttons pour l'égalité, les droits et la dignité des êtres humains. Le terrorisme d'Etat ne prendra fin qu'avec le renversement des Etats terroristes. Le terrorisme nonétatique sera éradiqué en mettant fin aux épreuves, aux discriminations, à l'exploitation et aux privations qui amènent les gens au désespoir et en font la proie des organisations réactionnaires et inhumaines. Il peut être éradiqué en dénonçant la religion, l'ethnicisme, le racisme et toutes les idéologies réactionnaires, qui n'ont aucun respect pour les êtres humains. Notre réponse, c'est de nous battre pour une société libre, ouverte et égalitaire, dans laquelle les hommes et les femmes, leur vie, leur dignité et leur bien-être sont valorisés. Le Parti communiste-ouvrier d'Iran et les partis politiques comme le nôtre affronteront les deux camps du conflit terroriste, aussi bien les Etats réactionnaires que les mouvements et partis réactionnaires. Mais pour l'instant, ce sont eux qui définissent le paysage mondial. Nous devons encourager tous ceux qui aiment la liberté, le progrès et l'humanité à protester et agir contre tous les aspects de cette situation. Tant que nous n'y arriverons pas, cet état de choses continuera.

Rubrique : *Incroyable mais vrai !*

A PROPOS DES TACTIQUES DE LA RESISTANCE IRAKIENNE

Guerres sales et solidarité critique

Les deux articles ci-dessous, le premier écrit en français, le second traduit de l'anglais, sont extraits du bulletin *Avanti* publié par l'un des courants de la LCR (la traduction du second a été légèrement améliorée par nos soins et les deux articles sont accompagnés de notes critiques). Le « mérite » de ces deux textes est que leurs auteurs essaient de répondre à certaines objections contre le soutien à la prétendue « Résistance » irakienne. Quant à la validité des « arguments » avancés, c'est une autre affaire...

Les Partis communiste-ouvrier d'Irak et d'Iran ont dressé depuis longtemps le bilan de ce prétendu « soutien inconditionnel mais critique » au nationalisme qui aboutit toujours à mettre en place des dictatures contre la classe ouvrière comme en témoignent les textes de Toma Hamid et Shamal Ali du Parti communiste-ouvrier d'Irak ainsi que l'article de Nicolas Dessaux publié à la fin de ce numéro. (*Ni patrie ni frontières*)

Avanti

APRES LES ELECTIONS EN IRAK

Depuis le soir du 30 janvier, Bush et tous les autres dirigeants impérialistes, de même que la grande majorité des médias, annoncent sur tous les tons que la participation aux élections organisées sous le contrôle des troupes d'occupation aurait constitué un succès aussi grand qu'imprévu de leur politique soi-disant pour « la paix et la démocratie ». Quoique l'on ne sache toujours rien de leur résultat (à supposer que ce qu'annonceront les fantoches du gouvernement de Bagdad puisse bénéficier d'une quelconque crédibilité), et que par ailleurs les chiffres donnés sur le taux de participation soient extrêmement variables (d'abord 60 %, ensuite 50 %... pourrait-ce être moins ?)...

A ce propos, un camarade britannique vient justement de nous passer par Internet un texte formidable, plein de mémoire et d'enseignements (1). Il s'agit d'un article du *New York Times* du 9 avril 1967 qui était titré : « *Les Etats-Unis encouragés par le vote vietnamien. Des officiels font état d'une participation de 83 % malgré la terreur vietcong.* » Cet article commence ainsi : « *Des représentants officiels des Etats-Unis ont été surpris et réconfortés aujourd'hui par l'ampleur de la participation aux élections présidentielles au Sud-Vietnam, malgré la campagne terroriste du Vietcong pour ruiner le vote. Selon les rapports de Saigon, 83 % des 5,85 millions d'électeurs inscrits ont participé au vote hier. Beaucoup d'entre eux ont pris le risque des représailles dont menaçait le Vietcong.* » Etca¹².

Le 30 avril 1973, le dit « Vietcong » et les troupes du Nord-Vietnam entraient dans Saigon, alors que les chefs du régime fantoche tentaient de s'enfuir, avec les derniers soldats et officiels US, en embarquant dans les hélicoptères à destination des porte-avions qui les ramèneraient aux Etats-Unis...

Les élections frauduleuses en Irak sont en tout cas l'occasion de réitérer notre pleine et entière solidarité avec la résistance irakienne. Mais soutien inconditionnel à la lutte (pas de conditions pour soutenir ceux qui combattent pour la libération nationale contre l'impérialisme !) ne veut cependant pas dire soutien politique envers les directions, organisations ou courants qui en sont partie prenante. Si les marxistes révolutionnaires soutiennent inconditionnellement les peuples en lutte indépendamment de la

¹² Les camarades qui voudraient lire (en anglais) cet article véritablement « historique » peuvent nous envoyer un mail à notre adresse de contact, et nous le leur transmettrons par retour. (Note d'Avanti)

nature de leurs directions, ils gardent toujours leur propre politique indépendante, donc leur droit de critique et de combat politique indépendant pour le socialisme.

C'est dans cet esprit de soutien – inconditionnel mais néanmoins critique – à la résistance irakienne et à ses actions armées que nous traduisons ici l'excellent article de Piers Mostyn, paru dans le dernier numéro du mensuel britannique *Socialist Resistance*¹³. Ce texte explique « comment répondre » à la « préoccupation » d'« opposants à la guerre en Irak », « choqués par les actions de certains groupes armés de résistance – en particulier l'enlèvement et la décapitation de civils. » Les sous-titres sont de la rédaction d'*Avanti* !

Avanti

Note de *Ni patrie ni frontières*

1. Plutôt que de s'intéresser aux péripéties électorales irakiennes, il est dommage que les camarades d'*Avanti* ne soulignent pas les différences essentielles entre la guerre du Vietnam (qui mobilisa des centaines de milliers de conscrits) et celle d'Irak (fondée sur l'intervention d'une armée de professionnels volontaires pour faire la guerre), ainsi que le niveau des enjeux : d'un côté, faire pièce à l'impérialisme soviétique et à ses alliés locaux vietnamiens, de l'autre contrôler une source d'énergie vitale pour l'économie capitaliste (et pas simplement pour les Etats-Unis) et tenter d'implanter une « démocratie exemplaire » au Moyen-Orient, aussi utopique que soit ce projet. Visiblement l'impérialisme américain a, au moins sur le plan militaire, tiré quelques leçons de son enlisement au Vietnam, même si sa nouvelle stratégie ne paraît pas guère payante pour le moment. Mais, à court terme, une stratégie du chaos (ce que les camarades du PCOI appellent le « scénario noir ») aboutissant à la partition de l'Irak selon des lignes ethnico-confessionnelles sert assez bien les intérêts de l'impérialisme mondial, surtout si les zones pétrolières sont demain sous le contrôle des grandes puissances (*Ni patrie ni frontières*).

Piers Mostyn

GUERRES SALES et solidarité critique

Toutes les guerres sont sales. La proportion de civils tués durant les guerres a augmenté au cours du siècle dernier. La Première Guerre mondiale, avec toute sa sauvagerie, avait entraîné une forte proportion de morts militaires. Avec la Deuxième Guerre mondiale, le plateau de la balance a très largement basculé du côté des morts civiles – même avant que l'on ne prenne en compte l'Holocauste. Avec le Vietnam, cette évolution est devenue encore plus nette.

Cela provient de la stratégie militaire des Etats impérialistes, qui utilisent les nouvelles technologies pour semer la terreur parmi les populations civiles des pays ennemis et minimiser leurs propres pertes militaires. La victoire d'une série de luttes anticoloniales, en particulier au Vietnam, n'a pas seulement rendu impératif l'emploi de ce type de méthodes, mais leur application a été de plus en plus sous-traitée à des mandataires, que ce soit des groupes terroristes (Al Qaeda est née comme sous-traitante des Etats-Unis) ou bien des dictatures barbares soutenues par la finance et les armes occidentales (de l'Arabie Saoudite à l'Indonésie, du Chili au Congo).

Cela ne signifie pas que « parce qu'ils le font, on peut faire pareil ». Nous ne pouvons pas d'un côté affirmer que la société est confrontée à l'alternative socialisme ou barbarie, et de l'autre emboîter le pas aux barbares. Mais il n'est pas moins important de se rappeler qui est réellement en train de massacrer des civils par centaines de milliers.

Des arguments impropres

Il faut également insister sur le fait que ce qui se produit aujourd'hui en Irak est une guerre. On a tellement abusé du mot « terrorisme » que ce concept est devenu un instrument essentiel de diversion dans les discussions sur ce problème.

Certains se sont laissés entraîner dans une suite illogique de raisonnements que l'on peut résumer ainsi:

1) Les actions terroristes individuelles sont erronées parce qu'elles se substituent et se transforment en obstacles aux actions de la classe ouvrière.

2) Toutes les actions armées dans lesquelles des civils sont tués sont du terrorisme.

¹³ Numéro 21 de janvier 2005. *Socialist Resistance* (www.socialistresistance.co.uk), un journal qui milite dans le cadre de la coalition Respect, est édité en commun par l'ISG (International Socialist Group), section britannique de la Quatrième Internationale et par le Socialist Solidarity Network, qui regroupe des militants anglais issus du courant « Militant » et proches de la majorité du SSP (Scottish Socialist Party). Note d'*Avanti*.

3) Toutes ces actions doivent être condamnées comme actions terroristes.

Ces arguments pourraient avoir une certaine pertinence en « temps de paix ». Mais ils ne sont pas applicables à la guerre. Lorsque de grandes villes sont écrasées sous les bombes, que leurs populations sont massacrées par centaines et par milliers et qu'on les déplace de force en plus grand nombre encore, l'utilisation des armes et des explosifs devient une question complètement différente.

Dans de telles conditions, aucun groupe de résistance ne peut se payer le luxe de tout planifier selon un schéma déterminé par des gens confortablement assis dans des fauteuils à Londres. Ces groupes n'ont pas d'autre choix (2) que d'employer les moyens à leur disposition pour rendre l'occupation la plus difficile possible, physiquement et politiquement. Au sein d'une population qui se trouve depuis des années privée toute tradition de libre organisation politique et marquée par les privations, certains des moyens utilisés reflètent ces faiblesses et même le désespoir.

Confrontée à la superpuissance (3) qui est hégémonique sur cette planète et dispose de moyens lui assurant a priori la victoire militaire sur le plan de la guerre conventionnelle, n'importe quelle résistance choisira une politique de guerre d'usure contre les occupants plutôt que celle d'une offensive à court terme qui les mènerait à une défaite certaine.

L'absence d'une stratégie très cohérente et à long terme ne suffit pas, à elle seule, à délégitimer les actions de résistance. Le nier signifierait demander aux Irakiens de moduler leur opposition de telle façon que toute résistance réelle deviendrait impossible.

Lors de la récente attaque contre Falloudja, on a vu un responsable militaire américain dénigrer les insurgés parce qu'ils utilisaient la ville comme champ de bataille au lieu d'engager un combat « clair et ouvert » dans le désert, et affirmer qu'ils étaient des lâches parce qu'ils craignaient les pertes qui en résulteraient.

Mais pourquoi donc les résistants devraient-ils choisir un terrain ou des moyens qui seraient plus favorables à leurs ennemis et qui rendraient leur combat plus difficile ?

Il ne s'agit pas de dire que « la fin justifie les moyens ». Même la morale bourgeoise et la théorie du droit reconnaissent, non seulement le droit à l'autodéfense, mais aussi que ce qui est « raisonnable » dans ce contexte ne peut être jugé « à froid » à partir d'une position purement théorique mais doit tenir compte des situations difficiles auxquelles font face les individus et les groupes humains.

Les seules personnes en désaccord avec cette conception sont les pacifistes. Leurs arguments sont totalement différents, même s'il est important d'y répondre.

Désinformation

Quel que soit le sujet, il est difficile de faire confiance aux informations que nous recevons. Les grands médias s'appuient sur des journalistes qui soit sont « embarqués » avec les armées d'occupation, soit voient leurs investigations restreintes à une zone limitée autour de Bagdad. Ils reflètent rarement le point de vue des Irakiens du peuple.

De plus, la désinformation constitue un outil systématique et de premier plan entre les mains des occupants, que les médias ne dénoncent pas ni ne mettent en question. Il en résulte que le scepticisme vis-à-vis de ce que racontent et déforment quotidiennement les médias est essentiel.

Ces médias créent une image absolument fautive de ceux qui tuent et terrorisent véritablement la population irakienne. Même le ministre fantoche de la Santé a dû reconnaître que la majorité des morts civiles intervenues entre mars et octobre 2004 était due aux forces d'occupation. Mais ce n'est pas ce que l'on dit à la télévision.

De même certaines actions armées sont rarement analysées d'un point de vue critique, notamment celles menées par des groupes qui ne font pas partie de la résistance. Comme nous l'avons souligné, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont une longue tradition d'implication terroriste. Ils n'hésitent pas à utiliser et financer des agents provocateurs ou d'autre type pour déstabiliser l'opposition. Par ailleurs, les bouleversements sociaux fondamentaux provoqués par la destruction systématique des infrastructures sociales par les occupants, aboutissent aussi à ce que des gangs criminels et des éléments antisociaux puissent agir sans frein.

L'enlèvement et la décapitation de l'Irakienne d'origine irlandaise Margaret Hassan ont soulevé cet automne une grande émotion. On a avancé l'hypothèse qu'il s'agirait d'une action d'un groupe de la résistance. Mais aucun groupe connu n'en a endossé la responsabilité. Même Abou Moussab al-Zarqawi a dénoncé cet acte, en affirmant qu'il l'aurait libérée si elle lui avait été remise (4).

Margaret Hassan était opposée à la guerre ainsi qu'aux sanctions destructrices qui l'avaient précédée, et elle bénéficiait d'un soutien de masse. Il est difficile de croire qu'un quelconque groupe de la résistance puisse considérer qu'un tel acte lui soit profitable. Le fait est qu'il a joué en faveur des occupants, qui l'ont utilisé à fond. Cela devrait fournir une indication sur qui en sont les responsables.

Soutien inconditionnel mais critique

Il serait cependant erroné de passer d'une hypothèse et d'un raisonnement fondés sur de fortes probabilités à une position affirmant que de telles atrocités ne peuvent être que commises que par les forces d'occupation. Pour quiconque conserve un esprit critique, il est évident que quelques groupes

minoritaires de la résistance sont engagés dans de telles actions. Certains mettent témérairement en danger voire même ciblent délibérément les civils avec leurs bombes. Au-delà des caractérisations précises, et même si ces méthodes ne sont employées que par une minorité du mouvement de résistance, qu'elles soient le fruit d'une stratégie délibérée ou du désespoir, nous devons dire que ces méthodes sont erronées.

De très nombreux Irakiens peuvent être – et ont déjà été – convaincus de participer à des actions de masse, malgré les difficultés. Il y a eu des grèves dans des secteurs clés (5) et des manifestations de masse contre l'occupation. Les actions favorisant une telle dynamique sont toujours préférables à celles qui leur font obstacle. Même s'il ne s'agit pas d'affirmer de façon simpliste que ces tactiques constitueraient « la » solution.

La résistance physique, quels qu'en soient les moyens, aura beaucoup plus de chances de succès si elle est fondée sur un soutien et une participation de masse. C'est une question élémentaire dans la théorie de la guerre de guérilla (6).

Il existe également une relation symbiotique avec la capacité à construire à l'échelle internationale un mouvement militant de masse d'opposition à la guerre et de soutien à la résistance.

Attaquer les pouvoirs coloniaux pour leur mépris cruel et leur mise en cause délibérée de la vie des civils devient plus difficile si l'on voit quelques groupes minoritaires de la résistance faire la même chose, même si c'est à une échelle beaucoup plus réduite. Où tracer une limite et comment cette dynamique œuvre précisément sur le terrain sont des questions dont les seuls à pouvoir décider (7) sont ceux qui se trouvent directement engagés dans la lutte. Cela requiert en effet une connaissance précise de la situation politique et militaire en Irak.

C'est aux Irakiens eux-mêmes qu'il revient de décider des meilleurs moyens à utiliser dans la voie de leur libération, même s'ils pourront commettre des erreurs en cherchant à y parvenir. Dans le même temps, nous qui intervenons dans les pays impérialistes ne devrions pas affirmer que tout soutien doit être acritique ou que toute critique pourrait être utilisée pour affaiblir la solidarité. A l'inverse, nous appelons à un soutien inconditionnel mais critique.

Piers Mostyn

(*Socialist Resistance* n° 21, janvier 2005)

Notes de *Ni patrie ni frontières*

2. Rappelons à ce camarade que les militants du PCOI défendent une tout autre orientation sur le terrain et s'opposent à la fois aux troupes de la Coalition, aux baasistes reconvertis en « résistants et aux islamistes. L'argument des « fauteuils londoniens » n'est donc que poudre aux yeux destinée à cacher une capitulation politique. (*Ni patrie ni frontières*)

3. On remarquera que le rédacteur de l'article a inventé un néologisme germanobritannique « Uberpower », faisant référence à la formule favorite des nationalistes allemands puis des nazis « Deutschland über alles ». Cette trouvaille linguistique en dit long sur les limites politiques de l'anti-impérialisme à sens unique : elle reprend la vieille théorie de l'« ennemi principal » chère aux maoïstes chauvins des années 60, elle ne se démarque pas clairement du nationalisme britannique et flatte l'inconscient « antiboches » hérité de la Seconde Guerre mondiale, mais en plus elle rapproche le gouvernement américain actuel du nazisme par une attaque quasi subliminale. (*Ni patrie ni frontières*)

4. Une des techniques les plus répandues parmi les terroristes consiste à nier toute implication dans un certain nombre de leurs actions. Pressé d'attribuer ce meurtre à un service secret occidental, l'auteur ne se rend même pas compte qu'il accorde ainsi du crédit aux propos d'un ennemi de classe comme Zarkaoui (*Ni patrie ni frontières*).

5. Pour ceux qui veulent s'informer sur les actions des islamistes contre le mouvement ouvrier irakien renaissant, le lecteur se reportera avec profit aux informations publiées sur le site du Comité solidarité Irak. Piers Mostyn salue hypocritement les luttes des travailleurs sans informer ses lecteurs du fait que les « résistants » qu'il admire tant tuent des syndicalistes (accusés de collaboration quand ils sont membres du PC irakien membre de la coalition au pouvoir ou d'athéisme ou de communisme quand ils appartiennent au PCOI), et enlèvent des ouvriers étrangers contre rançon quand ils ne les liquident pas tout simplement, selon une tactique appliquée avec un certain succès par le GIA en Algérie (*Ni patrie ni frontières*).

6. Après son coup de chapeau purement formel aux « actions de masse » l'auteur de l'article nous dévoile ce qui l'intéresse vraiment : la « guerre de guérilla », c'est-à-dire la construction d'un nouvel appareil d'Etat nationaliste et anti-ouvrier (*Ni patrie ni frontières*).

7. Il est assez évident que seuls les militants engagés sur le terrain peuvent prendre des décisions solidement fondées. Mais le fond de la question n'est pas là : avec des « résistants » qui font la chasse aux communistes, aux ouvriers étrangers et aux femmes éprises de leurs droits, on ne discute pas comme avec des camarades dans l'erreur. Les trotskystes de la Quatrième Internationale (à laquelle appartient la LCR) ont malheureusement une longue tradition de soutien « inconditionnel mais critique » aux staliniens et aux nationalistes « de gauche » de tous pays. Et ce qui compte le plus dans

cette expression ce n'est pas le mot « critique » mais le mot « inconditionnel », comme l'expérience l'a montré depuis plus de soixante ans.

Cela les a amenés à laisser leurs propres camarades vietnamiens, cubains, chinois, algériens, etc., pourrir en prison ou être liquidés d'une balle dans la nuque, et surtout à embellir l'exploitation des travailleurs de ces pays par des régimes de capitalisme d'État en se servant de phrases ronflantes ou en déployant toute une casuistique à la sauce jésuite. (*Ni patrie ni frontières*).

Communisme ouvrier et lutte armée en Irak : guérilla ou résistance armée de masse ?

(Le texte complet de cet article se trouve sur le site du Comité Solidarité Irak)

Par Toma Hamid*

Bien avant le déclenchement de la guerre par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, nous avions annoncé qu'elle aurait des conséquences catastrophiques pour la population irakienne, qu'aucune promesse des troupes d'occupation ne serait tenue : ni paix, ni liberté, ni stabilité, ni prospérité, ni reconstruction. En Irak, nous étions le seul groupe politique à s'opposer à la fois à l'invasion américaine et au régime de Saddam.

Certains trouvaient que notre pessimisme quant au dénouement de cette guerre était le signe d'un « anti-américanisme congénital » hérité de la gauche. Les partisans de la guerre et de l'occupation ont applaudi le 9 avril 2003, le jour où Bagdad tomba entre les mains des forces américaines. Pourquoi cet enthousiasme ? Parce que, selon eux, nous avions surestimé les pertes humaines.

Néanmoins la guerre ne s'est pas arrêtée le jour où George Bush Jr. a annoncé la fin des opérations militaires. La guerre continue et, chaque jour, des innocents meurent. Aujourd'hui, personne ne peut nier le prix énorme que la population irakienne a payé. Nous n'avons pas été surpris lorsqu'on a annoncé que 100 000 Irakiens avaient été tués depuis le début des combats.

Et jour après jour, le cycle vicieux de la violence s'intensifie. Alors que les morts s'accumulent, nous voyons apparaître des actes de génocide comme à Falluja. Des dommages matériels incalculables ont été causés par les opérations militaires des forces de la coalition, par le pillage et par les opérations menées au nom de la « libération nationale » de la « résistance armée ». La « reconstruction » de Bush n'est qu'une mystification.

Dix-huit mois plus tard, l'état des services de base comme l'électricité, l'eau ou la santé est plus catastrophique qu'avant guerre. Le moral et la culture de la société irakienne ont régressé. Les valeurs et les traditions les plus conservatrices ont été rétablies. Les forces les plus réactionnaires gagnent du terrain et augmentent leur influence. Aujourd'hui, la population irakienne connaît une des périodes les plus inquiétantes de son histoire.

Soutenus par la bourgeoisie locale, les Etats-Unis n'ont pas réussi à construire une quelconque forme de « démocratie à l'occidentale ». Ils ne sont même pas parvenus à bâtir un régime stable. Dans les circonstances présentes, les droits civils et individuels ou les libertés ne sont pas leur priorité quand les gangs criminels, les terroristes islamistes et les forces obscurantistes gouvernent de fait la société irakienne. Il n'y a ni gouvernement ni appareil d'Etat, au sens classique du terme, auprès desquels les gens pourraient protester, faire pression et obtenir satisfaction.

L'actuelle situation de l'Irak est toujours aussi dramatique et inquiétante. Nos prévisions n'étaient pas fondées sur des hypothèses hasardeuses mais s'appuyaient sur la nature réactionnaire de l'administration américaine, de son « nouvel ordre mondial » et de sa politique. Les Etats-Unis et leurs alliés sont incapables de faire mieux que ce qu'ils font actuellement.

Dans le cas de l'Irak, le seul moyen d'instaurer une société civile et moderne, où les besoins essentiels des personnes, les libertés et les droits fondamentaux seraient respectés, est de contenir fermement les forces réactionnaires (qu'elles s'appuient sur des groupes religieux, des groupes ethniques ou des clans) ainsi que leurs valeurs et leurs traditions. Il faut instaurer un Etat laïque et non ethnique.

L'administration américaine est une force bourgeoise réactionnaire qui cherche à affirmer et consolider son hégémonie mondiale. Elle craint les idées et les forces progressistes. (...) En conséquence, les Etats-Unis n'ont qu'une seule issue : s'allier aux forces et aux clans réactionnaires, religieux ou ethno-centristes,

pour combattre les idées et les forces laïques et progressistes. Ce choix risque de plonger l'Irak dans une crise économique, politique et sociale encore plus terrible.

(...) L'occupation est la principale responsable de l'impasse dans laquelle est actuellement plongée la société irakienne. Aussi longtemps que les forces d'occupation resteront en Irak, cette crise ne se résoudra pas. En raison de leur impopularité, les Etats-Unis doivent mener une répression féroce pour se protéger et maintenir leur autorité. Ainsi ils renforcent indirectement les forces réactionnaires qui se présentent comme les seules capables de défendre la population irakienne et sa dignité. La présence américano-britannique offre un excellent prétexte aux groupes ethnocentristes et islamistes pour organiser des opérations militaires qui sont plus meurtrières pour la population civile que pour les occupants.

Ce cercle vicieux va se perpétuer, la société continuera à se déstabiliser et les conditions de vie à se détériorer.

La question n'est pas : les forces d'occupation doivent-elles partir, mais COMMENT vont-elles partir ? A notre avis, la résistance civile doit forcer les armées d'occupation à partir. Elle peut permettre d'exprimer le ressentiment général envers les troupes de la coalition, dénoncer leurs crimes et gagner le soutien des progressistes à travers le monde. (...).

Il existe aussi une seconde forme de résistance : la lutte armée. Dans les circonstances présentes, nous croyons que les forces progressistes et communistes doivent éviter d'utiliser les méthodes traditionnelles de guérilla des mouvements de résistance armée :

1. En effet, cette guérilla pourrait être manipulée par la prétendue « résistance » des terroristes islamistes et ethnocentristes. Il deviendrait alors difficile de distinguer entre leurs opérations et les actions de la résistance progressiste. Comme les groupes islamistes et ethnocentristes sont, à l'heure actuelle, dominants, une résistance progressiste armée de type guérilla ferait seulement leur jeu. Elle les encouragerait à commettre encore plus de crimes contre la population au nom de la lutte contre l'occupation. Si nous devenions les alliés de la résistance des islamistes et des ethnocentristes, il nous serait très difficile de lutter contre eux.

2. Une résistance armée servirait aujourd'hui uniquement les intérêts des Etats-Unis. Ceux-ci préfèrent affronter militairement ce type d'adversaires. Leur supériorité militaire garantit leur victoire. La force militaire est leur atout majeur. Leur point faible réside dans leur politique inhumaine et contradictoire. Il sera difficile aux Etats-Unis de gagner une confrontation politique surtout face à un mouvement progressiste qui défend une cause juste.

3. Une guérilla en Irak causerait la perte de nombreuses vies et des destructions massives de biens. En raison de la géographie du pays, du niveau de développement des infrastructures et de la brutalité des forces américaines, l'issue d'une telle lutte est prévisible et se terminerait par un échec.

Dans les circonstances présentes, la stratégie adoptée par le PCO en Irak représente la meilleure méthode. Cette résistance armée se concentre avant tout sur les moyens de mobiliser la population et de l'amener à reconquérir les banlieues, les villages, les villes, d'y interdire l'entrée aux troupes américaines et aux milices islamistes et ethnocentristes. Cette forme de résistance a trois objectifs principaux :

- s'opposer et maintenir son indépendance face aux deux pôles terroristes, les Etats-Unis et leurs alliés, d'un côté, les islamistes et les groupes ethnocentristes de l'autre ;
- réduire les dommages infligés aux populations ;
- et encourager les populations à s'auto-organiser. Il s'agit de les impliquer au maximum de manière à favoriser leur prise de conscience politique.

Un des aspects négatifs de la situation présente (ce que nous appelons « le scénario noir ») est que beaucoup d'Irakiens et d'Irakiennes se sentent impuissants. La forme de résistance armée que nous proposons leur redonnera confiance et combattra les effets du chaos actuel. (...)

*Toma Hamid est membre du comité central du Parti communiste-ouvrier en Iraq

Lettres du «sous-commandant» Marcos à l'ETA et au peuple basque (extraits)

L'intérêt des deux lettres qui suivent n'est pas d'encenser encore davantage Marcos ou les zapatistes mexicains, ni de cautionner leurs louanges du nationalisme d'ETA dont l'unique ambition est de créer un nouvel Etat oppresseur, mais tout simplement de montrer qu'il existe plusieurs façons d'analyser le terrorisme, y compris parmi ceux qui ne peuvent être soupçonnés de pacifisme «bêlant». (*Ni patrie ni frontières*)

**ARMEE ZAPATISTE DE LIBERATION NATIONALE. MEXIQUE.
décembre 2002**

(...) Comme vous le savez peut-être, à plusieurs reprises, et dans une lettre lue sur le territoire espagnol, nous avons fait référence à la lutte du peuple basque pour sa souveraineté. Bien que le texte fit clairement référence à la lutte politique basque et non à la lutte militaire, il était intentionnellement ambigu en ce qui concerne l'action de votre organisation l'ETA.

L'objectif de l'ambiguïté était de provoquer, ce qui a réussi. Nous n'ignorons pas que nous avons mis en danger le capital moral que, nous zapatistes, avons conquis dans le monde entier, en particulier dans la péninsule Ibérique, mais c'était nécessaire... alors.

Vous et nous savons bien que l'EZLN n'a réalisé et ne réalisera aucune action militaire contre les civils. Vous savez aussi que nous condamnons ce type d'attaques, qui font généralement un grand nombre de victimes chez des personnes qui n'en connaissent même pas les enjeux.

Vos actions ont provoqué un nombre non négligeable de victimes civiles. Parmi elles, il y avait des personnes qui sympathisaient avec notre cause et qui, comme le reste des victimes civiles, sont mortes dans l'angoisse de ne pas savoir pourquoi.

Nous considérons la lutte du peuple basque pour sa souveraineté comme juste et légitime, mais ni cette noble cause, ni aucune autre, ne justifie que l'on sacrifie la vie de civils. Non seulement cela ne rapporte aucun bénéfice politique mais en plus, même si cela en rapportait, le coût humain n'a pas de prix. Nous condamnons les actions militaires qui blessent les civils. Et nous les condamnons de la même manière, qu'elles proviennent d'ETA ou du gouvernement espagnol, d'Al-Qaida ou de George W. Bush, d'Israéliens ou de Palestiniens, ou de quiconque, quels soient les noms ou les sigles différents de leurs auteurs, qu'ils invoquent ou non des raisons d'Etat, idéologiques ou religieuses, qu'ils prennent leurs victimes parmi les enfants, les femmes, les personnes âgées et les individus qui n'ont rien à voir avec le problème.

Je sais aussi que, dans la comptabilité des morts et blessés que tient le gouvernement espagnol, ne figurent pas les milliers de Basques qui ont été exécutés, torturés ni tous ceux qui ont disparu entre les mains des forces de l'Etat. Cependant, je ne vous écris pas pour comparer le nombre des morts. Sur ce plan-là, nous dépassons pas mal d'autres peuples, car ce sont des millions d'indigènes mexicains qui sont tombés depuis la conquête espagnole. Mais nous ne mettons pas le nombre de nos morts en concurrence avec d'autres.

Non, ce n'est pas pour parler du passé que je m'adresse à vous.

Il y a deux jours, le juge Fernando Baltasar Garzon Real m'a défié à un débat. Je lui ai répondu par l'affirmative et j'ai posé comme condition, entre autres, que se réalise une rencontre entre toutes les forces politiques, sociales et culturelles impliquées ou intéressées par la problématique du Pays basque, pour qu'elles parlent et s'écoulent au sujet des chemins basques.

De même, au nom de tous et toutes mes camarades, je vous demande de décréter une trêve unilatérale pour une période de 177 jours, qui commencerait le matin du 24 décembre 2002. Je vous demande de ne réaliser aucune opération militaire offensive durant cette période et de contribuer ainsi à créer un climat propice à cette rencontre, c'est-à-dire pour donner une opportunité à la parole.

Il serait bon qu'Euskadi Ta Askatasuna envoie plusieurs délégués parler et écouter, pas pour négocier ou signer un quelconque pacte, lors de la rencontre «Le Pays basque : des chemins». Je sais qu'ils courraient des risques, mais s'ils sont disposés à mourir ou à être faits prisonniers dans les actions militaires qu'ils réalisent, je ne vois pas pourquoi ils ne seraient pas prêts à souffrir la même chose dans une action politique.

Je ne vous demande pas de vous rendre ni d'abandonner vos armes ou vos convictions. Je vous demande simplement de donner une opportunité à la parole et d'honorer ainsi le grand risque que les zapatistes ont pris et devront prendre. (...)

Sous-commandant insurgé Marcos. Mexique, décembre 2002.

La réponse d'ETA ne s'est pas fait attendre : elle a immédiatement accusé le sous-commandant Marcos de chercher à se « faire de la pub » sur le dos de la cause basque ! Dans une longue réponse ironique et dans le style souvent verbeux et ethnico-littéraire qui le caractérise, Marcos a néanmoins tenté d'expliquer l'importance de la parole et de la discussion entre adversaires. Puis il a ajouté :

(...) Vous savez bien que nous ne pratiquons pas le terrorisme et qu'en plusieurs occasions, dans des déclarations écrites et orales, nous avons condamné la terreur, d'où qu'elle vienne. Et si cette fois nous ne l'avons pas explicitement fait, c'est pour des raisons que l'on commence à voir clairement. Pour les familles des victimes d'ETA et de l'Etat espagnol, parmi lesquelles se trouvent nombre de partisans de notre cause, nous nous excusons si par cette ambiguïté nous manquons de respect à leur douleur. Nous voulons de tout cœur qu'ils nous comprennent et qu'un jour ils nous pardonnent ce que nous avons provoqué.

Nous regrettons aussi que cette souffrance ait été manipulée par le gouvernement espagnol pour détourner et cacher son inefficacité criminelle dans la catastrophe écologique qui s'abat sur le peuple galicien qui a démontré que l'on peut s'organiser et résoudre ses problèmes pendant que les gouvernants s'affichent dans les pages *people* des journaux madrilènes. (...)

Nous pensons que quelque chose doit être entrepris pour changer la logique criminelle qui s'impose actuellement dans le monde. Que la terreur se combat par la terreur mais sans pouvoir la vaincre. Que les arguments légaux servent à justifier les tortures, les disparitions, les assassinats mais ne réduisent pas au silence ceux qui, avec des arguments idéologiques ou religieux, justifient la mort des autres.

Le monde d'aujourd'hui nous présente une solution finale qui, comme toutes les solutions finales, est un piège. On nous oblige à choisir entre une terreur et une autre et critiquer l'un veut dire appuyer l'autre. Dans ce cas, on nous oblige à choisir entre le terrorisme d'ETA et le terrorisme de l'Etat espagnol, et si nous nous démarquons de l'un, nous sommes complices de l'autre. Vous et nous savons que l'alternative n'est pas une chose ou l'autre, sinon celle que l'on construit comme une nouvelle voie, comme un nouveau monde. Il serait merveilleusement juste et instructif que, au milieu d'un monde polarisé où la mort et la destruction ne varient qu'au niveau des arguments et de la déraison (où condamner les actions punitives de Bush équivaut à soutenir la folie fondamentaliste de Bin Laden), ce soit dans la péninsule ibérique que l'on ouvre un espace pour donner une chance à la parole. (...)

Sous-commandant insurgé Marcos.

Mexique, décembre 2002.

Contre l'amnésie collective et sélective, soutenons les réfugiés politiques italiens

L'extradition, à la sauvette, de Paolo Persichetti, kidnappé le 25 août par la police française et livré à l'Etat italien quelques heures plus tard symbolise une collaboration non assumée de l'Etat français avec son homologue italien. Par là même, la France a donc fini par répondre à une requête persistante des autorités italiennes qui, depuis 1982, réclament au moins un signe de bonne volonté du gouvernement français dans la lutte anti-terroriste.

Pour le système politique italien et sa magistrature, il n'existe en effet aucune différence entre les diverses formes de violence et toutes relèvent de solutions normatives et judiciaires dites «d'urgence». Cela veut dire : jugements sommaires, usage étendu de la délation par la loi sur les repentis, moyens coercitifs pour exiger des aveux, peines excédant toute espèce de proportionnalité. Le cas de Paolo est à cet égard éclairant puisqu'il a été condamné en appel à 22 ans d'emprisonnement pour «concours moral» dans l'exécution d'une action armée «liée à une entreprise subversive ou de terrorisme» sur le seul témoignage d'un repentis qui s'est ensuite rétracté.

Or il avait été acquitté en première instance ! Il se trouve par ailleurs, qu'il est le plus exposé parmi les quelques 84 Italiens placés sous écrou extraditionnel. En effet, il est le seul dont le décret d'extradition a déjà été signé par le gouvernement Balladur en 1994 (sans avoir reçu d'application). Mais ce sont bien tous les autres réfugiés qui se retrouvent sous la menace d'une demande similaire du gouvernement italien, demande qui sera effective le 11 septembre (quel symbole !) et concernerait une quinzaine de personnes, dans un premier temps.

Pourtant, le gouvernement français a longtemps pris une position honorable en accueillant des réfugiés fuyant un Etat dans lequel plus de 100 000 inculpations pour subversion et participation à bande armée furent prononcées, chiffre bien supérieur aux actions armées réellement commises, mais bien inférieur aux centaines de milliers de personnes qui participèrent, de diverses façons, au mouvement révolutionnaire de l'époque. Cette répression fut d'ailleurs dénoncée par Amnesty International et de nombreux observateurs étrangers. Ce fut d'autant plus facile que l'Italie était aussi le pays des attentats-massacres, dont certains furent imputés aux anarchistes alors qu'ils émanaient de groupes factieux.

L'entière classe politique au pouvoir devait, une décennie plus tard, avouer sa propre corruption et se dissoudre dans l'ignominie. Si le gouvernement français n'accorda pas automatiquement l'asile politique à tous les réfugiés, il confia à sa magistrature non «spéciale» le soin de traiter les demandes italiennes d'extradition. La plus grande partie furent repoussées comme relevant d'une «justice militaire». Mais aujourd'hui, la France a tendance à s'aligner sur ses voisins en ce qui concerne la lutte anti-terroriste (11 septembre oblige).

Or dans ce domaine, l'Etat italien n'a pas changé. Il est toujours celui qui maintient en prison plus de 200 personnes, pour des faits remontant à plus de 20 ans, alors que des «repentis» aux actes judiciairement plus lourds, sont sortis de prison depuis fort longtemps. On peut même dire que l'Italie est à la pointe d'une conception contractuelle de la Justice qui fait de la négociation individuelle des peines et de la délation son principe. Comme le disait une lettre du 24/02/98, adressée par des réfugiés italiens à MM. Chirac et Jospin : «Or si l'Italie n'a pas été à même de

tourner définitivement la page des «années de plomb», si elle s'est empêtrée dans une «urgence sans fin» où «l'exception est la règle», pourquoi la France devrait-elle revenir aujourd'hui sur sa propre doctrine ?». Le gouvernement italien espère sans doute que le temps a effacé le souvenir du contexte dans lequel les événements se sont produits et qu'il peut ainsi régler de vieux comptes.

Nous souhaitons que le gouvernement français ne perde pas tout cela de vue, quand il répondra aux demandes d'extradition d'un système politique et judiciaire plus proche de celui de la Turquie que des autres pays européens. Un système qui confond questions politiques et code pénal, surtout quand aujourd'hui gouvernent des individus qui sont une synthèse des deux. C'est un point particulièrement important car l'absence de compréhension de leur époque amène la plupart des Etats à ne plus concevoir les problèmes en termes traditionnels de question politique ou de question sociale, puisqu'ils n'en ont pas les solutions, mais en termes sécuritaires et judiciaires.

C'est particulièrement net en Italie avec la répression massive de 1979, mais ce l'est aussi avec les dérapages de l'action «mani pulite». Quand un pouvoir politique s'effondre, le pouvoir des juges ou/et des militaires est alors sans limite. Dans un tel système, les accusateurs d'hier deviennent vite les accusés d'aujourd'hui, quand ce n'est pas un processus simultané comme c'est le cas dans l'extradition de Persichetti exigée par ceux-là mêmes qui sont accusés par la justice italienne des «bavures» de Gênes.

Comme le disent très bien Paolo Persichetti et Oreste Scalzone, dans leur livre *La révolution et l'Etat* (Dagorno, 2000) : «(il faut) refuser le recours à une thématique innocentiste, ne serait-ce que parce qu'un tel positionnement aboutit à accepter implicitement, ou du moins à subir l'inversion de la charge de la preuve» et encore : «Je considère en tout cas que, dans la prochaine phase, nous n'avons pas à nous défendre mais à mettre nos inquisiteurs en accusation». Le fait que Paolo (enseignant de sciences politiques à l'université Paris VIII) et la plupart des réfugiés politiques italiens soient parfaitement intégrés dans leur vie professionnelle et plus généralement dans la société française est un élément complémentaire d'importance, mais qui ne peut servir de ligne de force à sa (leur) défense.

Dans la défense de Paolo, il y a aussi la défense de tous les sans statut, sans papiers ou autres, qui sont à la merci du bon vouloir des autorités, de leurs éventuels revirements.

S'il faut prendre la démocratie au mot, alors imposons-lui de respecter ses propres règles, sa propre légalité.

Comité pour une défense politique de Paolo Persichetti¹⁴ : Contact : luclaboratoire@minitel.net

¹⁴ L'initiative est le fait d'individus de la région Rhône-Alpes et s'est étendue progressivement à d'autres, à Montpellier, Marseille et Paris.

Temps critiques

Passé, présent, devenir. Des luttes italiennes des années 1970 aux extraditions d'aujourd'hui : un état d'exception permanent.

INTERVENTIONS n°1 Octobre 2002

Cette nouvelle publication s'inscrit dans le cadre théorique de la revue *Temps critiques*, mais elle publiera des textes plus courts et d'une utilisation plus immédiate en s'efforçant toutefois de ne pas céder aux facilités de l'événementiel. Nous sommes bien conscients de la contradiction dans laquelle nous sommes en maintenant la nécessité d'une intervention dans un moment historique qui ne semble guère s'y prêter. Mais nous l'assumons à partir du moment où elle ne se confond ni avec l'activisme ni avec l'avant-gardisme.

Pour son premier numéro, *Interventions* présente un texte qui, à partir d'une activité au sein du Comité pour une défense politique de Paolo Persichetti, essaie de replacer cette défense en relation à la fois avec les luttes de l'époque du «mai rampant» italien et avec la situation actuelle dans ce pays.

© Éditions de l'impliqué BP 2005 34024 Montpellier cedex 01

Avant toute chose, il nous faut dire pourquoi il faut soutenir Paolo Persichetti et avec lui, les autres réfugiés politiques italiens. En effet il ne s'agit pas là d'un soutien humaniste ou d'un désir de simple justice, comme ils pourraient être accordés à tout réfugié. Il s'agit d'un soutien politique à ce qui fut un combat révolutionnaire, quelle que soit l'opinion qu'on ait vis-à-vis de tel ou tel groupe politique et aussi des moyens mis en œuvre.

Comme le disent Oreste Scalzone, et Paolo Persichetti dans «La révolution et l'État», il faut être tous unis contre l'État, le reste relève de la discussion et des dissensions internes. S'il faut donc les soutenir, c'est parce que nous savons pertinemment que dans les mêmes conditions, ce serait nous alors qui aurions été pourchassés.

Loin de tout «innocentisme» qui reviendrait à faire passer les réfugiés pour des enfants de chœur, il n'en faut pas moins — dans le cadre d'une action extrêmement limitée et défensive que représente un soutien — prendre la démocratie au mot et lui rappeler, puis éventuellement lui imposer, le respect de sa propre légalité.

Comme le disent très bien Paolo Persichetti et Oreste Scalzone : «(il faut) refuser le recours à une thématique innocentiste, ne serait-ce que parce qu'un tel positionnement aboutit à accepter implicitement, ou du moins à subir l'inversion de la preuve» et encore : «Je considère en tout cas que, dans la prochaine phase, nous n'avons pas à nous défendre mais à mettre nos inquisiteurs en accusation».

Il ne nous paraît pas possible de détacher ce soutien d'une mémoire de la période dans laquelle se sont passées la plupart des actes incriminés. Cette période, c'est celle de la révolte des étudiants et de la jeunesse allemande contre le capitalisme et la démocratie autoritaire, contre les générations antérieures nazifiées, c'est la constitution d'une «Opposition extra-parlementaire» ; cette période, c'est celle des grandes luttes prolétariennes de la Fiat de Turin, l'époque du slogan «Nous voulons tout», mais c'est aussi celle des grands attentats fascistes en Italie.

Les exemples de déclenchement d'une lutte armée, en rapport avec le communisme, montrent donc, aussi bien dans le cas de la RAF allemande que dans le cas des BR italiennes, que le niveau de violence est le plus souvent déterminé par l'État. «La stratégie de la tension» nous en fournit un exemple pour l'Italie. Le choix de la lutte armée n'est pas alors un véritable choix qui dépendrait de la stratégie politique ou de la formation intellectuelle des militants comme on nous l'a souvent rabâché avec la comparaison Gauche prolétarienne française/BR italiennes.

Il est le produit d'une situation dans laquelle l'État italien a la volonté de criminaliser la contestation alors que l'État français s'essaie à une gestion en douceur de Mai 68 et de ses retombées. Il n'en est pas de même dans le cadre du terrorisme nationaliste, qu'il soit du type IRA, ETA, corse ou palestinien. Dans ce cas, on a affaire à une lutte d'État à État même si l'un des protagonistes n'est encore qu'un État virtuel. Il n'est donc pas étonnant que leurs pratiques soient parfois très proches. Le niveau de violence peut alors être imposé par celui qui momentanément apparaît comme le plus faible.

Il faut d'ailleurs reconnaître qu'à certains moments, certaines actions des Brigades Rouges ont pu faire penser qu'on n'était pas loin de ce cas de figure. La question a même été posée clairement à toutes les composantes du mouvement révolutionnaire quand les BR ont posé l'ultimatum : «Avec les BR ou avec l'État».

Pour les nouvelles générations, ces actes apparaissent peu compréhensibles si on ne les resitue pas dans leur dynamique historique. Aujourd'hui, le terrorisme est politiquement et médiatiquement désigné comme le mal absolu et il ne manque pas d'exemples quotidiens d'actes de barbarie pour que cela prenne une certaine résonance dans la tête de chacun. Tout acte illégal a alors tendance à être présenté comme potentiellement terroriste et tout est noyé dans la même équivalence. A la limite, les actions offensives des ouvriers de Cellatex et les bombes volantes du 11 septembre 2001, apparaissent comme des pratiques identiques.

Pour désamorcer ce processus de banalisation de la terreur par la pratique de l'amalgame, il faut au contraire différencier les actions, mettre en évidence leurs causes et montrer l'opposition absolue des perspectives. Faute de cela on assistera alors à de simples prises de position abstraites et quasi philosophiques par rapport au niveau de violence ou de non-violence que les mouvements de lutte devraient exprimer.

Les discussions après Seattle et surtout Gênes tendent à prouver que la question de la violence fait l'objet de déclarations de principe et n'est plus appréhendée comme expression d'un rapport dialectique entre forces antagonistes. La confusion entre la critique d'un sens prédéterminé de l'Histoire et l'idéologie de la fin de l'Histoire transforme la question de la violence en une question métaphysique ou éthique : la violence n'est plus l'accoucheuse de l'Histoire.

Ce qui est avancé relève alors d'une vision unilatérale : soit pure positivité d'une nouvelle façon de faire de la politique (schématiquement l'exemple des *Tutte bianche* et du mouvement des *Girotondi*), soit pure négativité de l'émeute (l'exemple du *Black Bloc*) comme preuve de l'existence d'un foyer de contestation radicale et de l'assassinat politique comme manifestation d'une organisation combattante (les nouvelles BR). Cette vision unilatérale empêche finalement de s'interroger sur les luttes du passé et ne permet pas de tirer les leçons de leurs limites, de leurs échecs.

On reste à la surface des choses si on ne fait que parler de «la fin de la guerre civile» ou de la «défaite de la violence diffuse» devant la violence militariste des BR à partir de l'assassinat de Moro en 1978. Et on oublie aussi l'essentiel si, comme le fait Negri, on discute autour de la question des médiations politiques qui ont manqué pendant ce grand mouvement de révolte, en oubliant la question du contenu des luttes.

«L'attaque au cœur de l'État» par les groupes de lutte armée des années 70 et la conquête d'espaces libérés par les «désirants» de 1977 (les *Untorelli*) laissaient intacte la question de la révolution sociale comme communisation, c'est-à-dire indissociablement transformation des rapports de production et des rapports sociaux. De sorte que c'est lorsque les luttes sont sorties de l'usine parce qu'elles y rencontraient leurs limites, c'est quand les jeunes, les *untorelli* et autres *emarginati* ont occupé les rues, et même Milan et Bologne, et que le mouvement de subversion de l'ordre existant a pu apparaître comme le plus fort, qu'il s'est brisé sur un capital en pleine transformation avec son État produisant une législation sécuritaire criminalisant les révolutionnaires, des entreprises pratiquant une sortie d'urgence du fordisme (licenciements massifs, automatisation, segmentation de la force de travail et reconversion du capital fixe), et des pouvoirs urbains sachant se rendre invisibles derrière les nouveaux temples de la consommation culturelle mondiale.

Se reposer les questions de cette époque, mais avec l'expérience d'aujourd'hui, doit mieux nous faire comprendre les limites de mouvement, comme celui des anti-mondialisation et en son sein, celui des *Tutte bianche* qui, par certains côtés rejoue, mais de façon néo-moderne, le drame des «désirants» de 1977. Un mouvement qui produit des démonstrations de force sans force et qui lorsqu'il trouve la force devant lui se fait hara-kiri et rejoint le non-mouvement anti-Berlusconi. Mais qui voudrait mourir pour l'application de la taxe Tobin ? Ce n'est sûrement pas ce «risque» qu'a assumé l'insurgé Carlo Giuliani à Gênes en juillet 2001.

Ce retour sur le passé est aussi un enjeu politique extrêmement important en Italie. Alors qu'en France on refoule Mai 68 en le célébrant jusque dans les rangs des anciens gauchistes du PS ou des ralliés à un Parti communiste français en partie relooké, en Italie, les années 70 sont toujours considérées comme une agression contre le système politique et judiciaire tout entier. On s'en rend bien compte quand c'est le choix de l'amnésie qui l'emporte, à gauche, sur celui de l'amnistie et qu'un d'Alema, porte parole des anciens pciste devenu social-démocrate déclare : «L'Italie doit redevenir un pays normal». On le voit encore quand la CGIL transforme une manifestation contre la loi sur les licenciements en manifestation anti-terroriste et démocratique sous prétexte que l'initiateur de la loi vient d'être assassiné.

Mais à quelle normalité se référer, on ne le sait pas exactement puisque l'extradition de Persichetti ou le maintien en détention de Sofri et Bompassi, (je cite ces cas parce que ce sont les plus récents ou médiatiques, non parce que ce serait les seuls cas en souffrance), ne vont pas particulièrement du côté de l'apurement des comptes, mais bien plutôt du côté de la vengeance. Et il ne s'agit pas de venger les familles des victimes, mais de venger tous ceux qui ont eu peur pour leurs positions sociales ou politiques, pour leurs intérêts.

L'Italie aimerait se croire redevenue «normale», mais elle est toujours un mélange d'archaïsme (clientélisme et influences mafieuses) et de néo-modernité, dans la mesure où son État n'a jamais vraiment atteint la maturité bourgeoise que représente le modèle de l'État-nation à la française. Cela lui permet d'être en avance sur sa voisine en ce qui concerne le processus de résorption des institutions, tout en restant en retard sur le modèle américain de la contractualisation des peines.

En effet, de quoi s'agit-il quand on voit se développer aux États-Unis, en Italie et maintenant en France, des lois spéciales qui toutes cherchent à différencier gravité de l'accusation et de la condamnation d'un côté et peine effective de l'autre ? Au-delà de la lutte anti-mafia à l'origine de ces mesures, il s'agit de développer une conception moderne du Droit en accord avec la multitude des droits de toutes sortes qui prolifèrent au gré de l'action de lobbies censés agir au nom d'une discrimination particulière.

Cela forme la base d'un nouveau consensus dans lequel tous les individus doivent, au-delà de leurs particularités, accepter le point de vue global. Le point de vue de la nécessaire reproduction du système. Pour tous ceux qui sont en phase avec le mouvement de la néo-modernité, cela comporte évidemment de gros avantages, mais des avantages qui se transforment vite en inconvénients quand on ose faire un pas de côté.

En effet, ce n'est pas le niveau général des luttes de classes qui détermine ces lois sécuritaires, car le niveau de lutte a rarement été aussi bas, mais paradoxalement le fait que l'État n'a plus d'ennemi intérieur déclaré. Comme la pacification ne peut jamais être totale et que les États ont perdu une grande partie de leur vision stratégique avec la crise des États-nations et leur tendance à se redéployer en réseaux, cela les amène à ne plus respecter certaines règles du jeu démocratique traditionnel, afin de tester la conformité de chacun à ce point de vue d'ensemble. Cette adhésion est en effet nécessaire à leur logique de reproduction de la domination.

Dans le cas de Paolo Persichetti, cela consiste à lui demander tous les jours ce qu'il pense des «nouvelles BR», s'il se repent et s'il est prêt à demander le pardon de la veuve machin, pour une «participation morale» à une action qui lui est reprochée par un repentir rétracté ! Le fait que les Italiens aient réussi à faire surgir une accusation sous le vocable de «concours moral à assassinat» en dit plus long sur le caractère de l'État italien que bien des discours.

Ce retour sur les luttes passées est aussi nécessaire pour essayer de comprendre la nature de l'État aujourd'hui, ainsi que la caractérisation des actions qui le prennent pour cible. Ainsi, il semblerait que certains soient enclins à voir dans toutes les actions de l'État, une tendance naturelle à la répression. On est alors dans la plus grande confusion quand la multiplication des «bavures» est mise sur le même plan qu'une volonté d'anéantir un mouvement social...qui n'existe pas ou bien lorsqu'on évoque des «classes dangereuses» qui aujourd'hui ne présentent pas grand danger, puisqu'elles ne peuvent plus s'intégrer à une dialectique des luttes de classes devenue inopérante.

La moindre action de l'État est aussi souvent présentée comme fascisation (on retrouve parfois le ton employé par les «maos» du début des années 70) et le moindre acte de résistance se présente comme lutte sociale (l'action des No border en fournit un bon exemple). Cela engendre deux erreurs de taille car elles inversent le processus réel.

Tout d'abord, l'État est pensé comme tout-puissant alors que son raidissement est toujours preuve de sa faiblesse (en France l'État-nation est en crise profonde et en Italie il n'arrive jamais à se stabiliser) et en second lieu, le mouvement social est présenté comme toujours potentiellement fort, alors même que la

notion de mouvement social est plus que jamais indéterminée. Alors même que certaines franges de l'ultra-gauche italienne en 1969, avançaient le mot d'ordre : «Contre le capital, lutte criminelle» , les «radicaux» se plaignent aujourd'hui de la criminalisation des luttes et écrivent des tracts où ils énoncent qu' «ils ne se laisseront pas terroriser», marquant ainsi le peu de différence qu'ils entretiennent avec les tenants du «minimalisme politique».

Pour saisir ce qui se trame derrière ces mesures, il nous semble qu'il faut analyser le décalage que produit la crise de l'État-nation et sa réorganisation potentielle en État-réseau. Alors qu'il y a résorption des institutions et de leur fonction politique, les structures bureaucratiques des anciens corps de l'Institution (police, justice, armée, services sociaux surtout) perdurent mais sous forme autonomisée et suivant une logique d'organisation et de puissance qui cherche à s'imposer sur le modèle du lobbyng.

On en a un exemple ancien avec ce qu'on a coutume d'appeler «la guerre des polices», on en a un exemple nouveau avec l'offensive de la police par rapport à la justice. Ce serait une erreur d'y voir la preuve de la tendance à la réduction de l'État à un gigantesque ministère de l'Intérieur et finalement à la constitution d'un État profondément autoritaire. L'État n'est pas devenu ou redevenu autoritaire, il est devenu total, comme le capital.

Dans sa forme réseau il étend ses tentacules dans la vie quotidienne de chacun, ce qui nous amène à dire que l'État c'est aussi nous quand nous profitons de la Sécurité Sociale, des cartes de retrait, du crédit et de tout le toutim. C'est tout cela qui a permis l'englobement des luttes de classes et la résorption des mouvements de contestation des années 60 et 70.

Ce n'est donc pas essentiellement la «criminalisation des luttes» qui est visée par les nouvelles mesures d'exception prises aujourd'hui ; elles correspondent plutôt à l'autonomisation des corps de l'Institution et à une logique de surenchère concurrentielle. C'est sur la base de cette lecture qu'il faut comprendre les dernières mesures du gouvernement français, mesures qui nous rapprochent d'une situation à l'italienne qui n'a justement jamais connu de véritable système institutionnel et où donc les «institutions» (on les appellera comme cela faute de mieux) ont toujours eu leur propre logique, pénétrées qu'elles étaient par la Loge P2, les groupes fascistes, la Mafia. Comprendre ces transformations de l'Etat ne suffit certes pas, mais constitue déjà une bonne base pour ne pas se fourvoyer dans des fausses pistes !

Irak : Comment les islamistes imposent la charia islamique à Bassorah

Témoignage de , membre du Parti communiste-ouvrier d'Irak

Un émirat islamique médiéval est en train de se créer au sud de l'Irak où des millions de personnes vivent dans une peur constante.

Une année de pouvoir de la coalition dirigée par les Américains a vérifié notre prédiction avant le déclenchement même de la guerre en . Aujourd'hui la direction que prend le pays est claire, tout comme les caractéristiques de la situation durant les mois à venir sous le règne de cette coalition.

La guerre américaine a abouti à chasser le régime baasiste et à désintégrer totalement l'État baasiste sans le remplacer par la moindre forme de gouvernement. Cela a créé un vide politique et administratif mortel : la désintégration sociale, le chaos, l'absence totale de loi et un sentiment d'impuissance dominant désormais la vie quotidienne. Dans la société civile moderne irakienne, la vie sociale et le tissu social ont été totalement détruits. Les gens n'ont plus de nourriture, de sécurité, d'électricité, d'eau courante, de sources de revenus, de logement. Les services de santé ainsi que tous les services sociaux fondamentaux et les bases d'une vie civique ont disparu. Dans cette situation chaotique et sans précédent, les droits et les libertés les plus élémentaires du peuple sont violés.

Face à cette catastrophe, la coalition dirigée par les Etats-Unis et leurs alliés locaux n'ont qu'une réponse : ils accusent le régime antérieur, ses partisans et les groupes islamistes d'être responsable de l'état actuel des choses. Ils demandent aux Irakiens d'être patients et exigent plus de temps pour normaliser et améliorer la situation. De façon moins bruyante et avec moins d'arrogance qu'auparavant, ils promettent encore de construire la «démocratie» en Irak et d'en faire le point de départ d'un mouvement d'expansion de la démocratie à tout le Moyen-Orient.

Les gens du peuple qui n'ont pas leur mot à dire dans quoi que ce soit en Irak se sentent impuissants et peuvent seulement espérer que les promesses américaines de construire une société ouverte et libre soient sincères et que la situation catastrophique actuelle soit temporaire, comme le prétendent les Etats-Unis et leurs alliés,.

Cependant, un an après la guerre américaine, les preuves s'accumulent pour démontrer l'échec de la bourgeoisie internationale et locale, leur incapacité à construire une société normale et stable, et encore moins une société laïque et civile. Aujourd'hui il est évident que l'avenir de l'Irak sera extrêmement sombre à moins que la classe ouvrière et les couches progressistes soient capables de prendre l'initiative entre leurs mains et de s'impliquer rapidement dans la fabrication de leur avenir.

Le chaos et la désintégration sociale totale qui ont prévalu en Irak depuis la guerre et l'absence de toute amélioration substantielle dans la situation politique et sociale ne sont pas dus à un plan délibéré des Etats-Unis de détruire l'Irak comme le prétendent les nationalistes arabes et les islamistes. La catastrophe humaine actuelle ne prouve qu'une seule chose : dans un pays comme l'Irak, la bourgeoisie est incapable d'établir une société civile et laïque qui assure des libertés et des droits minimaux.

D'un côté, c'est l'intérêt du système capitaliste de maintenir l'exploitation extrême de la classe ouvrière. Cette exploitation absolue nécessite une oppression absolue et l'absence de ces droits et libertés minimums et donc la construction d'un régime oppressif. C'est pourquoi quand les Etats-Unis et leurs alliés parlent d'un meilleur régime en Irak, ils ne veulent en aucune façon parler d'améliorer les conditions de vie, ou d'élargir la liberté d'expression, le droit de faire grève et de s'organiser, e., pour les simples citoyens irakiens. Ils souhaitent plutôt construire un régime stable, au mieux pluraliste, qui garantisse les intérêts du système capitaliste. Mais même le fait de construire une société normale, où la vie civile se déroule normale, s'est avéré très difficile pour la bourgeoisie internationale.

D'un autre côté, la bourgeoisie internationale doit se reposer sur la bourgeoisie irakienne pour diriger et construire une solution en Irak. Dans un pays comme l'Irak, les forces bourgeoises ne peuvent pas être progressistes et chercher à construire une société civile. Aujourd'hui, les forces bourgeoises irakiennes se

composent de forces extrêmement réactionnaires religieuses, nationalistes et tribales, de dirigeants réactionnaires à la tête de groupes religieux, ethniques et tribaux, et de mercenaires. Ces forces se reposent sur la superstition, le fanatisme religieux, le racisme et le nationalisme pour dominer la société et éliminer toutes les manifestations de vie civile. Ils ne pourront diriger que s'ils réussissent à détruire la société civile en Irak. C'est pourquoi ils sont non seulement incapable de former un gouvernement laïc, non religieux et non tribal en Irak, mais ils empêchent un tel gouvernement de venir au pouvoir. A cause de la guerre et de l'occupation américaines, ces forces ont émergé sur la scène sociale et politique et profitent du chaos et de la répression politique et sociale ; Mais elles sont également soutenues par la bourgeoisie internationale, particulièrement le gouvernement américain et les pays de la région comme la solution alternative pour diriger l'Irak. Non seulement ces forces sont réactionnaires mais elles sont extrêmement divisées et donc incapables de contrôler et de diriger la société. Beaucoup plus de choses divisent ces choses qu'elles ne les unissent. Les identités et les idéologies de ces forces, regroupées dans le Conseil de gouvernement provisoire, sont irréconciliables. Comment de groupes à base religieuse, ethnique ou tribale pourraient-ils diriger un pays moderne comme l'Irak ? l'avenir nous le dira.

La situation actuelle a aussi provoqué l'émergence de forces extrêmement réactionnaires en dehors de celles qui sont regroupées dans le Conseil de gouvernement. La bourgeoisie internationale ne peut se reposer que sur ce type d'efforces.

C'est pourquoi, à long terme, la politique américaine en Irak finira par détruire la société civile et à remettre le pouvoir à ces sinistres forces religieuses, tribales et ethniques qui n'ont rien en commun avec la société civile. Sous un tel gouvernement, non seulement l'actuelle absence de libertés et de droits se perpétuera mais des guerres ethniques et religieuses feront partie intégrante de sa fondation.

D'un autre côté, les Etats-Unis, pôle principal du terrorisme et participant à une guerre de terroristes, agit comme un aimant qui attire d'autres groupes terroristes, en particulier les groupes islamistes. C'est pourquoi l'Irak est devenu un champ de bataille pour les terroristes. Cela

Un cinéaste mineur, sexiste, raciste, homophobe, antisémite et réactionnaire

Le réalisateur Theo van Gogh était-il un brave type ? C'est du moins ce que pense Jan Marijnissen, le dirigeant du Parti socialiste néerlandais (ex-maoïste) : pour lui van Gogh était un « gars super » et c'est aussi l'avis du dirigeant écologiste de gauche (du mouvement GroenLinks) Femke Halsema : selon lui, van Gogh « était un provocateur professionnel plein d'humour » « qui n'a jamais renoncé à son engagement » (1). Il avait la « réputation d'être un raciste mais ce n'était pas vrai » et c'était injuste, a déclaré Alex van Veen, rédacteur en chef du journal militant *Ravage*. Pourtant de multiples propos tenus par van Gogh au cours de sa vie montrent clairement que le cinéaste était bien un raciste, ainsi qu'un sexiste et un antisémite.

Déjà dans son premier film *Luger* (1981) Theo van Gogh, avec un plaisir sadique, mettait en scène un gangster qui introduisait son pistolet dans le vagin d'une femme. Au cours des vingt-trois années suivantes il n'a cessé de tenir des propos méprisants à l'égard des femmes et du féminisme ainsi que des homosexuels qu'il appelait des « truffes baveuses ». « La plupart des femmes, à mes yeux, ne sont que de petits utérus qui parlent. Les femmes ne parlent pas avec leur tête mais avec leur con », écrivit-il. « La maternité est la couronne que doit porter la femme », déclarait-il souvent. Il comparait les intellectuelles féministes à de « petites lèvres vaginales fossilisées », bonnes pour les publications de gauche et féministes.

Il détestait toutes les femmes dotées d'un esprit critique : « Les filles de 50 ans aujourd'hui ne sont pas habituées à ce qu'on les critique. Elles sont le produit d'une époque dominée par les exigences des femmes. Personne n'avait le droit de les critiquer, elles avaient toujours moralement raison et maintenant elles se retrouvent toutes seules dans leur lit ». A 47 ans, van Gogh ne cachait pas qu'il préférait les femmes très jeunes car au moins, disait-il, « leurs seins ne pendouillent pas ».

« Certaines femmes aiment les hommes violents »

Durant une discussion sur la violence conjugale il a un jour affirmé que les femmes ne devraient pas casser les pieds aux hommes. « Peut-être certaines femmes sont-elles très attirées par les hommes violents envers elles. » Ce n'est donc certainement pas un quelconque intérêt pour l'émancipation des femmes qui l'a poussé à réaliser le court-métrage *Soumission* avec la députée du VVD (le parti conservateur-libéral) Ayaan Hirsi Ali. Dans ce film, des citations du Coran sont peintes sur des corps de femmes et il ne fait qu'ajouter une touche supplémentaire à la propagande raciste que diffusait depuis longtemps Theo van Gogh contre l'islam. Dans ses écrits, il n'arrêtait pas de traiter les musulmans de « baiseurs de chèvres », de « maquereaux du prophète » ou de « cireurs de pompes d'Allah ». Selon le cinéaste néerlandais, les musulmans sont « les messagers des ténèbres les plus sombres » et il a toujours affirmé que « l'islam est une religion qui menace nos libertés ».

C'est aussi le message qu'il a fait passer dans sa série télévisée, encensée par les médias aux Pays-Bas, *Najib et Julia*, une histoire d'amour actuelle, genre Roméo et Juliette, entre un musulman et une non-musulmane. Justus van Oel, qui a écrit le script de ce feuilleton, a déclaré à ce propos : « Pour Theo van Gogh il s'agissait d'une guerre, il en était vraiment persuadé. C'est pourquoi il changé la dernière scène de la série. Je voulais que, à la fin, les mères de Najib et Julia se rencontrent. Qu'elles échangent au moins un regard, qu'elles s'embrassent au moins une fois. Le message pour moi étant que, quelles que soient les

circonstances, une femme qui a perdu son enfant peut comprendre une autre femme qui vit la même expérience. C'est comme cela que je voyais la fin de la série parce que je crois vraiment qu'il y aura toujours de l'espoir. Il est possible de construire à l'avenir une Hollande métissée. Nous pouvons vivre ensemble, nous le devons tout simplement. Malgré tout ce qui se passe. Mais Theo van Gogh, bien sûr, refusait que *Najib et Julia* se termine par une seule manifestation de compréhension interculturelle. A travers cette série il voulait convaincre tous les Néerlandais qu'il est impossible de vivre en paix avec des musulmans convaincus. Theo a souhaité faire *Najib et Julia* pour des raisons purement idéologiques, pour influencer l'opinion politique de ses concitoyens. Cette série télévisée devait se terminer mal, sur tous les plans, la fin devait être amère et il ne devait y avoir aucun espoir (2).»

« **Tiens bon, Rita !** »

Il est donc logique que van Gogh ait été un grand fan du dirigeant populiste et raciste de droite Pim Fortuyn, qu'il appelait toujours « ce type merveilleusement courageux ». Avant sa mort, le réalisateur travaillait sur un projet de film à propos du meurtre de son héros, en collaboration avec l'écrivain de droite et le « spécialiste des complots » Tomas Ross. Van Gogh approuvait totalement la vague d'expulsions organisée par Rita Verdonk. « Rita, ne fléchis pas », l'a-t-il encouragée au moment où la ministre de la Justice devait affronter ceux qui étaient hostiles à l'expulsion de 26 000 réfugiés qui vivent aux Pays-Bas depuis des années.

Theo van Gogh a aussi écrit de nombreux articles antisémites. Dans une nouvelle publiée par *Folia*, le magazine de l'université d'Amsterdam au début des années 80, il imaginait que l'écrivain juif Leon de Winter jouait le « jeu de l'amour de Treblinka » avec « un morceau de fil de fer barbelé » autour du pénis. Il évoquait aussi ses fantasmes sur « les étoiles jaunes en train de copuler dans les chambres à gaz ». Il contribuait ainsi à répandre un autre mythe antisémite : celui de la prétendue perversité sexuelle des Juifs. Selon van Gogh, dans les chambres à gaz ces pulsions se manifestaient même chez les meilleurs d'entre eux. Il a aussi écrit que l'historien Evelien Gans faisait des « rêves mouillés » en s'imaginant faire l'amour avec le Dr Mengele. Traditionnellement les antisémites ont toujours accusé les Juifs d'avoir partie liée avec le diable, dans ce cas Theo van Gogh imaginait que les Juifs étaient attirés par l'ignoble « médecin » allemand qui sévissait dans les camps de concentration.

Van Gogh aimait envelopper son antisémitisme dans ce qu'il appelait de l' « humour ». Par exemple, il a demandé à Sonja Barend – une présentatrice qui terminait toujours ses émissions de télévision par : « Je vous souhaite de vous réveiller demain en pleine forme » – de prononcer cette phrase devant un baraquement de camp de concentration. Il a aussi proposé de faire un film familial optimiste sur l'histoire d' « une petite fille qui, durant la moitié de la Seconde Guerre mondiale, n'arrêterait pas d'appeler la Gestapo en disant » Viens m'attraper, viens m'attraper, viens m'attraper, mon journal est prêt... et les nazis n'arrivent pas ». Il a aussi déclaré : « Pourquoi est-ce que ça sent le caramel, aujourd'hui ? Mais c'est parce qu'on est en train de brûler les juifs diabétiques. » Van Gogh prétendait que les juifs se servaient et abusaient de leur passé tragique et il voulait mettre un terme à leurs « pleurnicheries » sur la Shoah. Avec ce type de « plaisanteries » il souhaitait banaliser les camps de concentration. Mais en agissant ainsi il a contribué surtout à nier l'horreur d'Auschwitz (3).

Notes

(1) 1. Cette citation montre à quel point les militants de gauche ont essayé de dissimuler les idées d'extrême droite de Theo van Gogh, afin d'éviter d'aborder le contenu de ses écrits et de ses déclarations (Note d'Eric Krebbers pour la traduction française.)

(2) 2. « De dood van Theo van Gogh », Justus van Oel. Sur le site personnel de Justus van Oel.

(3) 3. « Het pornografisch antisemitisme », Solange Leibovici. Sur le site du magazine Groene Amsterdammer.

(4)

La balle est venue de la droite

Le meurtre du réalisateur Theo van Gogh a été utilisé par les hommes politiques et les journalistes néerlandais pour criminaliser et dénoncer encore davantage les musulmans et les immigrés. Cet événement a permis aux nationalistes de répandre leur idéologie du « Nous contre eux ».

Depuis le 2 novembre 2004, les hommes politiques et les leaders d'opinion, survoltés, occupent les médias pour diffuser en permanence leurs raisonnements nationalistes classiques et unilatéraux. La plupart de ces hommes et femmes se présentent comme de courageux champions de la libre expression. Bien sûr, affirment-ils, van Gogh avait le droit d'appeler constamment un million de musulmans des « baiseurs de chèvres ».

Mais par contre, selon eux, ces mêmes musulmans n'avaient pas le droit d'être furieux contre ces insultes, ni de dire qu'ils ne s'étonnent pas que quelqu'un n'ait pas supporté d'entendre ce type de propos. Et si certains journalistes critiquent depuis des années, et avec raison, l'antisémitisme des intégristes musulmans, ils ont tous décidé de passer sous silence l'antisémitisme de Theo van Gogh, en appelant au respect de la liberté d'expression.

Ils n'ont pas admis que l'imam Abdul-Jabbar van de Ven souhaite que le député d'extrême droite Wilders ait le cancer, mais ils n'ont rien dit lorsque Theo van Gogh a exprimé le même souhait à propos de Rosenmöller, l'ex-dirigeant du parti écologiste Groenlinks, et qu'il a appelé les gens à pisser sur la tombe de ce dernier après sa mort.

Mai 1940 ?

Après le meurtre du dirigeant populiste de droite Pim Fortuyn, en 2002, les journalistes ont répété pendant des mois : « La balle est venue de la gauche. ». Aujourd'hui, aucun d'entre eux ne veut reconnaître que, cette fois, la balle est venue de la droite, d'un authentique fasciste religieux. Après la mort de Fortuyn, ils ont tous prétendu que les critiques féroces émises par ses adversaires avaient poussé quelqu'un à l'« entarter », puis un autre à lui loger une balle dans la tête. Mais quand les mosquées et les écoles islamiques ont été incendiées ou ont fait l'objet d'attentats à la bombe, personne n'a accusé les politiciens de droite d'avoir préparé le terrain à ces actions violentes ; personne n'a mis en cause Zalm, le député du parti conservateur (VVD) qui a déclaré la guerre aux fondamentalistes musulmans ; ni van Aartsen, le dirigeant du VVD qui a comparé le meurtre de van Gogh à l'invasion de l'armée allemande en mai 1940 ; ni Donner, le ministre chrétien-démocrate qui veut contrôler plus sévèrement le fonctionnement des mosquées.

Les parlementaires n'arrêtent pas de réclamer des mesures radicales contre les extrémistes. Mais ils ne pensent qu'au fondamentalisme musulman et ignorent l'extrême droite « néerlandaise » qui attaque les mosquées. Ils « oublient » les extrémistes de droite comme le député Wilders qui menace les musulmans et veut les priver de leurs droits civiques. Les leaders d'opinion répètent sans cesse que l'extrémisme serait le produit de la « culture musulmane », mais ils n'ont rien à dire sur la « culture néerlandaise » qui, selon le même raisonnement nationaliste, devrait être tenue responsable des attentats à la bombe contre les écoles, actes commis par des fascistes « autochtones ». Ces raisonnements unilatéraux reflètent, chez les leaders d'opinion et les hommes politiques, une « incapacité à se livrer à l'introspection »— défaut qu'ils attribuent souvent aux musulmans...

On a pu aussi reconnaître cette politique du deux poids deux mesures dans la façon dont ont été traités les 15 000 messages racistes reçus par les trois principaux sites de condoléances créés après la mort de Theo van Gogh. On y lisait de nombreuses menaces du type « Tous les Marocains méritent une balle dans la nuque ». Les webmestres n'ont pourtant pas porté plainte pour incitation à la haine raciale ou pour menaces. En revanche, le responsable de Condolance.nl s'est empressé de communiquer à la police un email qui menaçait la députée du VVD Ayaan Hirsi Ali.

Ecoutes téléphoniques

Toute cette agitation nationaliste a porté ses fruits, comme l'a montré une enquête de l'institut de sondages Motivaction une semaine et demie après le meurtre. Environ 80 % des personnes interrogées désirent une politique plus sévère en matière d'intégration ; 90 % souhaitent que l'on accorde plus de pouvoirs à la police et aux services secrets ; 60 % sont partisans de permettre aux flics d'enfreindre les lois pour lutter plus efficacement contre le terrorisme et 40 % espèrent que les musulmans commenceront à se sentir

moins « chez eux » aux Pays-Bas. Le gouvernement s'est rendu compte que la situation lui était favorable et il a commencé immédiatement à faire passer de nouvelles mesures répressives. L'AIVD (les services secrets) a reçu l'autorisation de poser des écoutes, d'infiltrer les bases de données d'organisations privées et de les comparer afin de trouver des schémas suspects. Et la police a obtenu encore plus de droits de fouiller les individus et les voitures.

Le ministre de la Justice a aussi proposé de commencer à contrôler plus sévèrement les terroristes étrangers, mais aussi de retirer la nationalité néerlandaise aux terroristes ayant une double nationalité et de les expulser. Une telle politique conduirait à instaurer une citoyenneté de seconde classe. Dans une perspective nationaliste, ces mesures sont parfaitement logiques. Mais, les dangers les plus graves proviennent-ils toujours de l'étranger, de l'extérieur de « notre propre nation » ? En réalité, dans toutes les sociétés, les tendances politiques de droite peuvent mener au terrorisme, y compris aux Pays-Bas. L'intégriste musulman qui a tué van Gogh était un Hollandais et il n'est pas le seul. On ne peut lutter contre le terrorisme et l'extrême droite en fermant simplement les frontières. De plus, expulser des terroristes et des militants d'extrême droite vers un autre pays ou les empêcher d'entrer aux Pays-Bas est un acte anti-social, car dans ce cas on ne fait que transférer le mal à un autre peuple.

Des imbéciles dépourvus de morale ?

Les journalistes, les hommes politiques et même certains militants de gauche s'attendaient à ce que tous les musulmans et tous les immigrés condamnent immédiatement l'assassinat de Theo van Gogh. Exiger d'eux un tel geste revient à les considérer a priori tous comme des suspects. Demander tout spécialement à des musulmans et à des immigrés de condamner ce meurtre suggère qu'une telle réprobation ne serait pas évidente pour eux. Le fait que Bolkestein, dirigeant du parti conservateur VVD, ait demandé au roi du Maroc de condamner publiquement le meurtre suggère aussi que les immigrés marocains sont des crétiens dépourvus de la moindre morale et qu'ils auraient besoin d'un roi pour leur expliquer que le meurtre est un acte répréhensible.

Certains musulmans ont refusé par principe de prendre leurs distances avec l'assassinat de Theo van Gogh et ont répondu avec raison : « Quel est le rapport entre ce type, ce meurtrier, et moi ? » Un étudiant d'origine marocaine a déclaré : « Est-ce que nous accusons tous les Blancs d'être des fascistes quand des écoles islamiques sont incendiées ? » De plus l'assassin de van Gogh n'est pas seulement un musulman, mais aussi un homme, un type de droite, un Néerlandais, pour ne citer que quelques identités possibles. C'est un choix nationaliste de demander spécialement aux musulmans et aux immigrés de prendre leurs distances avec ce meurtre et de ne rien exiger de tous les gens de droite ou même de tous les hommes.

Des laquais des juifs ?

De nombreux, hommes politiques, journalistes et idéologues analysent aujourd'hui les conflits en termes de « cultures » et de religions. Selon eux, une « guerre mondiale des civilisations » se déroulerait entre « nous » et « l'Islam ». Cette conception nationaliste a de nombreuses conséquences. Les immigrés sont de plus en plus considérés comme des musulmans par le gouvernement et les médias ; dans un certain sens, on peut dire qu'ils « fabriquent » des musulmans. Dans une situation politiquement tendue, le gouvernement ne s'adresse presque plus aux organisations d'immigrés, il préfère discuter avec le Contactorgaan Moslims Overheid (comité de liaison avec les organisations musulmanes qui aspire à se transformer en une sorte de Conseil néerlandais du culte musulman, *NdT*) qui a été fondé et financé par l'Etat et est étroitement contrôlé par lui. De cette façon, le gouvernement est censé rester en contact avec cette « communauté », comme si tous les immigrés étaient des musulmans, ou voulaient être représentés par des musulmans.

Les intégristes musulmans fabriquent, eux aussi, des identités culturelles et religieuses pour les imposer aux autres. Ainsi, dans sa « Lettre ouverte à Hirsi Ali », le meurtrier de Theo van Gogh affirme que le député conservateur van Aartsen est juif — ce qui n'est pas le cas. Selon l'assassin de van Gogh, la politique néerlandaise serait complètement dominée par les juifs. Aux yeux de ce genre de fascistes religieux, tous leurs opposants sont des juifs ou des « laquais des juifs ». Et, comme la plupart des journalistes et des hommes politiques, ils promeuvent l'idée d'une « guerre des civilisations » et s'opposent aux luttes menées par la gauche et les féministes.

Des deux côtés on utilise cette prétendue « guerre des civilisations » pour séduire, mobiliser et contrôler la population. Les médias veulent que nous choisissons entre la démocratie et la terreur, ou bien, en utilisant un vocabulaire plus « à gauche », entre le capitalisme et le féodalisme. Ici, dans le riche Occident qui bénéficie d'un nombre important de libertés civiques, le choix semble assez évident. Mais la gauche révolutionnaire ne devrait pas se laisser imposer une alternative dont les deux termes sont aussi réactionnaires l'un que l'autre. En effet, notre objectif reste celui de construire un monde socialiste et féministe.

Combattre le racisme sans défendre le multiculturalisme

Aux Pays-Bas, il est aujourd'hui « politiquement correct » d'être hostile au multiculturalisme. Tous les jours, des hommes politiques et des journalistes dénoncent ce qu'ils appellent « la faillite totale de la société multiculturelle ». Ils veulent forcer les réfugiés et les immigrés à s' « intégrer » et à intérioriser « la langue et la culture néerlandaises ». Ces propos sont clairement motivés par le racisme. Mais la gauche radicale doit-elle pour autant défendre le multiculturalisme ?

Il y a quelques années, l'idéologie multiculturaliste dominait encore le champ politique. Au point que la majorité des hommes politiques, des leaders d'opinion, des membres des professions libérales et des classes moyennes et des « citoyens concernés » pouvaient être considérés comme des multiculturalistes. La reconnaissance de la « diversité culturelle » des Pays-Bas constitue un des principes fondamentaux de ce courant qui souhaite que l'on respecte au maximum les autres « cultures nationales ». Les multiculturalistes veulent aussi que l'on analyse les habitudes et les traditions des migrants qui entrent en contradiction avec les coutumes dominantes aux Pays-Bas dans leur « contexte culturel » au lieu de les condamner hâtivement. Au nom de « l'unité dans la diversité » (« du « respect de la différence », dirait-on en France, *NdT*) les multiculturalistes veulent accorder une place aux immigrés dans la société néerlandaise afin de sauver la « culture » de ces derniers. Ils souhaitent aussi que l'on prenne des mesures pour aider les immigrés sur le plan social et économique. Et ils abordent parfois aussi le problème du racisme aux Pays-Bas. L'image positive et optimiste du multiculturalisme il y a quelques années provenait pour une grande part du fait que ce courant désapprouvait fermement le racisme et les discours de l'extrême droite.

Des « communautés imaginaires » (1)

Lorsque nous observons la société, les lunettes de notre vision politique déterminent ce que nous voyons. La gauche radicale, bien sûr, s'intéresse d'abord et avant tout aux relations de pouvoir capitalistes, patriarcales et racistes qui doivent être combattues. Les multiculturalistes, de leur côté, se préoccupent surtout de sauver le plus grand nombre possible de « cultures nationales » différentes. Penser en termes de « cultures » et de « peuples » constitue pour nous un choix politique nationaliste. Comme le nationalisme, le multiculturalisme empêche de prendre conscience des relations de pouvoir qui se nouent au sein des « peuples » et empêche de dénoncer les pratiques oppressives au sein des « cultures nationales ». En réalité, les « peuples » et les « cultures nationales » ne sont rien de plus que des « communautés imaginaires », promues par tous ceux qui ont le pouvoir et veulent combattre la lutte contre l'oppression menée par la gauche radicale. Les « cultures nationales » et les « sociétés multiculturelles » n'occupent une place importante dans la vie sociale et politique que parce que certains déploient toute leur énergie pour « sauver » ces « cultures ».

On s'intéresse généralement aux immigrés et aux réfugiés en partant d'hypothèses sur leur « culture nationale ». Ces hommes et ces femmes sont censés se considérer avant tout comme les représentants d'une autre « culture nationale » que la « nôtre ». Ils ont l'obligation de transmettre une seule « culture nationale » – et non plusieurs — à leurs enfants, par exemple en les inscrivant à des cours dans « leur propre langue ». Dans un tel cadre d'analyse, tous les comportements des immigrés et des réfugiés sont déterminés par « leur culture ». C'est ainsi, par exemple, que la « culture marocaine » est censée déterminer le comportement de jeunes gens dont les parents ou même les grands-parents ont quitté le Maroc il y a très longtemps. De même, les immigrés et les réfugiés sont censés aider en priorité les membres de « leur propre communauté culturelle ». Même les immigrés et les réfugiés qui considéraient la « culture » de « leur propre pays » comme trop étouffante et se sont enfuis aux Pays-Bas pour échapper à son emprise sont incités par les multiculturalistes à adhérer fortement à leur « culture d'origine ». En effet, le gouvernement reconnaît et subventionne toujours les organisations d'immigrés et de réfugiés les plus conservatrices car elles sont censées mieux représenter les « cultures des pays d'origine ». Les organisations qui

défendent des idées plus progressistes ne sont pas considérées comme assez « authentiques » sur le plan « culturel ». De cette façon le gouvernement renforce les relations de pouvoir inégales au sein des communautés d'immigrés et de réfugiés, et il affaiblit la position des travailleurs, des femmes et des minorités.

Le gouvernement, par exemple, rencontre régulièrement des imams et des dirigeants religieux musulmans, comme si ces derniers représentaient tous les immigrés et les réfugiés turcs et marocains.

La Nouvelle Droite

Bien qu'ils soient, le plus souvent, sincèrement hostiles à l'extrême droite, les multiculturalistes partagent avec ce courant l'idée fondamentale selon laquelle tous les peuples sont déterminés par « leur propre culture » et que cette appartenance prime sur tous les autres facteurs. Le courant de la Nouvelle Droite au sein du mouvement de l'extrême droite a même fait de la « culture » son concept central. La Nouvelle Droite et le multiculturalisme ont au moins un point commun important : ils voient le monde comme une grande couverture bigarrée composée, tel un patchwork, de « cultures absolument uniques ». Selon Luc Pauwels, le plus important idéologue du Vlaams Blok, le parti flamand d'extrême droite, « nous devons lutter pour conserver un monde multiculturel le plus diversifié possible, en acceptant l'égalité absolue de toutes les cultures. Dans la vision multiculturaliste, il n'y a pas de place pour les droits de l'homme universels comme ceux de la Révolution française. Il faut prendre conscience, au contraire, que les êtres humains sont prédestinés – par des facteurs historiques, géographiques et bien d'autres — à vivre dans des lieux différents, pour faire respecter leurs propres traditions et rituels et pour utiliser des codes et des langages moraux différents (1) ».

La divergence la plus importante entre Luc Pauwels et les multiculturalistes est que si cet idéologue réactionnaire prend position en faveur d'un monde multiculturel, il est en même temps opposé à des Etats multiculturels. « Pas de racines sans territoire, pas de culture sans racines. Si on leur enlève leur assise territoriale, toutes les identités risquent d'être assimilées et de disparaître », affirme Pauwels. Et la coexistence de différentes « cultures » dans un pays mènerait automatiquement, selon lui, à la guerre civile ou à la dictature. La plupart des multiculturalistes, par contre, sont favorables à un dialogue entre les « cultures nationales » dans chaque pays, et hostiles à l'apartheid ou au séparatisme prônés par Pauwels. La Nouvelle Droite veut promouvoir la « culture » de chacun, mais à cause du « droit à la diversité » (du « droit à la différence », *NdT*) elle ne veut pas l'imposer de force à d'autres « peuples ». Selon Pauwels, une telle politique relèverait de l'« impérialisme culturel ». Quant à eux, les multiculturalistes se réfèrent très rarement à leur « propre culture nationale ». Mais en évoquant de manière paternaliste et univoque les « minorités ethniques » et « leurs cultures » ils définissent implicitement leur propre « culture nationale » comme un point de départ, une référence.

« Ah, les délicieux rouleaux de printemps ! »

Parce qu'il pouvait compter sur le chaleureux soutien des élites conservatrices des communautés immigrées, le multiculturalisme a longtemps intéressé l'élite politique néerlandaise. En effet, le multiculturalisme crée des communautés séparées, centrées sur des « cultures » différentes. Ce modèle ressemble au modèle qui dominait la société néerlandaise depuis le début du XX^e siècle et qui a été très efficace pour combattre toute résistance radicale. La division de la classe ouvrière a été ainsi maintenue et chaque fraction dirigée par l'élite de sa propre communauté (catholique, protestante, sociale-démocrate, etc.). Cela a rendu la solidarité difficile et il est devenu pratiquement impossible d'organiser un contre-pouvoir.

Le multiculturalisme est aussi bien utile face à des questions comme l'exploitation et l'exclusion des travailleurs immigrés. Les multiculturalistes soulignent toujours à quel point les migrants et les réfugiés ont un rôle positif dans « notre » économie et dans la « vie culturelle » néerlandaise. Ils racontent, la larme à l'œil, comment des Turcs, durs à la tâche, nettoient « nos » toilettes, comment des artistes africains créent des œuvres magnifiques pour « nous » et comment les Vietnamiens « nous » préparent de délicieux rouleaux de printemps. Les multiculturalistes aiment bien accorder à chaque groupe de la population certains talents « culturels ». Ils s'intéressent beaucoup moins aux immigrés et aux réfugiés qui ne peuvent pas ou n'ont pas le droit de se rendre utiles à « notre » économie. Migrants et réfugiés ne doivent pas compter sur le soutien des multiculturalistes quand ils sont par exemple menacés d'être expulsés. Même si les multiculturalistes protestent contre le racisme de l'extrême droite, ils ne dénoncent jamais le racisme de l'Etat ou de la machine administrative qui gère les expulsions.

Le tournant vers une politique d'assimilation

A la fin des années 90, la progression du racisme et de l'extrême droite a conduit les élites politiques néerlandaises à abandonner le multiculturalisme. Le nationalisme multiculturel qui soutient la politique du « à chaque groupe sa propre culture » a été remplacé par un nationalisme conservateur fondé sur une poli-

tique d'assimilation forcée. L'Etat fait de plus en plus pression pour que les immigrés et les réfugiés acceptent et intériorisent des normes et des valeurs conservatrices et capitalistes présentées comme l'essence de la « culture néerlandaise ». Ce changement d'orientation est concomitant avec le besoin des dirigeants de trouver un bouc émissaire pour expliquer les difficultés économiques du pays.

Les critiques traditionnelles de la droite contre une société multiculturelle colportent toujours des idées racistes à peine dissimulées contre les immigrés, les réfugiés et l'islam. Bien que la gauche radicale critique souvent le multiculturalisme, il ne nous semble pas très opportun de le critiquer en ce moment précis. Mieux vaut, à notre avis, combattre le racisme sans défendre le multiculturalisme. La gauche radicale ne devrait pas se laisser entraîner à penser en termes de « cultures », de « peuples », etc. Elle ne devrait pas classer les êtres humains en fonction de leur appartenance supposée à des « cultures » et à des « peuples », ni plaider pour le « dialogue entre les cultures » (quelles qu'elles soient), pour la « conservation de la culture », ni même pour une « culture cosmopolite ». Au lieu de concentrer son attention sur les « cultures » et d'y voir la cause fondamentale de toutes sortes d'injustices, la gauche radicale ferait mieux de s'intéresser à l'inégalité et aux rapports de pouvoir et de les combattre.

Notes

1. 1. Ce concept qui ne se trouve pas dans l'original néerlandais (il est seulement fait référence à l'« imagination », à l'« imaginaire ») m'a semblé cependant adéquat car il fait référence à la superbe analyse de Benedict Anderson dans son livre *L'imaginaire national*, La Découverte. (Ndt)

2. 2. « Een spook dwaalt door Europa... », Luc Pauwels. In: *TeKos* 95, 1999.

3.

Eric Krebbers et Roel Nagel

Cheikh Yassin : un « héros » et un « exemple » ?

Le 27 mars 2004, le groupe Internationale Socialisten (organisation trotskyste néerlandaise liée au SWP britannique) et la Ligue arabe européenne, organisation arabe nationaliste, ont organisé ensemble à Amsterdam, sur le Dam, une manifestation commémorative en l'honneur du cheikh palestinien Ahmed Yassin. Le fondateur et l'idéologue du Hamas, une organisation musulmane fondamentaliste, avait été liquidé cinq jours auparavant par l'armée israélienne.

« Tout comme le cheikh Ahmed Yassin est un héros pour nous, tous les combattants du Hamas sont des héros pour nous », a dit Nabil Marmouch, le président de la Ligue arabe européenne, à la centaine de personnes présentes. « Et pas seulement le Hamas !

De plus en plus de gens et d'organisations luttent dans ce domaine, les Brigades des martyrs d'al-Aqsa, le Hamas, le Djihad islamique, le Hezbollah et d'autres, et aussi en Irak. Nous devons également soutenir cette résistance ! » Et pour répondre à ceux qui considèrent que faire tuer des hommes et des femmes pris au hasard est une stratégie fasciste, Marmouch a ajouté : « Celui qui soutient réellement la résistance la soutient dans sa totalité et pas seulement une partie. ». Selon lui, « nos frères et sœurs en Palestine » décideront par eux-mêmes « comment résister » et le « peuple palestinien » n'a que faire du « paternalisme des Néerlandais ».

Le prédécesseur du Hamas : le Mujama al-Islami

Les nationalistes nient toujours les conflits aigus qui existent à l'intérieur de tous les prétendus « peuples » ; il est donc logique que Marmouch ait évoqué ses « frères et sœurs de Palestine ». Le Mujama al-Islami, groupe qui a précédé le Hamas et était également dirigé par Ahmed Yassin, s'est implanté dans la population de la bande de Gaza par la violence à partir de 1980. Ses militants incendiaient les restaurants, les cafés, les cinémas, les boutiques d'alcool et les librairies ou bien ils obligeaient les gérants de ces établissements à les fermer. Ils tabassaient et allaient parfois jusqu'à tuer ceux et celles qui portaient des vêtements jugés « contraires à l'islam ». Ils agressaient également les militants de gauche ou nationalistes qui dominaient alors le mouvement de libération de Palestine.

Après le début de l'Intifada en 1987, le cheikh Yassin (« un exemple pour beaucoup d'entre nous », selon la Ligue arabe européenne) et ses partisans transformèrent le Mujama al-Islami en Hamas. Entre 1987 et 1993, ces fascistes religieux, ont, selon les estimations les plus modérées, assassiné 942 Palestiniens, soit davantage que les forces d'occupation israéliennes n'en tuèrent durant la même période (1). Pour les militants de gauche et les féministes en Palestine, le Hamas représente une véritable force d'occupation. Comme tous les autres prétendus « peuples », le « peuple palestinien » vanté par la Ligue arabe européenne ne constitue pas une unité et ne peut donc pas, du moins en tant que « peuple », choisir « comment résister ». En réalité, ceux qui soutiennent « un peuple » finissent toujours pas soutenir les puissants, et non la résistance menée par les travailleurs et les femmes.

Une « large coalition »...sans les juifs et une Charte antisémite

« La résistance contre l'occupation israélienne est légitime et mérite d'être soutenue au maximum par

tous les Hollandais », a déclaré Miriyam Aouragh d'IS. Dans son discours, elle a plaidé pour une « large coalition rassemblant les immigrés, les autochtones, les femmes, les hommes, les musulmans, les chrétiens et les révolutionnaires ». Les juifs n'ont pas été invités à faire partie de cette coalition. La militante d'IS n'a absolument pas critiqué l'idéologie et les méthodes fascistes du Hamas. Sur Internet, on peut cependant trouver facilement la charte dans laquelle Yassin explique l'idéologie de son mouvement (2).

L'objectif essentiel de la charte est la « lutte contre les juifs ». Et le Hamas de citer un hadith ; « *L'Heure Suprême [La Résurrection] ne se dressera que lorsque les musulmans combattront les Juifs et les tueront. Lorsque le Juif se cache derrière un rocher ou un arbre, celui-ci dira : Ô musulman esclave d'Allah, un Juif se cache derrière moi, viens le tuer. Seul 'Al Charquad' gardera le silence car il fait partie des arbres des Juifs* (3). » « *Israël existe et continuera d'exister jusqu'au jour où l'Islam l'anéantira, de la même façon qu'elle a anéanti les autres avant elle* (3) » a écrit Yassin.

Selon lui « les juifs » se trouvaient derrière la révolution française, les révolutions communistes et toutes les autres révolutions.

De plus, « aucune guerre n'a jamais commencé dans aucune partie du monde sans qu'ils n'y soient mêlés », prétend la charte.

Pour le Hamas, le faux antisémite que représente *Les protocoles des sages de Sion* prouve l'existence d'une conspiration juive mondiale :

« *Quand ils auront digéré la région conquise, ils aspireront à encore plus d'expansion, et ainsi de suite. Leur plan est défini dans Les protocoles des sages de Sion et leur comportement actuel est la meilleure preuve de ce que nous avançons* (3). »

L'embarras des antifascistes

Certains cercles de gauche ou d'extrême gauche ont des difficultés avec la charte du Hamas. Le site d'Indymedia-Pays-Bas, par exemple, a publié plusieurs textes de la Ligue arabe européenne et d'IS concernant la cérémonie en l'honneur du cheikh Yassin mais a curieusement éliminé les liens vers la charte écrite par Yassin. Sans doute les animateurs d'Indymedia souhaitent-ils que les militants ne soient pas confrontés à la réalité de l'idéologie fasciste d'Ahmed Yassin ?

Pour Ed Hollants, de l'Autonom Centrum, la lutte antifasciste contre le Hamas n'a plus lieu d'être et il faut maintenant négocier avec les fascistes religieux. Après la liquidation de cheikh Yassin par l'armée israélienne il a écrit : « *Au cours de la dernière décennie, le Hamas est devenu l'une des principales organisations politiques palestiniennes. Même si vous êtes contre leur idéologie et leurs méthodes, vous ne pouvez nier ce fait. Il n'y aura donc pas de solution au conflit israélo-palestinien sans la participation du Hamas* (4). » Mais comment des fascistes peuvent-ils faire partie de la moindre solution ? Comment peut-il y avoir la paix quand la gauche, les féministes et les juifs sont constamment attaqués ? De plus Hollants prétend que le meurtre d'Ahmed Yassin est une « *attaque contre l'islam* ». A l'instar de beaucoup de journalistes ou d'intellectuels de droite, il semble penser que tous les musulmans sont fondamentalistes.

La Journée de la Terre

La manifestation d'Amsterdam s'est tenue à la même date que la Journée de la Terre. Chaque année est en effet organisée une journée de protestation contre la scandaleuse confiscation des terres palestiniennes par le gouvernement israélien. Après le meurtre de cheikh Yassin, la Ligue arabe européenne a décidé de transformer la Journée de la Terre en une cérémonie en l'honneur du cheikh Yassin. Pour cette raison le comité Palestine des Pays-Bas a quitté le cortège et tenu une manifestation séparée, derrière le palais royal sur le Dam. Le comité a estimé que les discours en l'honneur du cheik Yassin ne feraient pas avancer sa lutte en faveur de la Palestine.

Dans certains milieux d'extrême droite, la liquidation de Yassin a également provoqué des réactions violentes. « *Par ce geste, »Israël» a ouvert les portes de l'Enfer et la vengeance du Hamas sera douce !* » a prévenu Werewolf Netherlands (Les loups-garous des Pays-Bas), le site web d'Eite Homan, membre du NVU, un parti néo-nazi. Werewolf a mentionné avec enthousiasme une manifestation de protestation des

néo-nazis en Allemagne contre les « *juifs assoifés de sang* » qui ont assassiné Yassin. Werewolf se réjouira probablement de la nomination du nouveau chef du Hamas : Aziz al-Rantisi. En effet, cet individu dénonce le « *mythe des chambres à gaz* » et se réfère à des auteurs révisionnistes comme David Irving et Roger Garaudy. Il prétend aussi que le national-socialisme était une conspiration des « *banques sionistes* » (5). Selon Rantisi, il n'existe « *pas d'Israéliens innocents* » et il est donc normal de les tuer dans les attentats suicides. Récemment le gouvernement du criminel de guerre Sharon a décidé d'éliminer toute la direction du Hamas. Les hommes et les femmes « ordinaires » en Israël, en Palestine et dans les territoires occupés n'ont pour le moment aucune perspective.

Notes

1. « Jihad und Judenhass », Matthias Küntzel, 2002.

2. « Charte du Hamas », 1988. Voir par exemple le site du Palestine Center. (La traduction française intégrale de la charte du Hamas est apparemment introuvable sur le Net. Quant aux sites francophones et anglophones des différents comités ou associations en faveur de la Palestine, ils sont tout aussi « discrets » sur le contenu de cette charte, *NdT*).

3. Cette citation se trouve dans les recueils de hadiths établis par Mouslim et al-Boukhari. Un hadith est « *un récit rapportant une parole ou un acte du prophète Mohammad (sur lui la prière et la paix). Il existe des recueils de hadiths (Boukhari, Muslim, etc.), rassemblant de ces récits classés par thème et accompagnés par les noms des personnes les ayant rapportées afin de garantir leur origine* », nous « informe » le site musulman « Fleurs d'islam ». (*NdT*).

4. « Moord op Yassin, aanval op islam », Ed Hollants. Sur le site de l'Autonom Centrum.

5. « Eine reife Leistung », Matthias Küntzel. Sur le site de Jungle World.

Eric Krebbers

IS et le nouveau racisme culturel

Dans leur dernière brochure, le groupe Internationale Socialisten (IS), organisation trotskyste néerlandaise liée au SWP britannique, présente son analyse du racisme. Le groupe IS critique le nationalisme qui sous-tend le « débat sur l'intégration » aux Pays-Bas et il analyse le racisme culturel qui se développe dans le pays. Mais, curieusement, IS conclut sa brochure en affirmant qu'il faut néanmoins soutenir les nationalistes immigrés.

Aujourd'hui, la façon dont les gens réfléchissent sur le racisme est déterminée surtout par les concepts promus par les ONG. Ces organisations s'intéressent uniquement aux manifestations de « discrimination » et aux statistiques concernant les « incidents » racistes. Malheureusement la gauche révolutionnaire actuelle réussit rarement à présenter de meilleures analyses du racisme. La brochure « Stop de hetze. Argumenten tegen racisme » (Stoppons la propagande [contre les musulmans et les immigrés]. Arguments contre le racisme), publié par IS en février 2003 et écrite par Peyman Jafari constitue une heureuse exception à la règle. Jafari n'a pas peur d'utiliser le mot de racisme. « ' Le racisme n'existe pas aux Pays-Bas', entend-on dire souvent — nous devons remettre en cause ce mythe et évoquer cette question tabou. Le racisme ne se réduit ni à des incidents isolés ni aux activités de l'extrême droite, comme le pensent beaucoup de Néerlandais.

C'est un problème structurel aux Pays-Bas », écrit Jafari. Sa brochure est particulièrement bien faite ; les thèmes et les analyses développés sont étroitement liées aux campagnes antiracistes menées par IS. En 2001, ce groupe a mené campagne contre le politicien d'extrême droite Pim Fortuyn, campagne courageuse à l'époque, et IS fait partie des rares organisations d'extrême gauche néerlandaises à compter dans ses rangs un nombre significatif d'immigrés et de réfugiés.

Racisme et capitalisme

« Au cours de l'histoire, le racisme a pris différentes formes directement liées au développement du capitalisme », affirme avec raison Jafari. Il décrit précisément comment le racisme a évolué sous l'esclavage, sous le colonialisme et dans le capitalisme moderne. Il s'intéresse particulièrement aux violences racistes contre les immigrés : « Les gens, écrit Jafari, pensent souvent que cette violence provient des organisations fascistes. Mais ce n'est vrai que dans 20 % des cas. » Il dénonce aussi les violences policières et les propos racistes de responsables de la police qui ont affirmé que les crimes commis par des immigrés devraient être punis plus sévèrement que ceux commis par des Néerlandais.

IS n'apprécie guère le « débat sur l'intégration » aux Pays-Bas. Le fait que les migrants n'ont souvent pas de travail n'est pas lié à leur « mauvaise volonté » ou leur refus de s'intégrer, écrit Jafari. « Le principal problème qui les empêche d'améliorer leur position sociale est le racisme. » Et quand le chômage des immigrés diminue, cela est dû à des facteurs économiques. « Le chômage est passé de 26 % en 1994 à 10 % en 2001, non pas parce que les migrants ont abandonné leur 'culture arriérée' pour les 'valeurs et les normes néerlandaises', mais parce que la demande de travail a augmenté parallèlement à la croissance économique. Toute explication culturelle aboutit à blâmer les victimes. » Jafari a raison, mais il est dommage que, dans ce contexte, il ne mentionne pas le rôle des contrôles migratoires sur la régulation du marché du

travail.

Faut-il « disperser (1) » les immigrés ?

L'internationalisme d'IS nous offre une bouffée d'air frais alors qu'aujourd'hui la gauche radicale menace d'être complètement intoxiquée par la propagande nationaliste diffusée par le Socialistische Partij (SP, ex-maoïste). Jafari critique le SP parce que ce parti n'a pas dénoncé « l'énorme propagande raciste » diffusée durant les deux dernières campagnes électorales néerlandaises. Selon Jafari : « Le SP a choisi de ne pas réagir et a même défendu l'idée de disperser les immigrés » [sur tout le territoire]. IS condamne bien sûr cette proposition parce que « disperser les gens sur la base de la couleur de leur peau est raciste. Les problèmes qui existent dans les quartiers pauvres n'ont rien à voir avec la culture ».

Dans son texte, Jafari se livre aussi à une analyse fine du nouveau « racisme culturel » popularisé par Bolkestein (ancien dirigeant du parti conservateur libéral VVD et maintenant commissaire européen), par le leader d'opinion Paul Scheffer et bien sûr par feu Pim Fortuyn. « Dans le nouveau racisme, autrement dit le racisme culturel, le concept d' 'ethnicité' remplace celui de 'race', explique Jafari. (...) Et la notion de culture joue exactement le même rôle que le concept de race auparavant. L'étiquette a changé, mais le contenu raciste reste le même. ». Selon Jafari, on peut clairement observer ce processus dans le débat hollandais sur « l'intégration ». « Si l'on gratte le vernis intellectuel, il ne reste plus que le nouveau racisme. Et souvent il n'est guère difficile d'enlever ce vernis. ».

Des communautés imaginaires

Selon Jafari, lorsqu'ils discutent de l'« intégration », les idéologues, les journalistes et les hommes politiques de droite fondent leurs arguments sur des idées préconçues et nationalistes du type : « Il existe des groupes 'ethniques' séparés parce que leur identité culturelle est fondamentalement différente » ou bien : « L'identité nationale ou 'ethnique' constitue le lien le plus important et le plus puissant entre les individus et leur permet d'y puiser un sentiment de solidarité ». Mais de telles conceptions « sont indéfendables », affirme avec raison Jafari. « Aucune caractéristique culturelle essentielle ne peut définir sérieusement une nation ou un groupe 'ethnique'. » Et « l'idée que les membres d'un groupe national ou d'un groupe 'ethnique' ont la même culture est également un mythe. » Selon Jafari, « l' 'ethnicité' et la nationalité ne font pas partie de nos gènes. Ces notions renvoient à des communautés imaginaires, inventées par ceux qui donnent un sens particulier à certaines caractéristiques — de façon totalement arbitraire. » En bref, IS se prononce clairement contre le nationalisme.

Mais est-ce vraiment si clair pour cette organisation ? En effet, dans un autre passage de la brochure, Jafari écrit : « Les immigrés qui s'organisent en se fondant sur leur 'identité culturelle' et en exigeant que l'on respecte leurs droits — comme les militants de la Ligue arabe européenne — doivent être soutenus. » IS considère-t-elle l' « identité nationale » comme « le lien le plus important et le plus puissant entre les individus » seulement quand il s'agit d'Arabes ? Les communautés arabes sont-elles les seules qui ne soient pas « imaginaires » ? Les Arabes de la LEA auraient-ils des gènes « ethniques » spéciaux ? Bien sûr que non. Mais alors comment IS peut-elle soutenir la Ligue arabe européenne et en même temps s'opposer au nationalisme ?

Le rôle central de la classe ouvrière

Le problème est que IS — quelle que soit l'énergie qu'elle investit dans la lutte antiraciste — considère que l'oppression et l'exploitation capitalistes des travailleurs constituent le problème principal. Pour IS le racisme est, au mieux, un effet secondaire du capitalisme. « Les idées racistes se recréent chaque jour dans la tête des gens et sont défendues par certaines personnes parce qu'elles prennent racine dans les conditions du capitalisme moderne », affirme Jafari. S'il est aujourd'hui clair, pour la plupart des antiracistes révolutionnaires, que le racisme est étroitement lié au capitalisme, nous avons aussi compris que le racisme a une certaine autonomie, une vie propre, et qu'il n'est donc pas un simple produit dérivé du capitalisme. De plus, le racisme n'est pas seulement une idéologie produite par ceux d' « en haut » pour ceux d' « en bas (1) », comme le croit Jafari quand il décrit la façon dont les « travailleurs immigrés » « gobent

constamment des idées racistes ». Le racisme vient aussi d' « en bas » et peut entrer en contradiction avec les intérêts capitalistes bien compris. Par exemple, même l'élite capitaliste a commencé à protester contre le racisme quand le « climat social » est rapidement devenu « défavorable aux investissements » en Allemagne, au début des années 90, suite aux agressions racistes dont étaient victimes les réfugiés et les immigrés dans ce pays.

Mais revenons à la Ligue arabe européenne. Selon la brochure d'IS sur le racisme, les immigrés feraient (presque par définition) partie de la classe ouvrière et leurs luttes devraient donc être soutenues à ce titre. IS ne semble pas se préoccuper du fait que des groupes d'immigrés répandent une propagande raciste ou antisémite, comme le fait la Ligue arabe européenne. Pour IS, le racisme de ceux d' « en bas » est apparemment moins important parce qu'ils sont censés être tous des travailleurs. En fait, le soutien à des mouvements nationalistes constitue une vieille stratégie anti-impérialiste, que certaines parties de la gauche révolutionnaire utilisent en espérant que les nationalistes contribueront à affaiblir l'élite capitaliste.

Et qu'advient-il de l'antisémitisme ?

Soucieuse de ne pas mettre en danger « l'unité des travailleurs dans la lutte » IS évite d'aborder le problème du racisme antisémite. La question se pose pourtant de savoir si cette stratégie n'empêche pas IS de reconnaître l'antisémitisme quand ce fléau se manifeste. Dans sa brochure, Jafari ne consacre qu'un seul paragraphe à l'antisémitisme, et il aborde la question comme s'il s'agissait d'un problème du passé. De Socialist, le journal d'IS, publie dans son numéro d'avril 2004 un article sur La Passion du Christ sans que l'auteur juge utile de dénoncer une seule fois l'antisémitisme de ce film. Par contre il ne craint pas d'affirmer que Mel Gibson promeut l'islamophobie (2) !

Cette vision unilatérale des luttes des travailleurs conduit Jafari à prétendre que le puissant mouvement ouvrier des années 70 aurait créé un espace pour les immigrés, les femmes, les gays et les lesbiennes et leur aurait permis d'exiger le respect de leurs droits. IS considère que le mouvement ouvrier serait la principale source de pouvoir et de confiance en soi des exploités et des opprimés. En réalité tous ces mouvements se sont renforcés les uns les autres, mais ils se sont aussi fréquemment opposés. Les immigrés, les femmes, les gays et les lesbiennes ont souvent dû combattre durement pour être acceptés au sein de la gauche radicale.

De dangereux fantasmes

Fréquemment IS fantasme sur une unité (malheureusement) inexistante entre les différents mouvements inspirés par la gauche. La conviction que l'on doit tous lutter au coude à coude peut être un élément très motivant, mais une croyance aveugle en cette unité risque de provoquer de graves déceptions lorsque les succès politiques attendus ne se produisent pas. De plus, certaines formes de coopération politique peuvent être très néfastes. Espérons que la collaboration actuelle d'IS avec la Ligue arabe européenne, mouvement nationaliste, antisémite, sexiste et hétérosexiste, ne les conduira jamais à exercer le moindre pouvoir. A notre avis, de tels liens politiques disparaîtraient rapidement si IS prenait ses conceptions antinationalistes et antiracistes au sérieux et défendait ses positions de façon conséquente pendant ses campagnes politiques. La coopération entre la LAE et IS ne durerait pas longtemps dans de telles conditions. Ce sont des problèmes que la gauche révolutionnaire ne peut éviter. N'est-il pas finalement beaucoup plus productif de fonder une coopération politique sur des analyses communes que sur une appartenance « objective » présumée à la classe ouvrière ?

Notes

1. 1. Les leaders d'opinion et les hommes politiques néerlandais insistent généralement pour que les immigrés soient répartis dans différents quartiers d'une même ville au lieu d'être concentrés dans un seul. Mais maintenant que Rotterdam est gérée par les partisans de Pim Fortuyn, ceux-ci veulent « disperser » les migrants dans tout le pays, en clair les expulser de Rotterdam qu'ils jugent « trop peuplée » d'étrangers (NdT).

2. 2. « Ceux d'en bas » n'est pas une expression raffarinienne, contrairement à ce

qu'un lecteur francophone pourrait penser, mais un concept utilisé couramment par une partie des trotskystes anglophones, suite à une brochure écrite par le marxiste antistalinien Hal Draper sur le « Les deux âmes du socialisme », le « socialisme par en haut » et le « socialisme par en bas » (on peut charger cette brochure en ligne sur les sites alencontre et socialismeparenbas ou l'acheter à la librairie La Brèche). Cette expression détestable en français n'a jusqu'ici pas trouvé de traduction convaincante. Il s'agissait, dans l'esprit de Hal Draper, d'opposer le socialisme de la base, des dominés, des exploités, des opprimés, au socialisme du sommet, de l'élite, de toutes les bureaucraties capitalistes, syndicales, « socialistes » ou « communistes » (NdT).

3. 3. *Rappelons que pour Arafat ce film était (sic) un document « historique » et « émouvant » (cf. Ni patrie ni frontières n° 8-9) et que lui non plus n'y avait pas vu la moindre trace d'antisémitisme. Par contre le dirigeant palestinien n'avait pas poussé le ridicule jusqu'à dénoncer l' « islamophobie » d'un récit évoquant des « faits » historiques censés s'être produits six siècles avant l'apparition de la religion musulmane et les prétendues révélations divines de l'archange Gabriel au prophète Mahomet ! [NdT].*

4.

NICOLAS DESSAUX

MANSOOR HEKMAT, du marxisme révolutionnaire au communisme-ouvrier

Juillet 2003. En plein Irak occupé, des chômeurs et des chômeuses organisent 45 jours de sit-in devant le bureau de Paul Bremer, dirigeant de l'administration américaine. Le Syndicat des chômeurs en Irak, à l'origine de ce mouvement, revendique plus de 150 000 adhésions réalisées en quelques semaines. Elle s'intègre bientôt dans la Fédération des conseils ouvriers et syndicats d'Irak, issue d'une vague de grèves dans l'industrie, et collabore avec l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, qui clame son attachement à la laïcité et son refus de la charia, malgré les menaces conjointes des islamistes et des nationalistes kurdes. Ces différents mouvements ont été initiés par les militants du Parti communiste-ouvrier d'Irak, qui s'est imposé comme l'une des principales force de gauche en Irak. Incontournable en raison de sa présence sur le terrain, il alimente à l'échelle internationale les discussions, focalise les soutiens comme les attaques en raison de son opposition à la « résistance » islamiste et nationaliste – au grand dam des « anti-impérialistes ». Le courant dont il se réclame, le « communisme-ouvrier », n'est pas né en Irak, mais en Iran, sous l'impulsion de son principal théoricien, récemment décédé, Mansoor Hekmat (1951-2002)¹⁵.

I – L'EXPERIENCE DE LA REVOLUTION IRANIENNE (1978-81)

En 1979, un vaste mouvement social fait chuter le régime dictatorial du Chah d'Iran. Si en Occident, on en a surtout retenu l'issue, c'est-à-dire la prise du pouvoir par l'ayatollah Khomeiny et la mise en place de la république islamique, il ne faut pas oublier que la révolution iranienne fut d'abord l'un des plus importants mouvements ouvriers de la fin du XX^e siècle. L'une des caractéristiques essentielles du mouvement iranien de 1979 est la floraison des conseils de travailleurs, une forme de démocratie directe ouvrière – avec ses forces et ses faiblesses. Elle est marquée notamment par l'apparition des *shoras*, les conseils ouvriers, que les islamistes dévoieront par la suite en conseils de la révolution islamique¹⁶. Dans ce contexte révolutionnaire, de nombreux jeunes se sont interrogés sur la façon de s'impliquer dans le mouvement, et ont rejoint ou formé des organisations d'extrême gauche. Parmi eux, un petit groupe formé dès 1978, appelé *Cercle marxiste pour l'émancipation ouvrière*, qui va rapidement prendre le nom d'*Union des militants communistes*. Parmi les participants, on trouve notamment Zhoobin Razani, Azar Majedi et Hamid Taqvae. Ils ne sont guère plus de ont cinq à participer aux premières réunions.

Les membres de l'Union des militants communistes (*Ettehad-e Mobarezan-e Kommonist*) sont influencés par le trotskisme, découvert en Angleterre où certains d'entre eux ont poursuivi leurs études. Zhoobin Razani a lui-même été quelque temps sympathisant d'un groupe trotskiste, avant de s'en éloigner. Mais, peu soucieux de se rattacher à une filiation historique, ils cherchent surtout à analyser la révolution iranienne avec les outils intellectuels du marxisme. La plupart des groupes d'extrême gauche sont influencés par un marxisme-léninisme d'inspiration prochinoise, qui leur

¹⁵ Cette présentation de l'évolution des idées et de l'action de Mansoor Hekmat est fondée sur les traductions anglaises de ses nombreux articles et interviews, dont l'essentiel n'est à l'heure disponible qu'en farsi – soi à peine une quarantaine d'articles sur plus de quatre-cent. L'ensemble des articles de Mansoor Hekmat peuvent être trouvés sur le site www.m-hekmat.com.

¹⁶ Serge BRICIANER (2002), *Une étincelle dans la nuit. Islam et révolution en Iran, 1978-79*. Ab Irato.

paraît adapté aux conditions iraniennes. Ils considèrent l'impérialisme américain, principal soutien du régime du Chah, comme l'ennemi principal, et le pays comme encore semi-féodal. Dès lors, il leur semble approprié de soutenir la bourgeoisie nationaliste.

Zhoobin Razani, qui ne s'appelle pas encore Mansoor Hekmat, et Hamid Taqvaee, ont rédigé dès 1978 des « thèses sur la révolution iranienne et le rôle du prolétariat »¹⁷. A l'aide des outils du *Capital* de Marx, ils y analysent au contraire l'Iran comme un pays capitaliste dépendant au sein du système impérialiste. Leur approche est fondée sur deux critères simples : la généralisation du prolétariat et le règne de la marchandise. Le salariat, la forme principale du revenu de la majorité des Iraniens, donc la forme d'exploitation commune ; la force de travail est devenue une marchandise : les relations sociales sont celles du mode de production capitaliste auquel l'Iran est pleinement intégré. Dès cette première publication, le ton est donné : employer une méthode d'analyse fondée sur les rapports sociaux au sens marxiste, c'est-à-dire des rapports de production.

Dans cet Iran capitaliste, toutes les strates du capital ont intérêt à la dictature existante sous le Shah. La « démocratie bourgeoise » y est impossible, et l'indépendance nationale, qui suppose l'existence d'un capital national, l'est tout autant. L'Union des militants communistes donc assigne au prolétariat la mission d'instaurer la république et la démocratie, qui, dans ces conditions, est directement anti-impérialiste, et pour cela, elle doit assurer son *hégémonie* sur les autres classes menacées par l'impérialisme (paysans, petite bourgeoisie urbaine en voie de décomposition). Le schéma général n'est pas sans évoquer celui de la *révolution permanente* chez Trotski. Il n'est pas étonnant, dès lors, que l'*Union des militants communistes* aie été considérée comme telle par les autres groupes de la gauche iranienne – bien qu'à aucune moment elle ne s'en soit réclamée. Le concept d'hégémonie¹⁸ apparaît ici pour la première fois sous la plume de Mansoor Hekmat : il y fera par la suite fréquemment allusion, nommément ou non, chaque fois qu'il fera référence au fait que la classe ouvrière est seule à pouvoir transformer la société – et donc, que tous les problèmes sociaux doivent être abordés selon son point de vue.

Lors de l'invasion de l'Iran par l'Irak en 1980, le régime de Khomeiny est incapable, seul, d'endiguer la révolution ; la contre-révolution passe donc par l'attaque irakienne. Mansoor Hekmat, dans un article rédigé quelques jours après les premiers bombardements, refuse toute forme de ralliement au régime, insistant au contraire sur l'armement indépendant des travailleurs en vue de la résistance. Son modèle reste celui de la lutte armée sous direction communiste, puisqu'il cite l'Albanie, la Corée et le Vietnam pour modèle¹⁹. Il propose une ligne de « défense de la révolution contre la guerre des capitalistes ». Cette ligne reste applicable aussi bien dans la zone soumise au régime islamique ou dans celle occupée par l'armée irakienne²⁰. Dans une situation particulièrement difficile – l'invasion par une armée étrangère – il adopte donc une position marquée par des exemples historiques que ne renieraient pas les maoïstes, mais une pratique politique fort différente, puisqu'il rejette toute forme de nationalisme au profit d'une stricte orientation de classe. Rejetant le pacifisme aussi bien que le social-chauvinisme, il met l'accent sur l'importance de l'armement du prolétariat. Cette insistance sur le caractère strictement prolétarien du mouvement communiste est très marquée ; à l'inverse des maoïstes, qui insistent fréquemment sur les paysans, le mot même n'apparaît que rarement sous la plume de Mansoor Hekmat, si ce n'est pour souligner leur prolétarianisation, leur intégration au capitalisme via le salariat²¹.

Revenant sur la révolution iranienne dans un article de 1987, six ans après la vaste vague de répression qui a assis le pouvoir du régime islamique, Mansoor Hekmat précise cette opposition entre nationalisme de gauche et communisme prolétarien²². Il y constate, non sans amertume, qu'au XX^e siècle, le mot socialisme sert de couverture idéologique pour trois choses : à l'est, au capitalisme d'Etat ; à l'ouest, au réformisme ; dans le tiers-monde, au nationalisme. Mais nulle part, il ne désigne le mouvement de la classe ouvrière pour abattre et dépasser le capitalisme.

¹⁷ Mansoor HEKMAT «The Iranian Revolution and the Role of the Proletariat».

¹⁸ Voir la généalogie du concept proposée par Perry ANDERSON (1978), *Sur Gramsci*, Maspero.

¹⁹ Mansoor HEKMAT et Hamid TAQVAEE (1980), «The invasion of the Iraqi Regime and our tasks».

²⁰ Mansoor HEKMAT (1980), « On the manifesto 'The invasion of the Iraqi Regime and our tasks' ».

²¹ Mansoor HEKMAT et Hamid TAQVAEE (1980), «The Iranian Revolution and the Role of the Proletariat».

²² Mansoor HEKMAT (1987), «Left Nationalism and Working Class Communism : A Review of Iranian Experience».

En Iran particulièrement, le socialisme a été, dès l'origine avec la formation du parti *Tudeh* en 1941, un mouvement qui visait à réaliser « l'unité nationale, le développement économique, la démocratie bourgeoise et les réformes sociales », capable d'attirer à lui les classes moyennes iraniennes, pour lesquelles le voisin soviétique proposait un modèle de développement national réussi. Ce parti prosoviétique était au centre d'une coalition anti-fasciste, le *Front national*, qui éclata en 1953, lorsque le *Tudeh* hésita à soutenir pleinement le gouvernement nationaliste du docteur Mossadegh. La disparition de cette coalition laissa émerger, dans l'espace politique laissé vacant, un nationalisme de gauche plus marqué, de coloration maoïste.

La critique de l'URSS par Mao avait son pendant dans la critique du *Tudeh* par la gauche radicale, tandis que la caractérisation de l'Iran comme un pays « semi-féodal et semi-colonial » permettait de faire l'impasse sur le degré réel de développement des relations sociales capitalistes. L'ennemi principal, pour le maoïsme iranien, c'était le propriétaire terrien féodal, allié privilégié de l'impérialisme – ceci au moment même où l'échec programmé des réformes agraires amenait massivement les paysans à la prolétarianisation urbaine. Leur programme était celui de tout nationalisme : développement par l'industrialisation et la gestion étatisée de l'économie, ce qui impliquait naturellement le renversement de la monarchie. La fascination pour les modèles chinois, mais aussi vietnamien et latino-américains, donnait une forme pratique à ce programme : la guérilla.

A l'approche de la révolution, l'échec des modèles cités, l'inadéquation d'une vision centrée sur la paysannerie, le désaveu de la guérilla par plusieurs de ses dirigeants emprisonnés contribuèrent à discréditer le maoïsme. Mais ce sont les trois années de révolution elles-mêmes, de l'hiver 1979 à l'été 1981, qui mirent en échec les concepts avec lesquels ils tentaient de décrire la réalité iranienne, ceux de « bourgeoisie nationale progressiste » et de « petite-bourgeoisie anti-impérialiste ». Les maoïstes comme le *Tudeh* apportèrent leur soutien, plus ou moins critique, au régime islamique, se laissant illusionner par sa rhétorique anti-impérialiste et anti-américaine ; ils crurent y déceler la validation de leurs concepts théoriques. Bien sûr, certains se rendaient compte de la difficulté de concilier cette vision idéologique avec la réalité du régime, avec ses conceptions hyper-réactionnaires et avec la répression qu'ils subissaient eux-mêmes, d'où de nombreuses scissions au sein des organisations de la gauche radicale, transformant le paysage de la gauche radicale.

Les partis de la gauche radicale avaient une faible influence directe sur le mouvement ouvrier. Ils ne disposaient pas de vastes organisations de masses, de syndicats influents et d'un ancrage profond dans la classe ouvrière en Iran. Celle-ci, massivement constituée de paysans prolétariés et urbanisés récemment, avait développé ses propres réseaux au niveau local. Ces cercles pouvaient avoir de la sympathie pour la gauche radicale, en raison de son opposition au régime, mais la réciproque n'était pas vraie, car le discours de ses organisations, dont les membres étaient largement d'origine étudiante, s'adressait de manière abstraite au « peuple », à la « nation », pas à la classe ouvrière en tant que telle. Ce décalage devint de plus en plus flagrant. Le discours ouvrieriste, anti-nationaliste et sans concessions pour le régime de l'*Union des militants communistes*, se révéla alors porteur, lui permettant de rallier des fractions issues de plusieurs organisations de la gauche radicale.

Dans un article de 1995, Mansoor Hekmat revient sur la question de la révolution iranienne, au moment où une partie de la gauche iranienne en exil revoit drastiquement son jugement sur celle-ci, dans la débâcle intellectuelle qui suit l'effondrement du bloc soviétique²³. Cette révision critique est pleine d'amertume pour ce qu'est devenue la révolution, c'est-à-dire un régime parmi les plus réactionnaires au monde. Mais c'est ce régime qui puise justement une partie de son discours dans celui de la gauche nationaliste, du *Tudeh* : l'anti-américanisme virulent, le refus de la modernité « occidentale ». Il a tiré profit de la soumission de cette gauche nationaliste à la religion, qu'elle n'a jamais réellement critiquée ou combattue. Ces positions timorées vis-à-vis des religieux ont permis d'écraser le mouvement ouvrier ; puis, en juin 1981, la répression massive contre le mouvement ouvrier et la gauche modifient la situation.

II – DE LA LUTTE ARMÉE AU COMMUNISME OUVRIER (1981-1991)

²³ Mansoor HEKMAT (1995), «The History of Undeclared : a few words on the commemoration of the 1979 revolution».

Les positions défendues par Mansoor Hekmat – qui se fait alors appeler Nader, sont discutées dans une partie de la gauche. *Komala*, une organisation marxiste-léniniste kurde, s'est rapprochée de l'*Union des militants communistes*. Lors de son congrès d'avril 1981, elle se rallie à son programme et propose un travail commun²⁴. *Komala* est un mot kurde qui signifie société, au sens large comme au sens restreint d'association, de comité ; c'est aussi, depuis 1969, le sigle de l'*Organisation révolutionnaire du peuple ouvrier du Kurdistan*. Cette organisation d'origine maoïste avait à l'origine des conceptions populistes, mais face à leur échec, acceptait de les remettre en cause. Or, les polémiques de Mansoor Hekmat à l'encontre des impasses du populisme convergeaient avec leurs propres doutes.

A la différence de l'*Union des militants communistes*, organisation de taille encore modeste et implantée en milieu urbain, *Komala* disposait d'une force armée de 8 000 combattants *peshmergas* dans le nord de l'Iran, en pays kurde. Capable de tenir en respect l'armée iranienne, elle avait constitué une zone libérée dans laquelle elle organisait la vie des villages. Rapidement après les premiers contacts, l'*Union des militants communistes* trouva refuge dans ce « sanctuaire », pour y tenir son premier congrès. En septembre 1983, la fusion avec *Komala* et d'autres fractions qui s'étaient rapprochées du marxisme révolutionnaire de Mansoor Hekmat, alias *Nader*, permettait la création du *Parti communiste d'Iran*.

Malgré un certain nombre de points de convergences entre l'organisation ouvriériste et le mouvement guérillériste, la fusion n'était pas quelque chose qui allait de soi, comme allait le révéler la suite des événements. En outre, l'orientation prise par *Komala* sous la direction de Mansoor Hekmat heurtait les mouvements nationalistes kurdes, à commencer par le *Parti démocratique du Kurdistan Iranien* (PDKI), qui n'allait pas tarder à se lancer dans trois années de guerre contre son rival communiste, de 1984 à 1987 – alors qu'Hekmat lui-même est contraint de fuir en Angleterre²⁵. Il faut dire que la nouvelle orientation s'attaquait aux bases traditionnelles de la société kurde, notamment sur la question cruciale de la place des femmes, en leur accordant l'accès à toutes les fonctions militaires dans les forces *peshmergas*, ou encore en acceptant le droit à l'avortement. C'était briser un tabou de la gauche kurde, très rétrograde sur cette question pourtant essentielle. De plus, le nouveau *Parti communiste d'Iran* ne se contentait pas d'une activité militaire, il se déployait en dehors de sa zone par une activité clandestine dans les villes et dans les usines. Cette critique intrinsèque des pratiques courantes des mouvements kurdes était associée à un débat sur le nationalisme lui-même, qui va déboucher en 1989-91 sur une crise majeure dans le Parti.

Le premier épisode de cette lutte prend place en 1989. Mansoor décide de démissionner de toutes ses responsabilités à la direction et de retourner militer à la base. Il crée une *Fraction communiste ouvrière* au sein du parti, qui exprime les vues de la gauche anti-nationaliste. Celle-ci emporte un succès massif lors du congrès, où il est réélu à la direction. Mais à l'occasion de la première guerre du Golfe, le courant nationaliste kurde au sein du *Parti communiste d'Iran*, resté relativement silencieux jusque-là, se réveille bruyamment, et propose – dans une motion proposée par Abdullah Mohtadi – de soutenir l'*Union patriotique du Kurdistan*, qui est au même moment en train de négocier son rapprochement... avec l'armée américaine.

Mansoor Hekmat est conscient que cette position n'exprime pas seulement l'avis de quelques nationalistes venus de *Komala*, mais les limites du parti lui-même. Il démissionne de nouveau, non plus de la direction, mais du parti lui-même. La majorité décide de la suivre : ce n'est donc pas réellement une scission qui s'opère, mais un retrait à l'amiable, qui évite des affrontements. Rapidement après, le Parti communiste-ouvrier d'Iran est créé, sur la base du communisme ouvrier²⁶.

L'analyse de l'échec de la révolution russe

²⁴ Hamid TAQVAEE (2003), «Qui était Mansoor Hekmat ?» (également publié en français sous le titre *Mansoor Hekmat et le communisme ouvrier*).

²⁵ Soheila SHARIFI (2003), «Portrait of a leader, Mansoor Hekmat (1951-2002)».

²⁶ Hamid TAQVAEE (2003), «Qui était Mansoor Hekmat ?»

Contraint à l'exil, Mansoor Hekmat est revenu en Angleterre, où il avait étudié. Après cinq années consacrées à l'action politique, il prend plus de temps, plus de recul sans doute, pour mettre au clair ses conceptions. Plus particulièrement, alors que le bloc soviétique est en pleine mutation, il entame à partir de 1986 une série d'articles sur la nature de l'URSS. Si ce thème est aujourd'hui considéré comme une question d'histoire, il revêt alors une importance renouvelée pour la compréhension de la situation mondiale et, on va le voir, il amène à des conclusions importantes pour la définition même du communisme ouvrier.

Il va commencer par réfléchir sur la question de l'Etat dans la période révolutionnaire. Son analyse suit de près celle de Lénine dans *L'Etat et la révolution* – qui s'est lui-même largement fondé sur les articles d'Anton Pannekoek : l'Etat n'est pas au service de l'intérêt général, mais de la celui de la classe dominante. Mais cette définition, correcte dans une situation « normale », ne l'est pas dans une situation révolutionnaire²⁷. La dictature du prolétariat n'est pas celle d'une classe *économiquement* dominante, mais d'une classe *politiquement* dominante. C'est un Etat *contre* l'économie existante, contre l'existence même des classes – et donc, contre la *raison d'être* de l'Etat. Cela dit, Mansoor Hekmat reste, selon une tradition marxiste bien établie, flou sur ce dernier aspect de la question.

Ce qui l'intéresse, c'est de savoir comment agir dans le cours de la révolution elle-même – et les fréquentes références qu'il fait à la situation iranienne montrent clairement ses préoccupations, même lorsqu'il parle de la Russie. Il examine donc comment, dans la révolution iranienne, les revendications économiques se sont transformées, au cours de la lutte, en exigences politiques : renversement de la monarchie, libération des prisonniers, contrôle ouvrier. Mais manque l'étape suivante : la constitution d'un gouvernement provisoire, en mesure de « briser la résistance de la contre-révolution »... une question d'importance quand on fait face au régime de l'ayatollah Khomeiny.

Cela l'amène à examiner ce qui apparaît, dans l'exemple russe, comme une contradiction. En effet, si « la multitude de la classe ouvrière apparaît directement dans ses organismes de pouvoir des masses, comme législateur, exécuteur des lois et juge », la pratique russe, aussi bien que les textes de Lénine lui-même, montre qu'en réalité, la dictature du prolétariat s'est identifiée à celle du parti, voire d'un individu. Cette évolution a été critiquée d'un point de vue « démocratique », dès cette époque, par divers tendances : communistes de conseils, opposition ouvrière, fraction du Centralisme démocratique, critique reprises abondamment par la suite. Troublé par ce double discours, Mansoor Hekmat tente de le rationaliser, en proposant deux phases à la dictature du prolétariat. Dans la première, la tâche essentielle est d'exproprier la bourgeoisie – et pour cela, toute une gamme de politiques serait admissible – alors que la seconde serait fondée sur l'organisation du pouvoir la classe ouvrière par la démocratie directe, la direction des conseils ouvriers (soviets) sur l'économie et la société.

Cette position est inconfortable, et Mansoor Hekmat le sait. Comme il le remarque, « dans la discussion sur le contrôle ouvrier, les positions de principe des bolcheviks (sur les points essentiels) ont consisté en la subordination des revendications sur le contrôle ouvrier à la base aux principes de cohérence, d'objectifs et d'autorité de l'Etat ouvrier. Dans la période critique 1917-1921, des formules éclectiques et peu convaincantes ont été mises en place. Dans la pratique, elles ont déçu les meilleurs éléments du prolétariat industriel de Russie, qui se sont alors éloignés du Parti ». Dans les années 1923-28, alors que se déroulaient les grands débats économiques, alors que la guerre civile et les attaques étrangères étaient terminées, le prolétariat s'était retiré de la scène. Son analyse arrive alors à son point de rupture : comment expliquer l'échec de la révolution russe ?

Mansoor Hekmat va alors poursuivre sa réflexion, afin de proposer une critique socialiste, fondée sur les bases matérielles de l'échec de la révolution russe à construire le socialisme, qu'il oppose à la critique « démocratique »²⁸. Il refuse explicitement les analyses courantes fondées sur l'arriération de la Russie ou sur son isolement international. Au contraire, il insiste sur l'échec de la classe ouvrière à transformer économiquement la Russie dans un sens socialiste. Avant la révolution, deux classes critiquaient l'arriération de la Russie, avec deux points de vue différents : la bourgeoisie et le prolétariat, qui en subissaient tous deux les conséquences néfastes. Elles avaient

²⁷ Mansoor HEKMAT (1985), «State in revolutionary periods».

²⁸ Mansoor HEKMAT et Iraï AZARIN (1988), «Experience of workers revolution in Russia : outlines of a socialist critic».

donc, de ce seul point de vue, un intérêt commun. Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), contrairement au populisme, met même explicitement l'accent sur la nécessité du développement de la Russie. Cette idée est sensible, non seulement chez les marxistes légaux et les mencheviks, mais aussi dans l'admiration exprimée par les bolcheviks envers les défenseurs de la démocratie bourgeoise. Ainsi, la social-démocratie russe voit continuellement renaître dans ses rangs le national-modernisme, malgré ses liens avec le mouvement ouvrier international. Cet affrontement entre ligne bourgeoise et prolétarienne traverse le parti bolchevik lui-même.

La trajectoire impulsée par Lénine consiste en une suite de ruptures avec cette ligne bourgeoise, jusqu'à la dénonciation du social-patriotisme en 1914. Mais elle ne dépassera jamais la conception social-démocrate qui considère le socialisme comme l'abolition de la propriété privée et la centralisation et la planification de la production, l'accroissement des forces productives et de l'industrie. Dès le premier brouillon du programme rédigé par Plekhanov, cette conception domine. Elle hérite du déterminisme et du technicisme de la Seconde internationale, et met de côté la question de la propriété commune et de l'abolition du travail salarié. Ce programme est, au fond, acceptable pour la bourgeoisie russe, qui sait qu'elle doit trouver des solutions pour dépasser l'arriération de la Russie – ce n'est pas un hasard si parmi les fondateurs du marxisme russe, on va trouver le courant du « marxisme légal », qui se transformera rapidement en libéralisme bourgeois. Lorsque cette bourgeoisie se trouve discréditée dans la guerre, le programme social-démocrate demeure.

Dans le cours de la révolution, les acquis du bolchevisme et du léninisme en ce qui concerne l'indépendance de classe, sont balayés progressivement par l'incapacité à suivre un programme économique réellement différent de celui de la bourgeoisie, par l'absence d'une vision économique claire des tâches à réaliser. Dans la période post-révolutionnaire, l'idée qu'il faut « apprendre de la bourgeoisie » et augmenter la production domine, plutôt que la recherche de solutions nouvelles, non capitalistes. Cette idée n'est pas spécifique à la Russie, mais à la Seconde internationale, dont les conceptions économiques ne sont pas abandonnées malgré la rupture politique. Trotsky et Staline partagent l'idée que la propriété étatique des moyens de production est un critère du socialisme, et l'assimilent à la propriété commune, une conception non marxiste qui a pourtant largement court dans la gauche internationale. Quand Staline réalisera le programme économique de l'opposition unifiée, Trotsky sera désarmé et incapable de comprendre la structure économique réelle de l'URSS.

Cette vision est également liée à un mécanisme, qui veut que les changements sociaux ne fassent que refléter le niveau de forces productives. La fixation des bolcheviks (notamment Zinoviev) sur l'Allemagne, pays le plus industrialisé, en est l'un des aspects – et l'attente de la révolution allemande est l'un des signes de cette faiblesse. Dès lors, le « socialisme dans un seul pays » n'est rien d'autre que le retour de la pensée nationaliste bourgeoise. La lutte de classe s'est poursuivie dans la Russie révolutionnaire, mais en l'absence d'une organisation ouvrière, c'est la ligne nationaliste bourgeoise de Staline qui l'a emporté. Ce nationalisme n'est pas une idéologie, une superstructure, mais le fondement même de la bourgeoisie. La bourgeoisie acquiert avec lui une puissance qui dépasse celle de ses membres disséminés dans l'administration. La bureaucratie apparaît, au départ, comme une solution de compromis, notamment par le retour partiel de l'administration civile et militaire du Tsar. Mais rapidement, elle devient un élément constant, capable d'assurer sa propre reproduction au sein du système. « La défaite de la révolution russe est un moment du développement de la société bourgeoise »²⁹.

Le jugement de Mansoor Hekmat sur le bolchevisme est nuancé. Contre les critiques de gauche, il maintient qu'il y a bien eu dictature du prolétariat, même si le prolétariat n'y participait pas dans son entier, parce que le Parti bolchevick était constitué des ouvriers les plus avancés. Son pouvoir est dispersé dans la société russe, au sein des nombreuses assemblées et conseils locaux. Le problème de fond n'est pas l'absence de démocratie politique, mais le fait que sans l'abolition du salariat et de la propriété commune, il n'y a pas de pouvoir ouvrier au niveau économique. La force du bolchevisme tient en deux éléments essentiels qui le distinguent de la social-démocratie européenne : l'internationalisme et la démocratie ouvrière. Il a sans doute commis de nombreuses erreurs, et on

²⁹ Mansoor HEKMAT et Iraj AZARIN (1988), «Experience of workers revolution in Russia : outlines of a socialist critic».

pourrait reprocher tel ou tel point à son programme ou à ses leaders, mais le point essentiel, c'est son manque de préparation pour le changement économique, l'absence d'un programme communiste.

La position de Mansoor Hekmat est bien évidemment à rapprocher de l'ensemble des courants qui ont considéré l'URSS comme un Etat capitaliste. C'est un débat qui a traversé la gauche communiste dès les années 1930, et été considérablement obscurci par le prestige de Trotsky, qui a déployé une grande énergie à démontrer que l'URSS était un « Etat ouvrier dégénéré », quand bien même la classe ouvrière n'y aurait plus aucun pouvoir. Son argumentation passait à côté des critères essentiels du point de vue de la classe ouvrière : le travail salarié, l'exploitation et l'absence de propriété commune des moyens de production – le vieux révolutionnaire russe ne paraissant pas avoir correctement perçu la différence entre celle-ci et la propriété d'Etat – c'est-à-dire, la propriété de la bureaucratie. Sur sa gauche, plusieurs groupes et théoriciens, partant de ce point de vue, l'avaient déjà démontré, notamment le courant du « communisme des conseils », et bon nombre de trotskistes dissidents. Après la guerre 1939-45, une nouvelle génération de militants de la Quatrième internationale – mais aussi des pionniers, à commencer par Natalia Sedova-Trotsky – allaient dénoncer cette théorie de l' « Etat ouvrier dégénéré », dont, aux Etats-Unis, la « tendance Johnson-Forest » dont l'influence sur Mansoor Hekmat est probable³⁰. Et surtout, le fondateur du Parti communiste italien, dernier opposant de Staline au sein du Komintern, Amadeo Bordiga, allait déployer sa critique pleine de verve à l'encontre du capitalisme russe, dans une perspective guère éloignée de celle du marxiste iranien³¹. Leurs conceptions divergent principalement sur les tâches à accomplir : restaurer invariablement la théorie ou organiser la classe ouvrière pour la lutte vers le socialisme ?

Réémergence du mouvement communiste

Les transformations en URSS, avec la « Perestroïka » initiée par Mikhaïl Gorbatchev en URSS, constituent pour l'ensemble de la gauche mondiale un défi et un sujet d'interrogations et de révisions déchirantes. Mansoor Hekmat, qui voit dans l'URSS le soutien principal des mouvements « anti-impérialistes » qui habillent sous une phraséologie marxiste leur programme national-moderniste, s'intéresse de près à ces changements et à leurs conséquences pour le communisme ouvrier³². Pour lui, la période qui suit la Seconde Guerre mondiale a permis une expansion considérable du capitalisme, non seulement par les transformations introduites dans la production par la technologie, mais aussi par l'introduction de relations sociales capitalistes dans les ex-colonies, la généralisation de la condition prolétarienne et du salariat ; autrement dit, par la croissance des forces productives, la mise en place d'un réseau planétaire de production qui relie les travailleurs et les travailleuses entre eux à l'échelle mondiale. Tous ces changements préparent le terrain pour le socialisme.

Dans les années de l'après-guerre, le modèle de l'économie dirigée, avec un développement capitaliste organisé par l'Etat, semblait compétitif, capable de rivaliser avec le modèle libéral fondé sur l'initiative privée. Il était particulièrement attractif pour les bourgeoisies des pays les moins développés, puisqu'il mettait l'accent sur le développement de l'économie nationale par le biais des nationalisations et de la planification. Les régimes les plus conservateurs pouvaient alors se targuer de faire du « socialisme ». Mais même dans les pays développés, ce modèle étatiste occupait une position dominante, matériellement et idéologiquement. Avec les années 1970, il connaît une grave crise d'adaptation aux mutations technologiques – que la bourgeoisie adopte comme réponse aux luttes ouvrières – qui frappe durement les pays les plus étatisés et les plus endettés, incapable de réagir efficacement. L'idéologie néo-libérale, qui exprime cette crise de restructuration à l'échelle mondiale, devient alors prépondérante, tandis que l'étatisme entre dans une impasse, entraînant dans sa chute toute l'idéologie de la gauche.

³⁰ Voir l'exposition des principaux thèmes du « marxisme-humanisme » : Raya DUNAYVSKAYA (1971), *Marxisme et liberté*, Champ libre.

³¹ Jacques CAMATTE, *Bordiga et la passion du communisme*, Spartacus.

³² Mansoor HEKMAT (1988), «The international situation and state of communism».

La désagrégation des socialismes bourgeois, que ce soit en URSS, en Chine ou dans les différentes tendances de la gauche, y compris les formes variées d'anti-impérialisme populiste du tiers-monde, n'est pas nécessairement favorable, en l'absence de toute tendance communiste organisée. Partant de ce simple constat, Mansoor Hekmat ne baisse pas les bras. Au contraire, il refuse énergiquement toute l'argumentation de la gauche occidentale, qui tend à considérer que – avec la désindustrialisation, les grandes fermetures d'usines et de secteurs entiers de production, la chute de la syndicalisation – la classe ouvrière aurait reculé dans la société, forçant la gauche à trouver des points d'appui ailleurs, dans l'écologie ou le pacifisme. Cette vision, d'un eurocentrisme borné, est fondée sur une illusion d'optique. En réalité, le prolétariat n'a cessé de croître dans le monde, avec la généralisation mondiale du travail salarié et de la condition ouvrière. Cette croissance a transformé l'échiquier politique et social des pays du tiers-monde, entraîné des mouvements sociaux importants un peu partout dans le monde, de l'Argentine à la Corée en passant par l'Iran et l'Afrique du Sud ; ce sont ces mouvements qui façonnent le monde actuel. Progressivement s'est formée un véritable classe ouvrière mondiale, dont la détermination sociale dépasse les identités ethniques ou nationales.

Cette conception est à rapprocher, que ce soit un emprunt direct ou non, du « retournement » du marxisme orthodoxe, objectiviste, par l'ouvriérisme italien dès la fin des années 1950. Mario Tronti le formulait ainsi : « Nous aussi, nous avons travaillé avec un concept qui mettait le développement capitaliste en premier, et les travailleurs en second. C'était une erreur. Et maintenant, nous devons remettre le problème sur ses pieds, et repartir du début, et le début, c'est la lutte de classe de la classe ouvrière »³³. Autrement dit, le moteur réel du capitalisme, ce n'est pas le mouvement propre du capital, mais la lutte constante de la classe ouvrière qui contraint le système à évoluer et à s'adapter sans cesse pour résister à cette pression.

C'est pourquoi le communisme ouvrier n'est pas un mouvement nouveau, qui apparaîtrait à la faveur de la disparition de l'ancien mouvement communiste « officiel ». C'est le mouvement même de la classe ouvrière vers le communisme, qui a continué son existence à côté de ce dernier³⁴. Il est important de comprendre que, pour Mansoor Hekmat, le communisme n'a rien à voir avec l'idée d'un monde futur idéal. C'est dans la lutte de classe que naît le mouvement communiste, parce que la simple confrontation quotidienne avec l'esclavage salarié amène chaque travailleur à la conclusion qu'il doit bien y avoir une autre solution, une autre façon de vivre en société que l'exploitation. Cette idée simple peut se cacher dans n'importe quelle revendication de la classe salariée, dans n'importe quel mouvement social, quels que soient les couleurs et les objectifs qu'il se donne³⁵. Ce qui change, avec la chute du communisme « officiel », c'est que toutes les tentatives de subordonner le marxisme au nationalisme, à la démocratie, aux réformes ou à l'industrialisation sont condamnées à l'échec.

Mansoor Hekmat n'est pourtant pas hostile à l'idées même de réformes. La démocratie est pour lui un mot ambigu, qui se résume bien trop souvent à l'apologie de l'économie de marché, dans sa version libérale, ou de celle de l'Etat totalitaire dans sa version nationaliste³⁶. Même dans les régimes démocratiques, les droits des travailleurs, les droits des femmes, ceux des Noirs aux Etats-Unis ou en Afrique du Sud, et ainsi de suite, n'ont été obtenus que par les luttes sociales, et ces mêmes régimes « démocratiques » les ont combattus par les moyens les plus anti-démocratiques. Hostile au nationalisme de gauche, Mansoor Hekmat n'accorde pas, contrairement à une conception couramment répandue dans la gauche mondiale, à l'idée que l'indépendance nationale soit progressive en soi. Après tout, rappelle-t-il, les habitants de l'ex-Yougoslavie vivaient dans un confort et une paix bien plus grande avant leur séparation... Cela ne signifie pas un rejet systématique, mais une analyse fondée sur le critère du bien-être de la classe ouvrière et des femmes.

Mais au delà, il sait bien que la plupart des luttes ne sont pas faites que de ça, que l'expérience quotidienne, c'est la nécessité immédiate d'améliorations sociales, d'augmentations des salaires ou des allocations chômage, les droits civiques ou l'égalité hommes-femmes. Considérer toutes ces

³³ Mario TRONTI, « Lenin in England », cité par Steve WRIGHT (2002), *Storming Heaven, Class composition and struggle in Italian Autonomist Marxism*, Pluto Press.

³⁴ Mansoor HEKMAT (1989), « Our differences : Interview about worker-communism ».

³⁵ Mansoor HEKMAT (1992), « Les caractéristiques fondamentales du Parti communiste-ouvrier ».

³⁶ Mansoor HEKMAT (1991), « Democracy : Interpretations and realities ».

luttres comme « réformistes », c'est se condamner à l'impuissance. Ce sont elles qui, en exprimant les revendications des travailleurs et des travailleuses, ont transformé la société capitaliste à l'échelle mondiale. Les courants qui opposent réforme et révolution ne font que témoigner leur caractère étranger aux préoccupations quotidiennes de la classe ouvrière. Cette critique s'adresse bien évidemment aux courants de l'ultragauche, que Mansoor Hekmat a rencontré et dont il partage certaines conceptions, mais avec lesquels il diverge sur un point fondamental : pour lui, les communistes doivent s'investir dans toutes les luttres sociales, mener une véritable activité militante de terrain et refuser l'isolement. Cela dit, la lutte pour les réformes n'est pas le réformisme : « Dans la lutte pour les réformes, notre mouvement ne se limite pas à demander ce que la classe capitaliste considère comme possible. Les pertes et profits des prétendus intérêts de "l'économie nationale" et ainsi de suite, ne conditionnent ni ne restreignent nos revendications. Notre point de départ, ce sont les intérêts indiscutables des personnes, aujourd'hui. Si ces droits, comme la santé, l'éducation, la sécurité économique, le droit de grève, la participation directe et constante du peuple à la vie politique, la liberté face aux empiétements religieux, sont incompatibles avec la profitabilité des entreprises et les intérêts du capitalisme, alors cela prouve seulement qu'il faut renverser le système tout entier »³⁷.

Cette idée, Mansoor Hekmat l'applique d'abord au *Parti communiste d'Iran*, dont il est encore le dirigeant quand il entreprend ce travail de défrichage théorique : il faut se débarrasser de tout ce qui est un reliquat du socialisme bourgeois, de l'étatisme et du nationalisme. C'est le sens qu'il donne au changement de dénomination, du « marxisme révolutionnaire » au « communisme ouvrier », mettant l'accent sur le caractère social et non seulement théorique de cette évolution. Au demeurant, il ne souhaite pas polémiquer outre mesure avec les différents courants de la gauche, qui aiment à citer Marx et Lénine à chaque instant : savoir quelle est la base sociale de leur vision du marxisme est plus important pour lui. Après tout, on a pu, en leur nom, bâtir des systèmes qui n'avaient rien à voir avec les aspirations de la classe ouvrière. Polémiquer avec les idéologies capitalistes, mener contre elle une véritable bataille idéologique, être capable de les critiquer efficacement, est plus important que de rivaliser avec les différentes sectes gauchistes. Critiquer le nationalisme, le racisme, le libéralisme, le réformisme, le syndicalisme, etc., est une tâche bien plus importante : « Le communisme ouvrier, comme forme de pensée, comme conception du monde, ne prendra aucune force dans la société sans dépasser la pensée bourgeoise à l'échelle sociale »³⁸. Le mouvement communiste ne doit pas avoir peur d'affronter la société, il doit échapper à la marginalisation et le repli intellectuel, avoir pleinement confiance dans sa capacité à changer le monde. Cette confiance en soit part d'un principe simple : la révolution socialiste est possible, dans un avenir proche.

III – L'AUBE CRUELLE DU NOUVEL ORDRE MONDIAL (1991-2002)

L'invasion en 1991 du Koweït par l'armée irakienne, qui va rapidement aboutir à la première guerre du Golfe, est ressentie immédiatement comme le signe d'une ère nouvelle. L'URSS en pleine décomposition n'est plus en mesure de jouer son rôle de superpuissance, et un monde unipolaire semble émerger de la guerre froide : le « nouvel ordre mondial », selon l'expression du président Georges Bush, premier du nom. Mansoor Hekmat refuse de condamner cette invasion, considérant d'ailleurs le Koweït comme un vaste camp de travailleurs immigrés travaillant pour le compte des pays occidentaux sous le contrôle d'un système clanique et arriéré. Mais il est hésitant quant aux conséquences de celle-ci, craignant qu'elle ne renforce en définitive le nationalisme arabe – l'islam politique lui semblant alors en déclin – et n'éloigne pour longtemps encore les travailleurs du socialisme³⁹. Ce malaise dans l'analyse est révélateur à la fois de la crise qui traverse alors le Parti communiste d'Iran dont il est encore le principal dirigeant, et de manière générale, la gauche mondiale, confrontée à un scénario nouveau, dont elle cherche à appréhender les contours. Le rôle de l'Islam politique semble encore incertain, à tel point que Mansoor Hekmat le considère comme

³⁷ Mansoor HEKMAT (1999), «A better world».

³⁸ Mansoor HEKMAT (1989), «Our differences : Interview about worker-communism».

³⁹ Mansoor HEKMAT (1991), «On the crisis in the middle-east».

un simple instrument de propagande au service du nationalisme arabe⁴⁰ et qu'en Iran, elle a renforcé la tendance national-islamiste contre le panislamisme⁴¹.

« Le communisme aux marges de la société n'est pas le communisme »

Cette phase d'incertitude ne dure pas. Dès février 1992, Mansoor Hekmat a donné sa démission du *Parti communiste d'Iran* et commence à organiser sa fraction communiste-ouvrière en un nouveau parti, auquel il assigne un programme ambitieux : « Un véritable communiste aujourd'hui est celui ou celle qui comprend l'urgence de la situation actuelle et la signification de son propre rôle. Le communisme aux marges de la société n'est pas le communisme. Etre sur la ligne de front de la résistance contre l'offensive mondiale de la bourgeoisie contre les idéaux humains, contre les réalisations sociales, organiser un front socialiste international des travailleurs et des travailleuses dans ce monde en turbulence, et travailler à la victoire du socialisme, voilà ce que c'est, être un communiste aujourd'hui »⁴². Durant soixante-dix ans, l'opposition ouvrière au capitalisme d'Etat était marginalisée, tandis que le conflit central qui occupait le devant de la scène opposait deux modèles alternatifs de capitalisme, et deux blocs impérialistes. Avec la disparition du bloc soviétique, le communisme ouvrier revient au-devant de la scène, parce que l'affrontement entre les classes n'a plus d'autre issue possible.

Qu'est-ce que cela signifie ? Tout d'abord, qu'il ne faut pas se tromper de programme, ne pas reproduire les erreurs de la révolution russe. Le communisme ne peut triompher que s'il transforme les bases économiques de la société, s'il abolit le travail salarié et transforme les moyens de production et de distribution en propriété commune, s'il crée « une communauté mondiale, sans classes, sans discriminations, sans pays et sans Etats »⁴³. Mansoor Hekmat revient régulièrement sur cet axiome du communisme ouvrier : par propriété commune, il n'entend jamais propriété d'Etat. L'étatisme est précisément l'échec de la révolution russe⁴⁴. A partir de là, il est possible de dégager le marxisme de toutes les adaptations à des fins nationalistes, réformistes, tiers-mondistes, développementistes et autres.

Qu'en est-il de la référence à Lénine ? Mansoor Hekmat admet qu'il a eu, pour l'essentiel, une compréhension correcte du marxisme, et été un leader socialiste de valeur. Il a eu le mérite de rompre avec le déterminisme de la Seconde internationale et de mettre l'accent sur la possibilité du socialisme, donc sur la pratique révolutionnaire – qui ne peut se résumer ni au volontarisme, ni à la pratique conspirative. Il est donc une source d'inspiration, pour toutes celles et ceux qui ne « considèrent pas le socialisme comme une idée ornementale, mais comme une cause urgente et pratique »⁴⁵.

Pourquoi cet attachement de Mansoor Hekmat à sauvegarder Lénine, auquel il ne fait pourtant que rarement référence ? Il est intéressant qu'à l'occasion de ce tournant, de la scission qui amène la création du parti communiste-ouvrier, il éprouve le besoin de poser la question, même s'il répond en définitive – quoique de manière nuancée – en faveur du fondateur du bolchevisme. Il n'ignore sans doute pas que le révolutionnaire russe s'est prononcé, sans ambiguïté aucune, en faveur de la mise en place d'un capitalisme d'Etat dont il estimait qu'il serait une étape difficile à atteindre, et qu'il n'a jamais tenté d'aller au-delà du travail salarié. Mansoor Hekmat le sait d'autant mieux qu'il a déjà souligné les graves insuffisances de la social-démocratie russe en matière de programme économique⁴⁶.

Plus encore, il découvre – comme avant lui les ouvriéristes italiens – dans Lénine un homme qui avait compris que la classe ouvrière seule était le moteur du capitalisme, la seule force capable de

⁴⁰ Mansoor HEKMAT (1991), «The gory dawn of the New World Order».

⁴¹ Mansoor HEKMAT (1991), «End of the cold war and prospects for worker-socialism».

⁴² Mansoor HEKMAT (1992), «Challenges that Communism faces today».

⁴³ Mansoor HEKMAT (1992), «Marxism and the world today».

⁴⁴ Mansoor HEKMAT (1991), «End of the cold war and prospects for worker-socialism».

⁴⁵ Mansoor HEKMAT (1992), «Marxism and the world today».

⁴⁶ Mansoor HEKMAT et Iraj AZARIN (1988), «Experience of workers revolution in Russia : outlines of a socialist critic».

dénouer la situation Russe. « La contribution de Lénine a été de reconnaître le rôle joué par la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière dans le mouvement matériel de la société capitaliste, et d'avoir apprécié les possibilités d'actions de la révolution ouvrière comme agent actif dans des conditions sociales objectives »⁴⁷. Le rapprochement avec l'« opéraïsme » italien, qu'il soit conscient ou non, n'est une fois de plus pas anodin, car ce courant avait perçu de la même manière que le mouvement de la classe ouvrière était le seul agent capable d'amener le capitalisme à son paroxysme, de briser les contraintes de l'arriération et de réaliser le marché mondial. Cette idée fait son chemin chez Mansoor Hekmat, elle donne progressivement corps à sa méfiance envers toute forme de nationalisme et d'arriération sociale, à son opposition résolue envers tout ce qui, au nom d'idéaux de gauche, ferait obstacle à cette dynamique dans laquelle le capitalisme crée les conditions de son dépassement.

Communisme ouvrier, universalisme et humanisme

Jusqu'ici, Mansoor Hekmat avait considéré le régime islamique d'Iran comme relativement isolé et ne considérait pas l'Islam politique comme une menace sérieuse. A partir de 1994, on sent un inflexionnement de sa prise en compte du problème. Dans un bref article, il dénonce le gangstérisme islamiste, le terrorisme aveugle et, dans le même mouvement, la tolérance, voir la sympathie, avec laquelle la gauche « anti-impérialiste » regarde ce type d'actions⁴⁸. Mais il considère encore l'Iran comme la seule source de ce problème. C'est plutôt, à la lumière de la terrible expérience yougoslave, le nationalisme qui lui semble le plus grand danger ; il ne s'agit plus seulement du nationalisme de gauche, du populisme et de l'anti-impérialisme, qu'il a critiqué de longue date, mais de l'ethnocentrisme, d'un nationalisme fondé sur l'idée d'une « identité »⁴⁹. L'expérience iranienne lui a appris que – dans un pays où, deux générations plus tôt, les filles allaient à l'école sans voile et les mollahs passaient pour des parasites d'un autre âge – un prodigieux retour vers le passé était possible, une arriération sans limites. Il craint pour l'Iran une division qui s'appuierait sur les neuf nationalités, treize groupes ethniques et cinq groupes linguistiques qui y vivent. De plus en plus sensible à cette question d'un retour des idéologies les plus archaïques, il va consacrer de nombreux articles à l'ethnocentrisme et à l'islamisme.

La question du voile, fort sensible pour celles et ceux qui ont vécu la révolution iranienne et l'irruption réactionnaire de l'Islam politique, va retenir son attention. En 1997, une polémique oppose en Suède *Rah-e- Kargar* (Organisation des travailleurs révolutionnaires d'Iran) et le Parti communiste-ouvrier d'Iran, à laquelle Mansoor Hekmat va participer directement⁵⁰. Cette organisation de gauche, qui se prévaut de liens de longue date avec le mouvement féministe et anti-raciste scandinave, attaque les communistes-ouvriers pour leur campagne contre le port du voile (*hejab*) par les petites filles – dans un pays qui a fait du relativisme culturel le fondement de sa politique de l'immigration. Selon une argumentation appelée à un certain succès, ils protestent au nom de la liberté vestimentaire, et contre le caractère répressif et raciste de la lutte contre le *hejab*.

Ce qui intéresse ici Mansoor Hekmat ce n'est pas de polémiquer avec une organisation concurrente, même s'il pratique ce sport à l'occasion – mais de dénoncer ce qui est au cœur de leur pensée, le relativisme culturel, et affiche au contraire son universalisme : « Nous sommes partisans de droits et de libertés égales et universelles pour tous et toutes, indépendamment du sexe, de la race, de l'appartenance ethnique ou autre. Nous ne nous considérons pas comme faisant partie intégrante d'une minorité »⁵¹. Cet universalisme, qui va devenir l'un des thèmes majeurs du communisme-ouvrier dans les dernières années de la vie du révolutionnaire iranien, est opposé directement au relativisme de la bourgeoisie scandinave, qui considère précisément les immigrés comme une minorité à laquelle sont déniés la plupart des droits.

⁴⁷ Mansoor HEKMAT (1992), «Marxism and the world today».

⁴⁸ Mansoor HEKMAT (1994), «Islamic terrorism».

⁴⁹ Mansoor HEKMAT (1996), «Federalism is a reactionary slogan».

⁵⁰ Mansoor HEKMAT (1997), «L'islam, les droits des enfants et le voile-gate de Rahe Kargar».

⁵¹ Mansoor HEKMAT (1997), «L'islam, les droits des enfants et le voile-gate de Rahe Kargar» (traduction corrigée).

Cet universalisme l'amène à critiquer toute forme d'assimilation entre une population et une idéologie, comme l'appellation « société islamique » à propose de l'Iran⁵². L'islam, et surtout tel qu'il est vu en Occident, n'est pas partagé par l'ensemble de la société iranienne, la consommation de bière et la musique occidentale – deux activités prohibées – y étant plus courantes que la prière. Les tentatives d'un islam modéré, voire d'une sorte de « théologie de la libération » musulmane, se heurtent à aux réalités concrètes d'une jeunesse qui ne veut plus d'islam du tout. Il ironise sur cette idée : « ceux qui sont partisans d'une théologie de la libération ne sont pas préparés à vivre dans un pays dirigé par la théologie de la libération. Ils préfèrent vivre en France ou en Angleterre, et prescrire la théologie de la libération pour le peuple bolivien ». Cette ligne universaliste du Parti communiste-ouvrier va s'accroître, avec une résolution votée en 1999, qui met l'accent sur la lutte contre l'islam politique – qui ne résume pas au fondamentalisme islamique, mais à l'ensemble des courants qui considèrent que l'islam devrait être la source principale de la pensée et de la pratique politique dans un Etat⁵³. La laïcité, comprise à la fois dans un sens minimal la séparation de la religion et de l'Etat, de la religion et de l'éducation – jusqu'à un sens maximal – le droit pour la société de se protéger de la religion exactement comme le fait avec les maladies – devient alors l'un des thèmes portés par le Parti communiste-ouvrier, presque sa « marque de fabrique » dans une gauche moyen-orientale qui se refuse le plus souvent à condamner la religion dans son ensemble⁵⁴.

L'universalisme est intimement lié à l'humanisme dont Mansoor Hekmat se réfère expressément. Il est significatif que la citation la plus fréquemment mise en avant par ses partisans soit la suivante : « L'être humain est le fondement du socialisme. Le socialisme est le mouvement pour restaurer la volonté consciente de l'être humain »⁵⁵. Contrairement à une conception courante dans les courants qui se réclament du marxisme, le communisme-ouvrier insiste clairement sur l'importance de la personne humaine, de l'individu. C'est ce qui l'amène, par exemple, à condamner expressément la peine de mort « terminologie de l'Etat pour le meurtre »⁵⁶. Bien sûr, l'anti-étatisme de Mansoor Hekmat est un élément de cette opposition, mais le ressort final en est le respect absolu pour la personne humaine. Universalisme, laïcité, humanisme, Voilà les traits caractéristiques avec lesquels le Parti communiste-ouvrier va aborder l'attaque américaine en Afghanistan, puis la seconde guerre contre l'Irak et l'essor considérable de son activité en Irak à partir de mars 2003.

« Un monde meilleur », le programme qu'il va rédiger en 1994 pour le Parti communiste-ouvrier d'Iran, constitue une synthèse des positions essentielles du communisme ouvrier. Son rédacteur a fréquemment insisté sur la notion de programme et sur l'importance de proposer des axes clairs, un véritable programme de gouvernement pour la révolution. Le texte est constitué d'un rappel, concis et clair, des principes généraux du marxisme, puis d'une liste de mesures transitoires. Certains passages sont directement calqués du *Manifeste du Parti communiste*, comme pour mieux signaler le projet qui sous-tend un tel programme : « Le communisme ouvrier n'est pas un mouvement séparé de la classe ouvrière. Il n'a pas d'intérêts distincts de ceux de la classe ouvrière dans son ensemble. Ce qui distingue ce mouvement des autres mouvements de travailleurs est, premièrement, que dans les luttes de classes dans différents pays, il se fait toujours le défenseur de l'unité et des intérêts communs des travailleurs du monde entier, et deuxièmement, que dans les différentes étapes de ces luttes, il représente les intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble »⁵⁷. Les mesures énoncées sont pour la plupart de portée générale – au sens qu'elles pourraient être proposées dans n'importe quel pays – tandis que d'autres sont spécifiques à l'Iran, notamment sur la question kurde ou sur l'élimination des pratiques religieuses réactionnaires. Mansoor Hekmat considérait, selon ses proches, que d'autres programmes, spécifiques à telle ou telle ère géographique, devraient être écrits au fur et à mesure que le communisme ouvrier se répandrait dans le monde.

Le monde après le 11 septembre

⁵² Mansoor HEKMAT (1999), «Islamism is part of lumpenism in society».

⁵³ Mansoor HEKMAT (1999), «Iran will be the Scene of a Mass Anti-Islamic Offensive».

⁵⁴ Mansoor HEKMAT (2001), «Ascension et chute de l'Islam politique».

⁵⁵ Mansoor HEKMAT (1992), «Marxism and the world today».

⁵⁶ Mansoor HEKMAT (1999), «Death penalty. The most deplorable form of deliberate murder».

⁵⁷ Mansoor HEKMAT (1999), «A better world».

Lorsque commence l'année 2001, Mansoor Hekmat est de nouveau engagé dans la polémique avec les organisations de la gauche iranienne qui, après avoir soutenu – au nom de « l'anti-impérialisme » – l'ayatollah Khomeiny, tournent leurs espoirs vers le président Khatami et le mouvement « réformateur », dit du 2^e Khorbad⁵⁸. Alors que ces organisations, comme le *Tudeh* et la fraction majoritaire des *Feyadin* fondent leurs espoirs sur l'évolution interne du régime islamique, le Parti communiste-ouvrier appelle à son renversement. Il considère cette chute comme imminente, et se prépare à y jouer un rôle important. Mansoor Hekmat n'a cessé de considérer la prise du pouvoir et la marche vers le socialisme comme les objectifs essentiels vers lesquels, en définitive, toute l'activité du Parti est tournée.

Cette opposition résolue lui permet d'apparaître comme un opposant sans failles et sans compromission, son rejet catégorique de l'islam correspond aux aspirations de la jeunesse iranienne et son activité s'est renforcée dans la clandestinité. Du statut de groupuscule en 1978, il a atteint celui de grand parti de la gauche, avec une véritable audience via, notamment, son travail de propagande radiophonique et télévisée. La situation de crise économique et sociale en Iran facilite ce travail d'implantation, au point de pouvoir appeler à des piquets devant les bureaux de vote pour appeler à l'abstention, lors des élections présidentielles⁵⁹. Celle-ci est, de fait, extrêmement massive, avec ou sans l'intervention des propagandistes communistes-ouvriers. Le régime islamique est obligé de l'admettre, même s'il se refuse encore à donner des chiffres. Malgré l'épisode « réformiste » de Khatami, qui a prolongé la durée de vie du régime, la République islamique ne bénéficie plus d'aucune base populaire et surtout, est massivement rejetée par toute une génération qui n'a pas connu la révolution de 1979, mais qui ne rêve que de liberté⁶⁰.

Cette analyse de l'imminence de la chute du régime n'amène pas Mansoor Hekmat à conclure en faveur de « l'unité de l'opposition », à laquelle appellent aussi bien les monarchistes que les Moudjahidin du peuple. « Nous voulons instaurer une république socialiste, et ça ne se fera pas en s'unissant avec les partisans de la liberté de marché, des Etats-Unis, de la monarchie et d'un islam pasteurisé »⁶¹. En une période donnée, le peuple identifie la gauche à l'un de ses courants, parce qu'il exerce une forme d'hégémonie – on a vu que ce thème « gramscien » était présent dans la pensée de Mansoor Hekmat dès les années 80 et qu'il n'a cessé d'être l'un des fils conducteurs de sa pratique – et cette forme de leadership ne se conquiert pas par une combinaison, une alliance au sommet entre organisations de l'opposition, mais par la victoire d'une ligne claire et simple à laquelle la population s'identifie.

Les attentats du 11 septembre 2001 confirment l'importance accordée par Mansoor Hekmat à la question de l'islam politique comme stratégie mondiale. Condamnant les attentats, il déclare : « Mettre fin au terrorisme est notre tâche. C'est notre tâche, car nous luttons pour l'égalité, les droits et la dignité des gens. Le terrorisme d'Etat finira avec la mise à bas des Etats terroristes. Le terrorisme non étatique sera éradiqué en mettant fin aux épreuves de discrimination, d'exploitation et de privation qui mènent les gens au désespoir et en fait la proie des organisations réactionnaires et inhumaines. Il peut être éradiqué en dénonçant la religion, l'ethnicisme, le racisme et toutes les idéologies réactionnaires, qui n'ont aucun respect pour les gens. Notre réponse, c'est de nous battre pour une société libre, ouverte et égale, dans laquelle les gens, leur vie, leur dignité et leur bien être sont valorisées »⁶².

Affaibli par le cancer, Mansoor Hekmat, consacre ses derniers textes à la guerre d'Afghanistan, une guerre entre les deux pôles internationaux du terrorisme : les Etats-Unis et l'Islam politique. Au-delà de la condamnation des deux camps, il amorce un thème qui va rapidement prendre, pour les communistes-ouvriers, une importance croissante avec l'occupation de l'Irak : la dénonciation du soutien d'extrême-gauche à l'islam politique et au terrorisme islamique, sous couvert d'« anti-impérialisme »⁶³. Bien sûr, il sait que les Etats-Unis utilisent le prétexte de la guerre contre le

⁵⁸ Mansoor HEKMAT (2001), «Islamic republic without Khatami».

⁵⁹ Mansoor HEKMAT (2001), «Elections day : a day of protest».

⁶⁰ Mansoor HEKMAT (2001), «We represent the majority».

⁶¹ Mansoor HEKMAT (2001), «People must choose. A discussion on the Opposition's unity».

⁶² Mansoor HEKMAT (2001), «Mettre fin au terrorisme est notre tâche».

⁶³ Mansoor HEKMAT (2001), «The world after September 11. Part one / The war of terrorists».

terrorisme pour étendre leur domination mondiale, mais cela ne suffit pas à rendre toute opposition aux Etats-Unis légitime. Il faut remarquer que, contrairement aux habitudes de l'extrême-gauche, Mansoor Hekmat n'emploie le mot « impérialisme » qu'en de rares occasions, à l'exception de ses premiers écrits – et n'utilise jamais « anti-impérialisme » que de manière négative. Pourquoi cela ? Une forme de méfiance vis-à-vis du contenu de ce terme, employé à tort et à travers par les nationalistes de gauche.

Implicite, il accepte – comme l'immense majorité des courants de la gauche – la définition de l'impérialisme comme capitalisme de l'ère des monopoles, popularisée par Lénine. Mais le plus souvent, ce contenu économique disparaît pour être confondu avec le militarisme, qui n'en est pourtant que l'un des aspects. Il devient quasiment synonyme de politique étrangère américaine. Cette réduction tend à faire disparaître l'antagonisme bourgeoisie / prolétariat au profit d'un antagonisme puissances impérialistes / peuples opprimés, sans compter le fait que rien ne justifie l'assimilation entre islam politique et luttes de libération nationales⁶⁴. La révolution iranienne, avec le soutien désastreux de la gauche, au nom de cet « anti-impérialisme », à la République islamique de l'ayatollah Khomeiny, est restée pour Mansoor Hekmat un critère de méfiance vis-à-vis de l'emploi de cette rhétorique facile. C'est en accord avec la définition économique de Lénine qu'il prend ses distances avec le « léninisme ».

Cette critique de l'anti-impérialisme est aussi celle de la gauche occidentale, principalement intellectuelle et étudiante, dominée par une forme unilatérale de pacifisme, qui l'amène, dans le cas de la guerre alors imminente contre l'Afghanistan, à condamner l'intervention américaine sans un mot sur le pouvoir taliban. De plus en plus, Mansoor Hekmat situe son cadre de réflexion au niveau global, et non plus seulement iranien. Dès les années 80, il a tenu à ce que la presse du Parti soit publiée en plusieurs langues autres que le farsi, et il insiste sur l'importance de publier dans la langue majoritaire du pays d'accueil des militants dans l'émigration : anglais, allemand, suédois, turc, outre le farsi, le kurde et l'arabe. Son ambition non dissimulée est que le communisme-ouvrier cesse d'être un « phénomène » moyen-oriental pour devenir, à l'échelle mondiale, une réémergence du mouvement communiste. Cela passe par une phase de critique des positions de la gauche réactionnaire et nationaliste dans les pays occidentaux.

CONCLUSION

Mansoor Hekmat ne verra pas se créer de nouveaux partis communistes-ouvriers, pas plus qu'il ne verra la rapide montée en puissance du parti qu'il a contribué à créer en Irak, à partir de la chute du régime fasciste de Saddam Hussein. En juillet 2002, alors qu'il doit subir un nouveau traitement, il est rapidement emporté par la maladie. Il sera enterré au cimetière londonien de Highgate, à quelques pas de Karl Marx...

La ligne qu'il s'est assignée dès la révolution iranienne, fondée sur la classe ouvrière seule, sert de fil directeur. Elle explique la continuité de sa pensée, mais surtout, et c'est bien plus important, ses ruptures. Son marxisme révolutionnaire des années 1978-91 n'est encore qu'un strict léninisme à base ouvriériste. Le communisme ouvrier émerge d'une critique fondamentale de celui-ci. En 1985, il s'interrogeait sur les limites de la démocratie ouvrière chez Lénine. En 1992, juste après l'insurrection irakienne qui a vu la généralisation des conseils ouvriers à l'est et au nord du pays, il conclut : « En ce qui concerne les différentes formes d'organisations de la lutte de classe ouvrière, nous appartenons à la tradition des conseils. Nous sommes un parti qui défend les conseils comme la principale forme d'organisation et d'action directe des masses ouvrières »⁶⁵. Mansoor Hekmat exprime ainsi son option fondamentale : la confiance en la capacité de la classe ouvrière de s'organiser pour mener à bien son programme communiste.

Son œuvre majeure ne réside sans doute pas dans ses textes seuls, mais dans la capacité qu'il a eue de les transformer en une force sociale réelle au Moyen-Orient – sans limiter ses ambitions à cette seule région du monde. Il ne manque pas de théoriciens socialistes qui, au cours du XX^e siècle, ont su d'une manière ou d'une autre, aller à contre-courant de ce qu'était devenu le « marxisme » officiel, au pouvoir en Russie et en Chine, de critiquer le capitalisme d'Etat et le nationalisme de

⁶⁴ Mansoor HEKMAT (2001), «The world after September 11. Part two / Where is the 'civilized world' ?».

⁶⁵ Mansoor HEKMAT (1992), «Les caractéristiques fondamentales du Parti communiste-ouvrier».

gauche. Mais bien peu ont réussi à transformer cette pensée critique en mouvement social, à organiser sur cette base une organisation disposant d'une influence réelle dans la classe ouvrière.

Cela ne doit rien à un quelconque génie, même si son indéniable charisme et son sens pratique ont joué un rôle manifeste, que le respect – parfois irritant – dont il jouit après sa mort, démontre encore. Au moment où, avec la révolution iranienne, se fermait l'ère des « luttes de libération nationale », il a exprimé dans la théorie et dans la pratique politique la nécessité d'une réémergence du communisme ouvrier, d'un mouvement socialiste adapté aux conditions du monde actuel, dans lequel le nationalisme de gauche a définitivement prouvé ses limites, où le capitalisme mondial doit être défié à l'échelle mondiale, à l'échelle de l'humanité.

Nicolas Dessaux

Bref commentaire

L'article précédent a le grand mérite de nous présenter les grandes lignes de la vie et de l'œuvre d'un marxiste iranien hétérodoxe, peu connu en France et dont très peu de textes ont été traduits en français. Mansoor Hekmat n'a pas été un théoricien en chambre et aujourd'hui des milliers de militants se réclament de son combat en Irak et en Iran. Comme le montrent les articles traduits et publiés dans les numéros précédents de *Ni patrie ni frontières*, les PCOI d'Irak et d'Iran défendent au Moyen-Orient des positions très originales et radicales sur de nombreux points, complètement à rebours du culte aveugle du Parti, du nationalisme ou de l'anti-impérialisme à sens unique prôné par les groupes d'extrême gauche. Et cela l'article de Nicolas Dessaux l'illustre brillamment.

Néanmoins, il ne faut pas non plus cacher que leurs positions sont sur de nombreux points très ambiguës : dans l'émigration leurs représentants ont à plusieurs reprises participé à de curieux rassemblements ou à des débats politiques aux côtés de politiciens conservateurs: en France à propos de la loi sur le voile, allant jusqu'à envoyer une lettre de soutien critique au gouvernement Raffarin sur la question de la laïcité ; avec des monarchistes iraniens et des représentants du régime de l'ayatollah Khomeini en Suède en 1999 (ce qui est pour le moins curieux quand on sait qu'ils assimilent le régime iranien au « fascisme » depuis des années).

Leur programme « Pour un monde meilleur » prône l'adoption de l'anglais comme langue administrative nationale en Iran : même si c'est certainement pour de bonnes raisons universalistes et internationalistes, il est difficile d'imaginer une revendication plus irréaliste et suicidaire que celle de transformer l'anglais en langue nationale d'un pays dont le rôle dans l'histoire de la civilisation a été aussi important, et ce depuis des millénaires.

Ils assimilent les croyances religieuses à la maltraitance pour enfants et suggèrent donc des poursuites pénales contre les parents qui enseignent, dans la sphère privée, des principes religieux à leurs enfants, du moins avant 16 ans.

Ils dénoncent sans cesse l'instauration de tribunaux islamiques au Canada en ne mentionnant jamais dans leurs textes que des tribunaux d'autres religions fonctionnent depuis plusieurs années dans ce pays, ce qui donne à leurs interventions un ton « islamophobe » particulièrement maladroit par rapport aux immigrés qui ont encore des convictions religieuses, au Canada comme dans d'autres pays occidentaux.

En Irak même, la position du PCOI a été, pendant toute une période, de prôner une intervention de l'ONU en attendant que se reconstitue une « société civile », position d'autant plus étonnante que le PCOI n'a aucune illusion sur l'ONU. Pour ensuite prôner le boycott des élections de janvier 2005, position absurde lorsqu'on n'a pas les moyens de l'imposer et de surcroît politiquement dangereuse parce qu'elle rejoint celle des baasistes et des islamismo-terroristes. Une simple consigne d'abstention aurait suffi, en admettant qu'il soit judicieux d'être absent lors de ces élections.

Les militants des PCOI refusent de tenir compte des divisions ethniques et religieuses en Irak et en Iran, et de reconnaître qu'elles ont des racines très anciennes dans ces pays qu'ils nous présentent comme quasi laïques, etc.

Tout en avançant sur d'innombrables points des revendications très concrètes (leur programme « Pour un monde meilleur » prévoit même les modalités de la garde à vue !), ces camarades semblent parfois très rigides sur d'autres aspects de la réalité de leurs pays ou des pays occidentaux.

C'est pourquoi si la solidarité face à leur lutte en Iran comme en Irak ne se vend pas, il faut aussi, à notre avis, garder un esprit critique et ne pas écarter la possibilité que demain ils prennent des positions beaucoup plus contestables. Les PCOI sont des organisations vivantes qui interviennent dans des conditions extrêmement difficiles, à mille lieues du confort douillet des démocraties occidentales. C'est pourquoi nous avons beaucoup à apprendre de ces camarades. Mais en même temps il faut être conscient que les conditions terribles dans lesquelles ils agissent sont également susceptibles de les pousser à conclure des compromis qui remettront en cause leurs positions les plus radicales et les entraîneront sur des voies de garage. Les ambiguïtés d'aujourd'hui peuvent amener de graves déviations demain. (Y.C.)

Mythes et réalités de la résistance irakienne

La résistance irakienne suscite de nombreuses interrogations. La prise en otages des deux journalistes Christian Chesnot et Gorges Malbrunot a suscité une certaine émotion dans l'opinion publique en France. Mais la complexité du conflit et des acteurs impliqués laisse le plus souvent une impression d'impuissance, qui joue pour beaucoup dans l'inaptitude du mouvement contre l'occupation à se développer. Dans les pays qui ont envoyé des armées, ce mouvement prend appui sur la revendication, simple et évidente, du retour des troupes. Ailleurs, il butte sur la difficulté à analyser le conflit et à trouver une approche adaptée. L'attitude de la résistance irakienne y joue un rôle important. Ce qu'on appelle « résistance » est composé de plus de quatre-vingts groupes ou appellations différentes, recouvrant des réalités matérielles et politiques variées. Il ne semble exister ni de commandement unifié, ni de véritable programme, en dehors du refus de l'occupation coalisée. A plusieurs reprises, des appels à l'unification ont été lancés, sans grand succès. Pour comprendre cet échec, il faut analyser les composantes de cette résistance et la façon dont elle s'est formée.

La persistance du baasisme

Il est évident que la rapidité avec laquelle la guérilla urbaine a débuté dans les grandes villes irakiennes, de même que l'importance des moyens militaires utilisés, n'est pas anodine. Quand on songe qu'Ernesto Che Guevarra suggère, dans ses écrits militaires (1), de commencer la lutte armée avec une vingtaine d'individus et à peu près autant d'armes de poing, tout en évoquant la longue période de préparation nécessaire, il est évident que dès l'entrée en Irak des troupes coalisées, la résistance était opérationnelle. On parle de 6 millions d'armes, mises en circulation par le régime baasiste de Saddam Hussein avant sa chute - pour une population de 25 400 000 personnes - pour mettre en place des « milices populaires ». Autrement dit, certain d'être incapable de vaincre l'armée américaine et ses alliés, le pouvoir a préparé le passage à la guérilla, seul terrain sur lequel il est en mesure de gagner. L'encadrement d'une partie des groupes résistants serait assuré par l'ancienne Garde républicaine, troupe d'élite de l'armée baasiste, officiellement démobilisée, soit 25000 hommes et femmes - rappelons que la démobilisation de l'armée irakienne a mis 400 000 personnes au chômage. Ce sont les seuls régiments qui inquiétaient réellement l'armée américaine, qui tenait les milices populaires et l'armée régulière pour militairement négligeables.

Une autre fraction de l'ancienne armée, les Feyadeen Saddam (« ceux qui sont prêts à mourir pour Saddam ») ont frappé l'imagination en raison de leurs costumes de ninjas (2). Estimés entre 20 000 et 60 000 avant l'occupation, ils ont été formés en 1994 sous l'impulsion de Uday, le fils aîné de Saddam, pour servir de contrepoids à son frère cadet Qusay, lequel contrôlait notamment la Garde républicaine. Entraînés à la dissimulation et au combat urbain, ces unités d'élite forment également un terrain favorable au développement de la guérilla. Les deux frères ont été tués par un assaut américain le 2 juillet 2003 à Mossoul. Même si leur mort a sans doute porté un coup dur à cette fraction de la résistance, elle ne l'a pas arrêtée. Il semble notamment qu'à Damas, l'autre capitale du baasisme - quoique rivale de l'Irak, la Syrie est toujours dirigée par le Parti de la renaissance socialiste arabe ou Baas - s'activent de nombreux officiers démobilisés qui ont reconstitué leur réseau, tandis qu'en Irak même l'ancien parti au pouvoir se reconstitue progressivement.

Pour comprendre cette persistance du parti Baas, il faut partir de l'emprise qu'il a exercée sur la société irakienne pendant plus de quarante ans et de son insertion dans l'économie irakienne. Authentique organisation totalitaire, le Baas s'est développé à tous les niveaux de la société comme un appareil de contrôle idéologique et politique, un encadrement total de la société, flicage et mouchardage étant organisés par le Parti au pouvoir dans les quartiers comme dans les entreprises, tandis que l'ensemble de l'administration et de l'économie était sous contrôle des membres du Parti. Il a donc développé un appareil tentaculaire, présent à tous les niveaux de la

société, avec environ un million de membres, soit un habitant sur vingt-cinq. Si l'adhésion contrainte au Parti, sous peine de vexations ou d'emprisonnement, était monnaie courante, c'est que celle-ci permettait de renforcer le contrôle social. Un tel système génère toute une couche sociale qui, à des degrés divers profite de la position de pouvoir que confère l'appartenance à l'appareil du Parti, à la fois protection et source de revenus complémentaires par la corruption (3). En outre, à cette organisation politique vient s'ajouter une fonction publique omniprésente - l'économie étant pour l'essentiel étatisée - et une armée dont l'importance allait croissant, avec l'un des budgets militaires les plus élevés du monde dès la guerre Iran-Irak. Celui-ci était alimenté par la rente pétrolière (4), manne supposée intarissable pour l'un des premiers producteurs du monde, qui lui permet de pourvoir à la survie de cette couche sociale bureaucratique et militaire, sans se soucier trop de son efficacité réelle. Autrement dit, l'effondrement du pouvoir Baas, c'est aussi celui de toute une couche sociale qui n'a pas d'autre choix que de rechercher à tout prix son retour au pouvoir, que ce soit par la lutte armée ou par l'intégration au nouveau régime.

Or, l'administration américaine a opéré un curieux retournement à l'approche du retour à la « souveraineté » de l'Irak. Quelques mois auparavant, elle prônait la débaasisation. Déjà, la vague de grèves ouvrières de l'hiver 2003 avait pour objectifs, outre la hausse des salaires, de s'opposer violemment au maintien des directeurs d'usine liés au parti Baas, soupçonnés de corruption et de prévarication. Mais la nécessité, pour les Etats-Unis, de mettre rapidement sur pied l'économie et de reprendre contrôle de la société, les a poussés à remettre en selle de nombreux dignitaires baasistes, dont le nouveau Premier ministre Ilyad Alawi, dissident baasiste et affidé notoire de la CIA, en est le symbole même. L'arrestation de Saddam Hussein lâché par les baasistes eux-mêmes, qui semble n'avoir jamais réussi à jouer un rôle de rassembleur de la Résistance, l'absence de programme social clair, le ralliement d'une partie d'entre eux à l'administration américaine et les difficultés à financer les opérations militaires, ont favorisé l'émergence d'un pôle dominant dans la résistance, l'Islam politique.

L'émergence de l'Islam politique

Contrairement à l'idée reçue, l'Irak n'est pas une société plus religieuse qu'une autre. Se définir comme sunnite, chiite, mazdéen, chaldéen, ou l'une des nombreuses religions minoritaires qui y coexistent, n'a de sens que pour les pratiquants. En dehors de ceux-là, ce n'est pas une caractéristique essentielle dans une société fortement laïcisée - et cela même avant l'arrivée au pouvoir du baasisme. Au contraire, le pouvoir Baas a largement contribué à renforcer les « identités » religieuses, en persécutant les chiites - relégué aux rang de Perses, c'est-à-dire d'Iraniens - et les juifs - l'antisémitisme d'Etat ayant contraint au départ vers Israël (opération « tapis volant ») l'une des plus anciennes communautés juives du monde. La vision communautariste du baasisme, contrairement à son image relativement moderne, a beaucoup contribué à enfermer la population dans une identité ethno-religieuse, en revitalisant des systèmes sociaux moribonds. Ainsi, il a attribué, dès 1992, un rôle aux tribus, dont l'évocation suscite le plus souvent l'hilarité de la majorité des Irakiens, cette population à 70 % urbaine considérant les institutions tribales comme un archaïsme. « On a dit de l'Irak qu'il était un pays 'laïque' en 'voie de modernisation accélérée'. Et, tout à coup, on le décrit comme une société tribale, segmentée, incapable de former un État parlant au nom de tous les Irakiens dans leur diversité » s'étonne l'anthropologue d'origine irakienne Hosham Dawod, qui reconnaît que le chaos actuel favorise un processus de retribalisation sous une forme moderne (5). Les Américains vont se lancer eux aussi, avec de nombreux déboires et mystifications, dans l'exploitation des relations tribales et des cheikhs réels ou supposés (6). Avec la guerre de 1991, Saddam Hussein a tenté de s'imposer, au-delà de son image de leader arabe, comme un religieux fervent. A défaut de lui attirer la grâce divine, cela lui a permis d'accueillir de nombreuses organisations islamistes, qui ont pu bénéficier en Irak d'un vaste terrain d'entraînement, avant d'en faire un véritable champ de bataille. En effet, les mouvements islamistes, qui agissent à l'échelle internationale, ont besoin en permanence de théâtres d'opération. Les contrées d'origine des combattants de l'Islam sont le plus souvent trop heureux de voir ces tumultueux jeunes gens quitter le pays natal pour aller se battre en Afghanistan, en Bosnie, en Tchétchénie, en Somalie ou en Irak. Financer l'islamisme à l'extérieur, comme le fait l'Arabie Saoudite, est une bonne manière de le combattre à l'intérieur. « D'après certaines estimations, au cours des deux dernières décennies, les Saoudiens auraient dépensé 100 milliards de dollars pour promouvoir diverses formes d'islamisme à l'étranger. Une partie de ces fonds provenait des collectes d'argent dans les mosquées, les bazars, les écoles, les hôpitaux et d'autres lieux publics à travers le royaume. Mais les plus gros financements furent directement assurés par l'Etat » explique le politologue Amir Taheri (7). C'est ainsi que de nombreux jeunes Algériens, Palestiniens, Jordaniens, Syriens, Saoudiens, etc., sont venus combattre en Irak. Démobilisés en même temps que l'armée, ils n'ont pas beaucoup d'autres solutions que de faire ce qu'ils savent faire le mieux : la lutte armée. Ces mercenaires ont amené dans leurs bagages de nouvelles formes d'Islam, comme le wahhabisme ou le salafisme, qui comptent parmi les plus intransigeantes et les plus réactionnaires. C'est

ainsi que certains experts soulignent les convergences évidentes de style entre les communiqués de l'Armée islamique en Irak et ceux du Groupe islamique armé (GIA) en Algérie (9). Bien sûr, ces islamistes internationaux sont une minorité en Irak, mais leur entraînement, leur volontarisme et leurs réseaux logistiques leur donnent une capacité d'action importante.

On trouve également des islamistes irakiens ayant opéré à l'étranger, tel Abou Rachid, du mouvement wahhabite Tawid wal Djihad (Unité et Guerre sainte), qui se vante d'avoir personnellement décapité l'américain Nick Berg. Ancien membre de la garde Saddam, expulsé pour son appartenance à un mouvement islamiste, il a tenté de rejoindre l'Afghanistan pour apporter son soutien aux Talibans (10). Arrivé trop tard, lors du débarquement coalisé en Afghanistan, il est aujourd'hui l'un des « émirs » de Falluja. La mouvance talibane est représentée en Irak par l'Armée des compagnons du Prophète, qui s'est notamment fait connaître par ses menaces de mort à l'encontre de la dirigeante féministe Yannar Mohammed, en raison de son opposition publique à la charia. On ne peut évidemment pas oublier l'organisation du Jordanien Abou Moussab Zarkaoui, considéré comme l'homme al-Qaeda (La Base) en Irak, et auteur de nombreux attentats visant notamment les chrétiens d'Irak. Ce mouvement, incontestablement le plus médiatique et le plus high-tech à l'échelle internationale, se singularise par sa totale adaptation aux spécificités du capitalisme global et son discours transnational, hostile aux nationalismes arabes et favorable à la constitution d'une vaste umma (communauté) musulmane fondée à la fois sur la charia et le capitalisme le plus avancé. Al-Qaeda est un pur produit de la globalisation capitaliste (11).

Contrairement aux baasistes, qui n'ont pour eux qu'un immense stock d'armes, mais apparemment de faibles ressources extérieures, les islamistes disposent d'une véritable manne, fournie par les réseaux financiers de l'islamisme, alliant organisations non gouvernementales et banques islamiques (12). Les Etats islamiques, que ce soit la pétromonarchie saoudienne - qui n'a pas la moindre intention de laisser revenir l'Irak sur la scène internationale du pétrole - ou l'Iran, qui contrairement à l'idée reçue ne finance pas que les mouvements chiïtes, font partie des généreux mécènes de la résistance. Certains mouvements disposent également de bases arrière en Iran, simple monnaie de la pièce puisque la quasi-totalité des organisations de l'opposition iranienne disposent de camps en Irak. C'est notamment le cas de l'une des plus importantes, le Suprême conseil de la révolution islamique en Irak, qui fait partie du gouvernement provisoire et vient d'intégrer sa milice de plusieurs milliers d'hommes à l'armée régulière de l'Irak.

En effet, tout comme les baasistes, les islamistes n'ont pas mis tous leurs œufs dans le même panier. Certains partis ont choisi la voie gouvernementale, comme d'autres ont opté pour la résistance. Même Moqtada al-Sadr, qui est présenté comme le leader de la résistance chiïte - il est l'héritier d'une longue lignée de religieux célèbres - se sert de son mouvement armé essentiellement comme d'un marchepied vers le pouvoir politique, puisqu'il a annoncé à plusieurs reprises la transformation de son Armée du Mahdi en parti politique et sa participation aux élections organisées en 2005. Cela ne doit pas surprendre, dans une région où les partis politiques disposent tous d'organisations militaires. Quelle que soit la méthode qu'ils ont choisie, les mouvements liés à l'Islam politique partagent un programme commun, à quelques nuances près : la mise de place d'un régime fondé sur l'Islam, régi par la charia et instituant l'apartheid sexuel. En outre, ils partagent la même aversion pour les athées et les laïques, les croyants d'autres religions, les féministes, les syndicalistes et les communistes, qu'ils vouent aux gémonies à longueur de colonnes dans leurs journaux. Au mois de juillet, le poète Mohammad Abdul Rahim, qui avait rejoint les rangs du Parti communiste-ouvrier et militait ouvertement contre l'islam politique dans la ville de Kut, a été assassiné. Son corps a été retrouvé près de la frontière iranienne, sur la piste empruntée par les troupes du Suprême conseil de la révolution islamique. Ce parti gouvernemental, dont les militants avaient menacé de mort le poète, dénie toute implication.

La meilleure façon d'évaluer la résistance irakienne étant sa pratique, il est intéressant de constater son action, notamment dans les zones passées sous son contrôle. A Cité Sadr, la ville qui porte le nom de famille de Moqtada al-Sadr, les habitants ont fait part des méthodes de terreur employées par les 1500 miliciens de l'armée du Mahdi à l'égard de la population locale (13). Il faut noter qu'à Nassiriyah, ce sont les ouvriers de l'usine d'aluminium qui ont chassé les troupes de Moqtada al-Sadr qui tentaient d'occuper l'entreprise pour la transformer en bastion militaire, comme l'a signalé la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak (14). A Bassorah, les différents partis islamistes, qu'ils soient dans la résistance ou au gouvernement, ont instauré un « émirat » dans lequel on ne rencontre presque plus de femmes dans les rues, où la vente d'alcool et les boîtes de nuits sont prohibées - ailleurs, ils ont été jusqu'à interdire les pique-nique. A Mossoul, ce sont les femmes travaillant dans le milieu médical ou universitaire, qui sont victimes d'assassinats par balles, éventuellement assorties de décapitations. La montée en puissance de la résistance s'est traduite immédiatement par l'instauration de fait d'un apartheid sexuel et a rendu la vie des femmes irakiennes plus dangereuse, plus insupportable encore.

A gauche de la résistance ?

On pourrait volontiers imaginer que la résistance irakienne ne soit pas composée exclusivement de baasistes et d'islamistes, et même y rechercher une fraction de gauche, progressiste et laïque. Il est possible que celle-ci existe, mais dans ce cas, elle ne brille pas par son sens de la communication. L'une des nombreuses singularités de la situation irakienne tient dans la participation du Parti communiste d'Irak au gouvernement, avec l'aval des forces occupantes et aux côtés des partis religieux. Il y incarne même, d'une certaine manière, la caution démocratique et joue un rôle non négligeable dans la réorganisation de l'industrie, puisqu'il contrôle une puissante centrale syndicale, la Fédération irakienne des syndicats (IFTU). La tutelle d'un parti gouvernemental n'est d'ailleurs pas toujours bien ressentie par la base syndicale. Cette collaboration a produit une scission nommée Parti communiste d'Irak (cadres), se positionnant fermement comme le flanc gauche de la résistance. S'il critique le rôle des dirigeants religieux, auxquels il reproche de chercher simplement le maintien de leur pouvoir, il n'en prône pas moins l'unité de la résistance, c'est-à-dire l'alliance avec les islamistes et les baasistes, sur fond commun de patriotisme (15). La question du programme social de la résistance est éludée au profit de la lutte contre l'impérialisme américain.

Le Parti communiste lui-même, jadis le plus puissant du Moyen-Orient, a perdu une partie de ses membres au profit du Parti communiste-ouvrier, dont la double opposition à l'occupation et à l'islamisme, attire un nombre croissant de militants. Ce dernier ne participe pas, pour l'instant, à la résistance et dénonce son caractère nationaliste et religieux. Toutefois, il organise, dans les quartiers où il est implanté - principalement des camps de réfugiés et des immeubles squattés - des groupes armés chargés de protéger la population contre le gangstérisme et l'islamisme. L'un de ses dirigeants, Khasro Saya, déclare : « Notre conception de la résistance armée est totalement différente de celles des islamistes et des baasistes qui opèrent actuellement en Irak. Nous nous considérons d'ores et déjà comme un parti armé et, en même temps que d'autres formes de lutte, nous développons nos capacités militaires et nous essayons d'armer les masses et leurs organisations selon une stratégie militaire. Nous luttons de manière à inverser la balance du pouvoir militaire, afin d'expulser les troupes d'occupation, diminuer l'influence de l'Islam politique sur la vie des gens, développer le pouvoir des masses et leur permettre, avec leurs représentants, de contrôler leurs propres affaires, aussi bien au niveau des quartiers, des villes, des régions, que du pays entier » (16). Partisan de l'armement du prolétariat, ce parti refuse énergiquement le recours au terrorisme, dont il dénonce régulièrement le caractère barbare.

Comment se fait-il que la résistance irakienne soit globalement située à l'extrême droite, au point de satelliser certaines fractions de la gauche (et de fasciner une frange de l'extrême gauche) ? On peut apporter de nombreuses réponses, non exclusives, à cette question. Il faut tout d'abord remarquer que l'entrée en Irak des troupes coalisées a suscité une réaction mitigée de la part de la population irakienne, plutôt favorable au Kurdistan - autonome depuis 1991 sous la tutelle de partis nationalistes proaméricains - et méfiante dans le reste du pays, où l'horreur des années d'embargo entraine en balance avec le renversement du régime fasciste. Le déclenchement quasi-immédiat de la lutte armée est donc plus le fait d'un volontarisme que d'un véritable ancrage dans la société irakienne - même s'il est indéniable que les mouvements de résistance disposent d'une certaine assise sociale, y compris parmi les plus pauvres. C'est le comportement odieux de l'armée d'occupation, en même temps que la généralisation du chômage, qui a progressivement remplacé cette méfiance par de l'hostilité. Les contrôles systématiques, les violences et les vexations, les attaques injustifiées, les bombardements sont évidemment ressentis comme des agressions. Les révélations sur les détentions arbitraires et les tortures dans la prison d'Abu-Ghraib ont joué un effet important. Mais leur médiatisation a passé sous silence le pire : certaines femmes violées en prison ont ensuite été assassinées par leurs proches pour « laver l'honneur de la famille », ainsi que l'a révélé l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, qui accueille dans des foyers semi-clandestins des femmes menacées de cette peine (17).

Les islamistes, avec leurs réseaux internationaux, ont su prendre le leadership de la résistance. Le revirement religieux de Saddam Hussein depuis 1991 a favorisé leur implantation et surtout, le rapprochement avec les combattants des unités d'élite issus du démantèlement de l'armée et du parti Baas. Cette position leur permet de satelliser progressivement tout mouvement qui s'engage dans la lutte armée sans véritable programme social. Leur programme ultraréactionnaire en matière sociale, leur ferme volonté d'instaurer l'apartheid sexuel et la charia, sont associées à une pratique libérale - exprimée par leurs réseaux financiers internationaux - qui leur tient lieu de seule pensée économique et qui révèle clairement leur nature sociale capitaliste, sous les apparences les plus archaïques - selon un modèle expérimenté en Iran.

Le mouvement ouvrier et le mouvement des femmes ne bénéficient pas des largesses d'établissements financiers et d'Etats, ni d'envois d'armes et de combattants. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, et sur la

solidarité internationale, pour se développer, s'organiser à la base, sous la forme des conseils ouvriers et de conseils de quartier, contre l'occupation et contre la réaction. La résistance, dans l'état actuel des choses, ne leur propose rien d'autre qu'un régime islamique, éventuellement mâtiné de baasisme, dont les actuels « émirats », avec la pratique de la charia, les violences exercées contre les femmes, les exécutions sommaires et le racisme donnent déjà un aperçu de ce que pourrait devenir l'Irak demain. Après avoir massivement dit non à la guerre en Irak, nous ne pouvons laisser ce sinistre scénario s'installer sans chercher, par notre solidarité internationaliste, à soutenir les forces sociales et féministes qui s'y opposent sur le terrain.

Nicolas DESSAUX

- (1) Ernesto GUEVARRA, *Oeuvres I: Textes militaires*, Maspero, 1961.
- (2) Shaun WATERMAN, « Who are the Feyadeen Saddam ? »
- (3) Samir AL-KHALIL, *Irak, la Machine infernale*. Jean-Claude Lattès, 1991.
- (4) Théo COSME, *Moyen-Orient, 1945-2002, histoire d'une lutte de classes*, Senonevero, 2002.
- (5) Interview dans « Comment apprend-on ? / N° 174 175 juillet-août 2004, CNRS éditions, à propos de son ouvrage *Tribus et pouvoir en terre d'islam*, Armand Colin 2004. Sur l'utilisation des systèmes tribaux par Saddam Hussein, Faleh A. JABBAR, « Parti, clans et tribus, le fragile équilibre du régime irakien », *Le Monde diplomatique*, octobre 2002.
- (6) Patrice CLAUDE, « Dans le labyrinthe des tribus irakiennes », *Le Monde* du 4 septembre 2004.
- (7) Amir TAHERI, « L'Arabie saoudite, entre la terreur et la réforme », *Politique internationale* n° 103, printemps 2004.
- (8) Hassane ZERROUKY, « Un ton qui rappelle celui du GIA algérien », *L'Humanité*, 15/09/04.
- (9) Hassane ZERROUKY, « Un ton qui rappelle celui du GIA algérien », *L'Humanité*, 15/09/04.
- (10) Sara DANIEL, « Irak : les tueurs d'otages parlent », *Le nouvel observateur*, 4 août 2004.
- (11) Cercle social, « Guerre financière, criminalité transnationale et capitalisme global », sur le site www.mondialisme.org/
- (12) Antoine SFEIR, *Dictionnaire de l'Islamisme*, Plon 2002.
- (13) Cécile HENNION, « A la Cité Sadr, les miliciens de l'Armée du Mahdi font régner la terreur sur les habitants », *Le Monde*, 10/09/04.
- (14) Voir le site de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats, et de principale section, le Syndicat des chômeurs : www.uuiraq.org/
- (15) « Entretien avec Ahmed Karim, dirigeant communiste de l'opposition patriotique irakienne », sur le site du Parti ouvrier socialiste (Belgique) : www.sap-pos.org/
- (16) Interview de Khasro Saya, leader de l'organisation à l'étranger du Parti communiste-ouvrier d'Irak sur les positions de la gauche occidentale, sur le site de Solidarité Irak : www.solidariteirak.org/
- (17) Voir le site de l'OFWI : www.equalityiniraq.com/

La lettre de Mouvement Communiste

Numéro 15
2005

janvier

COTE-D'IVOIRE

COMPETITION CAPITALISTE AIGÛE AUTOUR DE LA REPARTITION DE LA RENTE ISSUE DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES

Le 4 novembre dernier, en bombardant à trois reprises les positions rebelles dans la ville de Bouaké, le gouvernement ivoirien rompt le cessez-le-feu en vigueur depuis près d'un an. Le jour suivant, des assauts terrestres sont lancés contre plusieurs positions rebelles. Le 6, deux Sukhoi-25 survolent et bombardent une position de la force d'intervention Licorne de l'armée française, occasionnant neuf morts. La France réagit en détruisant, d'abord les deux appareils, puis l'essentiel de l'aviation ivoirienne. Des affrontements ont lieu entre troupes ivoiriennes et françaises pour le contrôle de l'aéroport d'Abidjan. Les troupes ivoiriennes repoussées, une manifestation de soutien au régime marche sur l'aéroport. Elle sera dispersée, et dégènera en une émeute dirigée contre les ressortissants français, avec le soutien du régime.

Le soudain regain de tension dans l'ancienne colonie française a repropoé une lecture traditionnelle des relations entre l'ancien pays colonisé et la puissance jadis colonisatrice. Stigmatisé à la fois par le gouvernement local et les anti-impérialistes de pacotille d'ici, le rôle de la France dans cette affaire a aussitôt été identifié comme celui traditionnel de l'ancien maître qui ne veut pas que l'esclave s'émancipe de lui. Les autorités d'Abidjan, pour leur part, ont donné de la voix (à défaut de faire parler la poudre) contre l'ancien colonisateur, lui promettant une fin pire que celle qui a été réservée aux Américains au Vietnam.

Bien relayés par les gauchistes de métropole, les affidés de Laurent Gbagbo, le président ivoirien actuel, ont exigé le retrait des troupes françaises et des intérêts économiques hexagonaux en Côte-d'Ivoire. Afin d'établir le fondement rationnel de ces revendications, il convient ainsi revenir sur la situation de la Côte-d'Ivoire d'aujourd'hui.

**UNE ECONOMIE RENTIERE
QUI PROFITE AUSSI BIEN
AUX CAPITALISTES LOCAUX
QU'AUX CAPITALISTES ETRANGERS**

La première question à laquelle il faut répondre, concerne, bien sûr, la présence économique hexagonale dans ce pays à la croissance démographique rapide. Troisième puissance économique de l'Afrique sub-saharienne, derrière l'Afrique du Sud et le Nigeria, la Côte-d'Ivoire est un pôle économique d'importance au sein de l'Afrique de l'Ouest. Elle représente quelque 60 % du PIB de l'Union

économique et monétaire ouest africaine, (UEMOA), marché commun regroupant Bénin, Burkina-Faso, Côte-d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. D'après l'Irin, agence de presse de l'ONU, le Burkina-Faso dépend de la Côte-d'Ivoire pour 80 % de ses exportations et pour 60 à 70 % de ses importations. Sa capitale économique Abidjan est aussi le premier port d'Afrique de l'Ouest. Avec le port de San Pedro, elle est au bout de l'axe de transport Nord-Sud qui traverse le pays, que ce soit par la route ou la ligne ferroviaire qui relie Abidjan au Burkina-Faso.

Riche en ressources naturelles (minérales et agricoles), la Côte-d'Ivoire possède une industrie de transformation relativement réduite mais « *sans équivalent en Afrique centrale et occidentale* » (Mission économique de l'Ambassade de France), principalement dans les secteurs du cacao, du pétrole, et de la conserverie de thon. Toutefois, les ressources naturelles brutes jouent les premiers rôles, avec 47 % du total des exportations en 2003. Leurs filières de première transformation garantissent 32 % du total des marchandises vendues à l'extérieur, de telle sorte que près de 80 % des exportations relèvent directement ou indirectement de l'exploitation des ressources naturelles. Une partie conséquente de ces dernières d'origine minérale (le minerai de fer, le manganèse, le diamant et un nombre important de gisements minéraux, spécialement concentrés au nord) resterait inexploitée.

A l'instar de celles de la grande majorité des pays capitalistes de la planète, l'économie ivoirienne est essentiellement orientée vers l'exportation de marchandises. L'Union européenne (UE) absorbe 52 % de son commerce extérieur. Au sein de l'UE, la France se confirme être le premier client du pays africain avec 19 % de ses exportations totales en 2003. Les Pays-Bas suivent, essentiellement en raison de leurs achats de cacao. Les États-Unis arrivent troisième, avec une part près de trois fois inférieure à la France.

10 premiers clients de la Côte d'ivoire	2003 en %
1 France	19,1
2 Pays-Bas	17,7
3 Etats-Unis	7,1
4 Espagne	5,5
5 Italie	3,4
6 Royaume-Uni	3,1
7 Nigeria	2,9
8 UEBL	2,7
9 Guinée équatoriale	2,4
10 Ghana	2,3
Total	100

(Sources : Mission économique de l'Ambassade de France)

La Côte-d'Ivoire est en revanche grande importatrice de produits alimentaires, de biens d'équipement (principalement des matériels de transport routier) et d'énergie pétrolière, en dépit de sa production en croissance accélérée.

Importations (CAF/FAB)	En %
Produits alimentaires	25
Biens d'équipement	22
Energie pétrolière	19
Autres biens de consommation	19
Biens intermédiaires	15
Total	100

(Sources : Direction générale des Douanes de la Côte-d'Ivoire)

La France est le premier pays fournisseur de la Côte-d'Ivoire, avec près du quart des importations totales représentées notamment par des produits alimentaires et des biens d'équipement. Le Nigeria suit, avec plus de 18 % des importations ivoiriennes totales grâce à ses exportations de produits pétroliers.

Ainsi, comme bon nombre de pays capitalistes périphériques, la Côte-d'Ivoire est riche en forces productives (main d'œuvre et ressources naturelles, aussi bien minérales qu'agricoles) mais pauvre en industrie développée (agriculture : 27,6 % du PIB en 2003 ; industrie manufacturière : 12,5 %). Les services, pour la plupart faits de petits commerces et de l'activité de transport (dont la branche du transport de marchandises devrait être classée dans le secteur productif), compte pour plus de moitié du PIB.

10 premiers fournisseurs de la Côte d'Ivoire	2003 en %
1 France	24,8
2 Nigeria	16,1
3 Royaume-Uni	7,8
4 Chine	3,9
5 Pays-Bas	3,7
6 Etats-Unis	3,6
7 Italie	3,5
8 RFA	3,2
9 Espagne	2,6
10 UEBL	2,5
Total	100

(Sources : Direction générale des Douanes de la Côte-d'Ivoire)

Le commerce extérieur représente en moyenne 40 % du PIB et la balance commerciale est excédentaire (*“ ce qui est exceptionnel en Afrique ”*, précise la Mission économique de l'Ambassade de France), notamment grâce au cacao, dont elle est le premier pays producteur, assurant environ 40% de l'offre mondiale. A lui seul, en 2003, le cacao a représenté 43 % des exportations de la Côte-d'Ivoire (soit environ 20% de son PIB estimé par le FMI à 8 000 milliards de francs CFA, correspondant à 12,2 milliards d'euros), dont trois quarts envoyés à l'étranger sous forme de fèves et le dernier quart en produit semi-transformé. Le coton et le café, les autres grandes ressources agricoles du pays, ne pèsent que 3 % chacun dans les exportations totales. Les produits transformés du bois, 4 %. La Côte-d'Ivoire est également le premier exportateur africain de thon (2 % de son commerce extérieur) et de caoutchouc (2 %).

De plus récente exploitation, les gisements de pétrole sont rapidement montés en puissance parmi les marchandises d'exportation (+56,4 % en volume en 2003). Avec une production encore en expansion (32 970 barils/jour en juin 2004), le pétrole est la deuxième marchandise d'exportation (13 % du total en 2003, dont un gros tiers de pétrole brut et les deux tiers de produits pétroliers transformés). Si la part de la Côte-d'Ivoire dans le commerce international de l'or noir est encore négligeable, ses réserves sont estimées comme importantes. La crise grave du pays retarde depuis deux ans l'activité d'exploration et de prospection pétrolière.

Comme dans le cacao, la concurrence des géants étrangers du secteur y est très vive. Les intérêts français et américains s'entrechoquent. Total garde une longueur d'avance, comptant pour un gros tiers du raffinage et de la distribution totales de pétrole ivoirien. Bouygues, via sa filiale Saur, et EDF interviennent en amont, du côté de la production. Cependant, plusieurs firmes américaines importantes (Pioneer Oil Company et Africa Petroleum dans l'extraction; Exxon Mobil dans la distribution) disputent l'influence française dans ce secteur.

L'État ivoirien a purement et simplement renoncé à l'industrialisation directe des ressources naturelles. Il préfère se cantonner à un rôle de rentier sourcilieux et volage, prêt à se vendre au meilleur offrant en termes d'entrées fiscales. Un spécialiste du négoce a déclaré aux *Échos* (du 17 novembre 2004) que *« plus de la moitié des frais généraux de l'administration ivoirienne – environ 40 millions d'euros – est assurée par les taxes sur la production de cacao »*.

Depuis la proclamation de l'indépendance et grâce à son économie incomparablement plus forte que celle de ses voisins, la Côte-d'Ivoire est devenue une destination d'immigration régionale très importante, attirant une main-d'œuvre supplémentaire particulièrement nombreuse. D'après les Nations unies (octobre 2002), le quart de la population de près de 17 millions (comptant plus de soixante ethnies locales) est constitué par des immigrés. Le recensement de 1998, qui sous-estime certainement les chiffres réels, indique la présence de 2,3 millions de Burkinabés, 792 260 Maliens, 230 390 Guinéens, 133 220 Ghanéens, 107 500 Béninois, 102 220

Nigériens et 101 360 Nigérians. A ceux-ci, s'ajoutent quelque 72 000 réfugiés libériens, estime le Haut commissariat aux réfugiés des Nations unies.

UNE PRESENCE FRANCAISE QUI RESTE PREPONDERANTE MAIS DE PLUS EN PLUS CONTESTEE

Pour ce qui est de la présence étrangère, la France tente de garder une part très importante dans l'économie ivoirienne, notamment depuis la vague de privatisation à la fin des années 90. La Côte-d'Ivoire totalise un quart des filiales françaises de la zone du franc CFA. La France apparaît comme le premier investisseur direct étranger en Côte-d'Ivoire, si on s'en tient aux statistiques du Cepici (Centre de promotion des investissements en Côte-d'Ivoire). En tout, ce sont 147 filiales d'entreprises françaises qui, selon le ministère des Finances, sont présentes dans le pays, employant 36 000 salariés ivoiriens. D'après les *Échos*, environ 51 % des recettes fiscales de l'État ivoirien sont issues d'elles. Parmi les sociétés françaises, on note avant tout :

- Bouygues dans le BTP, via sa filiale Saur qui détient 47 % de la Sodeci (eau) et 25 % de la CIE (électricité) ;

- les aéroports, dont les concessions ont été confiées à la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille et la Sofreavia ;

- le groupe Pinault dans la distribution et le bois ;

- la BNP, le Crédit Lyonnais, Axa et la Société Générale dans le secteur financier ;

- France Télécom dans les télécommunications ;

- Castel dans le sucre et les boissons ;

- Accor dans l'hôtellerie ;

- Air France, qui détient 51 % d'Air Ivoire ;

- Bolloré (qui, cet été, a cédé à des proches du pouvoir sa filiale Dafci dans le cacao⁶⁶) pour la gestion du port d'Abidjan. Le même Bolloré, aussi présent dans le coton et le caoutchouc, détient 31 % de la ligne de chemin de fer Abidjan-Ouagadougou (www.liberation.fr, le 19.11.2004) ;

- Le groupe de négoce Touton (deuxième exportateur de fèves de cacao, avec 150 000 tonnes en 2003).

La présence physique des Français est néanmoins très limitée, inférieure aux 20.- 000 individus dont une grande partie composée de binationaux.

Mais on note également une présence étrangère diversifiée selon les secteurs :

- Agriculture et agroalimentaire : les Américains sont présents (Cargill, Unilever, Dole), ainsi que les Hollandais (ADM), et les Suisses (Aiglon) ;

- Pêche : les usines de traitement sont essentiellement détenues par des intérêts étrangers (Saupiquet — majoritairement italiens —, Castelli, Pêche et Froid) ;

- Hydrocarbures : les intérêts américains sont représentés par les sociétés Foxtrot, Ranger Oil, Ocean Energy, et ceux des Canadiens par CNR International. Deux unités de blending (mélanges) opèrent en Côte-d'Ivoire : la Sifal (détenue à 33 % par Shell, 20 % par Mobil) et la Texaco ;

- Chimie : les Suisses sont présents avec la société Syngenta ;

- Textile : les intérêts hollandais sont représentés dans le secteur textile à travers Uniwax ;

- Télécommunications : le groupe africain Telecel est présent ;

- B-TP : les intérêts israéliens sont représentés avec la Sonitra.

D'autre part, plus de 1 000 sociétés locales appartiennent à des ressortissants français.

L'EXEMPLE DE LA FILIERE CACAOYERE :

⁶⁶ Environ 50.000 tonnes de fèves exportées en 2003-2004. La société a été cédée à un prix jugé très attractif à un consortium composé d'Audit contrôle et expertise (ACE) et d'autres structures de la filière café/cacao, dont le Fonds de régulation et de contrôle (FRC). " *Ce dernier, organisme étatique contrôlé par des proches de Laurent Gbagbo, a pour vocation de 'garantir le prix du café et du cacao aux producteurs'* " . (Les *Échos* du 17 novembre 2004)

LE RÔLE DECLINANT DES INTERÊTS FRANÇAIS

Celui de la filière cacaoyère constitue un exemple emblématique du recul de l'influence de l'ancienne puissance colonisatrice sur l'économie de la Côte-d'Ivoire. La culture du cacao, dont ce pays d'Afrique occidentale est, de loin, le principal producteur mondial, mobilise des énergies considérables. Quelque 600 000 agriculteurs, dont l'écrasante majorité détenteurs de toutes petites exploitations (620 000, d'une taille moyenne de six hectares), assurent une production qui fait vivre, directement ou indirectement, environ quatre millions d'individus. Appartenant très majoritairement à l'ethnie des Baoulé (sous-groupe des Akan; plus de 40 % de la population totale du pays), les planteurs de cacao cultivent cette fève dans la zone centrale/méridionale de la Côte-d'Ivoire, territoire en forme de croissant aux bouts relevés qui s'étend de l'est à l'ouest, tout au long du pays. Les fèves récoltées sont ensuite acheminées vers les dépôts des grands négociants internationaux à proximité des deux ports ivoiriens d'Abidjan et de San Pedro par des petits transporteurs de brousse. Ces derniers sont quasi exclusivement « étrangers », avec des proportions importantes de Libanais et de Maliens (installés dans le pays depuis très longtemps). Les lieux de stockage des ports sont à leur tour proche d'unités de première transformation des fèves (séchage, sélection et ensachage). Ces unités de production, au nombre d'une dizaine équitablement réparties sur les deux ports, emploient, chacune, entre 400 et 600 travailleurs et appartiennent aux négociants internationaux. Enfin, les fèves sont transportées par mer vers leurs destinations finales par des flottes de navires étrangers. « *Les activités de transport et de manutention portuaire sont dominées par le groupe Bolloré, qui contrôle plus de la moitié du transport maritime de fèves au travers de sa filiale Delmas et quelque 95 % de la manutention des ports de San Pedro et d'Abidjan par ses sociétés SDV et Saga* » (Les Échos du 17 novembre 2004).

Les acheteurs internationaux occupent une place prépondérante dans la filière du cacao. « *La commercialisation du cacao est aux mains de huit grands groupes internationaux dont l'encadrement est essentiellement composé de Français* », résumait les Échos (du 17 novembre 2004). Toujours d'après cet article, « *l'essentiel des intérêts économiques de la filière est solidement entre les mains de négociants et transformateurs européens parmi lesquels les Français occupent encore une place de tout premier ordre. Aujourd'hui, 8 sociétés étrangères, dont 5 négociants et 3 transformateurs, assurent la commercialisation d'environ 80 % de la récolte ivoirienne de cacao (1,45 million de tonnes produites et exportées, soit quelque 40 % de l'offre mondiale). L'Europe absorbe 70 % des exportations ivoiriennes. Au sein des 8 grands acteurs, la plupart du personnel d'encadrement est français* ». Langue oblige.

Les grands acteurs étrangers de la filière
En milliers de tonnes de fèves exportées

Sociétés	Activité	Volume d'achat
Cargill (États-Unis)	Négociant et transformateur local (semi-produits)	210
Touton (France)	Négociant	150
ADM (Etats-Unis)	Négociant et transformateur local	150
EDF&Man (Royaume-Uni)	Négociant	110
Cacao Barry (Suisse)	Transformateur local	90
Continat (Pays-Bas)	Négociant	80
Olam (Inde)	Négociant	75
Cemol-Cantalou (France)	Chocolatier	65
Noble (Suisse à capitaux de Hong Kong)	Négociant	50
Armajoro Royaume-Uni)	Négociant	50

Ce tableau montre clairement que les entreprises françaises font face à une concurrence grandissante de la part de concurrents anglo-saxons et hollandais. Les géants américains du négoce de matières premières

agricoles, Cargill et ADM, en 2003, ont exporté pour 360 000 tonnes de fèves, plus du double de Touton, le seul grand négociant hexagonal resté implanté dans le pays. Même les négociants anglais ED&F Man et Armajaro (160 000 tonnes ensemble) font mieux que Touton. Quant aux destinations finales du cacao ivoirien, « *les Pays-Bas absorbent à eux seuls 43 % des exportations de cacao en fèves* », éclaire la Mission économique de l'Ambassade de France. Parmi les autres grands consommateurs du produit tropical de ce pays africain, on trouve également la Suisse avec ses géants de l'industrie chocolatière mondiale.

Dans ce contexte, l'État ivoirien, véritable sangsue de l'agriculture du pays, n'intervient que pour piller les paysans pauvres. « *Sur le cacao, le paysan ivoirien gagne la moitié de son homologue camerounais ou ghanéen* », révèle un négociant (les Échos du 17 novembre 2004). « *La spoliation des paysans par le régime ne fait aucun doute. La Bourse du café et du cacao, dont l'un des rôles essentiels est de prélever les taxes sur la production, extorquerait aux producteurs près de 320 francs CFA le kilo alors qu'ils ne recevraient, pour chaque kilo de fèves vendues, que 300 francs CFA en moyenne, raconte un familier de la filière* », lit-on dans les colonnes du journal du patronat français. « *L'ethnie de Laurent Gbagbo, les Bété, qui constituent 12 % de la population ivoirienne, contrôle l'ensemble de l'appareil fiscal* », confirme un professionnel de la filière au même quotidien économique. Les producteurs ne peuvent s'en sortir qu'en contournant le circuit officiel pour échapper à cette imposition monstrueuse. C'est ainsi que par exemple le Ghana a pratiquement doublé ses exportations sans guère augmenter sa production.

« *Les producteurs de café et de cacao ne sont pas du tout contents. Ils grognent contre le 'mauvais prix' fixé, au bord champ surtout, pour l'achat du cacao. Dans une déclaration publiée dans un quotidien de la place, un groupe de producteurs explique que la filière café/cacao souffre des 'fausses promesses' du président Laurent Gbagbo. Ce dernier avait promis que lorsqu'il parviendrait à la magistrature suprême, le cacao serait acheté à 3000 francs CFA le kilogramme, au bord champ. Après plus de quatre ans de pouvoir, cette promesse demeure lettre morte. Les producteurs s'en prennent également au président de la Bourse café cacao (BCC), Tapé Do Lucien. Pour eux, ce dernier est complice des acheteurs qui viennent proposer des prix dérisoires compris entre 300 [0,46 euro] et 350 francs CFA [0,53 euro] pour le kilo de cacao. Alors que le 'prix indicatif' fixé par la BCC est de 390 francs CFA.* » (Le Patriote du 7 janvier 2005)

Le 4 janvier 2005, la BCC a fait un geste symbolique à l'encontre des agriculteurs en portant son prix indicatif de 385 à 390 francs CFA, soit 0,6 euro. Sur le New York Board of Trade (NYBOT), place de négociation américaine qui définit le cours mondial, le kilo de cacao pour livraison en mars 2005 se traite autour de 1,5 dollar, correspondant à environ 1,2 euro au taux de change actuel établi entre ces deux devises (1 \$ = 1,3 €). Le plus souvent, ce prix est trois fois supérieur au prix réel consenti aux agriculteurs ivoiriens.

LES FEVES DE LA COLERE

En 1960, après l'indépendance, on parle de « *miracle ivoirien* ». De 1970 à 1979, le PIB du pays enregistre une croissance moyenne de 6,7 %. Dès l'indépendance, afin de développer l'agriculture de plantation qui nécessite une main-d'œuvre importante, Félix Houphouët-Boigny, homme lige de la France et premier président de la Côte-d'Ivoire « libérée », ouvre le pays à l'immigration étrangère. En 1970, alors que les autochtones se plaignent déjà de « l'occupation de leurs terres par des étrangers », le président déclare que « *la terre appartient à celui qui la cultive* » et en décrète la redistribution. Cette politique va accroître les tensions entre autochtones et allogènes, qui dégénéreront ici et là en confrontations violentes. Pour éviter des désordres intérieurs plus graves, le gouvernement crée, en 1978, un ministère du Travail et de l'Ivoirisation qui permettra la création de postes réservés aux seuls Ivoiriens d'origine (de « sang »), en particulier au sein de la fonction publique.

La crise mondiale du début des années 80 frappe rudement la Côte-d'Ivoire. Le gouvernement de Félix Houphouët-Boigny, avec l'assentiment français, compense la baisse de la rente cacaoyère par des emprunts au FMI et à la Banque mondiale. Cela permettra au régime de surmonter les difficultés, au moyen aussi d'une politique bienveillante de l'ancienne puissance colonisatrice. Néanmoins, un certain équilibre retrouvé ne durera pas. Dix ans après, la nouvelle grave crise mondiale entraînera de lourdes conséquences sur la fragile économie ivoirienne. En ce début des années 90, nombre d'autochtones, montés dans les villes car ayant bénéficié du programme gouvernemental de 1978, dit d'« ivoirisation » de la fonction publique, sont forcés de revenir dans leurs villages d'origine, suite à la suppression de nombreux emplois administratifs. Ils se retrouvent ainsi en concurrence directe avec les « étrangers », immigrés ou Ivoiriens du nord, dans l'exploitation des ressources naturelles. Ils commencent alors à réclamer un droit de priorité pour accéder à ce qu'ils considèrent être leur propre terre.

Le décès de Félix Houphouët-Boigny, le 7 décembre 1993, sera suivi, courant janvier 1994, par la dévaluation de moitié du franc CFA décidée à Paris par le gouvernement d'Édouard Balladur. Cette seule mesure suffira à la relance de la production ivoirienne car ses marchandises, redevenues attrayantes en termes de prix à l'exportation, se vendront beaucoup plus facilement en Europe et, en particulier, en France. De 1995 à 1998, le PIB ivoirien croît, en moyenne, d'environ 6 % par an. En revanche, les importations, surtout de produits alimentaires, deviendront, pour la même raison monétaire, nettement plus chères. Emblématique le cas du secteur rizicole, où la dépendance ivoirienne envers l'extérieur n'a cessé de croître depuis. Selon la Mission économique de l'Ambassade de France, la Côte-d'Ivoire importe 50 % de ses besoins en riz, et les projections Jumbo faites en avril 2004 prévoient un accroissement exponentiel du volume d'importation pour les années à venir. La crise économique dépassée, les affaires reprennent et l'État se jette à nouveau sur la rente issue de l'exploitation des ressources naturelles.

LES VAUTOURS RODENT AUTOUR DES DEPOUILLES DE FELIX HOUPHOUET-BOIGNY

La corruption étatique, déjà bien développée sous le règne de Félix Houphouët-Boigny, monte d'un cran après sa disparition. Et avec la corruption, les conflits entre coteries politiques. Après la mort du premier président ivoirien, début décembre 1993, le président du Parlement, Henri Konan Bédié, peu connu mais bénéficiant d'un plus grand appui au sein du PDCI (Parti démocratique de la Côte-d'Ivoire, parti de Félix Houphouët-Boigny), se déclare lui-même président de la République en pleine conformité avec la Constitution du pays. Le nouveau maître doit cependant faire face à un adversaire que de nombreuses personnes, à l'intérieur et à l'extérieur de la Côte-d'Ivoire, considéraient comme le digne héritier et successeur de Félix Houphouët-Boigny : le musulman Alassane Dramane Ouattara, originaire du Nord du pays et ancien Premier ministre du président décédé. Ce dernier perd la partie avec Henri Konan Bédié (qui, lors de l'élection présidentielle de 1995, est plébiscité avec 95,25 % des suffrages exprimés), démissionne du poste de Premier ministre et s'en va au Fonds monétaire international (FMI) où il est nommé directeur général délégué. Alassane Dramane Ouattara avait occupé la fonction de Premier ministre dès 1990, lors de la transformation du régime à parti unique en multipartisme à la suite de la grogne des Ivoiriens du Sud. A cette occasion, Félix Houphouët-Boigny accorde le droit de vote aux étrangers afin de contrebalancer l'influence politique croissante du FPI (Front populaire ivoirien, ancienne formation maoïste puis devenue membre de l'Internationale socialiste) de Laurent Gbagbo, actuel occupant de la première charge de l'État. Prônant la défense des seuls « Ivoiriens d'origine », le FPI dénonce alors immédiatement cette mesure comme étant une manœuvre du président pour créer un « *bétail électoral* » à lui acquis.

Le FPI ne sera pas seul à exploiter ce thème raciste. Adopté aussi par Henri Konan Bédié, qui revient sur la décision de son prédécesseur d'ouvrir les consultations électorales aux étrangers, ce discours lui permettra d'évincer, par la force d'une nouvelle loi⁶⁷, Alassane Dramane Ouattara, désormais considéré comme n'étant plus un « pur Ivoirien », des élections politiques de 1995. Son parti, le Rassemblement des républicains (RDR) fondé à la mi-1994 en son absence par des anciens cadres du parti de Félix Houphouët-Boigny, réunissait en majorité des musulmans du Nord du pays, des intellectuels démocratiques de la capitale et des jeunes issus des professions libérales. Après sa victoire, Henri Konan Bédié charge des intellectuels réunis au sein du Curdiphe (Cellule universitaire de recherche et diffusion des idées et actions politiques du président Henri Konan Bédié) de fournir un fondement idéologique solide à ce qu'il a nommé « ivoirité ». Cette demande se fait sur un fond de reprise des tensions ethniques et du besoin du nouvel exécutif de consolider sa base électorale la plus fidèle au sein de la population de nationalité ivoirienne maintenue.

LA SANCTION DES PAYS CAPITALISTES FORTS

Tant bien que mal, le nouveau régime ivoirien parvient à dépasser la crise politique qui suit la mort du « Père de la Patrie ». Mais en 1998, les pays capitalistes les plus forts sanctionnent sévèrement le pays africain au travers de la congélation des aides financières. La décision est prise en raison de la multiplication de cas de

⁶⁷ Le 23 novembre 1994, le gouvernement de Bédié a fait adopter un amendement à la Constitution qui modifie le code électoral. Celui-ci stipule désormais dans son article 35 que seulement les candidats ivoiriens de naissance dont les deux parents sont également Ivoiriens de naissance et qui ont vécu de façon continue au pays dans les cinq années précédentes, peuvent aspirer au poste de président de la République.

corruption au sein de l'État de la Côte-d'Ivoire. Les démocraties impérialistes tolèrent de moins en moins des gestions étatiques douteuses dans des pays périphériques du monde capitaliste à l'intérêt stratégique et économique relatif. Trop cher et pas assez rentable, au plan politique et au plan de l'accumulation du capital. La chute des cours des matières premières plonge encore la Côte-d'Ivoire dans une crise économique dont elle ne se reprendra pas avant 2002. Au début de cette année-là, on assiste à une légère reprise, obtenue grâce au règlement des crédateurs et, surtout, au dégel de l'aide financière internationale.

A Noël de l'an suivant, en 1999, l'immanquable général saisit l'exécutif à l'aide d'un coup d'État préparé, le 23 décembre, par une mutinerie de l'armée. Robert Guei (général et chef de l'état major de l'armée jusqu'en 1998) promet d'assainir la situation et s'engage à restituer les millions de dollars soustraits au bilan de l'État par le clan d'Henri Konan Bédié. Une nouvelle constitution est adoptée par référendum, avec 86 % des suffrages exprimés. Après une purge au sein de l'armée des éléments favorables au RDR d'Alassane Dramane Ouattara, les 16 et 17 septembre 2000, des élections présidentielles sont organisées.

Alors que les partisans d'Alassane Dramane Ouattara prônent le boycott de la consultation électorale, le général exclut de l'élection tous les anciens opposants du régime (sur 19 candidats, 14 sont refusés), à l'exception de Laurent Gbagbo. Ce dernier, qui avait passé un accord secret avec le général qui prévoyait sa nomination à la présidence du Parlement en cas de victoire de Robert Guei, parvient à lui ravir l'élection « à la loyale ». Le 26 octobre, Laurent Désiré Gbagbo, à la tête du FPI, est élu avec 59,36 % des voix (et une abstention de 62,58 %). Le général tente une nouvelle fois le coup de force en se proclamant vainqueur, mais Laurent Gbagbo mobilise des dizaines de milliers de ses partisans et militants du FPI qui marchent sur le palais présidentiel et s'affrontent à la gendarmerie et aux militaires fidèles à Robert Guei. Le lendemain, d'autres manifestations, organisées par des partis exclus du scrutin dégénèrent en affrontements violents. On dénombre 300 morts et 1 000 disparus.

Finalement, Laurent Gbagbo l'emporte. En décembre, Alassane Dramane Ouattara est à nouveau empêché de se présenter comme candidat Premier ministre à l'élection des députés du Parlement. Son parti, le RDR, appelle toujours au boycott de la tournée électorale. Le RDR présentera en revanche des candidats aux élections municipales et de districts de mars de l'an suivant, obtenant un discret succès. En janvier 2001, échoue un nouveau coup d'État. Un calme relatif revient dans le pays, dont l'économie se redresse quelque peu jusqu'en 2002. Le régime Gbagbo utilise avec profit cette courte période d'accalmie pour occuper avec ses hommes tous les rouages de l'État

L'IVOIRITE AU POUVOIR

La seule véritable ressource de domination (hormis la répression pure et simple) et l'unique élément de continuité des successeurs de Félix Houphouët-Boigny est le racisme qui, dans le contexte de ce pays africain, prend le nom d'« ivoirité ». Sous Félix Houphouët-Boigny, seules les ethnies du groupe Akan étaient réellement privilégiées par le système clientéliste de l'État central, mais les étrangers disposaient encore d'un certain nombre de droits. En 1995, l'ivoirité est élaborée comme le nouveau principe fondateur de la République ivoirienne. La nouvelle idée dominante introduit une séparation nette entre des ethnies reconnues comme réellement ivoiriennes, et les autres :

« Pour construire un 'Nous', il faut le distinguer d'un 'Eux'. Il faut parvenir à établir la discrimination 'Nous/Eux' d'une manière qu'il soit compatible avec le pluralisme des nationalités. » « L'ivoirité apparaît comme un système dont la cohérence même suppose la fermeture. Oui, fermeture... Fermeture et contrôle de nos frontières : veiller à l'intégrité de son territoire n'est pas de la xénophobie. L'identification de soi suppose naturellement la différenciation de l'autre et la démarcation postule, qu'on le veuille ou non, la discrimination. Il n'est pas possible d'être à la fois soi et l'autre. » (Ivoirité, ou l'esprit du contrat social nouveau selon Henri Konan Bédié, Curdiphe, 1996)

Dans un premier temps, en l'absence d'une unité nationale véritablement trempée dans l'histoire et renforcée par l'existence d'un marché intérieur unifié et aux bases capitalistes solides, l'ivoirité ne sert, après la disparition de Félix Houphouët-Boigny, qu'à légitimer le pouvoir du gouvernement d'Henri Konan Bédié, ainsi que l'exclusion d'Alassane Dramane Ouattara. Henri Konan Bédié, se retrouvant face à un pays politiquement divisé en deux et devant faire face à une difficile gestion de la crise économique du début des années 90, recourt au traditionnel épouvantail de l'ennemi intérieur : les immigrés.

Laurent Gbagbo ne fait que relever à son tour le flambeau de l'ivoirité. Le nouveau maître d'Abidjan apporte sa pierre à l'édifice raciste. Alors qu'avant lui, l'ivoirité n'excluait que les étrangers, le régime du FPI sort du périmètre de l'ivoirité les ethnies du Nord musulman, regroupées sous la dénomination traditionnelle de Dioula,

en les assimilant purement et simplement aux étrangers. Ainsi les Ivoiriens ne seraient, selon la doctrine Gbagbo, que les ethnies du sud du pays, majoritairement chrétiennes.

La base matérielle du succès auprès de secteurs importants de la population du sud de l'idéologie ivoiriste est, naturellement, à rechercher dans les conséquences de la fin du dit miracle ivoirien successif à la déclaration de l'indépendance en 1960. Des crises cycliques de plus en plus dévastatrices du tissu social du pays, aux effets démultipliés par des gouvernements ineptes, corrompus jusqu'à la moelle, et de la non-apparition d'une classe capitaliste moderne, capable d'établir une dynamique soutenue de l'accumulation de capital, ont déchiré la société civile de la Côte-d'Ivoire sur une base non pas classiste mais raciale.

Les poussées racistes ne sont pas récentes, et ne proviennent pas simplement de l'exécutif ivoirien. Durant le Noël 1998, dans un contexte marqué par une nouvelle crise économique, des affrontements violents éclatent dans la ville de Sassandra. Ils trouvent leur origine dans les tensions nées du partage des zones de pêche sur le fleuve du même nom. Ils se soldent par au moins 7 morts et 21 blessés parmi les Fanti (pêcheurs ghanéens). Un demi-millier d'entre eux sur 4 000 sont forcés de regagner le Ghana (*Le Jour* du 29 décembre 1998). Un an plus tard, en 1999, quelque 5 000 Burkinabés sont chassés de la sous-préfecture de Tabou, quelques jours avant le coup d'État réussi d'Henri Konan Bédié (d'après un document publié sur www.grip.org).

LA GANGRENE IVOIRISTE SE SAISIT DES IVOIRIENS DU NORD

Encouragée et organisée par le FPI, la haine de l'autre déborde et investit les Ivoiriens du nord du pays. Peu après les élections présidentielles qui voient le triomphe de Laurent Gbagbo, on retrouve, pas loin de la capitale économique Abidjan, dans un charnier connu comme celui de Yopougon, les corps de 57 musulmans du Nord. Huit gendarmes sont accusés du massacre. Mais les témoins oculaires refusent de témoigner au procès, par crainte d'être à leur tour victimes de représailles. Les gendarmes sont ainsi acquittés, augmentant la sourde colère des gens du Nord.

Le Nord, s'il regroupe près d'un quart de la population occupant plus de la moitié du territoire national, ne représente que 14 % de la production industrielle (19 % si l'on exclut les activités de la transformation du cacao, l'extraction du pétrole et la production de l'eau et de l'électricité). Le Nord ne consomme que 15 % de l'électricité du pays et 20 % des carburants. Le secteur agricole y est développé, avec, notamment, le coton, mais aussi le sucre, l'élevage et l'agriculture vivrière.

Après une phase relativement tranquille, interrompue néanmoins par un coup d'État raté en janvier 2001, le 19 septembre 2002 a lieu une nouvelle mutinerie militaire. Elle prend pour cible Korhogo (principale agglomération urbaine du Nord), Bouaké (plus grande ville du centre) et la capitale économique Abidjan. Robert Guei et le ministre de l'Intérieur, Émile Boga Doudou, sont exécutés dans des circonstances qui restent floues. Les mutins sont repoussés par la gendarmerie à Abidjan. Les combats continuent pendant plusieurs semaines. Début octobre, les rebelles se déclarent adhérents au Mouvement patriotique de Côte-d'Ivoire (MPCI). A la mi-octobre, ils nomment leur secrétaire général, Guillaume Soro (30 ans), ancien responsable de la Fédération estudiantine et scolaire de Côte-d'Ivoire (FESCI). Le leader du MPCI exige une transition institutionnelle de huit mois menée par un président unanimement choisi par l'ensemble des forces politiques du pays. Cette phase devait être suivie par des élections enfin « libres », supervisées conjointement par les États Unis et la France.

Le 28 novembre, deux autres groupes armés font leur apparition en attaquant la ville de Man, à l'ouest du pays. Le Mouvement populaire ivoirien du Grand Nord et le Mouvement pour la justice et la paix (MPIGO et MJP), prennent le contrôle des villes de Man, Grabo, Dadané et Touba. Ces trois groupes d'insurgés forment les Forces nouvelles (FN). Ces formations émanent, en grande partie, des rangs les plus bas de l'armée opposés à la domination du FPI, souvent issus des ethnies musulmanes du Nord. A leur tour, les Dozo, chasseurs traditionnels du Nord, rejoignent en masse les Forces nouvelles, témoignant d'un large soutien populaire aux rebelles. Une majorité de rebelles avaient été recrutés par Robert Guei et contestaient vivement le projet de Laurent Gbagbo de les démobiliser. Certains secteurs des classes dominantes soutiennent discrètement le coup d'État, dont les capitalistes et propriétaires terriens aisés Dioula du Nord musulman de la Côte-d'Ivoire, insatisfaits de leur progressive marginalisation des institutions abidjanaises. Leur objectif n'était pas de se substituer à l'exécutif en place mais d'obtenir de celui-ci davantage de considération et d'attention pour la défense de leurs intérêts économiques.

Un État incapable de représenter l'ensemble des classes dominantes de la Côte-d'Ivoire, confisqué par une force politique, le FPI, et un clan tribal, celui de la famille de Laurent Gbagbo, constituent donc la raison principale de la grave crise politique et militaire qui a débouché sur la scission du pays. Tous les secteurs d'activité économique septentrionaux ont été durablement affectés par le coup de force des Forces nouvelles. La

séparation de la Côte-d'Ivoire qui s'éternise rend beaucoup plus difficile l'acheminement de la production vers les ports et des engrais vers le Nord, qui resserre ses liens économiques avec le voisin Burkina-Faso. La fracture du pays n'a cependant pas beaucoup affecté le Sud et, par conséquent, l'État de Laurent Gbagbo.

L'ETAT DU FPI DEPOUILLE LES PAYSANS BAOULE ET PREPARE LA GUERRE CIVILE

La rente cacaoyère a continué de renflouer les caisses publiques. Les exactions, les assassinats et les déplacements de populations se multiplient. Le FPI dépouille les paysans pauvres de l'ethnie Baoulé, d'origine malienne ou burkinabé de l'extrémité occidentale du croissant cacaoyer en soutenant les agriculteurs Bété dans leur volonté de prendre les champs de fèves de cacao à leurs concurrents « impurs » ou de l'ethnie ivoirienne majoritaire mais moins proche du pouvoir, les Baoulé. « *Le budget 2004 prévoit 1 467,7 milliards de francs CFA de ressources intérieures, dont 1 298 milliards de francs CFA de recettes fiscales, 98 milliards de francs CFA de recettes non fiscales et 70 milliards de francs CFA d'emprunts sur le marché extérieur. Les recettes fiscales, qui représentent 88 % des ressources intérieures, sont en augmentation de 14 % par rapport au réalisé 2003. La nouvelle contribution pour la reconstruction nationale (Cf. Adoption du projet de l'annexe fiscale) dégagerait 17 milliards de francs CFA. Les ressources extérieures s'élèvent à 519 milliards de francs CFA contre 156,3 milliards de francs CFA budgétées en 2003. Cette hausse résulte de l'anticipation d'un double accord des Clubs de Paris et de Londres, permettant des rééchelonnements de 205,4 milliards de francs CFA et des appuis budgétaires à hauteur de 189 milliards de francs CFA, qui se répartiraient entre l'Association française de développement (45 milliards de francs CFA), le FMI (48 milliards de francs CFA), l'Union européenne (30 milliards de francs CFA), et la Banque mondiale (66 milliards de francs CFA). D'où une ligne budgétaire intitulée 'Financements à rechercher' pour 394 milliards de francs CFA.* » (Mission économique de l'Ambassade de France)

Quant aux dépenses, « *le service de la dette publique représente 709,6 milliards de francs CFA, en hausse de 95 % par rapport à 2003. Il se répartit entre la dette intérieure pour 114,4 milliards de francs CFA et la dette extérieure pour 595,2 milliards de francs CFA (dont 41 % pour les créanciers multilatéraux et 52 % pour le Club de Paris). Les dépenses ordinaires s'élèvent à 1 006 milliards de francs CFA, en hausse de 12 % par rapport au budget 2003. Les dépenses du personnel représentent 57 % des dépenses ordinaires et 29 % des dépenses globales, elles sont en hausse de 5 % par rapport au budget 2003, mais de 13 % par rapport au réalisé 2003. Cette hausse est due à la revalorisation de la grille salariale des membres du corps préfectoral et à des recrutements annoncés dans les forces de sécurité et de défense. Quant aux autres dépenses de fonctionnement, elles s'élèvent à 428 milliards de francs CFA et s'inscrivent en hausse de 21 % par rapport au budgété 2003. Elles devront assurer la sortie de crise (redéploiement de l'administration) et un fonctionnement normal des services, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé.* » (Mission économique de l'Ambassade de France).

Au total, établit la Mission économique, « *le projet de budget 2004 s'équilibre à 1 987,3 milliards de francs CFA et retrouve ainsi son niveau de 2002* ». L'essentiel des dépenses, hormis celles imputables au remboursement de la dette extérieure, sera consacré à l'effort de guerre et à la fidélisation de l'administration publique, civile et, surtout, militaire. Depuis sa création, le gouvernement de Laurent Gbagbo n'a eu de cesse de s'armer. L'étude Jumbo d'avril 2004 estime que l'État ivoirien aurait dépensé 457,155 milliards de francs CFA en matériel militaire, le quart de ses importations hors pétrole. D'après le Grip (www.grip.org), à la date du 10 novembre 2004,

« *le régime d'Abidjan aurait procédé à une vaste campagne d'achat d'armes à partir de l'éclatement de la rébellion armée en septembre 2002. Parmi le matériel acheté pour l'équipement des Fanci on retrouverait notamment des VAB (véhicules de l'avant blindés), des véhicules blindés 'Caspères', des véhicules blindés Samil 4x4 et Mamba, 200 camions de transport de troupes, plusieurs chars T-55, des missiles sol-air, deux bombardiers, des hélicoptères pour transport de troupes, des hélicoptères Puma 300 et Gazelle, au moins quatre hélicoptères de combat Mi-24, deux hélicoptères MI-8, deux avions de chasse Sukhoï 25, plusieurs produits d'artillerie lourde, des obusiers automoteurs 122 mm et environ 5000 obus de même calibre, des mortiers 81/82 mm, une trentaine de canons de 20 et 23 mm, plusieurs dizaines de canons de 20 mm et 90 mm, des mortiers de 80 mm, des milliers de grenades à main, des grenades à fragmentation et anti-véhicules pour bazookas, plus de 3000 lance-roquettes, 100 mitrailleuses lourdes, plusieurs dizaines de fusils de précision Dragunov, plusieurs milliers de fusils d'assaut (dont des Kalachnikovs et des 56-1) et des quantités importantes de munitions (notamment pour pistolet-mitrailleur, fusils d'assaut et mitrailleuses). Les informations*

disponibles sur ces transferts d'armement, dont la plupart seraient effectués à partir de pays d'Europe centrale et orientale bien qu'impliquant également du matériel d'autres origines, ne permettent cependant pas de déterminer la valeur commerciale de ces contrats, ni dans quelles proportions le matériel aurait déjà été livré.» (Sources : *Jeune Afrique l'intelligent*, 24 octobre 2004; *L'Intelligent d'Abidjan*, 25 juin 2004; Amnesty International : *The Terror Trade Times*, juin 2003; *Le Nouveau réveil* du 22 mai 2003; *L'Inter* du 20 mai 2003; *Le Patriote* du 12 avril 2003; *Le Patriote* du 21 mai 2003; *Libération* (Paris) du 17 juin 2003; *24 Heures* du 23 mai 2003; *Soir Info* du 25 avril 2003; *Le Patriote* du 9 juin 2003; *L'Inter* du 10 avril 2003 et *L'Inter* du 11 avril 2003).

La gourmandise de l'exécutif FPI est à la mesure de son vaste réseau de clientèles et de soutiens. D'abord, le parti au pouvoir se doit de consolider son emprise sur l'ethnie dont il émane, les Bété, majoritairement concentrés dans le sud-ouest cacaoier. Ensuite, les Jeunes patriotes, véritables brigades d'assaut du régime issues de la jeunesse déshéritée des quartiers pauvres d'Abidjan avec, à leur tête, le raciste irréductible Charles Blé Goudé. Enfin, les forces armées officielles (Fanci), épurées des éléments critiques depuis le début de la rébellion des Forces nouvelles et renforcées par des enrôlements massifs de jeunes « Ivoiriens purs », donc censés être acquis au régime FPI. Les Fanci comptent quelque 18 000 membres, dont 8 000 gendarmes, à la fidélité indestructible à l'exécutif en place. Le père de Simone Gbagbo, elle-même très engagée aux côtés de son mari, était lui-même un officier de la gendarmerie.

Enfin, le gouvernement s'emploie à pérenniser la neutralité bienveillante des Akan (ethniquement proches des Ashanti du Ghana, dont le principal sous-groupe sont les Baoulé) des régions du centre et de l'est du pays, riches en culture du cacao. Les Baoulé de ces zones de la Côte-d'Ivoire fournissaient la première base ethnique par importance au PDCI de Félix Houphouët-Boigny. Les anciens cadres de ce parti contrôlent toujours les instances administratives locales et gardent la main sur la filière cacaoyère de ces régions. Leur dépendance économique des ports commerciaux du Sud, sous la coupe du FPI, pour la commercialisation de la précieuse fève les rend peu enclins à soutenir la rébellion nordiste. C'est pourquoi, le centre et l'est de la Côte-d'Ivoire restent loyaux au gouvernement.

LES PUISSANCES IMPERIALISTES RESTENT A L'ECART DES COMBATS INTERNES

Les combats entre les Forces nouvelles et les forces armées de l'État n'ont pas connu de véritable vainqueur en s'enfonçant dans une logique de partition et d'épuration ethnique. Quelque 200 000 habitants de Bouaké, en majorité des Baoulé qui craignent les représailles des rebelles, ont fui les affrontements début octobre 2002. Environ 4 000 Burkinabés ont été chassés de leurs maisons dans les districts de Bangolo et de Duékoué occidental, dans l'ouest du pays. A Daloa, on fait état d'exécutions sommaires de membres de l'ethnie Dioula par les forces de sécurité. Des centaines de personnes trouvent refuge dans la mosquée de la ville occidentale.

Alors que le régime d'Abidjan accuse les Forces nouvelles d'être soutenues par le gouvernement burkinabé de Blaise Compaoré, la France s'emploie à régler le différend intérieur de la Côte-d'Ivoire. Le projet français est simple : restaurer l'État ivoirien en élargissant sa base ethnique par l'intégration, à son sommet, des Forces nouvelles. Pour crédibiliser son plan, l'ancienne puissance impérialiste établit, avec le plein soutien du régime menacé, une tête de pont militaire. Dès septembre 2002, dans le cadre d'un accord de coopération militaire, la France dépêche ses soldats en Côte-d'Ivoire, dans le cadre d'une opération nommée Licorne. La première mission des soldats de Licorne est d'évacuer les citoyens de nationalité française des villes contrôlées par les rebelles de Korhogo et de Bouaké.

Une fois le cessez-le-feu signé, grâce à la médiation de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), la France se voit chargée de la pacification du pays en vue de sa mise en œuvre. Le pays impérialiste définit une zone tampon en officialisant la scission de la Côte-d'Ivoire sur un axe Est-Ouest. En février 2003, le nombre de soldats français en Côte-d'Ivoire atteint les 3 000. Après moult réticences, Laurent Gbagbo accepte de négocier avec les représentants des Forces nouvelles. Les deux parties en lutte parviennent à un accord, fortement préconisé par la puissance impérialiste européenne. Les mesures adoptées le 24 janvier 2003 à Marcoussis, en France, reflètent totalement les souhaits des autorités françaises. Elles prévoient la création d'un gouvernement d'union nationale intégrant la rébellion, la mise en place de réformes sur la nationalité et le droit de propriété foncière rurale. Le gouvernement de Laurent Gbagbo obtient le désarmement des Forces nouvelles.

Mais les forces en présence font capoter le règlement pacifique du conflit. Les députés du FPI, largement majoritaires dans l'Assemblée nationale ivoirienne, font échec aux réformes clés planifiées à Marcoussis, dont

notamment celle de la nationalité et du droit de propriété foncière. Les rebelles ne seront jamais réellement intégrés au gouvernement d'Abidjan. Au travers de médias parfaitement domestiqués, celui-ci incite plus que jamais à la haine xénophobe. De leur côté, les Forces nouvelles refusent de déposer les armes et de démobiliser leurs milices. Talonnée par les États Unis et limitée dans son action par le rôle grandissant de puissance régionale de l'Afrique du Sud, la France essuie une semi-défaite diplomatique et décide de s'en tenir au mandat international de maintien de la zone tampon. Mais même ce choix est contesté au sein de l'establishment hexagonal. François Heisbourg, le très influent directeur de la Fondation pour la recherche stratégique de Paris, dans une intervention dans *Enjeux Les Echos* de janvier 2005 significativement titrée *Côte-d'Ivoire, les limites de notre puissance*, écrit que « force est de constater que la présence française en Côte-d'Ivoire fait dorénavant partie du problème davantage que de la solution ». « L'action des forces françaises est récusée par le régime de Laurent Gbagbo. (...) Si un règlement politique en Côte-d'Ivoire devait passer par le désarmement des rebelles, ce sont ces derniers qui accuseraient la France de néocolonialisme », poursuit-il. « Dans la durée, il sera de plus en plus difficile pour l'ancienne puissance coloniale d'exercer une action acceptée par le plus grand nombre en Côte-d'Ivoire », conclut-il en préconisant « l'internationalisation et l'eupéanisation des opérations ivoiriennes de la France ». Aveu de faiblesse et début de désengagement de la France ? La question est visiblement débattue dans les hautes sphères de l'exécutif hexagonal.

LA SITUATION S'EMBRASE À NOUVEAU FIN 2004

Le 25 mars 2004, une marche pacifique pour soutenir l'application des accords de Marcoussis est durement réprimée par le gouvernement, qui avoue l'assassinat par ses forces armées de 37 manifestants (300 selon les organisateurs de la manifestation et 120 selon une mission d'enquête de l'ONU). Les représentants des Forces nouvelles quittent officiellement l'exécutif abidjanais. Le régime FPI est menacé d'une agitation unifiée de l'ensemble de la filière cacao revendiquant un allègement de la pression fiscale sur la culture, le transport et la commercialisation des précieuses fèves.

Cette grogne s'est exprimée par une grève d'une semaine du 18 au 26 octobre, sans qu'aucune des revendications avancées ne soit satisfaite. Les grévistes exigeaient la hausse du prix indicatif d'achat bord champ du cacao établi par les autorités préposées. Dans un contexte entièrement dominé par le marché, ce prix n'a aucune autre réalité que celle de fixer le montant des prélèvements fiscaux. Le relèvement de ce prix devait se traduire par une meilleure reconnaissance de l'écart croissant entre le prix réel de marché proposé par les négociants internationaux et le prix indicatif officiel. Si la revendication avait été reçue, dans l'esprit des grévistes, elle aurait ouvert la voie à des restitutions, aux acteurs ivoiriens de la filière, des trop-perçus fiscaux.

L'État ivoirien a tenté de sortir de cette dangereuse impasse par la relance de la guerre contre l'ennemi intérieur, les Forces nouvelles et les étrangers, dans lesquels il intègre désormais explicitement les Français. Ainsi, l'attaque des positions rebelles et le bombardement des troupes françaises déclenché, début novembre, par les forces armées ivoiriennes doivent être lus comme des actions maquillées en actes anti-impérialistes et dictées par une ligne politique populiste et xénophobe. L'objectif visé était toujours le même : renforcer l'unité nationale des « Vrais Ivoiriens » autour du gouvernement de Laurent Gbagbo. Selon le quotidien local *Le Jour*, une grève illimitée contre tous les « envahisseurs » est lancée le 5 novembre au matin par des coopératives d'agriculteurs de la filière cacao. Sans beaucoup de succès. Après la réaction rageuse de l'armée française contre les deux avions et les quelques hélicoptères des forces armées ivoiriennes, le porte-parole du gouvernement promet une riposte pire que celle subie par les Américains au Vietnam. A Abidjan, les Jeunes patriotes organisés et soutenus au plan logistique par le FPI se lâchent dans la chasse aux Français. Moins de deux dizaines de milliers, les détenteurs de papiers français fuient en masse le pays, déstabilisant gravement l'activité économique.

Suite à la flambée des cours du cacao après les bombardements croisés ivoiriens et français, Barry Callebaut, premier fournisseur mondial de chocolat brut, a été forcé d'arrêter sa production pendant plusieurs jours (*International Herald Tribune* du 19.11.2004). « Déjà, les grands acheteurs internationaux ont suspendu les paiements anticipés de la marchandise aux intermédiaires locaux. La règle qui s'impose est désormais celle du règlement au comptant lors de la livraison aux usines de première transformation près des deux ports d'embarquement du pays », écrivent les *Échos* du 17 novembre 2004.

Le 12 novembre, un envoyé spécial du régime Gbagbo vole à Washington pour demander la protection et l'aide des États-Unis. Sur le terrain, les Jeunes patriotes chérissent George W. Bush. Laurent Gbagbo tente ainsi d'impliquer la principale puissance capitaliste mondiale dans les luttes internes ivoiriennes en lui offrant son allégeance pleine et volontaire. Autrefois accusée d'avoir congelé l'offensive des Forces nouvelles contre le

régime d'Abidjan, la France est maintenant indiquée comme le principal soutien de ces dernières. Les États-Unis, pourtant à l'affût de toute occasion de gifler la France après son grand refus de participer à la deuxième aventure militaire irakienne, décident de rester à l'écart du conflit ivoirien.

Cette fois-ci, Laurent Gbagbo doit plier l'échine. Avec le feu vert américain, les Nations unies confirment le rôle d'arbitre de la France et de l'Afrique du Sud et accusent le président ivoirien de corruption et de dérives totalitaires graves. Après une difficile médiation de la présidence sud-africaine, la situation revient au statu quo d'avant novembre. L'Assemblée nationale ivoirienne est amenée à adopter plusieurs réformes prévues par les accords de Marcoussis. Deux projets de loi sur les médias sont adoptés (le 6 décembre celui sur la presse écrite et le 7 décembre celui sur l'audiovisuel).

Une nouvelle loi sur la nationalité est votée le 14 décembre. Enfin, le 17 décembre le code électoral est réformé. Dans ces conditions, l'élection présidentielle — prévue pour octobre 2005 — a davantage de chances de se tenir. Toutefois, les ennemis n'ont pas rangé leurs haches de guerre. Loin de là. Laurent Gbagbo, tout occupé à gagner du temps et à retrouver un semblant de légitimité, rappelle que la réforme du code électoral ne peut entrer en vigueur qu'après un référendum. Or, la tenue d'un référendum présuppose le désarmement des rebelles. Autrement dit, le retour pur et simple à la case de départ. Laurent Gbagbo a déclaré dans une interview publiée le 5 janvier 2005 par le quotidien ivoirien *Fraternité Matin* que « *tout dépend aujourd'hui du désarmement. Il faut que les gens [la rébellion, NDLR] désarment. S'ils désarment, on prépare les élections et on y va* ». ... En cas contraire, « *si à la fin du mois d'octobre, les élections ne sont pas organisées, je reste président de la République* », a-t-il menacé.

Nouveau retournement de situation lors du sommet de l'Union africaine réuni à Libreville le 11 janvier, et auquel participent les principaux dirigeants du continent. L'Union, chapeautée par le dirigeant sud-africain Thabo Mbeki, semble se ranger au point de vue de Gbagbo sur la nécessité d'un referendum. C'est un recul par rapport aux accords de Marcoussis estiment l'opposition et les militaires des Forces du Nord qui notent également la décision de différer les sanctions à l'encontre du gouvernement.

**LES CAUSES DU CONFLIT
RESTENT ENTIÈRES.
L'OPPOSITION DES
REVOLUTIONNAIRES INTERNATIONALISTES
AUX DIFFÉRENTES FRACTIONS
EN LUTTE AUSSI**

Malgré les développements récents, la situation est loin d'être stabilisée. Un regain de violence raciste reste possible, voire probable. Le régime FPI n'a pas abandonné l'intention de profiter de son renforcement en 2003 et en 2004 (obtenu grâce au retour de l'aide internationale et à l'accroissement de la rente cacaoyère) pour asséner un coup fatal à la rébellion qui, au contraire, a perdu des hommes et des moyens économiques dans le long bras de fer avec Abidjan.

Le 8 janvier 2005, à l'occasion d'une cérémonie de présentation des « vœux des corps constitués de la Nation » au chef de l'Etat, Laurent Gbagbo a déclaré « *assumer la responsabilité de la violation du cessez-le-feu* », en ajoutant qu' « *on ne pouvait pas faire autrement que ce que nous avons fait* », face à des « *putschistes dangereux qui refusent de désarmer, qui tiennent le pays en otage, et qui ameutent tous les autres bandits de la sous-région, du Liberia, de la Sierra Leone, pour venir attaquer leur pays* ». Du plus mauvais augure pour la suite des événements....

Il n'est guère exclu que le regain des combats interethniques puisse se solder par une nouvelle catastrophe humaine, de dimensions comparables à celles connues par la Sierra Leone, le Libéria ou, pire, le Rwanda si la rébellion était défaite. La poursuite de la division entre un Nord musulman et un Sud chrétien, telle qu'elle existe au Ghana et au Cameroun, pourrait, pour sa part, faire déborder le conflit dans les pays limitrophes. Dans une telle situation, s'en tenir à la revendication du départ des troupes françaises de Côte-d'Ivoire revient *de facto* à soutenir un régime de rapaces et de xénophobes, qui ne survit que grâce à la spoliation rentière de la campagne, et dont le pouvoir repose, pour l'essentiel, sur un appareil militaire d'État raciste entièrement corrompu et des milices d'extrême droite. De la même manière, nous ne croyons pas que les Forces nouvelles incarnent une meilleure alternative pour le prolétariat et la paysannerie pauvre ivoirienne que le pouvoir en place. Leurs accointances et alliances régionales ne promettent rien d'autre que la substitution d'une dictature xénophobe à une autre.

En outre, notre refus de l'objectif préalable du départ des troupes et des intérêts français en Côte-d'Ivoire relève de notre analyse du conflit en cours comme déterminé par des causes éminemment intérieures. Les pays impérialistes en présence, notamment la France et les États-Unis, s'ils sont engagés dans une rude compétition pour l'acquisition et l'exploitation des ressources naturelles de ce pays, ne souhaitent aucunement s'engager ouvertement aux côtés de l'une des fractions en lutte. Leur but commun, bien illustré lors de la dernière crise, est celui de traiter avec un État disposant d'une réelle assise nationale, d'où les phénomènes de corruption et les menées xénophobes soient contenus ou, mieux, écartés.

Dans un contexte comme celui-ci, les puissances impérialistes n'ont rien à gagner, d'autant plus que les richesses et l'emplacement de la Côte-d'Ivoire ne représentent pas, à leurs yeux, un enjeu primordial, ni au plan économique ni à celui stratégique. Si les puissances impérialistes apparaissent réellement intéressées à un certain dénouement pacifique du conflit intérieur ivoirien, elles ne sont cependant pas à même d'éradiquer les motivations profondes de ce dernier. Et ce pour la bonne raison que le développement des forces productives de ce pays trouve un obstacle majeur dans la division internationale du travail et dans la configuration actuelle du marché mondial. Aucune puissance impérialiste n'assurera à la Côte-d'Ivoire la création d'un marché intérieur fort et unifié, ni la transition d'une économie fondée sur l'exploitation presque exclusive des ressources naturelles à une économie dite de transformation (dominée par la grande industrie moderne). Or, les racines profondes de la xénophobie et du racisme qui empêchent l'essor de la lutte de classe sont plantées dans le terreau des échanges inégaux et du développement capitaliste mondial.

Les revendications de *souveraineté nationale* et d'*autodétermination des peuples*, au nom desquelles une partie importante de l'extrême gauche lance ses mots d'ordres de retrait des impérialistes français, n'ont plus aucun sens à l'époque du marché mondial et de la domination planétaire du capitalisme mûr. La défense des nationalités réprimées par l'impérialisme montre tout son caractère dérisoire dans des pays où, comme en Côte-d'Ivoire, les ethnies tribales perdurent au sein d'États aux contours dessinés *ex novo* par la colonisation et la décolonisation qui s'en est suivie. Toute revendication nationale correspond alors simplement à un appel au front commun entre les classes dominantes locales et les classes et couches dominées (prolétaires et paysans pauvres ; ethnies soumises et individus appartenant à des confessions opprimées ; femmes ; etc.).

En Côte-d'Ivoire, comme en Irak et ailleurs dans la grande majorité des pays périphériques du monde capitaliste, en l'absence de tout mouvement politique prolétarien indépendant capable de nouer une alliance révolutionnaire solide avec la paysannerie pauvre, la seule position viable reste celle du défaitisme le plus intransigeant vis-à-vis des parties en lutte pour s'assurer les dépouilles des forces productives du pays. A ce stade, cependant, l'action du mouvement communiste ne peut que se cantonner à l'étude critique des différentes factions capitalistes en conflit, ainsi que de leurs dynamiques et intérêts respectifs. En se préparant ainsi sans relâche à une intervention politique déployée qui sera rendue possible par la reprise de la lutte de classe.

Bruxelles-Paris, le 11 janvier 2005.

Enfants scolarisés sans papiers : nouvelles cibles des préfectures ou nouvel enjeu de mobilisation ?

Petit rappel historique

Les premières restrictions à la libre circulation des personnes originaires des anciennes colonies sont apparues sous le gouvernement Giscard en 1974. A cette époque, la chose est passée totalement inaperçue et les organisations les plus révolutionnaires n'ont pas été les dernières à faire la sourde oreille. Curieusement, et par un effet de peur, l'annonce de la fermeture des frontières a plutôt attiré que découragé les candidats. Les Maliens, les Sénégalais, qui allaient et repartaient sans difficulté jusque-là, se sont alors précipités, de crainte de ne plus pouvoir passer.

Ensuite, c'est une longue succession de lois qui vont s'empiler. Leur incohérence, jointe à leur manque d'efficacité quant aux buts recherchés, vient de se faire épingleur par la Cour des Comptes. Sous le gouvernement Balladur, la situation s'aggrave et ce n'est pas la gauche et son ministre de l'intérieur J.-P. Chevènement qui vont clarifier les procédures.

Le résultat ? Des situations ubuesques. Des préfectures qui appliquent de la loi ce qu'elles en retiennent. Il suffit parfois de franchir sans ticket un tripode de la RATP pour se retrouver interpellé et mis en rétention. Des organisations débordées par les problèmes juridiques, des militants obligés de s'improviser juristes et qui dépensent une énergie folle en montages de dossiers de régularisation.

Une des constantes du discours dominant, c'est l'opacité et la non-publicité, voire la publicité mensongère. On va « réguler les flux migratoires » ! Explicite ou implicite, le discours n'est malheureusement pas seulement l'apanage du gouvernement ou de ses laudateurs mais court en filigrane chez toute une intelligentsia dite de gauche. On va protéger la forteresse Europe « fief de liberté, de démocratie, et de bien-être » des hordes de sauvages analphabètes, islamisés ou pauvres couillonnés de l'Histoire qui lorgnent d'un œil avide notre gâteau. Sus à vos assiettes les gars ! Y'en a pas pour tout le monde !

La réalité est quelque peu différente, même si elle est amère.

Les lois dites Pasqua-Chevènement créent des situations juridiques inextricables, elles créent du sans-papier comme si c'était leur but secret, jamais avoué.

A propos du regroupement familial

Les regroupements familiaux sont niés ; insuffisance de ressources ou exigüité du logement suffisent à refuser la venue de la famille mais, dans les villes, les offices HLM ne mettent de grands logements à disposition (quand ils le font) que si les enfants sont déjà présents. Et que penser de ces refus de regroupement pour insuffisance de revenus quand le mari et père, séparé des siens, est payé au salaire minimum ? (Cela vient de se passer pour un ouvrier agricole marocain qui en avait assez de sa vie de maribataire⁶⁸.) En bonne logique révolutionnaire, cela signifie, mais on le savait déjà, que le salaire minimum se révèle insuffisant à faire vivre une famille dans des conditions décentes.

En logique administrative, cela se comprend comme : « Fais venir tes enfants clandestinement, ils ne seront jamais régularisés et devront travailler au noir, donc comme des bêtes, pour encore moins cher que toi. » Et c'est ce qui se passe : les hommes, las des démarches administratives stériles, font venir les leurs clandestinement et tentent la régularisation après... Et les enfants de payer les pots cassés des logements insalubres, des expulsions et des déménagements successifs, les épouses de souffrir de l'insécurité qui les empêche de s'investir dans la vie sociale, les enseignants de s'impuiser et les militants de soupirer.

La fin du droit du sol

Un des aspects les plus pervers de la loi dite Pasqua est la négation du droit du sol. Personne ne sait que, dans ce pays ce droit inaliénable, héritage de notre grande et glorieuse Révolution⁶⁹, a été balayé d'un coup de plume sous le dernier gouvernement Balladur. Avant 1993, puisqu'il y a un avant, la loi était simple : tout enfant né sur le sol français était de

⁶⁸ Hommes mariés mais séparés de fait de leur épouse restée au pays. Contribution linguistique des travailleurs immigrés.

⁶⁹ 89 bien sûr !

nationalité française de droit. S'il ne le voulait pas, il pouvait toujours déposer une demande de refus, mais cette citoyenneté-là lui était octroyée de façon automatique. La réforme du Code de la nationalité inverse le processus et les enfants issus de l'immigration, mais nés sur cette terre, doivent faire la demande de nationalité entre seize et dix huit ans. « D'un seul coup, la citoyenneté ne vient plus reconnaître un fait mais devient l'aboutissement d'une démarche (...). La loi indique aux enfants, mais aussi à leurs parents, qu'ils ne sont pas encore français, qu'ils doivent le devenir, demander à le devenir, le mériter⁷⁰. »

La loi disait, sereine: « Petit, tu es chez toi. » Maintenant elle se lèche les babines et susurre : « Approche un peu pour voir. »

Le droit sanctionnait alors une vérité de vie ; ceux qui étaient nés là se retrouvaient français mais le gouvernement de 1993 a entendu les sirènes nauséabondes « Etre français ça s'hérite... ou ça se mérite. » Chevénement s'est bien entendu totalement abstenu de revenir sur cette disposition inique... fidèle en cela à Michel Rocard qui disait en son temps: « On ne peut pas accueillir toute la misère du monde ! »

De plus, les préfectures agissant de manière incohérente et apparemment non coordonnées, sans qu'on comprenne bien quels éléments rentrent en jeu, font généralement répondre qu'il faut attendre d'avoir dix-huit ans... Mais, dès le lendemain de leur anniversaire, l'expulsion est possible.

Les organisations

Les organisations traditionnelles ont peiné et peinent encore à mettre la question de l'immigration au cœur de leur réflexion et de leurs préoccupations, même si le dévouement individuel de certains militants ne fait pas l'ombre d'un doute. Il est curieux de constater que les militants actifs le sont presque toujours au nom d'un syndicat, voire quelquefois de leur simple section syndicale professionnelle jamais de leur organisation politique, et sans que cela entraîne d'ailleurs des débats ou un investissement particulier de ladite section⁷¹. Au-delà des déclarations d'intention, des jolis mots des programmes, dont on sait qu'ils ne seront jamais appliqués, l'extrême gauche brille par son manque d'élaboration politique et par son absence quantitative dans ce qu'il est convenu d'appeler « les luttes ». Un zeste d'alter-mondialisme, une petite piqûre de dénonciation des rapports Nord/Sud, expression plus à la mode que colonialisme, même qualifié de néo ou post, et c'est à peine si un petit cortège de la LCR ou de LO accompagne les manifestations de sans-papiers même si le dévouement individuel de certains militants ne fait pas l'ombre d'un doute. Les anarchistes, libertaires ou non, se font remarquer par leur absence ou leur présence toute symbolique. Sorti des slogans creux de l'internationalisme béat, peu de travail d'approfondissement ou d'élaboration, peu « d'ordre du jour » des tâches, pas de *Que faire ?* relatif à la question de l'immigration. Et pourtant, l'irruption des sans-papiers sur la scène politique sera, dès 1980, le fait de travailleurs turcs dont on peut se demander pourquoi ils sont aujourd'hui si absents des collectifs. C'est une vraie question, surtout si on la met en relation avec le degré de politisation plutôt remarquable de la population turque immigrée. Le candidat Mitterrand leur promettra beaucoup... On connaît la suite.

Des « Saint-Bernard » médiatisés et vilipendés, aux collectifs actuels, nombreux mais éclatés et parfois même concurrents, de plus en plus ethniques en tout cas, le chemin a été harassant et en a laminé plus d'un. Des sans-papiers eux-mêmes qui, épuisés, découragés, quittent les collectifs, aux « soutiens » fatigués de n'être cantonnés qu'aux rôles de pourvoyeurs de fonds, de gardes du corps ou cautions des partis défaillants qu'on dit de gauche. Ces militants « soutiens » se sont trouvés fort dépourvus, fort frustrés et fort marris....

Et c'est à un moment où les manifestations de sans-papiers s'étiolaient lamentablement, où pas une idée neuve, pas un souffle d'air frais, ne semble vouloir éclairer le paysage, que le gouvernement attaque et commet une erreur grave. Il décide d'appliquer dans toute sa rigueur les lois Pasqua et décide de s'en prendre aux enfants. Pour tous ceux qui commençaient à s'apitoyer sur l'état du monde en « pâtissant », pour reprendre une expression chère à Miguel Benassayag, en se laissant aller au vent de la désespérance, en pensant qu'on ne peut décidément rien faire, ainsi que pour un certain nombre d'enseignants, la coupe est pleine. De la provocation va naître RESF⁷².

Naissance de RESF :

Paris, le 26 juin 2004 : (extraits : Le texte complet est disponible sur le site⁷³)

⁷⁰ *On ne naît pas noir, on le devient* : J.L Sagot – Duvaurox Albin Michel 2004

⁷¹ Constat valable pour tous les collectifs. La notion de mandat est peut-être à revoir.

⁷² Réseau Educateur sans frontières, à ne pas confondre avec ESF : Educateurs sans frontière.

⁷³ www.educationsansfrontieres.org

Déclaration de création du réseau : (extraits)

Ces derniers mois, les personnels, les parents et les élèves d'établissements scolaires ont obtenu (...) la régularisation d'élèves et de parents d'élèves sans papiers, des élèves que rien n'aurait distingué de leurs camarades (...). Pourtant, pour quelques cas résolus, des milliers d'autres enfants, étudiants, subissent, eux aussi, le drame de la privation du droit à une existence décente, l'obsession de l'interpellation, la peur d'une expulsion pratiquée dans des conditions souvent honteuses (...), l'angoisse (...) d'être condamnés au dénuement et aux conditions de vie indignes auxquels sont réduits les sans-papiers.

Il est inconcevable d'imaginer nos élèves, les copains de nos enfants, menottés, entravés, bâillonnés et scotchés à leurs sièges d'avion pendant que leurs camarades étudieraient paisiblement Eluard (« *J'écris ton nom, Liberté* ») ou Du Bellay (« *France, mère des arts, des armes et des lois* ») ; et que, sans trembler, on effacerait des listes les noms et prénoms des bannis.

Il est du devoir (...) d'agir pour tirer ces jeunes de la situation qui pourrit leur vie (...) pour les élèves concernés, déjà souvent malmenés par des existences chaotiques : exilés, ayant parfois traversé nombre d'épreuves (...) ne pas ajouter aux tragédies que sont les biographies de certains d'entre eux (...).

Agir aussi pour faire la démonstration, aux yeux de nos élèves et de nos enfants, que les discours sur les « valeurs » ne sont pas des mots creux. Il est du devoir de tous ceux qui ont une mission éducative, (...) de montrer à la jeune génération qu'on dit sans repères, que la justice, l'altruisme, la solidarité, le dévouement à une cause commune ne sont pas des mots vides de sens. Et que certains adultes savent faire ce qu'il faut quand des jeunes sont victimes d'injustice ou plongés dans des situations intolérables.

Nous appelons au développement d'un réseau de solidarité avec les jeunes sans papiers scolarisés, à l'échelle nationale (voire à l'échelle européenne)...

Un **guide pratique et juridique**, réalisé en octobre 2004 par des militants et associations du réseau Education sans frontières est disponible : *Jeunes scolarisés sans papiers : Régularisation mode d'emploi*. Nous pouvons vous l'obtenir en version papier, vous le trouverez ainsi que d'autres informations sur notre site www.educationsansfrontieres.org

Extrait du bulletin de novembre 04

Le Réseau Education Sans Frontières, à travers toute la France !

6 mois d'existence et déjà une liste impressionnante de villes où le réseau est actif et se bat avec des jeunes pour obtenir leur régularisation : Beauvais, Châtenay-Malabry, Choisy-le-Roi, Evreux, Illats (près de Bordeaux), Ivry, Lyon, Massy, Mulhouse, Nantes, Paris, Rennes, Rouen, Sceaux, Vitry...

Un premier stage de formation s'est tenu le samedi 6 novembre 2004 à Paris, assuré gratuitement par des juristes de la CIMADE, du GISTI, du MRAP et de la LDH et d'autres membres du réseau ayant l'expérience de ces situations.

EXTRAITS DE TRACT DE RESF DISTRIBUE DANS LE 93

Jeunes étrangers, scolarisés et sans papiers : agissons ensemble pour la régularisation !

Notre département est depuis longtemps un bel exemple de multiculturalité. Nous vivons, travaillons ou étudions ensemble. Mais le droit d'être ici ne va pas de soi : la loi met de plus en plus d'obstacles au droit au séjour sur le territoire français.

En Seine-Saint-Denis comme ailleurs, de nombreuses personnes se sont retrouvées sans papiers à un moment de leur parcours. Beaucoup le sont autour de nous, sans que ce soit forcément visible. Ils risquent de se retrouver dans des situations difficiles (impossibilité de s'inscrire pour des études supérieures, arrestation lors d'un contrôle d'identité, mise en centre de rétention et expulsion du territoire français).

Quand on est étranger et que l'on se présente seul(e) à une préfecture pour demander des papiers, voici le genre de réponses décourageantes que l'on risque d'entendre :

« Il faut faire la queue à partir de 4 heures du matin pour espérer être reçu... »

« *Revenez quand vous aurez 18 ans !* »
« *Retournez dans votre pays et faites-y une demande d'asile !* »
« *Vous n'avez qu'à vous marier et avoir un enfant !* »

Pourtant il ne sert à rien de se taire et d'attendre sans rien faire : il est toujours possible d'agir et de trouver une solution, avec le soutien de ceux qui nous entourent. Pour nous, lorsque l'on se trouve dans cette situation, on est en attente de papiers (et non clandestin). Donc, majeur ou mineur, il est important **que chacun connaisse précisément sa propre situation** et s'apprête à être solidaire avec ses camarades. Chacun se doit d'**apprendre à connaître ses droits**. Si besoin, d'entamer ou de reprendre sans attendre des démarches auprès de la préfecture pour obtenir un titre de séjour.

Effectuer cette démarche n'est pas si simple. C'est pourquoi, dans plusieurs lycées, des collectifs existent depuis des années pour répondre à des situations d'urgence. Au printemps 2004, nous avons décidé de nous rassembler au niveau départemental et même national pour être plus forts et avoir encore plus de chance d'obtenir des régularisations : c'est la création du Réseau Education Sans Frontières (RESF)

Déjà 26 jeunes scolarisés dans 7 établissements différents ont eu le courage de rompre le silence en s'adressant à un professeur, une assistante sociale ou une autre personne membre du réseau Education Sans Frontières (RESF), et déjà des démarches ont abouti (...).

Réseau Education Sans Frontières 93
Collectif départemental des militants, groupes et collectif d'établissements
pour l'information et le soutien aux jeunes scolarisés étrangers sans papiers
Contact / email : RESF93@chello.fr et www.educationsansfrontieres.org
Bulletin d'information de décembre 2004

RESF 93

Ce bulletin est distribué dans plusieurs établissements scolaires du RESF 93, à Aubervilliers, à Noisy-le-Grand, à Rosny-sous-Bois, à Saint-Denis, à Stains, à Villemomble

UNE SALE AVENTURE QUI SE TERMINE BIEN

Les risques qu'encourt tout sans-papiers

« Victor » a 19 ans, il est élève de bac pro dans un lycée professionnel de Paris. Lundi 22 novembre, à l'occasion d'un banal contrôle d'identité, il est embarqué au poste de police et transféré dans un « centre de rétention ». Qu'a-t-il fait pour ça ? Quel délit a-t-il commis ? Aucun ! Simplement, venu – comme beaucoup – en France entre 13 et 18 ans pour y vivre avec sa famille, il s'est retrouvé – comme beaucoup – sans titre de séjour le jour anniversaire de ses 18 ans !

Qu'est-ce qui l'attendait alors ? Comme tous les étrangers mis en centre de rétention, Victor devait passer devant un juge puis très probablement – comme beaucoup – être expulsé de France, dans la discrétion et l'indifférence.

La solidarité sauve les copains !

Heureusement pour lui, des copains ont réagi, ont contacté le Réseau Education Sans Frontières, ont mobilisé des profs de leur lycée et tous sont allés le soutenir lors de son passage devant le juge, ont menacé de se mettre en grève...

Le juge a repoussé le jugement au lendemain, et sans la soirée... Victor a été relâché du centre de rétention !!! Il a eu très chaud, mais pour ce coup-ci, la solidarité l'a sorti de cette mauvaise passe.

Qu'en retenir ? Ne pas rester isolé, ne pas avoir peur d'informer des proches de sa situation, ne pas attendre pour entamer des démarches avec le soutien d'un collectif.

Et être solidaire !... ça marche. (D'après un article paru dans *Cinquième Zone*.)

Les préfectures passent à l'attaque !

L'attaque est terrible, et quand l'Etat ne respecte même plus ses propres lois, les préfectures, tant de banlieue que de province, expérimentent...

Il ne s'agit pas, comme on a pu le croire, de bavures non ; on essaie et on voit si ça passe et pour l'instant ça ne passe pas !

Quelques exemples :

En septembre, à Rennes, l'inspection d'académie envoie un courrier aux directeurs des écoles pour retrouver la présence d'un élève⁷⁴. Le courrier ne mentionne pas le motif de la recherche. Un directeur répond. C'est ainsi que Randy, 6 ans, élève de l'école Georges-Clémenceau où il venait de faire son entrée au cours préparatoire, se retrouve en centre de rétention avec sa mère, déboutée du droit d'asile et expulsable.

En octobre, à Metz, deux enfants de trois et six ans sont emmenés avec leurs parents au centre de rétention de Lyon. La police avait demandé aux enseignants de les retenir à l'école après l'heure de la sortie pour pouvoir venir les enlever sans provoquer trop d'émoi.

A Nantes, à cette même période, des gendarmes sont passés dans plusieurs écoles, sans avoir préalablement averti les directrices. Ils étaient à la recherche d'enfants étrangers. L'inspecteur d'académie envoie des courriers dans les écoles publiques et privées pour rechercher des élèves, tous étrangers. Depuis ce sont des listes entières qui sont transmises aux écoles, tous les noms sont à consonances étrangères. Face à l'opposition qui s'organise, les services de l'inspection d'académie ont rappelé les enseignants récalcitrants à leur devoir d'obéissance de fonctionnaire. Cela n'est pas sans rappeler la circulaire du 31 janvier 1942 du gouvernement de Vichy qui demandait de signaler aux autorités compétentes tous les élèves aux noms à « consonance hébraïque ».

Vous allez me dire : « Ce n'est pas la même chose, ils ne risquent pas la mort eux ! » Ah bon ! Vous êtes sûrs ?

Dans le Rhône : témoignage

« Le Collectif RESF 69, a vraiment démarré en avril dernier (2004) quand l'un d'entre nous a lancé l'alerte après avoir vu passer le car de police venant du centre de rétention avec à son bord deux jeunes enfants africains (...). Renseignements pris au tribunal, nous apprenons qu'il s'agit de deux enfants de 4 et 8 ans, nés en France de parents sénégalais, avec un père en possession d'une carte de 10 ans, et une mère sans-papiers. Ils ont été arrêtés à Bourg-en-Bresse avec leur mère, à l'heure de partir à l'école, puis conduits au centre de rétention. Après avoir contacté Mme Keita, puis les associations africaines, nous contactons le directeur de l'école qui a déjà informé la mairie de Bourg et la CIMADE, et se déclare prêt à agir, mais se demande comment "car plus rien n'est possible juridiquement" (...). Tous conscients que nous ne saurions en rester aux limites imposées par les lois, la Ligue des droits de l'homme aidant, avec sa section de Bourg présente sur le terrain et ses militants dans notre collectif, le collectif des associations africaines, le directeur, les instituteurs et parents d'élèves aidant, nous arrivons à faire signer largement une pétition pour la libération des enfants et de leur maman, et à organiser deux rassemblements à Bourg avec délégations à la préfecture, et un petit rassemblement devant la préfecture de Lyon qui refuse de nous recevoir. Il faut dire que la mobilisation de l'école a été absolument remarquable : les élèves réclamant "On veut Lassana!" pendant les récréés, ce qui s'entendait de la rue, les classes faisant des dessins ensuite portés au centre de rétention par les instituteurs toujours très actifs. »⁷⁵

A Evreux : tract (extrait) octobre 2004

Collège Henri-Dunant : Au revoir les enfants

Eduquer les mineurs étrangers pour mieux les renvoyer ?

Veni, vidi,partis ? En quelques mois, Ming, trouvé sur un quai de gare et ne parlant pas un mot de français, a tout reçu d'une République fraternelle et chaleureuse: un foyer, des cours de français langue étrangère, un encadrement attentif. En septembre, après avoir réussi l'exploit de rattraper le niveau de troisième, Ming peut espérer un avenir différent: une filière professionnelle, un métier de cuisinier, une intégration réussie. Las, Ming vient d'avoir 18 ans. Et la République, qui l'a si bien accueilli en son sein, va du jour au lendemain le reconduire fraternellement à la frontière. Car comme au Monopoly, entre le statut de mineur et celui de demandeur d'asile, on ne passe pas par la case départ, on monte directement dans l'avion. Alors à quoi riment tous ces dispositifs éducatifs, et les budgets associés, si les mineurs étrangers méritants n'ont même pas une chance ? Ainsi l'accueil de la France est pour eux comme ces rasoirs à double lame: la

⁷⁴ La procédure est normale et concerne des enfants dont on est en droit de supposer qu'ils sont victimes de maltraitance ou bien qu'ils ont pu être enlevés.

⁷⁵ Références dans le bulletin de RESF disponible sur le site déjà cité.

première lame redresse le poil de l'espérance, et la seconde lame le tranche net à la racine. Messieurs les ministres, mettez-vous d'accord: ou bien on met les jeunes étrangers en garderie en attendant l'avion, ou bien, si on prend la peine de les enseigner et de les guider vers un possible avenir sur notre territoire, on prend au moins la peine de délibérer avant de les expulser. Pour que Ming et ses camarades puissent reprendre leur scolarité en toute légalité, afin que les mineurs qui attendent leur majorité avant la fin de cette année ne se retrouvent pas dans la même situation que ce dernier, enfin pour que l'Education nationale garde ses valeurs républicaines qui font sa fierté : le droit au savoir et à la connaissance ouvert à tous sans exception, signez ce texte en ajoutant la photocopie des deux faces de votre carte d'identité. Adresser les pétitions au Collectif des professeurs,

Collège Henri-Dunant, rue Henri-Dunant, 27000 Evreux

Mineurs /majeurs

Par rapport aux adultes, les mineurs sont (encore) un peu protégés. La loi dit très clairement qu'un mineur étranger isolé doit être considéré comme mineur en danger; qu'à cela ne tienne, pour « faire du chiffre » on en fera des majeurs.

En décembre dernier, c'est au vu d'une prétendue expertise osseuse que la police étayait ses déclarations au mépris de toute rigueur scientifique. S. J., jeune réfugié du Ghana, né en 1988, pris en charge dans un foyer d'accueil pour mineurs par décision du juge des enfants, est scolarisé au collège Jeanne-d'Albret à Pau. Le 17 novembre, il participe avec sa classe à une manifestation de solidarité en faveur de l'Afrique. Le 18 novembre à 9h45, la police des frontières vient l'interpeller dans sa classe, sous les yeux de ses camarades et de ses professeurs anéantis, pour l'envoyer en centre de rétention administrative en vue de sa reconduction au Ghana ! Le réseau Éducation sans Frontières fait diligence pour lui permettre d'intenter un recours judiciaire : en effet, la loi ne permet pas l'expulsion des mineurs.

Qu'à cela ne tienne : pour l'État, sa majorité sera prouvée ! Une radio du poignet indiquerait un âge osseux supérieur à 18 ans ! S. doit repartir ! Il n'existe pas un médecin digne de ce nom qui pourrait prétendre deviner l'âge d'un gamin au vu d'une radio du poignet ! A quand les lignes de la main ?

En ce début janvier 2005, un jeune Nigérian est retenu en zone d'attente et vient de subir sa quatrième tentative de rapatriement par la force, pourtant il est mineur, mais la police, malgré un certificat de naissance incontestable, prétend contre toute logique que ce jeune est majeur.

Jusqu'ici la mobilisation aidée par le réseau a permis de gagner presque à tous les coups sur les collèges et les lycées, les préfetures se révélant peu friandes d'embrasement.

Mais les choses risquent encore de s'aggraver. Le protocole d'accord signé à Dreux le 4 octobre dernier entre François Fillon et Dominique de Villepin (respectivement ministre de l'Education nationale et ministre de l'Intérieur) « contre les violences scolaires » permet maintenant d'effectuer des contrôles d'identité aux abords des établissements scolaires dits « sensibles ». Le premier a eu lieu en janvier et a donné lieu à protestations. Mais il y en aura d'autres. On imagine les suites.

Des enfants dans les centres de rétention ?

Au centre de rétention de Lyon, le nombre d'enfants enfermés a été multiplié par deux entre 2002 et 2003, passant de 36 à 74.

La Ligue des droits de l'homme signale que « soixante à quatre-vingts enfants sont passés depuis le début de l'année dans le centre de rétention de Saint-Exupéry » (près de Bourg-en-Bresse). A Nantes, ce sont des enfants

roms qui sont logés dans ces camps où rien n'est prévu pour les accueillir et ne parlons pas de les éduquer. Ils y végètent dans des conditions indignes.

A quoi sert RESF ?

A problème complexe, réponses multiples. RESF n'est pas la réponse à la question des sans-papiers ; c'est juste une réponse possible parmi d'autres tout aussi indispensables. RESF, il faut le préciser, n'est pas une nouvelle organisation ni même l'embryon d'une nouvelle organisation. Il s'agit juste de gens qui se réunissent en vue d'un objectif précis. C'est peut-être une nouvelle façon d'organiser et d'agrèger tous ceux qui ne se reconnaissent pas ou plus dans les formes d'organisation pérenne.

RESF c'est aujourd'hui le moyen qu'ont trouvé les enseignants de renouer les fils de la solidarité. L'école est un formidable élément de socialisation. Dans certains quartiers, c'est le seul. La situation des sans-papiers est terrifiante à vivre. On rase les murs. On travaille pour des clopinettes, sans jamais avoir l'assurance d'être payé. Logement, santé, relations affectives et sociales : tout est marqué du sceau de l'incertain et du provisoire. Si l'exil lacère les vies, la clandestinité enfonce le couteau et fouille dans la blessure.

Pour les femmes, la pression sexuelle surajoute à l'aliénation. Or les femmes sans-papiers se mobilisent peu. Elles se savent plus vulnérables. Pour elles le retour au pays s'avère des plus problématique. Passer par les enfants est aussi un moyen de les contacter et de les réassurer.

Globalisation ou recentrage
sur les revendications de base ?

S'emparer de la question des sans-papiers sous l'angle unique des scolarisés sans papiers présente des avantages et des inconvénients.

Dans un premier temps, il faut bien avouer que cela n'est pas toujours bien reçu dans les collectifs existants qui sont à 99% masculins. Mais dès qu'on aborde la question scolaire, la discussion perd de sa sécheresse et tout-à-coup c'est la vie qui rentre. Ils ne sont plus des clandestins réduits à leur seul état de sans-papiers, ils redeviennent des maris, des pères, bref des hommes. Par le biais des enfants, ils redeviennent des humains aussi dans la tête de monsieur tout le monde. Si Mamadou qui prend son métro à cinq heures du matin n'émeut pas grand-monde, quand il est embarqué, menotté, dans l'avion pour Bamako, Mamadou, trois ans, le copain de classe de mon fils emmené hors de la classe et placé en camp de rétention, ça c'est insupportable !

Une des grandes faiblesses de la lutte des sans-papiers est de ne pas avoir su ou pu lier les problèmes, de s'être cantonnée aux papiers : « Des papiers ! des papiers ! des papiers pour tous ! » Le mot d'ordre est d'une justesse basique mais il n'est pas suffisant. Isolé du contexte social, ce travail relève du tonneau des Danaïdes. Ceux de la MDE, la Maison des ensembles, collectif de sans-papiers parisiens qui vivaient ensemble et qui dura de 1998 à 2004, avaient un peu commencé à aborder le problème. Un de leurs meilleurs tracts restera celui qui s'intitulait : « Qui sommes-nous ? » Mais les pressions diverses, policières y compris, ajoutées à l'isolement ont eu raison de cet élan.

La criminalisation des étrangers ne date pas d'hier, bien entendu. « Exproprié de son identité réelle, privé dans l'imaginaire collectif de toute utilité alors qu'il est en réalité toujours plus utilisé comme force de travail que l'on jette après usage, l'étranger devient une sorte de fantasme dont se nourrit l'imaginaire xénophobe et raciste. Cet imaginaire tend à réduire les individus à des figures⁷⁶ : le clandestin, le sans-papiers, l'islamiste, voire le voleur de poules.

**Travailleur immigré sous ta couleur et sans tes papiers es-tu toujours un travailleur ?
Ou « Comment apprendre à vivre ensemble ? »**

Poser la question des sans-papiers c'est toujours travailler sur le « comment vivre ensemble », comment se dépêtrer de l'héritage de l'Histoire et ses mensonges. La xénophobie ne fait pas seulement partie de l'histoire du mouvement ouvrier, elle en est une des composantes. La xénophobie est une des formes que prend le conflit social durant tout le XIX^e siècle et une partie du XX^e. Je sais que je ne vais pas me faire que des amis en écrivant cela mais, tout de même, entre 1819 et 1914, c'est plus de 230 « incidents » à caractère xénophobe qui sont officiellement répertoriés⁷⁷. Par « incidents » il faut entendre, émeutes, saccages, massacres, etc.

⁷⁶ Annamaria Rivera : l'imbroglie ethnique éditions Payot Lausanne 2000

⁷⁷ Pour plus de précisions ; on lira avec profit « la France hostile » de Laurent Dornel : Hachette 2004

La France « terre d'accueil » est un mensonge éhonté ; hier les Belges, les Italiens, les Polonais, aujourd'hui les Maliens, les Chinois ou les Tamouls, tous ont vécu et vivent encore des moments terribles d'exclusion, d'humiliation, de négation, cette aliénation extrême, cet exil dont Breyten Breytenbach disait qu'il « était la seule preuve que la mort ne tue pas ». Tous ces hommes morts, sur les os desquels nous jouissons de notre confort, sont la honte des démocraties occidentales.

L'Europe après avoir fait la guerre au monde et, de l'Afrique à l'Asie, l'avoir gagnée, l'Europe repue, l'Europe et ses musées qui témoignent du pillage sans limite de la planète, l'Europe des droits de l'homme pratique le double jeu et rétablit des formes de discrimination qui s'apparentent à l'esclavage.

La résolution de la question des sans-papiers dépend du degré de mobilisation : isolés, les sans-papiers restent impuissants. Pris dans les liens de la solidarité, ils cessent d'être des statistiques et redeviennent des humains. Mais cette solidarité ne sera pérenne et efficace, elle ne pourra s'étendre que si nous faisons nos comptes avec notre histoire et l'origine de notre opulence. L'étranger, le clandestin nous tend un miroir ; que décidons-nous d'y voir ?

Marie-Cécile Plà (janvier 2005)

JEUNES SANS PAPIERS SCOLARISES :L'URGENCE !

Il y a dans ce pays plusieurs milliers de tout jeunes majeurs sans papiers et d'enfants ou d'adolescents menacés d'expulsion parce que leurs parents sont sans papiers. Presque partout où des adultes se préoccupent d'eux, des cas surgissent, souvent pathétiques.

A titre d'exemple (cf. au verso), cinq histoires vraies, parmi des dizaines d'autres, cinq vies de mômes broyées. On ne peut pas laisser faire ! Qui peut enseigner les belles-lettres ou bâtir d'élégantes démonstrations mathématiques devant des élèves promis à l'interpellation, au centre de rétention et à l'expulsion, menottes aux poignets et parfois chaînes aux pieds ?

ON PEUT AGIR, ON PEUT GAGNER, IL LE FAUT !

Quand les jeunes se signalent et que des adultes (personnels, enseignants, parents, militants) et les élèves en âge de le faire se mobilisent et manifestent leur solidarité avec leurs camarades menacés, il y a moyen d'enrayer la machine à broyer les vies :

- En décembre, Madeleine et Hélène élèves du lycée Fernand-Léger d'Ivry ont obtenu des titres de séjour grâce à l'action des enseignants, des parents et de leurs copains.

- Vazile, élève de bac pro au LP Camille Jenatzy (Paris XVIII^e) a été tiré du centre de rétention et a eu des papiers grâce à l'action de ses camarades de classe appuyés par leurs profs et des militants d'Education sans frontières.

Il faut que dans tous les établissements nous fassions savoir aux jeunes, déstabilisés par les menaces qui pèsent sur eux et les difficultés sociales qui s'accumulent sur leurs têtes, quelquefois terrorisés, toujours réticents à parler, que des adultes sont prêts à les aider.

Quel crédit auraient, si ce n'était pas fait, les discours sur les valeurs, la solidarité, la liberté et la responsabilité que l'école est censée inculquer ?

MANIFESTER NOTRE OPPOSITION LE 2 FEVRIER

Le Réseau Education sans Frontières appelle les enseignants, les personnels de l'EN, les parents et les élèves eux-mêmes à encourager les jeunes ayant des problèmes de papiers à se faire connaître.

Il invite les personnels, en particulier ceux de direction, à refuser de dénoncer leurs élèves sans papiers à la police en ne répondant pas aux avis de recherche suspects des inspecteurs d'académie et à refuser de les livrer quand celle-ci tente d'entrer dans les établissements pour les arrêter comme cela se produit de plus en plus souvent (Pau, Bordeaux, Metz, Nantes).

Des délégations se rendront le mercredi 2 février dans les préfectures et les sous-préfectures dont relèvent les établissements où se posent des problèmes.

Ce sera l'occasion de manifester notre solidarité avec les jeunes persécutés pour n'avoir pas de papiers. De dire aux autorités que nous n'acceptons pas le sort fait à ces élèves et moins encore celui auquel ils sont promis.

Et, au-delà, de demander l'abrogation des lois et règlements qui génèrent des situations honteuses. Celles dont il est question au verso. Et celles qui existent dans trop d'établissements et d'écoles.

(...)

Réseau Education Sans Frontières

Réseau des militants, collectifs d'établissements, syndicats et associations
pour l'information et le soutien aux jeunes scolarisés étrangers sans papiers

PETITE CHRONIQUE DES HORREURS DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Khalid, Marocain, 18 ans, élève de Bac pro au LP de Pierrelatte (Drôme). Son père, ouvrier agricole en Ardèche depuis trente ans, avait demandé à la préfecture que sa famille le rejoigne. Refusé : « salaire insuffisant » ! Autrement dit, interdiction de vivre en famille parce que sous-payé. Le symbole d'une société. Malgré cela il avait fait venir son aîné, pour qu'il fasse des études. En novembre, Khalid qui vient d'avoir 18 ans, prévient son prof qu'il sera absent l'après-midi car il est convoqué à la gendarmerie. Il n'est jamais revenu : arrêté, il a été transféré au centre de rétention de Lyon et expulsé. Le père et le fils pleurent de part et d'autre de la Méditerranée.

Maziamo (10 ans) et **Antonio** (20 ans). Ils sont Angolais. Leur père était opposant au régime. Toute leur famille a été massacrée par la police sous leurs yeux. Ils ont pu se réfugier en France. Maziamo est scolarisé en CM1 dans une école à Paris (XIV^e). La préfecture vient d'envoyer une « invitation à quitter le territoire » au frère aîné, le cadet serait confié à la DDASS ! Bien sûr, (et heureusement !) les institutrices de l'école et les parents d'élèves sont révoltés et mènent campagne pour faire régulariser Antonio.

Samuel, 16 ans et demi, orphelin ghanéen, débarqué en France il y a un an et demi. Il se fait prendre à la frontière où il tentait de passer pour rejoindre son frère en Espagne. Mineur, il est placé dans un foyer et scolarisé à Pau. Mais, après une estimation de son âge osseux la police décrète qu'il est majeur. Il est arrêté dans son collège et placé en centre de rétention pendant 30 jours puis, monté de force dans un avion. Il se débat et crie. Il est molesté. Le commandant de bord refuse l'embarquement. Il est alors transféré en prison, à Fleury-Mérogis, d'où il est libéré le 28 décembre à 3 heures du matin, sous la neige.

Pour le moment la mobilisation de ses profs et des syndicats de Pau a empêché l'expulsion. Mais la préfecture s'entête : ce même de 16 ans et demi doit être renvoyé à sa misère natale.

Emilie, Congolaise (14 ans), est arrivée une première fois en France le 25 décembre, où elle devait retrouver son père. Avant d'avoir pu déposer une demande d'asile, elle a été renvoyée deux jours plus tard en Chine, pays par lequel elle avait transité. E. raconte avoir été menottée pendant toute le voyage. Voyage inutile : la Chine l'a refoulée vers Roissy le 29 décembre, où elle a enfin pu déposer une demande d'admission. Malgré cela, la police persiste : elle l'a conduite le 3 janvier à l'ambassade du Congo pour lui faire établir un laissez-passer en vue de son expulsion.

C., Congolais, 14 ans lui aussi. Dès leur naissance son jumeau et lui ont été séparés de leur mère qui a fui le pays et s'est réfugiée en France où elle réside régulièrement. En 1997, c'est la guerre ; grâce à une amie de la famille, le frère de C. rejoint sa mère en France. Il y vit depuis et y est scolarisé. Leur mère n'a eu de cesse de faire venir auprès d'elle son autre fils par le biais d'un rapprochement familial. Refusé. Aujourd'hui, la famille serait sur le point d'être enfin réunie, n'était le refus d'admission opposé à C. et l'intention de la PAF de le renvoyer au Congo.

Ces horreurs ne cesseront pas toutes seules. (...)

35 heures : la droite enlève le fard aux lois Aubry

Les modifications qu'apporte le gouvernement Raffarin aux lois Aubry sur la Réduction du temps de travail (RTT) ne sont pas indolores. Faut-il, pour autant, les comprendre comme une remise en cause radicale de la RTT couleur rose PS ?

Absolument pas. La dite réforme de la droite n'est autre que l'aménagement de certains points des lois Aubry jugés trop rigides par certaines catégories du patronat français. Elle s'inscrit pleinement dans la continuité de cette législation issue du PS qui a encouragé la modération salariale dans les entreprises où elle a été appliquée, accru sensiblement la flexibilité du temps de travail et ouvert la chasse aux temps morts au boulot. Mais revenons aux lois Aubry. A quoi correspondent-elles ?

Il n'y avait jamais eu de grève pour obtenir la RTT, voilà qu'un gouvernement s'engageait à nous l'accorder. C'était louche. Et très vite, tout travailleur conscient en a compris la nature :

La loi fixait l'horaire légal à 35 heures hebdomadaires sur l'année ... tout en introduisant la variabilité des horaires, non plus définis sur une base hebdomadaire mais annualisés ;

Les pauses acquises n'étaient plus comptabilisées comme temps du travail ;

On instituait plusieurs SMIC ;

On donnait davantage de liberté aux entreprises pour négocier des accords spécifiques ;

Le nombre d'heures supplémentaires payées avec un taux majoré diminuait ;

Les patrons recevaient l'autorisation de fixer les dates de congés en fonction des exigences de la production.

Créditées par les plus optimistes d'avoir créé 350 000 emplois nouveaux, en réalité, les deux lois Aubry de 1998 et 2000 n'ont guère permis de résorber le chômage, dont le taux est encore proche du dixième de la population active.

Par delà le mythe entretenu par la gauche bourgeoise, les 35 heures ont servi à soumettre davantage l'utilisation de la force de travail aux impératifs du capital. Et cela au moindre coût. Si les représentants de la gauche du capital avaient annoncé d'emblée toutes ces mesures, certains syndicats (pas la CFDT, qui a été l'un des premiers inspirateurs de la loi) auraient eu du mal à rester si discrets face aux interrogations des travailleurs. En revanche, en mettant en avant le seul argument positif de la réduction du temps de présence au boulot, les syndicats ont eu la partie facile. De plus, la nouvelle loi leur permettait de multiplier les échéances de négociation (leur véritable raison d'être) et d'étendre leur présence sur les lieux de travail.

C'est ainsi qu'on n'a pas eu un mouvement général contre ces lois, mais plutôt des luttes, entreprise par entreprise, pour en obtenir " une meilleure application ". Une multitude d'accords ont été signés par les syndicats. La CFDT s'est affirmée comme la grande gagnante de ce jeu, suivie de près par la CGT et FO, à quasi égalité.

Côté patronal, seuls les petits commerçants et les PME ont traîné des pieds, eux aussi avec succès, car, dans ces secteurs, les 35 heures sauce Aubry n'ont jamais été appliquées. Une fois compris l'esprit et la lettre de ces lois et appris qu'elles allaient leur servir sur un plateau d'argent des jolis avantages pour pas cher, les patrons des grands groupes (à l'exception près d'Edouard Michelin, digne fils de son père) se sont empressés d'obtenir des accords d'entreprise. Les aides de l'Etat et la possibilité de répercuter le coût d'éventuelles baisses d'horaires sur les salaires ont ajouté la fameuse cerise sur le gâteau.

Aujourd'hui, alors que la droite rouvre la querelle des 35 heures, la plus grande partie des sociétés qui comptent dans ce pays, à l'instar de Renault et de Peugeot SA, affirment que les mesures mises en place par les accords d'entreprise existants leur suffisent amplement. Preuve, s'il en est, que cela ne doit pas être bien bon pour les travailleurs

Beaucoup de grandes firmes ont institué d'amples fourchettes horaires, réintégré le travail du samedi dans les horaires normaux, comme chez Renault et Citroën. Au total, quand on y regarde de plus près, la durée effective du travail hebdomadaire est, dans la plupart des cas, plus élevée après l'application des 35 heures signées Aubry qu'avant.

Plus le travail comporte de tâches pénibles et répétitives, davantage on ressent les effets négatifs de cette législation. D'après les sondages, les ouvriers d'usine sont plus mécontents de la RTT que les employés, les techniciens ou les cadres.

Des nouveaux cadeaux aux patrons de PME...

Maintenant, le gouvernement de droite veut revenir sur les maigres avantages de cette législation en jouant du sophisme débile : " Il faut travailler plus pour gagner plus." Comme si, dans la société capitaliste, ceux qui ont le plus de fric étaient ceux qui travaillent le plus ! Alors, exerçant leur rôle institutionnel

d'opposants de Sa Majesté, syndicats et partis de gauche montent au créneau en criant comme des fous, oubliant vite que ce sont eux qui ont conçu et/ou entériné cette attaque à la condition des travailleurs.

Quelles sont donc les modifications que le gouvernement actuel fait adopter ?

Les salariés peuvent accepter volontairement de travailler plus, au-delà du contingent d'heures supplémentaires. Mais le volontariat pour un salarié, c'est quoi ? De plus, la rémunération supplémentaire versée pour ces heures sera définie par le biais d'accords d'entreprise et de branche, avec, pour conséquence, des taux de majoration différents d'une société à l'autre, en fonction du rapport de force à ce moment-là.

On donne la possibilité de céder au patron les jours de RTT et de congés en échange d'une rémunération supplémentaire. Aucune précision n'est donnée sur le taux de cette rémunération, qui lui-même doit être négocié avec les syndicats. Enfin, dans les limites légales européennes (quatre semaines de congés payés), aucune borne n'est établie sur le nombre de jours autorisé à céder chaque année.

On prolonge de trois ans l'autorisation pour les PME de rémunérer les heures supplémentaires avec une majoration plafonnée à 10 % et pas à 25 %. Dans cette catégorie d'entreprises, le rachat des jours de RTT ne va pas nécessiter un accord préalable avec les syndicats. Une entente individuelle entre le salarié soi-disant volontaire et son patron suffira.

Avec les modifications du gouvernement actuel, qu'advient-il de la législation Aubry ? Pour les salariés, il n'en restera que les aspects négatifs liés à l'assouplissement du Code du travail et à la flexibilité. Voilà une démonstration parfaite de la façon dont la gauche du capital et la droite se partagent les tâches pour aggraver les conditions d'exploitation.

Avec les lois Aubry, la gauche a créé des meilleures conditions réglementaires et légales pour que le régime de l'exploitation se renforce dans ce pays. Son action spécifique a consisté à aggraver, au moyen de l'application de sa traditionnelle pommade idéologique, la condition des travailleurs. Les syndicats, y compris ceux qui sont restés discrets lors de l'adoption de ces lois anti-ouvrières, se mobilisent aujourd'hui pour " défendre cet acquis social face aux attaques de la droite ". Pourtant, la droite revenue aux affaires ne fait qu'ôter aux 35 heures à la mode Aubry une partie de leur maquillage rose. Ceux qui ont cru et croient encore que les capitalistes peuvent, gentiment, en l'absence de luttes ouvrières autonomes, satisfaire les revendications, y compris les plus élémentaires, des exploités ne sont que des naïfs dangereux. Dans ce cas, ces gens partagent la responsabilité d'avoir contribué à ouvrir le chemin emprunté aujourd'hui par la droite.

MOUVEMENT COMMUNISTE

Bruxelles-Paris, le 5 février 2005.

Pour toute correspondance écrire (sans autre mention) à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

« Lovers » et « filles des cités »

A propos de l'émission : « Les filles des cités doivent-elles se rebeller ? »

Jean-Luc Delarue fait, sur la France 2, une sévère concurrence à Mireille Dumas sur France 3. Ses émissions sont régulièrement l'occasion de grands déballages « intimes ». Mercredi 24 novembre 2004 son émission *Ça se discute* sur le thème « Les filles des cités doivent-elles se rebeller ? » n'a pas failli à la règle du pathos, mais a touché au moins un point important : celui des libertés individuelles des femmes et des « traditions » dont les multiculturalistes officiels ou honteux sont si friands.

Sur le plateau dix personnes originaires de cités aux quatre coins de la France ont témoigné :

Abdul, jeune homme trentenaire (un « lover », traduisez un mec « cool » qui « s'intéresse aux problèmes des femmes », « essaie de les comprendre » et n'a pas peur de prendre sa copine par la main dans la cité devant tous ses potes),

une comédienne d'origine marocaine (23 ans) qui avait fui sa cité et ses parents à 18 ans car elle « étouffait » dans sa famille et dans sa cité,

une esthéticienne (30 ans, mariée, un enfant) qui avait développé une véritable phobie de sa cité et n'y était retournée que 6 fois en 12 ans pour rendre visite à sa mère qui y habite toujours,

une jeune femme de 25 ans, avec deux petits garçons, et qui a quitté sa famille à 18 ans parce que ses deux frères la battaient et contrôlaient ses fréquentations,

une mère célibataire américaine (2 garçons, 12 et 14 ans) installée dans un quartier populaire de Montpellier depuis quelques années,

une rapeuse (Princesse Agnès),

une jeune femme vivant en cité depuis seulement deux ans avec une colocataire et, qui après s'être fait « tester » par ses voisins, a réussi à régler les conflits par le dialogue,

une « guerrière », 27 ans, mère célibataire d'une petite fille, qui après avoir arrêté ses études et vécu une situation familiale chaotique pendant plusieurs années a passé une maîtrise de psycho,

Samira (21 ans) étudiante au discours très ambigu sur les « provocations » des jeunes femmes qui portaient des strings ou des minijupes. Forte de son décolleté ce jour-là, Samira tenait un double discours sur la pudeur, en digne émule (inconsciente ?) de Tariq Ramadan ;

et Faïza Guène, jeune écrivaine de 19 ans, auteur de *Kiffe, Kiffe, demain*, après avoir suivi pendant six ans des ateliers d'écriture organisés par une association de son quartier, et qui avait une vision idyllique de la liberté des femmes dans les cités.

Fidèle à sa tradition, l'émission n'a pas évité les clichés et les discours en boucle de certaines intervenantes qui mélangeaient ce qu'elles appelaient les « pressions de la cité » avec leurs difficultés personnelles à élever leurs enfants ou simplement à affronter le regard des hommes. L'« animateur » s'interdisant (ou étant incapable) d'aider les jeunes femmes à faire le tri entre leurs sentiments et leurs impressions et idées contradictoires, le débat était assez brouillon mais semblait spontané.

Un point fort intéressant est apparu en filigrane, la question de la pudeur (mot jamais prononcé mais au centre du débat), des tenues « correctes » et du regard inquisiteur des jeunes garçons et des jeunes hommes sur leurs mères (célibataires), leurs sœurs et leurs copines.

La majorité des jeunes filles ou des jeunes femmes présentes sur le plateau étaient en fait résignées : elles trouvaient normal de se soumettre au contrôle d'une minorité (non identifiée clairement sinon par des termes comme « caïds », « petits cons », « branleurs », désignant un petit groupe d'adolescents ou d'adultes) des habitants de la cité sur leur tenue vestimentaire et leur comportement amoureux.

Samira et Abdul considéraient qu'il fallait s'y soumettre par « respect » explicite de la « tradition musulmane » ; la rapeuse Princesse Agnès par « respect des autres cultures » (sans plus préciser lesquelles ni nous informer des limites de ce fameux « respect ») ; l'Américaine parce que, de tempérament conciliateur et prête à sacrifier sa vie de femme à sa vie de mère, elle n'avait pas envie de se battre à la fois contre ses fils qui flippaient et contre les jeunes qui l'insultaient quand elle osait mettre des tenues sexy ; la comédienne fugueuse parce qu'elle avait enfin compris la raison de

l'éducation très stricte de ses parents ; la nouvelle habitante des cités pour ne pas choquer les « coutumes » de ses voisins, etc.

La question du voile n'a pas été abordée une seule fois (le débat avait été soigneusement verrouillé), ni les prescriptions vestimentaires réelles ou supposées de l'islam ni le racisme. Il est difficile de savoir si c'est parce que tous les intervenants avaient été briefés avant l'émission pour éviter tout dérapage raciste ou antimusulman mais en tout cas il en est ressorti une constatation assez claire : aujourd'hui, dans un certain nombre de cités, les femmes et les jeunes filles, quelles que soient leurs origines et leurs convictions, doivent raser les murs, revêtir des tenues passe-partout et avoir des petits copains clandestins et extérieurs à la cité. A la question « Les filles des cités doivent-elles se rebeller ? » la réponse était clairement : NON.

Le seul consensus entre toutes ces femmes (à l'exception de celle qui ne vivait en cité que depuis deux ans et détestait toute forme d'agressivité verbale) semblait être la nécessité de savoir répondre du tac au tac à toutes les calomnies et insultes, de façon à protéger sa « réputation » - mot clé, mot magique qui semblait au centre de toutes les préoccupations.

A part la « guerrière » et l'esthéticienne phobique, personne n'a trouvé inadmissible qu'au XXI^e siècle des jeunes filles et des femmes soient forcées d'obéir aux diktats d'une poignée d'ados et d'adultes des cavernes. Et personne, ni Jean-Claude Delarue, ni l'invitée censée résumer l'essence du débat (une journaliste du magazine *Elle*) n'a su ou n'a voulu formuler clairement qu'on se trouvait face à une véritable privation de liberté, à une violation des droits des femmes au nom d'un prétendu « respect » des traditions, des lois de la cité, des règles de bon voisinage et autres prétextes fallacieux.

Dans la mesure où aucun des intervenants n'appartenait à une formation politique ou une association estampillée « politiquement correcte », cette émission a eu au moins le mérite (involontaire) de nous épargner la langue de bois et les leçons creuses de morale citoyenne, mais aussi de montrer l'accentuation de la coupure entre des quartiers où les jeunes filles et les femmes s'habillent et se comportent comme elles le veulent dans l'espace public, et d'autres quartiers où de petites minorités de jeunes mâles font régner la « loi du village » : celle du contrôle de tous les êtres de sexe féminin de 7 à 77 ans.

Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi la droite ose se revendiquer aujourd'hui du féminisme, pourquoi le PS a fait une OPA sur Ni putes ni soumises et pourquoi la lutte contre le port du hijab brouille les frontières entre la droite et la gauche, comme l'a fait la présence de Le Pen au second tour en avril 2002.

Il est à craindre que, grâce au multiculturalisme de gauche et d'extrême gauche qui introduit une confusion supplémentaire, une question démocratique élémentaire comme celle de la liberté des femmes soit encore confisquée par les politiciens professionnels et des féministes carriéristes de tout poil qui se garderont bien d'inciter les « filles » des cités, ou d'ailleurs, à se révolter.

Y.C.

25/11/2004

Critiques de livres

Anna Laura Braghetti et Paola Tavella

Le Prisonnier – 55 jours avec Aldo Moro

Denoël, 1999, traduit par C. Galli

Anna Laura Braghetti a été l'une des « gardiennes » d'Aldo Moro pendant ses 55 jours de détention entre les mains des Brigades rouges mais elle a aussi participé directement ou indirectement à l'assassinat d'un certain nombre de personnes.

Condamnée à perpétuité, elle vit aujourd'hui en semi-liberté, c'est-à-dire qu'elle travaille normalement le jour mais sait qu'elle dormira en prison jusqu'à la fin de sa vie.

La valeur exceptionnelle de ce livre tient à quatre points :

- Anna Laura Braghetti nous restitue bien le contexte politique de l'époque qui permet de comprendre en partie l'action des BR, la proximité entre les BR et la base du Parti communiste italien, l'impact réel de leurs actions, la volonté commune de la Démocratie chrétienne et du Parti communiste de sacrifier Moro, et.

- Anna Laura n'a dénoncé personne pour sauver sa peau. Ce n'est donc ni une « repentie », ni une « dissociée » pour reprendre le vocabulaire instauré par les juristes italiens depuis les « années de plomb » afin de désigner les grands ou les petits délateurs qui marchandent une réduction de peine en échange de renseignements.

- Anna Laura était une militante de base, pas une théoricienne, son témoignage vécu a donc une plus grande valeur d'identification. « N'importe qui », animé par des idées révolutionnaires, aurait pu ou pourrait se retrouver dans sa situation. Ce livre, en décrivant de façon très concrète et prosaïque, le quotidien d'une terroriste d'extrême gauche va à l'essentiel.

- Enfin Anna Laura, sans se perdre dans de grandes explications ou justifications théoriques, a parfaitement compris le principal problème des BR :

« Je n'étais pas en mesure alors de soutenir politiquement ma position, de démontrer combien, de manière absolument troublante, la rigidité de l'Etat et la nôtre était similaires et se renvoyaient de l'une à l'autre. Nous aurions dû faire un écart, nous placer dans une position différente, être une alternative dans les faits, dès le début, si nous voulions une autre société. Nous devons nous placer à un autre niveau, prouver que nous étions meilleurs, et non imiter l'incapacité de la Démocratie chrétienne, du Parti communiste italien et du gouvernement à se retirer de la scène. Les révolutionnaires ont le devoir d'être clairvoyants. » (p. 185) (Les passages soulignés le sont par nous.)

Jacques Wajnszejn et Michel se demandent tous deux dans ce numéro en quoi une morale révolutionnaire peut être différente. La citation précédente d'Anna Laura Braghetti leur répond très bien, tout comme ce qu'elle écrit dans un autre passage du livre :

« Pour tuer quelqu'un qui ne vous a rien fait, que vous ne connaissez pas, que vous ne haïssez pas, vous devez mettre de côté toute pitié humaine, dans un coin obscur et clos, et ne plus jamais passer par là en pensée. Il est nécessaire d'éviter les sentiments, quels qu'ils soient, sinon l'horreur émerge, accompagnée de toutes les autres émotions. Maintenant, je laisse tout cela suivre son chemin, et je suis traversée par une vague de douleur effrayante, qui n'est autre que la conscience d'avoir tué un homme de mes mains. »

On peut juxtaposer cette intéressante citation avec une autre à propos des intellos et des « militaros » des BR :

« Des hommes comme Prospero, comme Mario, possédaient une culture politique élaborée au cours des luttes prolétaires, mais nullement une mentalité militaire. D'autres parmi nous, au contraire croyaient avant tout au pouvoir des armes qu'ils avaient toujours à la main, leur faisaient confiance, les appréciaient, étaient sans cesse en train de les nettoyer, les démonter ou les remonter. Et ce sont ceux-là qui ont cédé les premiers quand ils ont jugé que la partie était perdue militairement. Ce sont ceux-là qui ont cherché une voie individuelle pour se tirer d'affaire, sans même se retourner pour voir qui ils allaient laisser derrière eux, impliquant les jeunes qu'ils avaient eux-mêmes poussés à s'engager dans la lutte armée, les prête-noms d'appartements utilisés pour des actions modestes, pour des initiatives marginales, ceux qui furent par la suite condamnés à des siècles d'enfermement sans qu'ils prononcent jamais le moindre nom ou la plus petite adresse en échange d'une remise de peine. »

Un livre à lire et à relire donc, tant il est riche d'enseignements. (Y.C.)

Les quatre critiques de livres qui suivent sont extraites de l'émission « Le monde comme il va » sur Alternantes. Merci à Patsy de nous avoir autorisés à les reproduire dans cette revue !

E-mail : patsy-alternantes@internetdown.org. **Adresse postale :** Alternantes FM 19, rue de Nancy BP 31605 44316 Nantes cedex 03.

Nicolas Balutet : *La montée du militarisme en Espagne – D'une dictature à l'autre (1923-1939)*, Editions L'Harmattan

Lorsque la crise s'empare d'un pays, que les tensions grandissent et les dissensions apparaissent irréductibles, la tentation est grande de rechercher l'homme, évidemment providentiel, capable par sa stature, son rang, de remettre un peu d'ordre dans le chaos. En France, le maréchal Pétain fut un temps cet homme providentiel pour la majorité de nos parents et grands-parents ; en 1958, c'est De Gaulle, un Général, qui mit fin à sa traversée du désert pour « sauver la République ». Aurait-on affaire là à un syndrome typiquement français ? Evidemment pas : sur tous les continents, l'armée a été amenée à jouer un rôle directement politique et ce n'est qu'avec l'affermissement des démocraties bourgeoises que les militaires ont été contenus dans leurs casernes. De la même façon, nous avons tendance à penser que les forces armées sont aux ordres du groupe dominant et n'interviennent que pour le sauver de la débâcle. Si l'idée n'est pas fausse, elle nous fait oublier que, souvent, ces militaires faisant irruption sur la scène politique sont allés au-delà : ils avaient des idées plus ou moins claires sur la façon dont la nation devait être gouvernée, sur sa stratégie internationale, etc. Souvenons-nous de Thomas Sankara ou de Mustafa Kemal Ataturk !

De l'autre côté des Pyrénées, on fit souvent recours à l'armée pour régler les querelles partisans et les conflits de classe. C'est elle qui mit fin par exemple en 1874 à la première République fédérale démocratique d'Espagne. C'est encore à elle que le roi Alphonse XIII fait appel pour sortir le pays du chaos en 1923. C'est cette histoire que nous raconte Nicolas Balutet dans *La montée du militarisme en Espagne* publié par L'Harmattan.

L'Espagne du début des années 1920 est un pays secoué par une crise multiforme : la classe politique est corrompue et incapable ; dans les campagnes, les caciques font régner l'ordre ; les élections sont des simulacres ; dans les usines, la colère gronde et les syndicalistes sont de plus en plus nombreux et actifs ; quant à l'armée, elle s'avère incapable de mettre fin à la rébellion d'Abd-el-Krim au Maroc. S'offre au roi Alphonse XIII une alternative : réformer la Constitution et les habitus politiques afin de permettre aux forces de gauche de s'intégrer au jeu parlementaire ou faire appel à un homme providentiel. La bourgeoisie et les grands propriétaires terriens étant favorables à une option militaire temporaire, Alphonse XIII se range à leur avis.

Cet homme providentiel a pour nom Miguel Primo de Rivera. Ce n'est pas un inconnu. A Barcelone, il s'est fait connaître par sa dureté envers les milieux révolutionnaires et pour ses prises de position en faveur de l'autonomie de la Catalogne. Il considère que l'Espagne est un pays malade, que les querelles de partis en sont responsables, et qu'il convient donc de la « régénérer » en mettant fin à la période de la Restauration.

Le voici donc, en septembre 1923, à la tête d'un directoire militaire pour, dit-il, quelques jours, le temps que « le peuple désigne les civils capables de gouverner, en dehors, bien entendu, de ceux qui appartiennent à la classe politique ». Le court intérim durera en fait un septennat ; un septennat durant lequel Primo de Rivera va militariser la société espagnole. Alphonse XIII en est pour ses frais : lui qui entendait court-circuiter les Cortès, l'Assemblée nationale espagnole, en gouvernant en sous-main, se retrouve avec un putschiste qui entend réellement diriger le pays !

Le programme de Primo de Rivera est d'ailleurs intéressant à détailler : d'un côté il lance une politique de grands travaux (électrification, irrigation, modernisation des structures économiques, développement du réseau routier) et fait adopter quelques lois sociales susceptibles d'empêcher la radicalisation politique de la classe ouvrière (cela lui fit gagner le soutien des socialistes espagnols) ; de l'autre, son pouvoir se caractérise, nous dit Nicolas Balutet, « par la totale mainmise de l'armée sur la société espagnole à tel point que, peu à peu, la population s'habitua à la présence de troupes dans les campagnes et les villes et finit par considérer les militaires comme les seuls garants de la normalité politique et institutionnelle ». Au nom de l'ordre et de la sécurité, on censure la presse, on interdit le Parti communiste espagnol et le syndicat anarcho-syndicaliste CNT,

on s'en prend aux intellectuels et on organise des milices civiles de petits-bourgeois chargées de faire la chasse aux révolutionnaires.

Primo de Rivera ne fait pas l'unanimité, y compris dans une armée déchirée entre « africanistes » et « péninsulaires ». Les « africanistes » reprochent aux seconds d'être des bureaucrates, des militaires de salon et de vouloir lâcher le Maroc ; les « péninsulaires », pour beaucoup, ont le sentiment qu'une entente avec les Marocains est préférable à un enlèvement qui coûte cher en hommes et en argent.

Finalement, la guerre du Rif tourne à l'avantage des troupes coloniales quand Abd-el-Krim s'attaque à l'armée française en 1925. Le rebelle kabyle ne peut que s'incliner devant la riposte conjuguée des deux armées. Primo de Rivera, qui a pris la tête du corps expéditionnaire espagnol, sort grandi de ce conflit... tout comme les troupes coloniales et un certain général de brigade nommé Francisco Franco.

L'euphorie dure peu de temps. En 1930, malade, fatigué par les découvertes récurrentes de complots militaires contre lui, et assuré de ne plus être soutenu par la haute hiérarchie militaire, Primo de Rivera démissionne.

Pour le remplacer, Alphonse XIII fait appel à un autre militaire, le général Damaso Berenguer, pour défendre la monarchie. Or celle-ci est condamnée : beaucoup de civils et de jeunes officiers, ne veulent plus de ce système figé dans lequel règne les coteries et le clientélisme ; quant à l'état-major, il est monarchiste mais sent parfaitement que le régime est au bout du rouleau. Entre grève générale et soulèvement militaire, le pouvoir chancelle si fortement qu'Alphonse XIII convoque à la hâte des élections municipales en avril 1931. Le scrutin est sans appel : si les campagnes, contrôlées par les caciques, demeurent monarchistes, les villes, elles, sont en grande majorité républicaines !

Alphonse XIII, désavoué, quitte le pays et, le 14 avril 1931, la Deuxième République est officiellement proclamée.

Ce changement de régime n'amène pas la stabilité, bien au contraire. La réforme agraire irrite les latifundistes, la hausse des salaires déplaît aux industriels, les projets d'autonomie qui émergent en Catalogne et au pays Basque font s'insurger la droite, la volonté de laïciser l'Etat et l'Ecole inquiète tous ceux qui considèrent que l'Espagne est catholique avant tout ; quant à la réforme d'une armée pléthorique qui compte un officier pour cinq soldats et que le régime espère purger de ses éléments monarchistes, elle ne peut que provoquer des dissensions internes. Attaqué par la droite qui l'accuse de tous les maux et par une fraction de l'armée qui accepte mal de ne plus jouer de rôle politique, le nouveau régime fait face également aux militants ouvriers et paysans révolutionnaires pour qui la Révolution est à l'ordre du jour et non la Réforme.

Les années 1930-1933 sont des années de troubles et de violences où l'on voit monter en puissance à la fois les courants anticapitalistes et réactionnaires. L'arrivée de la droite au pouvoir en 1933 n'y change rien : en défaisant les réformes sociales et politiques engagées précédemment, elle radicalise les oppositions. Et quand les Asturies et la Catalogne s'enflamment en 1934, elle comprend bien vite que son salut viendra de l'armée, mais d'une armée remise entre les mains des officiers conservateurs, c'est-à-dire fermement catholiques et anti-socialistes. La répression qui s'en suit est féroce : un millier de morts, 3 000 blessés, plus de 15 000 personnes arrêtées dont beaucoup sont torturées.

La polarisation de la société espagnole est telle que la victoire du Front populaire, sur un programme des plus modérés, ne peut que provoquer une riposte de la faction la plus conservatrice des militaires appuyée par les monarchistes, la droite et l'extrême droite, les fameuses phalanges dirigées par José Antonio Primo de Rivera, le fils de l'ancien dictateur.

La suite, vous la connaissez : c'est une Histoire sanglante, terrible et magnifique à la fois, ce sont Guernica, les Brigades internationales, les collectivités agraires anarchistes, le visage de Durutti, Madrid assiégé, puis l'exode, l'internement dans les camps de concentration du pays des droits de l'homme et l'arrogance du Caudillo.

Durant la plus grande partie du XIX^e siècle, la vie politique espagnole fut marquée par une longue liste de pronunciamientos. Ces coups d'Etat, comme celui qui mit fin à l'expérience de la Première République, mettaient un coup d'arrêt temporaire aux crises politiques opposant deux fractions de la bourgeoisie, l'une conservatrice, l'autre libérale. En mettant au point son système de la Restauration en 1874, Antonio Canovas del Castillo, un conservateur, avait une idée en tête : pacifier les relations entre libéraux et conservateurs en permettant l'alternance politique ; or, pour ce faire, il fallait maintenir dans ses casernes l'appareil militaire. Ce système marcha 50 ans et « il fallut attendre l'enlèvement économique, politique et social de 1917 et les 6 années d'agonie qui suivirent pour que l'armée reprît un rôle de premier plan ». Un rôle qu'elle gardera jusqu'à la mort de Franco en 1975.

Conclusion

Si la lecture de ce petit livre ne vous suffit pas, lisez alors *Le labyrinthe espagnol – Origines sociales et politiques de la Guerre civile* de Gérald Brenan, ouvrage paru dans les années 1980 en France et qui fait encore, à ma connaissance, référence.

Patsy

Corinne Maier, *Bonjour paresse - De l'art et de la nécessité d'en faire le moins possible en entreprise*, Editions Michalon, 2004.

« Bonjour paresse - De l'art et de la nécessité d'en faire le moins possible en entreprise » : tel est le titre du pamphlet que nous offre Corinne Maier, économiste de formation, salariée d'EDF, mais surtout passionnée de psychanalyse et d'écriture. En une centaine de pages, Corinne Maier dépeint l'univers de la grande entreprise, rayon « cadres »... Et c'est jubilatoire ! Oubliez les tirades de Bernard Tapie avant-hier, de Messier hier et du baron Seillière aujourd'hui ! Oubliez les discours ronflants sur l'entreprise, lieu de l'épanouissement personnel, les discours sur les « challenges » à relever et tout ce qui les accompagne : motivation personnelle, flexibilité, souplesse, employabilité, etc. Bref, prenez le discours actuel sur l'entreprise pour ce qu'il est : de l'idéologie, chargée de nous faire prendre des vessies pour des lanternes !

« Nous ne parlons pas pour dire quelque chose, mais pour obtenir un certain effet », disait Goebbels qui s'y connaissait dans l'art de manipuler les foules. Le monde de l'entreprise est le monde de la novlangue nous dit Corinne Maier : les sigles et les néologismes s'entrechoquent en un fatras incompréhensible pour le commun des mortels (et c'est le but recherché) ; et quand cela ne suffit pas, autant angliciser son propos : si vous surprenez un manager en train de dire « Je fais le follow-up du merging project avec un coach ; je checke le downsizing », cela signifie simplement qu'il est en train de mettre en place un plan social ! Bref, « lorsque les termes français ont des connotations tellement négatives qu'ils en deviennent inutilisables, l'anglais s'impose comme un cache-misère bien pratique ».

Dans l'entreprise décrite par Corinne Maier, le mensonge est une vertu. Pour réussir, il faut donner le change, adhérer aux valeurs de l'entreprise, ce « micropatriotisme » de pacotille.

Aux Etats-Unis, parler d'argent n'est pas tabou. Dans l'Hexagone, si. Affirmer qu'on travaille, non pour réaliser son Moi profond, mais pour le chèque mensuel, cela fait mauvais genre. C'est peut-être pour cela que l'éthique s'en mêle : « L'éthique, ce mot-lessive, est utilisé à tout instant pour laver les consciences sans frotter. » L'entreprise devient citoyenne, le développement évidemment durable et les placements boursiers...éthiques.

Trêve de plaisanterie. L'économie est une chose sérieuse, la concurrence est exacerbée... en un mot comme en cent, c'est la guerre ! Et pour gagner la guerre, autant se doter d'une bonne stratégie. Ah la stratégie ! Jean-Marie Messier pourrait vous en parler longuement ! Des consultants sont payés évidemment fort cher pour rédiger des rapports évidemment illisibles destinés à finir pour la plupart au fond d'un tiroir. Je ne résiste pas à l'envie de vous citer l'extrait d'un rapport d'Edf : « Rester leader implique de sécuriser le sourcing et/ou le positionnement du groupe sur le midstream gazier, de même qu'identifier un mix/portefeuille de production optimal en fonction du mass market. Cela nous éloigne du modèle pure player qui nous avait conduits à définir une offre package. En interne, le pilotage corporate doit être réalisé de façon volontariste à la maille interbranche grâce aux remontées bottom up. Les missionnements PMT seront définis en référence aux gaps entre l'image consolidée et la cible 2006. » Vous n'avez rien compris ? C'est normal. Comme le dit trivialement Corinne Maier : « Ça vaut son pesant de boudin » !

Corinne Maier n'y va pas avec le dos de la cuillère quand elle décrit avec férocité le petit monde des cadres qui l'entourent. Le cadre moyen est un « petit homme » sur lequel Wilhem Reich aurait pu s'époumoner encore et encore. Le cadre moyen est un homme blanc hétérosexuel, issu des classes moyennes, d'un grand conformisme ; il est de surcroît, selon l'auteur, « complètement inculte, ce qui n'a rien pour nous surprendre, tellement l'univers dans lequel il évolue est indigent ». Ce cadre-là n'encadre pas. Celui qui encadre, c'est le manager, alias le « catalyseur », le « visionnaire », voire, pour les plus poètes, le « donneur de souffle ». Ce manager est bien sûr toujours overbooké. Ne disposant pas du temps nécessaire à se cultiver, l'entreprise lui offre de temps en temps et à grands frais quelques séminaires, histoire qu'il muscle son intellect, en espérant qu'il saura conserver en mémoire quelques citations à placer judicieusement dans la conversation.

Sans pitié, Corinne Maier nous assène cette vérité : « nous sommes managés par des *homo economicus cretinus*, forme la plus aboutie et la plus répandue de l'homme nouveau engendré par l'entreprise ». A leurs côtés, on trouve l'ingénieur qui rêve d'un monde de machines fonctionnant à la perfection, c'est-à-dire sans les maudites interventions humaines qui

les détraquent et les commerciaux, « ces crétins prétentieux convaincus que tout s'achète et tout se vend ». Et n'oublions pas l'inévitable coach et l'incontournable consultant qui « adore inventer des solutions qui vont de soi comme suggérer des économies quand les résultats sont mauvais, ou conseiller une diversification à une entreprise qui gagne de l'argent. »

Bref, vous l'aurez compris, la charge de Corinne Maier se fait au vitriol et chacun en prend pour son grade. Nous connaissons tous autour de nous des cadres qui ne foutent rien, qui brassent de l'air, bouffis de suffisance, d'arrogance et de conformisme. Et, of course, je parie que la plupart des cadres qui liront ce livre reconnaîtront plus facilement leur voisin de bureau qu'eux-mêmes. Alors, que faire pour changer tout cela ? Rien ! « Inutile de vouloir changer le système, s'y opposer c'est le renforcer ; le contester, c'est le faire exister avec plus de consistance » écrit-elle. A la lutte, elle nous convie, avec cynisme, à préférer des stratégies de fuite individuelle : en faire le moins possible, se glisser dans les postes les moins exposés (les planques ou les placards), se constituer un réseau dans l'entreprise afin d'éviter le licenciement en cas de restructuration, etc... C'est en cela que la conclusion de ce pamphlet m'irrite, et pas qu'un peu. S'opposer à un système ne le renforce pas. Cela l'oblige à des compromis, à des concessions, à renégocier les termes de la domination entre « ceux qui ont » et « ceux qui n'ont pas ou peu » ; cela l'oblige à entamer un nouveau processus de légitimation.

Contester un système ne lui donne pas plus de consistance. La plupart des salariés ne sont pas dupes. Ils vivent dans leur chair la « consistance » dudit système : les médecins du travail peuvent en témoigner, eux qui voient défiler sous leurs yeux des travailleurs usés physiquement, mal dans leur peau, atteints psychologiquement par les pratiques développées par le management dit moderne. Ce n'est pas par la fuite individuelle que les salariés ont vu durant des décennies leurs salaires augmenter et leurs conditions de travail s'améliorer. C'est par la lutte, au quotidien, avec ses victoires et ses défaites, ses joies, ses insatisfactions, ses frustrations.

Qu'elle le veuille ou non, qu'elle soit une salariée pleine d'allant ou paresseuse, Corinne Maier est dans le système et en profite : ce faisant, elle le légitime ; et elle le légitime d'autant plus en ne le contestant pas. Elle a beau dire à ses collègues cadres moyens de traiter avec cordialité les salariés précaires car « ce sont les seuls à travailler vraiment », je ne pense pas que ceux-ci aient besoin de charité... Corinne Maier fait partie de ces classes moyennes « éclairées » chez lesquelles le cynisme et l'individualisme ont pris la place de l'appel à la Révolution et de l'engagement collectif. En ce sens, sa lecture ravira certainement beaucoup de salariés installés socialement et sans illusion quant à l'arrivée imminente du *Matin du Grand soir*, qui votent à gauche sans illusion et consomment « équitable » par solidarité avec les plus pauvres.

Ces classes moyennes éclairées sont évidemment beaucoup moins antipathiques que leurs coreligionnaires abrutis de consommation, de suffisance et de mépris pour les classes subalternes. Mais qu'elles soient rétives à l'idéologie dominante ou qu'elles en soient imbibées jusqu'à l'os, ces classes moyennes, pour reprendre les mots du sociologue Alain Accardo, « n'ont pas vocation à combattre la domination sociale mais au contraire à y participer pour aider à son accomplissement et en tirer quelques bénéfices pour leur part. » Or ces classes moyennes, du fait de leur poids numérique, social et culturel, sont devenues le « vecteur potentiel du changement social » (Alain Accardo) en lieu et place d'un prolétariat maltraité et déboussolé par les nouvelles formes d'organisation scientifique du travail et la fin du communisme. Et c'est peut-être pour cela que notre monde est aussi peu affriolant.

N'en concluez pas qu'il ne faut pas lire ce pamphlet, souvent impertinent et drôle. Bien au contraire, lisez-le comme l'une des formes que peut prendre la critique sociale en ce début de XXI^e siècle.

P.S. : Je vous conseille la lecture de l'excellent livre de Alain Accardo : *Le petit-bourgeois gentilhomme - La moyennisation de la société*, publié par les Editions Labor en 2003.

Patsy

Nicole Guétin, *Etats-Unis : l'imposture messianique*, éditions L'Harmattan.

« Pour un observateur étranger, l'interférence du religieux dans le discours politique aux Etats-Unis est un sujet d'étonnement intarissable. » C'est par ces mots que s'ouvre le livre de Nicole Guétin, *Etats-Unis : l'imposture messianique* publié par L'Harmattan.

Tout commence dans la « vieille Europe » au milieu du XVI^e siècle. L'heure est à la guerre de religion entre catholiques et protestants en France. En Angleterre, la situation s'envenime lorsqu'à la reine catholique, Marie Tudor, succède Elizabeth I^{re}. Celle-ci instaure rapidement une religion d'Etat, l'anglicanisme. Or pour les calvinistes les plus radicaux, cette réforme n'est pas assez stricte, ne rompt pas suffisamment avec le catholicisme. Il s'ensuit des décennies de luttes et de persécutions.

Pour vivre pleinement leur foi, certains puritains font le choix de quitter l'Angleterre pour le Nouveau Monde en se mêlant aux colons. Bien que se disant fidèles à une Angleterre finalement convertie au puritanisme au milieu du XVII^e siècle, ils ne tardent pas à se heurter aux autorités et au puritanisme « officiel », d'où l'éclosion ou l'affirmation de multiples sectes protestantes (baptisme, méthodisme, unitarisme) mais aussi, plus tard, l'émergence de penseurs singuliers tels Henry David Thoreau qui, à l'instar d'un Tolstoï, entendait « libérer l'homme de toute forme de tutelle ». Nombre de ces puritains migrants se considèrent comme le « Peuple élu », chargé d'établir dans leur exil américain une société idéale et conforme aux desseins de Dieu.

Le poète Walt Whitman considère ainsi que les Etats-Unis ont pour mission « de produire une nouvelle race d'hommes et de femmes, optimistes, sains, tolérants et libres, pour devenir la nation de la Paix sous l'égide féminine des mères, des filles, des sœurs et des épouses ». Vaste mission !

Le nationalisme américain naît ainsi sur un terreau culturel imprégné de religiosité. Et c'est au nom de la religion et d'une « certaine idée de la Nation » et de sa destinée que les élites américaines vont mener une politique expansionniste agressive tout au long du XIX^e siècle :

- c'est le cas de la Floride arrachée aux Espagnols et aux Indiens sous prétexte que la Terre appartient à ceux qui la cultivent ;

- c'est le cas du Texas, possession mexicaine sur laquelle s'étaient établis des colons américains avec l'accord des autorités mexicaines à la condition de se convertir au catholicisme et de ne pas pratiquer l'esclavage. Certains s'y refusèrent, entrèrent en guerre contre l'armée mexicaine et proclamèrent la République indépendante du Texas.

- C'est encore celui de la Californie qu'il fallait arracher des mains d'un « Mexique indolent » pour les remettre entre celles d'un « peuple qui l'exploitera pour répandre les bénédictions divines sur l'Humanité » (*New York Herald*).

- Quant aux justifications avancées pour chasser les Espagnols de Cuba, elles mêleront à la fois arguments économiques et religieux, nécessité de sauvegarder les intérêts américains au nom de la Volonté divine, de la liberté et de la Civilisation, cela va de soi.

L'impérialisme américain, ou plus largement, la politique extérieure états-unienne, se distinguerait donc du colonialisme français ou britannique par son messianisme : « l'idée de "peuple élu", écrit Nicole Guétin, reste le ciment qui soude les consciences individuelles en une conscience collective (...). L'idée d'un destin privilégié semble donc toujours vivante, endormie dans le tréfonds de la conscience américaine et il suffit d'une occasion touchant à la religion, au nationalisme, à la défense de la démocratie ou à la mission quasi sacrée de l'Amérique pour la réveiller ». Pour l'auteure, « les enjeux économiques et politiques, bien qu'indéniables, semblent ne former que l'arrière plan des véritables desseins gouvernementaux. Les desseins hégémoniques des Etats-Unis s'inscrivent sans doute au-delà des frontières et d'un impérialisme conquérant, dans une sphère pseudo-religieuse ».

C'est sur ce point que je prendrai un peu mes distances avec Nicole Guétin. Sans nier la montée en force des courants fondamentalistes chrétiens américains, sans oublier les continuelles références à Dieu qui peuplent les interventions d'un Bush ou d'un Kerry, je persiste à penser que les « desseins hégémoniques » de l'hyper-puissance américaine tiennent plus à la volonté de domination économique de leurs élites qu'à leur volonté d'instaurer le Royaume de Dieu sur Terre : les membres de l'administration Bush et du lobby militaro-industriel ne sont pas des missionnaires, mais des hommes d'affaires qui font de la politique et des politiciens qui font des affaires avant tout.

Je renvoie pour cela, liste ô combien non exhaustive, à *Nous le peuple des Etats-Unis* de Howard Zinn, aux nombreux travaux de Noam Chomsky, à *Guerre et mondialisation* de Michel Chossudovsky, à *L'Industrie du mensonge* de Stauber et Rampton ou, encore, aux travaux de Nicos Poulantzas dans *Pouvoir politique et classes sociales*.

Chaque classe produit sa propre idéologie et ses propres idéologues, et l'intérêt de la classe dominante est de donner à ses pensées la forme de l'universalité, seule forme capable de cimenter un édifice social fait de classes aux intérêts antagoniques. Et c'est toujours au nom de la Liberté, de la Justice, de la Civilisation, du Bien contre le Mal que les élites envoient les gueux s'étriper, jamais au nom de « choses » aussi triviales que « parts de marché », « taux de profit », « concurrence » et « marché libre ».

Patsy

Howard Zinn *Nous le peuple des Etats-Unis*, (Essais sur la liberté d'expression et l'anticommunisme, le gouvernement représentatif et la justice économique, les guerres justes, la violence et la nature humaine), Editions Agone

Howard Zinn fait partie de ces intellectuels qui écrivent pour être lus par le grand nombre. Il écrit de façon très claire et limpide, sans jargon ni préciosité. Croyez-moi, c'est une qualité plutôt rare dans ce milieu où les désaccords se règlent à coups de citations et de formulations pédantes et absconses.

Autre intérêt du livre : son aspect autobiographique. Certes, nous avons affaire à des essais politiques, mais Howard Zinn en profite pour y intégrer des éléments de sa biographie, celle d'un jeune soldat noyant Ratisbonne sous les bombes pendant la Seconde Guerre mondiale, ou celle d'un jeune professeur actif dans la lutte des Noirs américains pour les droits civiques.

Ce livre se compose de neuf chapitres qui sont autant d'armes à même de dessiller les yeux de tous ceux qui, de nationalité américaine ou pas, considèrent que le Nouveau Monde est la terre de tous les possibles et de la Liberté individuelle. C'est à l'idéologie dominante et au « sens commun » que Howard Zinn s'en prend.

Il rappelle ainsi que la « Constitution fut conçue par 55 hommes, tous blancs et pour la plupart fortunés, qui représentaient une élite spécifique de la nouvelle nation », une bourgeoisie ayant des intérêts particuliers et qui, pour les faire valoir, fit ce qui fit notre bourgeoisie deux décennies plus tard : se présenter comme l'incarnation du peuple pour lequel elle n'avait que mépris. Le plus proche conseiller de Georges Washington, Alexander Hamilton, écrivit ainsi : « Toute communauté se compose d'une élite et de la multitude. La première est formée des riches et des gens bien nés, et la seconde de la masse du peuple. (...) Il faut donc concéder à l'élite un rôle spécifique et stable dans le gouvernement des affaires. » On en saurait mieux s'exprimer...

Il fait également un sort au si célèbre Premier Amendement sur la liberté d'expression. Liberté surveillée devrait-on dire car, comme tout Etat, les Etats-Unis ont su rappeler à l'ordre celles et ceux qui oubliaient qu'aucun Etat ne saurait admettre que la liberté d'expression nuise à l'ordre public : à la fin du XVIII^e siècle, on s'en prit aux étrangers, notamment français, susceptibles par leurs propos de semer les graines de l'athéisme ; l'histoire du mouvement ouvrier américain est marquée par de longues vagues de répressions, de bastonnades et de meurtres ; après 1945, on s'en prit aux communistes avec le maccarthysme, aux Noirs révoltés avec le plan Cointelpro ; et aujourd'hui, au nom de l'antiterrorisme, on fait peser sur tous les opposants à la politique de Georges W. Bush une nouvelle épée de Damoclès.

Comme le souligne si bien Howard Zinn : « les lois répressives n'ont pas besoin d'être appliquées à un grand nombre de personnes pour créer une atmosphère dans laquelle les esprits potentiellement critiques à l'égard du gouvernement hésitent à s'exprimer. »

Il rappelle enfin qu'au pays de la libre entreprise, de l'individualisme acharné et de la société du risque, « le dogme du laissez-faire est exclusivement réservé aux pauvres alors que les riches bénéficient pleinement de l'interventionnisme gouvernemental ».

Mais ces neuf chapitres n'ont pas seulement pour but de réveiller les consciences sociales engourdies par des décennies de bipartisme et de consumérisme. Tout au long des pages, Howard Zinn rappelle à ses concitoyens les grands combats que menèrent leurs aïeux : « Nulle constitution, nulle déclaration de droits, nul système électoral, nulle loi ne peuvent garantir la paix, la justice et l'égalité, écrit-il. Tout cela exige un combat permanent, des débats incessants impliquant l'ensemble des citoyens et un nombre infini d'organisations et de mouvements qui imposent leur pression sur tous les systèmes établis. »

Imposer leur pression ? Qu'entend-il par là ? Révolutionner le parti démocrate, se constituer en lobbies puissants ? Non. Howard Zinn, de par ses convictions politiques et son expérience militante, est un farouche défenseur de l'action

directe : une action directe non violente qui s'exprimerait par « la grève, le boycott, le refus de coopérer, la manifestation de masse et le sabotage autant que par les appels à la prise de conscience au niveau mondial et individuel des groupes opprimés qui pourraient ainsi se défaire de leurs chaînes » ; une action directe entreprise par « des collectifs d'individus engagés, acceptant collectivement de faire des sacrifices et de prendre de nombreux risques au service d'une juste cause » : « Ceux qui ont fait cette expérience, écrit-il, savent que, contrairement au simple acte de voter, s'inscrire collectivement dans un grand mouvement en faveur de la justice sociale ne donne pas seulement vie à la démocratie mais également à ceux qui se sont engagés. »

Nous touchons peut-être là au cœur du message qu'entend délivrer Howard Zinn. Dans cet ouvrage, il ne se fait pas idéologue : il cite fort peu, n'invoque aucun grand nom, ne se laisse pas aller à de grandes digressions philosophiques ; il décrit le « monde américain » tel qu'il le voit et, surtout, explique que si ce monde-là est ainsi, il ne le doit pas plus au hasard qu'à l'évolution naturelle des choses, et que si on veut le changer, cela ne tient qu'à nous, à notre capacité à nous engager, à nous rendre acteurs de nos propres vies et non de simples spectateurs de celles-ci.

Ne faisons cependant pas d'Howard Zinn un révolutionnaire au sens où nous l'entendons d'ordinaire : vous ne trouverez dans ces pages aucun appel vibrant à la liquidation du capitalisme, du salariat et de l'État. S'adressant au public américain, conscient de la tâche gigantesque à accomplir pour briser la carcan de l'idéologie dominante, conscient également des dangers qu'encourt la planète, Howard Zinn se présente sous un jour très pragmatique et défend des idées que ne renieraient pas nombre de socialistes authentiques comme le pacifisme, le rejet de la violence révolutionnaire et une meilleure répartition des richesses.

En ce sens, Howard Zinn est bien un réformiste, mais un réformiste qui a construit sa pensée en empruntant à Marx sa critique du capitalisme et son humanisme, à l'anarchisme, l'action directe et le « rejet de toutes formes d'autorité qui s'imposeraient par intimidation », et à Henry David Thoreau, la non-violence et la désobéissance civile ; un réformiste qui nous propose en lieu et place de ce Matin du grand soir que l'on ne voit pas venir, la constitution de contre-pouvoirs locaux et nationaux, indépendants des partis, susceptibles d'éroder la domination des élites et de leur faire « comprendre qu'il est réaliste pour eux de changer leurs politiques et même peut-être de partager le pouvoir avec ceux sur lesquels ils règnent depuis trop longtemps. » ; un réformiste qui ne se focalise pas sur les échéances électorales et qui a foi dans la capacité des individus en lutte à penser de nouveau le monde et à agir sur lui. Bref, je vois en Howard Zinn non un homme de parti mais un homme de mouvements. Et son livre m'apparaît comme un très bon outil d'éducation populaire.

Patsy

Lettres de lecteurs

A propos des articles « Les origines de la laïcité » et « Le PCF et la laïcité » publiés dans le n° 10 de *Ni patrie ni frontières*

Le texte d'YC m'a fait réagir, ainsi qu'un autre texte (qui le complète) sur la laïcité et les staliniens français. Je m'excuse de la forme adoptée — un commentaire, paragraphe par paragraphe —, mais elle correspond en l'occurrence le mieux au message voulu ! Fraternellement, **Vincent Présumey**.

Qu'on l'admire ou qu'on la critique, la laïcité française est souvent présentée comme une exception en Europe, exception qui serait liée au prétendu caractère antireligieux de l'Etat français depuis la Révolution de 1789.

Voilà un point de départ biaisé : si parler d'un "caractère antireligieux" de l'Etat français depuis 1789 est certes inexact, on ne saurait dire pour autant qu'il n'y a pas eu de rupture en 1789 et que l'Etat bourgeois français n'en a pas hérité certaines particularités dont la bourgeoisie française voudrait bien se défaire. Dauber sur le mythe de l'exception française et les illusions sur le caractère de cet Etat empêche ici de traiter la question, et reconnaître la réalité de particularités françaises ne signifie pas ipso facto qu'on va faire l'apologie de l'Etat bourgeois français !

Historiquement, en fait, la relation entre l'Etat français et l'Eglise française a commencé à changer quatre siècles avant 1789, avec le roi Philippe Le Bel, au XIV^e siècle. La monarchie française luttait alors pour se débarrasser de la tutelle de l'Eglise romaine. Non pas parce que le roi de France était antireligieux mais parce qu'il voulait contrôler l'Eglise de son pays. En échange, l'Eglise française bénéficia de privilèges très importants en matière fiscale, joua un rôle essentiel dans l'éducation, etc., situation qui se poursuivit jusqu'en 1789.

Cet affrontement séculaire n'est absolument pas particulier à la monarchie française. Il est déterminant en Angleterre, où il est allé beaucoup plus loin. Il est une composante de la Réforme au XVI^e siècle, etc. Il n'est en aucun cas un mouvement de rupture entre l'Eglise et l'Etat mais de contrôle de l'Eglise par un Etat officiellement et exclusivement catholique (penser à la révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV). L'Etat ici s'oppose — partiellement — à la papauté, pas à l'Eglise. Ce qui permet donc de préciser que ce qui se passe en 1789-1793 s'inscrit fondamentalement en rupture avec cette histoire, et n'a donc certainement pas commencé, pour ce qui concerne la relation entre l'Etat français et l'Eglise française, quatre siècles avant !

Beaucoup de gens pensent que les philosophes des Lumières (Rousseau, Diderot et Voltaire) étaient athées. Et curieusement depuis la chute du Mur toute une série de livres écrits par des philosophes et des historiens font un amalgame entre Lumières, athéisme, marxisme, stalinisme et totalitarisme. Le problème est que la base de ce

raisonnement ne tient pas la route. Les philosophes des Lumières n'étaient pas des adversaires de la religion, ils étaient opposés au pouvoir temporel de l'Eglise catholique, ce qui est tout de même très différent.

Tout cela est désespérément simpliste et schématique ! Il est regrettable de discuter en opposant des simplifications outrancières à d'autres simplifications.

Les Lumières s'inscrivent dans une dynamique : elles ont des composantes diverses eu égard à la religion — athéisme, panthéisme spinoziste, déisme, maçonnerie, christianisme libéral, gallicanisme associé au "despotisme éclairé", et même occultisme et ésotérisme. Diderot était très probablement matérialiste et athée, mais pas forcément au sens qu'on y donne aujourd'hui. Rousseau déiste de teinte chrétienne, Voltaire estimant la croyance en Dieu nécessaire et utile à sa femme de ménage et donc à lui ...

La grande majorité des philosophes des Lumières étaient en effet adversaires du pouvoir temporel de l'Eglise catholique et des autres Eglises, mais pour la plupart cela comportait aussi une profonde aversion pour la "superstition" dans laquelle une partie importante d'entre eux mettait la sainte Trinité, une minorité le bon Dieu lui-même, et pratiquement tous la dévotion envers les prêtres. On ne peut donc pas se contenter de dire que les Lumières "n'étaient pas" antireligieuses. Pour partie elles n'étaient pas que cela, pour partie elles étaient aussi cela : c'est incontournable.

Quant à la Révolution française elle-même, était-elle fondamentalement antireligieuse ? Non. Robespierre créa même le Culte de l'Etre suprême. Les révolutionnaires français, à l'exception notable de Jacques Roux et de ses Enragés, voulait que l'Eglise reconnaisse les nouvelles autorités politiques et les nouvelles lois. Ils ont surtout persécuté les prêtres (la majorité d'entre eux, pour être honnête) qui se sont révoltés contre les changements politiques et sociaux de cette période (1).

Ton copain prof d'histoire cité en note a raison. Mais surtout, là encore, la Révolution est un mouvement réel avec des événements, donc avec une dynamique. Elle commence avec de grandes illusions dans les masses, et une franche volonté de collaboration dans la bourgeoisie, envers le roi et envers l'Eglise, jusqu'au pape inclus. Et elle se prend de fureur en cours de route contre ce pouvoir exécutif et ce pouvoir clérical qui refusent de s'allier à elle. Et dans ce processus, elle va jusqu'aux positions antireligieuses. Robespierre avec son Etre suprême d'ailleurs passe à ce moment-là pour un pitre et commence sa chute. La formule de séparation de l'Eglise et de l'Etat est adoptée comme un pis-aller en 1795 après le renoncement à la destruction pure et simple de l'Eglise, et ce non pas par l'Etat, mais par les comités populaires en armes de 1792-1793. Donc franchement ça n'a pas de sens de dire que la Révolution n'était "pas fondamentalement" antireligieuse, ni qu'elle l'était "fondamentalement" par essence : son déroulement réel a été indubitablement antireligieux. Plus encore : plus le mouvement populaire a été fort, plus la Révolution a été antireligieuse, et inversement.

Et la raison pour laquelle une partie importante du mouvement ouvrier français est devenue non seulement anticléricale mais aussi antireligieuse est liée à l'attitude de l'Eglise catholique française durant les quatre révolutions qui ont marqué le mouvement socialiste et ouvrier : 1789, 1830, 1848 et 1871 (la Commune de Paris).

En conséquence de ce que je dis sur la révolution de 1789-1793, et de la continuité qui existe entre celle-ci et les débuts du mouvement ouvrier, cela non seulement en France, mais en Grande-Bretagne avec le chartisme, il est clair que le mouvement ouvrier ne "devient" pas anticlérical voire antireligieux, mais qu'il l'est initialement et se constitue comme tel... Le mouvement ouvrier ne s'est pas mis à être hostile envers l'Eglise parce que celle-ci aurait malencontreusement pris des positions systématiquement réactionnaires au XIX^e siècle, il lui a été dès le début hostile et s'est construit comme tel parce que toute l'histoire, le rôle social séculaire et les positions bien connues de l'Eglise étaient contre-révolutionnaires : bref le motif du mouvement ouvrier n'est pas l'"attitude" de l'Eglise, il est la nature de celle-ci — comme envers l'Etat et la propriété privée.

Durant chacune de ces révolutions, l'Eglise catholique a pris les positions les plus réactionnaires, en faveur de la royauté, des aristocrates les plus réactionnaires, etc. Le catholicisme dit « social » au XIX^e siècle était très minoritaire et ne s'est développé qu'au XX^e siècle. L'Eglise catholique refusait de reconnaître la liberté de pensée (on en est assez loin aujourd'hui puisque l'Eglise a même inventé une cérémonie spéciale — la bénédiction — pour célébrer les mariages dans une église entre un(e) athée et (un) e catholique !). A ses yeux la Déclaration des droits de l'homme était « impie ». Pour les catholiques les plus traditionalistes la liberté de pensée était une « insurrection contre Dieu ». L'Eglise catholique refusait de comprendre la dimension sociale des événements révolutionnaires : ceux-ci n'étaient que l'expression de « passions sauvages et mauvaises ». Et cette attitude hostile a bien sûr contribué à nourrir des sentiments anticléricaux.

L'Eglise catholique a au contraire très bien compris la nature des mouvements sociaux du XIX^e siècle et les a combattus comme tels. Elle les a à juste titre reliés à ce qu'elle considère comme le péché — la soif de vivre, de jouir, d'être. Elle n'a pas refusé de comprendre, elle a fait le choix logique et conséquent de combattre. Le catholicisme social et la démocratie chrétienne au XX^e siècle ne s'inscrivent pas en rupture, mais dans la continuité de ce combat du XIX^e. A la répression a toujours été associée la charité et l' "éducation" (opposée à l'instruction). Entre les courants chrétiens "éclairés" et les courants corporatistes à la Salazar ou à la Dollfuss, la continuité politique et organisationnelle est réelle (même si l' "Eglise" est un ensemble vaste qui comporte, aujourd'hui comme hier, plusieurs courants et groupements).

Avant l'Affaire Dreyfus (1894-1899), l'anticléricalisme était l'un des éléments fondamentaux qui structuraient la gauche française. Cette situation particulière explique pourquoi le mouvement ouvrier (les anarchistes, le Parti socialiste, les syndicalistes révolutionnaires) s'est allié à une partie de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie organisée dans le Parti radical. Ce Parti était violemment anticlérical mais pas antireligieux ; il entretenait des liens étroits avec la franc-maçonnerie et est à l'origine de la loi de 1905 qui a institué la séparation entre les différents cultes et l'Etat, loi que certains ont le culot aujourd'hui de nous décrire comme une loi antireligieuse.

L'alliance des partis socialistes, social-démocrates ou travaillistes, et aussi d'une grande partie des courants syndicaux et même de certains anarchistes avec des courants bourgeois libéraux, radicaux ou démocrates, n'est pas une exception française, mais une constante dans tous les pays où de tels mouvements ont existé. La donne anticléricale n'en fut que la cerise sur le gâteau française, pas la raison principale. Les courants qui, comme le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914, rejetaient cette politique d'alliance, n'en étaient pas moins anticléricaux voire antireligieux. On pouvait très bien être anticlérical et hostile au bloc des gauches avec les radicaux. Et d'autre part la grande majorité des chefs dreyfusards, radicaux, socialistes, syndicalistes et même une frange décisive des anars se sont retrouvés avec les curés dans l'union sacrée pour la boucherie, en 1914. Les minorités hostiles à l'union sacrée étaient toutes anticléricales voire antireligieuses ...

Depuis 1905 toute une mythologie est née en France, mythologie affectant aussi bien le mouvement ouvrier que tous les partis bourgeois : le mythe de la supériorité de la laïcité française. Et ce mythe a souvent uni les partis de droite et de gauche car ils font tous l'apologie des prétendues vertus républicaines.

La laïcité française, malgré ses limites, n'est pas un mythe. La séparation des Eglises et de l'Etat n'existe pas dans les autres pays européens et elle a été le résultat de luttes sociales tout à fait réelles, qui ont puissamment inquiété la bourgeoisie, même si une partie a appuyé le compromis de 1905. Le premier "gouvernement" français à avoir mis la laïcité en pratique a d'ailleurs été la Commune de Paris. Plus généralement la tradition laïque et républicaine n'est pas un mythe, mais le reflet de grandes luttes de classe qui ont marqué le mouvement ouvrier français, dont il est en grande partie issu. Cette réalité donne la possibilité d'en faire un mythe en faisant croire que nous serions, en France, dans une République laïque. Les mystificateurs sont ceux qui assimilent République et laïcité d'une part, à l'Etat d'autre part. Et donc, dénoncer la République et la laïcité comme identiques à l'Etat bourgeois, c'est bien au fond penser comme eux et faire leur jeu : non, ni la V^e République ni Chirac ne sont républicains et laïques !

Le culte de la République laïque est la base du nationalisme de gauche et de droite ; c'est le ciment de l'unité nationale, le fondement des mythes jumeaux des Résistances gaulliste et communiste ; c'est pourquoi, dans leurs discours, les dirigeants des partis de droite et de gauche continuent à garder une posture anticomunautariste, hostile au multiculturalisme, même si en pratique ils défendent une politique souvent différente.

Grossière erreur en ce qui concerne le "nationalisme de droite" : la thématique de la République laïque n'y est intégrée en partie qu'avec le gaullisme et pas avant. Quand au "nationalisme de gauche", c'est ici le soutien à l'Etat bourgeois par les partis de gauche, qui utilisent pour cela la thématique républicaine et laïque car ils savent qu'elle est ancrée dans la population. Mais le vrai contenu démocratique de cette thématique peut et doit leur être opposé. Il est vrai que le ralliement des seconds aux premiers est particulièrement illustré par le mythe gaullo-stalinien de la "Résistance", préparé d'ailleurs par le ralliement du PC au drapeau lors du Front populaire (rappelons que la tradition républicaine et laïque du mouvement ouvrier est bien celle du drapeau rouge de la Commune, pas du drapeau tricolore des Versaillais). Enfin, s'il est exact qu'il y a de la part des dirigeants de gauche et de droite une utilisation de la thématique républicaine et laïque, celle-ci ne se fait que dans des limites étroites et est de plus en plus modifiée par la décentralisation et cet autre mythe entièrement fabriqué par ceux d'en haut, lui, qu'est l' "européisme". Donc, l' "unité nationale", le "nationalisme de droite et de gauche" réel aujourd'hui, ce n'est pas "le culte de la République laïque", c'est le soutien à la V^e République et à l'Union

européenne, et même quand ils parlent encore de laïcité le discours réel des dirigeants revient à la tradition contre-révolutionnaire maurassienne (voir Raffarin et sa décentralisation et sa "France d'en bas", vieux thème nationaliste de droite et anti-républicain).

Je dirais donc pour conclure et en toute amitié qu'à ériger en mythe "le culte de la République laïque" et à faire une tâche de premier ordre la mise à bas de cette union nationale imaginaire, on court très sérieusement le risque, dans le monde réel d'aujourd'hui, de se trouver malgré soi impliqué dans une union nationale réelle : car il n'y a pas de meute laïquo-nationaliste qui voudrait persécuter les musulmans en France aujourd'hui, par exemple ; c'est là un mythe.

(1) Ce n'est pas le point de vue d'un copain prof d'histoire qui m'écrit à ce propos : « Tu sous-estimes complètement l'extraordinaire violence antichrétienne dans une large partie de la France en 1793-1794 (voire au-delà), avec vandalisme aux proportions inouïes (seuls les Gardes Rouges chinois ont fait mieux), massacres de milliers de prêtres et religieuses, et essai de mise en place de nouvelles religions obligatoires (déesse Raison, Etre Suprême, Théophilanthropie...). » Le débat est ouvert...

(Vincent Présumey reproduit ensuite dans sa lettre le petit article paru dans le n° 10 et intitulé « Le PCF et la laïcité » puis il le commente) :

Une contradiction traverse cette petite analyse sur les staliniens français et la laïcité : au cas où — je n'en suis pas sûr — l'auteur voudrait, au début, proclamer le dogme selon lequel se réclamer de la laïcité c'est faire alliance avec la bourgeoisie, et en incriminer les staliniens, ensuite tout ce qu'il dit de concret sur la politique concrète des staliniens aujourd'hui consiste à montrer — à juste titre ! — qu'ils ne sont pas si laïques que cela, et font dans la "laïcité ouverte" et le communautarisme !

Un peu plus d'approfondissement historique montrerait sans difficulté que nos braves staliniens n'ont jamais été laïques et, en matière de "laïcité ouverte", loin d'avoir cédé à on ne sait quelle influence délétère du PS, ont bien plutôt été des initiateurs. Le ralliement au drapeau, à Jeanne la Pucelle et la main tendue à l'Eglise datent des années trente. Avant d'appeler "A chacun son boche" Duclos était d'ailleurs allé à la Kommandantur, en juin 40, demander la parution légale de l'*Huma* ...

Bref, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que le soutien des staliniens à l'Etat bourgeois les conduit à être antilaïques et non pas laïques. Au plan des idées, la question est : la laïcité est-elle autre chose que le "principe fondateur de notre pacte social", un principe d'émancipation ? Je pense que oui, et donc que la "définition" de M.G. Buffet citée ici, par cela même qu'elle vise à l'union nationale, est antilaïque.

Vincent Présumey

Lettre à propos de « Citoyennisme : attraction fatale ! »

Bravo pour cette déconstruction de l'idéologie 'citoyenne.' Elle m'a toujours gêné pour une autre raison : elle exclue et humilie les immigrés et métèques, par exemple moi, internationaliste new-yorkais vivant en France. De plus, elle peut vite devenir tricolore (on se souvient que le tricolore a fait 'le tour du monde' soutenu par des baïonnettes citoyennes). Pour moi, la coterie occulte qui dirige ATTAC est constituée de requins impérialistes français à la Chevènement déguisés en végétariens pour canaliser la colère des petits-bourgeois et petit-bourgeoises vers des réformes illusoire et un anti-impérialisme à sens unique où seuls les Américains sont des requins carnivores. Je reviens du Forum Social Européen de Londres, où j'ai pu observer ses requins végétariens à l'œuvre. Je raconte mes observations dans <http://www.victorserge.org/fr/rg/chroniques.php#l100238>

Encore, merci de cette analyse si pointue. **Richard Greeman**

A propos du texte écrit par Eric Krebbers et Jan Tas du groupe libertaire hollandais De Fabel de illegaal et intitulé Comment lutter contre l'antisémitisme (note de Ni patrie ni frontières)

Monsieur,

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les dix points que vous proposez pour lutter contre l'antisémitisme (1). Votre voix a l'originalité et l'équité qui manquent actuellement à tous ceux qui s'expriment. Je suis Algéro-Français, Berbère mais avant tout un individu qui refuse de se définir par une religion ou par une appartenance nationaliste. Même mes anciens camarades de classe naguère laïcs ont pris fait et cause pour une intégration religieuse (par la petite porte), ce qui m'a un peu déçu. Merci d'avoir par ce texte rappelé que la tolérance est l'affaire de tous. Bien cordialement,

R.M.

(1) Il s'agit du texte écrit par Eric Krebbers et Jan Tas, publié dans le numéro 3 de *Ni patrie ni frontières* sous le titre *Comment éviter quelques pièges antisémites* et diffusé en tract à plusieurs reprises sous le titre *Dix façons de lutter contre l'antisémitisme et d'isoler les racistes* et accompagné de deux autres textes dont l'un sur le slogan de la « destruction d'Israël » (NDLR)

A propos de l'article sur RER D et Marie qui contenait une allusion à Dieudonné

Pour ton information, non seulement le "douteux" sketch a été relaxé par la justice, mais Dieudo n'a jamais dit ce que tu affirmes. Les négriers c'était une réaction qui visait les terroristes du spectacle de Lyon et leurs souteneurs.

Pour la traite négrière par des juifs, tu sors admirablement le propos du contexte, occultant ainsi le sens général de ces propos qui répondaient à un questionnement offensif sur ce thème.

Et pour la référence à Farakkhan tu copies bêtement sur l'émission Lundi Investigation de canal+ crypté, qui est un monument de désinformation faisant passer TOUS LES NOIRS pour des antisémites... Beyala, etc... Quelle référence !

Ton incantation est toutefois intéressante à lire, manque juste la notion d'instrumentalisation qui t'a échappé, de Dieudonné par exemple, lequel signerait probablement le reste de ton texte...

Mais encore faudrait-il que ses idées soient transmises correctement dans les médias, y compris indépendants.

K.

En guise de réponse, voici le post-scriptum ajouté sur le site mondialisme.org, en décembre 2004, à la fin de l'article « Les comiques antiracistes surmédiatisés renforcent les préjugés qu'ils prétendent combattre », écrit initialement en mars 2004 et reproduit dans *Ni patrie ni frontières* n° 10, octobre 2004)

Si l'on avait des doutes sur l'antisémitisme (ou l'ignorance abyssale) de Dieudonné, son dernier passage à l'émission d'Ardicon en décembre 2004 ne laisse plus guère de place au doute. On remarquera que Dieudonné est comme Ramadan avec son fameux "moratoire" à propos de la lapidation, il a besoin d'une enquête ou d'une longue discussion avant d'affronter dans un cas un bobard antisémite, dans l'autre une pratique inhumaine. Deux types très courageux.

Thierry Ardisson : Vous dites que Israël et l'Afrique du Sud ont préparé un programme d'épuration ethnique ensemble...

Dieudonné : Je ne dis pas ensemble.

TA : Mais c'est dans votre livre avec Mukuna, livre interdit à la vente.

Dieudonné : Ecoutez, il y a une femme, Wangari Maathai, Prix Nobel de la paix, qui déclare que le SIDA est une invention pour anéantir la population noire d'Afrique... Lorsque le prix Nobel s'interroge, c'est important, c'est pour ça qu'il faut que l'ONU crée une commission d'enquête indépendante, neutre, pour déterminer d'où vient la maladie.

TA : Mais vous en êtes à penser qu'il y a eu un projet pour détruire les Noirs d'Afrique ?

DD : C'est pas moi, c'est elle. Au début, je ne voulais pas y croire, c'est trop horrible. Mais vous me parliez du nazisme, la folie humaine peut aller très très loin. C'est pour ça qu'il faut qu'une commission etc.

TA : Mais qui avait intérêt à détruire les Noirs d'Afrique ?

Dieudonné : C'est cette commission qui nous le dira.

On trouve le texte complet des propos de Dieudonné sur le site
http://soutiendieudo.free.fr/article.php3?id_article=112

Les copains de Dieudonné prétendent que c'est Ardisson qui a fait le lien entre les Juifs, Israël et l'invention du Sida, et que "Dieudo" aurait été piégé et ses propos déformés. Le lecteur jugera par lui-même en lisant le texte complet de l'interview.

Il est évident que Ardicon est un démagogue catholique, monarchiste et réactionnaire qui veut faire de l'Audimat et pour cela invite n'importe qui, des stars du cinéma X aux hommes politiques en passant par Tarik Ramadan et des écrivains, des acteurs ou des artistes, quitte ensuite à se montrer grossier avec ses invités, à leur soumettre les questions les plus idiotes et à faire étalage de son ignorance crasse sur toutes les questions, à part quelques potins sans intérêt sur leur vie privée.

Mais qui a fait sans arrêt de la lèche à Ardicon pendant l'émission de ce pitre ? Dieudonné lui-même comme en témoignent ses propos reproduits sur le site de ses amis cité ci-dessus.

Qui avance des affirmations absurdes comme l'hypothèse qu'il y a aurait eu des "centaines de millions" d'Africains déportés hors d'Afrique et qu'une bonne moitié seraient morts de la traite ? Dieudonné l'ignorant. Les historiens sérieux estiment qu'il n'y a pas eu en tout plus de 12 millions d'esclaves déportés.

Qui dissimule le fait que l'esclavage était un des fondements des sociétés africaines avant la colonisation et que les trafiquants d'esclaves se sont appuyés sur un réseau d'esclavagistes composé d'Africains et de commerçants arabes ? Dieudonné l'ignorant.

Qui explique qu'il ne se passe plus rien au Rwanda, et qu'il vaut donc mieux s'occuper de la Palestine, alors que le problème des réfugiés dans les pays limitrophes du Rwanda est toujours brûlant et que les manœuvres meurtrières de l'Etat français et des multinationales françaises en Afrique continuent de plus belle ? Dieudonné l'ignorant, celui qui s'intéresse passionnément aux souffrances de ses ancêtres mais se désintéresse des souffrances des Africains d'aujourd'hui.

Qui ose comparer la Shoah, système d'extermination organisé par les nazis allemands, avec la traite des esclaves, système co-organisé par les élites africaines et les marchands d'esclaves arabes et européens ? Dieudonné l'ignorant.

Rappelons enfin qu'aux Etats-Unis la majorité des Noirs américains sont persuadés que le Sida a été inventé par... la CIA pour exterminer les Noirs américains. Les bobards sur l'invention du Sida sont donc légion.

Rappelons aussi que c'est dans ce même pays que la Nation de l'Islam, organisation raciste et antisémite, affirme que les Juifs (et pas les blancs protestants !) ont profité de la traite des esclaves pour s'enrichir sur le dos des Africains. Or qui a fait ce rapprochement quand son meeting a été attaqué par le Betar ? Dieudonné qui parle de "négriers" à propos de ces fascistes juifs qui l'ont traité de "sale négro".

S'il avait vraiment voulu dénoncer le racisme (ou en tout cas l'indifférence ou la neutralité douteuse) d'une partie des Juifs français, il aurait évoqué le silence assourdissant des organisations de la communauté juive à propos des attentats racistes en Corse contre les Maghrébins ou à propos des "bavures" régulières de la police française contre des jeunes issus de l'immigration.

Et s'il avait voulu dénoncer le racisme d'une partie des Israéliens, il lui aurait suffi de mentionner tous les problèmes qu'ont rencontré les Juifs éthiopiens (les fallashas) qu'Israël a fait venir et qui eux ont été en butte au racisme bien réel d'une partie de leurs "coreligionnaires".

Mais Dieudonné, qui se pique d'être un esprit politique, préfère chercher ses arguments dans les poubelles antisémites tout en jouant les victimes du racisme des juifs et en se désintéressant complètement des problèmes de la FrançAfrique.

Yves Coleman

A propos d'Aïcha et Mahomet (suite et fin ?)

Dans le numéro 6 de *Ni patrie ni frontières* j'avais repris, à propos de la prétendue exemplarité de la vie de Mahomet selon Tariq Ramadan, une citation d'un tract féministe sur le mariage de Mahomet avec Aïcha à six ans et sa consommation à neuf ans. Un lecteur m'ayant suggéré la prudence car cet argument est utilisé par l'extrême droite qui accuse le Prophète de « pédophilie », j'avais donc rédigé un rectificatif (n° 8-9), laissant planer le doute sur la date de ladite « consommation », sur la base d'une traduction anglaise ambiguë d'un hadith (publié sur le site d'une association d'étudiants musulmans intégristes de l'Université de Californie) et en me fiant à une déclaration du psychanalyste Malek Chebel à ce sujet (il a affirmé lors d'une émission de télévision que les spécialistes situent la relation aux alentours de 13-15 ans). Mais voilà qu'une lectrice arabophone nous communique ici des arguments convaincants... et consternants pour l'islam. De plus, comme elle l'explique très bien en conclusion, sur le fond, la date réelle de la consommation ne change rien car le problème est ailleurs – ce que j'avais aussi écrit dans les deux textes en question. (Y.C.)

Entra ou consumma ?!

Mohamed épousa Aïcha⁷⁸ alors que celle-ci n'avait que six ans. Mais il ne se résolut à consommer son mariage que lorsque sa jeune épouse, nous dit-on, eut atteint ses neuf ans. Mais qu'en est-il vraiment ?

Le mariage d'Aïcha est relaté dans les textes officiels de la tradition islamique. Ainsi le fameux hadith nous dit : « *Mohamed Ibn Youssef a relaté que Sofiène a rapporté, d'après Hishème et d'après son père, que Aïcha (que Dieu soit satisfait d'elle) a relaté que le prophète Mohamed (que la bénédiction et le salut de Dieu soient avec lui) l'épousa quand elle avait six ans et il consumma son mariage quand elle avait neuf ans, et alors elle resta avec lui pendant neuf années.* »⁷⁹ (Sahih Boukhari, chapitre : Le mariage, sous-chapitre : Le mariage des enfants, hadith numéro 4738)

Le prophète a-t-il « fait entrer Aïcha dans sa maison à neuf ans » ou bien a-t-il « consommé son mariage à neuf ans » ? Cette traduction française est-elle fidèle au texte arabe ?

D'emblée OUI. Certes, une ambiguïté réside dans le verbe « entrer » quant à sa signification en arabe mais il n'a en aucun cas le sens d'« entrer » que nous donne l'une des versions anglaises de ce même hadith⁸⁰ c'est-à-dire « entrer ou pénétrer dans la maison ».

⁷⁸ Aïcha (en arabe *ʾa'isha*), fille d'Abou Bakr, le plus ancien compagnon du Prophète et troisième épouse de Mohamed. Née à [La Mecque](#) vers 614, morte à [Médine](#) en 678.

⁷⁹ Les hadiths ont été traduits directement de l'arabe pour garder l'esprit le plus fidèle du texte originel, les sources et les références sont ainsi des livres arabes.

⁸⁰ “A'isha (Allah be pleased with her) reported : Allah's Messenger (may peace be upon him) married me when I was six years old, and I was admitted to his house at the age of nine...” (Al Muslim, Chapter 10: it is permissible for the father to give the hand of his daughter in marriage even when she is not fully grown up, Book 008, Number 3310)
Ou encore : “A'isha (Allah be pleased with her) reported : Allah's Apostle (may peace be upon him) married me when I was six years old, and I was admitted to his house when I was nine years old.” (Book 008, Number 3309)
La juste traduction serait : “Narrated Hisham's father : Khadija died three years before the Prophet departed to Medina. He stayed there for two years or so and then he married 'Aisha when she was a girl of six years of age, and he consumed that marriage when she was nine years old.” (Sahih Bukhari, Volume 5, Book 58, Number 236)

Revenons au mot arabe : le verbe *dakhala* (entrer) qui possède différents sens. Dans ce hadith, le mot *dakhala* ne doit pas être compris au sens premier du verbe : « entrer dans une pièce ou un lieu » sauf si nous nous contentons d'une traduction littérale et faisons abstraction du contexte. Pareille attitude manquerait de la plus élémentaire fidélité au texte originel.

Dakhala a bien ici le sens de « pénétrer sexuellement. » D'ailleurs, en arabe, la nuit de nocce c'est-à-dire la nuit où le mariage est consommé, s'appelle *Laylat eddokhla*. On aperçoit bien la racine : *d-kh-l* (*dakhala*) qui peut prêter à confusion.

Par ailleurs, deux autres hadiths viennent consolider le sens d'une consommation du mariage.

Le premier : « *Koubaissa Ibn Akaba a relaté que Sofiène a rapporté d'après Hichème Ibn Ouroua d'après Ouroua que le prophète Mohamed (que la bénédiction et le salut de Dieu soient avec lui) épousa Aïcha (que Dieu soit satisfait d'elle) quand elle avait six ans et il consumma son mariage quand elle avait neuf ans, et alors elle resta avec lui pendant neuf années.* » (Sahih Boukhari, chapitre : Celui qui consumma son mariage avec une fille de neuf ans, hadith numéro 4761)

A première vue, il n'y a pas de différence entre ce hadith et celui cité plus haut mais en arabe, la différence est parfaitement claire. En effet, si l'on emploie un autre terme que *dakhala* (entrer), le terme ici utilisé conserve toujours le sens d'une consommation du mariage. Il s'agit du verbe *bana*, plus exactement de l'expression *bana biha* (ici : « consumma le mariage »). A l'origine, lorsqu'il voulait se marier, l'homme se devait de construire un dôme à l'intention de sa future épouse afin qu'ils puissent y célébrer leur nuit de nocce. C'est de là que vient l'expression et l'on voit donc que le sens premier de *bana* est construire, ce qui pourrait également prêter à confusion. Mais comme nombre d'expressions imagées dans toutes les langues, celle-ci a acquis un sens figuré qui est bel et bien celui de : « consommation du mariage. »

Le deuxième hadith (qui comporte toujours le verbe *bana*) : « *Maala Ibn Assad a relaté que Wahib a rapporté d'après Hichème Ibn Ouroua d'après son père et d'après Aïcha (que Dieu soit satisfait d'elle) que le prophète Mohamed (que la bénédiction et le salut de Dieu soient avec lui) l'a épousée quand elle avait six ans et il consumma le mariage quand elle avait neuf ans, et alors elle resta avec lui pendant neuf années.* » (Sahih Boukhari, chapitre : Comment le père marie sa fille d'un imam, hadith n° 3605).

Par conséquent, du moins si l'on se réfère à ces trois hadiths qui sont, soulignons-le, des hadiths *sahih* (= authentiques), le mariage entre Mohamed et Aïcha fut bel et bien consommé quand cette dernière avait neuf ans.

D'autres hadiths viennent de surcroît confirmer cette hypothèse :

« *Faroua Ibn Abi Elmerrae m'a rapporté que Ali Ibn Mishar a déclaré d'après Hichème d'après son père et d'après Aïcha (que Dieu soit satisfait d'elle) que celle-ci a dit : « Je me suis mariée avec le prophète Mohamed (que la bénédiction et le salut de Dieu soient avec lui) à l'âge de six ans. Ainsi nous arrivâmes à Médine et nous descendîmes chez Bani El Hareth Ibn El-Khazraaj. A ce moment, une fièvre s'empara de moi et je fus malade à un point tel que mes cheveux en tombèrent. Et quand ces derniers repoussèrent jusqu'à ce qu'ils dépassassent mes oreilles (ce détail pour indiquer le temps), ma mère - Oum Rouman – vint vers moi pendant que j'étais sur la balançoire avec mes amies. Elle (ma mère) me cria dessus. Je m'exécutai sans savoir ce qu'elle me voulait. Elle me prit par la main et s'arrêta devant la porte. Essoufflée, je respirai très fort. J'attendis jusqu'à ce que je me fusse calmée et ensuite, je pris un peu d'eau et je m'essuyai le visage et la tête et par la suite elle (ma mère) me fit rentrer à la maison et voilà qu'il y avait des femmes des Ansar (disciples du Prophète) à l'intérieur de la maison qui me souhaitèrent la bonne chance en me disant : « Avec bienfaisance et bénédiction ». Elle (ma mère) me livra à elles et ces dernières m'embellirent. Ma surprise fut de voir le prophète Mohamed (que la bénédiction et le salut de Dieu soient avec lui). Et elle (ma mère) me livra à lui et j'avais neuf ans. »* (Sahih Boukhari, chapitre : Le mariage du prophète (que la bénédiction et le salut de Dieu soient avec lui) de Aïcha et l'arrivée de cette dernière à Médine, hadith numéro 3605)

Ou encore : "Narrated 'Aisha that the Prophet married her when she was six years old and he consummated his marriage when she was nine years old, and then she remained with him for nine years (i.e., till his death)." (Volume 7, Book 62, Number 64)

« Moussa Ibn Ismaël Elmenkari a relaté que Abd El Wahed a raconté que Amrou Ibn Maymoun a rapporté qu'il a posé des questions à Soulaïmène Ibn Yasser au sujet des traces de Janaba (sperme) sur les vêtements (du Prophète), il a relaté que Aïcha (que Dieu soit satisfait d'elle) a dit : « J'avais l'habitude de laver ces traces des vêtements du prophète Mohamed (que la bénédiction et le salut de Dieu soient avec lui) et il avait l'habitude d'aller ensuite à la prière avec de l'eau encore dessus. (Les traces d'eau étaient encore visibles). » (Sahih Boukhari, chapitre : Les ablutions, hadith numéro 224)

Finalement, la polémique portait toujours sur l'âge auquel le mariage avait été consommé mais jamais autour de l'âge auquel eut lieu la cérémonie. Que cela se soit produit alors qu'Aïcha avait neuf ans, treize ans ou quinze ans, qu'il s'agisse d'une coutume religieuse ou culturelle, le mal est fait.

Personne ne s'est soucié du fait qu'on n'a jamais demandé son avis à Aïcha pas plus qu'on ne lui a demandé si elle voulait se marier avec cet homme – quoique le fait de présenter Mohamed comme étant le Prophète, le préféré de Dieu et le sceau des Prophètes revînt, dans l'hypothèse où on lui aurait laissé la parole en cette affaire, à orienter le choix de la pauvre petite. A la mort de Mohamed, survenue en 632 alors qu'il atteignait sa soixante-troisième année, Aïcha avait tout juste dix-huit ans. Par conséquent, et quoiqu'on en dise, elle était comme on le voit encore jeune, et même très jeune.

Mais, tout compte fait, l'âge auquel on a marié Aïcha a-t-il une réelle importance puisque, de toute façon, c'est une enfant de six ans qu'on a unie au Prophète ? Une enfant et non pas une jeune fille. Selon moi, même si Mohamed a attendu (!!!) qu'Aïcha fût formée pour avoir avec elle de véritables rapports sexuels, cette union d'une enfant de six ans et d'un quinquagénaire se révèle aussi condamnable qu'une éventuelle consommation du mariage. Nous nous trouvons en effet en présence de la violation physique et morale de l'un des droits les plus élémentaires de l'être humain, violation d'autant plus ignoble que, hélas ! en ce XXI^e siècle qui commence, des fillettes et de toutes jeunes filles continuent, au nom d'une religion particulièrement obscurantiste, à vivre ce genre d'humiliations. En ce même XXI^e siècle, on ose – et même, parfois, certaines jeunes filles et jeunes femmes odieusement manipulées avant de se faire elles-mêmes manipulatrices osent - nous dire qu'elles ont choisi en toute liberté de porter le voile, de se marier selon la volonté de leurs parents et de leurs familles, voire même de se faire exciser ...

Regardons bien. Là, derrière nous, au-dessus de notre épaule, le VII^e siècle est soudain si près... S.G

* Terrorisme, illégalisme, violence et action directe : 7 textes anarchistes

Présentations

En dehors du texte d'Alexandre Berkman sur la violence qui forme le chapitre XIX de son *ABC de l'anarchisme communiste* (inédit en français) paru en anglais en 1929, les six articles suivants ont été écrits par E. Armand, Lucien Barbedette, Pierre Besnard, A. Lapeyre, Stephen Mac Say et Marc Pierrot en 1934 pour *L'Encyclopédie anarchiste*. Les auteurs essaient de raisonner sur des notions de base comme l'usage de la violence et de la non-violence, la légalité et l'illégalité, la solidarité avec ceux qui se révoltent contre l'ordre bourgeois, etc., notions qui devraient en principe se trouver au centre de toute réflexion sérieuse concernant les formes de terrorisme exercées soit par l'Etat soit par des groupes politiques qui prétendent le combattre. Ces textes sont, bien sûr, influencés par l'époque à laquelle ils ont été écrits et surtout par les débats qui ont marqué la naissance du mouvement anarchiste qui correspond aussi, d'ailleurs, à la naissance du mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier a bien changé (il s'est pratiquement intégré à l'Etat dans les pays capitalistes occidentaux) et les formes de domination étatique sont beaucoup plus subtiles et pernicieuses aujourd'hui qu'il y a 70 ans.

Au-delà des limites de ces articles et des divergences entre les auteurs sur certains points, ces textes offrent un bon point de départ car ils s'interrogent sur les motivations profondes de l'action militante contre l'Etat bourgeois, en confrontant constamment les moyens utilisés avec l'objectif final proclamé, méthode et préoccupation généralement absentes des débats dans l'extrême gauche actuelle.

Yves Coleman

Dans ce numéro de *Ni patrie ni frontières*, la liaison entre terrorisme, illégalisme et action directe ne se comprend que parce que nous avons choisi de traiter la question de la violence et de l'illégalité un peu en amont du terrorisme. La « propagande par le fait », sur laquelle, en tant que « terrorisme anarchiste », il aurait été possible de se concentrer, est trop liée à un contexte particulier. « C'est sur cette manifestation de l'anarchisme, disait Ernestan, que les littérateurs insistent le plus. Il y a là une mine à effets, et, pour beaucoup d'épiciers et de concierges, "anarchisme" et "dynamite" forment une association d'idées inséparables alors que le terrorisme anarchiste fut exceptionnel ou accidentel et presque toujours individuel »⁸¹.

Les attentats anarchistes de la période héroïque étaient loin de correspondre aux vues de la plupart des militants de renom et, disait Jean Maitron, « ils surgissaient avec un retard d'une décennie sur la théorie »⁸², même si nombre de ces militants auraient pu reprendre à leur compte le mot de Séverine : « Avec les pauvres, toujours – malgré leurs erreurs, malgré leurs fautes, malgré leurs crimes ! ».

En réalité, la spécificité individualiste de l'anarchisme, et surtout son peu de considération pour la légalité, apportent un autre éclairage sur les moyens que les révolutionnaires ont à leur disposition, avec, au cœur du problème, l'articulation entre émancipation individuelle et émancipation collective.

C'est encore une autre façon d'aborder les notions de morale et d'efficacité, de penser les actions affirmées comme révolutionnaires en relation avec un ensemble allant bien au-delà de leurs auteurs car impliquant, vis-à-vis de l'Etat, la classe ouvrière ou le mouvement révolutionnaire.

⁸¹ ERNESTAN, « Le socialisme contre l'autorité », in *Pages choisies*, Groupe anarcho-sindicaliste de propagande, collection « Comprendre », La Ruche ouvrière, 1966, page 139.

⁸² Jean MAITRON, *Le mouvement anarchiste en France*, Tome 1, TEL, page 268.

Peut-on, comme Lucien Barbedette, user d'une simple logique comptable et justifier le terrorisme révolutionnaire pour la simple raison qu'il serait, numériquement, moins destructeur que le terrorisme d'Etat ? Il conviendrait plutôt, avant toute action, et comme le dit Pierre Besnard, d'évaluer le risque de « desservir le mouvement en cours ». La justification de ses actes n'a pas de sens si elle ne se fait que par opposition aux systèmes étatique et capitaliste : une véritable morale révolutionnaire se pense dans le cadre d'un projet d'émancipation collective, et c'est sur ce plan que la discussion sur les *mobiles* et l'*efficacité révolutionnaire* de l'illégalisme libertaire peut s'avérer éclairante.

Karim Landais

Alexandre Berkman :

L'anarchisme est-il synonyme de violence ?

(Traduit de l'anglais et extrait de *Now and After : The ABC of Communist Anarchism*, New York, Vanguard Press, 1929, chapitre XIX.)

Ami lecteur, tu as entendu dire que les anarchistes jettent des bombes, qu'ils croient en la violence, et que l'anarchie équivaut au désordre et au chaos.

Il n'est pas étonnant que tu aies ce genre d'idées. La presse, le clergé et tous ceux qui détiennent une parcelle d'autorité te serinent constamment ce mensonge. Mais la plupart d'entre eux savent parfaitement que c'est faux, même s'ils ont une bonne raison pour ne pas te le dire. Il est temps que tu entendes la vérité.

J'ai l'intention de te parler honnêtement et franchement. Tu peux me faire confiance, parce que je suis justement l'un de ces anarchistes que l'on accuse d'être partisans de la violence et de la destruction. Je sais de quoi je parle et je n'ai rien à cacher.

—L'anarchisme est-il vraiment synonyme de désordre et de violence ? te demandes-tu.

Non, cher lecteur, c'est le capitalisme et l'Etat qui en sont les meilleurs agents. L'anarchisme incarne exactement l'idéal inverse parce que ce mouvement souhaite un ordre sans Etat, une paix sans violence.

— Mais une telle situation est-elle possible ?

C'est ce dont nous allons discuter maintenant. Mais tu veux sans doute savoir d'abord si les anarchistes ont déjà jeté des bombes ou utilisé la violence.

Oui, cela leur est arrivé.

— C'est bien ce que je pensais ! t'exclames-tu. J'avais raison.

Ne nous précipitons pas. Si les anarchistes ont parfois eu recours à la violence, cela veut-il forcément dire que violence et anarchisme vont toujours de pair ?

Pose-toi cette question et essaie d'y répondre honnêtement.

Quand un brave citoyen revêt l'uniforme de son pays, il peut être amené à lancer des bombes et à utiliser la violence. Diras-tu alors que tout citoyen est partisan des bombes et de la violence ?

Tu te récrierais avec indignation devant une telle affirmation.

— Cela signifie simplement, répondrais-tu face à une telle accusation, que, *dans certaines circonstances*, un homme peut être amené à utiliser la violence. Et ce qu'il soit démocrate, monarchiste, socialiste, bolchevik ou anarchiste.

Tu découvriras que cela s'applique à tous les êtres humains et à toutes les époques.

Brutus tua César car il craignait que son ami trahisse la République et devienne roi. Il n'a pas commis cet acte parce qu'il « aimait moins César mais qu'il aimait davantage Rome ». Brutus n'était pas un anarchiste, mais un républicain loyal.

Selon la légende, Guillaume Tell tua un tyran pour débarrasser son pays de l'oppression. L'archer suisse n'avait jamais entendu parler de l'anarchie.

Depuis des temps immémoriaux, des despotes ont été abattus par des hommes indignés qui éprouvaient une véhémence passion pour la liberté. On les considère comme des rebelles qui ont lutté contre la tyrannie. C'étaient généralement des patriotes, des démocrates ou des républicains, parfois des socialistes ou des anarchistes. Leurs actes exprimaient la révolte individuelle contre l'injustice. L'anarchisme n'avait rien à voir avec tout cela.

A une époque, dans la Grèce antique, assassiner un despote était faire preuve de la plus haute vertu. La loi moderne condamne de tels actes, mais le sentiment général n'a guère varié sur ce plan-là. Le tyrannicide ne suscite toujours pas l'indignation. Même si on ne l'approuve pas publiquement, on excuse de tels actes et souvent on s'en réjouit secrètement. Des milliers de jeunes patriotes américains n'ont-ils pas exprimé ouvertement le désir d'assassiner le Kaiser [l'empereur d'Allemagne] qu'ils tenaient pour responsable du déclenchement de la guerre mondiale ? Un tribunal français n'a-t-il pas récemment acquitté l'homme qui avait tué Petlioura pour venger les milliers d'hommes, de femmes et d'enfants assassinés au cours des pogromes organisés par ce sinistre individu contre les Juifs de la Russie méridionale ?

Dans chaque pays, à toutes les époques, il y a eu des tyrannicides : des hommes et des femmes qui aimaient leur pays suffisamment pour sacrifier leur propre vie pour lui. Généralement ils n'appartenaient à aucun parti politique et ne défendaient aucune idéologie politique, ils haïssaient tout simplement la tyrannie. Parfois, c'étaient des fanatiques religieux comme le catholique Kullman, qui essaya d'assassiner Bismarck, ou Charlotte Corday qui tua Marat durant la Révolution française.

Aux Etats-Unis, trois présidents ont été victimes d'assassinats individuels. Lincoln a été abattu en 1865, par John Wilkes Booth, un démocrate du Sud ; Garfield, en 1881, par Charles-Jules Guiteau, un républicain ; et McKinley, en 1901, par Leon Czolgosz. Sur les trois un seul était anarchiste.

Les pays qui vivent sous le joug des pires oppresseurs sont ceux qui produisent le plus de tyrannicides, ce qui est normal. Prenez, par exemple, la Russie. Dans la mesure où la liberté de parole et la liberté de la presse avaient été complètement supprimées sous les tsars, il n'existait pas d'autre moyen d'intimider un régime aussi despotique que d'« instiller la peur de Dieu » dans le cœur du tyran.

Ces jeunes vengeurs étaient le plus souvent issus de la plus haute noblesse, ils aimaient la liberté et le peuple. Dans la mesure où toutes les autres issues politiques étaient bouchées, ils se sentaient obligés d'employer le pistolet et la dynamite dans l'espoir d'adoucir un peu la condition misérable de leur compatriotes. On les appelait des nihilistes et des terroristes. Ce n'étaient pas des anarchistes.

A l'époque actuelle, les actes individuels de violence politique se produisent plus fréquemment que dans le passé. Les suffragettes anglaises, par exemple, ont fréquemment employé la violence pour faire connaître et imposer leurs revendications d'égalité des droits. En Allemagne, depuis la guerre, les hommes les plus réactionnaires ont utilisé de telles méthodes dans l'espoir de restaurer la monarchie. C'est un royaliste qui a tué Karl Erzberger, le ministre prussien des Finances ; et Walter Rathenau, ministre des Affaires étrangères, a aussi été abattu par un militant du même courant politique.

La cause originelle, ou en tout cas le prétexte, de la [première] guerre mondiale a été l'assassinat de l'héritier du trône d'Autriche par un patriote serbe qui n'avait jamais entendu parler de l'anarchisme. En Allemagne, en Hongrie, en France, en Italie, en Espagne, au Portugal et dans chacun des autres pays d'Europe, des hommes ayant des opinions politiques très diverses ont eu recours à la violence, pour ne pas parler de la terreur politique, que pratiquent des organisations structurées comme les fascistes en Italie, le Ku Klux Klan en Amérique ou l'Eglise catholique au Mexique.

Tu vois donc, ami lecteur, que les anarchistes n'ont pas le monopole de la violence politique. Le nombre d'actes de violence commis par des anarchistes est infime, si on le compare à ceux commis par des individus partageant d'autres idéaux.

En vérité, dans chaque pays, dans chaque mouvement social, la violence fait partie des méthodes de lutte depuis des temps immémoriaux. Même Jésus le Nazaréen, qui prônait l'évangile de la paix, a eu recours à la violence pour expulser les marchands du temple.

Comme je te l'ai dit, les anarchistes n'ont pas le monopole de la violence. Au contraire, l'anarchisme prône la paix et l'harmonie, respecte l'intégrité personnelle, et défend le caractère sacré de la vie et de la liberté. Mais les anarchistes sont des êtres humains comme les autres, et peut-être encore davantage. Ils sont plus sensibles à l'injustice, ils réagissent plus rapidement face à l'oppression et sont donc enclins à exprimer parfois leur protestation sous une forme violente. Mais de tels actes sont l'expression de leur tempérament individuel, pas d'une théorie particulière.

Tu te demandes peut-être, ami lecteur, si les idées révolutionnaires n'encouragent pas la violence chez certains individus. Je ne le pense pas, parce que nous avons vu, au cours de l'Histoire, des individus parfaitement réactionnaires employer des méthodes violentes. Si des êtres humains aux positions politiques opposées commettent des actes semblables, il n'est guère sensé d'affirmer que leurs idées sont responsables de leurs actes.

Des résultats semblables découlent de la même cause, mais celle-ci n'est pas liée à des convictions politiques communes, mais plutôt à des tempéraments individuels et à une attitude générale de la société face à la violence.

— Tu as peut-être raison lorsque tu évoques le rôle de la personnalité individuelle, m'objecteras-tu. En effet, je me rends bien compte que les idées révolutionnaires ne sont pas la cause de tous les actes de violence politique qui se produisent sur terre, sinon ils seraient tous commis par des militants révolutionnaires. Mais tes conceptions ne justifient-elles pas en partie de tels actes ?

— A première vue, ami lecteur, tu sembles avoir raison. Mais si tu réfléchis à la question tu découvriras ton erreur. La meilleure preuve en est que les anarchistes, s'ils défendent exactement les mêmes positions sur la nature de l'Etat et la nécessité de l'abolir, sont souvent en désaccord total à propos de la violence. Ainsi les anarchistes influencés par les idées de Tolstoï et la plupart des anarchistes individualistes condamnent la violence politique, tandis que d'autres anarchistes l'approuvent, ou au moins la justifient.

Est-il raisonnable alors d'affirmer que les conceptions anarchistes sont responsables de la violence ou influencent, d'une façon ou d'une autre de tels actes ?

De plus, de nombreux anarchistes qui ont cru à une époque à la violence comme moyen de propagande ont changé d'opinion à ce sujet et ne soutiennent plus l'utilité de ces méthodes. A une époque, par exemple, les anarchistes prônaient des actes de violence individuelle, ce que l'on a appelé la « propagande par le fait ». Ils ne pensaient pas que ces actes allaient permettre de remplacer l'Etat et le capitalisme par l'anarchie, et ils ne croyaient pas non plus que l'exécution d'un despote abolirait le despotisme. Non, le terrorisme était pour eux un moyen de venger un crime commis contre le peuple, d'inspirer de la peur à l'ennemi, et aussi d'attirer l'attention sur le mal contre lequel l'acte terroriste était dirigé. Mais la plupart des anarchistes aujourd'hui ne croient plus à la « propagande par le fait » et ne soutiennent pas des actes de ce type.

L'expérience leur a appris que, si de telles méthodes ont pu être justifiées et utiles par le passé, les conditions de la vie moderne les rendent inutiles et même nuisibles à la diffusion de leurs idées. Mais leur idéal n'a pas changé ; par conséquent ce n'est pas l'anarchisme qui a façonné autrefois leur attitude vis-à-vis de la violence. Il n'est pas donc pas du tout sûr que ce soient certaines idées ou doctrines en « isme » conduisent qui à la violence. Les causes de la violence sont à mon avis d'une origine différente.

Quelle est donc la bonne explication ?

Comme nous l'avons vu, des actes de violence politique sont commis non seulement par des anarchistes, des socialistes et des révolutionnaires de toute tendance, mais aussi par des patriotes et des nationalistes, des démocrates et des républicains, des suffragettes, des conservateurs et des réactionnaires, des monarchistes et des royalistes, et même des religieux et de fervents chrétiens.

Nous savons maintenant que ce n'est sans doute pas une idée ou une idéologie particulière qui a influencé leurs actes, parce que les idées et les « ismes » les plus différents ont provoqué des actes semblables. Ceux-ci s'expliquent, à mon avis, par leur tempérament individuel et par un sentiment général à propos de la violence.

Tel est le cœur du problème. Que pensent la majorité des êtres humains à propos de la violence ? Si nous pouvons répondre correctement à cette question, la solution nous apparaîtra clairement.

Si nous sommes honnêtes, il nous faut admettre que chacun de nous croit en la violence et la pratique, même s'il la condamne parfois chez les autres. En fait, toutes les institutions humaines et la vie de la société actuelle sont fondées sur la violence.

Qu'appelons-nous l'Etat ? S'agit-il de quelque chose d'autre que de la violence organisée ? La loi t'oblige à faire ceci ou t'interdit de faire cela, et si tu n'obéis pas, elle t'y oblige par la force. A cette étape de notre raisonnement, nous ne cherchons pas à déterminer si une telle situation est juste ou injuste, si cela devrait ou ne devrait pas être ainsi. Nous nous contentons d'établir un constat : tout Etat, toute loi et toute autorité reposent en dernière analyse sur la force et la violence, sur la punition ou la peur de la punition.

Demande-toi donc, ami lecteur, pourquoi même l'autorité spirituelle, l'autorité de l'Eglise et de Dieu, repose sur la force et la violence. Parce que la peur de la colère et de la vengeance divines exerce son pouvoir sur toi, qu'elle t'oblige à obéir et même à croire contre ta propre raison.

Quelle que soit la direction que prendra ton regard, tu découvriras que toute notre vie est construite sur la violence ou la peur de la violence. Depuis la plus tendre enfance, tu es soumis à la violence de tes parents ou des adultes. A l'école, à la maison, au bureau, à l'usine, à la boutique ou dans les champs, tu as toujours affaire à l'autorité d'un individu qui réclame ton obéissance et t'oblige à exécuter sa volontés.

Le droit de t'obliger à faire quelque chose s'appelle l'autorité. On a transformé la peur de la punition en une obligation : l'obéissance.

Nous grandissons tous dans cette atmosphère de force et de violence, d'autorité et d'obéissance, de devoir, de peur et de punition. Elle imprègne chaque jour de notre vie. Nous baignons tellement dans l'esprit de la violence que nous ne nous demandons même pas si elle est juste ou erronée, mais seulement si elle est légale, si la loi l'autorise.

Tu ne remets pas en question le droit de l'Etat de tuer, de confisquer des biens ou de jeter en prison des individus. Si une personne privée était coupable des choses que l'Etat fait tout le temps, tu la dénoncerais comme un assassin, un voleur et un escroc. Mais tant que la violence est « légale », tu l'approuves et tu t'y soumetts. Tu n'es donc pas fondamentalement opposé à la violence, mais seulement à ceux qui l'utilisent « illégalement ».

La violence légale et la peur qu'elle engendre dominant toute notre existence, individuelle et collective. L'autorité contrôle notre vie du berceau jusqu'à la tombe : autorité parentale, ecclésiastique, divine, politique, économique, sociale et morale.

Mais quel que soit le niveau de cette autorité, elle se résume toujours à une puissance supérieure qui t'impose son pouvoir par la peur du châtement. Tu as peur de Dieu et du diable, des prêtres et de tes voisins, de ton patron et de ton

employeur, du député et du policier, du juge et du gardien de prison, de la loi et de l'Etat. Toute ta vie est une longue chaîne de peurs qui blessent ton corps et lacèrent ton âme. C'est sur ces peurs que se construit l'autorité de Dieu, de l'Eglise, des parents, des capitalistes et des dirigeants.

Prends un moment pour réfléchir et demande-toi si mes propos ne sont pas fondés. Pourquoi donc un enfant de dix ans maltraite-t-il son frère ou sa sœur plus jeunes en se servant de sa force physique ? Pour la même raison que le patron de leur père harcèle son employé en se servant de sa position de force et parce que la survie de l'enfant dépend du travail de son père. Tu supportes l'autorité du prêtre ou du pasteur parce que tu penses qu'ils peuvent « appeler la colère de Dieu » sur ta tête. Tu te soumetts à la domination des patrons, des juges et de l'Etat, parce qu'ils ont le pouvoir de te priver de ton travail, de ruiner ton commerce, de te jeter en prison — un pouvoir que tu leur as d'ailleurs toi-même octroyé.

L'autorité régit donc ta vie, l'autorité du passé et du présent, des morts et des vivants, et ta vie personnelle est constamment l'objet d'intrusions, d'agressions, elle est assujettie aux pensées et à la volonté d'autres personnes.

Et puisque ton intégrité personnelle est envahie et violée, tu te venges inconsciemment en envahissant et violant l'intégrité d'autres personnes sur lesquelles tu exerces ton autorité ou ton pouvoir de contrainte, physique ou morale. C'est ainsi que la vie devient un univers où dominant l'autorité, la contrainte et la soumission, l'ordre et l'obéissance, la coercition et la sujétion, les rapports entre dirigeants et dirigés, la violence et la force, sous mille formes différentes.

Comment s'étonner alors du fait que même les idéalistes sont prisonniers des filets de l'autorité et de la violence ? Qu'ils sont souvent poussés par leurs sentiments et leur milieu à des actes intrusifs aux antipodes de leurs idées ?

Nous sommes encore tous des barbares qui ont recours à la force et à la violence pour régler nos doutes, nos difficultés et nos soucis. La violence est l'arme des ignorants et des faibles. Ceux qui ont un cœur et un esprit solides n'ont nul besoin de la violence car la conscience d'avoir raison leur procure une volonté irrésistible. Plus nous nous éloignons de l'homme primitif et de l'âge de pierre, moins nous aurons besoin d'avoir recours à la force et à la violence. Plus l'esprit de l'homme sera éclairé, moins il emploiera la contrainte et la coercition. L'être humain véritablement civilisé se débarrassera de toute peur et de toute autorité. Il se relèvera et se tiendra fièrement debout ; il ne courbera la tête devant aucun tsar, sur terre comme au ciel. Il deviendra totalement humain lorsqu'il refusera de diriger et d'être dirigé. Il ne sera vraiment libre que le jour où il n'y aura plus de maîtres sur cette terre.

L'anarchisme prône une société sans force et sans oppression, où tous les hommes seront égaux et vivront dans la liberté, la paix et l'harmonie.

Le mot anarchie vient du grec, et signifie un ordre sans force, sans violence, sans Etat, parce que l'Etat est la source de la violence, de la contrainte et de la coercition.

L'anarchie n'est donc pas synonyme de désordre et de chaos, comme tu le pensais, ami lecteur. Au contraire, l'anarchie est même l'inverse, elle signifie la disparition de l'Etat, c'est-à-dire la liberté. Le désordre est l'enfant de l'autorité et de la contrainte. La liberté est la mère de l'ordre.

— C'est en effet une belle idée, me diras-tu, mais elle ne convient qu'à des anges.

—

Tu as raison. C'est pourquoi nous devons nous demander comment acquérir les ailes nécessaires pour créer une société idéale.

Alexandre Berkman (1929)

* Lucien Barbedette : Terrorisme(1934)

Cet article offre un éclairage historique sur la violence d'Etat dans différents pays d'Europe (*Ni patrie ni frontières*).

N. m. La terreur est une crainte poussée à un très haut degré, une peur d'une intensité exceptionnellement grande. On appelle terrorisme le système de gouvernement qui s'appuie sur la terreur pour contraindre les membres d'une collectivité à l'obéissance. Mais c'est arbitrairement que l'on réserve ce terme à de très rares périodes de l'histoire. En réalité, la peur fut toujours, et demeure, à notre époque, le principal moyen d'action de l'Autorité. «Avec raison, les anciens choisirent comme symboles du pouvoir suprême des instruments de supplice et de mort. Sans le gendarme, le geôlier et le bourreau, un chef d'Etat perdrait sa flamboyante auréole ; force et contrainte, voilà les attributs essentiels qui caractérisent l'autorité. Inopérantes seraient la pompe carnavalesque dont les souverains s'entourent, la superbe orgueilleuse de leurs discours, toute la mythologie profane ou sacrée dont s'enveloppe leur personne, si derrière ce somptueux décor l'on n'entrevoit prisons, bagnes, guillotine, chaise électrique, corde pour la pendaison.

A un degré moindre, cela reste vrai de quiconque détient une parcelle d'autorité, même minime. Percepteur, douanier, garde champêtre ne sont obéis, dans l'exercice de leur fonction, que par crainte des peines qui frappent le récalcitrant. Pouvoir gouvernemental, puissance administrative, se ramènent à une question de force et reposent sur la peur. Toute infraction aux ordres des chefs, aux prescriptions du code, aux lois édictées par les parlements, entraîne des représailles ; la police, voilà l'institution fondamentale qui permet à l'Etat de subsister». (En marge de l'Action). Mais nous reconnaissons que la peur inspirée par les chefs comporte des degrés, qu'un gouvernement peut être plus ou moins tyrannique, plus ou moins respectueux de la vie et de l'indépendance des individus. Toutefois, même si l'on préfère, au point de vue historique, limiter le terrorisme gouvernemental à certaines époques particulièrement sanglantes, il faut reconnaître que les écrivains officiels font preuve d'une insigne partialité dans l'étude de ces époques tragiques. Chez nous, par exemple, ils racontent avec un grand luxe de détails les crimes de Robespierre et de ses partisans, mais parlent à peine des meurtres commis par les royalistes au début de la Restauration, ou de la répression qui suivit le coup d'Etat du 2 décembre 1851, ou encore du massacre des Communards, ordonné par le gouvernement de Thiers.

La Terreur Blanche débuta à Marseille, le 25 juin 1815, par le meurtre de 200 personnes. A Avignon, l'on égorga 300 prisonniers ; à Nîmes, 150 individus furent mis à mort en moins de deux mois. Des bandes royalistes, comme celles des Miquelets ou des Verdets, parcoururent la vallée du Rhône et le bassin de l'Aquitaine, incendiant les maisons, égorgant leurs adversaires politiques avec des raffinements de cruauté.

Et les autorités locales laissaient faire, quand elles n'encourageaient pas les assassins. Bientôt, d'ailleurs, les violences et les meurtres furent organisés d'une façon parfaitement légale. Sous prétexte d'empêcher tout complot contre l'autorité royale, les Chambres votèrent des mesures draconiennes. «Il faut des fers, des bourreaux, des supplices, s'écriait le comte de la Bourdonnaye. La mort, la mort seule peut mettre fin à leurs complots.

Ce ne sera qu'en jetant une salutaire terreur dans l'âme des rebelles que vous préviendrez leurs coupables projets». Dans chaque département, une cour prévôtale jugea sans appel les accusés politiques, et ses sentences impitoyables étaient exécutoires dans les 24 heures. Les victimes furent nombreuses, les peines de mort et de bannissement étant distribuées à profusion.

Après le coup d'Etat, exécuté au profit du président Louis-Napoléon dans la nuit du lundi 1^{er} au mardi 2 décembre 1851, coup d'Etat organisé sous la haute direction du franc-maçon Morny et qui, en fait, marqua la fin de la Seconde République, un régime de terreur s'installa en France. Vainement, quelques braves dressèrent des barricades et se firent tuer courageusement. Le 4, la troupe tira au hasard sur des femmes, des enfants, des citoyens inoffensifs qui se promenaient sur les grands boulevards de Paris. Un rapport officiel déclare qu'il y eut 26 800 arrestations ; en réalité, elles furent beaucoup plus nombreuses. L'état de siège fut proclamé dans 32 départements. Des commissions mixtes, composées du préfet, du procureur et d'un général, jugèrent les emprisonnés ; elles se montrèrent féroces. Le

gouvernement reconnu qu'il avait déporté 9 581 personnes en Algérie et 239 en Guyane ; mais ces chiffres ne donnent qu'une faible idée de ce que fut la répression exercée par le président Louis-Napoléon. Devenu empereur, il continuera pendant de longues années à bâillonner complètement ses adversaires et à rendre impossible toute expression de la pensée indépendante.

Lorsque les troupes du gouvernement de Versailles pénétrèrent à Paris, le dimanche 21 mai 1871, après une héroïque résistance des Communards, elles commirent d'inqualifiables atrocités. Les soldats de Mac Mahon, encouragés par l'ignoble Thiers, massacrèrent, sans nul souci de la justice ou de l'équité, quiconque leur semblait suspect. Un maire de Paris, qui n'était point du côté des rebelles, a déclaré : «J'ai la conviction profonde que l'on a fusillé plus d'hommes qu'il n'y en avait derrière les barricades».

Et les historiens bourgeois, dont la partialité est révoltante dès qu'il s'agit de la Commune, reconnaissent que 20 000 malheureux au moins furent sommairement exécutés par les Versaillais. Jusqu'en 1876, les conseils de guerre continuèrent de prononcer des milliers de condamnations à mort, au bagne, à la déportation. Et les assassins qui présidèrent à ces tueries occuperont longtemps les plus hautes charges de l'Etat. Ainsi, la Troisième République a débuté, tout comme la Restauration et le Second Empire, en installant un terrorisme de droite.

Aujourd'hui, la Terreur règne en maîtresse sur la plus grande partie de l'Europe : terreur rouge en Russie, terreur blanche en Italie, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, etc. L'installation d'une dictature marxiste en Russie provoqua, par contre-coup, une violente et durable réaction fasciste dans de nombreux pays. Après une tentative de révolution bolcheviste, la terreur blanche s'est installée en Hongrie avec le régent Horthy.

En octobre 1922, Mussolini, aidé par les réactionnaires, par de nombreux francs-maçons et par des marxistes traîtres à la classe ouvrière, s'empara du pouvoir par un coup de force. Implacable à l'égard de ses adversaires, le duce ne s'est pas montré plus bienveillant à l'égard de quelques-uns de ses anciens alliés, les francs-maçons par exemple. Mais il a baissé pavillon devant le pape et s'est fait le protecteur du catholicisme. La malheureuse Pologne étouffe sous la botte de Pilsudski, que les socialistes contribuèrent en 1926 à investir, sinon en droit du moins en fait, du souverain pouvoir.

En Allemagne, Hitler et ses lieutenants sont les maîtres absolus du pays. Pour sa propagande, le chef des nazis avait reçu des sommes énormes de grands industriels allemands et même de capitalistes étrangers, de Schneider du Creusot par exemple. Ni les communistes, ni les socialistes, ni la franc-maçonnerie, ni les syndicats ouvriers ne se dressèrent contre le nouveau et tout-puissant chancelier ; ils se soumirent dans l'ensemble, avec un empressement et une bassesse qui ne les honorent pas. Pour les récompenser de leur servilité, Hitler a dissous leurs groupements et s'est emparé de leurs biens. Des mesures draconiennes ont été prises contre les juifs et contre tous ceux qui pensent autrement que les nazis. La liberté de la presse est abolie ; les prisons regorgent ; les condamnations à mort pour crime politique sont fréquentes ; les camps de concentration sont remplis de suspects auxquels on inflige les supplices les plus raffinés.

En Autriche, le pieux chancelier Dollfuss a fait massacrer les ouvriers courageux qui tentaient de lui résister. Approuvé par le pape, soutenu par Mussolini, il s'est révélé sanguinaire, dès qu'il a pu jeter sans danger le masque doucereux qui lui permit d'endormir ceux dont il méditait la perte.

En Espagne, radicaux et socialistes ont égalé, surpassé, même dans le crime, le dictateur Primo de Rivera. Au Portugal, le terrorisme sévit pareillement, ainsi que dans les pays balkaniques où les souverains ont d'ailleurs toujours exercé une autorité tyrannique.

On voit qu'en fait de terrorisme, les hommes d'ordre, les soutiens de l'autorité détiennent le record. Mais, comble de l'hypocrisie, les écrivains bien-pensants affectent de ne songer qu'aux excès commis lors des révolutions populaires ou aux attentats dus aux organisations ou aux individus d'avant-garde, lorsqu'ils parlent de terrorisme. Ces excès, ces attentats sont pourtant bien peu de chose à côté des crimes innombrables et monstrueux que perpètrent, chaque jour, au nom de la loi et de la morale, les séides du Pouvoir. Simples ripostes aux attaques injustifiées de chefs inhumains, ces actes de

désespoir s'expliquent sans peine, hélas ! Et le droit de légitime défense les justifie en bien des cas. Celui qui se résigne à toutes les servitudes mérite le mépris, en effet.

Lucien Barbedette.

,

Lucien BARBEDETTE, (1890-1942). Anarchiste français.

Il exerce, dès 1919, le métier de professeur. On trouve sa signature dans de nombreux journaux et revues anarchistes auxquels il collaborera : *L'En Dehors*, *La Voix libertaire*, *Terre libre*, *Le Semeur*, *Le Combat syndicaliste*, etc. Il participera aussi à *L'Encyclopédie anarchiste* dirigée par Sébastien Faure. Il meurt à Luxeuil-les-Bains, à l'âge de 52 ans.

(*Biographie extraite du site Ephéméride anarchiste*)

* Pierre Besnard : L'action directe (1934)

[L'intérêt de ce texte est qu'il essaie de fixer le contenu et les limites de l'action directe, notamment par rapport à l'insurrection, « arme des partis politiques », selon l'auteur. (*Ni patrie ni frontières*).]

ACTION DIRECTE

1° Selon le «Larousse». —Recours à la force, préconisé par les syndicalistes révolutionnaires préférablement à l'action constitutionnelle aidée par l'Etat.

2° Selon nous. — Action individuelle ou collective ; exercée contre l'adversaire social par les seuls moyens de l'individu ou du groupement.

L'action directe est, en général, employée par les travailleurs organisés ou les individualités évoluées, par opposition à l'action parlementaire, aidée ou non par l'Etat. L'action parlementaire ou indirecte se déroule exclusivement sur le terrain légal par l'intermédiaire des groupes politiques et de leurs élus. L'action directe peut être légale ou illégale. Ceux qui l'emploient n'ont pas à s'en préoccuper. C'est avant tout, et sur tous les terrains, le moyen d'opposer la force ouvrière à la force patronale. La légalité n'a rien à voir dans la solution des conflits sociaux. C'est la force seule qui les résout.

L'action directe n'est pas cependant nécessairement violente, mais elle n'exclut pas la violence. Elle n'est pas, non plus, forcément offensive. Elle peut parfaitement être défensive ou préventive d'une attaque patronale déclenchée ou sur le point de l'être, d'un lock-out partiel ou total, par exemple, déclaré ou susceptible de l'être à brève échéance.

Quelques exemples sont nécessaires pour bien fixer les esprits.

1° L'ouvrier qui discute ses intérêts avec son patron, soit pour conserver des avantages acquis, soit pour faire triompher des revendications nouvelles, fait un acte d'action directe. Il se place, en effet, seul, face à son employeur, sans recourir à des concours étrangers au conflit social.

Qu'il obtienne ou non satisfaction, que le patron reconnaisse de bonne foi le bien-fondé des desiderata qui lui sont soumis et accorde satisfaction ou les rejette, il y a toujours action directe. Que le patron cède par impuissance momentanée ou par calcul — ce qui est fréquent — ou bien qu'il résiste parce qu'il se croit assez fort pour braver la force collective qu'il sent derrière l'ouvrier qui réclame et discute, il y a de la part de l'individu qui mène la lutte sur ce terrain, action directe.

Que la discussion reste courtoise, qu'elle dégénère en dispute ou en rixe, l'acte de l'ouvrier reste, en tous les cas, une manifestation d'action directe. C'est la *discussion de classe*.

Ce que l'ouvrier ne doit pas perdre de vue dans cette discussion, c'est *son devoir de classe*. Il ne doit jamais céder de terrain à l'adversaire. Il ne doit conquérir des avantages qu'en conservant sa dignité d'homme. Il ne doit, à aucun prix *vendre sa conscience* ni ses connaissances professionnelles, même s'il est miséreux, en acceptant de recevoir en échange des avantages personnels : un poste de commandement ou de maîtrise, un salaire occulte supérieur à celui de ses camarades, etc., etc.

Composer avec le patron, recevoir de lui des satisfactions personnelles refusées aux autres, c'est commettre un *acte de trahison vis-à-vis* de ses frères de misère et de travail. Si on ne se sent pas capable de résister aux propositions mielleuses du patron, il vaut mieux se taire que de se faire l'instrument, même inconscient, de l'asservissement des camarades.

L'ouvrier qui se charge de revendiquer ses droits et ceux de ses camarades doit avoir un profond sentiment de ses devoirs de classe. *S'il les ignore, il doit les apprendre avant d'agir.*

2° Le syndicat peut, bien entendu, employer collectivement le même moyen de lutte. Il doit se conduire de la même façon que l'ouvrier qui agit seul. Lui, non plus, ne doit ni promettre ni donner à l'adversaire des concours moraux ou techniques qui renforceraient la puissance patronale au détriment des ouvriers. Un syndicat qui accepterait que ses membres, contrôlés ou non par lui, pénétrant dans les organismes de direction et de gestion capitalistes ne pourrait plus, en aucun cas, pratiquer l'action directe puisque les intérêts des patrons et des ouvriers, même inégaux, se confondraient.

La *discussion collective de classe* ne peut donner lieu ni à compromis ni à abandon. Elle peut revêtir tous les caractères de la discussion individuelle. Cependant, elle diffère de celle-ci sur un point important. Tandis que l'acte individuel, qui s'exerce souvent dans un milieu réfractaire à l'esprit de classe, ne comporte généralement que le renvoi ou le départ volontaire de l'ouvrier lésé mais impuissant, la discussion collective de classe aboutit presque toujours, en cas d'insuccès, à la grève, si les forces ouvrières sont alertées, cohérentes et organisées pour la lutte prévue et en vue des batailles à livrer.

Dans tous les cas, la grève est un acte grave. Il convient de n'utiliser cette arme qu'à bon escient, avec circonspection, en toute connaissance de cause, après un examen très attentif de la situation et de la position du conflit. Il convient aussi de se rendre compte aussi exactement que possible des résultats à atteindre, des conditions de la lutte à engager, des répercussions en cas de succès ou d'insuccès.

Par exemple, lorsque la décision de grève est prise, il faut mettre tout en œuvre pour rendre effective la cessation du travail, agir avec vigueur, courage et méthode. Une grève victorieuse est un facteur de développement, de rayonnement et d'attraction pour l'organisation syndicale. Par contre, une défaite diminue, généralement, la confiance et la combativité des individus. Elle provoque souvent la désertion des syndiqués. Elle émousse toujours leur ardeur et leur esprit de solidarité.

3° L'ouvrier qui, au cours d'un conflit social, décide selon sa conscience d'accomplir un acte de destruction ou de mise hors d'usage du matériel ou des outils de travail, qui exerce une action violente sur un représentant de la classe adverse ou sur un de ses camarades inconscient de son devoir de classe, fait aussi une action directe.

Toutefois, un tel acte ne doit avoir lieu que s'il est réellement un facteur de succès, de réussite de l'action engagée. Dans le cas contraire, si l'acte est inconsidéré, une simple manifestation de colère, il risque de desservir — et souvent considérablement — le mouvement en cours.

Avant d'employer ce moyen d'action — qui peut s'imposer — l'individu doit se rendre compte, par avance, de la portée de son acte et de ses conséquences probables. Il ne doit l'accomplir que s'il l'estime réellement utile au succès de la cause qu'il défend. Se laisser aller à l'accomplissement irraisonné d'un acte de violence ou de sabotage c'est faire preuve de faiblesse, d'inéducation, d'incompréhension. C'est prêter le flanc à l'adversaire et souvent justifier la violence adverse, même si on est provoqué, ce qui arrive d'une façon courante.

4° Un syndicat peut, lui aussi, décider d'employer la violence ou le sabotage. Toutefois, il ne saurait en imposer l'exécution à ceux de ses membres qui n'accepteraient pas ces moyens de lutte ou ne désireraient pas les utiliser eux-mêmes.

Dans ce cas, seule la conscience de chacun décide pour l'accomplissement des actes *reconnus nécessaires*. Il est bon que les participants ou exécutants soient seuls au courant des projets, des tentatives à exécuter et arrêtent seuls leurs moyens d'action. Le secret est de rigueur. Seuls, ceux qui ont décidé d'agir ainsi dans le bien commun, sont juges de leurs actes. Les autres, par contre, sont juges du résultat. Ils ne doivent pas hésiter à en condamner l'emploi nouveau où le résultat est défavorable à la cause commune. Pas plus qu'une collectivité n'a le droit de s'opposer aux actes nécessaires, des individualités ne doivent accomplir des actions qui vont à l'encontre du résultat cherché. C'est affaire de conscience et de circonstances. Ce qui était mauvais hier peut être bon demain et *vice versa*.

5° L'homme qui abat un tyran, un oppresseur redoutable, par quelque moyen que ce soit, accomplit aussi un acte d'action directe, bien qu'il ne s'attaque pas au régime lui-même et qu'il ne mette que rarement celui-ci en péril. Il agit directement contre un adversaire social qui se révèle particulièrement malfaisant.

6° Un groupement peut être appelé à agir dans les mêmes conditions. Dans ce cas, il est nécessaire que les participants acceptent cette façon de mener la lutte, comme ils le feraient s'il s'agissait d'un acte de sabotage, de destruction ou de violence collective. Les mêmes précautions sont à prendre et l'action ne peut être engagée ou continuée que dans les conditions exposées au paragraphe 4. Un tel acte ou une telle série d'actes peut parfois s'imposer et devenir un facteur important et même décisif du succès en période révolutionnaire.

Comme on le voit, l'action directe peut se présenter sous des aspects très différents, suivant les circonstances et les buts poursuivis.

Si on tient compte des exemples qui précèdent, on peut dire qu'elle revêt les caractères suivants : *discussion individuelle ou collective de classe, grève avec ses multiples aspects, sabotage et sévices contre le patronat ou les ouvriers inconscients, attentats contre un oppresseur ou un groupe de représentants du pouvoir.*

De même qu'il peut y avoir discussion de classe sans grève, il peut y avoir grève sans sabotage, sévices ou chasse aux renards (1). Une seule de ces manifestations caractérise l'action directe. Il suffit qu'elle s'exerce individuellement ou collectivement, de classe à classe, sans recourir à des forces étrangères au conflit lui-même.

En période révolutionnaire, l'action directe prend immédiatement le caractère de *grève générale insurrectionnelle*. Elle a pour but de permettre à la classe ouvrière de s'emparer des moyens de production et d'échange qui assurent, en tout temps, la continuité de la vie sociale. Elle supprime le concours partiel ou total du prolétariat encaserné. L'action directe devient, en cette occasion, nécessairement violente, puisqu'elle s'exerce contre un adversaire qui se défend par la force.

Elle est le premier acte révolutionnaire d'un prolétariat qui vise à remplacer le pouvoir politique par l'organisation sociale, après avoir détruit la propriété individuelle et instauré la propriété, collective.

Elle s'oppose, à *l'insurrection*, arme des partis politiques qui tous, sans exception, n'ont qu'un désir : *prendre le pouvoir et le garder.*

L'action directe est la seule et véritable arme sociale du prolétariat. Nulle autre ne peut, quelque emploi qu'on en fasse, lui permettre de se libérer de tous les jougs, de tous les pouvoirs, de toutes les dictatures — y compris la plus absurde d'entre elles : celle du prolétariat.

En somme, il y a une très notable différence entre la définition bourgeoise de l'action directe et la signification réelle que nous lui donnons.

Alors que nos adversaires — et cela se conçoit — ont surtout voulu, montrer l'action directe comme un acte ou une série d'actes désordonnés, brutaux, violents, sans raisons ni motifs, destructeurs pour le plaisir ou la satisfaction de ceux qui les accomplissent, nous affirmons que l'action directe est ordonnée, méthodique, réfléchie, violente quand il le faut seulement, dirigée vers des buts concrets, nobles et largement humains.

Pierre BESNARD.

(3) Les «renards» sont les «jaunes», ceux qui refusent de faire grève, (*NDLR*).

(4)

Pierre BESNARD (1886-1947). Militant anarcho-syndicaliste. D'abord cheminot, il est révoqué le 14 mai 1920 pour faits de grève. Il n'en poursuit pas moins son activité syndicale. En 1921, il remplace Monatte comme secrétaire des

comités syndicalistes révolutionnaires (CSR), groupement d'opposition au sein de la CGT. Après la scission avec cette dernière, il fonde en 1926 la CGT- SR, syndicat révolutionnaire affilié à la nouvelle AIT (non autoritaire), créée en 1922 à Berlin par Rudolf Rocker. En 1928, Pierre Besnard publie *Le Combat syndicaliste*, organe de la CGT- SR.

En septembre 1936, en tant que secrétaire général de l'AIT, il rencontre les principaux dirigeants de la CNT, en Espagne, dont Durruti. Il préconise d'internationaliser le conflit, pour éviter de refaire l'erreur des communards. Puis il participe à la création de comités anarcho-syndicalistes pour la défense de la révolution espagnole. Pendant l'Occupation, il se réfugie dans le midi de la France, avant de reprendre ses activités syndicales dès 1945. Mais il meurt le 19 février 1947. Il est l'auteur de nombreux ouvrages comme *Le monde nouveau* (1936), *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale* (1930), etc. Ainsi qu'une participation à l'*Encyclopédie anarchiste*.

(*Biographie extraite du site Ephéméride anarchiste*)

* Quatre articles sur l'illégalisme

Le caractère anti-légaliste de l'anarchie devant être traité aux mots loi et légalité, nous n'examinerons ici, sous le vocable «illégalisme» que l'activité hors loi, le mode d'existence qu'ont choisi certains anarchistes, lesquels se procurent, en marge du code, les ressources nécessaires à leur subsistance. Cette attitude — en son essence — est indépendante des voies secrètes, extra-légales, que revêtent, à certaines heures et dans certaines conditions, voire en permanence, la propagande et l'action anarchistes. L'illégalisme «matériel» [si l'on peut dire] est uniquement un moyen individuel d'organiser la vie quotidienne. Il ne comporte pas, en soi, l'affirmation d'une philosophie, tout comme le fait de travailler à l'usine n'implique pas d'opinion «a priori». Le pratiquent d'ailleurs, sans différenciation, des gens totalement étrangers à l'anarchisme.

Stephen MAC SAY.

* Marc Pierrot :L'illégalisme (Le vol)1934)

La propagande pour l'illégalisme et le vol peut avoir quelque influence sur de jeunes écervelés. Elle expose ceux qui se laisseraient aller à ce moyen, commode en apparence, de «se débrouiller», à gâcher lamentablement toute leur existence. Même à ce point de vue personnel, au point de vue purement égoïste de se tirer d'affaire, le moyen ne vaut rien. Nous l'avons vu, il y a une douzaine d'années. Sauf exception rarissime, il ne donne aucun résultat. Le métier de joueur ne vaut pas grand-chose. Celui de voleur est bien pire, car aucun enjeu ne vaut la perte de la liberté.

Un bourgeois vivra de ses rentes, c'est-à-dire en parasite. Mais un pauvre diable d'individualiste qui ne veut pas se prostituer dans le travail salarié, comment fera-t-il ? Il sera forcé de vivre d'expédients, c'est-à-dire que lui aussi vivra en parasite... J'ai entendu souvent discuter sur la légitimité ou non de la reprise individuelle, sur l'utilité de certains gestes. Or, il y a un critérium très commode et que je n'ai jamais vu énoncer clairement. Pour juger si un homme vit d'une façon sympathique, il suffit de savoir s'il vit ou non en parasite : que ce soit un rentier, comme un bourgeois, ou que ce soit un simple estampeur, un escroc, un souteneur, etc. Tout être qui vit en parasite ne peut avoir notre sympathie. Il faut que chacun travaille selon ses forces. Les enfants, les vieillards, les malades, les convalescents, etc., sont dispensés d'un travail productif. Ce qui froisse notre sentiment de justice, c'est l'existence du parasitisme social. C'est contre ce parasitisme que nous nous élevons ; ce n'est donc pas en ajoutant un parasitisme à un autre qu'on créera une nouvelle morale.

Notre morale, celle que nous opposons à la morale du parasitisme, est celle du travail. Bien entendu, il s'agit de travail productif, je veux dire de travail utile au point de vue social et non au point de vue du profit individuel. C'est ainsi qu'il ne suffit pas de travailler, il faut encore se rendre compte de la destination du travail. Un ouvrier qui fabrique des canons, un maçon qui participe à la construction d'une prison, un gardien de cette même prison font du travail nuisible. Les travailleurs utiles sont exploités, c'est vrai, mais notre libération à tous et la possibilité d'une nouvelle morale sont justement dans l'effort des travailleurs contre cette exploitation. Il faut que le travail utile, le travail nécessaire (dont les humains ne peuvent s'affranchir, puisque notre vie en dépend), il faut que ce travail ne soit plus exploité par une classe parasite.

Le vol reste un moyen précaire et *temporaire* d'échapper à la faim et à la mort — il faut bien vivre — et, dans ce cas, la morale chrétienne absout le vol. A plus forte raison nous, anarchistes, n'avons pas contre les voleurs la répulsion que professent les honnêtes gens.

Nous savons, d'ailleurs, que la vie de ces honnêtes gens est fondée sur le vol et le parasitisme. La seule différence, c'est que le vol des bourgeois est légal. Un voleur nous semble donc tout aussi «honorable» qu'un financier, par exemple. Mais quant à faire du vol (illégal) un système, ce serait reconnaître le parasitisme, ce serait élever à la dignité d'une *morale de révolte* un moyen individuel de se tirer d'affaire, sans que le principe de propriété en souffre la moindre atteinte...

Le vol ne s'attaque pas à *la cause* de la propriété : il ne s'attaque pas aux conditions du travail. Le vol s'en prend à la propriété, à la richesse, une fois constituées, ou du moins à une infime partie de cette richesse. Mais il ne s'oppose pas à la naissance, au développement et à la reproduction de cette richesse, au contraire. Les pertes subies à la suite d'un vol ne font que pousser le patron à pressurer davantage le travail de ses ouvriers. Le voleur professionnel n'a même pas intérêt à anéantir la richesse bourgeoise : il en vit, à peu près comme le larbin de grande maison vit sur le coulage de l'office... Les voleurs n'ont jamais eu une action sociale. Ce n'est pas non plus en prenant l'habitude de faire du tort à autrui, quel qu'il soit, qu'on devient révolutionnaire....

Une société humaine, quelle qu'elle soit, ne peut vivre que par le travail, chacun travaillant à son métier, solidaire et dépendant du travail d'autrui. Une société ne peut pas être fondée sur le vol. Comment vivrait-elle ? Le vol ne produit rien. Les richesses produites par le travail attirent l'appétit des fainéants et des voleurs. Dans toute société il y a des voleurs légaux, des parasites. Nous cherchons à nous en débarrasser. Est-ce pour admettre d'autres parasites, les illégaux ?

Sous prétexte que la société est mal faite, quelques voleurs se posent en champions des opprimés ; ils se vantent de récupérer les richesses mal acquises (reprise individuelle). Mais ils ne changent rien à l'ordre social existant. Leur activité (si j'ose dire) ne supprime pas les causes du parasitisme ; au contraire, ils en profitent... Le vol entre au compte des profits et pertes dans toute entreprise capitaliste, mais, en définitive, c'est aux dépens des travailleurs... Les illégalistes ne peuvent pas non plus se vanter de travailler au progrès moral : la duperie ne peut engendrer que la méfiance. Ils n'ont pas non plus à se parer d'une auréole héroïque. Pour vivre, pour réussir (temporairement) ils cherchent naturellement le moindre risque. Ils n'ont pas l'ambition de cambrioler Rothschild, c'est impossible ; donc ils cambrioleront les chambres de bonnes, au sixième, ils refileront de la fausse monnaie à de pauvres ménagères, ils abuseront de la confiance naïve de leurs propres camarades. Je n'invente rien. L'expérience du passé est là.

Marc Pierrot

Marc PIERROT (1871-1950). Militant et propagandiste anarchiste.

En 1891, étudiant en médecine à Paris, il adhère au groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes. En 1896, il obtient son doctorat.

Devenu anarchiste, il milite pour un syndicalisme révolutionnaire, édite de nombreuses brochures de propagande et collabore aux *Temps Nouveaux* de Jean Grave. Mobilisé en 1914, il est envoyé comme médecin en Serbie, puis termine la guerre en France. Il est un des signataires du "Manifeste des seize".

En 1919, il réédite les *Temps Nouveaux* puis édite ensuite la revue *Plus Loin*, qui sortira jusqu'en 1939, et compte comme collaborateur son ami Paul Reclus. Il participe également à l'*Encyclopédie anarchiste* de Sébastien Faure. En 1936, il se rend en Espagne puis prend part à SIA (Solidarité Internationale Antifasciste) créée par Louis Lecoin.

Durant la guerre il est dénoncé comme juif (ce qu'il n'était pas), seule sa compagne lituanienne l'était et sera inquiétée. Ils se retrouveront au début de 1944 à Compiègne. Le 19 février 1950, il meurt des suites d'une maladie, fidèle jusqu'à sa mort à l'idéal libertaire.

Sa fille Cécile a réuni et réédité certain de ses textes sous le titre : *Quelques études sociales* (1970). (*Biographie extraite du site Ephéméride anarchiste*)

* E. Armand : L'illégalisme (1934)

Rien ne sert de le dissimuler, car, qu'on le reconnaisse ou non, il y a des anarchistes qui résolvent leur question économique de façon extralégale, c'est-à-dire par des moyens impliquant atteinte à la propriété, par l'usage constant ou occasionnel de différentes formes de violence ou de ruse, la pratique de métiers ou professions que la police ou les tribunaux désavouent.

C'est en vain que les doctrinaires, anarchistes communistes — et pas tous— veulent se désolidariser des «illégalistes», tonner contre «la reprise individuelle», qui remonte cependant aux temps héroïques de l'anarchisme, à l'époque des Pini, des Schouppe, des Ortiz, des Jacob. C'est en vain que les doctrinaires de l'anarchisme individualiste, tels les Tucker, combattront l'*outlawry* anarchiste : il y a eu, il y aura toujours des théoriciens de l'illégalisme anarchiste, spécialement en pays latins.

Avant de nous enquérir de ce que disent ces «théoriciens», qui sont surtout des camarades qui cherchent à expliquer et à s'expliquer la tournure d'esprit de l'illégaliste anarchiste, il convient de faire remarquer que la pratique de l'illégalisme n'est ni à prôner ni à propager ; il offre de redoutables aléas. Il n'affranchit économiquement à aucun point de vue. Il faut des circonstances exceptionnelles pour qu'il n'entrave pas l'épanouissement de la vie individuelle ; il faut un tempérament exceptionnel pour que l'illégaliste ne se laisse pas entraîner et finisse par être réduit au rang de déchet social.

Ces réserves faites et proclamées à son de trompe, s'il le faut, s'ensuit-il que le camarade qui se procure son pain quotidien en recourant à un métier stigmatisé par la coutume, interdit par la loi, puni par «la justice», ne doive pas être traité en «camarade» par celui qui accepte de se faire exploiter par un patron ?

Somme toute, tout anarchiste, adapté ou non, est un illégal, parce qu'il nie la loi. Il est illégal et délinquant toutes les fois qu'il émet et propage des opinions contraires aux lois du milieu humain où il évolue.

Entre l'illégaliste intellectuel et l'illégaliste économique, il n'y a qu'une question d'espèce.

L'anarchiste illégaliste prétend qu'il est tout autant un camarade que le petit commerçant, le secrétaire de mairie ou le maître de danse qui ne modifient en rien, et pas plus que lui, les conditions de vie économique du milieu social actuel. Un avocat, un médecin, un instituteur peuvent envoyer de la copie à un journal libertaire et faire des causeries dans de petits groupes d'éducation anarchistes, ils n'en restent pas moins les soutiens et les soutenus du système archiste, qui leur a délivré le monopole leur permettant d'exercer leur profession et aux réglementations duquel ils sont obligés de se soumettre s'ils veulent continuer leur métier.

La loi protège aussi bien l'exploité que l'exploiteur, le dominé que le dominateur, dans les rapports sociaux qu'ils entretiennent entre eux et, dès lors qu'il se soumet, l'anarchiste est aussi bien protégé dans sa personne et ses biens que l'archiste ; dès lors qu'ils obtempèrent aux injonctions du «contrat social», la loi ne fait pas de distinction entre eux. Qu'ils le veuillent ou non, les anarchistes qui se soumettent, petits artisans, ouvriers, fonctionnaires, employés, ont de leur côté la force publique, les tribunaux, les conventions sociales, les éducateurs officiels. C'est la récompense de leur soumission ; quand elles contraignent l'employeur archiste à payer demi-salaire au salarié anarchiste victime d'un accident de travail, les forces de conservation sociale se soucient peu que le salarié, intérieurement, soit hostile au système du salariat ; et la victime profite de cette insouciance.

Au contraire, l'insoumis, le réfractaire au contrat social, l'anarchiste illégal a contre lui toute l'organisation sociale, quand il se met, pour «vivre sa vie», à brûler les étapes. Il court un risque énorme et il est équitable que ce risque soit compensé par un résultat immédiat, si résultat il y a.

Tout anarchiste, soumis ou non, considère comme un camarade celui d'entre les siens qui refuse d'accepter la servitude militaire. On ne s'explique pas que cette attitude change quand il s'agit du refus de se laisser exploiter.

On conçoit fort bien qu'il y ait des anarchistes qui ne veulent pas contribuer à la vie économique d'un pays qui ne leur accorde pas la possibilité de s'exprimer par la plume ou par la parole comme ils le voudraient, qui limite leurs facultés de réalisation ou d'association dans quelque domaine que ce soit. Tout bien considéré, les anarchistes qui consentent à participer au fonctionnement des sociétés où ils ne peuvent vivre à leur gré, sont des inconséquents. Qu'ils le soient, c'est leur affaire, mais qu'ils n'objectent pas aux «réfractaires économiques».

Le réfractaire à la servitude économique se trouve obligé, par l'instinct de conservation, par le besoin et la volonté de vivre, de s'approprier une parcelle de la propriété d'autrui. Non seulement cet instinct est primordial, mais il est légitime, affirment les illégalistes, comparé à l'accumulation capitaliste, accumulation dont le capitaliste, pris personnellement, n'a pas besoin pour exister, accumulation qui est une superfluité. Maintenant qui est cet «autrui» auquel s'en prendra l'illégaliste raisonné, conscient, l'anarchiste qui exerce une profession illégale ? Ce ne sera pas aux écrasés de l'état de choses économiques. Ce ne sera pas non plus à ceux qui font valoir par eux-mêmes, sans recours à l'exploitation d'autrui, leur «moyen de production». Cet «autrui», mais ce sont ceux qui veulent que les majorités dominent ou oppriment les minorités, ce sont les partisans de la domination ou de la dictature d'une classe ou d'une caste sur une autre, ce sont les soutiens de l'Etat, des monopoles et des privilèges qu'il favorise ou maintient. Cet «autrui» est en réalité l'ennemi de tout anarchiste — son irrécusable adversaire. Au moment où il s'attaque à lui — économiquement — l'anarchiste illégaliste ne voit plus en lui, ne veut plus voir en lui qu'un instrument du régime archiste.

Ces explications fournies, on ne saurait donner tort à l'anarchiste illégaliste qui se considère comme trahi lorsque l'abandonnent ou s'insouciant d'expliquer son attitude les anarchistes qui ont préféré suivre un chemin moins périlleux que celui sur lequel lui-même s'est engagé.

A l'anarchiste révolutionnaire qui lui reproche de chercher tout de suite son bien-être au point de vue économique, l'illégaliste lui rétorque que lui, révolutionnaire, ne fait pas autre chose. Le révolutionnaire économique attend de la révolution une amélioration de sa situation économique personnelle, sinon il ne serait pas révolutionnaire ; la révolution lui donnera ce qu'il espérait ou ne le lui donnera pas, comme une opération illégale fournit ou ne fournit pas à celui qui l'exécute ce qu'il escomptait. C'est une question de date, tout simplement. Même, quand la question économique n'entre pas en jeu, on ne fait une révolution que parce que l'on s'attend personnellement à un bénéfice, à un avantage religieux, politique, intellectuel, éthique peut-être. Tout révolutionnaire est un égoïste.

Quant aux objections de ceux qui font un travail de leur goût, qui exercent une profession qui leur plaît, il suffira de leur opposer cette remarque que me fit personnellement Elisée Reclus un jour qu'à Bruxelles, je discutais la question avec lui : «Je fais un travail qui me plaît, je ne me reconnais pas le droit de porter un jugement sur ceux qui ne veulent pas faire un travail qui ne leur plaît pas.»

L'anarchiste dont l'illégalisme s'attaque à l'Etat — ou à des exploiters reconnus — n'a jamais indisposé «l'ouvrier» à l'égard de l'anarchisme. Je me trouvais à Amiens lors du procès Jacob qui s'en prit aux églises, aux châteaux, aux officiers coloniaux ; grâce aux intelligentes explications de l'hebdomadaire *Germinal*, les travailleurs amiénois se montrèrent très sympathiques à Jacob, récemment libéré du bagne, et aux idées de reprise individuelle. Même non anarchiste, l'illégal qui s'en prend à un banquier, à un gros usinier, à un manufacturier, à une trésorerie, etc., est sympathique aux exploités qui considèrent quelque peu comme des laquais ou des mouchards les salariés qui s'obstinent à défendre les écus ou le papier-monnaie de leur exploitateur, particulier ou Etat. Des centaines de fois, il m'a été donné de le constater.

Bien que je ne possède pas les statistiques voulues, la lecture des journaux révolutionnaires indique que le chiffre des emprisonnés ou des tués, à tort ou à raison, pour faits d'agitation révolutionnaire (dont la «propagande par le fait») laisse loin derrière lui le nombre des tués ou emprisonnés pour faits d'illégalisme. Dans ces condamnations, les théoriciens de l'anarchisme, du communisme, du socialisme révolutionnaire ou insurrectionnel ont une large part de responsabilité, car ils n'ont jamais entouré la propagande en faveur du geste révolutionnaire des réserves dont les «explicateurs» sérieux entourent le geste illégaliste.

Dans une société où le système de répression revêt le caractère d'une vindicte, d'une vengeance que poursuivent et exercent les souteneurs de l'ordre social sur et contre ceux qui les menacent dans la situation qu'ils occupent — ou poursuit l'abaissement systématique de la dignité individuelle — il est clair qu'à tout anarchiste «l'enfermé» inspirera plus de sympathie que celui qui le prive de sa liberté ou le maintient en prison. Sans compter que c'est souvent parmi ces «irréguliers», ces mis au ban des milieux fondés sur l'exploitation et l'oppression des producteurs, qu'on trouve un courage, un mépris de l'autorité brutale et de ses représentants, une force de résistance persévérante à un système de compression et d'abrutissement individuels qu'on chercherait en vain parmi les réguliers ou ceux qui s'en tiennent aux métiers tolérés par la police.

Nous nourrissons la conviction profonde que, dans une humanité ou un milieu social où les occasions d'utiliser les énergies individuelles se présenteraient au point de départ de toute évolution personnelle, où elles abonderaient le long de la route de la vie, où les plus irréguliers trouveraient faculté d'expériences multiples et aisance de mouvements, les caractères les plus indisciplinés, les mentalités les moins souples parviendraient à se développer pleinement, joyeusement, sans que ce soit au détriment de n'importe quel autre humain.

E. ARMAND

Ernest JUIN dit E. ARMAND (1872-1963). Militant anarchiste individualiste et propagandiste d'une libre sexualité.

Instruit par son père (ancien communard), il n'ira jamais à l'école, ce qui ne l'empêchera pas de pratiquer de nombreuses langues. D'abord empreint d'humanisme chrétien, il travaille pour l'Armée du Salut. Il découvre l'anarchisme à la lecture des *Temps nouveaux* de Jean Grave. En 1902, il participe aux "Causeries populaires" qu'anime Libertad, et s'engage définitivement pour l'anarchisme individualiste, en publiant de nombreux journaux *L'ère nouvelle* (1901-1911), *Hors du troupeau* (1911), *Par-delà la mêlée* (1916), *L'Unique* (1945), mais surtout en reprenant à partir de 1922 *L'En Dehors*. Il écrit des milliers d'articles dans la presse militante, et participe à l'*Encyclopédie Anarchiste* de Sébastien Faure. Il subit à plusieurs reprises des condamnations, notamment pour "complicité de désertion" lors du premier conflit mondial. Entre 1940 et 1941, il est interné dans différents camps.

Son action militante s'oriente vers "les milieux libres" ou colonies anarchistes ; partisan de l'amour libre, du naturisme et du refus des contraintes. C'était un véritable en-dehors, auteur de *L'Initiation individualiste anarchiste* (1923) et de *La révolution sexuelle et la camaraderie amoureuse* (1934), etc.

* Aristide Lapeyre : L'illégalisme (1934)

«Exercice de métiers hasardeux non inscrits aux registres des professions tolérées par la police.» — E. ARMAND.

En principe, tous les anarchistes sont des illégaux, ou plus exactement, des a-légaux. Négateurs de l'autorité, des lois, ils tendent vers leur destruction et s'ingénient en attendant l'an-archie, à échapper à leurs contraintes.

En fait, une grande partie des anarchistes, tout en préparant la disparition progressive ou simultanée de tous les articles du Code des Lois, s'adaptent au fait social, le subissent. C'est ainsi qu'ils se plient aux lois sur la propriété, aux lois sur le service militaire, aux lois sur les mœurs, etc. L'attitude de ces anarchistes — illégaux par principe et légaux en fait — leur est dictée soit par le sentiment de leur impuissance devant les foudres de la loi, soit par préjugés, ou traditions, ou morales, soit par tempérament.

La critique des bases d'autorité, au service de tempéraments combatifs, logiques, débarrassés des préjugés courants sur la morale et l'honnêteté, a donné naissance à une catégorie d'anarchistes qui ont affirmé une théorie de vie illégaliste.

A la force sociale ou gouvernementale, ils opposeront leur audace, leur science et leur ruse. Ce qu'ils ne peuvent réaliser socialement, ils le réaliseront individuellement. Face à l'autorité qui fait le Bien et le Mal, qui commande au nom de sophismes ou de sa force, tout est Bien, pourvu qu'on soit le plus fort ; il n'y a de Mal que d'être insuffisamment armé. Si l'exploité voulait, il n'y aurait plus d'exploitation. Attendre qu'il le comprenne, et ose se refuser à être exploité, c'est apporter, ou au moins conserver, sa part d'acceptation à l'édifice autoritaire. Or, eux, ont compris, ils oseront, ils vivront en dehors de la loi, contre la loi.

Travailler, c'est consolider l'Etat ; être soldat, c'est défendre le Capital. Ils veulent que disparaisse l'Etat et le Capital : ils ne seront pas soldats ; ils ne travailleront pas. Personnellement, ils s'insurgent ; ils n'acceptent pas la loi. Ils n'ont pas d'instruments de production, pas de matière première sur laquelle exercer leur activité. Ils prendront leur part de la richesse sociale, du capital produit, amassé, par les générations disparues et monopolisé par quelques individus.

Et comme l'actuel possesseur de ces capitaux ne voudra pas se laisser exproprier, on emploiera les moyens adéquats : tantôt des moyens directs : le vol ; tantôt indirects : escroqueries, fabrication de fausse monnaie, etc., etc. Nul n'est obligé, en droit, de se soumettre à un contrat unilatéral, qu'il n'a pas été appelé à discuter, qu'il n'a pas contresigné.

D'autre part, le minimum de bien-être et de liberté, nécessaire à tout individu évolué, ne peut être que très rarement acquis par des procédés légaux. De ce fait, le produit du travail de chacun ne lui reste pas intégral, et le travail devient une duperie. C'est ainsi que Guizot a pu dire avec juste raison : «Le travail est une garantie efficace contre la disposition particulière des classes pauvres. La nécessité incessante du travail est le côté admirable de notre société. Le travail est un frein !»

Fatigué, exténué, sale souvent, l'ouvrier, le travailleur, rentre dans un logis dont le loyer n'est pas trop élevé, c'est-à-dire un taudis. Pas de place, pas d'air, pas de meubles ; une nourriture insuffisante ou de mauvaise qualité ; le souci continuel de ne pas dépenser plus que ce qu'il gagne ; la maladie qui le guette, le chômage ; enfin la continuelle et terrible insécurité du lendemain.

Ah ! échapper au salariat ; être propriétaire de son champ, de son atelier, de sa maison ! Le travail ne pouvant nous libérer, nous nous débrouillerons en dehors des limites de la loi.

Pour vivre la vie libre que nous voulons, il nous faut mener une campagne de tous les instants contre les institutions sociales. Il nous faut créer un milieu de «nôtres» considérable ; émanciper le plus grand nombre possible de cerveaux, afin d'être plus forts pour résister à l'oppression. Mais notre presse est chlorotique : *faute d'argent*, nos conférenciers ne peuvent se déplacer ; *faute d'argent*, nos livres ne peuvent être édités ; *faute d'argent*, nos écoles ne peuvent subsister.

Faute d'argent, telle est la litanie ; car le travailleur, qui a déjà grand-peine à se nourrir, se vêtir, se loger avec son salaire, ne peut distraire pour la propagande que des sommes ridiculement minimes.

Ah ! si nous avions de l'argent ; si nous pouvions disposer de ce levier formidable pour révolutionner les esprits, comme notre vie pourrait s'épandre. Or, nous voulons vivre, et tout de suite. Il n'y a pas de Ciel ni d'Enfer pour nous recevoir après notre mort. Il faut vivre maintenant !

Par le travail rarement la libération est possible ; nous serons donc *illégalistes*. Mais ici, il est bien nécessaire de s'entendre. L'illégaliste ne pose pas ses actes comme révolutionnaires. Il sait : qu'une escroquerie, un estampage, un vol, etc., ne modifient en rien les conditions économiques de la société. Il sait qu'en ne se rendant pas à la caserne, il n'a pas détruit le militarisme. Non plus, l'illégaliste, parce qu'échappant à l'usine, à l'atelier, ou à la ferme, parce que ne «travaillant» pas, n'est un paresseux.

L'illégaliste-anarchiste choisit un travail non accepté par les lois, donc dangereux, comme moyen de vie économique, comme pis-aller. Il est toujours prêt à faire un travail utile, à condition qu'il puisse jouir du produit intégral de ce travail.

Aussi, il est entendu que «en tout cas, jamais la pratique des 'gestes illégaux' ne saurait, à nos yeux, diminuer intellectuellement ou moralement qui s'y livre. C'est même le 'critérium' qui permettra de savoir à qui l'on a affaire. Nul individualiste n'accordera sa confiance au soi-disant camarade qui se targue 'd'illégalisme', ne pense qu'à bombances et fêtes, indifférent aux besoins de ses amis, insouciant de la marche du mouvement des idées qu'il prétend siennes. Il lui sera plus sympathique qu'un autre, voilà tout, car le réfractaire, l'irrégulier, le hors-cadre, même inconscients, même impulsifs, attireront toujours l'individualiste anarchiste. 'Entre Rockefeller et Cartouche, c'est Cartouche qui a sa sympathie.'» (E. Armand : *Initiation individualiste*, p. 131.)

Ainsi donc, il y a deux sortes d'illégalistes : l'illégaliste anarchiste, qui lutte illégalement, par raison et par tempérament, qui accomplit des «actes illégaux» de la même manière que travaille chez un patron quelconque l'anarchiste non «illégaliste», c'est-à-dire en s'appliquant à sauvegarder son intégrité intellectuelle et éthique ; l'illégaliste bourgeois qui s'insoucie totalement du milieu social, du bien-être de ses compagnons, qui ne lutte pas contre l'Autorité sauf pour son cas tout spécial, qui «se débrouille» par tempérament sans plus.

Seul le premier nous intéresse réellement. Ce n'est point la profession, mais la mentalité, qui fait d'un individu notre camarade.

La théorie illégaliste apparaît souriante à l'anarchiste : lutte active contre les lois ; profits permettant une plus sérieuse propagande ; évasion de ces enfers abrutisseurs que sont l'usine et l'atelier ; plus de patron. Mais il faut bien comprendre que tout cela ne va pas sans de sérieux inconvénients. La société est trop bien organisée, trop anciennement policée pour qu'elle n'ait pas prévu cette porte de sortie pour les salariés. Aussi est-elle terriblement armée contre les réfractaires et féroce dans la répression.

Pour l'illégaliste, même avec des qualités et un tempérament extraordinaires, il y a infiniment plus de chances pour qu'il ne réussisse pas que pour le succès de son entreprise. La conséquence, c'est l'échafaud parfois ; la balle d'un policier souvent ; en tout cas c'est l'emprisonnement. Pour vivre plus libre, quatre murs ; pour bien vivre, du pain et de l'eau. Et la satisfaction ultime de cracher un dernier «blasphème» à la gueule de la société, ne vaut pas, certes, toutes les possibilités qui vont s'éteindre.

Mais l'illégaliste-anarchiste n'a pas agi à la légère ; il sait les risques, connaît bien son ennemi, se sent bon lutteur : il va. Il aura à terrasser un ennemi bien plus subtil que la police, s'il veut rester anarchiste. Comme toute fonction sous un régime autoritaire, l'illégalisme déforme son homme, lui donne des habitudes, des tendances, et il est évident que le passage de l'illégalisme-anarchiste à l'illégalisme-bourgeois est des plus aisés. Nous pensons cependant, avec E. Armand, que «se placer sur le terrain de la «déformation professionnelle» pour critiquer la pratique de l'illégalisme comme l'entendent les individualistes, n'est pas non plus ni très adroit, ni très concluant. L'individualiste qui a choisi comme pis-

aller le travail, l'exploitation, subit une déformation professionnelle aussi marquée que «l'illégal». Se dissimuler sans cesse et toujours devant l'exploiteur, accepter, par crainte de perdre son emploi, tous les caprices, toutes les fantaisies de l'employeur, demeurer silencieux devant les actes d'arbitraire, de tromperie, de canaillerie dont on est témoin, de peur d'être mis à la porte de l'atelier ou du chantier où l'on travaille, tout cela crée des habitudes dont l'exploité n'a guère à faire étalage.

L'illégaliste-anarchiste est donc notre camarade, au même titre que l'anarchiste-ouvrier, l'anarchiste-écrivain, l'anarchiste-conférencier, etc. Quand les anarchistes-moralitéistes auront révolutionné la société, ils seront tout surpris de trouver au premier rang des producteurs les illégalistes-anarchistes.

A. Lapeyre

Aristide LAPEYRE (1899-1974). Militant anarchiste, pacifiste et néo-malthusien, coiffeur de profession.

Adolescent pauvre, il devient anarchiste et fréquente "La ruche" de Sébastien Faure. En 1929, avec ses frères, Laurent et Paul, il participe à la création de la CGT-SR. Il est déjà un conférencier anarchiste reconnu lorsqu'en 1928, il soutient la «synthèse anarchiste» chère à Sébastien Faure. En 1929, il crée un journal violemment anticlérical *Lucifer* (qui existera jusqu'en 1935). Militant activement pour la limitation des naissances, il fait la connaissance du médecin anarchiste Norbert BARTOSEK, et se fait stériliser par vasectomie. Accusé de «complicité de castration», il est alors poursuivi par la justice, en 1935, dans le cadre de «l'affaire des stérilisés de Bordeaux». En 1936, il prend part à la révolution espagnole, se chargeant du bureau de propagande de la CNT-FAI, puis il crée le journal *Espagne Antifasciste* qui deviendra *Espagne nouvelle* et dont Prudhommeaux sera rédacteur.

Il projette ensuite de créer une école libertaire, en France, mais la guerre éclate. Il aidera alors de nombreux compagnons à se soustraire à la Gestapo, et sera pris en otage par les nazis en octobre 1941, manquant de peu d'être exécuté. Infatigable, il lutte ensuite pour la reconstruction du mouvement anarchiste de l'après-guerre, mais n'abandonne pas pour autant le combat anticlérical et néo-malthusien. Il se bat pour le droit à l'avortement, n'hésitant pas à en pratiquer lui-même. Le 19 juin 1973, il est condamné à cinq ans de prison, suite au décès accidentel d'une patiente. Victime d'une hémiplégie, Aristide Lapeyre est libéré pour raison médicale, mais mourra peu de temps après, le 23 mars 1974.

(*Biographie extraite du site Ephéméride anarchiste*)

* Stephen Mac Say : L'ILLEGALISME (son aspect, sa pratique et ses aboutissants) (1934)

Le vol ? le crime ?... D'un côté le larcin — illégal, et individuel, et désordonné du misérable sans pain, du chômeur sans ressources, du travailleur à l'index, du misérable aussi que sa naissance y prédestine, le vol, somme toute, du pauvre volant pour vivre. De l'autre, le rapt — *légal*, habile et socialement organisé — des bénéficiaires d'un régime accumulant le superflu : les riches volant pour emplir des coffres-forts.

D'un côté les hécatombes des antres du dividende, du taudis, de la guerre qui, par privation, surmenage, consommation, violence, immolent, sur l'autel du profit, les multitudes abusées ; l'assassinat, méthodique et quotidien, d'une société pour qui les affaires valent plus que les hommes. De l'autre, le geste isolé de quelque malheureux que les circonstances entraînent à l'acte criminel et qui, en petit, renouvelle à la vie d'autrui des atteintes partout regrettables...

Pour les uns — les maîtres — l'approbation des codes et des mœurs, la considération de l'opinion. Pour les autres — les esclaves — l'anathème public et la rigueur des lois. Honneur au vol, au crime d'en haut : contre ceux d'en bas, répression féroce !... Nous laissons aux hypocrites morales le privilège des réprobations unilatérales ; nous laissons aux «honnêtetés» officielles les démarcations qui, comme par hasard, sont des justifications intéressées d'appétits ; nous laissons aux régimes d'arbitraire une «justice» qui toujours poursuit dans le faible un délinquant, absout et encense les puissants ; nous laissons aux professionnels du jugement le triste courage et la honte du châtement : leurs consciences et les nôtres ne connaissent pas les mêmes tourments... Nul n'a plus que nous, anarchistes, la préoccupation aiguë — et générale — de la vie humaine.

Mais, dans la balance de la justice véritable — laquelle ne s'asservit ni aux intérêts, ni aux classes, ni aux haines — combien les vols et les crimes des déshérités sont légers et menus en définitive — et plus près des vitales exigences — en regard des vols et des crimes, et des maux sans nombre que multiplie la rapacité souveraine des grands...

Il ne s'agit donc ici, à aucun moment et sous quelque face, d'épouser l'âme du juge et de faire des dosages de criminalité entre ceux qui, las d'être écrasés, se retournent contre la société qui les broie, et rusent et soustraient, frappent parfois, et ceux qui, quotidiennement, honorés et le sourire aux lèvres, dans la normale des conditions actuelles du travail, rafflent, volent et font périr des milliers de leurs semblables. Il est question moins de morale d'ailleurs que de pratique et moins de responsabilités que de conséquences.

Et nous étudions l'illégalisme systématique bien plus que l'accidentel et la *décision*, de celui qui, privé des richesses amoncelées sous ses yeux et insultant à son droit, demande aux voies «délictueuses» des satisfactions qui se dérobent, plutôt que l'attitude de celui qui ravit par hasard et sous la poussée impérieuse des nécessités... Situait la voie, à peine choisie, que les forces de «l'ordre» lui reprochent, un illégaliste déclare : «Je n'ai pas à hésiter, lorsque j'ai faim, à employer les moyens qui sont à ma disposition, au risque de faire des victimes. Les patrons, lorsqu'ils renvoient des ouvriers, s'inquiètent-ils s'ils vont mourir de faim ?...»

Que peut-il faire, celui qui manque du nécessaire en travaillant, s'il vient à chômer ? Il n'a qu'à se laisser mourir... Alors on jettera quelques paroles de pitié sur son cadavre. C'est ce que j'ai voulu laisser à d'autres. J'ai préféré me faire contrebandier, faux-monnayeur, voleur, etc., etc. J'aurais pu mendier : c'est dégradant et lâche et c'est même puni par vos lois, qui font un délit de la misère... J'ai travaillé pour vivre et faire vivre les miens ; tant que ni moi ni les miens n'avons pas trop souffert, je suis resté ce que vous appelez honnête. Puis le travail a manqué et avec le chômage est venue la faim. C'est alors que cette grande loi de la nature, cette voix impérieuse qui n'admet pas de réplique, *l'instinct de la conservation*, me poussa à commettre certains des crimes et délits que vous me reprochez...» Et il ajoute : «Si tous les nécessiteux au lieu d'attendre, prenaient où il y a et par n'importe quel moyen, les satisfaits comprendraient peut-être plus vite qu'il y a danger à vouloir consacrer l'état social actuel où l'inquiétude est permanente et la vie menacée à chaque instant...»

Aux repus et aux privilégiés du régime, aux ouvriers que la chance — si l'on peut dire — favorise d'un travail régulier, à tous ceux à qui le hasard du sort ou les circonstances rendent faciles, ou possibles, l'existence paisible — sinon heureuse — dans la légalité, il opposait — illégalité involontaire — l'argument de la vitalité éclairée qui regimbe et qui, «lorsque règne l'abondance, que les boucheries sont bondées de viande, les boulangeries de pain, que les vêtements sont entassés dans les magasins, qu'il y a des logements inoccupés», dresse le droit naturel en face des défenses monstrueuses qui briment la vie, invoque la légitimité du recours suprême et passager aux détournements illégaux...

Mais d'autres vont plus loin. Pour eux, l'illégalisme est aussi l'argument de l'individualité lésée qui, en face d'un contrat social qui met à la charge des uns le plus lourd de la production et ne leur consent que le plus minime de la répartition, se refuse à contresigner plus longtemps un marché draconien.

Déniant au système en vigueur (qui, sans débat préalable et sans libre acceptation, le rive à un labeur sans contrepartie équitable), le caractère de consentement mutuel qui en justifierait l'observance, ils réclament — et là commence le sophisme — au nom de l'expansion totale de leur être, sinon le droit de dérober, du moins l'excuse de puiser — par pratique constante — à même les biens entreposés. Si elle comporte déjà cette critique de l'état social, cette dénonciation de son iniquité fondamentale, cet appel aux droits égaux de tous les humains à jouir, sans contrainte, des possibilités de la vie, par quoi l'anarchisme s'affirme, cette argumentation ne vise cependant à élever le vol à la hauteur d'un principe ou d'une propagande et aux vertus *positives* d'une rénovation que dans le domaine individuel.

Il demeure un moyen — amené au niveau évidemment contestable du métier — tendant à assurer le sort agrandi de son commettant. Il ne prétend qu'à une résolution limitée, étroitement particulière, de la «question sociale». Et nous verrons tout à l'heure qu'il renferme *en fait* une manière d'accommodement, un acquiescement de convenance aux formes égoïstes de l'appropriation capitaliste et que seuls l'en séparent le danger et l'absence de consécration sur le plan de la légalité...

D'autres, enfin, font du vol une arme de la sociologie. Ils le situent, en fait comme en revendication, parmi les moyens de transformation collective et tendent à le placer, comme mode d'affranchissement, sous l'égide d'une idée et le patronage d'une école. Ils revendiquent le passage, au nom d'une philosophie, à une attitude d'illégalisme permanent, et en quelque sorte révolutionnaire, qui s'étend, plus loin que le manque, à tous les desiderata de l'élément humain au détriment duquel fut rompue l'harmonie sociale. C'est la thèse de ceux qui demandent à leurs convictions idéologiques, non seulement en face d'une infériorité économique imposée et dont ils sont les victimes personnelles, mais en recherche de stabilité, en réaction réformatrice contre un déséquilibre général et organique, la justification de leur entrée dans les magasins prohibés de la richesse.

Et l'acte illégal ainsi nous préoccupe, non plus uniquement du point de vue de son réflexe d'instinctive conservation, ni de par ce sentiment d'élémentaire solidarité humaine, générateur d'indulgence et de compréhension envers tout ce qui tend à sauvegarder de la mort une unité menacée (sentiment qui peut nous être commun avec maints idéalistes religieux ou sociaux), mais il met, en propre, les anarchistes en présence d'une double interprétation doctrinaire, aux fins individuelles et sociales, et d'un problème tactique dont ils ne peuvent — tant pour son esprit que pour ses aboutissants, tant pour sa théorie que pour le concret des actes qu'il pose — éluder l'examen...

Un individu, plutôt que d'être un salarié, privé souvent du nécessaire d'abord et des éléments équitables de la joie ensuite, plutôt que de se prêter à une besogne parfois repoussante, ou crispé d'une révolte impossible à contenir, plutôt que de toucher une infime partie du produit de sa tâche, cesse tout effort. Il donnait et récupérait à peine. A présent il refuse sa collaboration, mais néanmoins s'approprie les fruits du labeur continué d'autrui.

A part une question d'échelle et de mesure et le risque de l'énergie dépensée (une énergie non moins que productive), et l'excuse d'avoir été longtemps la victime, en quoi son procédé diffère-t-il de celui du patron (ou mieux du détenteur de coupons, de l'actionnaire) qui, pour assurer leur «petite vie» jousseuse, puisent en leur coffre-fort l'argent qu'y poussent les ouvriers ? L'un draine à l'abri de la loi, et la considération l'enveloppe. L'autre s'empare, en marge des textes, et la

vindictes le poursuit... Nous ne pouvons nous rendre à cette argumentation simpliste — et d'ailleurs évidemment inexacte — qui nous présenterait comme spécifiquement *nôtre* tout ce que les codes réprouvent. La contre-partie des institutions légalistes ne constitue pas mécaniquement l'édifice de notre idéologie. N'est pas anarchiste tout ce que dénonce et traque la société bourgeoise. Et les difficultés, et les brutalités répressives, et les souffrances démesurées, quoique unilatérales — si elles nous rapprochent d'un homme — ne modifient pas la valeur intrinsèque d'une opération. Pour nous, qui observons les situations en dehors des considérants ordinaires et des prohibitions officielles, en quoi l'acte qui dépossède le producteur au profit d'un privilégié et au détriment de la collectivité est-il changé parce que le second larron a dupé — en soutirant, aux fins d'utilisation personnelle, l'équivalent monétaire du produit — le premier ravisseur ? Y a-t-il là autre chose qu'une substitution nominale qui laisse intacte la nature de la frustration ?...

Le vol illégal — tout comme le vol-métier que régularise la loi et qu'encense l'opinion et qui jouit, dans la morale courante, d'un droit de cité de vertu et d'honnêteté — est en désaccord avec les dénonciations et les fins de l'anarchisme. Il blesse aussi en nous le sentiment de la justice. Nous le rencontrons sous notre critique et il encourt notre réprobation à l'examen des inégalités, des incompatibilités économiques. Il manque à l'illégaliste anarchiste — tout comme au patron, au commerçant anarchistes, entre autres — cette clarté, cette logique et cette propriété individuelles en lesquelles nous situons *l'honnêteté* (très éloignée de celle que prônent les manuels d'une éthique asservie) indispensable à la droiture des rapports humains, état presque introuvable aujourd'hui. Et l'illégalisme s'oppose, en matière de recherche sociale, à cette aspiration fondamentale de l'anarchisme qui veut que les biens issus de la productivité générale cessent d'être l'apanage de quelques-uns et, à plus forte raison, des non-producteurs...

La jouissance sans production (il n'est nullement question, je le répète, de contester le droit — imprescriptible — de toute unité humaine à *ne pas périr*, et nous ne visons pas ici le *vol vital*) est un pis-aller accidentel, un expédient momentané ; chronique, elle n'est qu'une variante, audacieuse sans doute, mais *conservatrice*, de la consommation sans apport. Elle n'introduit avec elle aucun élément dissociateur, aucun ferment révolutionnaire. Elle tend plutôt à renforcer la pressuration générale des créateurs besogneux de la richesse puisque ses tenants attaqués, dépouillés des biens détenus, n'ont rien de plus pressé que d'en poursuivre — avec une frénésie accrue — la récupération. Le mérite est minime et les peines morales moindres en définitive pour celui qui peut animer son énergie productrice dans le sens de ses idées. Mais peu nombreux sont les hommes qui peuvent éviter de laisser quelque lambeau d'eux-mêmes sous les fourches caudines du gagne-pain. Que les intermédiaires qui font profession d'échange et de négoce, que les artisans qui œuvrent, en de multiples branches, à des productions nocives ou même superflues, que ceux qui, de quelque manière et à quelque degré, élaborent de l'a-social ou de l'anti-social soient aussi, à des titres divers, des agents et complices de l'exploitation, nous le savons et, étant anarchistes, ils ne l'ignorent point eux-mêmes.

Mais, s'il serait arbitraire de faire entrer dans l'anarchisme le commerce et le salariat, il ne l'est pas moins d'y incorporer le «débrouillage» du *réfractaire économique* plus ou moins conscient. Il y a là, de part et d'autre, pour chacun, toute une série de moyens particuliers propres à sauvegarder son existence d'abord, quelques libertés et quelques possibilités d'action ensuite dans une société qui tient en réserve, pour tous les humains, des chaînes à la meule de son esclavagisme. Mais, quand nous défendons ainsi le champ actuel de notre être, il n'y a qu'en incidence et accessoirement manifestation d'anarchisme et plus dans les détails et les modalités que dans le fond. Notre opposition réside non dans la nature de notre activité, mais dans les mobiles et l'arrière-pensée, aussi dans les abords et le sens de notre mouvement et ses fins attendues.

Mais nous ne nous insurgeons pas en *cela*, de par le *métier* adopté, contre l'état social : nous le subissons. Et c'est à nous de veiller, au contraire, à ce que les contraintes subies et les sacrifices, faits à la force et sous les injonctions de nos besoins ou la sollicitation de nos perspectives ultérieures ou simultanées d'action, ne diminuent pas le potentiel de notre anarchisme. Et c'est surtout lorsque nous lui aurons rendu par ailleurs, et dans les mille formes que nous aurons choisies, en manifestations multipliées de *vie anarchiste* (en nous et autour de nous, dans nos rapports avec les nôtres et, plus loin, en réaction et en propulsion, jusque dans les mœurs, en interventions éducatives et sociales et en efforts de propagande), l'équivalent de notre abdication circonstanciée que nous aurons conscience d'avoir — dans le domaine des relativités — reconquis l'équilibre que nous ont fait perdre nos *adaptations* et nos inflexions dépendantes...

Que l'anarchiste qui demande le soutien de son existence aux artifices et aux recours illégaux demeure, en principe, autant notre camarade que ceux des nôtres qui, à leur corps défendant, assoient leur vie matérielle sur une carrière ou un métier essentiellement parasitaire, sans doute. Notre jugement, en pareil cas, à l'égard des uns et des autres, dépend de nombreux cas d'espèces et les événements, et l'atmosphère et le cadre de leurs actes dictent notre attitude à l'égard des individus. Mais nous présenter les pratiquants de l'illégalisme comme d'une *qualité* anarchiste supérieure à celle de tout autre adapté social, c'est rompre la balance des situations.

Car — j'y reviens à dessein — la «reprise», tout comme le patronat ou le commerce, le propriétaire de rendement, est une adaptation, et son milieu hors code et ses dangers, et la répression dont elle est l'objet (toutes formes extérieures à elle et étrangères à sa nature) ne changent rien à ce caractère. L'illégaliste est un adapté en ce qu'il bénéficie des richesses sociales créées par le capitalisme et que seuls d'avec les appropriateurs légaux, le différencient des modes de ravissement et d'accaparement. Il jouit, lui aussi, des biens iniquement répartis ou accumulés, et frustre — quoique par préhension secondaire — les autres hommes de l'avoir social. Il ne vise pas au redressement des répartitions disproportionnées d'un système et au rétablissement de l'harmonie.

Il ne concourt (toujours en tant qu'illégaliste «terre-à-terre», bien entendu) ni à la réduction du désordre ni à l'instauration d'un ordre nouveau. Il se tire d'affaire, il assure sa subsistance, son aisance s'il le peut, il fait sa place : il s'adapte. Avec lui, tout comme avec le négociant ou l'employeur, le propriétaire loueur, le salarié même, etc. (j'étudie ici en elles-mêmes les situations et non dans l'emploi que peuvent faire les uns et les autres des richesses indûment acquises), les bases du régime demeurent incontestées et inébranlées.

En la quotidienneté illégaliste de sa vie, sa révolte non plus ne paraît guère. Sous le couvert se préparent ses approches tactiques et l'ombre, le coup fait, est le plus sûr garant d'une impunité qu'il ne peut dédaigner. Il ne mettra pas son geste, ni, à cette occasion, ses principes à l'étal. Il n'en revendiquera point quelque légitimité. Il a tout intérêt à ne pas attirer l'attention, à s'évanouir, et il ne fera pas le commentaire public de ses actes. Réflexe de tempérament ou riposte d'idéologie, adoption de nécessité ou de protestation, engouement irréflecti ou préférence délibérée, sa «carrière» demeurera cachée, inavouée. Ses «réactions spécifiques» contre le milieu et l'artifice social ne dépasseront pas le cadre fermé de ses agissements spéciaux et clandestins. Ni le dépouillé, ni l'entourage, ni quelque portion du corps social, pas même un cercle un peu étendu de sympathiques n'auront l'éclaircissement qui tait la propagande. Et il se confondra, dans le même clan tapi et inquiet, avec les illégaux sans idéal. Son illégalisme, au mieux, pour durer, sera neutre et discret. L'illégaliste ne sera *anarchiste* que sorti du réseau enlaçant de son illégalisme, et le silence appesanti sur celui-ci. Plus d'une fois même la prudence (dont dépend la liberté du lendemain) d'un métier qui ne cesse d'être compromettant par-delà les «heures de travail» le fera s'écarter de la propagande ouverte.

Redoutant le coup de filet et la reconnaissance, il aura tendance à éviter les groupes, la part d'imprévu que comportent certaines diffusions, voire l'identification anarchiste. Et l'indépendance pour l'action, la vie selon et pour ses convictions sera, comme pour tant d'autres, un mirage. Partout le risque l'accompagne et, comme tant d'insoumis, de déserteurs — autres réfractaires, et de philosophie parfois plus avérée cependant, et de plus sûre base anarchiste — ils seront *perdus* pour l'idée. Toutes ces voies (nous tâchons de nous garder des superficielles préconisations et des choix précipités : nous ne condamnons point et chacun reste juge de ses options), toutes ces voies sont en réalité presque toujours des impasses sociales et des suicides individuels. Les meilleurs, trop souvent, s'ils n'y périssent, s'y dessèchent sans rayonnement. La loi de conservation y paralyse les résolutions, vient à bout des principes. Et l'homme se referme afin que l'être se prolonge. Ainsi l'ambiance hostile nous réserve de paradoxales destinées et nombre qui, au départ, en louvoyant, voulaient vivre, se sont éteints dans ses bras.

Rares sont ceux qui pratiquent la «reprise», surtout d'une manière suivie, par conception et protestation anarchistes. *Tout* ce qu'ils prélèvent en ce cas fait retour à la propagande ou à la collectivité. Et l'illégalisme n'est plus un expédient personnel et étroitement intéressé, mais une arme et un moyen de lutte, c'est un aliment de l'idée et un aspect du terrorisme. La «période héroïque» nous a fourni quelques types de cet aspect exceptionnel de militantisme...

A part ces cas de mainmise extra-individuelle, la «reprise» qu'exerce l'illégaliste demeure — avec des méthodes différentes de celles de l'adapté légal — une exploitation indirecte du producteur et consolide l'inégalité sociale. Et le fait qu'il opère en dehors et sous la menace des lois ne doit pas nous abuser sur le caractère de ses actes. Plus souvent qu'il ne les nourrit ou les impulse, l'argument philosophique en est l'adjuvant justificatif ou l'abusif pavillon... Le vol d'ailleurs, même en dehors du blanc-seing, étendu déjà, de la légalité, est pratiqué sur une large échelle par le capitalisme normal (les sphères financières où opèrent des chantages d'envergure sont, sur ce point, particulièrement significatives). Il n'y a de différence que dans le traitement subi par les opérants. Contre les uns, le régime (dont ils sont une force et l'avéré soutien) évite de tourner les rigueurs de ses lois prohibitives ; mais il n'épargne pas les autres : le menu fretin et les en-dehors.

Pour donner le change d'abord (haro sur le baudet !), par logique de puissance ensuite, pour étouffer toute concurrence aussi et se garder d'inquiétantes généralisations, pour sauver enfin la façade d'une morale (tournée vers le peuple, comme la religion) qu'il a besoin d'entretenir chez autrui pour maintenir libre le jeu de l'illégalisme princier et assujettir les cadres de ses opérations, le capitalisme bourgeois, à la faveur d'une feinte garantie de l'honnêteté, prend parmi les voleurs pauvres ses boucs émissaires...

Mais si l'illégalisme d'en bas — qu'anime ou non une philosophie de révision sociale — porte atteinte, ça et là, aux fondements ou au prestige de la propriété (ses gestes sont, la plupart du temps, incompris et honnis), si ses attitudes sont parfois à cet égard satiriques et génératrices d'irrespect, s'il recueille au passage quelques confuses et circonspectes sympathies, ce sont celles qui entourent l'adresse et la ruse triomphantes par hasard des embûches et des lourdes défenses du pouvoir, c'est cette secrète revanche des humbles contre les maîtres et les accapareurs que nous avons connue dès l'enfance du vilain et qu'exaltaient déjà les fabliaux et le *Roman de Renart*.

Cet illégalisme s'apparente, pour la masse, à l'éternelle réaction frondeuse contre le règne et les choses établies et traduit sourdement le fondamental individualisme de notre race. Mais l'anarchisme de ses commettants n'y est pour rien et il n'en retire ni bénéfice moral ni clarté. Il semble y perdre au contraire du fait des similitudes et des compromissions qu'ébranle l'illégalisme. Et tels qui, déjà, sont faussement impressionnés par l'attentat politique ou idéologique, le sont davantage encore par l'illégalisme qui, pour des fins individuelles, expose la reprise jusqu'aux circonstances criminelles. Et l'anarchisme traîne après lui — plus ombre que lumière ! — la paradoxale auréole d'une doctrine de banditisme et d'assassinat. La portée d'accidents tactiques retentissants s'avère comme de nature à en troubler l'intellection plus qu'à en faire aimer les desseins. Et l'anarchie — dressée en libératrice contre la spoliation et le meurtre permanents, revendiquant la vie fière et fraternelle — frappe surtout les esprits comme un faisceau de brutalités vengeresses, agrippeuses et, sans scrupules...

Je ne dirai qu'un mot de ce que l'exercice de l'illégalisme comporte, éducativement, d'énergie, de bravoure, d'initiative, de tendances irrégularistes, etc. Il a sa contre-partie de mensonge, de dissimulation, de fourberie et de violence... Ses tares et ses déformations contre-balancent d'ordinaire la trempe du caractère et l'indépendance, plus apparente que réelle, de l'allure. La délivrance de certaines habitudes s'accompagne souvent d'une mise à la merci d'enchaînements tout aussi déformants. Et l'illégaliste ne s'affranchit guère de nos dépendances coutumières que pour s'assujettir aux exigences d'impératifs insoupçonnés.

Reconnaissons toutefois que la pratique de l'illégalisme, même chez l'illégal fruste et vulgaire (cambrioleur, contrebandier, etc.) n'annihile pas forcément le respect du bien légitime d'autrui, ni ne tarit l'élan généreux et le don désintéressé. Un certain détachement de la propriété caractérise d'ordinaire les aventuriers et, les tenant à l'écart de la thésaurisation, les rend plus aptes à l'aide large et spontanée.

On a cité souvent des traits de sacrifice et de dévouement qui dénotent que leur genre de vie ne tue pas nécessairement le sens moral essentiel de la sociabilité. Si de lâches dénonciations — nombreux sont les réguliers qui ne leur cèdent rien en laideur policière — ont amoindri en maintes occasions la couleur romanesque de leurs campagnes, des fidélités inflexibles et des confiances intrahies jusque dans la mort ont aussi souvent élevé les bandits à un niveau de loyauté droite et d'abnégation qui ne fleurissent pas d'abondance — il s'en faut — chez maints desséchés légalistes,

honorables tenants de rapine et chevaliers d'usure avec garantie de l'Etat. Et des reflets de chaude humanité illuminent ainsi d'une flamme inattendue quelques figures proscrites et méconnues...

Disons, pour conclure cet aperçu, qu'autant qu'à l'anarchiste illégaliste qui lutte pour conserver à sa personnalité les caractéristiques qui, pour nous, le retiennent sur un plan de tolérance ou de sympathie, il faut souvent du courage et de la ténacité — et sa tâche s'accompagne aussi d'une résistance morale de tous les instants — à l'anarchiste «régulier» qui assoit sa carrière au sein de contingences acharnées à le reconquérir. Et que, pour être moins éclatantes, les batailles qu'il livre à l'emprise d'une ambiance insidieuse et envahissante, et le maintien final de convictions quotidiennement disputées, n'en sont pas moins valeureuses...

S'il ne cesse pas de nous intéresser en tant qu'homme et que portion évolutive du corps social, l'illégaliste (tout comme les acceptants de certaines fonctions ou situations d'ordre bourgeois, tout comme les pratiquants plus ou moins incorporés à diverses catégories légalistes) n'est pas néanmoins, lui non plus, pour et à cause de son genre de vie, un anarchiste. S'il conserve, lui aussi, cette qualité, s'il sauvegarde son potentiel anarchiste, c'est bien plutôt *malgré* son illégalisme et par une insurrection intérieure continue de son tempérament et de sa philosophie. Où sont d'ailleurs ceux dont la vie courante, dans le cadre actuel, est vraiment une réalisation anarchiste, pure de compromissions ?

Dans quel milieu est-elle dès aujourd'hui possible, puisque tous sont hostiles à ses desseins et que nous ne pouvons vivre, les uns et les autres, sans amputer, dans une mesure variable, notre idéal?... Si un individu ne cesse pas forcément parce qu'illégaliste, d'être anarchiste, ce n'est pas davantage, lorsqu'il l'est ou le demeure, à son illégalisme qu'il le doit. Car l'anarchie, en son essence, est donc : elle ne peut être dol et frustration; elle est loyauté, au fond des êtres et partout dans leurs approches : elle ne peut être altération ; elle est solidarité : elle ne peut être parasitisme. Et tout ce qui s'oppose à ce qu'elle soit ainsi dans le monde (pratiques légales ou illégales) nous avons à le vaincre et à le repousser.

L'illégalisme de l'économie quotidienne — aussi bien que le légalisme — est dans la nature et la vie d'un anarchiste comme un anachronisme : c'est un étranger, corrupteur d'anarchisme, avec lequel il est obligé de lutter pour se conserver... Nous ne pouvons, aux uns et aux autres, d'ailleurs — légaux ou illégaux — accorder ce caractère anarchiste sur la foi d'allégations superficielles et de confusions nominales et sur la similitude des terminologies.

A qui prétend être des nôtres, nous demandons — au moins pour un minimum qui est notre critérium et notre garantie morale — dans la mentalité générale et l'esprit critique, dans le jugement et les contacts avec l'environ, dans ce qu'il a — en lui et autour de lui — réduit d'oppressive autorité et animé d'anarchisme, dans son effort d'élévation intime et de propension généreuse, dans la dominante de ses mœurs et dans ce qui nous intéresse, anarchiquement, de son activité, la *preuve* des sympathies et des fidélités proclamées... Et si nous demeurons, à quiconque, et par-delà les tares ou les déformations qui font plus ou moins leur proie de tous les hommes, ouverts avec indulgence et simplicité, nous ne gaspillons pas à tout réclamant une appellation qu'à nos propres yeux nous avons tant de peine à mériter...

Il est un facteur — un facteur réaliste — qui doit nous rendre circonspects à l'égard de l'illégalisme et pleins d'une sage défiance pour les tentations, à certains yeux riantes, de ses abords. A l'encontre d'affirmations entachées de légèreté et insuffisamment documentées, l'individu qui s'engage dans la voie pleine de périls de l'illégalisme, une voie semée de tous les traquenards et de toutes les coercitions d'un privilège qui, âprement, se défend, ne le fait presque jamais en pleine connaissance de cause.

Il ne sait, la plupart du temps, à quelles innombrables perturbations sa décision sans base a livré son avenir et quelle meute il vient — par un seul parfois, mais irréparable premier acte — de jeter à ses trousses. Il n'a pas, généralement, soupçonné, évoqué surtout dans leur fréquente réalité, la trame d'inquiétudes et d'angoisses, la tension haletante et la fièvre, et la sécurité révolue, et le final hallali de la bête traquée.

Les jeunes surtout — recrues courantes et faciles — n'en ont vu que les dehors aisément triomphants et la séduction d'une trompeuse — et hélas ! combien précaire — liberté ! Et quand ils y ont engagé leurs espérances naïves et qu'ils

sentent peser sur eux la chape écrasante d'une forme seulement diversifiée de l'esclavage, compliquée d'aléas redoutables, trop tard il est souvent pour ressaisir leur jeunesse prise dans l'engrenage...

Combien, pour avoir (dans l'ignorance ou la confiance abusée de leur adolescence) accordé un choix prompt et irraisonné aux menées hasardeuses de l'illégalisme, ont vu, irrémédiablement, leurs espérances abîmées, leurs jours mêmes compromis, s'anéantir jusqu'aux perspectives du retour à la plus banale des vies contemporaines.

Que de forces gâchées, que de fortes et précieuses individualités sont tombées pour des peccadilles et furent à jamais perdues pour notre amitié et la tâche de nos idées chères. Qui dénombrera les malheureux jeunes gens égarés par des apologues inconsidérées — parmi lesquels se glissent parfois peut-être quelques manœuvres canailles de police — et qui, pour quelque rapt «en bande» (association de malfaiteurs), pour quelques papiers contrefaits et jetés dans la circulation (émission de fausse monnaie : «crime contre la sûreté de l'Etat», le bougre tient à ses prérogatives !) ont *payé* par des années de baigne leur geste terriblement enfantin quand on songe aux conséquences ? Combien y ont laissé leur pauvre corps, ou leur santé, la fleur de leur vie et le meilleur d'eux-mêmes ? Les uns ont donné leur tête au bourreau, d'autres agonisent dans les pénitenciers, se consomment dans les geôles. O jeunesse sacrifiée ! Pour un vol de ciboire — en groupe — dans une église — un ciboire vendu cent sous à un receleur ! — j'en sais qui sont *morts* à la Guyane ! Pour l'écoulement de quelques coupures, d'autres sont allés se pourrir dans les Centrales et, en fussent-ils revenus, sont morts aussi, en face d'eux-mêmes et pour nous. *Et il n'est pas vrai qu'ils savaient...*

A l'âge où l'on se précipite dans les bras accueillants de l'illégalisme (ce sont des enfants encore, la plupart n'ont pas vingt ans) on ne sait pas, on *croit* savoir. Et l'on ne soupèse, ni ne mesure : *on s'illusionne*. Et c'est avec la foi et l'ardeur juvénile du bonheur prochain et de la vie totale qu'on s'élance sur les sentiers perfides où l'illégal, tardivement éveillé, succombe. On a, devant leurs yeux ouverts encore sans réserve à l'impression, leurs cerveaux superficiellement ou maladroitement meublés, leurs volontés aisément désaxées, on a fait miroiter la dorure unilatérale de la réussite et de l'avenir sans attaches. La prison et sa dure et déprimante claustration, la «défense» brusquement posée devant la fuite du cambrioleur, la «précaution» ou la riposte qui mènent au couperet, c'est pour les autres : les maladroits, et *chacun*, s'interrogeant en beau, ne voit jamais en lui l'incapable, ni le malchanceux. C'est comme à la guerre : s'il n'en revient qu'un, il sera celui-là... On a aussi répété devant lui que le travail était un leurre, voire, pour «l'homme libre», une déchéance. On a représenté le laborieux, l'ouvrier, comme la brute ignare, l'imbécile et la poire.

Et l'on a fait, de l'herbe dans la main, la culture de la dignité. Et le moindre effort (car il n'en est pas un qui n'ait vu l'illégalisme *moins* fatigant que l'atelier) ; et la paresse même (l'illégalisme ? mais pour beaucoup il va n'être qu'un jeu pimenté d'émotions, une promenade romanesque, dispensatrice finale de butin) ; et cette sottise griserie de «supériorité», cet esthétisme dégénéré du moi — faits de fatuité puérile et de chétive vanité, et de faux intellectualisme — les éducations et les aberrations conjuguées, servies par un mal social évident, ont fait d'eux les adeptes inéclairés et sans conscience de l'illégalisme mangeur de jeunesse et la proie des vindictes aux aguets... Rien n'est plus traître, d'ailleurs, et ne vous enlace plus perfidement, et ne vous rend, si chèrement payée, la faculté de vos mouvements que l'illégalisme.

Pas une branche d'activité peut-être où le passé pèse sur vous plus lourdement et s'acharne à votre perte, pas de rets qui tiennent mieux «leur homme» et l'empêchent de se reconquérir... Des nôtres égarés sur les pentes fatales de l'illégalisme bien peu remontent le courant, nous reviennent. Ou la chance qui les y retient les «professionnalise», ou la chute les enfonce : la société, presque toujours, les achève !

Stephen MAC SAY.

Stephen MAC SAY, de son vrai nom Stanislas Alcide MASSET (1884-1972). Militant anarchiste, professeur puis apiculteur.

Il s'oppose très vite à l'enseignement «officiel». En 1906 il rejoint, avec sa compagne Marie-Adèle ANCIAUX (née le 8 mars 1887 et surnommée Mary Smiles), l'école libertaire de Sébastien Faure «La ruche», où ils enseigneront tous les deux jusqu'en 1910. Mac Say quittera alors définitivement l'enseignement et deviendra forain, puis apiculteur. Pendant la guerre

de 14-18, bien que réformé, il se réfugie dans la Creuse avec sa compagne, craignant quelques ennuis à cause de son engagement antimilitariste. Après la guerre, Mac Say reprend ses activités militantes, et particulièrement sa collaboration régulière aux journaux anarchistes *L'en dehors*, *Le libertaire*, *Les Temps nouveaux*, etc., ainsi qu'à l'*Encyclopédie Anarchiste* de Sébastien Faure. Dénoncé comme juif pendant la Seconde Guerre mondiale (ce qui, soit dit en passant, était faux) il est à nouveau contraint de quitter sa maison avec Mary.

Humaniste et amoureux de la nature, Mac Say écrira de nombreux livres et brochures contre la vivisection, ainsi que sur l'éducation des enfants et la santé : *L'école laïque contre l'enfant*, *De Fourier à Godin*, *Les bêtes proches de l'homme*, *Propos sans égards*, etc.

Sa compagne mourra quelques années après lui, le 9 février 1983.

(*Biographie extraite du site **Ephéméride anarchiste***)

* Georges Yvetot : SABOTAGE (1934)

[Écrit par un militant syndicaliste révolutionnaire, ce texte expose la différence entre sabotage ouvrier et sabotage patronal et décrit différentes formes de lutte illégales. (*Ni patrie ni frontières*)]

N. m. Selon le *Dictionnaire Larousse*, ce mot se rapporte simplement à la fabrication de sabots. Ce n'est pour lui qu'un nom masculin. Apprendre le *sabotage*, c'est apprendre le métier de *sabotier*. — C'est aussi l'opération qui consiste à entailler obliquement les traverses sur les voies de chemins de fer, pour y fixer les coussinets ou les rails. — Pourtant, ce dictionnaire indique encore que «*sabotage*, c'est l'action d'exécuter un travail vite et mal. — Imprimerie : acte malhonnête du typographe qui, volontairement, introduit des erreurs dans la composition ou détériore le matériel d'imprimerie qui lui est confié».

Cette dernière définition du *sabotage* n'est pas la nôtre. Il n'est pas admissible qu'un ouvrier s'en prenne sans raison à son travail ou au matériel. Quand un travail est ainsi compris, c'est que l'ouvrier est un mauvais ouvrier qui n'aime pas son métier, qui n'a pas l'amour du travail qui rend — ou devrait rendre — l'homme fier et libre... Et puis, pourquoi citer l'imprimerie comme exemple et le typographe comme type de saboteur, alors qu'il y a tant d'autres métiers où le travail est plus sérieux et le matériel plus précieux ? Le *saboteur* du Larousse est un pauvre d'esprit ou un sournois mécontent qui se venge.

Ainsi, en peu de lignes, le Dictionnaire Larousse dit tout ce qu'il peut dire du *sabotage*. En quelques mots, il effleure cependant ce qui peut, ici, nous intéresser. Mais il est nécessaire de préciser, de mettre au point, la forme d'Action directe que, dans notre théorie du syndicalisme révolutionnaire, nous avons propagée, sous le nom de *sabotage*.

C'est justement parce que les ennemis de la classe ouvrière organisée n'ont cessé de dénaturer ou de ridiculiser le sens, l'action, le but du *sabotage*, qu'il a paru indispensable aux militants syndicalistes de l'expliquer, par la parole et par la plume, à chaque occasion.

Selon le *Dictionnaire Larousse*, le *sabotage* est simplement l'action d'exécuter un travail vite et mal. Le *saboteur* n'est autre que l'ouvrier, l'employé, le salarié qui, volontairement, exécute vite et mal un travail.

Voilà qui est clair et bref.

Mais ce bon *Dictionnaire Larousse*, à la portée de tous, n'agit pas inconsciemment en s'abstenant d'approfondir un peu l'action du *sabotage* et en oubliant *volontairement* de développer toute la valeur que nous lui attribuons dans la lutte quotidienne de revendication et de défense des exploités contre leurs exploités. Tâchons donc, ici, d'y suppléer.

D'une brochure, déjà vieille (1908), mais quand même d'actualité sur ce sujet, nous croyons bon d'extraire ceci :

L'action directe comporte aussi le sabotage. — Que n'a-t-on pas dit et écrit sur le sabotage ? En ces derniers temps, la presse bien pensante s'est appliquée à en dénaturer le sens. Heureusement, divers écrits des militants syndicalistes ou leurs déclarations devant les tribunaux ont rétabli le sens exact du sabotage ouvrier, qui ne doit pas être confondu avec le sabotage patronal.

Chez le patron, le «sabotage» s'attaque au public, par la falsification des denrées, la fraude des vins, du beurre, du lait, des farines, etc., la mauvaise qualité des matières premières et matériaux nécessaires aux travaux d'utilité publique. Il faudrait un volume pour énumérer les vols, les escroqueries, les fraudes, les malfaçons dues à la crapulerie et à la rapacité des patrons et des entrepreneurs.

De nombreux procès récents, de graves affaires de marchandage, des tripotages honteux ont montré combien peu les exploités et les commerçants ont le souci de la santé du public et de son intérêt. Au point de vue militaire, les mêmes

crimes des gros fournisseurs ont montré quel était le patriotisme de ces marchands. Ce qu'on ne sait pas, c'est le nombre de scandales étouffés par la seule puissance du jour : l'argent.

Le «sabotage» ouvrier, contre lequel les journaux ont *saboté* le jugement du public, contre lequel les juges ont *saboté* la justice et l'équité, est tout autre.

Il consiste d'abord, pour l'ouvrier, à donner son travail pour le prix qu'on le paie : à mauvaise paie, mauvais travail. L'ouvrier pratique assez naturellement ce système. On pourrait même dire qu'il est des travailleurs qui le pratiquent inconsciemment, d'instinct. C'est sans doute ce qui explique la mauvaise qualité et le bon marché de certains produits. On dit couramment d'un mauvais produit, vendu très bon marché : c'est du travail qui sort des prisons.

Mais le «sabotage» est parfois praticable d'une façon assez paradoxale. Par exemple, un employé de commerce, un garçon de magasin est un employé fidèle s'il soutient bien l'intérêt de son patron ; et souvent cet intérêt consiste à tromper, à voler le client. Pour *saboter*, cet employé n'aurait qu'à donner la mesure exacte, au lieu de se tromper de mesure aux dépens du client et à l'avantage du patron, comme il fait d'habitude. Une demoiselle de magasin n'aurait qu'à vendre un mètre exact d'étoffe ou de ruban, au lieu d'en donner, comme à l'ordinaire 90 ou 95 centimètres pour un mètre. Ainsi, pour certains ouvriers, il leur suffirait d'être honnêtes avec le consommateur, scrupuleux avec le client, pour *saboter* l'intérêt patronal et n'être pas complice de ses vols.

Ils *sabotent*, et ils ont raison, ceux qui, ayant fabriqué un mauvais produit, dangereux à la consommation, en préviennent les consommateurs. Ils *sabotent*, et ils ont raison, ceux qui versent aux consommateurs la véritable boisson demandée au lieu de la boisson frelatée sur laquelle il y a gain de cent pour cent. Ils *sabotent* aussi, et ils ont raison, ceux qui, comme nos camarades boulangers, défendent leur pain et leur salaire, en sachant rendre inutilisables, en temps de grève, le four ou le pétrin où le patron escomptait les remplacer par des jaunes ou par des soldats. Ils *sabotent* enfin, et ils ont raison, ceux qui, pour un motif louable de solidarité ouvrière, coupent les fils télégraphiques et téléphoniques, éteignent les lumières, suppriment toutes communications, entravent tous transports et font, par ces moyens, capituler exploiters et gouvernants. Ce genre de *sabotage* est aussi de *l'action directe* superbement efficace contre les ennemis des ouvriers.

Le «sabotage» intelligent de l'ouvrier s'attaque en général à l'intérêt direct de l'exploiteur. Il est de bonne guerre; il est défensif ; il est une revanche. Le «sabotage» patronal s'attaque seulement à l'intérêt du public, sans distinction. Il est toujours nuisible et bien souvent criminel, puisqu'il attente à la santé, à la sécurité, à la vie du public. La confusion n'est pas possible.

Le sabotage est donc de l'action directe, puisqu'il s'attaque au patron sans l'intermédiaire de personne. Le «sabotage» est l'action directe qui peut s'exercer dans les moments de paix relative entre le Patronat et le Saliariat, comme en temps de grève ou de conflit. (Extrait de *l'ABC syndicaliste*.)

Voilà donc une définition du sabotage qui correspond assez bien à ce que l'ouvrier comprend lorsqu'il s'agit pour lui de protester ou de se défendre de la manière la meilleure qui soit à sa portée et qui, loin d'être néfaste à une collectivité quelconque, la protège aux dépens des intérêts du patronat.

On pourrait citer encore bien des exemples de sabotage. Ainsi, lors d'une grève des inscrits maritimes, les grévistes firent acte de *sabotage* intelligent en dénonçant par affiches le *sabotage* scélérat des compagnies maritimes. Ces affiches prévenaient les voyageurs que tel bateau était dangereux à prendre vu le mauvais état de la chaudière (dûment constaté), ou des machines, ou du foyer ; que tel autre pouvait, en cours de navigation, s'arrêter subitement du fait, *incontestable*, que l'arbre-couche de la machine était fêlé et devait fatalement se briser, d'un instant à l'autre, en plein service et, par conséquent, immobiliser le bateau en pleine mer. Il est bon de remarquer ceci : les inscrits qualifiés *saboteurs* prévenaient les voyageurs du risque couru par eux en se livrant avec confiance à l'impéritie des compagnies maritimes.

Celles-ci, par rapacité criminelle, restaient muettes sur le danger qu'elles connaissaient, mais elles faisaient payer très cher, *et d'avance*, le voyage. Toutefois, elles ne payaient *qu'après* le voyage les hommes d'équipage du bateau et ne versaient jamais d'appointements à l'avance. Ce calcul intéressé des compagnies est le même pour toutes. Ces administrations n'admettraient pas que fût qualifiée de *sabotage* leur malhonnête façon d'agir. Clientèle ou usagers des compagnies de transports n'ont jamais protesté contre un tel système. Quant à l'Etat, il n'intervient jamais contre les compagnies; les poursuites sont pour les exploités de ces compagnies, lorsqu'ils dénoncent leurs crimes. Les forces policières de provocation et de répression sont employées avec empressement contre les grévistes revendiquant sécurité, mieux-être, respect de leur dignité de travailleurs.

L'Etat intervient toujours aussi, pour plaindre des mêmes discours les naufragés et pour «renflouer» ces pauvres compagnies de navigation toujours en déficit. Ce genre de *sabotage* capitaliste et de *sabotage* gouvernemental n'a jamais fait verser autant d'encre que le simple fait d'un prétendu *sabotage* ouvrier, dénaturé sciemment par une presse servile et intéressée. Celle-ci sait toujours rendre criminel l'acte de *sabotage*. Elle excelle à *saboter* les faits. Le *sabotage* de l'opinion publique est, pour le journalisme contemporain, au service du capitalisme, un devoir professionnel. Il y a donc *sabotage* et *sabotage*. — CQFD.

N'oublions pas encore de constater qu'il y a des lois et décrets qui surgissent presque toujours après de retentissantes protestations du Parlement, de l'opinion et de la grande presse, au lendemain d'une catastrophe. Mais ces lois et décrets sont toujours inappliqués ou inapplicables et le *sabotage* continue contre la vie des mineurs, des employés de chemins de fer, des inscrits maritimes et de tous les travailleurs qui risquent sans cesse la mort pour gagner leur vie et enrichir les exploités de toutes catégories : ceux qui entreprennent, administrent, aussi bien que ceux qui profitent en ne faisant rien que palper les dividendes et en jouir toute leur vie.

Il y a différentes sortes de *sabotages*. Aussi nous ne prétendons pas les énumérer complètement et parfaitement. Nous n'y arriverions pas.

Qu'on imagine un avocat *sabotant* sa jolie profession libérale en ne défendant jamais que ce qu'il croit juste et noble de défendre ; un juge, *saboteur de la justice*, refusant de reconnaître et de déclarer coupable l'accusé volant pour manger, s'il a faim, étant sans ressource ; un *saboteur* policier secourant un vieillard au lieu de le molester en l'emmenant au poste pour flagrant délit de vagabondage ou de mendicité ; un prêtre laissant dormir et se chauffer dans son église un miséreux grelottant et rompu de fatigue ; un restaurateur n'appelant pas la police pour empoigner un affamé qui s'est restauré pour plus qu'il ne peut payer ; un gendarme n'inquiétant pas, sur la route, un maraudeur qui se sauve ou un trimardeur qui se cache ; un médecin donnant ses soins et n'ordonnant pas une copieuse fourniture de pharmacie ; un gradé n'insultant pas un inférieur ; un patron payant convenablement ses ouvriers ; un contremaître ne jouant pas, à l'usine ou sur le chantier, à l'adjudant Flic ou au mouchard, vis-à-vis de ses anciens compagnons ; un gardien de prison ayant de la pitié au lieu de la brutalité envers les détenus, etc., etc.

Enfin, oui, imaginez tous ces *saboteurs* de l'ordre bourgeois dans l'exercice de leurs fonctions; ne croyez-vous pas qu'il y aurait vraiment danger pour la société bourgeoise en présence de ce paradoxal *sabotage* difficile à concevoir et pourtant possible ?... Pourquoi pas ?...

Eh oui ! possible, puisque nous avons bien des *saboteurs* du journalisme, en ce qu'ils osent dire sur tous les événements, politiques et sociaux tout ce qu'ils pensent, si subversive que soit leur opinion ! — Eh oui ! possible, puisqu'il se trouve, en conseil de guerre, des officiers *saboteurs* de l'imbécillité militariste pour acquitter de braves jeunes gens trop fiers pour supporter la discipline et respecter les bourreaux galonnés ; il en est aussi de ses *saboteurs* qui, dans l'armée, commencent à comprendre, à admettre l'objection de conscience et s'inclinent demain devant les héros qui se refusent à porter une arme, à toucher un engin qui donne la mort à des êtres humains. — Voilà du sabotage conscient.

Ne désespérons pas de voir des *saboteurs* non seulement conscients, mais aussi organisés, pour se refuser collectivement à tout ce qui peut servir la guerre et rendre plus facile la paix. Qui sait même, s'il ne se trouvera pas des *saboteurs* héroïques pour *saboter* énergiquement la guerre et les guerriers, pour saboter surtout ceux qui la veulent pour

les autres et ceux qui la font par sauvagerie, inconscience ou lâcheté ; pour *saboter* enfin, ceux qui en sont la cause, les organisateurs, ou les profiteurs ! Ce sabotage ne nous semble pas du tout déplacé et nous dirions même qu'il est d'extrême urgence, à l'époque trouble où nous vivons.

Ce n'est pas *saboter* la raison humaine que de croire à un monde renouvelé par la bonne volonté et la cohésion dans l'effort des meilleurs parmi les hommes qui pensent, travaillent, s'élèvent et rêvent de l'affranchissement intégral de l'individu par une transformation sociale, favorable au règne de l'Entente entre tous et de la Liberté pour tous.

Le «sabotage» s'apparente à cet autre mot, moins connu peut-être, mais qu'il est intéressant de ne pas ignorer : c'est le mot *Boycottage*. Voici, d'abord, ce qu'en dit le *Dictionnaire Larousse*:

«BOYCOTTAGE (rad. *boycotter*) n. m. Mise en interdit des propriétés ou des fermiers irlandais qui n'obéissent pas aux injonctions de la Ligue agraire. ENCYCL. Vers 1880, un capitaine anglais, nommé James Boycott, gérant des propriétés que le comte Erne possédait dans le comté de Mayo (Irlande), fit preuve d'une telle dureté à l'égard des fermiers placés sous ses ordres qu'il s'en fit exécuter. Ils s'entendirent pour le mettre en quarantaine. Tout Irlandais dut lui refuser son travail ; il fut même interdit de lui acheter ou de lui vendre un objet quelconque, surtout des vivres. Le pacte fut fidèlement observé. Malgré l'intervention du gouvernement qui lui envoya une garde, et l'aide des dissidents de l'Ulster qui rentrèrent ses récoltes, Boycott fut obligé de quitter le pays. Le nom de *boycottage* fut, depuis lors, appliqué aux excommunications du même genre, qui furent lancées, pour la plupart, par les associations secrètes irlandaises, notamment par la Ligue agraire.»

Le mot «boycottage» signifie donc : mettre en quarantaine, frapper d'interdit ; l'usage s'en étendit un peu partout. Le *sabotage* et le *boycottage* sont devenus deux formes de l'action directe, de défensive surtout. Déjà, en 1897, la question vint au congrès des Bourses du Travail de France, qui se tint à Toulouse. Un rapport sur le *boycottage* et le *sabotage* y fut discuté et des résolutions adoptées.

Les congrès ouvriers, constatant l'inefficacité relative des grèves partielles où s'épuisaient les forces et les ressources de résistance du prolétariat, cherchaient donc des moyens de lutte plus efficaces.

Voici ce qu'on lisait à l'époque, dans les publications ouvrières :

«L'homme qui a donné son nom au *boycottage* est mort tout récemment. Le capitaine Boycott était le *middleman* de lord Erne, un des grands propriétaires du comté de Mayo, en Irlande. Le *middleman* est l'homme qui afferme, en bloc, au propriétaire foncier, une étendue plus ou moins considérable de terres, pour la sous-louer en détail à d'autres fermiers ou la faire cultiver par des ouvriers ruraux. Le capitaine Boycott se fit particulièrement détester par son oppression. Les tenanciers étaient incapables d'acquitter leurs fermages, en ce comté de Mayo où il était le maître et où, coup sur coup, pendant plusieurs années, les récoltes avaient été dévastées par les intempéries. Malgré cela, il fit valoir ses droits de propriétaire.

«On n'a point oublié cette dramatique époque. Les soldats anglais, requis par le *middleman*, pénétraient dans la chaumière du fermier insolvable, saisissant le misérable mobilier, expulsant les habitants ; puis, pour que ces malheureux, dépourvus d'asile, ne cédassent pas à la tentation de réintégrer celui-ci, même vide, les soldats enlevaient le toit de la maison et les châssis des fenêtres. Il ne restait plus que les quatre murs de pierres.

«La haine des Irlandais contre le capitaine Boycott fut telle qu'on le mit à l'*index* dans le pays tout entier. La Ligue agraire décida de lui infliger la *quarantaine*. C'était l'inauguration d'un nouveau système de lutte. Défense fut faite à tout Irlandais de fournir au capitaine Boycott, non seulement du travail, mais aussi des vivres. Pendant plusieurs semaines il vécut seul dans sa maison, ne trouvant ni ouvrier, ni laboureur, ne pouvant rien acheter, même à prix d'or. S'il n'avait pas eu de provisions, il serait littéralement mort de faim. Enfin, il dut quitter la place et partir pour l'Angleterre.

«Les landlords ne tardèrent pas, à leur tour, à employer contre les malheureux Irlandais la méthode de combat que ceux-ci avaient employée contre le capitaine Boycott. Ils menaçaient les ouvriers de réduction de salaire, de privation de travail; ils menaçaient les commerçants de leur retirer la clientèle de leurs fermiers ; enfin, ils allaient jusqu'à menacer les pauvres de ne plus donner d'aumônes. — (Telle fut l'origine du *Boycottage*).

«Ainsi 'popularisé', le *boycottage* traversa la mer.

«A Berlin, en 1894, les brasseurs, cédant à la pression gouvernementale, refusèrent leurs salles de réunions aux socialistes. Les brasseurs furent boycottés et si rigoureusement, qu'au bout de quelques mois ils durent se soumettre. A Berlin, encore, la compagnie des chemins de fer circulaires, s'étant aperçue que le public fermait lui-même les portières des wagons, supprima les deux cents employés à qui, jusqu'alors, était confiée cette tâche. Aussitôt, les socialistes intervinrent, firent comprendre au public qu'il devait désormais s'abstenir de fermer les portières et obtinrent ainsi que la compagnie reprenne son personnel.

«A Londres, en 1893, les employés de magasins exigèrent de leurs patrons la fermeture des magasins un après-midi par semaine, pour compenser l'après-midi du samedi pendant lequel ils travaillaient, tandis que les ouvriers chômaient. C'est par le boycottage qu'ils forcèrent la main aux patrons ; les magasins qui refusèrent d'obtempérer aux désirs de leurs employés furent mis à l'index. Les employés allèrent plus loin. Ils n'hésitèrent pas, pour obtenir gain de cause, à recourir aux procédés révolutionnaires. Un jour, entre autres, ils entrèrent chez un marchand de jambons et lancèrent dans la rue toutes les victuailles. Les boycotteurs triomphèrent et, depuis cette époque, les magasins ferment leurs portes une fois par semaine entre 3 et 5 heures de l'après-midi.»

Telle fut l'origine du système.

En France, il y aurait trop à citer pour montrer l'efficacité du boycottage sous toutes ses formes, tant *légal*es que *révolutionnaires*.

Eh oui ! légales, car il est des règles et des méthodes qu'il suffirait de mettre en application pour paralyser les rouages les plus importants de la vie sociale. Il est des lois et décrets qui, s'ils étaient strictement *respectés*, bouleverseraient toute l'administration.

Le *boycottage* et le *sabotage* figuraient donc, en une seule question, à l'ordre du jour du Congrès de Toulouse (1897). La commission chargée de l'examiner rédigea des conclusions et un rapport fut présenté où nous glanons ces passages intéressants :

«... La commission vous demande de prendre en considération les propositions qu'elle vous soumet. Elle est convaincue qu'après mûre réflexion vous pratiquerez le *boycottage*, chaque fois que vous en trouverez l'occasion, et elle est convaincue aussi que, s'il est mis en vigueur avec énergie, les résultats qu'en retirera la classe ouvrière vous encourageront à persévérer dans cette voie.

«Nous avons examiné de quelle façon peut se pratiquer le boycottage. Qui pouvons-nous boycotter ? Est-ce l'industriel, le fabricant ? Contre lui le boycottage reste inégal ; ses capitaux le mettent à l'abri de nos tentatives. L'industriel n'a que de rares rapports avec le public ; pour la diffusion de ses produits, il s'adresse aux commerçants qui, en général, sont des conservateurs de la société actuelle... Donc, laissons pour l'instant l'industriel de côté, nous réservant de dire bientôt comment l'atteindre. Parlons du commerçant avec lequel nous sommes directement en contact et que nous pouvons boycotter.

«Il y a quelques semaines, à Toulouse, une petite tentative de boycottage a été faite contre les magasins qui refusaient de fermer le dimanche ; par affiches, les camarades toulousains engageaient le public à ne rien acheter le dimanche.

«Ce que les employés toulousains ont fait en petit, nous vous invitons à le faire en grand. Que chaque fois que besoin sera, quand le commerçant voudra réduire les salaires, augmenter les heures de travail, ou quand le travailleur, désireux d'être moins tenu de gagner plus, imposera ses conditions au commerçant ; qu'alors, avec toute l'activité dont nous pouvons disposer, son magasin soit mis à l'index ; que, par tous les moyens dont l'initiative des travailleurs croira bon d'user, le public soit invité à ne rien acheter chez lui, jusqu'au jour où il aura donné entière satisfaction à ses employés.

«Ainsi ont fait nos camarades d'Angleterre et d'Allemagne qui, dans maintes circonstances, ont remporté la victoire.

«Quant aux industriels, le boycottage les atteint difficilement. Par contre, le fonctionnement de la société capitaliste leur permet normalement un sabotage qui, sous forme de boycottage spécial (consistant en baisse de salaire, augmentation d'heures de travail ou chômage partiel, ainsi que renvois brutaux) leur permet, répétons-nous, contre leurs ouvriers un boycottage meurtrier. Nulle contrainte ne s'oppose aux fantaisies malfaisantes du patronat qui boycotte même la conscience ouvrière en mettant à l'index les travailleurs osant revendiquer leurs droits, les empêchant ainsi, non seulement de propager les idées d'émancipation qui les animent mais même de vivre... Que de militants ont dû quitter les lieux où ils vivaient en famille, pour chercher du travail en d'autres lieux, loin du pays natal, parfois et plus souvent en d'autres régions, tout au moins quand ils en trouvaient. Car il est des régions industrielles où l'ouvrier n'est embauché que s'il a des papiers et certificats indemnes de tous reproches patronaux ou s'il fait partie de certaines organisations cléricales, patriotiques ou très bourgeoisement sociales.

«Cela existe en certaines villes du Nord, malgré des municipalités socialistes. Cela existe un peu partout, si la force syndicale n'y a pas mis le holà. Si la politique a pu y semer la division ouvrière, le règne du bon plaisir patronal n'a plus de limite ; il crée des grèves, les suscite, selon ses besoins. La masse ouvrière croit lutter d'elle-même, alors qu'elle est menée selon les intérêts patronaux. La grève ainsi partie cesse ou dure et, de toute façon, épuise par la misère le travailleur qui finit par se rendre, à discrétion et rentre vaincu, affamé, aux conditions que dicte le patron.

«Bien différente est la grève accompagnée du boycottage consciemment exercé par les grévistes et le sabotage intelligemment pratiqué contre l'intérêt direct du patron.

«Par quels moyens résister au boycottage patronal et arrêter l'expansion de l'œuvre réactionnaire et sinistre dont certains capitalistes, dans certaines villes, donnent l'exemple à leurs confrères ?

«Ici, votre commission — disait le rapport — croit que le *boycottage*, que nous pourrions tenter contre les exploités en question ne donnerait que des déceptions. Aussi vous propose-t-elle de le compléter par une tactique de même essence que nous qualifierions de *sabotage*.

«Cette tactique, comme le *boycottage*, nous vient d'Angleterre où elle a rendu de grands services dans la lutte que les travailleurs soutiennent contre les patrons. Elle est connue là-bas sous le nom de *Go Canny*.»

A ce propos, nous croyons utile de vous citer l'appel lancé dernièrement par l'*Union internationale des Chargeurs de navires*, qui a son siège à Londres : Qu'est-ce que *Go Canny* ? C'est un mot court et commode pour désigner une nouvelle tactique, employée par les ouvriers, au lieu de la grève.

Si deux Ecossais marchent ensemble et que l'un court trop vite, l'autre lui dit : «*Go Canny*» ; ce qui veut dire : «Marche doucement, à ton aise.»

Si quelqu'un veut acheter un chapeau qui vaut cinq francs, il doit payer cinq francs. Mais s'il ne veut en payer que quatre, eh ! bien, il en aura un de qualité inférieure. Et ainsi de suite pour toute marchandise.

Si une ménagère veut acheter une pièce de bœuf qui vaut trois francs et qu'elle n'offre que deux francs, alors on lui offre une autre pièce inférieure à celle qu'elle désirait. Le bœuf est aussi une marchandise en vente sur le marché. Or, l'on ne peut avoir même marchandise pour un prix inférieur à celui convenu pour une qualité supérieure. Eh ! bien, les patrons

déclarent que le travail, l'habileté et l'adresse sont des marchandises en vente sur le marché tout comme le vêtement et la nourriture.

«Parfait, répondons-nous, nous vous prenons au mot, comme le chapelier vend ses chapeaux, comme le boucher vend sa viande, nous vendrons aux patrons notre travail, notre habileté, notre adresse. Pour de mauvais prix, ils vendent de la mauvaise marchandise, nous en ferons autant.

«Les patrons n'ont pas droit à compter sur notre charité. S'ils refusent même de discuter nos demandes, eh ! bien, nous pouvons mettre en pratique le Go *Canny*, la tactique de : Travaillons doucement, en attendant qu'on nous écoute.»

Voilà clairement défini le Go *Canny*, le *sabotage* : à mauvaise paye, mauvais travail.

Cette ligne de conduite, employée par nos camarades anglais, nous la croyons applicable en France, car notre situation sociale est identique à celle de nos frères, les travailleurs d'Angleterre.

Il nous reste à définir sous quelle forme doit se pratiquer le *sabotage*. Nous savons tous que l'exploiteur choisit habituellement, pour augmenter notre servitude, le moment où il nous est le plus difficile de résister à ses empiétements par la grève partielle, seul moyen employé jusqu'à ce jour. Les résultats n'ont pas toujours été ce qu'on en espérait. Sans négliger le moyen de lutte qu'est la grève, il faut employer encore d'autres méthodes, avec ou sans la grève.

Faute de pouvoir se mettre en grève, les travailleurs frappés subissent les exigences du capitaliste.

Avec le *sabotage*, il en est tout autrement. La résistance est possible. Les exploités ne sont plus à la merci complète de l'exploiteur, ils ont le moyen d'affirmer leur virilité et de prouver à l'opresseur qu'ils sont des hommes. Ils ont en mains l'arme défensive qui peut devenir l'arme offensive suivant les circonstances et la façon de s'en servir.

D'ailleurs, le *sabotage* n'est pas si nouveau qu'on pense : depuis toujours, les travailleurs l'ont pratiqué individuellement, quoique sans méthode. Souvent il ne fut pas sans efficacité. Il inspira dans le camp des profiteurs de l'exploitation une crainte salutaire qui n'a fait que croître lorsque s'est affirmée la puissance du *sabotage* collectif. Donc, d'instinct, les travailleurs ont su ralentir leur production quand le patron a augmenté ses exigences. Avec plus ou moins de conscience, les ouvriers ont appliqué la formule : *A mauvaise paye, mauvais travail*.

Le patronat a cru parer à cette tactique défensive des esclaves de l'usine et du chantier en substituant la méthode fameuse du *travail aux pièces* ou à la *tâche* à celui du travail à *la journée*. Il a pu s'apercevoir que son intérêt moins lésé sur la *quantité* le devenait beaucoup plus sur la *qualité*. Si, par exemple, c'était le contraire, c'est-à-dire si le patron substituait au *travail aux pièces* le *travail à la journée* croyant asservir l'ouvrier, celui-ci, naturellement, employait aussi la méthode contraire pour aboutir au même résultat. Qu'on ne vienne pas dire que ceux-là étaient de mauvais ouvriers qui agissaient ainsi, car, nous affirmons que c'étaient les plus habiles, les plus intelligents et par conséquent les plus conscients de leur valeur. Le mauvais ouvrier est l'éternel *saboteur* et ne peut être autre chose et le patron le sait ; d'ailleurs, celui-là n'a de valeur que par la collectivité dont il fait partie, car individuellement, il ne compte guère. Il a tout intérêt à suivre les plus audacieux pour ne pas être employé à de malpropres besognes pour conserver sa place.

Le *sabotage* s'adapte à toutes les sortes de travaux ; il se pratique dans tous les métiers et se modernise parallèlement aux progrès dans la production. Il devient redoutable avec le perfectionnement du machinisme. On ne peut tout dire ici sur l'application du sabotage ; mais les années 1900 à 1914, en France, ont amplement démontré la puissance redoutée du syndicalisme révolutionnaire incitant à l'action directe du prolétariat conscient et organisé, en vue de s'affranchir par lui-même de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le rapport fourni au Congrès ouvrier de Toulouse (1897) se terminait ainsi : «Le *sabotage* peut et doit être pratiqué pour le *travail aux pièces* en s'attachant à donner moins de soin au travail, tout en fournissant la quantité pour ne pas amoindrir le salaire. Le patron pris ainsi sera dans l'alternative d'accorder les revendications faites par ses ouvriers ou de

perdre sa clientèle. S'il est intelligent, il remettra l'outillage dont il est possesseur aux seuls producteurs qui sauront l'utiliser au mieux sans le saboter.»

Mais ce serait le commencement de la fin du patronat et de l'exploitation. N'y comptons pas.

Le *sabotage* dans les usines, dans la production centralisée, sur les chantiers, dans les grandes entreprises, peut s'exercer avec discernement et intelligence sur l'outillage et les forces motrices sans le moindre danger pour le public et seulement au détriment du capitalisme. On se souvient encore de l'émotion produite dans le monde bourgeois quand le secrétaire du syndicat des chemins de fer, il y a trente-trois ans, déclara qu'un employé, un chauffeur, un mécanicien des chemins de fer pouvait, avec dix centimes d'un certain ingrédient, paralyser complètement, pour longtemps, une locomotive ou plusieurs.

«Avec le *boycottage*, et avec son frère siamois, le *sabotage*, les travailleurs ont une arme de résistance efficace, qui, en attendant qu'ils soient assez puissants pour s'émanciper intégralement, leur permettra de tenir tête à l'exploitation dont ils sont victimes. Il faut que les capitalistes le sachent : les travailleurs ne respecteront la machine que le jour où elle sera devenue pour eux une amie qui abrège le travail, au lieu d'être comme aujourd'hui, l'ennemie, la voleuse de pain, la tueuse de travailleurs.»

On pourrait faire ici l'apologie du *sabotage* et du *boycottage* en ne citant que nos souvenirs.

Il y eut, en France, à Paris surtout, des événements de sabotage qui furent, les uns comiques, les autres tragiques ou menaçant de l'être. Ce que furent certaines journées et certaines nuits n'était pas sans nous faire espérer beaucoup pour la Révolution sociale et pour rendre impossible la guerre.

Les ordres du jour de nos Congrès ouvriers d'avant 1914 nous présageaient des triomphes qui n'ont été que des déceptions amères et cruelles sur lesquelles nous aimons mieux ne pas insister pour nous éviter de saboter les espoirs nouveaux qui nous animent encore, tellement sont indéracinables nos convictions révolutionnaires, tellement est inaltérable l'idéal anarchiste au cœur et à l'esprit de l'homme sincère et modeste qui croit à l'avenir de liberté et d'entente des hommes de bonne volonté entre eux. — Georges YVETOT.

Georges YVETOT (1868-1942) à Paris. Militant anarchiste et syndicaliste, antipatriote et antimilitariste.

Fils d'un gendarme, devenu orphelin il est placé dans une institution religieuse. Il devient ensuite ouvrier typographe puis correcteur. Sa rencontre avec Fernand Pelloutier l'amène à l'anarchisme et au syndicalisme. Il lui succède en 1901 au Secrétariat de la Fédération des Bourses du Travail et comme secrétaire de la CGT de 1902 à 1918. Orateur de talent, propagandiste antipatriote et antimilitariste inscrit au Carnet B, il est de nombreuses fois condamné à plusieurs années de prison pour incitation de soldats à la désobéissance (affaire du «Sou du soldat» ou encore avec la publication du *Manuel du soldat*), etc.

En 1904, il est l'un des secrétaires de l'Association Internationale Antimilitariste. Partisan de la totale indépendance du syndicalisme, il contribuera en 1906 à l'adoption de la célèbre Charte d'Amiens. Il poursuit son action contre la guerre et le militarisme jusqu'en 1914 mais, écœuré par l'union sacrée, il préfère alors s'occuper d'une association d'orphelins de guerre. En 1918, il perd son poste syndical, et se consacre au pacifisme. Durant l'entre-deux-guerres, il collabore à de nombreux périodiques anarchistes. En 1939, il signe le tract «Paix immédiate» de Louis Lecoin et est à nouveau condamné.

Il ne subira pas sa peine de prison en raison de son état de santé et, ayant perdu son emploi, se retrouve dans la misère. Il accepte alors pour subsister de présider un Comité ouvrier de secours immédiats chapeauté par les Allemands. Ce compromis, qui le place dans le camp des collaborateurs, lui sera fortement reproché, malgré une vie militante bien remplie.

(Biographie extraite du site **Ephéméride anarchiste**)

Ni patrie ni frontières

Revue de traductions et de débats

«Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste.»

EMMA GOLDMAN

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays. Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

À l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer cette revue. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres «camarades», qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de «(con)vaincre» son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un «adversaire». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise : les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie ; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus ; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente ; les autres organisations seraient «activistes», «ouvriéristes», «syndicalistes», etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et — ne serait-ce qu'à ce niveau — les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit «capital» de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement. Plus grave encore : l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites «théoriques».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des «nouvelles». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de

pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des «victoires» minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe — à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

À notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix ? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. À condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée : le patriotisme d'organisation. Le célèbre : RIGHT OR WRONG, MY PARTY («Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières») a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Cette revue essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Elle présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde. Enfin, cette revue se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

Publications reçues

Le prolétaire (organe bimestriel du Parti communiste international) et *Programme communiste* (revue théorique du même groupe). Programme communiste Correspondance : Éditions Programme, 3 rue Basse-Combalot 69 007 Lyon

Bulletin de la CNT 2e UR, lettre d'information de 8 pages. Contact pour la CNT 2^e UR : 39, rue de la Tour-d'Auvergne 75 009 Paris ou site Internet

L'Oiseau tempête, revue de 68 pages. Correspondance : Oiseau-tempête c/o 21, ter rue Voltaire 75011 France. Les anciens numéros sont disponibles sur le site web internetdown.org/oiseautempete..

Dissidences, revue d'histoire des mouvements révolutionnaires. Correspondance et abonnements : J.-G. Lanuque Appartement 107, Entrée 3, 13, rue de Malzéville, 54 000 Nancy. E-mail: jeanguillaume.lanuque@wanadoo.fr

À contre-temps,. Correspondance : Fernand Gomez, 55 rue des Prairies, 75 020 Paris.

Présence marxiste. Correspondance : René Nazon, 3, rue de l'Arc, 13 001 Marseille..

Le Combat syndicaliste, bimestriel de la CNT-AIT avec plusieurs éditions régionales.

Pour le Bureau confédéral de la CNT-AIT contact : Syndicat Interco Hérault – BP 51 142 – 34008 Montpellier cedex 1. Site Web : <http://www.cnt-ait-fr.org>

Contact pour la CNT-AIT de Toulouse et le supplément régional Midi-Pyrénées : *Le Combat Syndicaliste* 7,rue Saint-Rémésy 31 000 Toulouse. Site : <http://cnt-ait.info>.

A contre-courant syndical et politique : BP 2123 68060 Mulhouse cedex

Lettre de liaison du GARAS, Groupement d'action et de réflexion anarchosyndicaliste : c/à Sarthe Libertaire Maison des associations Salle N°223 4, rue D'Arcole 72 000 Le Mans

N'autre École, bimestriel de la CNT- Éducation. L'abonnement est de 15 € pour 6 n° et l'abonnement de soutien est de 20 €. Commande du premier numéro : 2,5 € Chèque à l'ordre de CNT (mention au dos : revue fédérale), à envoyer à : FTE-CNT 33, rue des Vignoles 75020 Paris

A trop courber l'échine, Bulletin acrate c/o STA BP 1021 76171 Rouen Cedex 1 France

Bilan et perspectives, BP 45, 13266 Marseille cedex 08 E-mail : france@ibrp.org

L'internationaliste, traduction en français du mensuel du groupe italien Lota comunista. Une lecture fort utile en particulier si l'on cherche des éléments sur les projets stratégiques de l'impérialisme européen., thème peu abordé dans la presse d'extrême gauche sauf sous par le petit bout (politicien) de la lorgnette : les consignes de vote aux référendums et les bagarres d'appareil au sein de la « gauche » à ce propos. Plusieurs livres ont aussi été édités aux Editions Science marxiste notamment **Guido La Barbera** : *La crise du capitalisme d'état* - **Guido La Barbera** : *L'Europe et la guerre* **Arrigo Cervetto** : *La difficile question des temps* - **Arrigo Cervetto** : *Le monde multipolaire* Editions Science marxiste - 242 boulevard Voltaire 75 011 Paris Fax 01 40 09 29 90

Le nerf de la guerre...

Éditer une revue coûte du temps, bien sûr, mais aussi de l'argent. Voici nos comptes !

Ni patrie ni frontières N° 1

Total vendu **143** (Échanges : 34. Diffusion : 177. Imp. : 250 exemplaires)

Ni patrie ni frontières N°2

Total vendu **118** (Éch. : 31. Diff. : 149. Imp. : 225 exemplaires)

Ni patrie ni frontières N° 3

Total vendu **109** (Éch. : 35. Diff. : 144. Imp. : 200 exemplaires)

Ni patrie ni frontières N° 4-5

Total vendu **89** (Éch. : 35. 144 : 118. Imp. : 151 exemplaires)

Ni patrie ni frontières N° 6-7

Total vendu **75** (Éch. : 35. Diff. : 110. Imp. : 200 exemplaires)

Ni patrie ni frontières N° 8-9

Total vendu **89** (Éch. : 35. Diff. : 124. Imp. : 200 exemplaires)

Ni patrie ni frontières N° 10

Total vendu **70** (Éch. : 35. Diff. : 105 . Imp. : 160 exemplaires)

Emma Goldman et la révolution russe

Total **61** (Imp. : 200 exemplaires)

Nationalisme, antisémitisme et « altermondialisme » (textes inédits)

Total vendu : **23** (+ 32 envoyées aux abonnés) (Imp. : 150 exemplaires)

Voltaire de Cleyre

Total vendu : **16** (Imp. : 100 exemplaires)

Débat sur la révolution russe

Total vendu **13** - (Imp. : 100 exemplaires)

Femmes en Irak (textes inédits)

Total vendu **122** - (Imp. : 200 exemplaires)

Nationalism, antisemitism and the nonglobal movement (**textes de De Fabel**)

Vente directe : **16** (impression : 100 exemplaires)

Refugees, migrants and « illegal » workers in the Netherlands (textes de De Fabel)

Total vendu : **10** - (impression : 50 exemplaires)

France : secularism, Republican nationalism, multiculturalism, immigration and Islam (textes à propos du débat sur le hijab) – Total vendu : **50** (impression : 100 exemplaires)

DEPENSES pour 7 numéros et 8 brochures (impression, reliure, frais d'envoi) : **9 849** euros

TOTAL DES RENTREES (revues + brochures) **4 809**

DEFICIT = **5 040 euros**

(Ces chiffres n'incluent pas les dépenses faites pour l'achat des appareils nécessaires à la confection de la revue et des brochures soit 2562 euros.). Notre avenir est entre vos mains ! Abonnez-vous et faites connaître la revue autour de vous. Et n'oubliez pas : tous les textes se trouvent sur le site mondialisme.org Cliquez ensuite sur Ni patrie ni frontières et ses diverses sous-rubriques.

A propos du contenu de la revue et de ses suppléments

NI PATRIE NI FRONTIERES A PUBLIE 1390 PAGES DE TEXTES EN L'ESPACE DE DEUX ANS AVEC 7 NUMEROS SIMPLES OU DOUBLES ET 2 SUPPLEMENTS : 518 PAGES DE TRADUCTIONS INEDITES (37,2 %), 271 PAGES DE TEXTES FRANÇAIS INEDITS (19,5 %) ET 599 PAGES DE TEXTES DEJA PUBLIES DANS D'AUTRES PUBLICATIONS (43 %). LA DISTRIBUTION ENTRE CES TROIS TYPES DE SOURCES A VARIE SELON LES NUMEROS, CERTAINS (LES NUMEROS 4/5 ET 6/7) ETANT PARTICULIEREMENT PAUVRES EN TRADUCTIONS, D'AUTRES (LES NUMEROS 1, 2 ET 8/9 OU LES DEUX SUPPLEMENTS) CONTENANT UNE MAJORITE DE TRADUCTIONS INEDITES. LA DIVERSITE DES COURANTS REPRESENTES (TROTSKYSTES, « ULTRAGAUCHES », ANARCHISTES, FEMINISTES, REVOLUTIONNAIRES NON « PARTIDAIRES » ET AUTRES) A ETE UNE CONSTANTE DANS CHAQUE NUMERO MAIS LES COURANTS FEMINISTES ONT ETE LES PLUS MAL SERVIS.

Numéro	1	2	3	4/5	6/7	8/9	10	Suppléments	Total
							(inédits)		
Pages	128	150	176	217	235	258	164	62	= 1390
Traductions	66	113	45	32	23	119	58	62	= 518
	1,5								